

L'ANGLETERRE, LA FRANCE

ET LA

RÉVOLUTION DE 1848

LE TROISIÈME MINISTÈRE DE LORD PALMERSTON
AU FOREIGN OFFICE (1846-1851)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

DONALD M. GREER

PARIS

F. RIEDER & C^{ie}, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE. — VI^e

—
1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551613_0001

L'ANGLETERRE, LA FRANCE

ET LA

RÉVOLUTION DE 1848

L'ANGLETERRE, LA FRANCE

ET LA

RÉVOLUTION DE 1848

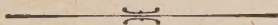
LE TROISIÈME MINISTÈRE DE LORD PALMERSTON
AU FOREIGN OFFICE (1846-1851)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

DONALD M. GREER



PARIS

F. RIEDER & C^{ie}, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE. — VI^e

—
1925

*Je tiens à remercier tous ceux qui se sont
intéressés à ce travail, surtout M. Emile
Bourgeois, sous la direction duquel cette étude
a été entreprise.*



AVANT-PROPOS

Le rôle joué par la diplomatie anglaise dans les affaires européennes des années critiques de 1846 à 1851 n'a jamais été jusqu'à présent le sujet d'une étude spéciale et détaillée. Les archives, indispensables à un tel travail, n'ont été ouvertes que dans ces toutes dernières années, et probablement que la diplomatie compliquée et apparemment contradictoire de Palmerston n'a guère encouragé les historiens. L'auteur de la présente étude a cherché à remplir ce vide, en donnant ce récit, basé sur des sources documentaires, des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne, la France et le Continent durant le troisième et dernier séjour de Palmerston au Foreign Office.

Chaque pays d'Europe a été traité séparément. Cette méthode impliquant nécessairement une certaine confusion chronologique, peut être critiquée. Néanmoins, l'auteur devait choisir entre la confusion chronologique et la confusion des actes de Palmerston en entremêlant son récit d'explications des bouleversements qui eurent lieu dans les divers Etats de l'Europe. Par exemple, la politique de Palmerston en Espagne diffère essentiellement de sa ligne de conduite en Italie ; pareillement sa politique italienne et sa politique hongroise, quoique en réalité dépendant l'une de

l'autre, peuvent sembler presque incompatibles. Aussi, afin de souligner les traits saillants de la diplomatie britannique dans chaque pays, nous avons jugé préférable de risquer l'inévitable confusion chronologique en nous réservant d'en corriger, autant que possible, l'incohérence par un résumé chronologique à la fin du dernier chapitre.

BIBLIOGRAPHIE

I

DOCUMENTS D'ARCHIVES

I. — ARCHIVES DU FOREIGN OFFICE.

A. Dépêches.

Austria (F. O. 7), vol. CCCXXIX-CCCXCII.
Denmark (F. O. 22), vol. CLII-CXCIII.
France (F. O. 27), vol. DCCXLVI-CMXXIV.
Germany or Germanic Confederation (F. O. 30), vol. XCIV-CLIV.
Greece (F. O. 32), vol. CXLI-CXCVI.
Italian States (F. O. 43), vol. XL-LVIII.
Italy or Minto Mission (F. O. 44), vol. I-V.
Portugal (F. O. 63), vol. DCXXXVI-DCCLII.
Prussia (F. O. 64), vol. CCLXII-CCCXXXVII.
Russia (F. O. 65), vol. CCCXIX-CDIII.
Sardinia (F. O. 67), vol. CXXXVI-CLXXXII.
Sicily and Naples (F. O. 70), vol. CCVII-CCLVII.
Spain (F. O. 72), vol. DCXCIV-DCCC.
Switzerland (F. O. 100), vol. XLVII-LXXV.
Turkey (F. O. 78), vol. DCXXXV-DCCCXCIX.
Tuscany and Rome (F. O. 79), vol. CXVII-CLIV.

B. Rapports, mémoires, etc.

Austria (F. O. 120), vol. CC-CCLX.
France (F. O. 146), vol. CCCX-CD.
Germany or Germanic Confederation (F. O. 208), vol. CCXCVI-CCCLX.
Prussia (F. O. 224), vol. LXV-CX.
Sardinia (F. O. 167), vol. XX-LX.
Sicily and Naples (F. O. 165), vol. LX-CXX.
Tuscany and Rome (F. O. 170), vol. XXXV-LX.

C. Papiers supplémentaires (F. O. 97).

Austria, vol. XLII-XLIII.
Denmark, vol. CXVIII-CXXI.
France, vol. CXCVIII.
Sardinia, vol. CCCLXIV.

II. — ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Correspondances.

Angleterre, vol. DCLXVI-DCLXXXIV.
 Allemagne, vol. DCCCLIII-DCCCVIII.
 Autriche, vol. CDXXXIV-CDXXXIX.
 Danemark, vol. CCX-CCXIV.
 Espagne, vol. CII-CIV.
 Grèce, vol. XLV-LII.
 Italie, vol. CCCXVIII-CCCXXV.
 Naples, vol. CLXXI-CLXXV.
 Portugal, vol. CLXXV-CLXXXI.
 Prusse, vol. CCC-CCCV.
 Russie, vol. CCI-CCV.
 Saint-Siège, vol. CMLXXXVI-CMXC.
 Suisse, vol. DLII-DLX.
 Toscane, vol. CLXXIX-CLXXXV.
 Turquie, vol. CCXCVI-CCCV.

II

DOCUMENTS OFFICIELS PUBLIÉS

I. — ANGLAIS.

Parliamentary Papers (Livres bleus et blancs).

Affaires de Danemark.

Correspondence respecting the affairs of Denmark (1850-1853), Londres, 1864.
 Protocol of Warsaw relative to the Danish Succession (1851), Londres, 1856.

Affaires d'Espagne.

Correspondence relating to the marriages of the Queen and the Infanta of Spain (1846), Londres, 1847.
 Papers relative to the affairs of Spain and the correspondence between Sir Henry Bulwer and the Duke of Sotomayor (1848), Londres, 1848.
 Correspondence between the British Government and the Government of Spain (1848), Londres, 1848.
 Appendix to the Correspondence between the British Government and the Government of Spain (1848), Londres, 1848.
 Correspondence between Viscount Palmerston and M. de Isturiz relating to the removal of Sir Henry Bulwer from Madrid (1848), Londres, 1848.
 Dispatch from Sir Henry Bulwer to Viscount Palmerston dated London, May 30th, 1848, Londres, 1848.

Affaires de Grèce.

Correspondence respecting the demands made upon the Greek Government (1850), Londres, 1850.
 Further correspondence respecting the demands made upon the Greek Government (1850), Londres, 17 mai 1850.
 Further correspondence, etc., Londres, 27 mai 1850.
 Further correspondence, etc., Londres, 14 juin 1850.
 Further correspondence, etc., Londres, 18 juin 1850.
 Further correspondence, etc., Londres, 24 juin 1850.

Correspondence respecting Mr. Finlay's claim upon the Greek Government (1850), Londres, 1850.

Correspondence respecting the Mixed Commission appointed to investigate the claims of M. Pacifico upon the Greek Government in regard to the loss of documents connected with his claims upon the Portuguese Government (1850-1851), Londres, 1851.

Affaires de Hongrie.

Correspondence relative to the affairs of Hungary (1847-1849), Londres, 1850.

Correspondence respecting the Refugees from Hungary within the Turkish Dominions (1849), Londres, 1851.

Further correspondence respecting the Refugees from Hungary (1850-1851), Londres, 1852.

Memorials and correspondence relative to the Hungarian refugees detained in Turkey (1851-1852), Londres, 1852.

Affaires d'Italie.

Correspondence respecting the affairs of Italy (1846-1849), Londres, 1849. (Vol. I, 1846-1847 ; vol. II, janvier 1848-30 juin 1848 ; vol. III, 1^{er} juillet 1848-30 décembre 1848 ; vol. IV, 1^{er} janvier 1849-27 mars 1849.)

Correspondence respecting the affairs of Naples and Sicily (janvier 1848-16 avril 1849), Londres, 1849.

Correspondence respecting the affairs of Rome (1849), Londres, 1851.

Affaires de Portugal.

Correspondence relating to the affairs of Portugal (8 octobre 1846-1^{er} juin 1847), Londres, 1847.

Appendix to the Correspondence relating to the affairs of Portugal (1842-1846), Londres, 1847.

Affaires de Suisse.

Correspondence relative to the affairs of Switzerland (1844-1847), Londres, 1847.

II. — FRANÇAIS.

Revue rétrospective ou archives secrètes du dernier gouvernement.

Trente-trois numéros. (Edité par M. Taschereau.) Paris, 1848.

Lesur : *Annuaire historique universel*, 1 vol. par an, 1846-1852.

III. — ALLEMAND.

Alderstein : *Archiv. des ungarischen Ministeriums und landesvertheidigungsausschusses*, 3 vol., Altenbourg, 1851.

III

MÉMOIRES, LETTRES, DISCOURS, ETC.

I. — ANGLAIS.

Greville (C.-C.-F.), *Memoirs*, 8 vol., Londres, 1896.

Croker (J.-W.), *Correspondence and Daires*, 3 vol., Londres, 1884.

Elliot (Sir H.), *Diplomatic Recollections*, Londres.

Hansard, *Parliamentary Debates*, 1846-1852, Londres.

- Letters of Queen Victoria* (Benson and Escher), 3 vol., Londres, 1907.
 Loftus (Lord Augustus), *Diplomatic Reminiscences*, 4 vol., Londres, 1892-1894.
 Malmsbury (Earl of), *Memoirs of an Ex-minister*, 2 vol., Londres, 1884.
 Peel (Sir Robert), *Papers* (Recueillis par C.-S. Parker), 3 vol., Londres, 1899.
 Reeve (Henry), *Memoirs*, 2 vol., Londres, 1898.
 Russell (Lord John), *Recollections and Suggestions* (1813-1873), Londres, 1888.
 Russell (Lord John), *Speeches and Dispatches*, Londres, 1870.
 Senior (Nassau), *Conversations with M. Thiers, M. Guizot, etc.*, 2 vol., Londres, 1878.
 Ward (John), *Experiences of a Diplomatist*, Londres, 1872.
 Wemyss (Mrs. R.), *Memoirs and Letters of Sir Robert Morier*, 2 vol., Londres, 1911.

II. — FRANÇAIS.

- Barante (Baron de), *Souvenirs*, 8 vol., Paris, 1899-1901.
 Barrot (Odilon), *Mémoires*, 4 vol., Paris, 1875.
 Bastide (J.), *La République française et l'Italie*, Paris, 1858.
 Berryer (P.-A.), *Discours parlementaires*, 5 vol., Paris, 1872-1874.
 Broglie (Duc de), *Souvenirs*, 4 vol., Paris, 1886.
 Castellane (Maréchal de), *Journal*, 6 vol., Paris, 1896.
 Corcelles (de), *Souvenirs de 1848*, Paris, 1849.
 Cuvillier-Fleury, *Journal et correspondance intime*, 2 vol., Paris, 1902.
 Doudan (X.), *Mélanges et lettres*, 4 vol., Paris, 1876-1877.
 Faye (Planet de la), *Documents et pièces authentiques laissés par Daniel Manin*, 2 vol., Paris, 1860.
 Falloux (A.-F.-P. de), *Discours et mélanges politiques*, 2 vol., Paris, 1882.
 Falloux (A.-F.-P. de), *Mémoires d'un royaliste*, 2 vol., Paris, 1888.
 Guizot (F.-P.-G.), *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 9 vol., Paris, 1858-1868.
 Guizot (F.-P.-G.), *L'Histoire parlementaire de France 1815-1849*, 5 vol., Paris, 1863.
 Guizot (F.-P.-G.), *Lettres à sa famille et à ses amis* (Recueillies par M^{me} de Witt), Paris, 1884.
 Lamartine (A. de), *La politique de Lamartine* (Choix de discours par L. de Ronchaud), 2 vol., Paris, 1878.
 Lamartine (A. de), *Trois mois au pouvoir*, Paris, 1848.
 Ledru-Rollin (A.-A.), *Discours politiques et écrits divers*, 2 vol., Paris, 1879.
 Lesseps (F. de), *Mémoire justificatif*, Paris, 1849.
 Maupas (C.-E. de), *Mémoires*, 2 vol., Paris, 1884.
 Montalembert (Vicomte de), *Discours*, 3 vol., Paris, 1861.
 Persigny (Duc de), *Mémoires*, Paris, 1896.
 Thiers (L.-A.), *Discours parlementaires*, 16 vol., Paris, 1879-1889.
 Thouvenel (L.), *La Grèce du roi Othon*, Paris, 1890.
 Tocqueville (Alexis de), *Correspondance et nouvelle correspondance inédite*, 3 vol., Paris, 1861-1868.
 Tocqueville (Alexis de), *Souvenirs*, Paris, 1893.

III. — AUTRES PAYS D'EUROPE.

- Azeglio (Comte Massimo di), *Correspondance politique avec Rendu*, Paris, 1866.
 Azeglio (Comte Massimo di), *Miei Ricordi*, 2 vol., Florence, 1867.
 Bunsen (C.-K.-J. von), *Memoirs*, 2 vol., Londres, 1868.
 Bunsen (C.-K.-J. von), *Memoir on the Constitutional Rights of Schleswig-Holstein, etc.*, Londres, 1848.

- Ernest (Duc de Saxe-Cobourg-Gotha), *Aus meinen Leben aus meiner Zeit*, 2 vol., Gotha, 1887.
 Grote (George), *Seven Letters on the Recent Politics of Switzerland*, Londres, 1876.
 Hübner (A. Comte de), *Une année de ma vie*, Paris, 1891.
 Kern (J.-C.), *Souvenirs politiques*, Bern, 1887.
 Korn, *Kossuth und die ungar in der Türkei*, Hambourg, 1851.
 Kossuth (L.), *Select Speeches of Kossuth*, Londres, 1853.
 Metternich (Prince de), *Memoires, documents et écrits divers*, 8 vol., Paris, 1883.
 Nesselrode (Comte de), *Lettres et papiers*, 10 vol., Paris, 1908.
 Pulszky (Franz), *Meine Zeit und mein Leben*, 4 vol., Pressbourg, 1880-1883.
 Smith (J.-A. Marquez de Carnota), *Memoirs of the Duke of Saldanha with selections from his correspondence*, 2 vol., Londres, 1880.
 Stiles (W.-H.), *Austria in 1848*, 2 vol., New-York, 1852.
 Stockmar (C.-F.) von, *Memoirs*, 2 vol., Londres, 1872.
 Vitzthum von Eckstadt (E.-K.), *Berlin und Wein in den Jahren 1845-1852*, Stuttgart, 1886.

IV

BIOGRAPHIES

I. — ANGLAIS.

- Ashley (E.), *Life of Viscount Palmerston*, 2 vol., Londres, 1879.
 Balfour (Lady Francis), *Life of George, Fourth Earl of Aberdeen*, Londres, 1823.
 Dalling (Lord Henry Lytton Bulwer), *Life of Viscount Palmerston*, 3 vol., Londres, 1874.
 Fagan (L.), *Life of Sir Anthony Panizzi*, 2 vol., Londres, 1879.
 Eardley-Wilmot (Sir M.-A.), *Life of Vice Amiral Lord Lyons*, Londres, 1898.
 Lee (Sydney), *Queen Victoria*, Londres, 1902.
 Lane-Poole (Stanley), *Life of Stratford Canning*, 2 vol., Londres, 1888.
 Lorne (Marquis of), *Palmerston*, Londres, 1892.
 Martin (Theodore), *The Life of His Royal Highness the Prince Consort*, 5 vol., Londres, 1875-1880.
 Maxwell (Sir H.), *Life and Letters of the Earl of Clarendon*, Londres, 1913.
 Money Penny and Buckle, *Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield*, 6 vol., Londres, 1910-1920.
 Phillimore (Augustus), *Life of Sir William Parker*, 3 vol., Londres, 1876-1880.
 Sanders (L.-C.), *Life of Viscount Palmerston*, Londres, 1888.
 Stanmore (Lord), *The Earl of Aberdeen*, Londres, 1893.
 Strachey (Lytton), *Queen Victoria*, Londres, 1921.
 Walpole (Spencer), *Life of Lord John Russell*, 2 vol., Londres, 1889.

II. — FRANÇAIS.

- Cochin (Denys), *Louis-Philippe d'après des documents inédits*, Paris, 1918.
 Courmeau (E.), *Ledru-Rollin*, Paris, 1885.
 Crozals (J. de), *Guizot*, 1893.
 Keller (E.), *Le Général de Lamoricière*, 2 vol., Paris, 1880.
 Mignet, *Rossi*, Paris, 1849.
 Mazade (C. de), *Cinquante années d'histoire contemporaine*, Paris, 1884. (Vie de Thiers).

- Thirria, *Napoléon III avant l'Empire*, 2 vol., Paris, 1899.
 Remusat (P. de), *Thiers*, Paris, 1889.
 Whitehouse (R.-H.), *Life of Lamartine*, 2 vol., Londres, 1918.

III. — AUTRES PAYS D'EUROPE.

- Almeida e Araujo Correa die Lacerda (J.-M.), *Apontes Contemporaneos de Anlinio Bernado da Cosat Cabral*, 2 vol., Lisbonne, 1844-1850.
 Mendonca (Lopes de), *Notica historica do Duque de Palmella*, Lisbonne, 1859.
 Soriano (J.-P. da Luz), *Vida do Marquez de Sa da Bandeira*, 2 vol., Lisbonne, 1887-1888.
 Wertheimer (Eduard von), *Graf Julius Andrassy, sein Leben und seine Zeit*, 3 vol., Stuttgart, 1913.

V

HISTOIRES GÉNÉRALES

I. — ANGLAIS.

- Cambridge, *History of British Foreign Policy*, 3 vol., Cambridge, 1923.
 Escott (T.-H.-S.), *The Story of British Diplomacy*, Londres, 1909.
 Walpole (Spencer), *History of England from the Conclusion of the Great War*, 5 vol., Londres, 1886.

II. — FRANÇAIS.

- Bourgeois (E.), *Manuel historique de politique étrangère*, 3 vol., Paris, 1892.
 Hildebrande (K.), *Geschichte Frankreichs von der Tronbesteigung Louis-Philippe* (1830-1848), 2 vol., Gotha, 1877-1879.
 Lavisé (E.), *Histoire de la France contemporaine*, vol. V et VI, Paris, 1921.
 Thureau-Dangin (P.), *Histoire de la Monarchie de Juillet*, 7 vol., Paris, 1884-1890.

III. — AUTRES PAYS D'EUROPE.

- Allen (C.-F.), *Histoire de Danemark*, 2 vol., Copenhagen, 1878.
 Baumgarten (H.), *Geschichte Spaniens*, 3 vol., Leipzig, 1863.
 Baumgartner (G.-F.), *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen von 1830 bis 1850*, 4 vol., Zurich, 1853-1866.
 Bianchi (N.), *Storia della Monarchia Piemontese 1773-1861*, 3 vol., Turin, 1877-1885.
 Bianchi (N.), *Storia documentata della Diplomazia Europa in Italia dall'anno 1814 all'anno 1861*, 8 vol., Turin, 1865-1872.
 Clarke, Butler, *Modern Spain*, Cambridge, 1906.
 Debidour (A.), *Histoire diplomatique de l'Europe 1814-1872*, 2 vol., Paris, 1891.
 Diercks (G.), *Geschichte Spaniens*, 2 vol., Berlin, 1895-1896.
 Finlay (G.), *History of Greece from the Conquest of the Romans to the Present Time*, 7 vol., Londres, 1874.
 Friedjung (H.), *Oesterreich von 1848 bis 1860*, 2 vol., Stuttgart, 1908.
 Gavard (A.), *Histoire de la Suisse au XIX^e siècle*, Paris, 1875.
 Giedroyc (A.), *Résumé de l'histoire du Portugal au XIX^e siècle*, Paris, 1904.
 Gosch (Charles A.), *Denmark and Germany since 1815*, Londres, 1862.
 Hubbard (G.), *Histoire contemporaine de l'Espagne*, 6 vol., Paris, 1869-1883.

- King (Bolton), *A History of Italian Unity*, 2 vol., Londres, 1899.
 Le Grand (M.), *Le Portugal : Notice historique au point de vue du développement de ses relations avec la France*, Fécamp, 1895.
 Mowat (R.-B.), *A History of European Diplomacy 1814-1914*, Londres, 1923.
 Echsli (W.), *History of Switzerland*, Cambridge, 1923.
 Parish (H.-H.), *The Diplomatic History of the Monarchy of Greece*, Londres.
 Seipel (P.), *La Suisse au XIX^e siècle*, Lausanne, 1899-1900.
 Springer (A.), *Geschichte Oesterreichs seit dem Wiener Frieden*, 2 vol., Leipzig, 1865.
 Thayer (W.-R.), *The Dawn of Italian Independence*, 2 vol., Boston, 1894.

VI

HISTOIRES PARTICULIÈRES

I. — ANGLAIS.

- Ficquelmont (Comte de), *Lord Palmerston, l'Angleterre et le Continent*, Paris, 1852.
 Francis (G.-H.), *Opinions and Policy of Viscount Palmerston*, Londres, 1852.
 Hall (John), *England and the Orleans Monarchy*, Londres, 1912.
 Laugel (A.), *Lord Palmerston et Lord John Russell*, Paris, 1877.
 Martin (Kingsley), *The Triumph of Lord Palmerston*, Londres, 1924.
 Sproxton (C.), *Palmerston and the Hungarian Revolution*, Cambridge, 1919.
 Taillandier (Saint-René), *Le roi Léopold et la reine Victoria*, Paris.

II. — FRANÇAIS.

- Bapst (Edmond), *L'empereur Nicolas I^{er} et la II^e République française*, Paris, 1898.
 Blanc (Louis), *Histoire de la Révolution de 1848*, 2 vol., Paris, 1870.
 Bourgeois (E.) et Clermont (E.), *Rome et Napoléon III*, Paris, 1907.
 Garnier-Pagès (L.-A.), *Histoire de la Révolution de 1848*, 11 vol., Paris, 1861-1872.
 Harcourt (Baron de), *Les quatre ministères de Drouyn de Lhuys*, Paris, 1882.
 Haussonville (Comte de), *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français 1830-1848*, 2 vol., Paris, 1850.
 La Gorce (Pierre de), *Histoire de la Seconde République française*, 2 vol., Paris, 1887.
 Lamartine (A. de), *Histoire de la Révolution de 1848*, 2 vol., Paris, 1859.
 Marcel (R. Pierre), *Essai politique sur Alexis de Tocqueville*, Paris, 1903.
 Quentin-Buchart, *Lamartine et la politique extérieure de la Révolution de février*, Paris, 1907.
 Regnault (E.), *Histoire de huit ans*, 3 vol., Paris, 1852.
 Simpson (F.-A.), *Louis-Napoléon and the Recovery of France*, 1848-1859, Londres, 1923.
 Stern (Daniel), *Histoire de la Révolution de 1848*, 2 vol., Paris, 1850.
 Torre (F.), *Memoire Storiche sull' intervento Francese in Roma*, 3 vol., Turin, 1851.

III. — AUTRES PAYS D'EUROPE.

- Chowitz (J.-F.-J.), *Geschichte der ungerischen Revolution 1848-1849*, 2 vol., Stuttgart, 1849.

- Creteineau-Joly, *Histoire du Sonderbund*, Paris, 1850.
Dufour (C.-H.), *La Campagne du Sonderbund*, Paris, 1850.
Esmarch (K.), *Die Legilimität in Schleswig-Holstein*, Prague, 1863.
Giovagnoli (R.), *Pelligrino Rossi e la Rivoluzione Romana*, Rome, 1898.
Iranyi (D.) et Chassin (C.-L.), *Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, 1847-1849, 2 vol., Paris, 1859-1860.
Jessen (F.), *La Question du Slesvig*, Copenhagen, 1906.
La Fraina (G.), *Istoria Documentata della Rivoluzione Siciliana*, 2 vol., Capolago, 1851.
Le Mason, *Naples en 1848-1849*, Turin, 1853.
Le Mason, *Venise en 1848-1849*, Turin, 1850.
Matter (P.), *La Prusse et la Révolution de 1848*, Paris, 1859.
Nenabrea (L.), *Histoire des négociations qui ont précédé le traité de 1849*, Turin, 1849.
Ottolini (V.), *La Rivoluzione Lombarda del 1848-1849*, Milan, 1887.
Pepe (G.), *Les révolutions et les guerres d'Italie en 1848 et 1849*, 3 vol., Paris, 1857.
Salisbury (Marquis of), *The Danish Duchies*, Londres, 1864.
Twiss (Sir Travers), *On the Relations of the Duchies of Schleswig and Holstein to the crown of Denmark and the German Confederation*, Londres, 1848.
Vaillant (M.), *Le siège de Rome*, Paris, 1850.
Vimercati, *Histoire de l'Italie en 1848 et en 1849*, Paris, 1852.
-

CHAPITRE PREMIER

La rupture de l'entente cordiale

I. — RÉCAPITULATION

Lorsqu'en juillet 1846 Palmerston devint pour la troisième fois ministre des Affaires étrangères, la première affaire qui occupa son attention fut la question des mariages espagnols. Se trouvant à Paris en 1840, il avait eu, à la demande expresse de Guizot, une longue conversation avec ce dernier sur l'état des affaires d'Espagne. Guizot lui avait alors dit : « La Reine se mariera avec Cadix, ensuite Montpensier épousera l'Infante ». Palmerston objecta que si la Reine mourait sans enfants, le trône reviendrait à Montpensier, mais Guizot répliqua : « La Reine aura des enfants et ne mourra pas (1) ».

Dès l'origine de cette affaire, la politique du Gouvernement français fut claire et sans équivoques. En Espagne, Christine, la Reine mère, dont l'influence était prépondérante, désirait marier sa fille avec un des fils de Louis-Philippe ; ce désir était partagé par les leaders les plus influents du parti modéré et par l'armée (2). Mais Louis-Philippe sachant qu'une telle alliance serait combattue par l'Autriche et l'Angleterre, et qu'elle entraînerait peut-être la rupture de l'Entente cordiale qu'il considérait comme « l'intérêt réel des deux pays et le véritable alcazar de la paix d'Europe », refusait dans les termes les plus clairs et les plus catégoriques d'envisager même la question (3).

(1) Stockmar, *Memoirs*, vol. II, p. 133. — Saint-René Taillandier, *Léopold et Victoria*, p. 75. — Martin, *The Prince Consort*, vol. I, p. 373.

(2) *Mémoires de Metternich*, vol. VII, p. 19. — *Mémoires de Guizot*, vol. VIII, p. 107.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 107, 108, 109. Louis-Philippe à Guizot, 11 janvier 1841. 23 août 1843 et 20 juin 1842. — Stockmar, *op. cit.*, vol. II, p. 135.

Cependant, si le Gouvernement français était résolu, dès l'origine de cette affaire, à ne pas marier Isabelle avec un prince français, il était non moins ferme dans son assertion que la Reine d'Espagne devait se marier avec un Bourbon (1).

Au printemps 1842, les vues du Gouvernement français touchant le choix d'un époux pour la Reine Isabelle furent expliquées aux Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de l'Autriche, par M. Pageot, envoyé en mission spéciale. A Londres, Aberdeen et Peel refusèrent d'accepter le « principe Bourbon (2) », c'est-à-dire l'exclusion de tout prince étranger à la Maison de Bourbon. A Vienne, Metternich déclara sans hésiter qu'il s'opposerait à toute autre combinaison que le mariage d'un fils de Don Carlos avec la Reine Isabelle (3).

L'attitude de l'Angleterre était dictée par un autre motif qu'un respect abstrait pour l'indépendance de l'Espagne. La famille de Cobourg et son rusé mentor Stockmar travaillait depuis longtemps à préparer la route au trône d'Espagne au Prince Léopold, cousin du Prince Albert, et frère du Roi consort Ferdinand de Portugal. Le Gouvernement Peel, sans encourager Cobourg, ne le désavouait pas non plus, et cette attitude de prétendue neutralité facilitait admirablement les chances de la candidature Cobourg. La Reine mère Christine désirait une grande alliance, et si Louis-Philippe lui refusait un de ses fils, elle était prête à accepter un prince apparenté aux Cours de Londres, de Lisbonne et de Bruxelles (4). Elle avait déjà, à plusieurs reprises, discuté cette alliance (5) avec les agents du Gouvernement britannique. Ses avances n'étaient ni encouragées, ni repoussées par Peel et Aberdeen qui refusaient obstinément d'en venir à un accord avec Louis-Philippe et Guizot sur la question de ce mariage.

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 110, 111. Guizot à Flahault, 27 mars 1842, et Guizot à Sainte-Aulaire, 28 octobre 1841.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 114, 117. Sainte-Aulaire à Guizot, 2 mars 1842.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 118, 119. — Metternich, *op. cit.*, pp. 38-45, 121-125.

(4) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 217. — Stockmar, *op. cit.*, vol. II, p. 135.

(5) Villiers à Palmerston, 17 novembre 1838, *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DIX. — Cowley à Aberdeen, 28 avril 1842, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCXXXI et vol. DCXLIX, Cowley à Aberdeen, 28 avril 1842. — Hall, *England and the Orleans Monarchy*, pp. 335, 336. — Stockmar, *op. cit.*, vol. II, p. 135.

La Régence d'Espartero (1841-1843) fut une période d'influence anglaise. Les ministres d'Angleterre, Villiers et Aston, étaient les conseillers les plus intimes du Gouvernement du Régent. La chute d'Espartero et la déroute du parti progressiste durant l'été de 1843 mit fin brusquement à l'influence britannique. Le Cabinet de Londres changea immédiatement de tactique. Espartero n'avait pas encore quitté Cadix lorsque Aberdeen proposa à Guizot, avec une finesse toute diplomatique, que la Grande-Bretagne et la France s'efforçassent à arriver à un accord sur les affaires d'Espagne (1).

En septembre de la même année, Victoria et Aberdeen visitèrent Louis-Philippe et Guizot à Eu. Le Roi de France renouvela sa promesse concernant l'exclusion de ses fils comme prétendants à la main d'Isabelle (2), et Aberdeen répondit « qu'exception faite d'un fils du roi, tout autre candidat choisi par l'Espagne serait accepté par l'Angleterre (3) ».

Durant l'automne de 1843, Bulwer et Bresson vinrent à Madrid comme représentants de leurs nations respectives. Ils étaient doués tous les deux d'une humeur plutôt vive, et la dispute qui s'éleva presque immédiatement entre eux influença, sans doute, le cours de l'affaire du mariage.

[Entre temps, des négociations avaient été ouvertes pour le mariage d'Isabelle avec le Comte Trapani, un Bourbon de Naples. Cependant, cette alliance n'était appuyée que par la France ; elle était impopulaire en Espagne, et la Reine Christine ne la considérait que comme une dernière ressource, au cas où elle ne réussirait pas à assurer « une grande alliance ».

Aberdeen, qui avait pourtant mis lui-même en avant l'idée du mariage Trapani (4), était maintenant peu disposé à l'encourager, et il se déclara bientôt en faveur d'un des fils de l'Infant Don François (5). Bulwer employa toute son influence à combattre l'union Trapani. Il était, dès le début, opposé au

(1) Aberdeen à Cowley, 21 juillet 1843, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 143.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 145. — Martin, *Prince Consort*, vol. I, pp. 181-183.

(3) Aberdeen à Stockmar, 10 septembre 1843, Martin, *op. cit.*, vol. I, p. 183. — Voir aussi Henry Southern à George Villiers, 3 janvier 1844; Maxwell, Clarendon, vol. I, pp. 254-256.

(4) Dans une conversation avec Sainte-Aulaire, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 181.

(5) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 213.

principe Bourbon et en faveur d'un mariage Cobourg (1).

Ce fut pendant les négociations pour le mariage Trapani que Guizot suggéra un mariage entre le Duc de Montpensier et l'Infante Dona Luisa Fernanda, la sœur d'Isabelle. « Quand », écrivait-il à Bresson, « la Reine Isabelle sera mariée et aura un enfant, Monsieur le Duc de Montpensier sera fort disposé à épouser l'Infante Dona Fernanda (2) ». Bresson saisit cette idée avec empressement. Il écrivit à Guizot : « J'ai laissé entrevoir au Général Narvaez que le mariage de l'Infante conçu dans un sens plus populaire pourrait faciliter celui de la Reine, et que les deux alliances pourraient être annoncées le même jour (3) ».

Durant l'automne de 1845, Victoria et son Ministre rencontrèrent une seconde fois Louis-Philippe et Guizot à Eu, et un accord définitif sur la question espagnole fut décidé.

Louis-Philippe et Guizot promirent à nouveau qu'un prince français n'épouserait pas la Reine d'Espagne. Mais lorsque la Reine serait mariée et aurait un enfant (ou, d'après certains mémoires, « des enfants »), Montpensier épouserait l'Infante. Victoria et Aberdeen donnèrent leur consentement à cet arrangement, et ils acceptèrent aussi, tacitement du moins, le principe Bourbon, qui s'appliquait avec une force égale au mariage de la Reine et à celui de l'Infante. Ils promirent de ne pas appuyer, ni de pousser la candidature de Léopold de Cobourg. Sur ce dernier point, cependant, les paroles de Victoria et d'Aberdeen impliquaient une réticence mentale qui rendait nuls les engagements qu'ils avaient pris. Ils décidèrent que Cobourg ne serait « ni avoué, ni appuyé par l'Angleterre » ; mais ils ne s'engagèrent pas à l'empêcher d'accepter une offre si elle lui était faite. Victoria et Aberdeen étaient au courant des prédilections de Christine pour un mariage qui assurerait à l'Espagne l'alliance de la France ou de l'Angleterre, et comme Louis-Philippe et Guizot venaient de renouveler leur promesse de refuser la demande d'un Prince

(1) Bulwer, *Life of Palmerston*, vol. III : « J'étais tout à fait opposé aux prétentions Bourbon », p. 213. Voir aussi p. 212 du même volume. Voir aussi *The Quarterly Review*, janvier 1868, pp. 124-128, une critique du dernier volume des *Mémoires de Guizot*.

(2) Guizot à Bresson, 26 novembre 1844 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 223.

(3) Bresson à Guizot, 30 novembre 1844 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 223, 224.

français, on pouvait prévoir que le choix de Christine se reporterait sur le Prince Léopold de Cobourg.

C'est peut-être aller un peu loin de dire que Victoria et Aberdeen projetèrent délibérément cette duplicité ; mais il ne faut pas oublier que, tandis que Louis-Philippe *s'engageait à empêcher* l'un de ses fils à accepter l'offre de la main d'Isabelle, la Reine d'Angleterre et son Ministre ne promirent pas de combattre le choix du Prince Léopold (1).

La détente qui suivit l'accord d'Eu fut de courte durée. La menace d'un mariage Cobourg était trop immédiate et persistante. Peu après son retour en Espagne, en 1844, la Reine mère avait proposé à Bulwer une union avec Cobourg (2). Des rumeurs d'une intrigue Cobourg parvinrent à la Cour de France (3).

A ce moment critique, le Gouvernement de Peel démissionna, et les whigs, sous l'égide de Lord John Russell, tentèrent de former un ministère. Palmerston devait naturellement retourner au Foreign Office. Cette perspective réveilla immédiatement les inquiétudes de Guizot et du Roi de France.

A deux reprises, pendant la crise belge en 1830 et dans l'affaire de Mehemet Ali en 1840, l'intransigeante indifférence de Palmerston pour les sentiments français avait conduit les deux nations à deux doigts de la guerre. Le second stage de Palmerston au Foreign Office (1835-1841) avait été marqué par une froideur et une irritation croissante entre Paris et Londres (4). Il n'est donc pas étonnant que la perspective du retour de Palmerston au Foreign Office éveillât la méfiance de Louis-Philippe et de Guizot, qui écrivit à Bresson : « Nous ne pouvons jouer en ceci un rôle de dupes » ; et il ajoutait que si le prince Bourbon, qui devait s'appliquer au mariage de l'Infante Dona Fernanda, aussi bien qu'à celui d'Isabelle,

(1) Guizot à Bresson, 19 septembre 1845 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 224-227. Louis-Philippe à la Reine des Belges 14 septembre 1845, *Revue Rétrospective*, pp. 18-22. Stockmar, *op. cit.*, vol. II, pp. 142-3, 146. Aberdeen au Prince Albert, septembre 1845, Martin, *op. cit.*, vol. I, p. 348. Aberdeen à Peel, 8 septembre 1845, *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 44-45.

(2) Bulwer à Aberdeen, 1^{er} avril 1844, *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCLI, et Bulwer à Aberdeen, 15 mai 1844, *Ibid.*, vol. DCLII.

(3) Lettres diverses de Bresson et de Jarnac, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 219, 221, 223, 230, 233-5.

(4) *Cambridge History of British Foreign Policy*, vol. II, p. 231.

était menacé, Montpensier serait offert pour la Reine (1).

Russel ne réussit pas à former un Cabinet, Lord Grey refusant de faire partie d'un Gouvernement dans lequel Palmerston aurait les sceaux du Foreign Office. Mais comme, selon toute évidence, les whigs retourneraient au pouvoir dans quelques mois, et qu'alors Palmerston redeviendrait Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, Guizot écrivit son fameux mémorandum du 27 février 1846, exposant clairement la position du Gouvernement français et affirmant de nouveau que si l'infraction du principe Bourbon devenait imminente, le Gouvernement français se considérerait comme libéré de tout engagement et libre de marier Montpensier avec la Reine ou l'Infante. Ce mémorandum fut lu à Aberdeen, qui semble y avoir donné son assentiment (2). Il ne garda pas une copie de ce document (3). Palmerston déclara plus tard n'en avoir jamais entendu parler. Il est à remarquer que dans ce document, ainsi que dans la dépêche de Guizot à Bresson, le 10 décembre 1845, et les engagements de septembre 1845, le mariage de Dona Fernanda est traité exactement sur la même base que celui de la Reine, point qui semble avoir échappé à la plupart des historiens des mariages espagnols.

Les pires appréhensions de Guizot se réalisèrent bientôt. Le 21 mai 1846, Sainte-Aulaire écrivait qu'Aberdeen l'avait informé que la Cour d'Espagne avait offert de négocier le mariage de la Reine Isabelle avec le Prince Léopold de Saxe-Cobourg (4). L'offre avait été faite dans une lettre écrite par la Reine Christine, avec la connivence de Bulwer, et transmise au Duc Ernest de Cobourg, alors à Lisbonne, par un des courriers de Bulwer (5). Le compte rendu de cette affaire, écrit par Bulwer lui-même, ne permet pas de douter qu'il fut le grand instigateur de cette intrigue (6). Aberdeen réprimanda

(1) Guizot à Bresson, 10 décembre 1845 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 237-241.

(2) Stockmar, *op. cit.*, vol. II, pp. 152-154.

(3) J'ai cherché parmi les documents du « Public Record Office », mais je n'y ai pas trouvé de copie du mémorandum du 27 février 1846.

(4) Sainte-Aulaire à Guizot, 21 mai 1846 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 260, 261.

(5) Pour le texte de cette lettre, Christine à Ernest II, 2 mai 1846, voir *Ernst II, Aus Meinen Leben und Aus Meinen Zeit*, vol. I, pp. 163, 164.

(6) Bulwer, *Palmerston*, vol. III, pp. 220, 226, et *Quarterly Review*, janvier 1868, pp. 132, 133 ; Article de Bulwer sur le dernier volume des *Mémoires* de Guizot.

Bulwer ; celui-ci offrit sa démission, mais le Ministère Peel était déjà irrévocablement condamné, et Aberdeen, incertain de l'attitude qu'aurait son successeur sur cette affaire, refusa la démission de Bulwer (1).

Peu après, lorsque le Duc de Sotomayor, ambassadeur d'Espagne à Londres, questionna Aberdeen sur la question d'un mariage Cobourg, Aberdeen répondit que, « si aucun des descendants de Philippe V ne devait apporter la tranquillité au pays, l'Angleterre verrait sans déplaisir le choix d'un prince appartenant à une autre famille (2) ».

Le Duc Ernest répondit à l'offre de Christine en exprimant l'espoir que le mariage Cobourg pourrait s'accomplir (3).

Au mois d'août, une conférence eut lieu entre les membres de la famille Cobourg. Le Duc Ernest était revenu de Lisbonne et le Roi Léopold était venu exprès de Bruxelles. Le Roi des Belges et le Prince Albert semblent avoir conseillé au Duc Ernest de refuser la requête de Christine. Quinze jours après, le Duc Ernest écrivait à la Reine mère d'Espagne qu'il était forcé de refuser sa demande à cause de certaines objections soulevées par Louis-Philippe et le Gouvernement français (4). On fit part de cette réponse au Gouvernement français (5), mais le délai d'envoi de la réponse définitive fut probablement un chaînon dans la série d'événements qui devaient conduire au double mariage.

II. — LA RUPTURE DE L'ENTENTE

Le 29 juin 1846, le Ministère Peel fut renversé par une coalition de whigs et de tories protectionnistes. Un gouvernement Whig fut formé ayant à sa tête Lord John Russel, et Palmerston redevint Ministre des Affaires étrangères. Son retour fut comme le glas funèbre de l'entente cordiale.

Palmerston avait occupé le poste de Ministre des Affaires

(1) Bulwer, *Palmerston*, vol. III, p. 226. Martin, *op. cit.*, vol. I, pp. 250-252. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 273, 274.

(2) *Correspondence relative to the marriages of the Queen and the Infanta of Spain*. Martin, *op. cit.*, vol. I, pp. 356, 357, Aberdeen à Sotomayor, 22 juin 1846.

(3) Ernest II à Christine, juin 1846, *Duc Ernst II, Aus Meinen Leben und Aus Meinen Zeit*, vol. I, p. 166.

(4) *Ibid.*, vol. I, pp. 171-173, et Martin, *op. cit.*, vol. I, pp. 350-352.

(5) Martin, *op. cit.*, vol. I, p. 352.

étrangères de novembre 1830 à septembre 1841, sauf pendant un court intervalle, de novembre 1834 à avril 1835. Il faisait allusion à cette décade, lorsqu'il se vantait d'avoir assuré la paix de l'Europe pendant dix années (1). La paix de l'Europe avait été gardée pendant cet espace de temps, mais que cela fût dû à Palmerston est discutable.

Il avait engagé l'Angleterre dans une longue controverse avec la France qui devait aboutir, en 1840, à la séparation des deux pays. Il s'était montré hostile à la monarchie d'Orléans. Il avait affiché une indifférence complète pour les difficultés contre lesquelles le Gouvernement de Louis-Philippe se débattait, et tandis qu'il se vantait de ses propres efforts pour la cause de la paix, il feignait d'ignorer combien honnêtement Louis-Philippe avait travaillé pour maintenir la paix européenne.

Palmerston était un vieillard en 1846 ; sa mémoire se reportait facilement à la période des guerres de la Révolution, et il avait gardé les préjugés de cette époque, entre autres, du mépris pour la maison d'Orléans. Louis-Philippe, disait-il, était un homme « sur lequel on ne pouvait sincèrement compter » et encore « s'il avait été un homme droit, scrupuleux et d'un caractère élevé, il ne serait pas maintenant Roi de France (2) ». De 1835 à 1841, son attitude désobligeante et soupçonneuse s'accrut encore ; et Louis-Philippe et Guizot finirent par penser qu'avec Palmerston au Ministère des Affaires étrangères aucune entente avec l'Angleterre n'était possible (3).

La perspective du retour de Palmerston au Foreign Office avait décidé Guizot d'envoyer à Bresson la dépêche du 10 décembre 1845, dans laquelle il instruisait celui-ci d'être sur

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 67-69. Palmerston à Melbourne, 26 décembre 1845.

(2) Voir *Cambridge History of British Foreign Policy*, vol. II, pp. 290-291.

(3) Sur l'attitude de Louis-Philippe, voir ses lettres, notamment : Louis-Philippe à Louise, Reine des Belges, 14 septembre 1846, dans la *Revue Rétrospective*, pp. 17-22.

Sur l'animosité de Palmerston envers la France et la Monarchie d'Orléans, voir les lettres suivantes : Sainte-Aulaire à Guizot, 7 juin 1846 ; Guizot, vol. VIII, pp. 282-285. Mémoire sur la Défense Nationale par Palmerston, décembre 1846. Bulwer, *Palmerston*, vol. III, pp. 390-402.

Ibid., pp. 359-361, Palmerston à Normanby, 26 mars 1847.

Ibid., pp. 331-332, Palmerston à Bloontield, 23 janvier 1847.

Ibid., p. 325, Palmerston à Normanby, etc., etc.

ses gardes à Madrid. Louis-Philippe avait exprimé au même moment, avec réserve, ses craintes au Roi des Belges (1). Guizot écrit dans ses Mémoires : « Dès le printemps de 1846, la « perspective de la chute possible du Cabinet de Sir Robert « Peel aggrava fort la question (2) ».

Disraéli, qui se trouvait à Paris lors de la chute du Cabinet Peel, en décembre 1845, écrivait à Palmerston pour le prévenir de la méfiance intense avec laquelle on le considérait en France. Il lui suggéra de faire une visite à Paris, afin de faire disparaître quelque peu cette animosité (3). Palmerston lui-même se rendait compte de l'aversion qu'il inspirait à Paris, et ce fut sans doute pour calmer les esprits et pour préparer ses chances de retour au ministère qu'il visita cette capitale pendant les vacances de Pâques, en 1846 (4). Il y resta trois semaines, et il fit tout son possible pour s'y rendre agréable. Il dîna chez M^{me} de Lieven avec Guizot, et aux Tuileries avec le Roi, puis chez Lady Sandwich, avec Thiers et les leaders de l'opposition. Thiers et l'opposition lui firent une très cordiale réception. Thiers préparait déjà son « entente cordiale ». La Princesse Lieven, Guizot et le Roi le reçurent avec cette politesse parfaite, innée dans la race française. Guizot écrivait à Aberdeen : « Il « peut dire qu'il a été bien reçu. On a vu dans son voyage « une réparation du passé, un témoignage éclatant du besoin « et du désir qu'il ressentait de se montrer bien avec la France... « La venue à Paris dans le but évident d'effacer les souve- « nirs a été une nouvelle satisfaction. L'animosité s'est cal- « mée. La curiosité et la courtoisie sont venues à sa place. Lord « Palmerston n'a rien négligé pour cultiver cette disposition... « Il a vu tout le monde. Il a répété à tout le monde qu'il « était autant que personne ami de la paix, de la France, « partisan de l'Entente cordiale et bien décidé à la continuer « s'il revenait au pouvoir ». Mais il ajoutait : « Pour les hommes « sérieux, Lord Palmerston a paru, au fond, toujours le même, « avec les mêmes dispositions de caractère et d'esprit ; et pour « le public, même de l'opposition, l'accueil qu'on lui a fait

(1) *Revue Rétrospective*, pp. 395-396, Louis-Philippe au Roi des Belges, 12 décembre 1845.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 279.

(3) Monypenny and Buckle, *Life of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield*, vol. II, pp. 338-343, Disraéli à Palmerston, 14 décembre 1845.

(4) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 279. — Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 192.

« ne repose que sur des intérêts momentanés de parti et sur
 « des impressions qui, au moindre choc, s'évanouiront aussi
 « brusquement qu'elles sont venues, et feraient de nouveau
 « place à des impressions fort contraires (1) ».

Outre le témoignage de Guizot écrit à l'époque, les événements qui suivirent prouvèrent que la visite de Palmerston n'avait nullement changé les sentiments du gouvernement et du public français envers lui. Tout cela semblait n'avoir été qu'un simple exercice dans les formes de la politesse, rien de plus (2). Aberdeen, lui-même, ne pouvait donner aucune assurance quant à la politique que suivrait le nouveau Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Il citait les paroles de Palmerston sur les Français : « Ces gens-là sont essentiellement
 « envahisseurs, agressifs, provocants en toute affaire, ils veulent se faire une bonne part aux dépens des autres. Comment
 « bien vivre avec eux à de telles conditions ? » Aberdeen ajoutait que Russell et Grey étaient beaucoup plus désireux d'entretenir de bonnes relations avec la France, et sans doute qu'ils modéreraient l'ardeur de Palmerston (3). Le 2 juillet 1846, après la chute du Gouvernement Peel, Sainte-Aulaire écrivait : « La seule affaire difficile entre nous est le mariage de
 « la Reine d'Espagne. Je vous réponds, sur ce point, de Lord
 « John Russel ; ses opinions sont les miennes ; il ira aussi
 « loin que moi dans les voies de la conciliation. Quant à Lord
 « Palmerston, je lui reparlerai, et j'espère le ramener à mes
 « principes, dont il était naguère fort éloigné ». — « J'ai demandé quels étaient ceux de Lord Palmerston et ce qu'il
 « voulait faire en Espagne. J'ai compris que sa politique, quant
 « aux hommes et quant aux choses, était de s'opposer à ce
 « que nous voudrions nous-mêmes, et de lutter en toute occasion contre l'influence française. Lord Aberdeen condamne
 « fort cet odieux enfantillage et se flatte que les dispositions
 « de Lord Palmerston sont meilleures que par le passé (4). »

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 280-282, Guizot à Aberdeen, 28 avril 1846.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 193. (La plupart des historiens anglais, depuis Spencer Walpole jusqu'aux auteurs de la nouvelle *Cambridge History of British Foreign Policy*, ont adopté l'opinion et même la phrase de Bulwer, l'admirateur et le biographe de Palmerston. Il fut le créateur de cette légende que la visite de Palmerston à Paris avait changé l'opinion des Français sur lui, et que « ce terrible Palmerston » était devenu « ce cher Palmerston »).

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 282-285, Sainte-Aulaire à Guizot, 7 juin 1846.

(4) *Id.*, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 284-5, Sainte-Aulaire à Guizot, 2 juillet 1846.

Palmerston était à son retour au Ministère le même Palmerston qu'en 1841. Il ne fit rien pour rassurer la France. Son premier entretien avec Sainte-Aulaire ne promit guère. Lorsque Sainte-Aulaire lui parla des affaires d'Espagne, Palmerston répondit : « Oh ! sans doute, mais l'Espagne n'a plus la « même importance que lors de mon dernier ministère ». Ensuite, il se plongea dans une longue discussion sur la différence des situations (1).

En quittant Palmerston, Sainte-Aulaire alla trouver Russel et lui exprima son inquiétude en ce qui concernait l'Espagne. « ...La réponse qu'il m'a faite semble indiquer quelque réticence de la part de son collègue. Lord Palmerston vous a-t-il « parlé de Don Enrique ? m'a-t-il dit. Vu ma réponse négative, « il a jouté : Quoi, il ne vous a pas annoncé que ce Prince doit « venir en Angleterre ? Soit que Lord J. Russell se repentît « d'avoir laissé échapper ces paroles, soit qu'en effet il ne fût « pas exactement informé, il m'a laissé dans le doute sur la « source de la nouvelle (2). »

Guizot pensait qu'il aurait été préférable si Sainte-Aulaire n'avait pas « entamé l'Espagne avec Lord John Russel et Lord Palmerston qui ne lui en parlaient pas (3) ». Le 14 juillet, Jarnac, le chargé d'affaires à Londres, pendant le congé de Sainte-Aulaire, eut un entretien avec Palmerston ; celui-ci fut très réservé, il déclara : « Je n'ai pas encore eu le temps de lire les « dernières correspondances et de me mettre fort au courant « de mes affaires... » Il parla ensuite des choses de l'Orient et de la Plata, mais il ne souffla pas un mot de l'Espagne. Jarnac essaya de connaître sa pensée sur le mariage espagnol. « ...Je « ne lui ai pas dissimulé que je désirais savoir quand il serait « remis complètement au courant des affaires de son département si ses vues étaient conformes à celles de Lord Aberdeen sur les affaires actuelles de l'Espagne... J'ai été heureux de remarquer que sur la question du jour Lord Palmerston adhère entièrement à la politique de son prédécesseur (4). »

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVI, pp. 246-8, Sainte-Aulaire à Guizot, 9 juillet 1846.

(2) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVI, pp. 246-8, Sainte-Aulaire à Guizot, 9 juillet 1846.

(3) *Revue Rétrospective*, p. 171, Guizot au Roi, 16 juillet 1846.

(4) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVI, pp. 259-263, Jarnac à Guizot, 14 juillet 1846.

Guizot croyait que Palmerston était retenu par ses collègues. « Tout le monde se concerta autour de lui pour le surveiller et le contenir, Lord John, le Duc de Bedford, Lord Landsdowne, même sa femme ». (1) Guizot répondit à Jarnac : « Votre première conversation avec Lord Palmerston me convient. Allons tout de suite jusqu'au bout, le mariage de la Reine d'Espagne est aujourd'hui entre Londres et nous la seule question qui soit grosse et qui puisse devenir embarrassante. Coupons court à cet embarras. Vous avez eu toute raison d'affirmer que les fils de l'Infant vous viennent... On a fait des ouvertures au Prince Léopold de Cobourg. Nous écartons l'une et l'autre idée, comme nous l'avons fait dès le premier moment. Notre politique est parfaitement franche, constante et conséquente. Nous ne voulons ni placer un Prince de France sur le trône d'Espagne, ni y voir monter un Prince étranger à la maison de Bourbon ». Les fils de Don François de Paule apparaissaient maintenant à Guizot comme la solution la plus pratique. « Entrons ensemble, l'Angleterre et nous, dans cette voie qui se rouvre ; ordonnons à nos agents à Madrid d'agir en commun au profit de cette combinaison. Que la Reine d'Espagne épouse celui des deux Infants qu'elle préférera. Que la Reine sa mère et ses ministres dirigent comme ils le voudront son choix sur l'un et sur l'autre... Si le Cabinet anglais approuve et adopte cette politique, nous sommes prêts à agir, de concert avec lui, pour la mettre efficacement en pratique (2). »

Palmerston ne répondit que cinq semaines après à cette dépêche.

Peu après le retour de Palmerston au Ministère des Affaires étrangères, Guizot avait prié Bresson d'agir près de la Cour d'Espagne en faveur d'un des fils de Don François. « Point de phrases, mon cher Comte, les faits sont pressants... Entrez donc sans hésiter dans la voie que le Duc de Riansarès nous a ouverte le 28 juin dernier : le Duc de Cadix pour la Reine et le Duc de Montpensier pour l'Infante. En soi, cette solution nous convient parfaitement. » Parlant de Don Enrique, il écrivait : « Don Enrique est donc notre principe... S'il finissait par épouser la Reine Isabelle, nous finirions

(1) *Revue Rétrospective*, p. 171, Guizot au Roi, 17 juillet 1846.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 289-291, Guizot à Jarnac, 20 juillet 1846.

« bien aussi par reprendre influence sur lui. Ménageons donc
 « toujours sa personne et sa situation. Mais, évidemment, le
 « Duc de Cadix est fort préférable, en soi et pour nous. Pous-
 « sez donc décidément à lui, et placez le Duc de Montpensier
 « à côté de lui (1). » Faisant allusion à l'attitude probable
 de Palmerston, Guizot écrivait : « Je m'y attends et je me
 « conduirai en conséquence ; ce ne sera pas moi qui livrerai
 « l'Espagne à Lord Palmerston. Vous tirerez, à coup sûr, grand
 « parti de son avènement pour agir sur la Reine Christine et
 « son mari... ils n'auront jamais dans Lord Palmerston qu'un
 « ennemi, car il ne sera jamais que le patron du parti progres-
 « siste, c'est-à-dire de leurs ennemis. »

Bresson écrivait, le 13 juillet, que Christine avait accepté l'idée d'une alliance avec Cadix (2). Deux jours après, Guizot suggérait au Roi que l'influence française fût mise au profit de Cadix et que le Gouvernement devait proposer à Palmerston « que la France et l'Angleterre agissent en commun et
 « nettement à Madrid pour engager la Reine d'Espagne et
 « son Gouvernement à vider sans délai la question du ma-
 « riage au profit de l'un des fils de Don François de Paule... » Si l'on suivait cette politique, Cadix serait choisi. Ni Christine, ni le parti modéré ne désiraient Don Enrique (3). Louis-Philippe répondit : « ...Je ne puis que dire *amen* à votre lettre ;
 « d'un bout à l'autre elle est conforme à ma manière de voir
 « et d'envisager toute la question (4) ». Guizot pria donc Jarnac, le 20 juillet 1846, de proposer à Palmerston que les Gouvernements français et anglais s'unissent pour presser la candidature d'un des fils de Don François.

Bresson, à Madrid, avait lu dans les instructions de Guizot beaucoup plus de choses qu'elles n'en contenaient réellement. Dans une conversation avec la Reine, il lui avait dit « que le
 « Roi, tenant compte des embarras de la Reine et voulant
 « lui donner un nouveau témoignage de sa sollicitude et de son
 « amitié, était disposé à consentir que dans toute combinaison
 « Bourbon, M. le Duc de Montpensier prît place à côté du
 « mari de la Reine, c'est-à-dire que les deux mariages, si l'un

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 285-7, Guizot à Bresson, 5 juillet 1846.

(2) *Revue Rétrospective*, p. 181, Bresson à Guizot, 13 juillet 1846.

(3) *Ibid.*, pp. 170-1, Guizot au Roi, 15 juillet 1846.

(4) *Ibid.*, pp. 179-180, Louis-Philippe à Guizot, 16 juillet 1846.

« devait faciliter l'autre, se célébraient, ou fussent du moins
 « déclarés simultanément. Cette grande, importante, indis-
 « pensable concession n'est pas aussi formellement exprimée
 « dans votre lettre du 5 ; mais les commentaires et dévelop-
 « pements de Desages et de Glucksbiere ne m'ont laissé aucun
 « doute... j'en suis certain, en sondant votre cœur, vous y
 « trouverez le contentement d'avoir pris cette résolution...
 « Dégagé, affranchi, vous l'êtes mille fois, par les procédés
 « des agents anglais (1) ». Guizot envoya cette lettre à Louis-
 Philippe qui, immédiatement, exprima tout son mécontente-
 ment : « Mon étonnement est d'autant plus grand », écrivait-
 il à Guizot « que Bresson se soit ainsi compromis sur la simul-
 « tanéité des deux mariages, qu'il savait diamétralement con-
 « traire à ma volonté, et autant à la résolution du Duc de
 « Montpensier et de toute ma famille, qu'il dit lui-même n'y
 « avoir pas été autorisé par vous, et qu'il a recours, pour jus-
 « tifier une pareille incartade, à faire des commentaires sur les
 « lettres de Desages et de Glucksbiere. Je n'ai pas vu M. De-
 « sages, mais avec Glucksbiere, j'ai été aussi explicite que faire
 « se pouvait. Je lui ai, non seulement fait connaître ma déter-
 « mination et celle des miens sur ce point, mais je lui en ai
 « déduit fort au long les motifs, et je lui en ai même donné
 « certaines raisons qui rendaient nécessaires des explications
 « catégoriques avant que le mariage du Duc de Montpensier
 « pût être conclu définitivement.

« Il résulte de tout cela qu'un désaveu formel est indispen-
 « sable. Comment le faire est la seule question à examiner ;
 « mais je n'ai jamais trompé personne, et je ne commencerai
 « pas aujourd'hui à laisser tromper qui que ce soit sous mon
 « nom. Le donner promptement et nettement sur la simul-
 « tanéité et sur la conclusion définitive, avant la discussion
 « des articles, est encore ce qui peut mieux pallier les embar-
 « ras que cette triste campagne ne peut manquer de faire sur-
 « gir (2) ».

Le soir du même jour, le Roi écrivit de nouveau à Guizot :
 « Il faut effacer, annuler formellement tout ce que Bresson
 « a dit en sus de ce que j'avais autorisé. Il faut que les Reines

(1) *Revue Rétrospective*, pp. 180-1, Bresson à Guizot, 12 juillet 1847.

(2) *Ibid.*, 182, Louis-Philippe à Guizot, 20 juillet 1846 (dans la matinée).

« sachent qu'il était interdit à Bresson de dire ce qu'il a dit
 « et que la simultanéité est inadmissible. Il nous a fait là une
 « rude campagne ; il est nécessaire qu'elle soit biffée, et le
 « plus tôt possible... Voyez donc comment vous pouvez arran-
 « ger ce désaveu. J'attends votre réponse avec impatience (1). »

Ces lettres démontrent la parfaite sincérité de Louis-Philippe, lorsqu'il exigeait le désaveu de la concession prématurée faite par Bresson. Guizot se montrait moins sévère envers son ministre à Madrid. Il écrivait au Roi, le 22 juillet 1846 :
 « J'avais déjà écrit à Bresson, je lui ai réécrit. Je lui ai en-
 « voyé les propres paroles du Roi. Il fera la retraite nécessaire.
 « Certainement, il est allé trop loin, et fort au delà de mes
 « instructions ; mais je ne crois pas qu'il soit allé aussi loin
 « que le Roi le suppose. Il n'a jamais pu entendre ni dire que
 « le mariage de Monseigneur le Duc de Montpensier serait con-
 « clu, célébré ou même définitivement arrêté, en même temps
 « que celui de la Reine... Si le mariage de la Reine avec le
 « Duc de Cadix était une fois arrêté, on traiterait alors défi-
 « nitivement du mariage de Monseigneur le Duc de Montpen-
 « sier avec l'Infante... C'est sur ce terrain, je pense, que nous
 « devons tenir et que je prescris à M. Bresson de se rétablir.
 « Le Roi peut être sûr que je l'y ramènerai chaque fois que je
 « lui écrirai (2). »

En répondant à cette lettre, le 24 juillet 1846, Louis-Philippe revint à la charge, insistant encore plus catégoriquement sur le « désaveu formel ». Il n'acceptait aucune des excuses de Guizot sur la conduite de Bresson. « ...Vous pensez que
 « Bresson ne s'est pas aussi formellement engagé que je le
 « craignais. Moi, je pense, au contraire, que, connaissant bien
 « mon opinion et celle de ma famille sur la simultanéité, il a
 « voulu nous lier sur ce point, et que, s'il y a différence entre
 « ce qu'il a dit à la Reine et ce qu'il nous a écrit, elle consiste
 « qu'il nous aura engagés plus avec la Reine qu'il nous l'aura
 « dit. Il faut donc qu'il n'y ait pas seulement un désaveu ver-
 « bal de la part de Bresson, qui serait *verba volant*, même

(1) *Revue Rétrospective*, p. 182, Louis-Philippe à Guizot, 20 juillet 1846 (dans la soirée).

(2) *Revue Rétrospective*, pp. 182-183, Guizot au Roi, 22 juillet 1846. La lettre à Bresson à laquelle fait allusion Guizot ne se trouve pas dans la *Revue Rétrospective*. Guizot ne fait pas mention dans ses Mémoires du désaveu exigé par le Roi.

« s'il le faisait complet, ce qu'il ne ferait probablement jamais,
 « mais que ce désaveu soit remis par écrit à la Reine Christine,
 « de manière à ce qu'on ne puisse jamais essayer d'en nier
 « le positif, ou d'en contester la notification.

« Je ne vois que deux manières d'atteindre à ce but : l'une,
 « une lettre de ma Reine à la Reine Christine ; l'autre, une
 « lettre de vous à Bresson qu'il lui serait enjoint de lire à Sa
 « Majesté, et dont il devrait lui demander de laisser entre ses
 « mains une copie *ne varietur*. Je trouverai la lettre particu-
 « lière de vous le meilleur moyen dans tous les sens ; mais
 « il me faut indispensablement l'une ou l'autre (1). »

Le Roi avait lui-même prescrit la teneur de la lettre de désa-
 veu ; dans cette lettre, il stipulait « que le vif désir de Bres-
 « son de se rendre agréable à la Reine Christine et de faciliter
 « des mariages que nous désirons, en effet, très vivement, l'a
 « entraîné au delà de ses pouvoirs ou de ses instructions, quand
 « il a dit que le Roi pourrait consentir à ce que le mariage de
 « la Reine Isabelle II... et celui du Duc de Montpensier avec
 « l'Infante, sœur de la Reine Isabelle, fussent célébrés ou dé-
 « clarés en même temps ; qu'il est donc devenu nécessaire
 « que la Reine Christine fût informée directement et positi-
 « vement que rien n'est changé aux intentions qui ont été
 « manifestées, de la part du Roi et de la Reine des Français,
 « et que leurs Majestés désirent toujours très vivement que le
 « Duc de Montpensier épouse l'Infante, mais que, quels que
 « soient leurs désirs à cet égard, elles entendent s'en tenir
 « à ce qui a été dit antérieurement de leur part, qui est que
 « ce n'est qu'après que le mariage de la Reine Isabelle II avec
 « un prince descendant de Philippe V aura été célébré, qu'on
 « pourra traiter définitivement du mariage du Duc de Mont-
 « pensier avec l'Infante (2) ».

Le soir du même jour où Louis-Philippe écrivit cette lettre à Guizot, la nouvelle de la fameuse dépêche de Palmerston du 19 juillet 1846 arriva à Paris.

Nous avons déjà fait remarquer que dans ses premiers entretiens avec Sainte-Aulaire et Jarnac, Palmerston s'était montré fort peu enclin à discuter avec eux les affaires d'Es-

(1) *Revue Rétrospective*, pp. 183-184, Louis-Philippe à Guizot, 24 juillet 1846.

(2) *Ibid.*

pagne (1). Toutefois, lorsque Jarnac avait entamé le sujet, dans son entrevue du 14 juillet 1846, Palmerston lui avait laissé entendre que ses vues étaient entièrement conformes à celles de Lord Aberdeen (2). Dans ce même entretien, on avait discuté la candidature Cobourg, et Jarnac avait rappelé à Palmerston les engagements pris à Eu, au sujet de ce mariage, et les assurances qu'Aberdeen avait données à plusieurs reprises. La réponse de Palmerston aurait dû donner l'éveil aux soupçons de Jarnac.

« ...Je puis vous dire », lui avait-il dit, « que je ne vois aucun « intérêt anglais ni aucun avantage dans le succès du Prince « de Cobourg. Au contraire, cette combinaison, comme je l'ai « toujours pensé, serait considérée ici comme française ; le « Prince Léopold n'est point de notre branche des Cobourg ; « il tient beaucoup de plus près à votre famille royale qu'à « la nôtre. J'aurais même cru que, pour ce motif, votre Gouvernement aurait pu le préférer (3). »

C'était une des finesses diplomatiques de Palmerston, de prétendre qu'il considérait le Cobourg comme plus Français qu'Anglais.

Dès son retour au Foreign Office, Palmerston feignit d'ignorer complètement les engagements pris à Eu par le Gouvernement et la Cour britanniques. Le 16 juillet 1846, il écrivit à la Reine Victoria une lettre résumant la situation sur l'affaire des mariages espagnols. Dans cette lettre extrêmement curieuse, on peut voir ou l'étalage étonnant d'une ignorance complète des opinions de toutes les personnes intéressées, ou l'intention délibérée de dénaturer les faits.

« ...*La présente alternative est* », écrit-il, « *entre Don Enrique* « *et le Prince Léopold de Cobourg* (4). » Les deux reines ne « veulent ni l'une ni l'autre du Duc de Cadix... Le Prince « Léopold semble avoir pour lui les deux reines et un parti... « en Espagne. Contre ce prince sont rangés, ostensiblement « du moins, la Cour des Tuileries et le parti libéral espagnol ; « et probablement jusqu'à un certain point, le Gouvernement

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVI, p. 246-8, Sainte-Aulaire à Guizot, 9 juillet 1846.

(2) *Ibid.*, vol. DCLXVI, pp. 259-263, Jarnac à Guizot, 14 juillet 1846.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 288-9, Jarnac à Guizot, 14 juillet 1846.

(4) Les italiques sont de l'auteur.

« autrichien. » Il ajoutait que le Roi de France préférerait le Comte de Montemolin ou Cadix à Don Enrique (1). Quatre jours plus tard, le 19 juillet 1846, il envoyait à Bulwer cette fameuse dépêche que Stockmar a défini comme « la première funeste erreur (2) ». Cette dépêche est d'une grande importance, car elle est la base des événements qui allaient subsequently se dérouler en Espagne. Aussi est-il nécessaire de la citer en entier :

« Deux questions semblent en ce moment attirer principalement l'attention de tous ceux qui prennent un intérêt quelconque aux affaires d'Espagne. L'une de ces questions est le mariage de la Reine; l'autre, la situation politique de ce pays.

« Pour la première, je n'ai en ce moment aucune instruction à vous donner en plus de celles que vous avez reçues de mon prédécesseur. Le Gouvernement britannique n'est nullement préparé à supporter activement les prétentions d'aucun des princes qui sont à présent candidats à la main de la Reine d'Espagne, et il ne se croit pas en droit d'opposer qui que ce soit. Le choix d'un époux pour la Reine d'un pays indépendant est certainement une affaire dans laquelle ne doit se mêler aucun autre gouvernement, à moins que le choix ne tombe sur un prince appartenant si directement à la famille régnante d'une grande puissance étrangère qu'il serait naturellement tenté de compromettre d'une manière dangereuse, pour l'équilibre européen et les intérêts des autres états, la politique de son pays d'adoption avec celle du pays où il est né. Mais aucun des candidats actuels ne répond à cette description. Les trois princes qui aspirent à la main de la Reine d'Espagne sont le Prince Léopold de Saxe-Cobourg, et les deux fils de Don François de Paule. Je ne mentionne ni le Comte Trapani, ni le Comte de Montemolin, car il est improbable qu'ils soient jamais choisis. Quant aux trois autres candidats, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a déjà exprimé ses sincères vœux pour que le choix tombe sur le prince qui assurerait le mieux le bonheur de la Reine et le bien-être de l'Espagne.

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 89-90, Palmerston à Victoria, 16 juillet 1846.

(2) Stockmar, *op. cit.*, vol. II, p. 161.

« Quant à la seconde question, elle se rapporte à la situation politique du pays. Celle-ci ne peut être qu'un sujet de regret et d'appréhension pour tous ceux qui ont à cœur les intérêts du peuple espagnol. Après une lutte de trente-quatre années pour obtenir la liberté constitutionnelle, l'Espagne se trouve actuellement gouvernée par un système de gouvernement presque aussi arbitraire, en pratique, quel qu'il puisse être en théorie, que ceux qui ont existé dans les périodes antérieures de son histoire.

« Sans doute, elle possède un parlement, mais toute la liberté pour l'élection des membres de ce parlement a été supprimée par la force ou par d'autres moyens, et aussitôt que ce parlement siège, à la moindre expression d'une opinion qui ne se trouve pas en accord avec celle du gouvernement exécutif, les Chambres sont ou prorogées ou dissoutes. Sans doute, il existe une liberté de presse, mais cette liberté a été réduite par différents actes arbitraires du gouvernement, à la liberté de publier ce qui peut être agréable au gouvernement exécutif, et avec cela, rien ou fort peu de choses sont permises. Sans doute, il existe des tribunaux pour le jugement des personnes accusées d'offenses ou de crimes, mais un grand nombre d'individus ont été arrêtés, emprisonnés, bannis, et même, dans certains cas, exécutés, non seulement sans condamnation, mais aussi sans jugement. Ce système de violence et de puissance arbitraire semble, jusqu'à un certain point, avoir survécu à la chute de son instigateur (Narvaez) et ne semble pas avoir été encore abandonné par les hommes plus modérés qui lui ont succédé.

« Il faut espérer que les ministres actuels de l'Espagne ou ceux qui leur succéderont chercheront à revenir vers l'obéissance des lois et de la constitution. Un tel système de violence ne peut que créer une résistance ouverte même pendant qu'il se trouve dirigé par la forte poigne et la volonté tenace de celui qui l'a établi, lorsque ce système n'est plus supporté par l'énergie de son auteur, et lorsque l'on cherche à le continuer sous une direction plus faible et moins audacieuse, il est facile de prévoir qu'il conduira à une catastrophe, car si la couronne ne respecte pas les lois qui assurent la sécurité du peuple, il ne faut pas s'étonner si, à la fin, le peuple renie les lois qui assurent la sécurité de la cou-

« ronne. Ce ne fut certainement pas pour assujétir l'Espagne
« sous le joug de l'oppression que l'Angleterre entra dans les
« engagements de la quadruple alliance de 1835 et donna,
« conformément aux promesses de ce traité, l'assistance active
« qui contribua si fortement à l'expulsion de Don Carlos de
« l'Espagne. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté est
« si averti des difficultés d'intervenir même par un conseil
« amical dans les affaires intérieures des pays indépendants,
« que je m'abstiens de vous donner des instructions qui vous
« ordonneraient de faire des représentations sur ces questions
« aux ministres espagnols. Mais quoique vous n'exprimerez
« sur ces sujets, jamais d'autres sentiments que ceux que je
« viens de vous exposer, et que vous aurez soin de n'en par-
« ler qu'en des occasions où elles ne risqueront pas de créer,
« d'accroître ou d'encourager le mécontentement général, vous
« ne devez pas laisser ignorer aux personnes qui ont le pouvoir
« d'y remédier, les abus existants et aussi les opinions du Gou-
« vernement britannique sur cette question (1). »

Cette dépêche était destinée à Bulwer et ne devait pas être communiquée au Gouvernement espagnol. Toutefois, une copie en fut donnée à Jarnac ; celui-ci supplia Palmerston de réfléchir encore avant de l'envoyer, mais Palmerston répondit qu'elle était déjà partie (2). Cette lettre n'avait été ni discutée, ni même montrée au Cabinet. Russell l'avait reçue au moment de se rendre à l'église. Plus tard, il déclara : « Je la
« parcourus vivement, et sur le moment elle ne me sembla
« contenir rien de répréhensible, aussi je la renvoyai ; si je
« n'étais pas allé à l'église, et si je l'avais lue plus attentive-
« ment, elle ne serait pas partie (3) ».

Le même jour, Palmerston écrivit une lettre confidentielle à Bulwer. Après lui avoir exposé quelles étaient pour lui les raisons qui disqualifiaient Trapani et Cadix, il ajoutait : « Le
« choix reste donc entre Cobourg et Don Henri, et il y a du
« pour et du contre envers chacun d'eux. Cobourg semble
« être le favori des deux reines et je suppose qu'il y a un parti

(1) *Archives du Foreign Office*, vol. DCXCIV. Correspondance relative aux mariages de la Reine et de l'Infante d'Espagne, *Parliamentary Papers* (1847), vol. LXIX, p. 280-1. (Citée par Guizot dans ses *Mémoires*, vol. VIII, pp. 291-295), Palmerston à Bulwer, 19 juillet 1846.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 291-295-296, Jarnac à Guizot, 21 juillet 1846.

(3) Walpole, *Life of Lord John Russell*, vol. II, p. 2.

« en sa faveur en Espagne. Contre lui sont Louis-Philippe et
 « le parti progressiste... Contre Don Henri, il y a l'animosité
 « et les craintes de Christine... Dans l'état actuel des choses,
 « nous ne désirons pas appuyer l'un ou l'autre de ces candi-
 « dats, nous préférons attendre la suite des événements ». Après avoir réitéré ses dénonciations contre le parti modéré, il conseille à Bulwer de s'allier intimement avec le parti libéral (1). La lettre se termine par un paragraphe significatif...
 « Le mariage de Montpensier avec l'Infante me semble presque
 « aussi peu désirable que son mariage avec la Reine, et serait
 « également préjudiciable aux bonnes relations entre l'Angle-
 « terre et l'Espagne, et l'Angleterre et la France. J'espère
 « que l'on pourra empêcher cette union, le mieux serait, natu-
 « rellement, que l'aversion pour cette alliance eût son origine
 « en Espagne... *Si Cobourg se mariait avec la Reine, Don Henri*
 « *pourrait se marier avec l'Infante, ou vice versa* (2) ».

Cette dépêche produisit une grande sensation à Paris. « Voilà
 « le Cobourg avoué, accepté par l'Angleterre », écrivait Guizot au Roi (3). « Il ne viendra plus de Londres contre sa candida-
 « ture aucune objection, aucune réserve. Si l'Espagne en
 « veut, l'Angleterre est prête. » Mais Guizot doutait encore que Palmerston eut l'intention de supporter activement Cobourg. Il se rendait compte que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, en Espagne comme partout ailleurs, cherchait à accroître l'influence anglaise. « Je ne serais pas éton-
 « né », écrivait-il à Louis-Philippe, « qu'au fond il (Palmer-
 « ton) ne se souciât pas beaucoup du Cobourg et se proposât
 « surtout de reprendre en Espagne le patronage du parti pro-
 « gressiste. La seconde partie de la dépêche, si dure pour le
 « Général Narvaez et tout le parti modéré, y compris implici-
 « tement la Reine Christine, est beaucoup plus développée
 « que la première. C'est évidemment celle à laquelle Palmers-
 « ton attache le plus d'importance (4). » Guizot envoya la dépêche de Palmerston à Bulwer, à Bresson. « Le Cobourg
 « n'est pas aussi abandonné qu'on veut le dire », écrivait-il à son chargé d'affaires à Madrid, « c'est toujours de lui qu'il

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 258-263, Palmerston à Bulwer, 19 juillet 1846.

(2) *Ibid.* Les italiques sont de l'auteur.

(3) *Revue Rétrospective*, p. 186, Guizot au Roi, 25 juillet 1846.

(4) *Ibid.*, p. 184, Guizot au Roi, 24 juillet 1846.

s'agit... « Si cela est, raison de plus pour nous de poursuivre « Cadix et Montpensier. Vous pouvez, je pense, lier toujours « ces deux noms sans engagement formel de simultanéité dans « la conclusion définitive et en réservant la discussion des articles. Le parti modéré, la Reine Christine, M. Isturiz ne peuvent se méprendre sur le sens et la portée politique de la « dépêche de Lord Palmerston... C'est bien le langage du patron des progressistes, d'Espartero, Olozaga, Mendizabal, etc. « Nous rentrons dans l'ancienne ornière. Ne faisons pas un « pas sans mettre cette politique dans son tort, mais ne soyons « pas ses dupes (1). » Le 30 juillet 1846, Guizot envoya une longue dépêche à Jarnac pour protester contre l'attitude de Palmerston. Dans cette dépêche, il remarque que le ton de la lettre du Ministre des Affaires étrangères en Angleterre à Bulwer indique un retour à la politique de patronage des partis en Espagne et il conclut par cet avertissement : « Il peut y « avoir aussi pour la France en Espagne une politique isolée, et « si l'initiative de la politique isolée était prise à Londres, il « faudrait bien qu'à Paris j'en adoptasse aussi la pratique (2) ».

La dépêche de Palmerston vint tomber au milieu des discussions entre Guizot et Louis-Philippe concernant le désaveu. Elle ne changea nullement la résolution du Roi, qui continua à presser l'envoi du désaveu. « Tout ceci », écrivait-il à Guizot, « doit nous presser plus encore de faire parvenir à la « Reine Christine le désaveu de la simultanéité. Plus nous « avons la mauvaise foi à craindre, plus il importe que les « cartes que nous avons en main soient nettes et qu'on ne « puisse pas nous accuser d'avoir deux langages et d'être « exposés au parti qu'on pourrait en tirer contre nous... Je « vous conjure de ne pas accoler dans vos lettres à Bresson, « *Cadix et Montpensier*, cela sent trop la simultanéité, et elle « est très désagréable à tous les miens et ne me convient pas « mieux qu'à eux (3). » Guizot trouvait, cependant, que le moment n'était pas opportun pour l'envoi d'un désaveu formel. Son opinion était, écrivait-il à Louis-Philippe, que « le « Roi ne doit point s'engager à la simultanéité des deux mariages », mais, ajoutait-il, « je prie en même temps le Roi

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 300-1, Guizot à Bresson, 24 juillet 1846.

(2) *Ibid.*, vol. VIII, pp. 296-300, Guizot à Jarnac, 30 juillet 1846.

(3) *Revue Rétrospective*, p. 185, Louis-Philippe à Guizot, 25 juillet 1846.

« de réfléchir combien la situation est, en ce moment, délicate, tendue, critique ; il va se faire évidemment un grand effort pour le Cobourg. Notre parade contre ce coup, c'est *Cadix et Montpensier*. N'affaiblissons pas trop cette parade au moment où nous avons besoin de nous en servir. Je suis convaincu qu'il est très possible de concilier les deux choses, et de conserver au Roi sa liberté pour l'examen du mariage Montpensier et la discussion des articles, en restant en mesure de déjouer le mariage Cobourg. La dépêche de Palmerson et la lettre de Jarnac auront certainement beaucoup frappé le Roi. Si la politique de Londres réussissait, si le Cobourg arrivait, les conséquences seraient infiniment graves, graves ici comme à Madrid (1) ». Le soir du même jour, Guizot écrivit encore à Louis-Philippe : « Nous désirons le Duc de Cadix pour la Reine, et nous offrons Monseigneur le Duc de Montpensier pour l'Infante ; Cadix ne sera à coup sûr accepté qu'avec Montpensier pendant ». Il y a, pense-t-il, « à craindre le succès de la candidature Cobourg ». « Bresson doit être conseillé d'opposer fortement Cobourg et de presser Cadix » en déclarant en même temps que le désir du Roi est « d'obtenir la main de l'Infante pour Monseigneur le Duc de Montpensier, et que, dès que le premier mariage sera conclu, il est prêt à discuter et à arrêter, selon les instructions qu'il aura reçues du Roi, les articles du second... Si, au contraire, Bresson allait aujourd'hui avant le moment de la crise, sans être pressé par la nécessité, uniquement pour retirer des paroles qu'il a dites, sans qu'il en reste cependant aucune trace textuelle ni bien précise, s'il allait, dis-je, déclarer à la Reine Christine qu'elle doit faire le mariage Cadix sans compter sur le mariage Montpensier, je craindrais infiniment que la Reine Christine ne se saisît de cet incident pour se rejeter dans le mariage Cobourg, et que la question ne fût promptement résolue contre nous... C'est donc dans ce sens et dans ce but que je voudrais adresser à Bresson des instructions (2).

Entre temps, Bresson avait reçu la lettre de Guizot du 20 juillet 1846, écrite à la suite des demandes pressantes de Louis-Philippe pour « un désaveu formel ». Il répondit sur-le-champ : « Je répondrai donc à tête reposée quand je vous renverrai

(1) *Revue Rétrospective*, pp. 185-6, Guizot au Roi, 25 juillet 1846.

(2) *Ibid.*, p. 186, Guizot au Roi, 25 juillet 1846.

« par une occasion plus sûre les lettres du Roi. En attendant, « tranquillisez Sa Majesté. Il n'a jamais été question *de conclusion simultanément définitive ni d'engagement positif avant discussion des articles* (1), je sais trop à qui j'ai affaire, et je « sais aussi qu'il faudra y regarder de très près. Il y a eu pro- « messe d'aider au besoin un nom par l'autre, de les faire con- « courir, paraître ensemble, dans toute combinaison conforme « à votre principe et l'indication d'une parfaite liberté d'é- « poque... Il n'y a aucun lieu à désaveu formel, ce serait tout « renverser, tout livrer à vos adversaires, et je ne me char- « gerai pas de suivre une négociation aussi délicate dans de « pareilles conditions (2)... » Ainsi Bresson refusait positivement de faire le désaveu formel qu'on attendait de lui.

A Madrid, la dépêche de Palmerston avait produit un effet encore plus marqué qu'à Paris. Pendant le mois de juillet, la Cour et le Gouvernement étaient demeurés indécis. Le Duc Ernest n'avait pas encore répondu à l'offre de Christine. Ni Christine, ni la Reine Isabelle ne désiraient Cadix. Bresson croyait que la reine mère aurait voulu retourner à Paris et laisser à d'autres la solution de la question du mariage. Isturiz demanda au chargé d'affaires de France quelle serait l'attitude du Gouvernement français envers le choix d'un Prince autrichien (3). Tout cela se passait au commencement du mois d'août et c'est au milieu de ces vacillations que Bresson communiqua à la Cour et au Gouvernement espagnols la dépêche de Palmerston. Les premiers mots de Christine furent : « En- « gage donc Bresson à s'entendre avec moi pour faire les deux « mariages Bourbon le plus tôt possible. Les Anglais et la « révolution nous menacent (4) ». La dépêche de Palmerston jeta Christine et le parti modéré dans les bras de la France, dans leur épouvante du parti progressiste. Telle fut, du moins, l'opinion de Guizot, de Bresson (5) et de Bulwer (6).

(1) Les italiques sont de l'auteur.

(2) *Revue Rétrospective*, p. 197, Bresson à Guizot, 26 juillet 1846.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 302.

(4) *Ibid.*, p. 303, Bresson à Guizot, 8 août 1846.

(5) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 303-306.

(6) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 228-230, *Quarterly Review*, janvier 1868, pp. 134-5. Article de Bulwer sur le dernier volume des *Mémoires* de Guizot, Bulwer à Palmerston (Confidentielle) 22 août 1846, *Archives du Foreign Office*, Espagne, vol. DCXCVIII.

Christine abandonna sur-le-champ la combinaison de Trapani, qu'elle avait jusqu'alors continué plus ou moins à envisager, et elle invita Bresson, pour la première fois depuis son arrivée en Espagne, à venir discuter avec elle l'arrangement des mariages. « Elle se rallie franchement à la pensée du mariage de la jeune Reine avec le Duc de Cadix, elle y prépare, elle y dispose, elle y rend favorable l'esprit de sa fille... Enfin elle ne négligera, elle n'omettra rien pour assurer le succès, et déjà elle peut me donner un espoir fondé (1). » Un fait très important était que Christine insistait pour que le mariage Montpensier fût arrangé en même temps que celui de Cadix. « Elle ne nous demande qu'une concession : c'est d'associer le mariage de Monsieur le Duc de Montpensier à celui de Monsieur le Duc de Cadix, de manière à fortifier, à relever l'un par l'autre, et à contenir les mécontents, les opposants, par l'éclat du rang de notre prince et par la crainte de la France qui vient derrière lui. Je n'ai point élevé d'objection contre cet arrangement ; j'ai seulement fait observer qu'il y avait des conditions préliminaires indispensables à régler, des éclaircissements à donner, des articles de contrat à stipuler, des apports à connaître, des questions d'Etat, de résidence, d'espérance, de succession, à peser et à décider mûrement... Aussitôt que la jeune Reine aura dit *oui*, elle veut que tout marche vers la conclusion avec une grande célérité et le plus inoubliable secret (2)... »

La politique suivie par Palmerston, après sa dépêche du 19 juillet 1846, ne fit que confirmer les craintes de Christine et du parti modéré et les convaincre que l'intention du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre était de ramener au pouvoir le parti progressiste. De plus, en feignant d'ignorer les engagements pris par le Gouvernement anglais, en ce qui concernait la candidature Cobourg et l'union Montpensier, il avait ôté à Guizot et à Louis-Philippe toute la confiance qui pouvait encore leur rester.

Le but de la politique de Palmerston est exposé dans ses dépêches à Bulwer. Le 3 août 1846, il écrivait à ce dernier : « Quant à la question du mariage, notre opinion se confirme

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 303-305, Bresson à Guizot, 9 août 1846.

(2) *Ibid.*

« par la réflexion. Si le mariage de Cobourg avec la Reine
 « pouvait s'arranger avec le consentement et le concours des
 « Espagnols, et sans leur attirer le mécontentement de la
 « France, spécialement s'il n'était pas suivi par le mariage de
 « Montpensier avec l'Infante, le Gouvernement anglais verrait
 « avec plaisir un bon croisement introduit dans la famille
 « royale d'Espagne... L'opinion de ceux dont le jugement
 « dans cette affaire a le plus de poids est que le meilleur arran-
 « gement serait que la Reine se marie avec Don Henri et que
 « Cobourg épouse l'Infante. Mais le grand but à poursuivre
 « dans l'intérêt de l'Angleterre, c'est d'empêcher un Prince
 « français de se marier avec la Reine ou l'Infante. Si Mont-
 « pensier se mariait avec l'Infante, ce serait presque aussi
 « mal que s'il se mariait avec la Reine ; cela donnerait autant,
 « sinon plus de puissance à la France sur la politique d'Es-
 « pagne... Un tel mariage ôterait toute confiance et mettrait
 « un terme à tout bon rapport entre nous et la France et l'Es-
 « pagne... Donc le mariage d'une des filles de Christine avec
 « un prince français serait une déclaration évidente et pu-
 « blique à l'Europe que la France et l'Espagne s'attendent à
 « une guerre contre l'Angleterre ; et nous devons prendre
 « des mesures et diriger notre conduite en conséquence...
 « Nous n'avons jamais admis l'objection de Louis-Philippe
 « envers Cobourg comme mari de la Reine ; nous préférons
 « Enrique, uniquement parce que, au point de vue espagnol,
 « il semble être le meilleur candidat (1) ».

Le 16 août 1846, Palmerston écrivit de nouveau à Bulwer, lui répétant qu'il n'admettait pas les prétentions de Louis-Philippe sur le choix d'un des descendants de Philippe V, mais qu'un prince espagnol serait préférable (2). Dans une autre lettre confidentielle écrite le même jour, après avoir déclaré de nouveau que mieux valait que la Reine Isabelle épouse un prince espagnol, et nul autre que Don Enrique (3), il ajoutait : « Le Cobourg est incapable du rôle d'un grand prince ». Palmerston n'avait pas une très haute opinion des Cobourg. « Ils sont tous, sauf le Roi de Portugal, d'une

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 264-7, Palmerston à Bulwer, 3 août 1846.

(2) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCIV, Palmerston à Bulwer, 16 août 1846.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 268-276, Palmerston à Bulwer, 16 août 1846.

« intelligence au-dessous du médiocre ; il y a donc peu de chance
« d'espérer que le Prince Léopold soit jamais bien remarqua-
« ble ; tout ce qu'on peut attendre de lui est qu'il devienne un
« homme ordinaire doué de non moins de bon sens et de juge-
« ment que la majorité du genre humain. » Palmerston déclai-
rait ensuite qu'il niait la substance des accords d'Eu et des
engagements impliqués dans les assurances d'Aberdeen. Résumant la position de l'Angleterre, il ajoutait : « En peu de mots,
« donc, voici ce que nous décidons ; nous nous réservons la
« liberté de recommander au Gouvernement espagnol le can-
« didat qui nous semblera le meilleur, et nous ne nous consi-
« dérons pas tenus d'empêcher Cobourg d'accepter une offre,
« si elle lui est faite. Mais... nous pensons qu'il vaudrait mieux
« qu'Enrique se mariât avec la Reine et que Cobourg épousât
« l'Infante ; et ceci est l'arrangement pour lequel nous dési-
« rons que vous employiez tous vos efforts. Je ne crois pas que
« l'on ne puisse venir à bout de la répugnance de Christine
« pour cette combinaison ; je suis persuadé que si elle se dé-
« cidait à y agréer et à l'accomplir immédiatement, aucune
« objection de Louis-Philippe envers le mariage de l'Infante
« avec Cobourg n'aurait d'importance, on ne l'écouterait
« même pas. Soit que la Reine se marie avec Cobourg et l'In-
« fante avec Don Enrique, ou vice versa, l'un ou l'autre de
« ces arrangements, s'ils sont décidés par le Gouvernement
« espagnol et adoptés par les Cortès, nous sommes prêts à
« les appuyer de toute notre influence morale. Nous nous
« opposons seulement à un mariage d'un prince français avec
« une des princesses espagnoles, et je tiens à ce que vous pré-
« veniez Christine, Rianzarès et Isturiz que nous considère-
« rions une telle alliance comme un acte d'hostilité de la part
« de l'Espagne et de la France envers l'Angleterre, et que nous
« serions forcés de régler en conséquence notre future con-
« duite envers ces puissances (1) ».

A Madrid, Bulwer se rendait compte de l'impossibilité de pousser la candidature de Don Enrique. Enrique s'était allié au parti progressiste, et juste avant la chute du Cabinet Peel, il avait écrit une lettre, dénongant et attaquant la Reine et le parti modéré (2). Aussi, ni la Reine, ni le parti mo-

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 268-276, Palmerston à Bulwer, 16 août 1846.

(2) *Ibid.*, p. 320.

déré ne pouvaient l'envisager, fût-ce un instant, comme mari d'Isabelle. Lord Clarendon (ci-devant M. Villiers) écrivit une lettre confidentielle à M. Isturiz, déclarant que Don Enrique était le seul parti convenable pour Isabelle (1). Isturiz montra la lettre à Bulwer et lui dit : « Vos ministres sont-ils fous » ? « Personne », ajouta-t-il, « parmi ceux qui sont au pouvoir à Madrid ne supporterait une telle capitulation devant les vues du parti progressiste ». Bulwer avertit Palmerston de ce qui arriverait si l'on s'obstinait à presser la candidature de Don Enrique. « La Reine », écrivait-il, « n'acceptera jamais Don Enrique, sauf en cas de révolution, et encore cela est peu probable... Je dois de nouveau mettre en garde Votre Excellence sur les dangers qu'il y aurait à sembler un partisan ou à paraître écouter les délibérations du parti progressiste et de Don Enrique, si vous voulez conserver la moindre influence sur les délibérations et en même temps ne pas perdre entièrement la confiance de la Cour, ici (2). » Bulwer, qui feignait d'ignorer encore plus complètement que Palmerston lui-même les accords d'Eu, pensait que le Gouvernement britannique devait appuyer fortement la candidature Cobourg. La plus grande partie de sa dépêche du 4 août 1846 contient des arguments en faveur d'une prompte adhésion à cette politique ; il écrit : « L'essentiel dans une affaire est de se saisir de la position la plus importante ; vous l'avez, si vous mariez la Reine avec le Prince Léopold (3) ». Bulwer réitère ses propositions en faveur de l'alliance Cobourg dans sa dépêche chiffrée du 8 août 1846 (4). Palmerston envoya à Russell la lettre que lui avait écrite, le 4 août 1846, son chargé d'affaires à Madrid. Il y avait ajouté la note suivante : « Toute la dépêche, à l'exception d'un seul paragraphe, démontre que le Prince Léopold devrait accepter la main de la Reine, mais à condition que l'Infante ne se mariât pas ensuite avec un prince français ; et il semblerait par la lettre de Bulwer qu'une telle condition serait acceptée par Christine, Rianzarès et Isturiz, qui ont en ce moment tout

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol, III, p. 320.

(2) *Ibid.*, p. 231.

(3) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCVIII, Bulwer à Palmerston, 4 août 1846 (confidentielle).

(4) *Ibid.*, Bulwer à Palmerston, 8 août 1846 (chiffrée).

« contrôle sur cette question (1) ». Il est probable que seuls des motifs intéressés empêchèrent Palmerston d'adopter la politique esquissée par Bulwer. La principale préoccupation du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre était le retour au pouvoir du parti progressiste, et sans doute pensait-il qu'un mariage avec Don Enrique pouvait mieux aider au bon résultat de ce but qu'une alliance Cobourg. Victoria, dont la vision s'inspirait du toujours loyal Albert, prévint que la politique de Palmerston allait susciter inévitablement, entre la France et l'Angleterre, des querelles dont on pouvait déjà envisager les conséquences, et qui exposeraient « l'Espagne à d'éternelles combinaisons et réactions (2) ». Elle écrivit une lettre à Russell pour protester contre la politique du Gouvernement (3). Russell fut de son avis (4), et tous deux essayèrent de persuader Palmerston de modifier son action diplomatique en Espagne. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre leur exposa longuement ses raisons, mais en substance il refusa de modifier sa politique (5). Le 22 août 1846, il répondit à la lettre chiffrée que Bulwer lui avait écrite le 8 août 1846. Il lui apprenait que le Gouvernement de Sa Majesté était d'accord dans leur désir de voir la Reine Isabelle épouser un prince espagnol, « un tel choix coïnciderait avec le sentiment national des Espagnols et ne saurait être opposé, pour des raisons politiques, par aucune puissance étrangère... Il y a plusieurs objections contre le choix du Duc de Cadix ; on le représente comme faible d'esprit, dépourvu d'instruction, mou, et d'une apparence mesquine et ridicule ; en un mot, il est le contraire de ce que le mari de la Reine d'un grand pays doit être... aussi le Gouvernement de Sa Majesté ne s'engagerait-il pas à conseiller que le choix de la Reine d'Espagne tombât sur le Duc de Cadix ». Don Enrique étant tout le contraire de Cadix, et possédant toutes les qualités nécessaires à la position d'époux de la Reine, Bulwer est instruit d'appliquer tous ses efforts pour amener la Cour

(1) Walpole, *Life of Lord John Russell*, vol. II, p. 3.

(2) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 96, Victoria à Russell, 17 août 1846.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, vol. II, pp. 96-7, Russell à Victoria, 19 août 1846.

(5) *Ibid.*, vol. II, pp. 97-8, Palmerston à Victoria, 19 août 1846.

d'Espagne à le choisir (1). Le même jour, dans une dépêche marquée « séparée », Palmerston pressait encore Bulwer d'user de toute son influence pour empêcher le mariage de Montpensier avec l'Infante. « Les hasards de la vie sont si étranges », écrivait-il, « que le mariage d'un prince français avec l'héritière présomptive pourrait très bien conduire un jour, légalement, ce prince au trône d'Espagne (2). »

Une lettre confidentielle écrite le même jour par Palmerston à Bulwer révèle deux points essentiels de cette politique, qui ne sont pas notés dans ses dépêches. Le premier est que lui-même doute fort que Don Enrique soit accepté. « J'avoue que je suis incertain que Christine veuille de Don Enrique, même si la France et l'Angleterre soutenaient sa candidature... Il n'y a qu'un moyen par lequel elle pourrait arranger un mariage Cobourg, ce serait d'assembler les Cortès, et en présentant cette union à la famille Cobourg, comme étant le vœu unanime de la Cour, du Gouvernement, des Cortès et de la nation. De cette manière, on réduirait au silence les objections de Louis-Philippe, et l'on viendrait à bout des hésitations de la famille Cobourg (3). »

Ainsi Palmerston continuait à jouer avec l'idée d'un mariage Cobourg. Toutefois, si le mariage de la Reine avec le Prince Léopold apparaissait trop risqué, comme c'était possible, Palmerston désirait marier Cobourg à l'Infante. Sa lettre confidentielle à Bulwer se terminait par cette recommandation. « ...Nous tenons à ce que vous fassiez tout votre possible pour amener une alliance avec Don Enrique et le mariage de Cobourg avec l'Infante. Nous sommes persuadés qu'un tel arrangement sera excellent (4). »

Le 25 août 1846, Palmerston répétait que le Gouvernement de Sa Majesté pensait « ...que Don Enrique était le seul prince qui possédait les qualités requises pour être l'époux de la Reine (5) ». « Don François, ajoutait-il, est un despote stu-

(1) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCIV, Palmerston à Bulwer, 22 août 1846.

(2) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCIV, Palmerston à Bulwer, 22 août 1846 (séparée).

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 277-281, Palmerston à Bulwer, 22 août 1846.

(4) *Ibid.*

(5) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCIV, Palmerston à Bulwer, 25 août 1846.

« pide qui cherchera continuellement à supprimer la constitution et à s'approcher de la France pour avoir un appui (1). »

Comme on l'a déjà remarqué, la politique de Palmerston avait eu pour effet de jeter la Cour espagnole et le parti modéré dans les bras de la France ; et la Reine Christine, dans la terreur que lui inspirait Palmerston et la révolution, avait exigé, comme condition de son consentement à l'union Cadix, que le mariage de l'Infante avec Montpensier fût déclaré avec celui de la Reine.

Louis-Philippe s'était opposé à cette simultanéité, et il avait insisté pour que l'approbation que Bresson avait donnée à ce projet fût dénoncée. Sa détermination n'avait pas été ébranlée par la révélation de la politique de Palmerston dans sa dépêche du 19 juillet 1846 (2). Cependant, cette dépêche avait décidé Guizot à ne pas envoyer le désaveu, et il avait écrit à cet effet au Roi (3). Le 10 août, Guizot écrivait au Roi : « Je « crois que, sans en sortir, nous pourrons, en en causant *viva* « *voce*, rédiger pour Bresson une instruction catégorique qui, « tout en rendant impossible soit l'aveu, soit le renouvellement « de l'incartade qu'il nous a faite, donnerait à l'affaire du « mariage d'aussi bonnes chances que le comportent le passé « et le présent. Il ne faut pas se dissimuler que le coup de tête « de Bresson y a ajouté, selon moi, sans aucune utilité, un « embarras fort regrettable (4). »

Le Roi ne voulut rien entendre lorsque Glucksbiere, envoyé par Guizot, le pressa de donner son consentement à la simultanéité. La manœuvre de Guizot semble avoir été de vouloir regarder l'opposition de Louis-Philippe à la simultanéité comme moins sérieuse qu'elle ne l'était réellement. Il écrivit le lendemain que « malgré les inquiétudes que conserve encore le Roi, « son opinion s'accorde au fond avec la mienne, et que nous « pouvons marcher à notre but, en conservant jusqu'au bout « toute la liberté nécessaire pour n'être dupes de personne (5) ». Louis-Philippe écrivant à Guizot, le 12 août 1846, s'exprime encore avec indignation sur la conduite de Bresson. Vers le

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 282, Palmerston à Bulwer, 25 août 1846.

(2) *Revue Rétrospective*, pp. 185-6.

(3) *Ibid.*, pp. 186-7.

(4) *Ibid.*, p. 198, Guizot à Louis-Philippe, 10 août 1846.

(5) *Revue Rétrospective*, p. 22, Guizot au Roi, 11 août 1846.

même moment, arriva à Paris la dépêche de Bresson du 9 août 1846, dans laquelle il insistait fortement en faveur de la simultanéité. « Cette simultanéité, écrivait Louis-Philippe, était
« non seulement le *sine qua non* de la Reine Christine pour
« accepter Don François d'Assise, qu'elle n'avait pas désiré
« jusqu'alors, mais le vœu du ministère et de tous les Espagnols qui regardaient la prompte conclusion des deux mariages comme le seul moyen de mettre un terme aux incertitudes sur lesquelles se fondaient les espérances des hommes
« qui préparaient de nouvelles insurrections (1). » Ce furent ces considérations qui décidèrent enfin Louis-Philippe à changer sa détermination de répudier la confession faite par Bresson à la Reine Christine. Il est à remarquer, toutefois, que le consentement définitif de Louis-Philippe à la simultanéité ne fut donné que le 4 septembre 1846 (2).

Palmerston, dans ses conversations avec Jarnac, avait franchement avoué que le Gouvernement anglais n'adoptait pas l'idée d'un descendant de Philippe V comme mari de la Reine Isabelle, et qu'il n'admettait pas que le Gouvernement français puisse opposer la candidature de Cobourg, parce qu'il le considérait comme représentant l'influence anglaise. Il alla même jusqu'à dire que le Gouvernement de Russell ne reconnaissait aucun des engagements pris à Eu par le Gouvernement de Peel (3). Il écrivait à Bulwer : « Jarnac et Guizot veulent
« nous faire croire qu'un accord a eu lieu entre Aberdeen et
« le Gouvernement français, d'après lequel la France retirerait la candidature de Montpensier ou de tout autre fils de
« Louis-Philippe et que l'Angleterre, de son côté, empêcherait
« le Prince Léopold d'épouser la Reine d'Espagne. J'ai dit à
« Jarnac que je n'avais pas trouvé la moindre mention de cet
« accord dans les papiers du ministère, et que cela ne s'accordait nullement avec ce que m'avait dit Aberdeen sur ces
« questions, et qu'en tout cas c'était un arrangement que nous
« ne pouvions adopter ». Quant au mariage Montpensier, qu'il fallait, selon lui, à tout prix empêcher, il n'en dit pas un mot à Jarnac.

(1) *Revue Rétrospective*, pp. 17-22, Louis-Philippe à Louise, Reine des Belges, 4 septembre 1846.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 323, Guizot à Bresson, 4 septembre 1846.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 268-275, Palmerston à Bulwer, 16 août 1846.

Plus tard, il déclara à l'Ambassadeur français que, quoique le Gouvernement britannique ne pût faire la moindre objection à l'union Cobourg (1), son opinion personnelle était qu'un prince espagnol serait mieux accueilli de tout le monde et qu'il n'y avait pas de prince espagnol plus éligible que Don Enrique. « Jarnac répondit que si le Gouvernement britannique « voulait appuyer Enrique, le Gouvernement français en ferait « autant (2). »

Ce fut seulement le 22 août 1846 que Palmerston répondit à la note de Guizot du 20 juillet 1846, dans laquelle le Président du Conseil français proposait que la France et l'Angleterre s'unissent pour presser le choix d'un des fils de Don François. Plus tard (en novembre 1846), Palmerston déclara à Jarnac que la cause de sa réticence avait été qu'il craignait qu'une discussion sur cette affaire entraînât à des pourparlers au sujet du mariage Montpensier (et comme il y était tout à fait opposé) il s'en serait suivi un désaccord entre la France et l'Angleterre (3). Enfin, le 22 août 1846, il écrivit à Normanby (qui avait remplacé Lord Cowley à l'Ambassade anglaise à Paris), lui réitérant son désir qu'un prince espagnol fût choisi et que ce fut Don Enrique (4). Normanby devait demander au Gouvernement français de se joindre à l'Angleterre pour appuyer Don Enrique à Madrid (5). Cette dépêche fut communiquée à Guizot le 27 août 1846 ; il assura à Normanby que si l'Espagne acceptait Don Enrique, ce choix serait parfaitement satisfaisant à la France (6). A Londres, Jarnac dit à Palmerston que la France s'unirait à l'Angleterre pour recommander ce prince (7). Le 27 août 1846, Palmerston écrivit encore à Jarnac pour lui répéter que Don Enrique était

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III.

(2) *Ibid.*, pp. 277-281, Palmerston à Bulwer, 22 août 1846.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 124-9, Jarnac à Guizot, 27 novembre 1846.

(4) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXLVI, Palmerston à Normanby, 22 août 1846.

(5) *Ibid.* Voir aussi des extraits de cette dépêche dans la correspondance relative au mariage de la Reine et de l'Infante d'Espagne, et les *Mémoires* de Guizot, vol. VIII, pp. 307-308.

(6) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLIV, Normanby à Palmerston, 28 août 1846.

(7) *Ibid.*, vol. DCCXLVI, Palmerston à Normanby, 31 août 1846.

« le seul prince espagnol capable d'occuper la position d'époux de la Reine (1). »

A Madrid, l'appui donné par Palmerston à Don Enrique avait précipité la conclusion de la question. Le 28 août 1846, Bresson écrivait à Guizot que la Reine avait consenti à accepter Cadix, et avait annoncé qu'elle donnerait sa seconde fille au Duc de Montpensier, les deux mariages devaient avoir lieu, « autant que possible, le même jour (2) ». Le lendemain, Bulwer envoya la nouvelle à Palmerston. A propos de l'union Montpensier, il disait « qu'aussitôt que la Reine eût fait part de son intention de se marier avec son cousin, le Comte Bres- son avait solennellement demandé la main de l'Infante pour le Duc de Montpensier, déclarant qu'il avait le pouvoir d'en- treprendre et conclure cette affaire (3) ».

Le 1^{er} septembre 1846, Guizot annonça les fiançailles à Normanby (4). Le même jour, il écrivit à Jarnac ; il justifiait son action en se référant au mémorandum du 27 février 1846, dans lequel il avait averti le Gouvernement anglais que le Gouvernement français se considérerait libre de tout engagement si le mariage Cohourg ou toute autre combinaison non Bourbon apparaissait imminente. Les intrigues de Bulwer, la dépêche de Palmerston du 19 juillet 1846, et le long délai qu'il avait laissé écouler avant de répondre à la dépêche de Guizot du 20 juillet 1846, avaient suppléé aux conditions prévues par le mémorandum du 27 février 1846 (5).

Jarnac, le 2 septembre 1846, dans une note brève, apprit à Palmerston ce qui venait d'arriver (6). Louis-Philippe n'écrivit pas à Victoria, il confia cette tâche à Marie-Amélie. « ...Je m'empresse, écrit-elle, de vous annoncer la conclusion du mariage de notre fils Montpensier avec l'Infante Louisa-Fernanda. Cet événement de famille nous comble de joie...

(1) Cochin, *Louis-Philippe, d'après des documents inédits*, pp. 232-3, Palmerston à Jarnac, 27 août 1846.

(2) Guizot, vol. VIII, pp. 311-12, Bresson à Guizot, 28 août 1846.

(3) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCVIII, Bulwer à Palmerston, 29 août 1846 (confidentielle). Voir aussi : *Correspondence relative to the marriages of the Queen and Infanta of Spain*, et *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 99.

(4) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLIV, Normanby à Palmerston, 1^{er} septembre. Voir aussi : *Correspondence relative to the marriages of Queen and Infanta of Spain*.

(5) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 316-317, Guizot à Jarnac, 1^{er} septembre 1846.

(6) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 283, Jarnac à Palmerston, 2 septembre 1846.

« je vous demande d'avance votre amitié pour notre nouvel « enfant (1)... » Quoique Louis-Philippe ne s'adressât pas directement à la Reine Victoria, il écrivit une longue lettre à sa fille la Reine des Belges, dans laquelle il donnait un résumé de toute l'affaire et justifiait sa ligne de conduite. Son excuse était que l'avènement de Palmerston au Foreign Office avait détruit toute sa confiance dans l'Entente cordiale ; de plus, la dépêche de ce ministre, du 19 juillet 1846, et son refus de donner à la France aucune assurance sur sa politique en Espagne, avaient été autant de violations des accords d'Eu. Malgré cela, il n'aurait pas pris la liberté d'action à laquelle les démarches de Palmerston lui donnaient droit, si Christine n'avait pas fait de la simultanéité des deux mariages le *sine qua non* de son acceptation du Duc de Cadix (2). On ne peut douter de la véracité de ce récit, car il est en accord avec les diverses lettres dont nous avons cité des extraits. Louis-Philippe s'écarta seulement sur un seul point des engagements pris à Eu, et ce fut sur la question de la simultanéité, mais Palmerston en reniant complètement ces mêmes engagements, avait plus que justifié l'action de Louis-Philippe. Guizot, en dépit de la grande méfiance que lui inspirait Palmerston, ne désirait nullement rompre l'Entente cordiale, si cela pouvait être évité. Dans une lettre écrite à Jarnac le 1^{er} septembre 1846, il donne un exposé très clair des raisons qui ont dicté sa conduite ; il fait un récit encore plus détaillé des faits, dans une autre lettre écrite à son ambassadeur à Londres, le 15 octobre 1846 ; elle était destinée à Lord John Russell, Guizot espérant trouver chez lui plus de docilité que chez Palmerston (3). Il s'expliqua aussi dans une lettre à Aberdeen, 5 novembre 1846.

Les explications fournies par Louis-Philippe et son ministre ne purent calmer l'indignation soulevée dans tous les milieux en Angleterre par la conclusion du double mariage. Victoria, quoiqu'elle n'eût pas approuvé la politique de Palmerston, était furieuse. « L'arrangement définitif du mariage de la

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 100-101, Marie-Amélie à Victoria, 8 septembre 1846.

(2) *Revue Rétrospective*, pp. 17-22, Louis-Philippe à Louise, Reine des Belges, 14 septembre 1846.

(3) Cochin, *op. cit.*, pp. 239-241, Guizot à Jarnac, 15 octobre 1846.

« Reine d'Espagne, *accouplé avec celui de Montpensier, est in-*
 « *fâme*, et nous *devons* protester », écrivait-elle à son oncle,
 le Roi Léopold. « C'est vraiment le comble, car *nous* avons été
 « si honnêtes, *jusqu'à empêcher presque* le mariage avec Léo-
 « pold (qui aurait pu être arrangé) et que, maintenant, où en
 « sont les choses, Palmerston regrette beaucoup qu'il n'ait
 « pas été réalisé, et nous voilà payés de notre bonne foi par
 « ce déloyal *accouplement* des *deux* mariages... Le Roi devrait
 « savoir que nous sommes extrêmement indignés, et qu'une
 « telle conduite *ne* saurait aider à *mainlenir* l'Entente à laquelle
 « il est attaché. Et puis tout cela a été arrangé d'une manière
 « si peu... honnête (1)... » Sa réponse à la lettre d'Amélie
 du 8 septembre 1846, où celle-ci lui annonçait le mariage Mont-
 pensier, fut extrêmement froide. « ...L'annonce soudaine de
 « ce double mariage, écrit-elle, ne pourrait nous causer que
 « de la surprise et un bien vif regret (2) ». Elle écrivait quelques
 jours après, à la Reine des Belges : « ...un dénouement, si
 « contraire à la parole du Roi qu'il m'a donnée lors de cette
 « dernière visite à Eu *spontanément*, en ajoutant à la complica-
 « tion, *pour la première fois*, celle du projet de mariage de
 « Montpensier, aura mauvaise mine devant toute l'Eu-
 « rope (3) ». Au Roi Léopold, elle déclarait, dans une lettre
 datée du 29 septembre 1846 : « Notre conduite a été au cours
 « de cette affaire si honnête et celle du Roi et de Guizot tout
 « le contraire. *Comment* le Roi a-t-il pu renoncer à l'amitié
 « de celle qui l'a toujours soutenu avec une affection si sincère
 « et cela pour un but *fort douteux* d'agrandissement person-
 « nel et de famille. Tout ceci et pour moi et pour tout le pays
 « est inexplicable. Je crains de ne plus jamais pouvoir avoir
 « confiance en lui... » Elle considérait Guizot comme particu-
 lièrement blâmable. « Guizot s'est conduit d'une manière hon-
 « teuse et sans la moindre bonne foi (4). » Et elle répétait :

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 100, Victoria au Roi Léopold, 7 sep-
 tembre 1846.

(2) *Revue Rétrospective*, p. 116 ; *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 101, Vic-
 toria à Marie-Amélie, 10 septembre 1846. L'original de cette lettre se trouve aux
Archives des Affaires étrangères, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 43.

(3) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 104, Victoria à Louise, Reine des Bel-
 ges, 18 septembre 1846.

(4) *Ibid.*, p. 105-6, Victoria à Léopold, 29 septembre 1846.

« La conduite de Guizot est par-dessus tout honteuse et mesquinement malhonnête (1). »

Russell répondant à la lettre du 15 octobre 1846, que Guizot avait écrite à Jarnac pour être lue au Président du Conseil anglais, défendit vigoureusement la politique de Palmerston (2). Aberdeen, qui pourtant avait toujours eu avec Guizot des relations personnelles très amicales, écrivit, lui aussi, une longue lettre dans laquelle il blâmait Guizot et Louis-Philippe et soutenait Palmerston (3). Palmerston était, naturellement, le centre et la force dirigeante de l'indignation et de l'opposition anglaise au double mariage. Dès le moment où il apprit la nouvelle, il mit toute son énergie et employa tous les moyens en sa puissance pour empêcher le mariage Montpensier et pour éveiller l'hostilité de l'Europe envers la France. Dans sa réponse à la note que lui envoya Jarnac, le 2 septembre 1846 (4), pour lui annoncer les mariages, il met au jour sa politique. « Quant au mariage de la Reine d'Espagne avec l'Infant Don François, vous savez déjà ce que j'en pense, et je me borerai, pour le moment, à dire que c'est du moins une consolation pour nous de savoir qu'on ne peut pas reprocher au Gouvernement anglais d'avoir prêté la main à cet arrangement.

« Quant au mariage projeté entre l'Infante et le Duc de Montpensier, cela est pour nous une affaire beaucoup plus grave, et si ce projet venait à se réaliser, ce serait, on n'en peut douter, un événement de fort mauvais augure pour des relations futures entre l'Angleterre et la France. J'en ne vous parlerai plus d'Entente cordiale, parce que, ce qu'on nous annonce par rapport aux affaires de l'Espagne ne nous prouve que trop clairement qu'on ne veut plus à Paris ni de cordialité ni d'entente (5). »

Jarnac répondit par une note amicale et conciliante (6), mais le dépit et la rage de Palmerston ne devaient pas se calmer. Il déclara à Jarnac « que le mariage de Montpensier était

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 107-8, Victoria à Léopold, 6 octobre 1846.

(2) Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 5, Russell à Jarnac, 26 octobre 1846.

(3) *Revue Rétrospective*, pp. 324-327, Aberdeen à Guizot, 14 septembre 1846. Voir aussi *Louis-Philippe*, par Cochin, pp. 226-228.

(4) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 283, Jarnac à Palmerston, 2 septembre 1846.

(5) Cochin, *op. cit.*, p. 235, Jarnac à Palmerston, 9 septembre 1846.

(6) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 283-5, Palmerston à Jarnac, 6 septembre 1846.

« l'acte le plus patent d'ambition et d'agrandissement politique que l'Europe ait vu depuis l'Empire ; j'espère que l'on « réfléchira à Paris avant de conclure. Il est impossible que « les rapports des deux Cours et des deux Gouvernements « n'en soient pas complètement altérés (1) ». Palmerston semble avoir eu l'espoir d'empêcher le mariage Montpensier. « La « seule chose à faire maintenant, c'est d'empêcher, si possible, « le mariage Montpensier, et le principal obstacle doit venir de « l'Espagne (2) », écrivait-il à Bulwer. « Naturellement, nous « ne pouvons pas nous mêler dans des insurrections ni avoir « affaire avec la responsabilité d'encourager des mesures de « violence ; mais nous devons chercher à nous assurer le plus « d'influence morale et politique possible, cela ne peut être « que juste et désirable (3) ». La politique de Palmerston était donc d'effrayer à tel point la Cour espagnole qu'elle se verrait forcée de répudier l'union Montpensier pour avoir la tranquillité. Bulwer aurait dit à M. Donoso Cortés : « Nous n'avons « rien à dire sur le mariage de la Reine ; mais je vous déclare « solennellement que nous regardons celui de l'Infante comme « un acte d'hostilité, et que mon Gouvernement n'épargnera « rien pour amener en Espagne un bouleversement complet (4) ».

Le 14 septembre 1846, Palmerston envoya sa première protestation officielle à Madrid. Bulwer devait exprimer « l'extrême surprise du Gouvernement britannique en apprenant l'union projetée entre Montpensier et l'Infante, et il devait déclarer qu'un « tel mariage, s'il avait lieu, et le Gouvernement « britannique espérait sincèrement que cela n'arriverait pas, « car il ne pourrait être considéré simplement comme un arrangement domestique et familial entre les maisons royales « de France et d'Angleterre, avec lequel les Gouvernements « des autres Etats n'avaient rien à voir, il serait regardé comme « un acte politique de la plus haute importance, pouvant affecter l'équilibre européen, touchant de près les intérêts des

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 319, Jarnac à Guizot, 9, 11 et 12 septembre 1846.

(2) Les italiques sont de l'auteur.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 291-2, Palmerston à Bulwer, 12 septembre 1846.

(4) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 320, Bresson à Guizot, 24 août 1846. La date doit être erronée ; les deux mariages ne furent décidés que le 28 août 1846.

« autres pays, et contre lequel les Gouvernements des Etats « auraient un droit incontestable d'émettre les plus fortes « remontrances (1) ». Il ajoutait « que le mariage Montpensier « menaçait de troubler l'Équilibre européen en établissant en « Espagne une influence étrangère prédominante, française « naturellement »; aussi Bulwer devait « s'élever contre l'u- « nion « du Duc de Montpensier avec l'Infante Louisa, car c'é- « tait une mesure qui toucherait l'indépendance politique de « l'Espagne..., et qui nuirait aux futures relations entre les « Gouvernements anglais et espagnols (2) ». Palmerston était prêt à tout, même à favoriser une révolution à Madrid pour empêcher l'alliance Montpensier. « Agitez, agitez, agitez », écrivait-il à Bulwer; il lui conseillait, toutefois, de ne pas se mêler à des projets d'insurrection, mais le Ministre anglais à Madrid ne devait pas non plus intervenir pour maîtriser ceux qui, d'après leur propre jugement, pensaient qu'ils trouveraient dans le pays un appui suffisant pour leur permettre de risquer un attentat de ce genre (3). Dans son grand désir de frustrer la France, Palmerston était même disposé à se joindre à ses vieux ennemis les Carlistes. Londres devint le foyer de tous les éléments de mécontentement espagnol; depuis le prétendant carliste, le Comte de Montemolin, et le chef de guerrilla carliste Cabrera, jusqu'à l'ancien ministre Espartero (4). Et Bulwer fut chargé « de faire son possible pour ame- « ner une union entre Moderados et Progressistas; et si les « Carlistes ont un peu de bon sens, ils se joindront aux deux « autres partis pour faire un grand effort national et sauver « ainsi leur pays de la domination française (5) ».

Le 28 septembre 1846, Palmerston envoya une seconde protestation officielle contre l'alliance Montpensier. Maintenant, ses objections étaient basées sur certaines stipulations du traité d'Utrecht, un argument déterré par William Hervev à Paris. Cette fois-ci, Bulwer devait déclarer au Cabinet espagnol que « la postérité d'un tel mariage (le mariage Mont-

(1) *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCXCV, Palmerston à Bulwer, 14 septembre 1846.

(2) *Ibid.*

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 293-297, Palmerston à Bulwer, 16 septembre 1846.

(4) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 322.

(5) *Ibid.*

« pensier) serait déclarée par la Grande-Bretagne incapable
 « de succéder au trône d'Espagne, en vertu des stipulations
 « des traités et de la loi publique européenne ». Il basait cet
 argument : 1^o sur la renonciation du Duc d'Orléans, le 19 novembre 1712 ; 2^o sur le traité entre l'Autriche et l'Espagne, 1725, article III ; 3^o sur la déclaration de Philippe V, le 18 juillet 1712 ; 4^o sur le traité d'Utrecht, 1713 (1).

Dans une lettre envoyée à Bulwer, vers la même époque, il écrivait : « Je crois encore que le mariage sera retardé, et
 « en ce cas il pourra peut-être être empêché... Nous pourrions,
 « sans doute, nous contenter d'une renonciation de l'Infante,
 « pour elle et ses enfants, si elle est à l'âge légal d'en faire une,
 « ou d'une loi qui l'exclurait, elle, ses enfants et ses descen-
 « dants, du trône d'Espagne, si cette loi était votée par des
 « Cortès légalement constitués, ce qui n'est pas, je crains, le
 « cas des Cortès actuels.

« Si l'on s'obstine à vouloir ce mariage, nous devons espé-
 « rer une révolution qui amènerait les Progressistes au pou-
 « voir et expulserait Christine (2)... »

Les menaces de Palmerston furent inutiles, et ses arguments légaux demeurèrent sans effet à Madrid. M. Isturiz déclara franchement à Bulwer que le mariage Montpensier était un fait accompli, qu'il avait été décidé avec le consentement des Reines, du Ministère et des Cortès, et qu'il ne compromettrait en rien l'indépendance de l'Espagne (3).

Le 22 septembre 1846, Palmerston envoya à Paris une protestation semblable à celle qu'il avait envoyée, le 14 septembre 1846, à Madrid. Le mariage Montpensier, disait-il, menaçait la paix de l'Europe, en violant les arrangements faits à Utrecht. Une telle alliance pouvait conduire un prince français sur le trône d'Espagne. Cela serait une violation du traité d'Utrecht. Mais il ajoutait : « Si même ce traité n'existait pas, le Gouver-
 « nement britannique protesterait quand même contre ce ma-
 « riage, car il est incompatible avec l'égard dû à l'équilibre
 « européen, et nuirait inévitablement aux bonnes relations
 « entre la France et l'Angleterre ». Puis, venant aux menaces,

(1) *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCXCV, Palmerston à Bulwer, 28 septembre 1846.

(2) Bulwer, *op. cit.*, pp. 300-302, Palmerston à Bulwer, 27 septembre 1846.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 321.

il ajoutait : « ...Si les intérêts espagnols doivent régir la politique étrangère de la France, ou si les intérêts français doivent régir la politique étrangère de l'Espagne, la Grande-Bretagne pourrait se trouver entraînée dans de sérieuses difficultés avec ces deux puissances ». Et il conclut : « La manière dont on a arrangé ce mariage, les vues politiques qu'il décèle, les conséquences possibles qu'il pourrait avoir, non seulement pour les relations amicales entre la Grande-Bretagne et la France, mais... pour la paix de l'Europe, forcent le Gouvernement britannique à protester vivement contre cette alliance et à exprimer le vœu qu'elle n'aura pas lieu (1) ». Normanby devait montrer la protestation de Palmerston aux Ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse à Paris. Palmerston écrivait encore, le 27 septembre 1846, à Normanby : « Nous devons essayer d'empêcher ce mariage, et s'il peut être retardé, je crois que nous réussirons (2) ». Le 2 octobre 1846, il écrivit de nouveau un long argument légal, basé sur le traité d'Utrecht, l'acte de renonciation du Duc d'Orléans, 19 novembre 1712, etc., etc., pour prouver que les héritiers de Montpensier devaient être exclus de la succession au trône d'Espagne (3).

Les menaces de Palmerston et ses questions légales eurent aussi peu d'effet à Paris qu'à Madrid. Parlant de la thèse de Palmerston, d'après laquelle les héritiers de Montpensier étaient légalement exclus de la succession espagnole, Guizot disait « qu'elle est dénuée de tout fondement (4) ». Le 11 octobre 1846, il répondit aux protestations de Palmerston en réfutant les arguments basés sur le traité d'Utrecht. Sa réfutation peut prétendre à une interprétation aussi correcte du traité et des diverses renonciations que les notes de Palmerston.

La dépêche du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, envoyée le 22 septembre 1846 à Normanby et à Bulwer, fut communiquée le 1^{er} octobre à Metternich. La rupture de

(1) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXLVI, Palmerston à Normanby, 22 septembre 1846.

(2) Bulwer, *op. cit.*, pp. 298-300, Palmerston à Normanby, 27 septembre 1846.

(3) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXLVI, Palmerston à Normanby, 2 octobre 1846.

(4) *Revue Rétrospective*, pp. 357-9, Guizot à Jarnac, 11 octobre 1846.

l'Entente cordiale lui apparaissait favorable aux puissances nordiques. En Italie et en Suisse, l'esprit révolutionnaire semblait s'éveiller, et Metternich désirait attirer la France dans une alliance avec les puissances conservatrices. Aussi, dans sa réponse à Sir Robert Gordon il se retrancha dans une attitude de neutralité. « Les Cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, disait-il, se sont tenues en dehors de l'affaire espagnole ; elles ne démentiront ni le sentiment que je viens de vous exprimer, ni leurs principes politiques. La situation actuelle de la Grande-Bretagne et de la France n'est point suffisamment éclaircie encore pour que je sois à même d'énoncer une opinion sur l'attitude que les trois Cours auront à prendre dans un différend qui, je me permets de l'espérer, *ne troublera pas la paix politique.* » L'Autriche et les deux autres Etats du Nord n'ayant jamais reconnu le testament de Ferdinand VII, et, par conséquent, n'ayant jamais reconnu les droits d'Isabelle au trône, n'étaient pas du tout intéressés dans la question (1).

Les deux mariages eurent lieu le 10 octobre 1846, à Madrid. Les appréhensions qui pouvaient exister à Madrid envers le jeune prince français avaient disparu. Cuvillier-Fleury, un précepteur des enfants de Louis-Philippe et ami intime de la famille, qui accompagnait Montpensier et le Duc d'Aumale à Madrid écrivait la veille des mariages : « Tout va bien... On commence à comprendre que nous ne prétendons pas voler l'Espagne en épousant l'Infante. Tout ce bruit s'apaisera. Il ne restera de tout ceci que le souvenir de l'incroyable grossièreté du Ministre de l'Angleterre qui dépasse tout ce qui se pouvait imaginer (2) ».

Le 22 octobre 1846, le Duc et la Duchesse de Montpensier quittèrent Madrid, se rendant à Paris. Les bons services de Bresson, pour l'arrangement des mariages furent récompensés par la Cour d'Espagne qui lui fit cadeau « d'un surtout en argent massif d'une magnificence royale (3) ».

Les mariages étaient conclus... Cependant, Palmerston

(1) Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 272-277, Metternich à Handel, 6 octobre 1846.

(2) Cuvillier-Fleury, *Journal et Correspondance intime*, vol. II, p. 432, Cuvillier-Fleury à sa fille Henriette, 9 octobre 1846.

(3) Cuvillier-Fleury, *op. cit.*, vol. II, pp. 435-6.

continuait à batailler avec des notes officielles. Il n'avait pas réussi à empêcher l'alliance Montpensier, mais il ne désespérait pas encore de persuader aux puissances européennes que par la renonciation du Duc d'Orléans et le traité d'Utrecht, les héritiers de Montpensier devaient être exclus du trône. Il ne s'arrêta pas là. Dans toutes les parties de l'Europe, il engagea toute la puissance de l'influence anglaise contre le Gouvernement de Louis-Philippe. Il employa tous les moyens possibles pour ruiner l'influence de la France et rehausser l'influence anglaise.

Aussitôt après que les mariages eurent été célébrés, il commença à accabler Guizot de remontrances et de récriminations. Le 31 octobre 1846 (1), le 5 janvier (2) et encore le 8 janvier 1847 (3), il écrivit de longues dépêches à Normanby. Toutes ces dépêches traitaient des raisons qui devaient exclure les descendants de Montpensier et de l'Infante de la succession au trône d'Espagne. Il terminait ainsi sa dépêche du 31 octobre 1846 : « Le Gouvernement français doit donc admettre
« qu'en vertu de la renonciation dans le traité d'Utrecht, les
« descendants de Montpensier sont exclus de la succession,
« ou il doit avouer qu'il a violé les engagements contenus dans
« ce traité (4) ».

J'ai noté plus haut les tentatives de Palmerston pour gagner à sa politique, sur l'affaire du mariage Montpensier, les trois Cours du Nord, et l'attitude détachée que prit Metternich et que Berlin et Saint-Pétersbourg adoptèrent. Le 1^{er} janvier 1847, il revint à la charge. Ponsonby fut instruit de presser le Gouvernement autrichien de se joindre à l'Angleterre dans un protocole « afin de consigner l'opinion des quatre puissances
« que l'acte de renonciation du traité d'Utrecht et les lois qui
« furent passées en conséquence en Espagne et en France, et
« le traité de 1725 entre l'Autriche et l'Espagne, excluaient
« le Duc de Montpensier et ses descendants de la succession

(1) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXLVI, Palmerston à Normanby, 31 octobre 1846.

(2) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXIII, Palmerston à Normanby, 5 janvier 1847.

(3) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXIII, Palmerston à Normanby, 8 janvier 1847.

(4) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXLVI, Palmerston à Ponsonby, 31 octobre 1846.

« au trône d'Espagne (1) ». Le 8 février 1847, Palmerston récapitula son argument dans une autre longue dépêche à Ponsonby (2). Si Metternich s'opposait à la *forme* d'un protocole, Ponsonby devait faire son possible pour lui soutirer une expression d'opinion favorable à la controverse de Palmerston. Metternich (et naturellement Berlin et Saint-Petersbourg firent comme lui) se maintint dans son attitude de stricte neutralité, basée sur le fait qu'il n'avait pas reconnu le testament de Ferdinand VII en vertu duquel la Reine Isabelle était sur le trône d'Espagne. Il écrivit à Apponyi : « ...Je n'entends « pas rechercher quelle valeur on peut accorder à ce que Lord « Palmerston qualifie de « principe du droit public » ; je prends « ce parti, non parce que je ne serais pas prêt en toute occa- « sion d'entrer dans la recherche de ce qui a ou n'a pas la va- « leur d'un principe, mais parce qu'une recherche de ce genre « serait oiseuse dans l'espèce... selon moi, l'Espagne seule « pourrait donner une valeur pratique à ce qui, sur le terrain « des principes, serait vrai ou faux (3) ».

A la fin de l'année 1846, l'Entente cordiale avait cessé d'exister. Le récit des différentes phases de l'affaire des mariages espagnols et les documents qui ont été cités ne peuvent laisser aucun doute quant à celui qui fut responsable de cette rupture. Certes, Bresson et Bulwer se montrèrent trop zélés, et, dans plusieurs occasions, ils outrepassèrent l'esprit et l'intention de leurs instructions, et ainsi ils eurent leur part dans la complication de ces questions ; mais la politique inaugurée par Palmerston dès son retour au Foreign Office, et dans laquelle il persista jusqu'au dénouement, à la fin du mois d'août, était certainement incompatible avec l'entente ou la cordialité des rapports entre Londres et Paris. Ce ne fut pas seulement Guizot et Louis-Philippe qui rejetèrent le blâme sur Palmerston, pour cette rupture, Victoria, quoique indignée contre le Roi de France et son Ministre, dont elle regardait la conduite dans

(1) *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXXXIV, Palmerston à Ponsonby, 1^{er} janvier 1847. Des dépêches identiques furent envoyées à Berlin et à Saint-Petersbourg.

(2) *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXXXIV, Palmerston à Ponsonby, 8 février 1847.

(3) Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 383-388, Metternich à Apponyi, 25 février 1847, deux lettres.

cette affaire comme un affront personnel, ne cachait pas non plus qu'elle considérait Palmerston principalement responsable. « Il est certain », écrivait-elle à Léopold, « qu'à Madrid « Palmerston gâta les choses — comme le dit Stockmar — en « forçant Don Enrique, en dépit de tout ce que Bulwer pût « lu dire ! Si notre cher Aberdeen était encore au pouvoir, « tout cela ne serait pas arrivé, car il n'aurait *pas* forcé En- « rique (ce qui enrageait Christine) et Guizot n'aurait pas « escamoté Aberdeen dans le désir de triompher de lui... Quoi « que l'on puisse dire, c'est *encore lui* qui, *indirectement*, nous « attire dans une querelle avec la France (1). »

Thiers, que personne ne soupçonnera de sympathie envers Guizot, était de la même opinion (2). Stockmar appelait la dépêche du 19 juillet 1846 « la première erreur » fatale (3). Le Duc Ernest et Léopold, le Roi des Belges, considéraient chacun que Palmerston était responsable de tout l'imbroglio (4).

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 102-103, Victoria à Léopold, 14 septembre 1846. Réitération de cette même opinion de la Reine Victoria dans sa lettre à Léopold, du 21 septembre 1846, même volume, pp. 104-105.

(2) Fagan, *The Life of Anthony Panizzi*, vol. I, pp. 227-232, Thiers à Panizzi, 17 janvier 1847.

(3) Stockmar, *op. cit.*, vol. II, p. 161.

(4) Duke Ernst II, *op. cit.*, vol. I, p. 199

CHAPITRE II

Les suites de la rupture de l'Entente cordiale

La rupture de l'Entente cordiale eut une répercussion immédiate en Europe. La République de Cracovie, établie par les traités de Vienne en 1815, avait, dès le début, été regardée avec méfiance par les trois Cours du Nord. Elle était le centre naturel des aspirations d'unité nationale des Polonais, et un asile pour les réfugiés politiques des provinces polonaises appartenant aux trois puissances. Leurs troupes l'avaient occupée de 1836 à 1841 et elles surveillaient activement ses règlements policiers. Une nouvelle insurrection dans les provinces polonaises de la Prusse et de l'Autriche servit de prétexte pour la réoccupation de Cracovie en février 1846.

Le bruit avait couru que la suppression de la République avait été décidée par les trois puissances, pendant l'été de 1846. Palmerston et Guizot s'étaient élevés contre une telle décision. « L'existence neutre et indépendante de la République de Cracovie était consacrée par l'acte du Congrès de Vienne », déclarait Guizot à la Chambre des Pairs (1). L'avertissement de Palmerston impliquait une menace. « Si le traité de Vienne cessait d'être respecté sur la Vistule », disait-il, « il pourrait être également invalidé sur le Rhin et sur le Pô (2). »

En face de l'opposition de la France et de l'Angleterre, Metternich hésita. La rupture de l'Entente mit immédiatement fin à ses hésitations. Le 6 novembre 1846, il adressa aux Gouvernements français et anglais un mémoire annonçant l'incorporation de la République de Cracovie à l'Empire d'Au-

(1) Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, vol. VI, p. 271.

(2) *Id.*, *op. cit.*, vol. VI, p. 271.

triche (1). La principale excuse de Metternich était que la République de Cracovie ayant été « en état de conspiration permanente contre les Cours qui l'avaient constituée en Etat libre, avait elle-même, de ses propres mains, détruit les conditions de l'existence politique qui lui avait été donnée (2)... »

Dans toute la presse de Paris et de Londres une clameur s'éleva à l'annonce de l'incorporation de Cracovie. Thiers ne manqua pas l'occasion de rejeter le blâme sur Guizot, à cause de la rupture avec l'Angleterre (3). Guizot était embarrassé et irrité. « Cracovie est une détestable affaire », écrivait-il à Flahault (4). C'était toutefois pour lui une occasion de chercher un rapprochement avec l'Angleterre. « Bonne occasion de rapprochement si l'on veut », écrivait-il à son Ministre à Vienne (5). Aussi il écrivit à Jarnac : « Je vous invite à vous rendre auprès de Lord Palmerston et à lui demander, de notre part, quelle conduite il se propose de tenir dans cette circonstance, et s'il est disposé à s'entendre avec nous (6) ». Jarnac envoya la dépêche de Guizot à Palmerston, qui lui répondit par une note « que déjà la réponse à la communication des Cours du Nord était arrêtée et approuvée par le Cabinet, qu'elle serait expédiée le surlendemain et communiquée à Votre Excellence (7) ». Jarnac croyait que Russell « n'avait pas vu avec indifférence la démarche que Votre Excellence m'avait chargé de faire (8)... » Palmerston déclara à Jarnac : « Notre position n'est pas la même dans la question, et il ne m'a pas paru désirable que nos représentations fussent faites en commun (9) ».

(1) Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 281-292. Voir aussi la nouvelle officielle de Metternich de l'incorporation de Cracovie, datée du 16 novembre 1846.

(2) *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXIX, Ponsonby à Palmerston, contenu.

(3) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, p. 273.

(4) *Ibid.*, p. 273, Guizot à Flahault, 25 novembre 1846.

(5) *Ibid.*, p. 274.

(6) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVII, p. 111, Guizot à Jarnac, 19 novembre 1846.

(7) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVII, pp. 118-120, Jarnac à Guizot, 26 novembre 1846.

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.* Voir aussi *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXVII, Palmerston à Normanby, 23 novembre 1846, et vol. DCCLVII, Normanby à Palmerston, 20 novembre 1846.

Palmerston, qui n'avait jamais fait le geste de maintenir les traités de Vienne, regardait cependant l'incorporation de Cracovie comme une mauvaise politique de la part de Metternich. « Comment Metternich, disait-il, pourra-t-il invoquer « les traités de Vienne pour préserver la souveraineté cantonale de la Suisse et le *statu quo* sur le Rhin et le Pô, s'il les « viole sur la Vistule (1) ! » Et c'est dans ce sens qu'il écrivit sa dépêche du 23 novembre 1846 protestant contre l'action projetée des puissances. « Les traités de Vienne pouvaient « être modifiés, mais toutes modifications ne devaient avoir « lieu qu'après une discussion et avec le consentement de « toutes les puissances qui avaient signé les traités. C'était « vraiment impolitique de Metternich, dont le « système » « dépendait des traités de Vienne d'être le premier à les violer (2). »

Palmerston avait peu d'espoir d'influencer la politique des trois Cours du Nord. Il écrivit à Normanby : « Guizot fera un « semblant de résistance, mais le fait est que même si la France « et l'Angleterre avaient été en bons termes, elles n'ont aucun « moyen d'action sur place et elles ne sauraient empêcher « les choses que par une menace de guerre ; mais les trois puissances savent bien que cette menace, nous ne la prononcerons jamais pour sauver Cracovie (3) ». C'était peut-être en conséquence de ces doutes que dans sa dépêche à Ponsonby, il prétendait considérer l'incorporation de Cracovie comme pas encore accomplie.

La protestation de Guizot, envoyée le 3 décembre 1846, est une réfutation très claire des arguments de Metternich et une déclaration que l'incorporation de Cracovie était contraire à « la lettre comme au sens du traité de Vienne ». Guizot, cependant, n'avait nullement envie de s'attirer le mauvais vouloir de Metternich au moment où Palmerston cherchait l'appui du Ministre autrichien dans l'affaire de la succession Montpensier. Le 22 décembre 1846, il écrivait à M. Arnim, le mi-

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 320, Palmerston à Normanby, 17 novembre 1846.

(2) *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXVII, Palmerston à Ponsonby, 23 novembre 1846.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 321, Palmerston à Normanby, 19 novembre 1846.

nistre de Prusse : « Si le Prince de Metternich persiste dans « l'attitude qu'il a prise dans la question espagnole, je l'ap-
« puierai dans l'affaire de Cracovie autant que ma position me
« le permet (1) ».

Louis-Philippe appuyait fortement l'attitude de Guizot (2). Flahault, à Vienne, avait été instruit de faire savoir à Metternich que la protestation de Guizot n'avait pour but que de calmer les clameurs de la presse contre l'incorporation (3).

Metternich traita avec une indifférence toute diplomatique les notes de Guizot et de Palmerston. Il comprit fort bien que ni les Français, ni le Gouvernement anglais n'étaient bien profondément touchés de l'extinction de la République de Cracovie. Ses réponses furent polies, mais n'impliquèrent naturellement aucun changement de politique (4). « Le Prince » écrivait Ponsonby, « a reçu la protestation en regrettant que
« le Gouvernement de Sa Majesté n'approuve pas la conduite
« des trois puissances, mais avec une bonne humeur parfaite,
« et il a l'intention de démontrer que sa position est juste en
« elle-même (5). »

L'affaire de Cracovie indiquait les dispositions de Palmerston envers la France, au moins envers la France de Guizot et Louis-Philippe.

Peu de temps après la réponse brutale qu'il avait faite à l'offre amicale de Guizot, qui lui proposait d'agir en commun dans l'affaire de Cracovie, le Prince Albert et Bunsen, ministre de Prusse à Londres et ami intime de Palmerston, proposèrent que Reeve (6) écrivit un pamphlet sur la question de Cracovie. Palmerston s'éleva contre ce projet, en disant que l'affaire était désormais arrangée et que l'Angleterre avait besoin de la coopération des puissances du Nord pour l'affaire des mariages espagnols. Greville pensait que « l'idée fixe de Palmers-

(1) Hildebrand, *Geschichte Frankreichs*, 1830-1848, vol. II, p. 644, Guizot à Arnim, 22 décembre 1846. — Citée par Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, p. 276.

(2) *Ibid.*, Guizot à Brignole, ministre de Sardaigne, 5 et 26 décembre 1846.

(3) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, p. 276, Guizot à Flahault, 25 novembre 1846.

(4) Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 359-368, Metternich à Apponyi, 4 janvier 1847, deux lettres.

(5) *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXIX, Ponsonby à Palmerston, 4 décembre 1846.

(6) Reeve était un des principaux éditeurs de Londres.

« ton était d'humilier la France et de lui faire sentir son humiliation, et, pour y arriver, il voulait s'associer plus intimement avec les trois puissances ». « ...Il veut continuer sa guerre contre le mariage Montpensier et former une sorte de ligue préparatoire contre la France (1). » Sans doute, c'était bien là l'intention de Palmerston. La correspondance entre les Gouvernements français et anglais jusqu'à la chute de Guizot et de la monarchie d'Orléans, au mois de février 1848, ne laisse aucun doute à ce sujet. Si d'autres preuves étaient nécessaires, on les trouverait dans les lettres privées de Palmerston écrites durant cette période. Dans presque chacune d'elles, il exprime son antipathie, sa méfiance et son hostilité contre la France de Louis-Philippe et de Guizot.

Dans cette guerre contre le mariage Montpensier et dans sa tentative de vengeance pour la défaite qu'il avait subie en Espagne, Palmerston trouva un allié inattendu. Thiers et Palmerston avaient amené l'Europe, en 1840, à deux doigts de la guerre, à propos de la question Mehemet Ali. Maintenant, ils voyaient tous deux l'avantage qu'ils pourraient tirer d'une alliance politique contre Guizot. Thiers avait médité une alliance avec les Whigs, dès qu'il s'était aperçu des premiers symptômes de faiblesse du Gouvernement Peel. Pendant l'automne de 1845, il avait visité Londres et rencontré les principaux leaders du parti Whig, entre autres Palmerston. A son retour, M. de Barante écrivait : « M. Thiers revient de Londres avec toute l'amitié de Lord Palmerston, il a aussi son entente cordiale (2) ».

Le 26 mars 1846, alors que le Gouvernement Peel était inévitablement condamné, Thiers écrivait à son ami Panizzi : « On dit que M. Peel se retirera... soit, si nos amis doivent arriver. On nous craint et on nous déteste ici (nous veut dire Whigs), et on fait des vœux ardents pour le maintien de M. Peel... (on veut dire Philippe, Guizot) (3) ».

Panizzi, un réfugié politique à Londres, était en relations suivies avec les leaders du parti Whig. C'était lui qui avait présenté Thiers à Palmerston lors de sa visite à Londres pendant l'automne 1845. Les lettres que Thiers lui écrivait étaient,

(1) *Mémoires de Greville*, 2^e série, vol. III, pp. 12-15.

(2) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, p. 199.

(3) Fagan, *Life of Anthony Panizzi*, vol. I.

sans aucun doute, destinées aux leaders du parti Whig, et celles que lui-même envoyait à Thiers étaient évidemment inspirées par les leaders du parti Whig.

Thiers ne cachait pas la joie que lui causait la chute du Gouvernement Peel. L'affaire des mariages espagnols et la rupture entre la France et l'Angleterre lui avaient ouvert la voie pour son « entente cordiale ». Il écrivait à Panizzi, le 26 octobre 1846 : « Ce que vous avez prévu est arrivé. Les Whigs sont au pouvoir et je souhaite qu'ils y restent. Mais que vient-il donc d'arriver entre nos deux pays ? Ce nouvel incident m'afflige très vivement, car je ne vois de politique véritablement bonne que dans l'union de la France et de l'Angleterre... J'étais pour le maintien de l'alliance même avec les Tories, à plus forte raison avec les Whigs. Le jour où Lord Palmerston, parlant très noblement de la Pologne, a dit que si les traités de 1815 n'étaient pas respectés sur le Danube ils cesseraient d'être respectables sur le Rhin, il a fait ressortir toute l'utilité, toute la fécondité de l'alliance de la France avec l'Angleterre sous les Whigs.

« Pour moi, je déplore qu'on ait choisi ce moment pour se brouiller. Je n'aime pas à faire des concessions aux dépens de mon pays, mais le jour où un Ministre de l'Angleterre parle de la sorte et rompt si ouvertement avec la coalition européenne, ce jour-là je serais plus disposé à faire des concessions à aucun autre. Mais rompre pour un mariage, quand l'Angleterre n'insistait pas pour un Cobourg, me confond !

« Cependant, il faut savoir la vérité. Il circule les versions les plus contradictoires. La Princesse de Lieven jette tout sur les Whigs, et dit, dans son salon, que rien de pareil n'aurait eu lieu avec Lord Aberdeen. M. Guizot fait dire que Lord Palmerston a manqué aux engagements pris et qu'il a, dès lors, été délié de ceux qui avaient été contractés à Eu. *Voyez Lord Palmerston, puisque vous êtes lié avec lui ; dites-lui de vous communiquer à vous, et pour moi, la vérité pure* (1).

« Il ne faut me dire que des faits d'une exactitude incon- testable.

« Le danger de la situation, c'est que le Ministre va jouer le jeu odieux qu'il reprochait à l'opposition, et que, pour ma part, je n'ai jamais voulu jouer, celui d'exciter le senti-

(1) Les italiques sont de l'auteur.

« ment populaire contre l'Angleterre. Si le Cabinet britannique a eu des torts, ce jeu sera facile. Il faut donc savoir exactement la vérité, et dans ces choses-là il ne sert guère de la dissimuler, car elle ressort bien vite des documents. »

Suit une liste des faits qu'il désire connaître sur l'affaire des mariages. Puis il ajoute :

« Je désire avoir un historique complet et vrai de toute l'affaire. Je désire savoir aussi comment l'Angleterre pose aujourd'hui la question et où git la difficulté entre les deux pays. Y a-t-il eu solution raisonnable, également honorable pour les deux Cabinets ? Comment les Tories prennent-ils la question ? En font-ils une affaire de parti contre les Whigs, ou bien une affaire du pays, commune à tous ? Lord John Russell se maintiendra-t-il ? Pour moi, je fais des vœux en faveur des Whigs. Je suis révolutionnaire dans le bon sens du mot, et je souhaite en tout pays le succès de mes analogues... Je vous prie de m'écrire pas moins que vingt pages sur tout cela (1). »

Cette lettre peut être considérée comme une avance vers une entente avec Palmerston. Le Ministre des Affaires étrangères en Angleterre était prêt pour l'alliance. Panizzi répondit à la lettre de Thiers par une longue et typique version Palmerstonienne de l'affaire des mariages (2). Il fit plus, car il envoya à Thiers des documents ayant trait à la question espagnole pour être employés dans son attaque contre Guizot à l'ouverture de la session de 1847, et dans le journal de Thiers, *Le Constitutionnel* (3).

Normanby, qui avait remplacé Cowley à l'Ambassade à Paris, était continuellement en rapports avec Thiers, Molé et les leaders de l'opposition. On prétendait qu'il avait dit qu'aucune harmonie n'existerait entre la France et l'Angleterre tant que Guizot serait au pouvoir et que la succession de Montpensier ne serait pas réglée telle que le désirait Palmerston (4).

(1) Fagan, *op. cit.*, vol. I, pp. 208-210, Thiers à Panizzi, 26 octobre 1846.

(2) *Ibid.*, pp. 210-217, Panizzi à Thiers, novembre 1846.

(3) Greville, *op. cit.*, 2^e série, vol. III, p. 30.

(4) *Ibid.*, pp. 16-19. (Greville est naturellement hostile à Palmerston, mais en dépit de certaines exagérations, il est incontestable que Normanby se lia à Paris avec les leaders de l'opposition, et qu'il était plein d'animosité envers Guizot. Ses dépêches à Palmerston ne laissent aucun doute à ce sujet.) Voir aussi *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLIV-DCCLVII, DCCLXXVIII-DCCCL.

Palmerston, de son côté, soupçonnait les intentions des Français à tous les coins du monde. Il ressuscita la dispute de Tahiti dans ses conversations avec Jarnac et il lui dit « que rien n'avait autant exaspéré l'Angleterre que les procédés des Français à Tahiti, et que le plus léger désordre dans cette île pourrait bien causer une telle émotion en Angleterre qu'une guerre serait rendue inévitable (1) ». Il soupçonnait les Français de desseins sur Monte Video, où les escadrons français et anglais s'étaient joints pour bloquer les rives de la Plata (2). Au Portugal, où l'influence anglaise était employée en faveur du parti Septembriste, ouvertement armé contre le Gouvernement à Lisbonne, il était persuadé qu'il existait une intrigue française qui voulait intervenir pour soutenir la Reine et le Ministère conservateur. En Grèce, et aussi en Italie, il surveillait avec une méfiance profonde les démarches des agents français.

En décembre 1846, il écrivit un *Memorandum* sur les défenses nationales, ceci, sans nul doute, en vue d'une guerre avec la France. C'est un argument en faveur d'une importante augmentation d'effectifs dans les forces navales et militaires de l'Angleterre. « Il y a », écrivait-il, « auprès de nous une nation de trente-quatre millions d'habitants dont la plupart, on ne peut le nier, sont animés d'une haine profonde envers l'Angleterre... La nation française se rappelle le Nil, Trafalgar, Sainte-Hélène, la Péninsule, Waterloo, et elle serait heureuse de trouver l'occasion de se venger. Les deux pays ont dans toutes les parties du globe des intérêts commerciaux et politiques, qui se heurtent continuellement, et un conflit peut à tout moment s'élever entre eux (3). »

La politique de Palmerston avait gâté à un tel point les relations entre la France et l'Angleterre, que des hommes comme Russell, Wellington et Peel considéraient qu'une guerre pouvait éclater à tout moment (4).

Cet état d'esprit fut encore accentué par l'appui donné au

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. IV, pp. 321-324, Palmerston à Normanby, 20 novembre 1846.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 324-326, Palmerston à Normanby, non datée, mais probablement écrite vers la fin de l'année 1846.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 390-402, *Mémorandum* de Palmerston sur les défenses nationales.

(4) Walpole, *op. cit.*, vol. II, pp. 15-25 ; aussi Stockmar, *op. cit.*, vol. II, p. 131.

projet de renforcement des défenses nationales introduit par le *Memorandum* de Palmerston. Il fut décidé que l'on augmenterait considérablement les défenses dans toutes les branches du service de terre et de mer (1).

Cette tension fut la raison pour laquelle Gréville visita Paris au commencement de l'année 1847. Ses notes écrites au jour le jour nous éclairent suffisamment sur l'état des affaires et les opinions à Paris. Les intrigues de Normanby avec l'opposition, l'exécration générale dans laquelle on tenait Palmerston, et enfin le désir que l'on avait malgré tout d'éviter toutes nouvelles difficultés avec l'Angleterre (2).

Vers les premiers jours de l'année 1847, comme on approchait de la date de l'ouverture des Chambres françaises et anglaises, Palmerston et Thiers se mirent à concerter leur plan d'attaque contre Guizot. Le 14 janvier 1847, Panizzi, ayant obtenu les documents nécessaires, s'empressait de les communiquer à Thiers ; il lui écrivait : « Je vous ai écrit, dans
« le temps, que le Gouvernement espagnol, effrayé des menaces insolentes de M. Bresson, fit demander à Lord Aberdeen si l'Angleterre permettrait à Louis-Philippe de forcer
« la Reine à épouser la personne qu'il plaisait au Roi des Français de dicter. Je vous envoie la réponse de Lord Aberdeen
« au Duc de Sotomayor, ministre d'Espagne à Londres, datée
« du 22 juin 1846 ; par elle, vous pourrez juger des termes de
« la communication du Gouvernement espagnol au Cabinet
« de Londres.

« Dans ma lettre, je vous promettais aussi de vous envoyer
« copie d'une dépêche du 19 juillet 1846, adressée par Lord Palmerston à M. Bulwer, communiquée confidentiellement
« par le Premier à M. de Jarnac, et dont M. Guizot fit un usage
« si indigne en la portant à la connaissance du Gouvernement
« espagnol, et en criant à l'anarchie et au sans-culottisme,
« parce qu'on donnait des conseils modérés et favorables à
« une liberté sage, au Gouvernement imbécile et despotique
« que la France (la France de juillet !!!) soutient en Espagne.
« Vous trouverez, ci-joint, un extrait de cette dépêche ; vous
« remarquerez, sans doute, le passage dont on s'est servi comme

(1) Walpole, *op. cit.*, vol. II, pp. 15-25.

(2) Gréville, *op. cit.*, 2^e série, vol. III.

« prétexte pour hâter le mariage du Duc de Montpensier.
« C'est parce que Lord Palmerston annonçait un fait — c'est
« à-dire que le Prince de Saxe-Cobourg était un des candidats
« pour épouser la Reine d'Espagne, en déclarant en même
« temps que l'Angleterre n'avait aucune préférence pour au-
« cun des candidats — c'est parce que Lord Palmerston an-
« nonçait ce fait que l'on a cru devoir faire épouser à l'Infante
« le Duc de Montpensier ! Et cela après que le mariage du
« Prince de Saxe-Cobourg avec la Reine était devenu impos-
« sible, Sa Majesté ayant déjà accepté la main de son cou-
« sin !

« Lord Palmerston a fait offrir tout dernièrement au Gou-
« vernement français, par Lord Normanby, une copie officielle
« de ces deux dépêches (22 juin et 19 juillet 1846), afin qu'elles
« pussent être communiquées aux Chambres avec le reste de
« la correspondance. On a refusé cette offre, avec la meilleure
« grâce et de la manière la plus polie du monde (1). »

Panizzi prie ensuite Thiers de tenir ses amis à Londres au courant de tout ce que lui et ses amis comptent faire, afin d'inspirer confiance à ceux qui leur donnent de si grandes preuves de sympathie, et il lui recommande de n'envoyer sa réponse que sous couverte, *directement à Lord Normanby*.

Palmerston espérait évidemment que Thiers, muni des documents que lui avaient communiqué Normanby et Panizzi, allait pouvoir attaquer brillamment Guizot à l'ouverture des Chambres. Il est probable, cependant, que la visite de Gréville à Paris le troubla.

Le 12 janvier, deux jours avant que la lettre de Palmerston fût écrite, Thiers écrivit une longue lettre à Panizzi. Il avait reçu les pièces relatives aux mariages et il trouvait la conduite de Guizot déloyale ; toutefois, il insistait pour qu'on lui procurât des documents qui puissent prouver aux Chambres que l'Angleterre avait agi dans toute cette affaire avec une parfaite bonne foi et qu'elle n'avait pas cherché à pousser le mariage Cobourg. Il est sûr « que l'opinion publique en France con-
« damnera le Cabinet français, s'il est évident qu'il s'est con-
« duit d'une manière déloyale. L'événement de Cracovie a déjà
« prouvé qu'il n'y avait que péril, fausse politique, duperie

(1) Fagan, *op. cit.*, vol. I, pp. 219-222, Panizzi à Thiers, 14 janvier 1847.

« pour les nations libres, ou aspirant à le devenir, dans la
« brouille de la France avec l'Angleterre. Les alliances avec
« les Cours du Nord sont rangées parmi les utopies, ou les
« arrière-pensées contre-révolutionnaires. Si à cela on ajoute
« la preuve que M. Guizot, outre la faute de rompre l'alliance
« la veille de Cracovie, a commis celle d'agir déloyalement,
« son compte sera fait et réglé devant le public. »

Suit une attaque en règle sur le caractère et la politique de Guizot et sur les chances qu'il y aurait de le voir disparaître de la scène politique.

« Quant au Roi », écrit-il, « il abandonnera M. Guizot plus
« difficilement qu'un autre, car M. Guizot s'est complètement
« donné à lui et soutient son *gouvernement personnel* avec le
« dévouement d'un homme qui n'a plus d'autre rôle possible.
« Mais quand le Roi croira la question aussi grave qu'elle l'est,
« il abandonnera M. Guizot... Le jour où il croira les choses
« plus stables qu'on ne les lui peint de Londres, et où il craindra
« sérieusement pour ses rapports avec l'Angleterre, il aban-
« donnera M. Guizot... M. Guizot, au fond, ne lui inspire con-
« fiance que sous un rapport ; c'est une effronterie à mentir
« devant les Chambres qui n'a pas été égalée dans le Gouver-
« nement représentatif, effronterie appuyée d'un langage mo-
« notone, mais très beau... Quand il croira les Whigs solides
« et la question sérieuse, il se décidera à un changement de
« personnes, soyez-en certain. Mais il faut mettre bien en évi-
« dence les faits et la mauvaise foi de M. Guizot. Quant au
« traité d'Utrecht, c'est le moins opportun de toutes les par-
« ties de la discussion. — Outre que personne en Europe ne
« juge le traité violé par un mariage qui ne crée qu'une simple
« éventualité, ceci donne au Cabinet anglais un aspect de ja-
« lousie à l'égard de la France qui n'est pas bon. Veillons bien
« à une chose, c'est à rapprocher les deux peuples autant
« que les deux Gouvernements. N'allons pas leur créer des
« sujets de brouille qui, au fond, ne sont pas sérieux ; un prince
« de plus ou moins sur le trône d'Espagne ne fera rien quant
« aux influences. Le Duc de Montpensier ou le Prince de Co-
« bourg n'auraient pas, j'en suis sûr, en devenant propre mari
« de la Reine, sensiblement changé la politique du Gouver-
« nement de l'Espagne.

« ...Il ne faut donc pas voir dans le mariage collatéral, que,

« d'ailleurs, on ne peut pas défaire, une cause de brouille per-
« manente ; autrement, tout devient inarrangeable. La France
« et l'Angleterre aux prises, tout est perdu pour la bonne cause
« en Europe. Pour moi, j'ai à cet égard une conviction inébran-
« lable. Il y a eu un mauvais procédé, il faut s'en plaindre
« en le prouvant bien et ne pas pousser la querelle au delà.
« Prouver la mauvaise foi des uns, la bonne foi des autres,
« voilà ce qu'il faut. Je suis sûr qu'il en résultera la chute de
« la détestable politique qui nous gouverne... Pour moi, en
« voyant l'état de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne, je
« souhaite ardemment que la cordialité rena'sse entre la France
« et l'Angleterre (1).

Comme on peut en juger, une grande sympathie existait entre Thiers et les Whigs. Le 17 janvier, il écrivait encore à Panizzi : « L'alliance avec l'Angleterre n'est malheureusement
« pas populaire. J'ai depuis quinze ans beaucoup de peine à
« la soutenir. J'ai amené l'opposition à l'accepter, et l'événe-
« ment de Cracovie m'a fort aidé, tout dernièrement, à fermer
« la bouche aux partisans de l'alliance contre-révolutionnaire
« avec la Russie. Mais c'est néanmoins une tâche laborieuse
« que d'amener les esprits à l'Angleterre ...Quant à moi, j'ai
« goût à braver les passions de Cour et les passions de rue ;
« je me crois dans le vrai quand j'entends crier contre moi
« les laquais de la royauté et les laquais de la canaille ; les
« uns disent que nous sommes les ennemis du Roi, parce que
« nous blâmons des mariages imprudents ; les autres disent
« que nous sommes livrés à l'Angleterre, parce que nous sou-
« tenons que la brouille de la France et de l'Angleterre est le
« triomphe du despotisme en Europe. Je suis convaincu, plus
« que jamais, de la nécessité de l'union des deux pays. Je désire
« cette union sous tous les ministères Tories ou Whigs, mais
« je la crois plus fructueuse sous les Whigs... On nous rappel-
« lera 1840, et on nous dira que nous avons mauvaise grâce
« de défendre les auteurs du traité du 15 juillet. Tout cela fait
« une position compliquée... qui ne m'effraye pas... Les Mi-
« nistres se vantent beaucoup, en effet, que M. Gréville est
« venu leur porter des paroles de paix. J'ai vu M. Gréville,
« il a dîné chez moi ; il a nié toute mission diplomatique... il

(1) Fagan, *op. cit.*, vol. I, pp. 223-227, Thiers à Panizzi, 12 janvier 1847.

« faut démasquer les mensonges de M. Guizot, mais ne pas « tenir un langage qui sente la jalousie contre la France (1) ».

En janvier 1847 eut lieu la rentrée des Chambres anglaises et françaises. De chaque côté les discours du trône furent très modérés, on y voyait un désir de calmer l'irritation existant entre la France et l'Angleterre. La publication du livre bleu anglais, contenant un choix de dépêches ayant trait à l'affaire des mariages, menaça de rouvrir la polémique. L'attaque de l'opposition à la Chambre des Députés, conduite par Thiers, le 2 février, fut moins violente que l'on ne s'y attendait. L'opposition était divisée sur la question des mariages, et Thiers sentait que sa position n'était pas très solide. La majorité en faveur du Gouvernement, sur le discours d'ouverture, fut de 248 contre 84.

La modération du discours du trône en Angleterre avait ennuyé Thiers. Une violente attaque sur la politique de Guizot aurait mieux fait son affaire... Il écrivit à Panizzi en se plaignant de Palmerston. Il trouvait que ce dernier ne soutenait pas très bien sa part de l'alliance contre Guizot (2).

Après son attaque sur la politique des mariages, il envoya des copies de son discours à Panizzi, un exemplaire était spécialement destiné à Palmerston (3).

Après la réplique de Guizot sur l'attaque de l'opposition, le 5 février, Thiers écrivit encore à Panizzi : « Voilà notre discussion sur les mariages espagnols terminée. On a beaucoup « attaqué l'alliance anglaise, mais je l'ai plus vivement défendue ; j'ai cherché surtout à la populariser en lui donnant « son véritable motif, la défense de la liberté du peuple, et de « l'indépendance de la liberté des Etats européens. Je crois « pouvoir dire que, dans la Chambre des Députés, l'immense « majorité comprend et souhaite l'alliance anglaise, et déplore la conduite de M. Guizot. Son imprudent discours « d'avant-hier a confondu tout le monde ; son attaque si rude « contre Lord Palmerston (*imprudemment, coupablement*), son « démenti de mauvais goût à Lord Normanby, ont générale-

(1) Fagan, *op. cit.*, vol. I, pp. 227-232, Thiers à Panizzi, 17 janvier 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 234-5, Thiers à Panizzi, datée dimanche 1847, écrite probablement vers la fin janvier.

(3) *Ibid.*, p. 233, Thiers à Palmerston, sans date, probablement au commencement de février.

« ment surpris. De toutes parts on se demandait ce qu'il vou-
« lait et par quels motifs il était dirigé... Aujourd'hui que
« tout le monde comprend la gravité de ce qu'il a dit, on lui
« reproche son imprudente morgue et l'aveuglement avec
« lequel il s'est jeté dans le *débat* (1) ».

Les résultats de la discussion au Palais-Bourbon convainquirent Palmerston qu'une alliance avec Thiers ne les mènerait pas loin. Le 5 mars 1847, il écrivait à Normanby : « Quant
« à Guizot, j'en conclus qu'il est toujours aussi fort, et je ne
« vois réellement pas que nous gagnerions beaucoup au change.
« Nous pourrions peut-être avoir un homme avec lequel les
« relations seraient plus agréables, un homme fidèle à ses pro-
« messes et sur lequel on puisse compter, mais n'importe quel
« successeur serait du fond du cœur tout aussi hostile à l'An-
« gleterre, et se croirait peut-être obligé de se montrer encore
« plus ferme, pour ne pas qu'on l'accuse d'être moins disposé
« à nous braver (nous devrions dire peut-être à nous tromper)
« sur l'affaire des mariages espagnols (2) ». Ainsi l'Entente
cordiale Thiers-Palmerston eut aussi peu de succès et dura
moins longtemps que l'Entente Guizot-Aberdeen.

Comme nous, l'avons vu plus haut, Palmerston avait saisi l'occasion de l'ouverture des Chambres en France et en Angleterre pour publier le livre Bleu sur les mariages de la Reine et de l'Infante d'Espagne. Ce livre contenait des extraits des dépêches les plus importantes sur l'affaire, et entre autres deux lettres de Normanby datées des 1^{er} et 25 septembre respectivement. Suivant la première de ces lettres, Guizot aurait dit à Normanby que les mariages de la Reine et de l'Infante n'auraient pas lieu « en même temps (3) ».

Il faut remarquer que le consentement officiel du Gouvernement français à la simultanéité ne fut envoyé que le 4 septembre 1846 (4). Le 25 septembre, Normanby écrivait que Guizot lui avait expliqué sa démarche du 4 septembre en disant que le cérémonial du mariage de la Reine aurait lieu avant celui

(1) Fagan, *op. cit.*, vol. I, pp. 235-7, Thiers à Panizzi, 7 février 1847.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 357, Palmerston à Normanby, 5 avril 1847.

(3) *Correspondence relative to the marriages of the Queen and Infanta of Spain*, Normanby à Palmerston, 1^{er} septembre 1846.

(4) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 323, Guizot à Bresson, 4 septembre 1846.

de l'Infante (1). Guizot dans un discours du 5 février déclara que le compte rendu de Normanby, dans sa dépêche du 25 septembre, était inexact, et « que si Monsieur l'Ambassadeur « m'avait fait l'honneur de me communiquer cette dépêche, « comme il m'avait communiqué celle du 1^{er}, j'aurais parlé « autrement et peut-être mieux qu'il ne m'a fait parler (2) ». C'était et c'est encore une vieille coutume dans la diplomatie de communiquer préalablement les dépêches, contenant les comptes rendus d'entrevues au Ministre avec lequel on a eu la conversation. Normanby qui n'était pas un diplomate de profession et qui, avant sa nomination à l'Ambassade de Paris, n'avait jamais occupé de poste diplomatique important, ignorait peut-être cet usage. En tout cas, cette omission de sa part fut la cause d'une dispute très dangereuse. Il considéra les déclarations de Guizot comme une offense personnelle, et il écrivit une lettre irritée à Palmerston en insistant que son compte rendu était une interprétation exacte de la conversation de Guizot (3). Palmerston répondit à Normanby, le 11 février, en l'assurant de l'appui du Gouvernement anglais (4). Le même jour, il lui écrivit encore une lettre confidentielle par laquelle, apparemment, il cherchait à calmer la colère de son Ministre : « Je dois vous dire », écrivait-il, « que personne « ici n'a considéré les insinuations de Guizot comme pouvant « être des imputations sur vous (5) ». Palmerston, dans son discours au Parlement, lut des extraits de la dépêche de Normanby. Fleet street et la rue Montmartre les publièrent le lendemain. Le *Morning Chronicle*, l'organe de Palmerston en Angleterre, et le *Constitutionnel*, le journal de Thiers à Paris, dirigèrent l'attaque contre Guizot. Quant à Normanby il voulait que le Président du Conseil français lui fit des excuses, en quelque sorte publiques (6). Guizot garda un silence froid. Palmerston décida alors de faire un geste menaçant. Il déclara

(1) *Correspondence relative to the marriages of the Queen and Infanta of Spain*, Normanby à Palmerston, 25 septembre 1846.

(2) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, p. 310.

(3) *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXVIII, Normanby à Palmerston, 6 février 1847.

(4) *Ibid.*, France, vol. DCCLXXVIII, Palmerston à Normanby, 11 février 1847.

(5) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 337-340, Palmerston à Normanby, 11 février 1847.

(6) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, p. 312, Désages à Jarnac, 15 février 1847.

à Sainte-Aulaire que si Normanby ne recevait pas satisfaction immédiatement, les relations diplomatiques seraient suspendues. Si Sainte-Aulaire avait communiqué sur l'heure à son Gouvernement la menace de Palmerston, la guerre eût peut-être éclaté entre les deux pays. Mais il n'en fit rien et entre temps Lord Clarendon, ayant appris la chose, avertit Russell. Celui-ci qui ignorait la démarche de Palmerston, fut bien étonné et il écrivit sur-le-champ à Sainte-Aulaire le priant de ne pas communiquer la menace de Palmerston. Sainte-Aulaire obéit, et ainsi des conséquences bien désagréables furent évitées (1).

Ayant été frustré par ses collègues de sa tentative d'exercer une pression sur la France, Palmerston se rendit compte qu'il serait futile de continuer la querelle. Il écrivit à Normanby : « La seule chose à faire, c'est de demeurer ferme et de ne pas « quitter votre poste. Si vous preniez un congé, Guizot se « vanterait de vous avoir forcé à partir ; et même si vos amis « expliquaient la chose autrement et disaient que vous vous « êtes en allé pour marquer votre mécontentement et celui « de votre Gouvernement, Guizot ne fera jamais rien qui puisse « être regardé comme une excuse ; et si après cela vous reveniez à Paris, votre retour serait considéré comme une soumission... Il est toujours préférable d'éviter de faire dépendre quoi que ce soit de ce qu'un gouvernement ou un ministre étranger puisse faire ou dire comme une concession, à moins qu'en cas de refus on ne soit prêt à aller jusqu'à la dernière extrémité. Nous avons dit à Guizot que la vérité n'était pas en lui et que nous ne le croyions pas... Il n'y a pas de raisons pour que vous et lui ne continuiez pas à discuter les affaires ensemble comme auparavant. Votre meilleure ligne de conduite serait de considérer que la publication des dernières dépêches et le sentiment du Parlement à ce sujet vous placent sur un terrain complètement satisfaisant et que ni votre Gouvernement, ni le Parlement n'ont besoin que leur opinion soit confirmée par une admission de Guizot (2) ».

(1) Cette histoire est racontée par Gréville dans ses *Mémoires*, 2^e série, vol. III, p. 61 seq. Le compte rendu de Walpole, dans sa *Vie de Lord John Russell*, vol. II, p. 7, seq., est basé sur Gréville. Walpole est une bonne autorité et un bon critique de documents.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 342-6, Palmerston à Normanby, 17 février 1847.

A Paris, la situation avait été encore compliquée par Normanby. Il avait annoncé un bal pour le 19 février ; une invitation avait été envoyée à Guizot dont le nom se trouvait naturellement sur la liste que l'on consultait à l'Ambassade dans ces sortes d'occasion. Lorsque Normanby apprit qu'une invitation avait été envoyée au Président du Conseil français, il la retira, elle avait été envoyée par « une méprise de son secrétaire ». La chose fut connue, et aucune des personnes ayant des rapports quelconques avec la Cour ou le Gouvernement ne vint à ce bal : l'opposition s'y rendit au grand complet. « Le « bal de M. le Marquis de Normanby », écrivait un chroniqueur, « a été pendant quelques jours un événement politique (1). » Les relations entre Guizot et Normanby devinrent si tendues qu'il ne leur était plus possible de traiter les affaires ensemble. « Nous ne pouvions plus guère nous voir et nous parler », écrit Guizot (2). Palmerston déclara à Sainte-Aulaire que si Guizot rendait impossible à Normanby le travail et la discussion des affaires avec lui, l'Ambassadeur serait forcé de quitter Paris, et le Gouvernement anglais n'en enverrait pas un autre, l'Ambassade serait laissée à la charge d'un chargé d'affaires (3).

A Londres et dans le Cabinet même il existait un fort courant d'opinions qui était opposé à cette continuelle friction entre les Gouvernements français et anglais et qui en rejetait le blâme sur Palmerston. Palmerston était toujours très sensible à l'opinion publique quand elle menaçait de devenir dangereuse. On commençait à regarder cette affaire comme une querelle plus ou moins personnelle entre Normanby et Guizot, et l'on trouvait qu'il fallait à tout prix éviter qu'elle devînt une cause de difficultés sérieuses entre les deux pays (4). Aussi Palmerston écrivit-il à Normanby pour lui conseiller d'arranger les choses. Il lui représentait l'état d'esprit de l'opinion publique et la crainte que l'on éprouvait à Londres de voir ces disputes personnelles engendrer des difficultés internationales sérieuses (5).

Quant à l'affaire du bal, Palmerston trouvait que Normanby

(1) *Revue des Deux Mondes*, 28 février 1847, p. 946.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 335.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 348-50, Palmerston à Normanby, 19 février 1847.

(4) Voir le *Times* de février 1847.

(5) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 350-53, Palmerston à Normanby, 23 février 1847.

ne s'était pas conduit sagement et il le lui dit : « J'aurais pensé, écrivait-il, que, puisque l'invitation avait été envoyée, mieux valait prendre sur soi de laisser aller les choses, — tout comme si elle avait été envoyée suivant l'usage ordinaire — en laissant à Guizot la liberté de venir si bon lui semblait. Néanmoins cette affaire peut être considérée maintenant comme terminée, et, naturellement, la prochaine fois que vous organiserez un bal, vous inviterez les Ministres, comme d'habitude, comme si rien ne s'était passé (1) ». Palmerston conseillait ensuite à Normanby de s'arranger avec Guizot le plus vite possible ; pour cela, Apponyi pourrait servir d'intermédiaire.

Après cela il ne restait plus à Normanby que de s'entendre avec Guizot. Il alla trouver Apponyi et l'autorisa à exprimer ses regrets à Guizot, pour l'affaire de l'invitation. Guizot accepta de bonne grâce les excuses de Normanby et assura à son tour qu'il n'avait jamais mis en doute la sincérité de l'Ambassadeur d'Angleterre dans l'affaire des dépêches. Une entrevue eut lieu chez Apponyi ; Guizot et Normanby se serrèrent la main, et les relations amicales furent rétablies, à la surface du moins (2). Normanby demeura, au fond, implacablement hostile à Guizot. Il maintint son alliance avec l'opposition, et particulièrement avec Thiers. L'appui qu'il donna à Thiers et à son parti fut la cause de sa brouille avec Palmerston au moment du Coup d'Etat du 2 décembre.

Palmerston continua « la lutte contre le mariage Montpensier » jusqu'à la révolution de février. Ses dépêches à Vienne, Berlin, Saint-Petersbourg, contiennent des répétitions ennuyeuses de ses arguments en faveur de l'exclusion des héritiers de Montpensier. C'était naturellement une campagne tout à fait futile. Metternich, voyant en Italie, en Suisse, en Allemagne et même en Autriche une recrudescence de l'esprit révolutionnaire, était instinctivement l'antagoniste du successeur de Canning ; aussi faisait-il la sourde oreille à la polémique de Palmerston, tandis qu'il attirait la France dans une union plus étroite avec les puissances conservatrices.

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 350-53, Palmerston à Normanby, 23 février 1847.

(2) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 335-6. Le compte rendu de cette affaire, donné par Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VI, pp. 308-320, est le meilleur qui ait été écrit en français ou en anglais.

CHAPÎTRE III

L'insuccès de la propagande de Palmerston en Espagne.

On se rappelle que lorsque Palmerston regut la nouvelle de l'arrangement du mariage de Montpensier, il avait écrit à Bulwer : « Si l'on persiste dans ce mariage, nous devons espérer une révolution qui amènerait au pouvoir les Progressistes et expulserait Christine (1) ». Renverser le parti modéré et installer à sa place un parti anglais à Madrid fut dès lors l'objet de la politique de Palmerston, dans lequel il s'obstina jusqu'à l'expulsion de Bulwer. Comme partout ailleurs en Europe, il appuya activement le parti du mouvement, car il pensait que le triomphe de ce parti serait le triomphe de l'influence anglaise. Dans la poursuite de cette ligne de politique, il ne se montra pas toujours très scrupuleux, mais jusqu'à la révolution de février il fut très prudent. Le 16 octobre 1846, il instruisit Bulwer de faire tous ses efforts pour former un parti anglais à Madrid (2). Un mois après il lui écrivait encore : « Notre jeu sera désormais un jeu de patience ; nous devons attendre l'occasion et éviter toute précipitation ; empêchez nos amis espagnols de commettre des actes violents qui ne pourraient que ruiner leur cause et nos espoirs... La lutte doit s'engager aux élections, dans les Cortès, dans la presse, et enfin à la Cour et au Palais. Nous devons arriver à nos fins par un travail lent et non pas par un coup de force (3) ».

Pour pouvoir rétablir un parti anglais à Madrid, il fallait tout d'abord y détruire l'influence française. Pour y arriver,

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 301, Palmerston à Bulwer, 27 septembre 1846.

(2) *Ibid.*, p. 307, Palmerston à Bulwer, 15 octobre 1846.

(3) *Ibid.*, pp. 309-310, Palmerston à Bulwer, 15 novembre 1846.

Palmerston était prêt à accepter n'importe quelle combinaison de partis. « Ce qu'il faut essayer », écrivait-il à Bulwer, « c'est « d'unir les Moderados et les Progressistas, et d'organiser un « puissant parti espagnol... Vos efforts vers une union de « partis, dans un but national et espagnol, et contre l'influence « française, est tout à fait ce que nous désirons (1). » Palmerston était même prêt à former une alliance avec ses vieux ennemis les Carlistes. Don François de Paule, père de Don François, mari d'Isabelle, désirait un mari pour sa fille. Palmerston suggéra le fils de Don Carlos, Montemolin. « Le mieux serait « que Montemolin se mariât avec la sœur du Roi Francisco, « que la loi salique fût rétablie en faveur de tous les descendants mâles d'Isabelle ; si elle n'avait pas de fils, en faveur « des enfants mâles de Francisco par une autre femme ; puis « en faveur de la descendance mâle d'Enrique ; et enfin de « la descendance mâle de Montemolin ; en ramenant ainsi « Montemolin dans la ligne de succession après Francisco et « Enrique. Un tel arrangement déciderait probablement les « puissances de l'Est à reconnaître Isabelle, et exclurait du « trône Montpensier et ses enfants, s'il en a. Cela ne s'arrangerait pas peut-être très facilement, mais on peut toujours « y penser ; en tout cas, le mariage de Montemolin avec la « princesse pourrait être suggéré (2). »

En Espagne, les élections qui eurent lieu au commencement de l'année 1847, sous la nouvelle loi électorale de la Constitution de 1845, avaient amené aux Cortès une minorité de radicaux, et parmi eux se trouvaient les leaders progressistes Olozaga et Mendizabal. Olozaga, qui vivait alors à Paris, se mit en route pour l'Espagne pour prendre possession de son siège, mais il fut arrêté à Pamplona et forcé de retourner en France. Cependant, on accusait Isturiz d'être responsable, par suite d'un manque d'organisation, de l'élection de cette minorité radicale ; aussi fut-il forcé de donner sa démission. Un nouveau ministère fut formé (le 28 janvier 1847) ayant à sa tête le Duc de Sotomayor, un leader modéré proéminent. Entre temps, Isabelle s'était séparée de son mari, et elle était devenue la

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 309-312, Palmerston à Bulwer, lettres des 15 et 19 novembre 1846.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 312-313, Palmerston à Bulwer, 26 novembre 1846.

maîtresse du Général Serrano, un libéral modéré. La Reine, par opposition à son mari, qui donnait tout son appui au parti modéré, penchait vers les Progressistas. Le ministère essaya d'éloigner Serrano de Madrid en lui donnant un commandement en Navarre. Il refusa de partir, la Reine le soutint et le ministère démissionna le 28 mars 1847. M. Pacheco forma un ministère de libéraux modérés. Mendizabal et Olozaga furent rappelés.

Palmerston regarda la défaite du gouvernement de Sotomayor par Serrano et la Reine comme un triomphe. « Bravo, « Isabelle ! » écrivait-il à Bulwer. « Je savais qu'elle verrait le gouvernement de Sotomayor... Pacheco et Salasmanca feront très bien notre affaire, pour le moment du moins ; et nous pouvons maintenant espérer le règne des libéraux en Espagne (1)... » « Si ces nouveaux ministres poursuivent une politique éclairée et libérale, ils pourront peut-être accomplir beaucoup plus, dans l'état actuel des partis en Espagne, qu'un gouvernement de Progressistas (2). »

Pendant quelque temps, il sembla que les espérances de Palmerston allaient se réaliser. La Reine se retira à Aranjuez, et La Granja avec Serrano. Christine quitta l'Espagne et se fixa à Paris. Bulwer avait réussi à obtenir pour Espartero l'autorisation de retourner en Espagne (3). Si ce dernier était parti tout de suite, il est probable qu'il eût ramené son parti au pouvoir, mais il retarda son départ jusqu'à ce qu'il fût trop tard. Palmerston conseillait à la Reine « de soutenir de toutes ses forces les Progressistas (4) ».

A Londres, le Ministère des Affaires étrangères était intimement lié avec les radicaux exilés d'Espagne, et avec eux il faisait des plans pour effectuer leur retour au pouvoir (5). Bulwer, de son côté, était très actif à Madrid, et il ne négli-

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, p. 367-369, Palmerston à Bulwer, 2 avril 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 373-375, Palmerston à Normanby, 6 avril 1847.

(3) *Ibid.*, p. 237. Palmerston à Bulwer, 13 août 1847. Voir aussi *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCCXVIII.

(4) *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCCXVII, Palmerston à Bulwer, 22 juin 1847.

(5) *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCCXVII, Palmerston à Bulwer, 22 juin 1847.

geait rien pour assurer le triomphe du parti progressiste (1).

Serrano était alors le pivot du jeu politique à Madrid, et Bulwer lui faisait maintes avances, cherchant à obtenir sa sanction pour la nomination d'un gouvernement purement progressiste (2).

Cependant, le Ministère Pacheco ne plaisait ni aux Moderados, ni aux Progressistas, et le 31 août 1847, il fut remplacé par un gouvernement ayant à sa tête Salamanca. Palmerston était battu ; mais le pire qui put lui arriver, c'était la formation d'un Gouvernement Narvaez ; aussi écrivait-il à Bulwer de faire tout son possible pour empêcher qu'une telle chose se produisit (3).

Narvaez revint à Madrid, mais il refusa de faire partie du Ministère Salamanca. Le 4 octobre 1847, Salamanca démissionna et un ministère modéré fut formé par Narvaez. Palmerston était découragé. Il se rendit compte que la partie était perdue, et que sa politique n'avait eu aucun succès. Il conseilla, dès lors, à Bulwer « de surveiller les événements et « de s'informer aussi bien que possible de ce qui se passe et « de ce qui se complot (4) ».

Bulwer, loin d'abandonner la partie, redoubla d'intrigues quand Narvaez reprit le pouvoir. Suivant Gréville, qui prétend tenir ses informations de Bulwer lui-même, ce dernier était devenu l'âme du parti de l'opposition et poussait continuellement aux mesures les plus extrêmes. « J'ai lu une lettre « écrite par Bulwer, dans laquelle il faisait le récit de ses ma- « nœuvres et de l'insuccès de ses projets (5). »

Serrano devait être envoyé au pouvoir. Mais la nomination au poste de Gouverneur de Grenade avait gagné Serrano à la cause de Narvaez, à qui il révéla le projet. La Reine y étant impliquée, Narvaez ne put alors tirer avantage de cette information (6).

(1) *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCCXVIII, Compte rendu d'une conversation avec Espartero, Palmerston à Bulwer, 17 août 1847. *Ibid.*, Bulwer à Palmerston, 21 juin 1847, confidentielle. *Ibid.*, vol. DCCXVII, Palmerston à Bulwer, 30 juin 1847.

(2) *Archives du Foreign Office, Spain*, vol. DCCXVII, Bulwer à Palmerston, 22 juin 1847. *Ibid.*, Palmerston à Bulwer, 30 juin 1847.

(3) *Ibid.*, vol. DCCXVIII, Palmerston à Bulwer, 22 août 1847.

(4) *Ibid.*, vol. DCCXVIII, Palmerston à Bulwer, 22 octobre 1847.

(5) Gréville, *op. cit.*, 2^e série, vol. III, p. 194, seq.

(6) Gréville, *op. cit.*, 2^e série, vol. III, p. 194, seq.

La nouvelle de la Révolution de février à Paris causa une réaction immédiate à Madrid. Le 28 février 1848, le ministère proposa une loi qui octroyait au gouvernement exécutif des pouvoirs presque illimités, y compris l'adoption arbitraire de toutes les mesures que l'on trouverait nécessaires pour maintenir l'ordre et la tranquillité ; la suppression temporaire des garanties personnelles de l'article VIII de la Constitution de 1845 ; la continuation du budget du 11 février 1848, sans autorisation des Cortès, et la collecte d'une somme extraordinaire de 200.000.000 réals (1). Bulwer protesta immédiatement contre ces lois auprès du Duc de Sotomayor, ministre des Affaires étrangères, et exprima l'opinion qu'elles n'étaient nullement nécessaires (2).

Ces mesures furent violemment combattues à la Chambre des Députés par les leaders Progressistes Olozaga et Escosura (3). Elles furent pourtant votées par une forte majorité ; et le 22 mars 1848, les Cortès furent prorogés « parce que », assure Bulwer, « le ministère croyait qu'un grand nombre de « la majorité modérée allaient leur retirer leur appui (4) ».

Bulwer pensait que le choc de la chute de la monarchie d'Orléans produirait tôt ou tard la chute de Narvaez, et il conseillait à ce dernier « de se retirer pendant qu'il pouvait « encore le faire avec dignité (5) ».

Il poussait de même la Reine mère « à conseiller à sa fille « de suivre une politique qui me paraissait la moins dange-
« reuse pour la sûreté de la couronne à ce moment-là (6) ». La politique que Bulwer recommandait était naturellement la modification du ministère vers un sens progressiste. Il était bien peu probable que Narvaez et Christine se laissassent influencer par un tel conseil (7).

(1) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, p. 1, Bulwer à Palmerston 1^{er} mars 1848.

(2) *Ibid.*, p. 2, Bulwer à Palmerston, 1^{er} et 4 mars 1848.

(3) *Ibid.*, pp. 2-3, Bulwer à Palmerston, 5 mars 1848.

(4) *Ibid.*, p. 5, Bulwer à Palmerston, 16 mars 1848.

(5) *Ibid.*, p. 4, Bulwer à Palmerston, 16 mars 1848.

(6) *Ibid.*, p. 5, Bulwer à Palmerston, 16 mars 1848.

(7) D'après le récit de Bulwer dans sa *Vie de Palmerston*, Narvaez essaya de l'acheter pour qu'il désertât les radicaux et donnât tout son appui aux conservateurs, p. 239-40. J'ai examiné les dépêches au Record Office in Chancery Lane (*Foreign Office*, 72, n^{os} 694-800), et je n'ai trouvé aucune mention de cette offre extraordinaire.

La prorogation des Cortès fut la cause d'un soulèvement à Madrid le 26 mars 1846. L'insurrection fut vite réprimée, et le lendemain l'ordre était rétabli. Quoique les chefs du parti progressiste fussent demeurés ostensiblement en dehors de l'insurrection, ceux qu'on put découvrir furent arrêtés, entre autres Olozaga et Escosura ; on les envoya à Cadix pour être déportés aux Philippines. L'état de siège fut proclamé à Madrid, les assemblées publiques furent prohibées, on ordonna la saisie de toutes les armes à feu, la loi martiale fut votée et les insurgés du 26 mars furent déclarés coupables de haute trahison et sujets à exécution (1). Bulwer trouvait ces mesures trop sévères, et il écrivit au Duc de Sotomayor pour lui demander « quelque indulgence pour ceux des plus malheureux » de l'insurrection (2). De ce côté, du moins, Bulwer n'eut pas à se plaindre, car, le 31 mars, un décret royal pardonna à ceux condamnés à la peine capitale par les Cours martiales (3). La réaction, cependant, était terrible, et il y eut de nombreuses arrestations de radicaux ou de personnes soupçonnées de radicalisme. De nouveau, Bulwer sentit le besoin d'exprimer une opinion, et il expliqua à Sotomayor ses vues sur « le côté politique de toutes ces arrestations, et spécialement la saisie » et la déportation sans cause ni jugement de deux députés « distingués : M. Olozaga et M. Escosura (4) ».

Palmerston avait salué la chute de Louis-Philippe avec un plaisir non dissimulé. A Madrid, il espérait s'en servir pour intimider Narvaez. En conséquence, il écrivit, le 16 mars 1848, la dépêche suivante à Bulwer : « Je dois vous demander de « recommander fortement, quand vous en aurez l'occasion, « au Gouvernement espagnol et à la Reine mère, l'adoption « d'un gouvernement légal et constitutionnel. La chute récente du Roi des Français et de toute sa famille, et l'expulsion de ses ministres, devraient apprendre à la Cour espagnole à quel grand danger on s'expose en essayant de gouverner le pays d'une manière qui est en désaccord avec les « sentiments et les opinions de la nation, et la catastrophe « qui vient d'arriver en France doit démontrer que même une

(1) *Papers relative to the Affairs of Spain*, p. 7, Edit du 26 mars.

(2) *Ibid.*, p. 9, Bulwer à Sotomayor, 29 mars 1848.

(3) *Ibid.*, pp. 12-13, Décret royal du 31 mars 1845.

(4) *Ibid.*, pp. 13-14, Bulwer à Palmerston, 1^{er} avril 1848.

« grande armée bien disciplinée peut devenir une défense insuffisante pour une couronne, quand la politique suivie par la couronne est en désaccord avec le sentiment général du pays ».

« Il serait donc sage que la Reine d'Espagne, dans ce moment critique, donne une plus grande force au gouvernement exécutif en élargissant les bases sur lesquelles l'administration est fondée et en appelant à ses conseils ceux qui ont la confiance du Parti libéral (1) ».

Le 7 avril, Bulwer envoya une copie de cette dépêche au Duc de Sotomayor; il y ajoutait lui-même les observations suivantes : « ...Je ne peux qu'exprimer l'espoir que j'ai de voir le Gouvernement de Sa Majesté Catholique revenir bientôt à la forme ordinaire de gouvernement établi en Espagne, convoquer les Cortès, et donner toutes les explications qui seront nécessaires pour détruire la mauvaise impression créée au dedans comme au dehors du royaume par l'arrestation et le dessein apparent de déporter plusieurs citoyens (parmi eux des membres distingués du Congrès) qui n'ont pas été encore jugés, ni même accusés d'aucune offense (2) ».

Le même jour, et avant même que la note de Bulwer avec ce qu'il y avait joint eût été déposée entre les mains du Gouvernement espagnol, la notice suivante parut dans le *Clamor Público*, un des principaux journaux progressistes : « Nous croyons savoir que le Ministre anglais près de la Cour vient d'envoyer au Gouvernement une note extrêmement sévère, déplorant la politique du moment, qui, selon lui, si l'on s'y obstine, pourrait causer de grands désordres. Considérant les grands événements qui ont lieu actuellement en Europe, M. Bulwer a cru devoir suggérer aux Conseillers de la Reine quelle ligne de conduite ils devraient suivre pour satisfaire aux exigences du temps présent, avant que les passions fus-

(1) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCCXXXIX, Palmerston à Bulwer, 16 mars 1848. Voir aussi : *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1846, p. 3, *Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848, p. 1. Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 245-246. D'après Gréville (*op. cit.*, pp. 169-70), cette dépêche fut envoyée malgré la désapprobation de Russell.

(2) *Papers relative to the affairs of Spain*, 1848, p. 16, Bulwer à Sotomayor, 7 avril 1848. *Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848, p. 2.

« sent déchaînées. Il paraît qu'il déclare, sans aucune réserve, que l'Angleterre ne prêterait jamais son appui à l'ordre actuel des choses, car elle le considère comme grandement com- promettant et désastreux (1) ».

Le 4 avril, Bulwer eut une entrevue avec la Reine mère, et il exprima les idées et les conseils contenus dans la dépêche de Palmerston du 16 mars 1848 (2). Ses représentations ne produisirent d'impression que du ressentiment.

La note de Bulwer du 7 avril (à laquelle était jointe la dépêche de Palmerston du 16 mars) fut remise à Sotomayor le 9 avril. Le lendemain, il renvoya les deux notes avec une réponse irritée : « J'ai reçu hier », écrivait-il à Bulwer, « après un délai de deux jours... une note dont Sa Majesté était déjà informée, car l'essentiel de son contenu a déjà été publié à Madrid par un journal de l'Opposition, appelé le *Clamor Publico*, qui, à en juger par ce fait, jouit de l'avantage d'être informé des communications diplomatiques que vous adressez au Gouvernement, avant qu'elles arrivent à leur destination ».

Après avoir fait remarquer que, le 16 mars, le jour où Palmerston écrivit sa dépêche, les Cortès siégeaient et le Gouvernement régulier de l'Espagne fonctionnait, il ajoutait : « Quelle malice peut avoir induit le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, de se constituer, avec un ton si déplacé, et en traitant avec le Gouvernement d'une nation indépendante, l'interprète des sentiments et des opinions de ce pays, de recommander l'adoption d'une politique légale et constitutionnelle comme si celle suivie en Espagne ne l'était pas ; d'intervenir jusqu'à suggérer l'élargissement des bases de l'administration, et la nomination aux Conseils de la Couronne de personnes professant telle ou telle doctrine politique... Le Cabinet actuel... ne peut que regarder avec la plus grande surprise l'inconcevable prétention de Lord Palmerston, de se mêler ainsi aux affaires intérieures de l'Espagne.

(1) *Appendix to Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848.

(2) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, p. 15, Bulwer à Palmerston, 10 avril 1848. *Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848, pp. 1-2.

« Tous les partis légaux en Espagne seront unanimes pour
 « condamner une prétention si humiliante ; et le Gouverne-
 « ment espagnol en agissant ainsi est certain de représenter
 « l'opinion générale du pays... Animé de ces sentiments, par-
 « ticuliers à la Chevalerie espagnole, et à tout gouvernement
 « qui se respecte, celui de Sa Majesté Catholique ne peut que
 « protester de la manière la plus énergique contre le contenu
 « de la dépêche de Lord Palmerston et de votre communica-
 « tion ; et ne pouvant les conserver sans blesser sa dignité,
 « je vous les renvoie en vous déclarant que s'il arrivait encore
 « que vous ne vous limitiez point dans vos communications
 « officielles aux faits relatifs à la loi internationale, propre à
 « votre haute mission, et, l'outrepassant, cherchiez à vous
 « mêler d'affaires particulières et spéciales au Gouvernement
 « espagnol, je me verrais forcé de vous renvoyer vos notes sans
 « plus de réponse (1). »

Le 17 avril, Sotomayor écrivit à Isturiz, Ambassadeur espa-
 gnol à Londres, que « M. Bulwer, oubliant le caractère et les
 « attributs de sa mission, pour des raisons qu'il est difficile
 « de s'expliquer, n'a pas cessé, à l'étonnement de tout le monde,
 « de diriger tous ses efforts et l'influence de sa mission offi-
 « cielle contre le Gouvernement près duquel il est accrédité,
 « et en aide d'un parti politique qui compte une fraction tur-
 « bulente et violente qui cherche à renverser le Cabinet ac-
 « tuel ». Après une amplification de l'accusation que Bulwer
 « est intimement lié avec le parti révolutionnaire et intrigue
 « activement contre le Gouvernement établi », Sotomayor
 recommande à Isturiz « de faire connaître tout ceci à Lord
 « Palmerston, afin qu'il puisse prendre immédiatement des
 « dispositions pour retirer M. Bulwer du poste qu'il occupe
 « et le remplacer par une personne qui sache mieux représen-
 « ter les sentiments généreux et honorables de l'Angleterre (2) ».

Isturiz envoya une copie de cette note à Palmerston, mais
 vingt-quatre heures après l'avoir envoyée, il alla de lui-même
 chez Palmerston et lui déclara qu'il avait reçu des instruc-

(1) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 19-21, Sotomayor à Bulwer, 10 avril 1848, et *Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848, pp. 4-5.

(2) *Correspondance between Viscount Palmerston and M. de Isturiz, relating to the removal of Sir Henry Bulwer from Madrid*, pp. 12-14, Sotomayor à Isturiz, 15 avril 1848.

tions de son Gouvernement, lesquelles, s'il les eût reçues plus tôt, l'auraient retenu de communiquer la note demandant à Palmerston le rappel de Bulwer. Il fut alors décidé entre les deux, qu'Isturiz reprendrait la note et que toute la transaction serait considérée comme n'ayant pas eu lieu (1).

Bulwer répondit le 12 avril à la note du 10 avril de Sotomayor. « Il admettait que la dépêche de Palmerston avait été « écrite alors que le Gouvernement n'avait encore commis « aucun des actes qui dernièrement avaient caractérisé sa « conduite » ; « elle avait été écrite en contemplation d'un tel « état de choses » et « la prorogation soudaine sans cause raiso- « nnable de l'assemblée représentative, l'arrestation vio- « lente et l'incarcération des citoyens les plus distingués, à la « suite d'un tumulte qu'un journal du Gouvernement déclara- « rait avoir été causé par quelques groupes d'ivrognes, et aux- « quels il a été impossible jusqu'à présent de mêler les hommes « distingués qui ont été arrêtés comme des malfaiteurs, avec « l'intention de les envoyer aux Philippines, justifiaient ainsi « jusqu'à un certain point les prévisions du Ministre des Af- « faires étrangères de Sa Majesté Britannique, et me faisaient « espérer qu'un conseil amical... aurait une certaine influence « sur ceux qui ont la charge, en ce moment, de veiller à la « sûreté de la Couronne de Sa Majesté Britannique. »

« La crise actuelle en Espagne », ajoutait-il, « ne pouvait « pas rester indifférente au Gouvernement britannique, car « ce Gouvernement avait aidé à assurer la possession du trône « d'Espagne à la Reine Isabelle, dans les guerres Carlistes » ; en conséquence, « Je suis forcé de vous dire que je considère « que c'est le devoir du Gouvernement britannique, par égard « à la jeunesse et à l'inexpérience d'Isabelle, dont il aida à « confirmer les prétentions, et dont l'avenir est maintenant « entre vos mains, et par égard au peuple espagnol, de bien « faire comprendre que si un despotisme militaire est établi « en Espagne, et si le Gouvernement actuel de Sa Majesté « Catholique est renversé dans sa tentative d'établir une telle « tyrannie, ces événements auront lieu en dépit des remon- « trances et des conseils de l'Angleterre (2) ».

(1) *Correspondence between Palmerston and Isturiz relating to the removal of Sir Henry Bulwer from Madrid*, 1848, p. 20-24, Palmerston à Isturiz, 12 juin 1848.

(2) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 21-22, Bulwer à Sotomayor,

Le 20 avril, Palmerston écrivit à Bulwer, lui recommandant de déclarer au Duc de Sotomayor « que le Gouvernement de « Sa Majesté approuve entièrement la démarche que vous « avez faite le 7 courant, ainsi que votre note du 12 ». Il cherche ensuite à justifier sa politique d'intervention dans les affaires intérieures de l'Espagne, en rappelant l'assistance donnée à Isabelle pour lui assurer le trône d'Espagne, et parce que le quadruple traité de 1834 donnait au Gouvernement britannique le droit de veiller sur les intérêts d'Isabelle. Bref, il considérait Isabelle comme une sorte de protégée britannique (1).

Bulwer et Sotomayor continuèrent à échanger des récriminations (2), Bulwer insistant sur le droit d'intervention du Gouvernement britannique, et Sotomayor répudiant énergiquement de telles prétentions.

La controverse fut encore aigrie par la publication à Madrid, dans un journal du Gouvernement, d'une partie de la correspondance Sotomayor-Bulwer (3). Sotomayor se plaignit à Bulwer, et Bulwer avoua qu'il avait reçu chez lui des réfugiés après l'insurrection du 22 mars ; il nia, naturellement, qu'aucune de ces personnes eussent été impliquées dans l'émeute ou eussent eu pendant leur séjour chez lui des communications avec le parti révolutionnaire (4). Bulwer, obéissant aux instructions de Palmerston, protestait continuellement contre la sévérité du Gouvernement envers les personnes qui étaient mêlées ou étaient accusées de s'être mêlées à l'émeute (5).

Les choses en étaient là, lorsque eut lieu, à Madrid, la seconde insurrection de l'année 1848. Le 7 mai, un régiment d'infanterie, appelé l'Espana, se mutina et saisit le Plaza Mayor. La tentative échoua complètement. Deux heures après, les re-

12 avril 1848. Voir aussi *Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848, pp. 5-7.

(1) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 22-23, Palmerston à Bulwer, 20 avril 1848. Voir aussi *Correspondence between the British Government and the Government of Spain*, 1848, pp. 7-8, dans les *Papers... etc.*, p. 22, Palmerston à Bulwer, 19 avril 1848, et dans *Correspondence... etc.*, p. 7.

(2) *Papers relative to the Affairs of Spain*, pp. 26-30, Sotomayor à Bulwer, 15 avril 1848, Bulwer à Sotomayor, 16 avril 1848.

(3) *Ibid.*, p. 33, Bulwer à Palmerston, 29 avril 1848.

(4) *Ibid.*, pp. 36-37, Bulwer à Palmerston, 3 mai 1848.

(5) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCCXXXVII, Palmerston à Bulwer, 13 avril 1848.

belles étaient forcés de se rendre. Le soir du même jour, treize des leaders de la mutinerie étaient condamnés à mort et fusillés. Sept cents personnes furent déportées aux îles Baléares et aux colonies. Dans le combat, le général Fulgosio, capitaine général de Madrid, fut atteint mortellement. Après le soulèvement du 7 mai, la presse du Gouvernement à Madrid déversa un flot de reproches sur Bulwer et le Gouvernement britannique. Bulwer était accusé d'avoir excité les rebelles, et l'assassinat du général Fulgosio était attribué à l'« or étranger (1) ». Des menaces de mort furent lancées contre Bulwer ; suivant un correspondant, elles émanaient de Narvaez lui-même (2).

Le lendemain de l'émeute, Bulwer adressa une autre note à Sotomayor, protestant contre l'accusation dont il était l'objet dans la presse du Gouvernement, et affirmant de nouveau le droit du Gouvernement britannique de donner des conseils sur les affaires intérieures de l'Espagne (3). Deux jours après, Sotomayor répondit qu'il était impossible « d'empêcher les « allusions dans la presse, dont vous vous plaignez » ; il terminait par cette remarque significative, « qu'en considération des « circonstances présentes et du bon désir que vous semblez « avoir d'aider autant que possible le Gouvernement établi, « la prudence et l'intérêt des bonnes relations entre les deux « pays paraissent demander que vous ayez la bonté d'anticiper autant que possible votre départ de la Capitale, comme « le moyen le mieux calculé de mettre fin aux rumeurs aux-« quelles vous faites allusion, et que le Gouvernement déplore « autant que vous (4) ».

Bulwer répondit : « Quelles que puissent être mes intentions « de visiter l'Angleterre pour m'y occuper de mes affaires personnelles, je ne peux certainement pas précipiter mon départ à cause d'un système de calomnie et de diffamation

(1) Voir extraits des journaux de Madrid imprimés dans *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 51-6.

(2) *Memorandum made by Mr Otway*, 8 mai 1848, Bulwer à Palmerston, 11 mai 1848. — *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 44-46. *Lettre anonyme envoyée à Bulwer*, 11 mai 1848. Voir aussi Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 247-248.

(3) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 41-42, Bulwer à Sotomayor, 8 mai 1848. Voir aussi la pièce séparée contenant la dépêche de Bulwer à Palmerston datée de Londres, 30 mai 1848. Contenu n° 11.

(4) *Ibid.*, pp. 61-62, Sotomayor à Bulwer, 11 mai 1848. Voir aussi la pièce séparée contenant les dépêches de Bulwer à Palmerston, datées du 30 mai 1848. Contenu n° 12.

« pour lequel un Ministre d'Angleterre et un gentleman ne
« saurait faire la moindre concession (1) ».

Le 13 mai, un soulèvement eut lieu à Séville. Le leader et l'organisateur de l'émeute était José Portal, ami intime de Bulwer.

Le 12 mai, Sotomayor instruisit Isturiz de renouveler solennellement la demande du retrait de Bulwer de Madrid (2).

Après l'insurrection de Séville, Narvaez décida qu'il n'attendrait pas la réponse de Londres, laquelle ne pouvait être qu'un refus catégorique. Aussi le 17 mai 1848, Sotomayor écrivit-il à Bulwer, lui déclarant que l'opinion publique était irritée à un tel point contre lui que « le Gouvernement de Sa
« Majesté Catholique aurait des sérieuses appréhensions pour
« la sécurité de la personne du représentant de la Grande-
« Bretagne à Madrid, si les scènes qui, deux fois déjà, ont
« troublé cette capitale pacifique, venaient à se reproduire.
« Votre conduite, ajoutait-il, dans l'exécution de votre im-
« portante mission, a été réprouvée par l'opinion publique
« en Angleterre, censurée par la presse anglaise, et condamnée
« par le Parlement britannique. Le Gouvernement de Sa Ma-
« jesté Catholique ne peut la défendre, puisque celui de Sa
« Majesté Britannique ne l'a pas fait ». « Pour ces raisons », on présentait à Bulwer ses passeports en le priant de quitter Madrid dans les quarante-huit heures, « ou plus tôt, si cela
« était possible (3) ».

En décidant la mesure extrême de l'expulsion de Bulwer, Narvaez avait agi avec l'instinct d'un politique avisé. L'opinion anglaise, au dedans comme au dehors du Parlement, était divisée. Le 5 mai, et encore le 7 mai 1848, le Gouvernement de Russell avait été attaqué sur sa politique espagnole, et sa défense avait été faible. La situation en Irlande était incertaine. Le mouvement chartiste causait une inquiétude considérable en Angleterre. A l'étranger, l'attention du Gouvernement était fixée sur les conditions critiques des affaires d'Eu-

(1) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, pp. 62-63, Bulwer à Sotomayor, 14 mai 1848.

(2) *Correspondence between Viscount Palmerston and M. de Isturiz, relating to the removal of Sir Henry Bulwer from Madrid*, 1848, pp. 14-15, Sotomayor à Isturiz, 12 mai 1848. Voir aussi la pièce séparée contenant la dépêche de Bulwer à Palmerston, datée de Londres, 30 mai 1848. Contenu n° 14.

(3) *Papers relative to the Affairs of Spain*, 1848, p. 63, Sotomayor à Bulwer, 17 mai 1848.

rope, particulièrement sur l'Italie. Narvaez avait jugé la situation en décidant qu'il pouvait se débarrasser du Ministre anglais à Madrid, avec impunité (1). Le renvoi de Bulwer produisit une clameur générale d'indignation contre le Gouvernement anglais. La Cour avait déjà depuis quelque temps désapprouvé la politique espagnole de Palmerston. L'opinion « finale de Victoria sur l'affaire des mariages, avait été que « Lord Palmerston était responsable de l'inqualifiable conduite « du Gouvernement français (2) ». La politique de patronage de parti de Palmerston lui avait toujours paru une faute. Au printemps 1847, elle écrivait à Russell : « La Reine désire en- « core rappeler à la sérieuse attention de Lord John Russell « l'état actuel des affaires d'Espagne et de Portugal, et à la « politique que l'on a poursuivie dans ces pays et le résultat « de cette politique. En Espagne, nous avons soutenu la cause « des Progressistes, et quelle en a été la conséquence ? Ils « nous ont abandonnés. Nous n'avons plus aucune influence « dans ce pays (3) ».

Au mois d'octobre, elle écrivit encore, protestant contre les intrigues de Bulwer à Madrid : « La Reine craint fort que les « intrigues et contre-intrigues à Madrid nous aient fait perdre « petit à petit beaucoup de notre position avantageuse dans « ce pays, et cela sans compensation ». Elle terminait en recommandant à Russell de tenir sa politique étrangère « au-dessus de tout reproche (4) ».

Victoria ne fut donc pas étonnée lorsqu'elle apprit le rappel de Bulwer. « Le renvoi de Sir Henry Bulwer », écrivait-elle à Palmerston, « est une affaire sérieuse, qui viendra s'ajouter « à nos nombreux embarras ; la Reine n'est cependant nulle- « ment surprise de ce qui arrive, par le fait que Bulwer a pen- « dant ces trois dernières années été mêlé à des intrigues poli- « tiques... Il se vantait invariablement d'être dans le secret de « presque toutes les conspirations, quoiqu'il eût soin de ne pas « s'engager personnellement dans ces complots ; et après leur

(1) Un article dans l'*Heraldo* (Madrid), le 20 mai 1848. Voir aussi *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1848), vol. DCLXX, pp. 76-77, Tallenay à Bastide, 29 mai 1848.

(2) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 104-5, Victoria à Léopold, 21 septembre 1846.

(3) *Ibid.*, p. 119, Victoria à Russell, 14 mars 1847.

(4) *Ibid.*, pp. 132-3, Victoria à Russell, 18 octobre 1847.

« insuccès, il donnait asile aux insurgés sous prétexte d'humanité. A chaque crise, il nous faisait comprendre qu'il devait choisir entre « une révolution et une intrigue de Cour », et il y a peu de temps encore il écrivait à Lord Palmerston que si la Monarchie avec la succession Montpensier ne nous convenait pas, il saurait faire proclamer une république. De tels principes devaient être connus en Espagne, surtout lorsque l'on considère la vanité extrême de Sir Henry Bulwer, et ses imprudences probables parmi la compagnie pas très respectable qui, paraît-il, l'entourait. Lord Palmerston se rappellera que la Reine s'est souvent adressée à lui et à Lord John, dans sa crainte que Sir Henry nous attire une mauvaise affaire ; et si nos diplomates ne sont pas tenus plus sévèrement à leur place, la Reine peut à chaque moment être exposée à des insultes semblables à celle qu'elle vient de recevoir dans la personne de Sir Henry Bulwer (1) » !...

Ecrivant à Russell, elle lui disait : « Le pays souffre en ce moment, particulièrement en ce qui concerne l'Espagne, des conséquences néfastes de ce système de diplomatie, dont le but consiste à soutenir certains partis politiques dans les pays étrangers (2) ». Le Prince Albert était naturellement de l'avis de Victoria (3).

L'opposition au Parlement fut presque unanime à condamner Palmerston et Bulwer. Peel déclara : « Je ne m'oppose pas à ce que Son Excellence donne des conseils au Gouvernement espagnol, mais à sa manière de les donner, il y avait un ton de supériorité dans ses dépêches, qui devait naturellement offenser une nation aussi fière que l'Espagne (4). » Tout le monde », écrivait Gréville dans son journal, « condamne l'esprit d'intervention que Palmerston a déployé souvent... Il n'y a pas un ministre qui ne soit dégoûté et alarmé des procédés de Palmerston (5)... ». Gréville assure que Russell était furieux contre Bulwer, et qu'il dit à Ellice : « Imaginez que cet imbécile de Bulwer avait saisi cette occa-

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 175, Victoria à Palmerston, 23 mai 1848.

(2) *Ibid.*, pp. 179-180, Victoria à Russell, 17 juin 1848.

(3) Martin, *op. cit.*, vol. II, p. 66.

(4) *Ibid.*, p. 67.

(5) Gréville, *op. cit.*, 2^e série, vol. III, p. 181.

« sion pour faire une tentative en faveur du parti progressiste (1). »

Suivant Gréville, encore «...au dehors (c'est-à-dire hors du « Parlement) la répréhension était universelle... Personne ne « se soucie de l'affront qu'il (le Gouvernement espagnol) nous « a fait, pour la simple raison qu'on le considère comme étant « fait à Palmerston et à Bulwer, et qu'ils l'ont tous les deux « provoqué par leur intervention insolente et inconvenante (2). »

Bulwer, qui s'était arrangé pour quitter Madrid trente heures après avoir reçu les ordres de Narvaez, arriva à Londres vers la fin de mai, réclamant à grands cris une revanche. Palmerston accueillit avec empressement son idée d'envoyer une flotte à Cadix. Une grande partie de la fortune de Christine se trouvait engagée à Cuba, et Bulwer était certain que, plutôt que de la perdre, elle sacrifierait sans hésitation Narvaez. Palmerston proposa donc au Cabinet d'envoyer des navires à Cadix, en demandant une satisfaction immédiate. Le Cabinet répudia un tel projet et, pour une fois, Palmerston fut impuissant dans sa résistance (3).

Le Gouvernement espagnol essaya de modifier tant soit peu les effets de l'expulsion de Bulwer en envoyant le Comte de Mirasol à Londres muni « des renseignements et des explications satisfaisantes sur les derniers événements ». Il arriva à Londres dans les derniers jours de mai, et Isturiz écrivit immédiatement à Palmerston, le priant de lui permettre de lui présenter Mirasol (4). Palmerston répondit par cette note brève : « Si vous avez une communication à me faire de la « part de votre Gouvernement, vous me trouverez chez moi « aujourd'hui, entre midi et deux heures ; mais je regrette « de ne pouvoir recevoir le Comte de Mirasol (5) ».

Le Comte de Mirasol resta quinze jours à Londres, mais Palmerston refusa toujours de le rencontrer ou de recevoir ses communications, sauf par l'entremise de l'Ambassadeur régulièrement accrédité. Isturiz fut forcé de résumer les expli-

(1) Gréville, *op. cit.*, 2^e série, vol. III, p. 175.

(2) *Ibid.*, pp. 181-183.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 251-256.

(4) *Correspondence between Viscount Palmerston and M. de Isturiz relative to the removal of Sir Henry Bulwer from Madrid*, 1848, p. 1, Isturiz à Palmerston, 25 mai 1848.

(5) *Ibid.*, Palmerston à Isturiz, 26 mai 1848.

cations dont l'envoyé espagnol était muni dans une série de notes à Palmerston (1). Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre refusa naturellement de se laisser convaincre (2). Le 12 juin 1848, il écrivit une réponse détaillée à tous les « renseignements » et « explications » qu'Isturiz lui avait communiqués, et comme conclusion il informait l'Ambassadeur d'Espagne « que ce procédé du Gouvernement espagnol devait « nécessairement interrompre les relations diplomatiques entre « les deux pays, et comme il était impossible, par conséquent, « que Sa Majesté vous reçoive encore à sa Cour comme Ministre de la Reine d'Espagne, ou que le Gouvernement de « Sa Majesté, malgré le respect et l'estime qu'ils ont pour « vous, ait encore des rapports officiels avec vous, vous jugerez sans doute qu'il est préférable que vous retourniez à « Madrid (3) ». Deux jours après, Isturiz quittait l'Angleterre.

Malgré l'opposition que rencontrait partout l'adoption des mesures violentes, on était encore incertain sur les décisions que prendrait Palmerston. Isturiz, passant par Paris, en route pour l'Espagne, confia à Bastide qu'il craignait fort que Palmerston ne persuadât au Cabinet d'ordonner l'occupation de Cuba ou des Philippines (4). Bastide désirait aider l'Espagne « autant que possible », et il conseilla, par l'entremise du Chargé d'affaires français à Madrid, de mettre les îles Baléares « en bon état de défense », et il avertit les Etats-Unis des intentions anglaises sur Cuba (5).

Il y avait, cependant, peu de raisons d'appréhension. Tallenay, à Londres, jugeait très bien la situation (ainsi que le caractère anglais), lorsqu'il écrivait : « ...On est ici trop habile « pour ne pas savoir concilier sa vengeance avec son intérêt, « il faut que l'un serve l'autre. Or, l'intérêt de l'Angleterre « ne paraît pas être en ce moment de multiplier les soucis que « lui donne déjà la situation alarmante du Continent sur d'autres points, et de provoquer de nouveaux conflits. Elle at-

(1) *Correspondence between Viscount Palmerston and M. de Isturiz relative to the removal of Sir Henry Bulwer from Madrid*, 1848, pp. 4-6, 11-12, 17-20, Isturiz à Palmerston, 28 mai 1848, 3 juin 1848, 7 juin 1848.

(2) *Ibid.*, pp. 16-17, Palmerston à Isturiz, 6 juin 1848.

(3) *Ibid.*, pp. 20-24, Palmerston à Isturiz, 12 juin 1848.

(4) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1848), vol. DCLXX, p. 170, Bastide à Tallenay, 19 juin 1848.

(5) *Ibid.*, p. 206, Bastide à Tallenay, 3 juillet 1848.

« tendra donc un moment opportun pour mettre ses projets « à exécution (1)... ».

La situation en Europe devenait chaque jour plus compliquée, et tous les efforts de Palmerston étaient maintenant tendus vers un seul but : empêcher l'intervention de la France en Italie. Il ne songeait plus à courir le risque d'une guerre avec l'Espagne, quoiqu'il espérât encore qu'une révolution renverserait Narvaez et amènerait ses amis au pouvoir (2). Ce ne fut qu'au printemps de 1850 que furent reprises les relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'Espagne.

Ainsi, la politique de Palmerston en Espagne avait échoué lamentablement, et il n'en avait retiré qu'une humiliation embarrassante pour lui-même et son Gouvernement. Sa politique avait été de placer au pouvoir le parti radical, car il croyait qu'un parti radical serait un parti anglais qui favoriserait l'influence anglaise. Le premier résultat de ses efforts fut de précipiter le double mariage, le second fut l'expulsion de Bulwer et la ruine des derniers vestiges de l'influence britannique à Madrid.

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1848), vol. DCLXX, p. 173, Tallenay à Bastide, 22 juin 1848. Voir aussi *Ibid.*, p. 243, Tallenay à Bastide, 16 juillet 1848.

(2) *Ibid.*, vol. DCLXX, p. 226, Tallenay à Bastide, 11 juillet 1848.

CHAPITRE IV

La Révolution en Portugal

L'objet principal de la politique étrangère britannique en Portugal, pendant la première moitié du xix^e siècle, fut identique à celui qu'elle poursuivait en Espagne. Dans les deux pays, l'histoire intérieure du temps est marquée par des guerres dynastiques, Don Carlos en Espagne, Don Miguel en Portugal, et par les luttes non moins violentes entre les libéraux et les conservateurs. Dans les deux pays, Palmerston, par le traité de 1834, avait lié la Grande-Bretagne à la cause des deux jeunes Reines, Isabelle et Maria da Gloria. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre regardait ce traité comme un triomphe de sa politique. Son motif avait été, comme toujours, de servir les intérêts britanniques et de fortifier l'influence anglaise. Isabelle et Maria étaient jeunes, et, en comparaison des autocrates Carlos et Miguel, elles représentaient un principe libéral. Les deux prétendants appartenaient définitivement au parti de Metternich et de la réaction. Les deux jeunes Reines, au contraire, se rapprochaient plutôt du parti de Canning et des ennemis de la légitimité. Certaines circonstances, cependant, changèrent la position des deux souveraines dans le système de la politique européenne. Toutes deux montrèrent des tendances que Palmerston considérait absolutistes. Dans les deux pays, des partis radicaux se formèrent, auxquels Palmerston prêta tout son appui.

Lorsque Palmerston redevint Ministre des Affaires étrangères, en juin 1846, les luttes de partis en Portugal venaient de passer par des phases nouvelles. Le Ministère Terceira-Thomar, qui était resté au pouvoir pendant quatre années, avait soulevé la plus grande opposition par une série d'actes impopulaires. Costa Cabral, Comte de Thomar, avait été Mi-

nistre de l'Intérieur, et le véritable chef du Ministère. Une loi pour la réorganisation de la magistrature (1844), une nouvelle taxe (1845), et finalement une loi sanitaire furent en grande partie les causes du mécontentement populaire. En avril 1846, une révolte éclata dans la province de Minho. Le Gouvernement suspendit pour deux mois la loi des garanties constitutionnelles et la liberté de la presse. José Cabral fut envoyé dans le nord pour réprimer la révolte. Mais la révolution se propagea. Le 19 mai, Lisbonne se souleva et le Ministère Thomar démissionna. Thomar et son frère s'enfuirent en Espagne. Le Comte de Villa Real ne put former un ministère, et le 20 mai le Duc de Palmella, un septembriste modéré, forma un gouvernement qui devait être une coalition de tous les partis. Le Duc de Terceira en faisait partie, mais il fut forcé de se retirer peu de jours après. Le portefeuille des Affaires étrangères fut offert au Duc de Saldanha, qui le refusa (1). Palmella, incapable de former une coalition, fut forcé de se rejeter sur les chefs septembristes. Le Vicomte de Sà da Bandeira fut nommé Ministre de la Guerre, et le Comte das Antas fut envoyé au Nord commander l'armée que l'on avait expédiée dans la province de Minho.

Le 27 juillet, un décret autorisa de nouvelles et directes élections aux Cortès, et l'on promit de veiller à ce que la liberté la plus complète fût laissée à ces élections.

La situation était encore compliquée par des soulèvements miguelistes et par des rumeurs que des intrigues cabralistes cherchaient à renverser le Ministère Palmella.

Palmerston appuyait fortement le Gouvernement Palmella. La chute de Thomar et de son parti, et la venue au pouvoir des Septembristes, étaient favorables à la ligne de politique qu'il considérait la plus propice aux intérêts et à l'influence anglaise. Il dirigeait donc tous ses efforts à maintenir au pouvoir les Septembristes et à empêcher l'intervention étrangère en faveur du parti de Cabral, parti que la Cour et son Conseiller allemand Diez favorisaient. Une des premières dépêches de Palmerston à Lord Howard de Walden, Ministre anglais à Lisbonne, lui recommandait de décourager toute tentative mi-

(1) Carnota, *Memoirs of Field Marshal the Duke of Saldanha*, vol. II, pp. 72-75.

gueliste en Portugal (1). L'inquiétude de Palmerston sur ces soulèvements miguelistes était causée par le fait que, d'après les termes du quadruple traité de 1834, un tel soulèvement fournirait une raison pour l'intervention étrangère.

La politique espagnole désirait l'intervention. Le Gouvernement modéré à Madrid voyait un danger dans le succès des Septembristes à Lisbonne. Il craignait un contre-coup de la révolution en Portugal. M. Bravo, le Ministre espagnol à Lisbonne, était intimement lié avec le parti cabraliste, et, suivant Howard de Walden, il recevait de grandes sommes d'argent de son Gouvernement, qu'il devait employer pour fomenter une contre-révolution en Portugal (2). Lord Howard usait de toute son influence en faveur des Septembristes et il pressait le Roi de soutenir le Gouvernement Palmella, renforcé par le Vicomte de Sà da Bandeira (3).

« Le Ministère Palmella, disait-il, n'était pas révolutionnaire, et la désorganisation générale du pays allait être plus que compensée par les bienfaits qu'effectueraient des réformes que l'on considérerait maintenant partout comme absolument nécessaires (4). » L'état d'inquiétude qui régnait après la modification du Gouvernement, en juillet 1846, était dû, principalement, aux complots cabralistes (5). Ces complots, Lord Howard cherchait à les prévenir et à les frustrer autant que possible. Saldanha, qui avait quitté Bruxelles, et était revenu à Madrid, devint une pomme de discorde entre les Cabralistes et les Septembristes. Lord Howard lui écrivit pour lui conseiller de ne pas prêter son nom aux complots cabralistes et espagnols (6). Pendant l'été 1846, le Ministre anglais à Lisbonne réussit à découvrir un certain nombre de complots, vrais ou imaginaires, pour renverser le Ministère Palmella. Il les porta tous à la connaissance de la Cour à Lis-

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXIV, Palmerston à Howard de Walden, 16 juillet 1846.

(2) *Ibid.*, vol. DCXVII, Howard de Walden à Palmerston, 17 juillet 1846 (Secret).

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, Howard de Walden à Palmerston, 18 juillet 1846.

(5) *Ibid.*

(6) Carnota, *op. cit.*, Howard de Walden à Saldanha, vol. II, pp. 75-8.

bonne et à Palmerston à Londres (1). Une affaire beaucoup plus sérieuse était la menace d'invasion du Portugal par une armée espagnole, agissant dans l'intérêt de la Cour et du parti cabraliste. Le 28 juillet 1846, M. de Lavradio, Ministre des Affaires étrangères de Portugal, écrivit à Lord Howard pour l'informer de l'approche des troupes espagnoles, près de la frontière portugaise (2). Lord Howard écrivit à Palmerston pour le prévenir de cette soudaine concentration de régiments espagnols; et il ajoutait : « Ces mesures confirment ce que je « vous ai déjà dit sur l'accord qui existe entre le parti cabra-
« liste et le Gouvernement espagnol, et qui cherche à rétablir
« les anciens ministres et leur système en Portugal (3) ». Le 31 juillet, M. de Lavradio apprit à Lord Howard que le nombre des troupes assemblées près de la frontière portugaise était à peu près de 30.000, et que Costa Cabral (Comte de Thomar) actuellement à Madrid pressait le Gouvernement espagnol d'intervenir en Portugal (4).

Lord Howard était inquiet. Il écrivit à Bulwer que « l'atti-
« tude menaçante de l'Espagne envers ce pays avait pris un
« caractère très grave (5)... », et à Palmerston : « L'attitude
« de l'Espagne envers le Portugal ne peut laisser aucun doute
« sur ses sinistres desseins (6) ». Le prétexte de la présence des troupes espagnoles était qu'un grand nombre de radicaux espagnols, exilés d'Espagne, étaient assemblés en Portugal et y préparaient une révolution progressiste avec l'appui des Septembristes. Lord Howard était persuadé que ces bruits « étaient tout à fait sans fondement, contradictoires ou de
« leur propre (c'est-à-dire espagnols) création (7) ».

Palmerston avait été aussi averti par Bulwer des mouvements menaçants des troupes espagnoles ; et son premier acte avait été de chercher à faire disparaître le prétexte, s'il exis-

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXVII, Howard de Walden à Palmerston, 27 juillet 1846.

(2) *Ibid.*, Count de Lavradio à Howard de Walden, 28 juillet 1846.

(3) *Ibid.*, vol. DCXVII, Howard de Walden à Palmerston, 29 juillet 1846. (Confidentiel.)

(4) *Ibid.*, vol. DCXVIII, Count de Lavradio à Howard de Walden, 31 juillet 1846.

(5) *Ibid.*, Howard de Walden à Bulwer, 2 août 1846.

(6) *Ibid.*, Howard de Walden à Palmerston, 9 août 1846.

(7) *Ibid.*, Howard de Walden à Bulwer, 2 août 1846.

tait. Il ordonna à Lord Howard de presser le Gouvernement portugais d'écarter tous les émigrants ou exilés de la frontière, « quelque peu nombreux qu'ils fussent (1) ». Quelques jours après il réitérait ses instructions à son Ministre à Lisbonne.

Afin de restreindre l'Espagne, Palmerston rappela au Gouvernement de Madrid que l'Angleterre était obligée, par un traité, de défendre le Portugal si on l'attaquait; par conséquent, une rupture des relations entre l'Espagne et le Portugal serait une affaire sérieuse (2). Sotomayor, l'Ambassadeur espagnol à Londres, assurait continuellement à Palmerston que l'avance des troupes espagnoles était une mesure purement défensive, destinée à empêcher une invasion de l'Espagne par les bandes de réfugiés qui se trouvaient près de la frontière (3). Palmerston répondit que les rapports qu'il recevait de Portugal niaient l'existence de ces bandes, et il suggérait qu'une commission d'officiers militaires fût envoyée sur les lieux pour examiner l'état actuel des affaires. Sotomayor fut forcé d'accepter, et Lord Howard fut instruit d'en parler au Gouvernement portugais (4).

Le Ministre Palmella et Lord Howard étaient convaincus que l'Espagne désirait favoriser une contre-révolution en faveur des Cabralistes, et que l'avance des troupes avait pour but de l'encourager (5). En conséquence, ils avaient pu anticiper la suggestion de Palmerston pour une investigation de l'état actuel de la frontière. M. de Lavradio en prit l'initiative et pria Lord Howard d'envoyer deux ou trois personnes dans les endroits où l'on supposait que se trouvaient réunis des réfugiés espagnols (6). Le Ministre d'Angleterre accéda avec empressement à cette demande, et quatre officiers appartenant à l'équipage de « His Majesty Ship Albion » eurent mission d'aller examiner ce qui se passait à la frontière (7). Cette com-

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXVIII, Jermingham à Howard de Walden, 30 juillet 1846.

(2) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCIV, Palmerston à Bulwer, 3 août 1846.

(3) *Ibid.*, Palmerston à Bulwer, 13 août 1846.

(4) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXIV, Palmerston à Howard de Walden, 6 août 1846.

(5) *Ibid.*, vol. DCXVIII, Howard de Walden à Palmerston, 14 août 1846.

(6) *Ibid.*, vol. DCXVIII, Count de Lavradio à Howard de Walden, 7 août 1846.

(7) *Ibid.*, vol. DCXVIII, Howard de Walden à Captain Lockyes of H. M. S. Albion, 8 août 1846. — Howard de Walden à Palmerston, 10 août 1846. — Cap-

mission visita tous les lieux où l'on soupçonnait la présence de déserteurs et ils en trouvèrent à peine un ou deux. Leurs rapports nièrent qu'il y eût une vérité quelconque dans les histoires et les allégations du Gouvernement Espagnol, concernant la concentration des bandes d'exilés (1).

L'attitude du Gouvernement britannique parut avoir produit l'effet désiré. Le 18 août, Lord Howard annonça la retraite des troupes espagnoles (2). Palmerston semblait, pour un instant, tranquilisé, quoiqu'il demeurât inquiet et soupçonneux envers l'Espagne et ses intentions concernant le Portugal (3).

Le Ministère Palmella s'était apparemment affermi. La Reine se laissa persuader de publier un décret excluant les deux Cabral, Comte de Thomar et son frère, du Conseil d'Etat (4). Le Gouvernement, sachant que les sentiments du pays étaient septembristes, envoya une circulaire à toutes les autorités civiles, les priant d'assurer une complète liberté d'action à tous les partis dans les prochaines élections (5). Malgré ses succès évidents, le Ministère perdait du terrain. Il ne jouissait de l'appui d'aucun parti. Les Cabralistes intriguaient contre lui. Les Septembristes le regardaient, en général, comme trop modéré, et la Cour ne pouvait le supporter. Le 30 septembre, Lord Howard écrivait que « le Gouvernement actuel ne peut pas se maintenir au pouvoir (6) ». Sa prédiction se réalisa bientôt. Le soir du 6 octobre, Palmella fut appelé au Palais, on lui demanda sa démission et le Maréchal Saldanha fut chargé de former un gouvernement. Le Coup d'Etat, car c'en était un, fut mené avec le plus grand secret (quoique Saldanha déclara

tain Lockyes à Howard de Walden, 9 août 1846. Les officiers envoyés pour cette mission furent les lieutenants Arthur Cumming, Baldwin Wake et James Diron, et l'aspirant de marine Philip de Kautzon.

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXVIII, Howard de Walden à Palmerston, 6 septembre 1846, Lieutenant Cumming à Captain Lockyes, 26 août 1846, Lieutenant Diron à Captain Lockyes, 30 août, 8 septembre 1846.

(2) *Ibid.*, Howard de Walden à Palmerston, 18 août 1846.

(3) *Archives du Foreign Office*, Spain, vol. DCXCIV, Palmerston à Bulwer, 25 août 1846.

(4) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCVIII, Howard de Walden à Palmerston, 27 août 1846.

(5) *Ibid.*, Howard de Walden à Palmerston, 22 septembre 1846.

(6) *Ibid.*, vol. DCXVIII, Howard de Walden à Palmerston, 30 septembre 1846.

plus tard au Colonel Wylde, qu'environ quatre cents personnes étaient au courant de ce qui allait se passer). Le 7 octobre, une proclamation royale annonçait la nouvelle à Lisbonne. Quoique Saldanha ne fût pas un Cabraliste, il ne trouva que des Cabralistes qui fussent désireux de se joindre à son gouvernement, et, par conséquent, le ministère et l'administration qu'il désigna furent presque entièrement composés de partisans de Cabral.

Le Coup d'Etat du 6 octobre 1846 eut pour résultat immédiat la guerre civile. Les Septembristes publièrent une proclamation enflammée dénonçant la Reine et l'accusant d'avoir trahi « la plus glorieuse révolution de la nation portugaise (1) ».

Le Comte Bomfim, commandant de la garnison de Lisbonne, et un des plus notables membres du groupe septembriste, parcourut le pays prêchant la révolution. Le Duc de Terceira, qui avait été envoyé à Oporto pour relever de son commandement le Comte das Antas, fut dès son arrivée, le 9 octobre, saisi et emprisonné dans le château de Foz. Le 11 octobre, das Antas fit son entrée à Oporto, et une junta révolutionnaire fut formée, dont il devint le chef. La révolution s'étendit rapidement. Le 15 octobre, les rebelles occupèrent Cintra, à trente kilomètres de Lisbonne, et la capitale même fut en grand danger. Saldanha prit des mesures represives ; il révoqua la loi du 27 juillet qui avait décrété une nouvelle élection de députés, cette Chambre devait s'assembler le 1^{er} décembre, munis de pouvoirs extraordinaires, ainsi que tous les décrets et actes inspirés par le Ministère Palmella. On établit une surveillance active sur la presse. Le Cabraliste Marquis de Fronteira fut réintégré à son poste de Gouverneur civil de Lisbonne. Saldanha décida de gouverner sans les Cortès jusqu'en 1848 (2).

Le Coup d'Etat produisit une certaine consternation à Londres. Dans les cercles gouvernementaux, l'abattement était considérable (3). Palmerston était irrité. Sa politique avait essuyé un échec. Il écrivit à Normanby que le Coup d'Etat

(1) *Correspondence relating to the Affairs of Portugal*, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 6, Howard de Walden à Palmerston, 10 octobre 1846.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 90, Jarnac à Guizot, 31 octobre 1846.

avait causé « un état de choses extrêmement déplaisant ». Il rejetait le blâme « sur la folie de la Cour, inspirée par le précepteur allemand, Diez (1) ». Sa mauvaise humeur s'accrut encore lorsqu'il apprit les mouvements des troupes espagnoles. Bulwer écrivait « que l'opinion générale était que l'Espagne interviendrait ». Le Baron Renduffe montra à Bulwer des instructions qu'il avait reçues de Lisbonne et qui lui commandaient de demander l'envoi immédiat de troupes espagnoles à la frontière portugaise. Elles ne devaient pas traverser la barrière qui séparait l'Espagne du Portugal, sauf en cas d'extrême danger, mais leur présence allait donner un appui moral à la cause de Sa Très Fidèle Majesté ; Bulwer annonça aussi que Saldanha avait demandé l'aide de la France en vertu des termes du quadruple traité (2).

Un des buts principaux de la politique de Palmerston en Portugal était d'empêcher l'intervention étrangère ; aussi la menace d'une invasion espagnole augmentait son inquiétude sur la situation. Il écrivait à Normanby « que n'importe quel compromis que Donna Maria pourrait faire avec ses sujets serait l'arrangement préférable et le plus sûr (3) ». Et comme il désirait assurer le règlement des affaires du Portugal sans l'aide de l'Espagne ou de la France, il envoya le Colonel Wylde en mission spéciale en Portugal. Le Colonel Wylde, un quasi diplomate de l'école de Palmerston, fut chargé de se rendre à Oporto pour entrer en relation avec la junta, et particulièrement avec das Antas. « Vous employerez tous les arguments « possibles et tous les moyens de persuasion que vous pourrez « imaginer, pour persuader au Comte das Antas de se sou- « mettre au Gouvernement... Vous lui ferez remarquer, bien « nettement, l'impuissance des derniers succès de sa révolte « contre l'autorité de la Reine, et les sérieuses conséquences « qui suivent toujours une persévérance obstinée dans des « tentatives de cette nature, quand elles échouent, et vous « lui ferez comprendre l'importance d'éviter de telles consé-

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 315-317, Palmerston à Normanby, 30 octobre 1846.

(2) *Correspondence relating to the Affairs of Portugal*, pp. 15-16, Bulwer à Palmerston, 22 octobre 1846.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 315-317, Palmerston à Normanby, 30 octobre 1846.

« quences par une soumission spontanée et opportune ». Si le Comte se soumettait, Wylde devait insister pour qu'on lui accordât l'amnistie. En tout cas, il devait s'offrir comme médiateur entre la Junta et le Gouvernement à Lisbonne (1).

Les instructions de Wylde étaient en grande partie un simple camouflage ; Palmerston savait que das Antas ne se soumettrait pas ; aussi il n'y avait aucun danger à faire un geste de politesse diplomatique qui consistait à l'enjoindre de déposer les armes. Le véritable but de la mission Wylde était :

1^o D'observer et d'informer correctement le Gouvernement de Sa Majesté des événements militaires qui se dérouleraient dans ce pays (2) ;

2^o D'être prêt à agir au moment opportun comme médiateur, dans le projet de médiation que Palmerston avait déjà ébauché dans son esprit.

En même temps, Palmerston fit des démarches pour contenir l'Espagne. Il chargea Bulwer de protester contre toute intervention dans les affaires du Portugal et contre toute entrée des troupes sur le territoire portugais (3). Southern (qui remplaçait momentanément le chargé d'affaires d'Angleterre à Lisbonne), agissant d'après les instructions de Palmerston, s'efforçait de démontrer à Saldanha combien il était peu judicieux de chercher l'appui de l'Espagne et de permettre aux troupes espagnoles d'approcher de la frontière (4). En plus de ces mesures diplomatiques, Sir William Parker, commandant de la flotte anglaise dans la Méditerranée, reçut l'ordre de se rendre au Tagus, ostensiblement pour offrir un asile à la Reine dans le cas où son trône serait menacé par les dissensions de ses sujets (5). On ordonna aussi à Parker d'occuper au besoin le fort de Belem ou tout autre poste sur le Tagus (6).

L'attitude de Palmerston produisit un effet momentané.

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 12-14, Palmerston à Wylde, 30 octobre 1846.

(2) *Ibid.*, p. 14, Addington à Seymour, 31 octobre 1846.

(3) *Ibid.*, p. 30, Palmerston à Bulwer, 5 novembre 1846.

(4) *Ibid.*, pp. 19-21, Southern à Saldanha, 21 octobre 1846 ; Southern à Palmerston, 22 octobre 1846.

(5) *Ibid.*, p. 26, Parker à Southern, 20 octobre 1846.

(6) *Ibid.*, p. 33, Palmerston aux Lords Commissioners of the Admiralty, 4 novembre 1846. — *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXIV, Palmerston à Southern, 30 octobre 1846.

Le Gouvernement espagnol accepta de réduire le nombre des régiments concentrés sur la frontière portugaise, et Isturiz assura à Bulwer « que les troupes n'avanceraient pas plus loin, sous aucun prétexte, et n'interviendraient pas dans les luttes civiles du pays (1) ».

Ce succès de la politique de Palmerston fut de courte durée, les affaires reprirent bientôt une tournure dangereuse. Saldanha, voyant qu'aucune section du parti radical ne voulait appuyer son gouvernement, fut forcé de se rejeter complètement sur le groupe cabraliste. Après le Coup d'Etat du 6 octobre, il échangea une correspondance amicale avec Thomar, et il le nomma Ambassadeur à Madrid, en remplacement du Baron Renduffe qui était un Septembriste (2).

Thomar, dès son arrivée en Espagne, employa toute son énergie pour assurer l'intervention espagnole.

Le Colonel Wylde arriva à Oporto, le 7 novembre, mais la Junta donna l'ordre de l'empêcher de débarquer (3). Il se rendit alors à Lisbonne, et après avoir eu une entrevue avec le Roi et la Reine, il partit au nord, dans le camp de Saldanha, devant Santarem ; cette dernière ville était occupée par les insurgés, commandés par das Antas. Une entrevue eut lieu entre Wylde et le chef de la Junta. Wylde, en accord avec la lettre de ses instructions, pressa les leaders de la Junta de négocier avec le Gouvernement de la Reine. Das Antas et ses collègues refusèrent, et Wylde retourna au camp de Saldanha afin d'attendre le moment propice, quand le cours des événements rendrait favorable une médiation britannique. Il avait soigneusement observé les forces relatives des deux armées, et il écrivit à Palmerston qu'il était impossible de juger encore quel serait le résultat du conflit (4).

Palmerston reçut avec une certaine impatience la nouvelle

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 43-44, Bulwer à Palmerston, 30 octobre 1846 ; Bulwer à Isturiz, 24 octobre 1846 ; Isturiz à Bulwer, 25 octobre 1846.

(2) Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 110-111 ; Palmerston à Southern, 6 novembre 1846, et Southern à Palmerston, 6 novembre 1846 ; *Correspondence* (Portugal), pp. 41-46.

(3) *Ibid.*, pp. 48-49 ; Wylde à Palmerston, 7 novembre 1846.

(4) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 52-55 ; Wylde à Palmerston, 16 novembre 1846 ; Das Antas à Wylde, 12 novembre 1846 ; Wylde à Das Antas, 12 novembre 1846, et Das Antas à Wylde, 13 novembre 1846. Voir aussi : Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 118 seq.

que Wylde n'avait pas réussi à persuader la Cour ou la Junta à faire des concessions ; cette impatience était encore accentuée par le doute qu'il avait de pouvoir contenir l'Espagne en cas de succès des forces de la Junta. Pourtant le triomphe du parti des Septembristes était l'objet de sa politique. Maintenant que les rebelles refusaient de négocier, il espérait qu'il pourrait amener la Cour à faire des concessions à la Junta. Le 26 novembre, il instruisit Southern « de saisir toutes les « occasions de démontrer au Gouvernement portugais la nécessité urgente de mettre fin le plus vite possible à la guerre, « par un arrangement à l'amiable avec les leaders du parti des « mécontents (1)... ».

« Le Gouvernement, ajoutait-il, a peu de chance de maîtriser les rebelles, et la Reine sauverait sa dignité en concluant un arrangement qui conviendrait à la nation. » Un tel langage ne pouvait pas être très prisé à Lisbonne. Victoria disait que cette dépêche « doit donner l'impression que nous « épousons entièrement la cause des rebelles (2) ». Telle était, en effet, l'impression créée à Lisbonne par la dépêche de Palmerston. Mais la Cour et le Gouvernement Saldanha étaient déjà convaincus que le Gouvernement anglais favorisait le parti de la Junta (3). La dépêche de Palmerston fortifia cette conviction. Inutile de dire qu'aucune avance ne fut faite aux rebelles. Le 30 novembre, Palmerston chargea encore Southern de presser le Gouvernement et la Cour d'adopter une politique conciliante et d'employer tous les moyens pour induire les insurgés à proposer des conditions d'accord telles que la Reine puisse les considérer sans crainte de blesser sa dignité (4).

Les efforts de Thomar à Madrid, le nombre et la force apparente de l'armée des Septembristes et l'inactivité de Saldanha qui perdait son temps devant Santarem, tout contribuait à favoriser une intervention de la part de l'Espagne. Le 26 novembre, Palmerston chargeait Bulwer « de rappeler au Gouvernement espagnol ses promesses de ne pas laisser ses trou-

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 66-67 ; Palmerston à Southern, 26 novembre 1846.

(2) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 111, Victoria à Palmerston, 28 novembre 1846.

(3) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 85 ; Southern à Palmerston, 30 novembre 1846.

(4) *Ibid.*, pp. 110-111, Palmerston à Southern, 30 décembre 1846.

« pes pénétrer sur le territoire portugais (1) ». Enfin, Isturiz écrivit à l'Ambassadeur d'Angleterre « qu'en vue de la gravité « croissante de la situation en Portugal, l'Espagne pourrait « bien être obligée d'intervenir (2) ». Bulwer fit part des intentions du Cabinet espagnol à Palmerston. La réponse du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre fut péremptoire. Bulwer fut chargé « de déclarer au Ministre des Affaires étrangères d'Espagne que si une question s'élevait à propos de « l'intervention militaire de l'Espagne en Portugal, le Gouvernement de Sa Majesté espérait et exigeait que les Ministres « de Sa Majesté Catholique ne prendraient aucune décision « sans se concerter préalablement avec le Gouvernement britannique (3) ». Isturiz prétendait que la présence des rebelles miguelistes en Espagne fournissait une raison pour intervenir en vertu des conditions du quadruple traité (4). Palmerston nia naturellement l'importance du mouvement migueliste. Le 4 janvier, il fit savoir au Gouvernement espagnol, par l'entremise de Bulwer, « qu'on était à peu près certain que le mouvement migueliste en Portugal n'était soutenu par aucune « personne respectable du parti de Don Miguel, mais qu'il « semblait, par contre, être encouragé par ceux qui cherchaient « un prétexte pour intervenir en Portugal (5) ».

En attendant, la guerre civile prenait une tournure en faveur du Gouvernement de Lisbonne. Saldanha attaqua le Comte de Bomfin à Torrès Vedras, le 22 décembre, et remporta une victoire décisive. Les généraux de la Junta, Bomfin, Celestino Fernando de Villa Real et Mouzinho d'Albuquerque, avec environ quinze mille hommes, furent forcés de se rendre sans conditions (6). En apprenant la défaite de Bomfin, das Antas évacua immédiatement Santarem. Laissant là la plupart de ses munitions, il se retira dans la direction de Coimbra, où

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 67, Palmerston à Bulwer, 26 novembre 1846.

(2) *Ibid.*, pp. 111-115, Isturiz à Bulwer, 12 décembre 1846, et Bulwer à Isturiz, 13 décembre 1846.

(3) *Ibid.*, p. 116, Palmerston à Bulwer, 31 décembre 1846.

(4) *Ibid.*, pp. 111-112, Bulwer à Palmerston, 19 décembre 1846, et Isturiz à Bulwer, 12 décembre 1846.

(5) *Ibid.*, p. 116, Palmerston à Bulwer, 4 janvier 1847.

(6) *Ibid.*, p. 122, Wyldé à Palmerston, 24 décembre 1846. Voir aussi Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 133-147.

il espérait offrir une résistance. Mais à l'approche de Saldanha, il se dirigea vers Oporto. Saldanha entra à Coimbra, mais il n'alla pas plus loin ; pendant des semaines et des mois il demeura inactif autour de cette ville. Les fruits de la victoire de Torres Vedras étaient désormais perdus. Les forces de la Junta s'augmentèrent dans le nord, et les Septembristes et les Miguelistes furent, pour quelque temps du moins, entraînés dans une coalition. Avant la fin de janvier, la guerre était tombée dans une sorte d'inertie, et il y avait bien peu d'espoir qu'elle se terminât en faveur du Gouvernement de Lisbonne (1).

La nouvelle de la coalition entre la Junta et les Miguelistes fournit au Gouvernement de Lisbonne une raison légale pour demander l'intervention étrangère. En conséquence, le 29 janvier, le Baron Moncorvo, ministre portugais à Londres, adressa une note à Palmerston, lui demandant si, au besoin, l'Angleterre accepterait l'intervention, d'après les conditions du quadruple traité (2). Palmerston répondit brièvement que d'après les informations du Consul anglais à Lisbonne, aucune jonction entre les Miguelistes et la Junta n'avait eu lieu, que les forces de Macdonell n'avaient jamais dépassé neuf cents hommes, et avaient été battus dans tous les engagements, par les troupes du Gouvernement, et que le Cabinet britannique espérait et croyait que... « les forces et les moyens du « Gouvernement portugais seraient toujours amplement suffisants pour réprimer les démonstrations miguelistes, sans « l'aide d'une intervention étrangère (3) ».

Palmerston n'ayant pas répondu directement à la question de Moncorvo, celui-ci revint bientôt à la charge et désira savoir d'une manière catégorique si le Gouvernement britannique admettrait, en vue des rapports d'une coalition entre la Junta et les Miguelistes, une intervention étrangère (4). Dans sa réponse, Palmerston déclara que dans la situation actuelle il serait beaucoup plus probable que l'Angleterre intervint pour empêcher une intervention étrangère, plutôt que d'accepter de favoriser une telle démarche. Il concluait « à

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 135-136, Wyldé à Palmerston, 15 et 18 janvier 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 150-151, Moncorvo à Palmerston, 29 janvier 1847.

(3) *Ibid.*, p. 153, Palmerston à Moncorvo, 1^{er} février 1847.

(4) *Ibid.*, pp. 153-155, Moncorvo à Palmerston, 2 février 1847.

« l'hypothèse que vous avez émise, je puis seulement vous ré-
 « pondre que le Gouvernement de Sa Majesté observera fidè-
 « lement tous les traités existants, mais il doit rester libre, à
 « l'occasion, de décider sur la véritable signification de ses
 « obligations et sur la validité des circonstances qui pourraient
 « pousser le Gouvernement de Sa Très Fidèle Majesté à récla-
 « mer l'assistance de Sa Majesté Britannique (1) ».

Palmerston s'efforçait donc toujours d'éviter une interven-
 tion, soit indépendante de la part de l'Espagne, soit avec l'aide
 des autres puissances signataires du quadruple traité de 1834.
 Son attitude avait empêché jusqu'alors l'Espagne d'intervenir,
 et dans sa réponse à Moncorvo, il repoussait catégorique-
 ment la demande d'intervention réclamée par le Portugal en
 vertu du traité de 1834. Tôt ou tard, les parties adverses cher-
 cheraient à en venir à un accord, et Palmerston espérait qu'a-
 lors, il pourrait les aider à négocier, grâce à une médiation
 britannique qui s'appliquerait à assurer les meilleures condi-
 tions possibles au parti de la Junta. Ses instructions à Wylde
 et à Seymour (qui avait remplacé Southern à Lisbonne) révé-
 lent la tendance et l'objet de la politique qu'il devait dès
 lors poursuivre.

Le 5 février, il avertissait Wylde que le moment était venu
 de tenter une conciliation. L'envoyé anglais devait donc offrir
 ses services à la Reine comme médiateur et lui conseiller d'or-
 donner, une fois la guerre terminée, des élections, et de bien
 faire connaître sa détermination de ne plus instituer d'admi-
 nistration cabraliste. Muni de ces promesses, le médiateur
 pourrait traiter plus facilement à Oporto (2).

Dans une lettre confidentielle à Wylde, Palmerston révélait
 clairement la tendance de sa politique et les termes qu'il
 désirait obtenir pour ses protégés. « La base de votre négocia-
 « tion », écrivait-il, « doit être une déclaration et un engage-
 « ment faits par la Reine à vous, comme représentant dans
 « cette affaire le Gouvernement britannique, qu'aussitôt la
 « guerre civile terminée, elle établira un gouvernement consti-
 « tutionnel et réunira les Cortès sans tarder. *Il faut que cette*
 « *promesse nous soit faite de la manière la plus positive et la*

(2) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 155-156, Palmerston à Moncorvo, 3 février 1847.

(1) *Ibid.*, pp. 156-157, Palmerston à Wylde, 5 février 1847.

« plus formelle ; sans cela nous ne pouvons pas nous occuper de
 « celle affaire. Elle devra aussi nous assurer qu'elle n'appellera
 « pas, à présent du moins, les Cabrals au pouvoir... Les y ra-
 « mener en ce moment ne pourrait qu'exciter et provoquer
 « une grande partie du pays. Avec de telles assurances, vous
 « pourrez presser la Junta de déposer les armes et de se sou-
 « mettre à l'autorité de la Reine ». Quant aux garanties pour
 la sécurité personnelle des insurgés, « la base générale devra
 « être une amnistie pour la masse des rebelles, et certaines pré-
 « cautions envers quelques chefs et leaders de la révolte ». Il admettait que quelques-uns de ces derniers devaient être
 envoyés pendant un certain temps à l'étranger. Si la Cour
 acceptait ces conditions, Wylde devait se rendre à Oporto
 pour « exposer à la considération de la Junta les dangers aux-
 « quels elle s'expose... en refusant de négocier... Vous devrez
 « aussi leur faire comprendre que cette offre de médiation est
 « la seule chose que puisse faire pour eux le Gouvernement
 « britannique, et que s'ils se décidaient à s'en rapporter aux
 « chances d'une guerre, nous en déplorerions les suites, mais
 « nous ne pourrions pas les écarter... *Nous croyons certaine-*
 « *ment que l'insurrection a éclaté par la faute de la Cour, mais*
 « *nous ne prenons aucune part à la guerre civile, sauf comme*
 « *médiateurs pour chercher à y mettre fin* (1) ».

Le 17 février, Palmerston écrivait à Seymour que « Mon-
 « corvo désirait conclure de nouveaux accords dans le cas où
 « Don Miguel rentrerait en Portugal » ; il ajoutait : « Je vous
 « prie de prévenir la Cour de ne pas s'imaginer que par de
 « tels moyens ils obtiendront une aide contre la Junta et le
 « parti libéral. *Nous aurons bien soin d'empêcher cela.* Si la
 « Reine craint Don Miguel, elle doit se dépêcher d'arranger
 « les choses avec la Junta et d'unir tous les partis qui sont en
 « faveur d'un gouvernement constitutionnel, dans un groupe
 « compact contre les partisans de Don Miguel. Si le Portugal
 « doit être gouverné despotiquement et par le sabre et la baïon-
 « nette, un homme fera aussi bien l'affaire qu'une femme, et
 « peu importe si le despote est appelé par un nom ou par un
 « autre. Je vous prie d'expliquer tout ceci très énergiquement

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 332-336, Palmerston à Wylde, 26 janvier 1847.
 Les italiques sont de l'auteur.

« au Roi et à la Reine... » Diez devrait être « embarqué » immédiatement, car son influence est néfaste (1).

Palmerston écrivait encore à Seymour : « Dites-leur franchement que s'ils spéculent sur une insurrection migueliste pour amener des troupes étrangères à écraser la Junta, ils s'illusionnent. Nous ferons attention que les mesures adoptées contre Don Miguel, s'il retournait en Portugal, ce qu'il ne fera probablement pas, n'entraînent pas une intervention entre la Camarilla et la Junta... Dites-leur aussi que, quant à leur garantir un emprunt, ils peuvent aussi bien nous demander de leur donner un morceau de la lune... La seule manière par laquelle la Reine peut se défendre de Don Miguel, c'est de rallier autour d'elle cette portion de ses sujets dont les efforts ont si puissamment aidé à la placer sur le trône ; mais si la constitution sur laquelle elle chevaucha en triomphe est abrogée, et si le despotisme est institué à sa place, les Portugais qui sont en faveur de l'autocratie diront naturellement que c'est Don Miguel qui a le plus de droit à être leur souverain absolu (2) ».

Un tel langage devait rendre le Gouvernement britannique extrêmement impopulaire à la Cour et auprès du Gouvernement portugais (3).

Seymour, qui arriva à Lisbonne le 16 février, écrivait à Palmerston : « J'aurais été heureux de pouvoir gagner un peu de temps et de n'avoir pas été forcé, dès le début de ma mission, de faire des représentations au Gouvernement. Vos ordres, cependant, ne me laissaient aucune alternative, et j'ai été obligé d'administrer une série de reproches qui confirmeront, je le crains, le pays, de notre attitude peu amicale ». En conséquence, sa position « est devenue, ajoute-t-il, très difficile (4) ».

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 346-348, Palmerston à Seymour, 17 février 1847.

Les italiques sont de l'auteur.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 353-354, Palmerston à Seymour, 26 février 1847.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, Portugal, vol. CLXXVII, p. 34, Varennes à Guizot, 25 janvier 1847.

(4) Cet extrait est cité dans une lettre de la Reine Victoria à Lord John Russell, en date du 14 mars 1847 (*Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 119-120), protestant contre la politique du Gouvernement en Portugal. Je n'ai pas vu la dépêche

On ne répondit pas immédiatement à l'offre de médiation de l'Angleterre. Mais ce n'était un secret pour personne que ni Saldanha, ni le Gouvernement et la Cour ne voulaient l'accepter (1).

Depuis son avance sur Coimbra, Saldanha n'avait pu, faute de munitions, marcher contre les forces de la Junta. Par suite de cette inactivité forcée, Saldanha avouait lui-même qu'il lui était impossible de venir à bout des rebelles par la force des armes. Il était tout à fait opposé à l'acceptation de la médiation offerte par le Gouvernement britannique, avec les conditions qui y étaient attachées. Il préférait une intervention espagnole, mais les représentants anglais en Portugal lui assuraient que le Gouvernement britannique « aurait soin d'empêcher cela ». Il écrivit au Roi, lui démontrant l'impossibilité de vaincre les forces des rebelles. « Dans de telles circonstances », ajoutait-il, « je n'hésite pas à déclarer que je considère qu'il est indispensable d'accepter aussitôt que possible la médiation offerte par le Gouvernement anglais. Mais comme je considère toujours cette démarche avec la même horreur, je regarderai comme une grande faveur de la part de Votre Majesté, si elle avait la bonté de désigner un officier pour me succéder au moment où le médiateur anglais arrivera à Oporto (2) ». Le même jour, il écrivait encore à la Reine : « Abandonnés à nos propres ressources... (tandis que la Junta, par tous les moyens possibles, augmente ses effectifs) le résultat final ne peut être que désastreux pour Votre Majesté, pour votre dynastie, etc. Ferme dans cette conviction, je perçois la nécessité d'accepter la médiation offerte par le Gouvernement britannique ; mais comme je me suis toujours opposé et que je m'opposerai toujours à un tel expédient, je me vois forcé de prier Votre Majesté de me décharger du commandement des forces qui m'ont été confiées, afin que je puisse quitter le pays au moment où le médiateur anglais arrivera à Oporto (3) ».

aux Archives du Foreign Office, mais, puisque dans les volumes sur le Portugal, pour cette époque, quelques dépêches ont été enlevées, et des feuilles blanches mises à leur place, elle est sans doute authentique.

(1) Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 150-151.

(2) *Ibid.*, pp. 159-160, Saldanha au Roi, 13 mars 1847.

(3) *Ibid.*, pp. 160-161, Saldanha à la Reine, 17 mars 1847.

Il est douteux que l'attitude de Saldanha fut tout à fait sincère. Il savait que la Cour hésitait sur la question de l'intervention britannique, il désirait qu'on la repoussât, mais pour éloigner de lui toute responsabilité, il conseillait de l'accepter. Sa menace de démissionner et de quitter le pays était suffisante pour décider la Cour à refuser, au moins pour le moment, l'arbitration anglaise. Seymour lui écrivit pour tenter de le concilier, mais il répondit qu'il ne pouvait faire aucune concession (1).

On n'envoya donc jamais de réponse définitive à l'offre de négociation présentée par Palmerston dans sa dépêche du 6 février, et dans sa lettre confidentielle à Wylde du 22 janvier. Entre temps, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait les plus grandes difficultés à empêcher l'Espagne d'intervenir. Il écrivait à Bulwer que si même le quadruple traité était applicable à l'état des affaires en Portugal (ce qui n'était pas le cas), aucune puissance comme l'Espagne n'avait le droit d'intervenir seule, sans s'être préalablement concertée avec les nations qui avaient signé le traité (2). Le Gouvernement espagnol paraissait accepter ce point de vue en ce qui concernait l'action isolée, mais il insistait beaucoup plus sur l'application du quadruple traité et Sotomayor demandait à Bulwer qu'une conférence eût lieu entre les puissances signataires, en vue d'une intervention (3). Le même jour, que Sotomayor fit cette demande à Bulwer, Thomar présenta une note au Gouvernement espagnol, attirant l'attention sur la sympathie du Gouvernement britannique pour les rebelles, et réclamant l'intervention espagnole (4). Lorsqu'il reçut cette information, Palmerston écrivit encore une fois à Bulwer que le danger d'un soulèvement migueliste était nul, et que le Gouvernement anglais ne voyait dans tout cela aucune cause pour intervenir (5).

(1) Carnota, *op. cit.*, vol. II, p. 162-163, Seymour à Saldanha et Saldanha à Seymour, 25 mars 1847.

(2) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 171, Palmerston à Bulwer, 11 février 1847.

(3) *Ibid.*, pp. 171-174, Bulwer à Palmerston, 5 février 1847 ; Bulwer à Sotomayor, 4 février 1847 ; Sotomayor à Bulwer, 5 février 1847.

(4) *Ibid.*, pp. 175-177, Palmerston à Bulwer, 16 février 1847.

(5) *Ibid.*, pp. 178-179, Palmerston à Bulwer, 16 février 1847.

En dépit des assurances du Gouvernement espagnol, on craignait fort qu'il ne fit des démarches en vue d'une intervention isolée. Au commencement de mars, Seymour croyait que l'Espagne interviendrait bientôt (1). Wylde était de la même opinion (2). Palmerston prit alors une attitude presque menaçante. « L'Angleterre, écrivait-il, est tenue par d'anciens « traités à défendre le Portugal contre une attaque étrangère « de la part de l'Espagne ou de tout autre pays, et c'est la « politique de l'Angleterre de maintenir l'indépendance du « Portugal et de ne pas permettre que le pays soit soumis à « l'influence dominatrice de l'Espagne ou de toute autre puissance (3) ». Ces menaces n'intimidèrent pas les Ministres espagnols. Le 3 mars, Saldanha fut informé que le Cabinet de Madrid avait consenti à former un corps de dix mille hommes pour être employé au service du Portugal (4). Seymour écrivait le 19 mars que l'entrée des troupes espagnoles en Portugal était fort probable (5). Saldanha déclara à la Reine que si elle n'acceptait pas l'intervention et ne repoussait pas la médiation anglaise, il démissionnerait (6). Le 19 mars, le Portugal fit une demande officielle d'assistance militaire à l'Espagne (7). Quand Thomar présenta ce document à Sotomayor, celui-ci assura à Bulwer qu'il refuserait la requête (8), mais, écrivait Bulwer, « la dépêche qu'il a reçue et la communication du Comte de Thomar l'ont fortement impressionné, « et quoique je pense pouvoir empêcher l'intervention espagnole, pendant quelque temps, mon opinion est que, si les « choses restent dans l'état où elles sont à présent, il finira par « y consentir... Si M. Mon arrivait au pouvoir, il interviendrait « immédiatement (9) ».

Ce qui troublait encore plus Palmerston dans cette affaire, c'était l'attitude de la France. L'affaire des mariages espa-

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 206, Seymour à Palmerston, 2 mars 1847.

(2) *Ibid.*, p. 208, Wylde à Palmerston, 3 mars 1847.

(3) *Ibid.*, p. 219, Palmerston à Bulwer, 16 mars 1847.

(4) Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 156-157.

(5) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 226, Seymour à Palmerston, 19 mars 1847.

(6) *Ibid.*, p. 226, Seymour à Palmerston, 18 mars 1847.

(7) *Ibid.*, p. 228, Seymour à Palmerston, 21 mars 1847.

(8) *Ibid.*, p. 235, Bulwer à Palmerston, 24 mars 1847.

(9) *Ibid.*, p. 234, Bulwer à Palmerston, 26 mars 1847.

gnols avait encore accru sa méfiance envers le Gouvernement de Louis-Philippe, et dans toutes ses subséquentes transactions avec la Monarchie d'Orléans, il cherchait à humilier et à abaisser l'influence française à l'étranger. Guizot avait, dès le début de la guerre civile en Portugal, observé une attitude de stricte neutralité. Le 24 octobre 1846, il écrivait à Forth-Rouen, ministre français à Lisbonne : « Le Gouvernement du Roi, « fidèle à la politique qui l'a guidé jusqu'à présent à l'égard « du Portugal, n'a point à se prononcer entre les partis qui « divisent si malheureusement le royaume, ni à intervenir « dans leurs querelles (1) ». Le 4 décembre, il écrivait à Varennes qui avait remplacé Forth Rouen à Lisbonne : « ...Vous « avez jugé avec beaucoup de raison que la situation même vous « imposait une conduite réservée. Je ne vois aucun motif pour « vous prescrire une attitude différente. Nous désirons vivement pour le Portugal que tout y rentre promptement dans « l'ordre... Mais nous n'avons pas à intervenir dans les affaires « intérieures du Portugal... (2) ».

En dépit de l'attitude de stricte non-intervention de Guizot, Palmerston le soupçonna, dès le commencement du conflit, de vouloir intervenir en faveur du parti de la Cour, et il désirait par-dessus tout empêcher que la France se mêlât, d'une manière ou d'une autre, dans cette affaire. Le 1^{er} novembre, il écrivait à Normanby que l'Angleterre et le Portugal étaient liés par des accords de traités, et que « si le *causus fœderis* devait s'élever, nous nous informerions si la France se souciait ou non de ce que nous déciderions de faire d'après nos « engagements et traités (3) ».

Guizot conserva son détachement et son attitude de stricte neutralité dans les affaires de Portugal jusqu'au commencement de l'année 1847, époque où le Gouvernement de Lisbonne demanda l'assistance militaire de l'Espagne. Comme signataire du quadruple traité, il fut alors forcé de prendre un intérêt plus positif dans ce conflit. Le 11 février, il écrivait à Sainte-Aulaire « qu'en vue de la démarche faite par le Gouvernement

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Portugal, vol. CLXXVI, p. 138, Guizot à Forth-Rouen, 26 octobre 1846.

(2) *Ibid.*, pp. 233-4, Guizot à Varennes, 4 décembre 1846.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 317-318, Palmerston à Normanby, 1^{er} novembre 1846.

« portugais, auprès du Gouvernement espagnol, la situation « devenait extrêmement grave ». Il ajoutait : « Je vous prie « d'en entretenir Lord Palmerston. Vous êtes autorisé d'ail- « leurs à lui faire connaître que nous sommes prêts à nous « concerter avec les autres Cours, signataires du traité de 1834, « relativement aux résolutions que l'existence de la situation « en Portugal rend nécessaires (1) ».

La réponse de Palmerston à la communication de Guizot était hostile à la coopération avec la France. Il déclara à Sainte-Aulaire que le traité de 1834 avait pour but l'expulsion de la Péninsule des deux prétendants. Ce but ayant été atteint, les dispositions du traité ne pouvaient plus être invoquées. Si Don Miguel reparaissait en Portugal à la tête d'une armée, la Reine Dona Maria pourrait réclamer l'aide des alliés. Les bruits d'une coalition entre Septembristes et Miguelistes ne justifiaient pas une demande d'intervention, car les forces des Miguelistes étaient trop peu importantes. Selon le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, l'insurrection en Portugal venait du mauvais gouvernement de la Reine, et la Grande-Bretagne se refuserait toujours d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays au profit du despotisme. Si les troupes espagnoles entraient en Portugal, avant qu'une convention eût réglé le mode et les limites de leur action, l'Angleterre, en vertu d'anciens traités, serait forcée d'exiger des explications sur l'action de l'Espagne, et Palmerston ajoutait : « Quant à « la participation de la France au traité éventuellement néces- « saire, je n'ai point d'opinion arrêtée. Ce serait une question « à examiner... Mais je ne vois pas du tout de quels moyens « d'action elle dispose quand il s'agit du Portugal (2) ». Palmerston écrivait à Normanby : « ...Il semble dès l'abord qu'on « ne peut assigner aucun rôle à la France dans cette matière ; « et l'on montre peu d'inclination dans le Cabinet à la laisser « entrer sans nécessité dans une affaire qui ne regarde que le « Portugal ; on préfère aussi n'avoir rien à faire avec elle quand « nous pouvons l'éviter (3) ».

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 171, Guizot à Sainte-Aulaire, 11 février 1847.

(2) *Ibid.*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 178-183, Sainte-Aulaire à Guizot, 17 février 1847.

(3) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 342-346, Palmerston à Normanby, 17 février 1847.

Le 19 février, Palmerston instruisait Normanby dans des termes identiques à ceux qu'il avait employés dans sa conversation avec Sainte-Aulaire (1). Le même jour, il écrivait confidentiellement à son ambassadeur à Paris : « Nous n'avons pas encore décidé si au cas où nous entrerions dans de nouveaux accords, à propos du Portugal, nous nous associerions avec la France. Plusieurs d'entre nous pensent qu'il vaudrait mieux que non, et que principalement la France n'aurait aucune fonction légitime à remplir en Portugal. Lorsque Sainte-Aulaire a abordé le sujet, j'ai pensé qu'il valait mieux lui faire entrevoir le doute, afin qu'il puisse faire comprendre à son Gouvernement que nous ne désirons nullement nous embarrasser par de nouveaux accords avec la France (2) ».

Vers le milieu du mois de mars, alors que l'intervention espagnole semblait imminente, Guizot revint à la charge. Il niait les assertions de Palmerston d'après lesquelles le traité de 1834 n'aurait été conclu que pour le cas spécial existant à cette époque, et qu'après l'affaire réglée il n'existait plus. Le traité de 1834 était applicable à l'état actuel des affaires en Portugal, et les conditions de ce pays étaient substantiellement les mêmes qu'en 1834. La présence du Comte de Pavoas, général migueliste, au milieu des insurgés d'Oporto, justifiait selon lui la demande d'intervention (3).

Lorsque Sainte-Aulaire communiqua la dépêche de Guizot à Palmerston, il trouva ce dernier mieux disposé. Les rapports qu'il venait de recevoir d'Espagne et de Portugal l'avaient convaincu qu'en définitive, l'intervention pourrait devenir inévitable. Il déclara à Sainte-Aulaire que « le principe du traité de 1834 subsistait toujours entre les quatre puissances ». Comme le remarque Sainte-Aulaire, cela « n'est pas précisément ce qu'il m'avait dit le 17 février ». Il ajoutait cependant que les causes invoquées pour l'intervention de 1834 n'existaient plus. Il évita de donner une réponse directe à la suggestion de Guizot en vue d'une conférence des puissances signa-

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 195-6, Palmerston à Normanby, 19 février 1847.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 348-50, Palmerston à Normanby, 19 janvier 1847.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 206-208, Guizot à Sainte-Aulaire, 18 mars 1847.

taires du quadruple traité. Lorsque Sainte-Aulaire le pressa pour « une réponse précise », il éluda la demande en disant qu'Isturiz arriverait à Londres « dans trois ou quatre jours » et qu'il devrait causer avec lui avant d'arrêter définitivement « son opinion (1) ».

Le 2 avril, Guizot écrivit encore pour réclamer une conférence (2).

Le 19 mars, le Gouvernement portugais adressa au Gouvernement britannique une demande formelle pour l'assistance de l'Espagne et de l'Angleterre. Moncorvo était chargé de conclure une convention pour établir les conditions de cette intervention. Cependant, une importante clause était attachée à ces instructions : « Votre Excellence », recommandait Manoël de Portugal e Castro, Ministre des Affaires étrangères de Portugal, à Moncorvo, « essayera de convaincre le Vicomte Palmerston de la justesse et de la nécessité d'empêcher la convention avec la Grande-Bretagne et l'Espagne, pour la conclusion de laquelle Votre Excellence reçoit ci-joint pleins pouvoirs, d'être décidée seulement pour le cas où l'ex-Infant entrerait en Portugal, ou que ses partisans oseraient soutenir, les armes à la main, ses prétentions ; elle doit avoir pour but de terminer la guerre civile fomentée par la coalition des Miguelistes avec les Septembristes, et stipuler l'entrée prochaine des troupes espagnoles dans le royaume, car si, par hasard, la rébellion actuelle triomphait des armes et des droits incontestables de la Reine, le résultat final et inévitable serait d'amener l'usurpateur sur son trône, car il ne vient pas d'Italie dans un autre but... Votre Excellence ajoutera que le Vicomte Palmerston comprendra sans nul doute qu'aucun compromis ne peut avoir lieu entre les belles et le Gouvernement de Sa Majesté ; il ne pourrait être que dérogatoire à Sa Majesté car cela mettrait la Junta d'Oporto de pair avec la Reine, ce qui est inadmissible (3) ».

Il est à noter que, dans ce document, aucune allusion n'est

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 209-211, Sainte-Aulaire à Guizot, 23 mars 1847. Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 359-361, Palmerston à Normanby, 26 mars 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 213-218, Guizot à Sainte-Aulaire, 2 avril 1847.

(3) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 229-235, Don Manoël de Portugal e Castro à Moncorvo, 19 mars 1847.

faite à la participation de la France à la conférence projetée pour régler l'intervention espagnole. Cependant, Palmerston venait de décider que si une convention devait être conclue, la coopération de la France raffermirait sa position, et le 31 mars 1847 il assura à Sainte-Aulaire que « si une intervention « avait lieu, rien ne se ferait qu'après délibération entre les « quatre puissances signataires du traité de 1834 (1) ».

Du reste, la note du Gouvernement portugais du 19 mars avec ses conditions était entièrement inacceptable pour Palmerston.

L'attitude de la France, la menace d'une intervention militaire isolée de la part de l'Espagne, décidèrent Palmerston à faire une dernière tentative pour arriver à un arrangement dans les affaires de Portugal, par l'entremise d'une médiation anglaise. Le 25 mars, dans un mémorandum, il exposait les conditions adoptées par le Gouvernement anglais. La substance de ce mémorandum était « qu'il n'y a, à présent, aucune « raison d'intervenir d'après les dispositions du quadruple « traité ». L'offre de médiation anglaise a été repoussée par le Gouvernement portugais à cause de l'intransigeance de Saldanha. Cette offre sera renouvelée non pas cette fois comme médiation, mais comme arbitration et elle sera liée par des conditions qui, dans l'esprit du Cabinet britannique, constituent un juste compromis entre la Junta et la Reine. Le Gouvernement britannique garantira cette convention. De cette manière, la guerre civile se terminera « sans l'intervention de l'Espagne ou de la France (2) ».

C'est dans le sens des idées exprimées dans le mémorandum, que Palmerston répondit à la demande d'assistance du Gouvernement portugais, et comme le Maréchal Saldanha refusait de servir d'intermédiaire pour la transmission des conditions de la Reine, le Gouvernement britannique offrit ses services et suggéra que le Colonel Wylde fût le négociateur entre la Reine et la Junta.

Palmerston déclarait : « Le Gouvernement de Sa Majesté « croit savoir que les arrangements que la Reine de Portugal « a décidé d'effectuer aussitôt après la soumission des rebelles « sont les suivants :

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 213-218, Guizot à Sainte-Aulaire, 2 avril 1847.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 361-367, *Mémoire* du 25 mars 1847.

« Premièrement, une amnistie complète et générale pour
« toutes les offenses politiques commises depuis le commence-
« ment du mois d'octobre dernier, et le rappel immédiat des
« personnes qui, depuis ce temps-là, ont été expulsées du Por-
« tugal pour des raisons politiques.

« Deuxièmement, une révocation immédiate de tous les dé-
« crets qui ont été proclamés depuis le commencement du
« mois d'octobre dernier et qui enfreignent ou qui sont en
« contradiction avec les lois établies par la constitution du
« royaume.

« Troisièmement, une convocation des Cortès aussitôt que
« les élections, qui auront lieu sans délai, seront un fait ac-
« compli.

« Quatrièmement, la nomination immédiate d'une adminis-
« tration composée d'hommes n'appartenant pas au parti des
« Cabral, ni à la Junta d'Oporto.

« Si la Reine accepte ces conditions, Wylde doit se rendre
« immédiatement à Oporto pour les faire connaître à la Junta.
« Il doit informer la Junta : premièrement, que ces promesses
« sont garanties par le Gouvernement, et, deuxièmement, que
« si elles sont repoussées par les rebelles, le Gouvernement
« britannique se concertera avec la France et l'Espagne pour
« aider la Reine à soumettre la Junta.

« Il est bien établi, cependant, entre les Gouvernements
« britannique et portugais, que si une telle convention deve-
« nait nécessaire, et si la révolte était réprimée par les me-
« sures décidées par les puissances, la Reine de Portugal de-
« vrait, l'insurrection une fois terminée, adopter les arrange-
« ments mentionnés ci-dessus (1). »

Telle était l'offre d'arbitration de Palmerston. Il est inutile
de faire remarquer que les conditions de l'accord étaient ex-
trêmement favorables à la Junta.

Dans sa correspondance particulière, Palmerston exposait
plus librement sa manière de voir. C'était juste au moment
où la nouvelle de la chute du Gouvernement de Sotomayor
et de la formation du Cabinet Pacheco-Salamanca arriva à
Londres. « Ce changement », écrivait Palmerston à Normanby,

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 236-239, Palmerston
à Seymour, 5 avril 1847.

« va nous permettre d'empêcher plus facilement l'intervention de l'Espagne en Portugal, car les amis du nouveau Gouvernement espagnol seront plutôt à Oporto qu'à Lisbonne (1) ».

Ecrivant à Seymour, il déclarait : « Si la Reine proteste très énergiquement contre l'amnistie générale, une ou deux exceptions peuvent être faites, mais même cela doit être évité si possible. La Reine fera mieux d'accepter les conditions, car si elle les refuse, elle sera probablement vaincue et forcée par la Junta de faire des concessions encore plus radicales. Si Saldanha fait mine de résister, on doit lui dire que nous le contraindrons aussi facilement que la Junta et qu'il fera bien de faire attention (2) ».

Normanby avait communiqué à Guizot la politique exposée dans les dépêches de Palmerston à Seymour et à Wylde (3). Guizot avait approuvé les décisions de Palmerston (4).

Seymour reçut, le 11 avril, les instructions du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, et il les communiqua immédiatement au Gouvernement portugais. Simultanément le Ministre espagnol à Lisbonne informa le Ministère de Lisbonne que le Gouvernement espagnol désirait que la tranquillité régnât bientôt en Portugal, et qu'il conseillait la concession de lois libérales, mais il ajoutait que la Reine ne devait pas être forcée quant aux conditions qu'elle voulait accorder, et qu'au cas où elle ne serait pas disposée à négocier, elle pouvait compter sur l'appui de douze mille baïonnettes espagnoles (5). Cette promesse était une violation aux assurances que M. Pacheco venait de donner à Bulwer (6). Ce fut en partie à cause de cette offre d'assistance de la part de l'Espagne que le Gouvernement portugais combattit si violemment l'arbitration britannique. Seymour écrivait que les difficultés pour la faire accepter étaient presque insurmontables. L'amnistie sans exception était le

(1) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 367-369, Palmerston à Normanby, 2 avril 1847. Voir aussi *Ibid.*, pp. 373-375, Palmerston à Normanby, 6 avril 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 369-373, Palmerston à Seymour, 3 avril 1847.

(3) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 273, Palmerston à Normanby, 6 avril 1847.

(4) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 221-222, Guizot à Sainte-Aulaire, 15 avril 1847, et *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 252, Normanby à Palmerston, 9 avril 1847.

(5) *Ibid.*, p. 275, Seymour à Palmerston, 12 avril 1847.

(6) *Ibid.*, pp. 257-258-263-264, Bulwer à Palmerston, 6, 7, 13 avril 1847.

seul point auquel la Cour entière et le Gouvernement s'opposaient le plus fortement. « Tous les conseillers qui ont été consultés prétendent qu'il y aurait du danger et du déshonneur à mettre une fin à la révolution sans insister sur l'exil temporaire de quelques-uns des chefs de la révolte (1). »

Saldanha s'opposait violemment à l'acceptation des termes de l'arbitration anglaise. Il déclarait au Vicomte de Oliveira : « Je suis convaincu que les conditions de l'Angleterre sont si inadmissibles que Sa Majesté pourrait répondre comme le fit Don Pedro à son père : « Sire, à un tel prix, je ne désire pas le trône (2) ».

L'attitude de Palmerston devenait menaçante et l'on craignait que si l'offre d'arbitration était repoussée, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre empêchât non seulement l'Espagne d'intervenir, mais s'arrangeât pour assurer, directement ou indirectement, la victoire à la Junta. La guerre tournait en faveur des insurgés, et, vers le 14 avril, le général rebelle, Comte Mello, poussa ses avant-gardes jusqu'au village de Piedale, à un kilomètre du débarcadère situé vis-à-vis de Lisbonne. Ce fut probablement à cause de l'impossibilité d'adopter une autre alternative que le Conseil d'Etat vota, le 15 avril 1847, l'acceptation de la médiation britannique, et en même temps on décida de faire une tentative pour s'assurer un compromis quant à l'amnistie sans exceptions (3).

Seymour fut alors assiégré de demandes de concession sur cet article de la médiation. On estimait que dix, douze ou dix-huit exceptions à l'amnistie générale seraient nécessaires. A toutes ces demandes, le ministre anglais répondait que ses instructions ne lui permettaient pas de s'écarter des conditions formulées par Palmerston (4).

Quand on s'aperçut que l'intransigeance de Seymour était inébranlable, on décida d'envoyer le Baron Renduffe, un libéral septembriste, à Londres, négocier directement avec Palmers-

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 281, Seymour à Palmerston, 14 avril 1847.

(2) Carnota, *op. cit.*, vol. II, p. 181, Saldanha à Viscount de Oliveira, 17 avril 1847.

(3) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 284, Seymour à Palmerston, 16 avril 1847.

(4) *Ibid.*, pp. 284-5, Seymour à Palmerston, 18 avril 1847.

ton (1). Pour certaines raisons on abandonna, cependant, presque immédiatement, cette idée et l'on supplia de nouveau Seymour de faire les concessions désirées (2). Seymour demeura inflexible.

La nouvelle de l'avance des insurgés vers Lisbonne avait été suffisante pour mettre en mouvement les troupes espagnoles, et une force de douze mille hommes fut dirigée vers le Portugal (3). Bulwer protesta de telle manière que Pacheco consentit, non seulement à arrêter l'avance des troupes, mais instruisit aussi le Ministre espagnol à Lisbonne de se joindre à Seymour pour engager vivement l'acceptation absolue de la médiation britannique (4).

La nouvelle du changement d'attitude de l'Espagne et le retrait de l'offre d'assistance détruisit le dernier espoir de la Cour et du Gouvernement en Portugal. Le 28 avril 1847, le Cabinet portugais annonça son entière et absolue acceptation des termes de l'arbitration anglaise (5). Afin de faciliter la médiation, le Ministère fut considérablement retouché. Les membres cabralistes furent renvoyés et des hommes d'opinion politique plus modérée furent choisis. Le Comte Tojal devint ministre des Finances et de la Marine, et Bayard entra aux Affaires étrangères. Seymour pensait que l'attitude du nouveau Ministère ne laissait rien à désirer. « ...Rien ne pouvait « surpasser l'empressement montré par M. Bayard et le Baron « Renduffe aux deux réunions, dans leur acquiescement sans « hésitation, réserve ou discussion de tous les désirs exprimés « par le Colonel Wylde (6). »

L'envoyé anglais et le Marquis d'Espâna, qui avait été choisi par le Gouvernement de Lisbonne pour l'accompagner, arrivèrent à Oporto le 5 mai. Wylde, après avoir lu les conditions de Palmerston, exprima le doute qu'elles fussent acceptées par les membres de la Junta, qui étaient très irrités contre l'intervention anglaise au moment où ils semblaient si près

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 287, Seymour à Palmerston, 19 avril 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 289-290, Seymour à Palmerston, 19-20 avril 1847.

(3) *Ibid.*, p. 268, Bulwer à Palmerston, 19 avril 1847.

(4) *Ibid.*, pp. 269-270, Bulwer à Palmerston, 20 avril 1847.

(5) *Ibid.*, pp. 301-302, trois dépêches, Seymour à Palmerston, 28 avril 1847.

(6) *Ibid.*, pp. 312-313, Seymour à Palmerston, 30 avril 1847.

d'une victoire décisive (1). Sa première entrevue avec das Antas, après son arrivée à Oporto, le confirma dans ses doutes. Das Antas fit des objections sur l'expression des termes, particulièrement sur les mots « amnistie » et « crime politique », et il demanda quelques garanties pour l'exécution des conditions offertes (2). Le lendemain, Wylde et d'Espâna eurent une entrevue avec la Junta, qui avait consenti à les recevoir. Das Antas parla dans le même esprit que le jour précédent ; le ton de ses déclarations ne permettait guère une conciliation (3). Des négociations furent cependant ouvertes entre les rebelles et Wylde et d'Espâna, la Junta ayant nommé deux de ses membres pour la représenter. Trois conférences eurent lieu entre les deux partis. A la première conférence, les représentants de la Junta demandèrent qu'on substituât : 1^o l'expression « Oubli perpétuel de tous les actes et opinions « politiques qui ont eu leur origine dans l'émeute de la nuit « du 6 octobre 1846 » à l'expression « Amnistie pour toutes « offenses politiques ; » 2^o les élections dont il était fait allusion dans l'article III devaient être directes, comme le voulait la loi du 22 juillet 1846, et non pas indirectes comme le prévoyait la Charte. Le Ministère auquel faisait allusion l'article devait être désigné, car celui nommé par la Reine, lorsqu'elle accepta la médiation anglaise, était presque uniquement composé de Cabralistes. Wylde répondit qu'il n'avait aucune autorité pour accéder à ces demandes. A la deuxième conférence, les représentants de la Junta insistèrent sur les modifications citées plus haut, et ils présentèrent dix articles que la Junta transmettait « à notre considération comme « étant nécessaires à l'explication et à la compréhension des « conditions offertes par la Reine ». Wylde les repoussa aussi et il pria énergiquement les rebelles de les retirer. La Junta refusa, et le 11 avril, quand ses représentants communiquèrent à Wylde le refus final de la Junta, il les informa que sa mission était terminée (4).

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, p. 291, Wylde à Palmerston, 14 avril 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 340-341, Wylde à Palmerston, 6 mai 1847.

(3) *Ibid.*, p. 341, Wylde à Palmerston, 7 mai 1847.

(4) *Ibid.*, pp. 349-350, Wylde à Palmerston, 12 mai 1847.

Le 14 mai, la Junta rejeta définitivement les conditions qu'on lui avait offertes, et après une dernière entrevue infructueuse Wylde quitta Oporto (1). Avant son départ il notifia à la Junta « que le Gouvernement britannique, d'accord avec les alliés de Sa Majesté Très Fidèle, prendrait immédiatement les mesures qu'il jugerait nécessaires pour aider la Reine de Portugal à rétablir la tranquillité dans son royaume (2) ».

Le refus de la Junta d'accepter les conditions anglaises forçait Palmerston d'accéder à une intervention armée en Portugal. Guizot s'aperçut que Palmerston ne pouvait plus éviter une coopération avec la France et l'Espagne, et, le 17 mai, il chargeait Jarnac d'en parler à Palmerston (3). Lorsque le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre apprit l'insuccès de la mission de Wylde à Oporto, il n'hésita plus à décider une Conférence entre les Ambassadeurs espagnols et français et le Ministre des Affaires étrangères du Portugal, afin de régler les dispositions d'une intervention. Cependant, cette Conférence ne fit pas beaucoup plus que ratifier le protocole dressé par Palmerston (4). Ce protocole indiquait de nouveau les conditions de l'accord telles qu'elles avaient été énoncées dans la dépêche de Palmerston du 5 avril, c'est-à-dire : 1^o Amnistie générale ; 2^o Révocation des décrets publiés depuis le 5 octobre ; 3^o Convocation immédiate des Cortès ; 4^o Nomination immédiate d'une administration qui ne devait être ni Cabraliste, ni composée des membres de la Junta. Pour amener la soumission des rebelles, les forces navales des trois puissances coopéreraient et un corps de troupes espagnoles « dont le nombre serait déterminé par les Gouvernements espagnols et portugais, entrerait en Portugal afin de coopérer avec les troupes de Sa Majesté Très Fidèle ; et ces troupes évacueraient le territoire portugais dans les deux mois après leur arrivée dans le pays, ou aussitôt que seront atteints les buts

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 357-360, Wylde à Palmerston, 15 mai 1847 ; la Junta à Wylde, 13 mai 1847 ; Wylde à la Junta, 15 mai 1847.

(2) *Ibid.*, pp. 359-360, Wylde à la Junta, 15 mai 1847.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 260-261, Guizot à Jarnac, 17 mai 1847.

(4) *Ibid.*, vol. DCLXVIII, pp. 5-8, 9-14, Jarnac à Guizot, 20-21 mai 1847.

« pour lesquels elles ont été appelées en Portugal (1) ».

Le protocole du 21 mai couronnait la politique de Palmerston en Portugal, quoiqu'il fût forcé par les événements de permettre une intervention à laquelle devaient prendre part la France et l'Espagne. Les conditions imposées étaient les conditions de Palmerston, et elles étaient, au fond, favorables aux insurgés. Dès le moment de la signature du protocole et de la subséquente intervention armée, la politique du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre échoua, car lorsque les insurgés furent forcés de se soumettre, la Cour s'arrangea pour éluder les conditions du protocole. Palmerston avait prévu cela. Le 26 mai, il écrivait à Seymour que les prétentions de la Cour et de la Junta devaient être combattues avec une force égale. Le Ministre anglais à Lisbonne devait assurer à la Junta que les clauses de l'accord étaient garanties par la France, l'Espagne et l'Angleterre (2).

Le 5 juin, das Antas avec ses troupes se rendit à la flotte anglaise. Le fort de Saint-Julien dans le port d'Oporto fut occupé par des marins anglais; on y installa un hôpital pour y soigner quelques insurgés blessés. L'amiral Parker promit qu'on ne les livrerait pas. En apprenant cette nouvelle, Palmerston réunit une nouvelle conférence des plénipotentiaires de France, d'Espagne et de Portugal au Foreign Office, et leur annonça que la Junta était disposée à accepter les quatre conditions de l'accord, et il suggéra qu'un protocole fut rédigé par les puissances, recommandant à Dona Maria « de maintenir « pleine et entière l'amnistie ». Jarnac et Moncorvo s'opposèrent tous deux à cette manière d'agir, et Palmerston dut se contenter de déclarer « que les quatre conditions de la médiation, et celle de l'amnistie surtout, devaient être observées par la Reine au même degré que si elles avaient été « acceptées dès l'abord par la Junta ». Moncorvo consentit à appuyer l'opinion de Palmerston auprès du Gouvernement portugais (3).

(1) *Correspondence relative to the Affairs of Portugal*, pp. 361-363, Protocole du 21 mai 1847 et *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 28-31 et 47-48, Jarnac à Guizot, 22 mai 1847 (inclus).

(2) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXLI, Palmerston à Seymour, 5 juin 1847.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 74-79, Jarnac à Guizot, 12 juin 1847.

Palmerston écrivit ensuite à Seymour « que la conférence « trouvait absolument nécessaire que l'entière et complète « amnistie offerte par l'entremise du Colonel Wylde, par Sa « Majesté Très Fidèle à la Junta et à ses partisans, devait « inclure non seulement toutes les personnes qui s'étaient « déjà rendues, mais aussi ceux qui, jusqu'à un certain jour « désigné pour cela dans une proclamation, déposeraient les « armes et reviendraient à l'obéissance légale... On devait « prier et aviser fortement le Gouvernement portugais de ne « pas perdre un seul moment pour publier cette proclama- « tion (1) ».

Dans une lettre confidentielle à Seymour, il écrivait : « Le « temps est venu d'avoir l'œil sur le Gouvernement portugais, « afin qu'il exécute fidèlement les quatre conditions qu'il ne « doit sous aucun prétexte éluder. Les hommes qui sont main- « tenant au pouvoir essayeront de remettre à plus tard les « élections et l'assemblée des Cortès, car ils craindront que les « élections ne tournent contre eux et que la majorité des Cor- « tès étant libérale ne les chasse du pouvoir... Mais ils doivent « se résigner à cela. Ce que nous avons voulu faire et ce que « le Gouvernement portugais s'est engagé à faire, c'est de « transférer du champ de bataille à l'enceinte du Parlement « le conflit politique des partis en Portugal (2)... »

La méfiance de Palmerston envers les intentions de la Reine s'accrut bientôt après que le protocole fut conclu. Le 22 juin, il écrivait : « Le Gouvernement de Sa Majesté regrette vive- « ment que des sentiments d'animosité de partis et des désirs « de vengeance personnelle continuent à animer le Gouver- « nement portugais au moment où il devrait employer toute « son énergie à chercher à calmer l'irritation, à réconcilier les « différences d'opinions, et à rallier autour du trône les divers « partis politiques qui divisent le Portugal. Il ne paraît que « trop certain que le Ministère portugais, tel qu'il est à pré- « sent constitué, n'est pas d'une neutralité telle qu'elle est « demandée par l'article IV des conditions offertes et accep- « tées par la Junta ; et vous devriez conjointement avec vos « collègues, s'ils sont de votre avis, ou sans eux, s'ils pensent

(1) *Archives du Foreign Office, Portugal*, vol. DCXLI, Palmerston à Seymour, 12 juin 1847.

(2) Bulwer, *op. cit.*, vol. III, pp. 383-5, Palmerston à Seymour, 13 juin 1847.

« différemment, démontrer vivement à la Reine et au Roi de Portugal combien il est urgent de mettre immédiatement « cet article en pratique (1) ». « Le Gouvernement que l'on « doit envisager ne devra être ni cabraliste, ni composé de « membres de la Junta (2). » Palmerston ne spécifiait pas que le Gouvernement ne devait pas être septembriste ; apparemment son interprétation de l'article IV était qu'un Gouvernement composé de Septembristes qui n'avaient pas été membres de la Junta ferait très bien l'affaire.

La plus grande opposition était soulevée à propos de l'amnistie. La Reine insistait pour que quatre des chefs insurgés, entre autres le Vicomte de Sa da Bandeira, fussent expulsés de Portugal. Palmerston était irrité. « Cette idée d'exiler pendant quelque temps quatre personnes est de nouveau ce « projet d'amnistie avec exceptions auquel le Gouvernement « portugais semble vouloir obstinément se cramponner, mais « auquel le Gouvernement de Sa Majesté ne donnera jamais « son consentement (3). »

« Aucune difficulté ne devrait surgir dans l'exécution fidèle « des engagements pris (4). »

Entre temps, les négociations étant arrêtées, le Général Concha à la tête d'un certain nombre de troupes espagnoles, entra en Portugal et s'avança sur Oporto. Wylde essaya une dernière fois de négocier, mais la Junta refusa de traiter sur les bases qu'il suggérait. Après un court combat avec les troupes espagnoles, la Junta se rendit. Le 7 juillet 1847, Saldanha et Concha entrèrent à Oporto (5). La guerre civile était terminée, et, à la suite de l'intervention des trois puissances, la Junta avait été forcée de se soumettre. Maintenant Palmerston était décidé à ne permettre aucune déviation aux clauses spécifiées dans le Protocole. Aussitôt la guerre terminée, il chargea Seymour de présenter à la Cour une série d'avertissements et de menaces, afin d'assurer la stricte exécution des conditions. Quelques jours après, il avertit le Gouvernement portu-

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXLI, Palmerston à Seymour, 22 juin 1847.

(2) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 25 juin 1847.

(3) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 26 juin 1847.

(4) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 26 juin 1847 (séparée).

(5) Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 199-202.

gais de ne pas espérer d'assistance étrangère. « Le Gouvernement de Lisbonne doit bien comprendre que, pour l'administration future du royaume et le maintien de l'ordre, ils « doivent s'appuyer sur les lois et sur leurs propres ressources, « et non pas sur l'assistance des puissances étrangères (1). »

En apprenant par Seymour que la Reine manœuvrait pour influencer les élections, afin de soutenir les Cabralistes, Palmerston écrivait : « Cette tentative de pervertir les formes du « Gouvernement constitutionnel pour rétablir un ministère « contre lequel deux fois déjà la nation s'est soulevée ne pourra « que conduire à une troisième révolte, et une troisième ré- « volte pourrait avoir des résultats extrêmement défavorables « aux intérêts de la Couronne (2) ».

Le Ministère qui était arrivé au pouvoir à la fin de mai n'avait jamais été considéré par Palmerston comme un ministère sans parti, tel que le demandaient les quatre articles. Il n'aimait pas et se méfiait de Saldanha (3) et il aurait voulu lui enlever toute autorité et toute influence. La nomination d'un ministère « composé d'hommes qui ne seront pas comme les « ministres actuels sous le contrôle du parti cabraliste (4) » était, suivant Palmerston, absolument nécessaire si l'on voulait éviter d'autres désordres (5). Finalement, il menaça la Reine de faire partir l'escadre britannique qui se trouvait dans les eaux portugaises, si elle ne nommait pas un ministère qui fût tel que le spécifiait l'article VI de la médiation (6). Les conseils et les menaces de Palmerston produisirent enfin quelque effet. Le 9 juin 1847, la Reine accorda une amnistie si libérale que même Palmerston n'y trouva rien à redire (7). Le 5 août, les envoyés de France, d'Espagne et de Portugal adressèrent une note au Gouvernement portugais demandant un changement de ministère en accord avec l'article IV du Protocole. Le 22 août, un nouveau Ministère fut formé. Il fut ap-

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXLI, Palmerston à Seymour, 14 juillet 1847.

(2) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 31 juillet 1847.

(3) *Ibid.*, vol. DCXLII, Palmerston à Seymour, 16 août 1847.

(4) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 13 août 1847.

(5) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 18 août 1847.

(6) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 13 août 1847.

(7) Pour le texte de l'amnistie, voir Carnota, *op. cit.*, vol. II, p. 177-8.

prouvé par Varennes, Ayllon (ministre d'Espagne, à Lisbonne) et Seymour (1). De ce côté aussi, Palmerston était satisfait, pour le moment du moins. Il découvrit bientôt, cependant, une autre raison pour se lamenter et s'indigner. Les élections qui devaient avoir lieu en automne étaient, suivant Seymour, préparées par le Gouvernement, et la Cour usait de nouveau de toute son influence pour amener le triomphe des Cabralistes. Palmerston écrivit une dépêche pleine d'indignation à Seymour. Ce dernier était chargé de protester vigoureusement contre « la manière inconvenante avec laquelle on avait préparé les listes électorales, et d'exprimer d'une façon énergique, chaque fois que vous en aurez l'occasion, à la Reine, au Roi et au Ministre, la nécessité absolue de réprimer immédiatement et énergiquement de tels abus ». Toute tentative de la part de la famille royale de ramener au pouvoir « ce parti politique qui est détesté de toute la nation... ne peut que causer des calamités semblables à celles dont l'Angleterre vient de délivrer la famille royale et le pays ; mais si, en conséquence de l'aveugle infatuation de ceux qui détiennent le pouvoir, ces malheurs survenaient encore, les trois puissances n'accepteraient plus aussi facilement d'intervenir (2) ».

Deux jours après, il donnait un avertissement encore plus énergique. « Seymour devait faire comprendre au Gouvernement portugais et à la Cour que si, par l'intervention illégale du Gouvernement ou du parti Cabral, soutenu par le Ministère, la liberté des élections n'était pas respectée, et que si des troubles éclataient par la suite, la responsabilité retomberait sur le Cabinet portugais ; et si, en conséquence de ces injustes procédés, surgissaient de nouveau un mécontentement général et une nouvelle guerre civile, le Gouvernement portugais ne devrait pas s'attendre à ce que le Gouvernement britannique intervînt encore pour appuyer ceux qui avaient violé leurs engagements envers la Grande-Bretagne (3). »

Ces avertissements, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre les répéta à plusieurs reprises pendant l'automne de

(1) Carnota, *op. cit.*, vol. II, pp. 203-207.

(2) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXLII, Palmerston à Seymour, 10 octobre 1847.

(3) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 12 octobre 1847.

1847 (1). Les importunités de Palmerston finirent par faire détester le Gouvernement britannique par la Cour à Lisbonne. Seymour suivait fidèlement les instructions qui lui étaient données. Vers la fin de novembre, une requête pour son rappel fut envoyée à Moncorvo ; celui-ci sachant qu'on refuserait la demande, désobéit à ses instructions et ne la présenta pas (2). Le but des réclamations de Palmerston était d'assurer la liberté des élections. Ce but ne fut pas atteint, du moins dans son estimation. La majorité des membres élus étaient des conservateurs. Les Septembristes étaient en minorité. Immédiatement après les élections, le Gouvernement du 22 août fut congédié, et Saldanha fut chargé de former un ministère. Tous les membres de son Gouvernement avaient servi dans le Cabinet de 1842 à 1845, avec Thomar. Un des premiers actes du Ministère Saldanha fut de réinstaller les deux Cabral à leurs postes de Conseillers d'Etat.

Palmerston était battu et il s'en rendait compte, sans doute. Malgré cela, il continua sa politique de menaces et de remontrances ce qui devait irriter non seulement la Cour et le Gouvernement, mais rendre aussi intolérable la vie de son Ministre à Lisbonne. Seymour était chargé « de protester contre l'illégalité des dernières élections » et il devait faire comprendre aux Ministres français et espagnol qu'il était de leur devoir d'en faire autant (3).

Saldanha nia, naturellement, que des irrégularités eussent été commises pendant les élections, et lorsque le 2 janvier 1848 les Cortès se réunirent, il déclara aux envoyés des trois puissances que les quatre articles du Protocole avaient été exécutés, voulant dire par là, sans doute, que le Gouvernement portugais en avait assez des conseils de l'Angleterre. La Reine dit à Seymour : « Nous serions très tranquilles, si l'étranger ne protégeait pas le patuleios (4) ».

Cependant, ni l'insuccès, ni les rebuffades ne purent arrêter Palmerston. Pendant toute la première partie de l'année 1848,

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCXLII, Palmerston à Seymour. Une série de dépêches en octobre et novembre 1847, notamment celles des 16 et 30 octobre 1847.

(2) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 30 novembre 1847.

(3) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 20 décembre 1847.

(4) Carnota, *op. cit.*, vol. II, p. 212, La Reine à Saldanha, 4 février 1848.

il continua à protester énergiquement (1). La Révolution de février à Paris et les soulèvements révolutionnaires en Italie, en Autriche et en Allemagne furent autant d'occasions pour sermonner en démontrant la morale des événements. « Le « Roi et la Reine de Portugal », écrivait-il au mois de mars 1848, « sont menacés d'un grand danger. Des réformes libérales « peuvent seules les en préserver ; sans elles une révolution « est inévitable (2). » Le Roi et la Reine pensaient différemment, et avec raison, car les mouvements révolutionnaires de 1848 eurent peu de répercussion en Portugal. Finalement, Palmerston comprit que son patronage du parti septembriste était inutile, et, en juillet 1848, il annonça que le Gouvernement britannique avait décidé de cesser d'intervenir dans les affaires du Portugal (3).

Pendant les trois années qui suivirent, les relations anglo-portugaises furent peu amicales. Palmerston ne chercha plus à se mêler à la politique intérieure du pays ; les quelques dépêches qu'il écrivit traitaient de questions peu importantes qui devaient être réglées entre les deux Gouvernements. La situation du Portugal empira au point de vue de Palmerston, lorsqu'en juin 1849 Thomar renversa le Ministère Saldanha et le remplaça au pouvoir. L'influence anglaise fut presque nulle sous le règne de Thomar. Mais ce dernier était extrêmement impopulaire en Portugal, et en mars 1851, des rumeurs circulèrent qu'un soulèvement se produirait bientôt contre lui. Palmerston était toujours prêt à aider toute combinaison tendant à renverser Thomar. Au reçu de la nouvelle, son premier acte fut comme toujours d'empêcher l'intervention espagnole en faveur de Cabral (4). Palmerston triompha lorsqu'au mois de mai 1851 Saldanha marcha à la tête de la révolution contre Thomar (5).

L'attitude de Palmerston s'était modifiée depuis 1847, et il regardait maintenant Saldanha comme l'homme qui pouvait

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCLXXX, une succession de dépêches, notamment Palmerston à Seymour, 10, 25, 26 janvier ; 25, 28 février et 16, 28 mars 1848.

(2) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 28 mars 1848, trois dépêches.

(3) *Ibid.*, France, vol. DCCXCIX, Palmerston à Normanby, 7 juillet 1848.

(4) *Ibid.*, vol. DCCXXXV, Palmerston à Seymour, 6 mars 1851.

(5) *Ibid.*, Palmerston à Seymour, 14 mai 1851.

le mieux servir les intérêts et l'influence britanniques, ce qui était la seule chose qui intéressait le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Comme en 1847, il fit retomber tout le blâme de la révolution sur la Reine. « Il est certain que l'appui « continu qu'elle a donné au Comte de Thomar, en dépit de « l'opposition de la majorité de la nation, lui a enlevé la con- « fiance et l'affection de ses sujets (1)... »

La révolution réussit ; Saldanha marcha sur Lisbonne le 15 mai à la tête de son armée ; Thomar prit la fuite, et Saldanha fut chargé de former un ministère. Palmerston écrivit à Sir Richard Pakenham, qui avait remplacé Seymour à Lisbonne, que le Gouvernement britannique était « d'accord avec « les intentions loyales proclamées par le Maréchal (Saldanha) « et avec la détermination qu'il a exprimée que le pouvoir « qu'on lui a confié serait employé à affermir le trône, à main- « tenir la constitution et à contribuer au bonheur et au bien- « être du peuple portugais (2) ».

Saldanha se rendait compte aussi qu'il était de son intérêt de se concilier Palmerston, et durant les derniers mois que ce Ministre resta au Foreign Office, les relations entre l'Angleterre et le Portugal furent amicales.

(1) *Archives du Foreign Office*, Portugal, vol. DCCXXXV, Palmerston à Seymour, 31 mai 1851.

(2) *Ibid.*, Palmerston à Pakenham, 24 juin 1851.

CHAPITRE V

La Révolution en Suisse

*« Les Jésuites ont été le prétexte
et non le but du soulèvement des radi-
caux. »*

Mémoires de Metternich,
vol. VII, p. III.

La situation diplomatique créée par la rupture de l'Entente cordiale apparut bientôt dans l'action des Trois Puissances Nordiques, en ce qui concernait Cracovie, et dans l'impuissance de la France et de l'Angleterre en face de leurs agissements. Un conflit qui se déroula dans la Confédération helvétique et qui aboutit à une crise, environ une année après, révéla encore plus clairement les résultats causés par le manque de coopération franco-anglaise. Comme on l'a fait remarquer dans un précédent chapitre, une des conséquences de cette rupture avait été de forcer Louis-Philippe et Guizot à se rapprocher des Trois Puissances Nordiques et de la politique de Metternich. Cependant, quel que fût le désir du roi de France et de son Ministre d'orienter la France vers l'Autriche, la tâche était réellement impossible. Guizot et Metternich avaient beau échanger des politesses et des flatteries, la France de la Monarchie d'Orléans restait irrévocablement opposée à la politique de la Sainte-Alliance, et Metternich savait bien que si la révolution éclatait en Italie, Guizot serait forcé de s'opposer à l'Autriche, même jusqu'à la limite d'une guerre (1).

Le conflit des partis en Suisse, en 1847, fut un prélude au mouvement révolutionnaire qui se développa l'année suivante. L'attitude prise par les Grandes Puissances Européennes et

(1) Pour la tentative faite par Guizot et Metternich pour former une entente, la mission Klindworth, etc., voir : Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 388-404, 331-333. Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VII, pp. 150-161, 167-171 et Hall, *op. cit.*, pp. 411-413.

par l'Angleterre devant ce soulèvement est une indication de leur politique respective envers cette fermentation révolutionnaire qui allait devenir de plus en plus irrépressible partout en Europe.

La crise, en Suisse, en 1847, fut une phase du conflit entre les partis réformistes et réactionnaires, lutte qui domine l'histoire européenne de 1815 à 1848. La révolution française de 1789 avait détruit en Suisse, comme ailleurs, les institutions et les anomalies du Moyen Age, et avait donné à la Suisse un solide gouvernement central au lieu de l'organisation cantonale, très relâchée, qui existait avant 1789. L'acte de médiation de Napoléon, en 1803, avait affaibli le pouvoir central ; mais les libertés octroyées par la révolution, comme l'égalité devant la loi, l'abolition des privilèges et la sauvegarde de la liberté personnelle avaient été maintenues. Le Pacte Fédéral de 1814-1815 diminua encore l'autorité centrale, en garantissant expressément la souveraineté cantonale. Il permettait ainsi aux Cantons de former des alliances entre eux, pourvu que ce ne fût pas au désavantage de la Confédération ; ceci ouvrit la voie à la Ligue du Sonderbund et à la guerre civile de 1847.

L'autorité centrale était une Diète composée d'un député de chaque canton. En 1815, il y avait vingt-deux cantons en y joignant Neuchâtel, qui faisait partie de la Confédération, quoiqu'il fut l'apanage du roi de Prusse. Une majorité de douze était donc nécessaire pour prendre une décision. La Diète siégeait alternativement à Zurich, Berne et Lucerne pendant deux années consécutives, et les Exécutives du Canton où se trouvait réunie la Diète devenaient, pendant cette période, les Exécutives Fédérales.

Dans une certaine manière, le Pacte Fédéral était un pas en arrière, en accord avec l'esprit réactionnaire du moment. L'égalité devant la loi n'était qu'imparfaitement assurée. Le droit de résidence en Suisse était soumis à la décision de chaque canton. La liberté religieuse n'était pas garantie.

De 1815 jusqu'en 1830 la réaction domina. Le contre-coup de la révolution de juillet à Paris et à Bruxelles fit passer une vague de libéralisme sur le pays. Presque toutes les constitutions cantonales furent revisées dans un sens démocratique. En 1832, on proposa de réformer le Pacte Fédéral, afin de donner plus de pouvoirs au Pouvoir Central. Cette décision fut en général

combattue par les cantons catholiques, et la Constitution revisée fut rejetée par une voix de majorité. Lucerne, quoique choisie comme capitale fédérale permanente, avait au dernier moment voté contre la nouvelle Constitution (1833).

La défaite des libéraux ou radicaux, comme Metternich les appelait, ne les découragea pas. Ils se mirent à travailler pour obtenir par la force ou la persuasion les réformes désirées. A cette conjoncture, la lutte politique se compliqua d'une question religieuse. Les conservateurs du Canton d'Argovie essayèrent vainement de renverser le gouvernement libéral. Cette tentative avait été appuyée par les catholiques et, l'on assurait aussi, par les monastères. Le Gouvernement libéral décida donc de supprimer tous les monastères. L'acte n'était pas constitutionnel, car les couvents étaient protégés par le Pacte de 1815. Les catholiques demandèrent qu'on les rétablît par la force des armes au besoin. Berne menaça d'appuyer le Gouvernement cantonal d'Argovie contre les catholiques. Les choses demeurèrent en suspens jusqu'en 1843, quand le canton consentit à rétablir quatre des monastères. La Diète considéra alors l'affaire réglée. Mais les cantons catholiques n'étaient pas de cet avis. Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Lucerne et le Valais protestèrent contre la violation du Pacte par le canton d'Argovie et la Diète. Dans une conférence tenue à Lucerne, où six cantons (le Valais était absent) étaient représentés, le maire de Lucerne, Seigwart-Müller, proposa la séparation d'avec la Fédération et la préparation pour un conflit armé (1). Ces propositions, auxquelles adhéra le Valais en 1844, furent les signes avant-coureurs de la Ligue du Sonderbund (2).

Quand la Diète se réunit en 1844, les sept cantons catholiques demandèrent le rétablissement des monastères d'Argovie. Argovie répliqua en demandant l'expulsion des Jésuites, que Lucerne était alors sur le point de rappeler. Ainsi la question des monastères se changea soudainement en une question des Jésuites.

La Diète tenta un moyen terme en repoussant les deux demandes. Lucerne prenant avantage de la décision (ou l'indécision) de la Diète, chargea les Jésuites de l'éducation su-

(1) Voir Kern, *Souvenirs politiques*, pp. 31-32.

(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1847.

périure dans le canton (24 octobre 1844). Les radicaux organisèrent alors des soulèvements armés, un dans l'automne de 1844 et un autre au printemps suivant. Dans ces luttes, les radicaux de Lucerne étaient assistés par les corps-francs des cantons radicaux, spécialement par Berne, mais ils furent chaque fois battus.

Le rappel des Jésuites à Lucerne et le triomphe des forces catholiques dans les deux rencontres armées avec les radicaux excitèrent la haine des réformistes en Suisse (1). Dans le canton de Vaud, le Gouvernement conservateur fut chassé et un Gouvernement radical le remplaça (février 1845).

Les élections du printemps 1845 à Zurich furent un triomphe pour les radicaux. Ochsenbein, un radical proéminent qui avait commandé les corps-francs dans la seconde attaque sur Lucerne, devint membre du Gouvernement exécutif de Berne, puis Vice-Président, et il devait certainement devenir Président de la Confédération, car le 1^{er} janvier 1847, Berne devint la capitale fédérale.

Les conservateurs et les catholiques se préparèrent à se défendre. Poussés par la tempête de sentiments anti-catholiques et anti-conservateurs, les sept cantons qui avaient souscrit à la déclaration de Seigwart-Müller à la Conférence de Lucerne de 1843 (Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Lucerne et le Valais) conclurent une alliance défensive, formant une ligue armée séparée, avec un Conseil de guerre présidé par Seigwart-Müller (11 décembre 1845). Cette alliance avait pour but de dominer la Confédération plutôt que d'effectuer une séparation. Ses buts étaient : « 1^o le rétablissement des monastères d'Argovie ; 2^o le maintien des Jésuites ; 3^o l'abandon des conceptions pour la révision du Pacte (2). Les conditions du Sonderbund devinrent publiques en juin 1846. Le Gouvernement exécutif, siégeant alors à Zurich, protesta contre elles, les jugeant contraires au Pacte fédéral, et il proposa la dissolution de la Ligue. La proposition fut appuyée par dix votes, douze étaient nécessaires pour obtenir une majorité. En octo-

(1) « Les Jésuites de Lucerne, de Fribourg et de quelques autres cantons, malgré l'extrême régularité de leur conduite et leur prudence habituelle, fournissent, par leur seule présence, un prétexte aux importunités du radicalisme et à ses mauvais desseins. » *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1847.

(2) Voir Circourt, « Les révolutions et les partis en Suisse », *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1847.

bre 1846, on s'assura un vote de plus, lorsque les radicaux de Genève expulsèrent, au moyen de coups de fusil et de barricades, le Gouvernement conservateur. Le douzième vote fut obtenu en mai 1847, lorsque les radicaux triomphèrent par une petite majorité dans le canton de Saint-Gall. La Diète se réunit à Berne en juillet, sous la présidence de Ochsenbein, et, le 20 juillet, elle décréta la dissolution du Sonderbund (majorité de douze votes contre dix) (1).

L'attitude de l'Autriche, ainsi que de la Prusse et de la Russie, dont les politiques à cette période étaient confinées dans l'orbite de Metternich envers le mouvement radical en Suisse, fut toujours hostile et même menaçante au mouvement radical en Suisse (2).

Depuis 1830 l'inquiétude de Metternich s'était accrue. En 1832, au moment où il était question de reviser le Pacte Fédéral, le Chef du Cabinet autrichien proposa l'intervention armée aux Puissances. La France et l'Angleterre refusèrent de se joindre à lui, et il craignit d'agir seul. Cette première tentative de Metternich vers une intervention en Suisse pour maîtriser l'esprit révolutionnaire, est une indication de la situation diplomatique pendant toute la durée du conflit. L'Autriche était prête à intervenir à n'importe quel moment, mais elle n'osait pas le faire sans la France, car en agissant seule en Suisse en faveur des conservateurs, elle eut inévitablement poussé les Français à soutenir les radicaux, et suivant la phrase d'un écrivain, dans la *Revue des Deux Mondes*, « ni l'Angleterre, ni la France ne pourraient sacrifier la cause libérale en Suisse sans abdiquer une portion de leur influence européenne (3) ».

Lorsque la lutte sur les monastères d'Argovie se transforma en une question des Jésuites et devint, comme le remarquait Metternich, « le prétexte et non le but » du mouvement radical, son inquiétude s'accrut. En février 1845, après la victoire radicale dans le canton de Vaud, les troupes campées près de la frontière suisse furent renforcées en vue de la possibilité d'une intervention (4).

(1) Kern, *op. cit.*, Articles divers dans la *Revue des Deux Mondes*, 1847.

(2) Circourt, *op. cit.*

(3) *Revue des Deux Mondes*, 14 février 1847.

(4) Metternich à Apponyi, 3 mars 1845 ; Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 107-109.

La deuxième tentative des radicaux pour renverser les conservateurs (qui échoua, mais qui indiquait néanmoins l'esprit dangereux des réformistes), ainsi que la victoire radicale à Zurich, décidèrent Metternich à essayer de pousser la France à l'intervention. Le 20 mai 1845, il pria Apponyi, ambassadeur d'Autriche à Paris, de suggérer à Guizot le formulaire suivant : « Les cinq puissances regarderaient l'anéantissement du Pacte de 1815, soit que cet anéantissement eût lieu d'une manière patente, soit qu'il s'effectuât sous l'égide d'un arrêté de la Diète, outrepassant, évidemment, les attributions que le pacte assigne à l'Autorité fédérale, comme un fait annulant les garanties que les actes du Congrès de Vienne ont accordé à la Suisse ; — et cela, sans préjuger les mesures ultérieures que l'intérêt du maintien de l'ordre et de la paix en Europe pourraient forcer les puissances à prendre (1). »

La politique de Guizot en Suisse avait été jusqu'alors celle du « juste milieu ». Il avait cherché à retenir les deux partis et à empêcher un conflit (2). Lorsque, au printemps 1845, une guerre civile parut imminente, Guizot écrivit au Marquis de Dalmatie à Berlin : « Si la guerre civile commence révolutionnairement en Suisse, nous ne devons, je crois, rien faire, ni même nous montrer disposés à rien faire avant que le mal se soit fait rudement sentir aux Suisses. Toute action extérieure qui devancerait le sentiment profond du mal et le désir sérieux du remède nuirait au lieu de servir. *En aucun cas, aucune intervention matérielle isolée de l'une des puissances ne saurait être admise ; et quant à une intervention matérielle collective des puissances, deux choses sont désirables ; l'une, qu'on puisse toujours l'éviter, car elle serait très embarrassante ; l'autre, que si elle doit jamais avoir lieu elle n'ait lieu que par une nécessité évidente, sur le vœu, je dirai même sur la provocation d'une partie de la Suisse recourant à la médiation de l'Europe pour échapper à la guerre civile et à l'anarchie* (3) ».

La proposition de Metternich en faveur d'une intervention fut donc repoussée par Guizot qui suggéra une note inoffensive

(1) Metternich à Apponyi, 20 mai 1845, Metternich, *op. cit.*, pp. 117-120.

(2) Guizot à Pontois, 30 septembre 1844 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 444-445. *Ibid.*, pp. 426-427.

(3) Guizot au Marquis de Dalmatie, 23 mars 1845 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 443-444. Les italiques sont de l'auteur.

à la Diète (Vorort) qui, tout en désavouant « toute intervention de la force matérielle », recommandait la modération (1).

A l'automne 1846, le coup d'Etat radical à Genève et la perspective du transfert du Gouvernement fédéral, à Berne, qui était le centre du parti avancé, assurèrent la prédominance des radicaux dans la Diète. L'élection de Pie IX produisit des secousses révolutionnaires en Italie ; enfin l'affaire des mariages espagnols venait de causer la rupture de l'Entente cordiale. Metternich décida donc d'essayer une fois de plus à engager la France dans une intervention en Suisse. Il proposa que les Puissances retirassent simultanément leurs représentants de Berne et que ceux-ci présentassent des notes déclarant « que les « Puissances, constamment disposées à entretenir avec la Confédération Helvétique les relations les plus franches d'amitié et « de voisinage, ne sauraient cependant vouer ces sentiments « qu'au Gouvernement central de la Confédération, qui assure sa marche sur la base sur laquelle cette même autorité est fondée ; c'est-à-dire sur le pacte qui, en 1815, a constitué « la Suisse en corps politique et en nation (2) ».

Il écrivait, Guizot était encore opposé à la politique de Metternich. « Il n'y a pas moyen de douter que l'intervention étrangère « n'excite en Suisse la plus forte répulsion. Le sentiment de « l'indépendance nationale y est général et énergique... Pour « que l'intervention étrangère y fût supportée, il faudrait que « la nécessité en fût évidente, absolue. Elle ne deviendra telle « que lorsque les maux de l'anarchie et de la guerre civile seront, « en Suisse, non pas seulement une perspective entrevue, une « crainte sentie par quelques-uns, mais des faits réels, matériels « pesant depuis quelque temps sur tous (3). »

Mais malgré l'opposition de Guizot envers les méthodes de Metternich et ses vues quant à l'inopportunité d'une intervention en Suisse, il était à peine moins troublé que le Chef du Cabinet autrichien par la victoire des radicaux. Et tandis que Guizot repoussait les ouvertures de Metternich, il jugeait bon de sonder Palmerston sur son attitude probable envers une

(1) Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 117-118. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 445-446, 447-448.

(2) Metternich à Apponyi, 11 et 16 octobre 1846. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 449. Voir aussi : Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 178-180.

(3) Guizot à Flahault, 22 octobre 1846 ; Guizot, *op. cit.*, pp. 449-454.

intervention en Suisse. L'attitude du Gouvernement anglais, en ce qui concernait la lutte des partis en Suisse, était, sous la direction d'Aberdeen, fort peu différente de l'attitude de Guizot. En février 1845, lorsque la question des Jésuites et le raid des corps-francs semblaient devoir bientôt plonger la Suisse dans la guerre civile, Aberdeen prévint la Diète des conséquences d'une modification du Pacte Fédéral (1). La démarche d'Aberdeen était motivée par son désir d'ôter à l'Autriche un prétexte d'intervention. Son attitude devint plus définie, trois mois plus tard, lorsque Westmorland, envoyé anglais à Berlin, écrivit que Guizot avait proposé d'établir une conférence des cinq puissances en Suisse pour surveiller la lutte qui se déroulait dans ce pays (2). Aberdeen répondit «... Que le Gouvernement de Sa Majesté espérait que la prudence et la fermeté des autorités cantonales et fédérales rendraient inutile l'idée d'une telle conférence (3) ».

Plus tard, en juin, lorsque Metternich proposa une note collective des cinq Puissances à la Diète (4), Aberdeen parut prêt à accepter les propositions du Chef du Cabinet autrichien, lesquelles étaient, selon lui, conformes à celles conseillées par le Gouvernement anglais à son Ministre en Suisse (5). Quant à Guizot, comme on l'a remarqué plus haut, il refusait de s'associer aux propositions de Metternich (6). Ce fut donc la faute du Président du Conseil français si la suggestion autrichienne n'eut aucune suite.

Il y a une contradiction évidente dans la politique d'Aberdeen, dans sa manière d'envisager les deux incidents que nous venons de mentionner. La contradiction n'existait probablement pas dans son esprit, car quelles que pussent être ses qualités d'amabilité et de bonté, il ne fut jamais très clairvoyant, et la proposition de Metternich ne lui semblait pas vouloir impliquer une intervention présente ou future dans les affaires

(1) Aberdeen à Morier, 11 février 1845, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 36-37.

(2) Westmorland à Aberdeen, 2 avril 1845, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 74.

(3) Aberdeen à Westmorland, 15 avril 1845, *Ibid.*, p. 77.

(4) Gordon à Aberdeen, 17 avril 1845, et *Mémoire* par Dietrichstein, 3 juin 1846, *Ibid.*, pp. 91-92.

(5) Aberdeen à Cowley, 3 juin 1845, *Ibid.*, pp. 92-93.

(6) Cowley à Aberdeen, 9 juin 1845, *Ibid.*, p. 93.

de la Confédération, tandis qu'une conférence de Ministres étrangers en Suisse suggérerait une intervention très directe. Cependant, en principe du moins, il adhérait à l'idée de garder le *statu quo* dans la Confédération. Le 24 juin 1845, il écrivit à Morier que le Gouvernement britannique désirait que l'on se rappelât que la position occupée par la Suisse dans le système européen dépendait du maintien du Pacte Fédéral de 1815, et que si l'on cherchait à modifier ce Pacte par une violence incompatible avec les principes fondamentaux sur lesquels il était basé, les puissances protectrices se verraient forcées d'agir, et ainsi la Suisse risquerait de perdre cette neutralité dont les différents gouvernements cantonaux avaient pu apprécier l'avantage (1).

Lorsque le Gouvernement de Peel tomba et que Palmerston redevint Ministre des Affaires étrangères, la politique britannique envers la Suisse changea considérablement.

Durant les premiers mois de son ministère, l'attention de Palmerston fut occupée par d'autres questions, et il parut prendre peu d'intérêt au conflit et à la réaction en Suisse. Peut-être pensait-il que la France retiendrait l'Autriche pour l'instant. Cependant, différent sur la politique d'Aberdeen qui désirait le *statu quo* et acquiesçait à l'attitude de Metternich, Palmerston s'opposait à toute intervention des Puissances en Suisse. Prenant partout le contrepoids du système de Metternich, il désirait le triomphe des radicaux et il était persuadé que si on laissait la lutte s'engager, sans intervenir, le parti avancé serait victorieux. Ici, comme partout ailleurs, Palmerston soutenait le parti le plus capable d'appuyer l'influence anglaise. Les jésuites, les conservateurs et le parti du Sonderbund gravitaient dans l'orbite de Metternich. Aussi, lorsqu'en novembre 1846, Guizot pria Jarnac de tâcher de connaître l'attitude de Palmerston, en ce qui concernait l'intervention étrangère en Suisse, l'Ambassadeur français répondit « que le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté... serait porté à ne se prononcer que dans les cas d'urgence extrême, pour une mesure quelconque d'intervention dans les affaires intérieures de cet Etat (2) ».

(1) Aberdeen à Morier, 24 juin 1845, *Correspondence* (Switzerland), pp. 95-96.

(2) Jarnac à Guizot, 13 novembre 1846, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 107.

L'hostilité de Palmerston envers la France, après l'affaire des mariages espagnols, forçait Guizot à chercher un rapprochement avec l'Autriche et à modifier son attitude sur les affaires de la Suisse. Sa position était délicate. Guizot et Louis-Philippe détestaient tous deux le mouvement radical en Suisse, et auraient vu avec satisfaction le triomphe des conservateurs. Toutefois, ils se rendaient compte qu'il ne fallait pas espérer pouvoir engager la France à intervenir en faveur des conservateurs suisses. Le premier acte de Guizot fut de rappeler le Comte de Pontois, Ministre français en Suisse, que sa résistance à la politique de Metternich rendait incapable de diriger la nouvelle politique de rapprochement de Guizot. Il fut remplacé par M. de Bois-le-Comte, dont le conservatisme et l'ardent catholicisme semblaient qualifier spécialement pour cette mission (1).

La première dépêche de Bois-le-Comte montre que son enthousiasme pour la cause du Sonderbund allait bientôt l'emporter bien au delà des intentions de Guizot. Après avoir hautement condamné la conduite des radicaux, il déclarait : « Il me semblerait donc très utile que, dès ce moment, vous réglassiez, d'une part avec l'Autriche, et d'autre avec notre Ministre de la Guerre, l'action éventuelle d'une intervention (2). » Guizot n'était pas préparé à supporter l'attitude prise par Bois-le-Comte, et il trouvait évidemment qu'il fallait le retenir. Il le fit venir à Paris et il lui donna des instructions verbales très explicites dont voici la substance : « l'ajournement de toute idée d'intervention étrangère en Suisse, jusqu'au moment où les souffrances et les impuissances de la guerre civile et de l'anarchie en auraient fait sentir à la Suisse elle-même l'opportunité (3) ».

Quelques jours plus tard, Guizot montra de nouveau son peu d'inclination à suivre la politique de Metternich. Celui-ci proposait qu'en janvier 1847, lorsque Berne deviendrait ca-

(1) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VII, p. 179. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 465-466. Le jugement final de Guizot fut que Bois-le-Comte était « trop prévenu pour le parti catholique et trop enclin à en espérer le succès ». Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 516-517.

(2) Bois-le-Comte à Guizot, 6 janvier 1847. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 463-464.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 467.

pitale fédérale, les représentants des cinq puissances fussent envoyés à Zurich (1).

A cela, Guizot répondit que cette manifestation lui paraissait peu propre à exercer une influence salutaire sur les dispositions des Cantons (2).

En réalité, Bois-le-Comte passa la plus grande partie de son temps à visiter les différents cantons et à écrire des comptes rendus très détaillés à Guizot, sur l'état des affaires en Suisse.

Palmerston ordonna à Peel, le chargé d'affaires en Suisse, de demeurer à son poste à Berne (3).

Dans ses instructions à Bois-le-Comte, Guizot exprimait nettement ses vues et sa position envers la République helvétique. Il voyait, écrivait-il, dans les progrès et l'attitude provocatrice du radicalisme un danger pour la neutralité suisse, à laquelle l'Autriche et la France tenaient pour des raisons d'intérêt dominant. La France et l'Autriche se trouvaient ainsi rapprochées par un même but, celui de se protéger contre les éléments destructeurs des doctrines révolutionnaires. Pour la France, elle allait, sans doute, s'exposer à la réprobation de l'opinion publique en s'alliant à l'absolutisme, afin de protéger les jésuites. Mais Guizot ne voyait pas d'autre alternative, car, en cas d'une guerre civile en Suisse, l'Autriche interviendrait et la France se verrait forcée de se joindre à elle ou de combattre contre elle. Il fallait donc, pour l'instant, agir de concert avec l'Autriche pour essayer d'arranger les choses pacifiquement. L'Ambassadeur du Roi en Suisse devait donc avoir trois objets en vue : « Convaincre l'Autriche de sa bonne « foi, persuader la Suisse de notre accord avec l'Autriche, évi- « ter de fournir au public français aucun fait, aucun acte dont « on puisse s'emparer et se faire une arme contre notre marche « en Suisse. Je spécifierai davantage cette pensée par son appli- « cation dans quelques détails. Les quatre légations d'Autri- « che, de Russie, de Prusse, de Bavière, voulant témoigner leur « mécontentement au Gouvernement de Berne, ont déclaré

(1) Peel à Palmerston, 21 décembre 1846, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 132.

(2) Guizot à Bois-le-Comte, janvier 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 145-154.

(3) Palmerston à Peel, 29 décembre 1846, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 132.

« qu'elles n'accepteraient pas de rapports personnels avec les
« membres de ce Gouvernement, et ont transporté leur rési-
« dence à Zurich. Elles invitent l'Ambassadeur du Roi à en
« faire autant. L'Ambassadeur du Roi restera à Berne, conser-
« vant, par ses rapports, la liberté de ses communications avec
« la Diète. Il se refusera ainsi à toute apparence d'un caractère
« de parti qu'il ne saurait être trop attentif à écarter de toutes
« ses démarches, mais en tenant cette conduite inattaquable
« aux yeux de la France, et si étrangère à toute ingérence
« dans les affaires intérieures de la Suisse, en adoptant cette
« attitude différente de celle de ses collègues d'Autriche
« et de Russie, il devra éviter que l'Autriche et la Suisse n'y
« voient une condamnation du système adopté par les quatre
« légations et un désaccord qui rendraient, au même instant,
« aux radicaux toute leur confiance ; à cet effet, il passera par
« Zurich en se rendant à Berne, et restera quelques jours à
« s'entendre amicalement avec ses collègues (1) ».

En avril, Guizot écrivit à Bois-le-Comte pour le prier de ne pas encourager les intentions guerrières du Sonderbund. Décourager toute tentative de guerre civile était, déclarait-il, le véritable but de l'entente Austro-Française, et il voulait qu'on s'en rendit bien compte à Lucerne, à Fribourg comme à Berne (2).

Probablement, le Président du Conseil français aurait accueilli avec empressement un compromis qui eût réglé les différends existant entre les deux partis. La victoire des radicaux dans le Canton de Saint-Gall, qui leur donna la majorité de douze votes à la Diète, poussa Metternich à tenter un nouvel effort pour engager la France dans une intervention. Il écrivit à Apponyi que les Puissances devaient considérer, quand il en était temps encore, les moyens les plus propres à prévenir une catastrophe en Suisse. Suivant Metternich, pour que les moyens fussent efficaces, il était nécessaire qu'ils fussent adoptés uniformément par les puissances jouissant d'une influence prépondérante en Suisse. Pour préserver la Suisse de la ruine, elles devaient l'avertir « ... *qu'elles ne souffriront pas que la souveraineté cantonale soit violente* », et l'état de paix matérielle dont « la Suisse jouit encore aujourd'hui, troublé par une prise d'armes

(1) Guizot à Bois-le-Comte, 26 février 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Suisse, vol. DLIV, pp. 213-226.

(2) Guizot à Bois-le-Comte, 14 avril 1847, *Ibid.*, vol. DLV, p. 108.

« de quelque côté qu'elle ait lieu ». C'était, suivant Metternich, le seul moyen de peser sur les décisions de la Diète. Les députés radicaux à Berne exécuteraient certainement leurs mauvais desseins... « à moins qu'une force majeure ne vienne s'opposer à la poursuite et à l'entier développement de ces plans et justifier ainsi les délégués des cantons s'ils ne passent pas outre... » et cette force majeure, déclarait le Chef du Cabinet autrichien, ne pouvait se trouver « que dans les déclarations énergiques et uni-
« formes des puissances... ». Les puissances devaient faire part de leur menace à la Diète au moyen d'une note collective que leurs représentants en Suisse présenteraient au Vorort, lorsque celui-ci tenterait de dissoudre le Sonderbund ou d'expulser les Jésuites. La note devait être présentée avant que les votes fussent passés par la Diète. Si Guizot acceptait ces propositions, il devait se charger de rédiger la note. L'Angleterre n'était pas comprise dans la proposition, mais Metternich désirait savoir de Guizot s'il était possible d'obtenir son adhésion au projet (1). Avant de recevoir une réponse de Paris, Metternich écrivit encore : « ...L'audace du radicalisme est déjà montée à un trop
« haut degré, par suite du succès qu'il a remporté dans les dif-
« férents cantons, pour que l'on puisse encore espérer de le
« dompter autrement qu'au moyen d'une attitude assez clai-
« rement dessinée et assez puissamment soutenue pour couper
« court à toute idée de résistance ». De plus, il proposait que si la Diète prenait des mesures contre le Sonderbund, les envoyés des Puissances devaient être priés de quitter le pays. Il ajoutait : « Nous prions M. Guizot de prendre particulièrement en
« considération l'éventualité à laquelle je fais allusion, et com-
« bien il serait important de munir d'avance les représentants
« des cours en Suisse d'instructions uniformes et aussi précises
« que possible, sur la conduite qu'ils auraient à tenir dans le
« cas d'éventualités qui laisseraient apparaître le séjour pro-
« longé des légations de nos Cours dans ce pays comme déro-
« gatoire à leur honneur et à la considération dont elles doi-
« vent jouir, si leur voix doit encore être écoutée (2) ».

La réponse de Guizot fut prompte et décisive, du moins en

(1) Metternich à Apponyi, 7 juin 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 451-454. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 455-456 (Extrait).

(2) Metternich à Apponyi, 20 juin 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 455-456.

ce qui concernait la proposition de Metternich. « La proposition « du Cabinet de Vienne », écrivait-il à M. de Flahault, « nous « paraît conduire nécessairement à une intervention armée ! « M. le Prince de Metternich croit, il est vrai, que la déclaration « des Puissances arrêterait la Diète et que tout finirait là. « Mais nous n'avons pas la même confiance dans le succès de « cette démarche. Nous croyons bien plutôt que la Diète, do- « minée par l'esprit radical et par les susceptibilités froissées « de l'amour-propre national, passerait outre à l'exécution de « ses résolutions. Les Puissances se trouveraient irrévocable- « ment et immédiatement entraînées à une intervention ar- « mée. Nous avons, dès le mois d'octobre dernier, signalé les « périls et écarté l'idée d'une telle politique. Si les maux de la « guerre civile et de l'anarchie avaient pesé sur la Suisse ; si une « douloureuse expérience avait éclairé, dans le parti radical même, « beaucoup d'esprits égarés, et rendu en même temps de la « force au parti modéré au sein de la Suisse, pour s'adresser à « l'Europe comme seule capable d'y rétablir l'ordre et la paix, « alors, seulement, l'action directe des Puissances pourrait « être efficace et salutaire... Le Gouvernement du Roi persiste « aujourd'hui dans la même conviction qui l'animait au mois « d'octobre en dehors des éventualités qu'il a prévues. Nous « ne saurions donc adopter le plan suggéré par M. le Prince de « Metternich et qui, selon nous, produirait presque infailli- « blement des conséquences qu'il ne désire certainement pas « plus que nous (1). »

Tel fut le refus formel de Guizot au projet de Metternich, et comme, sans la France, le Chef du Cabinet de Vienne ne pouvait pas agir, sa politique subit là un brusque échec (2). La dépêche de Guizot à Flahault ne contenait que la moitié de ce qu'il répondit à Metternich. L'extrait suivant est tiré d'une dépêche secrète écrite par Metternich au Baron de Kaiserfeld, envoyé autrichien en Suisse :

« Une lettre de notre ambassadeur à Paris éclaircit et révèle

(1) Guizot à Flahault, 25 juin 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Suisse, vol. DLVI, pp. 62-67. — Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 456-457 (Extrait). — Voir aussi Metternich à Kaisersfeld, 1^{er} juillet 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 456-461, et Guizot à Bois-le-Comte, 2 juillet 1847 ; Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 457-459.

(2) Metternich à Kaisersfeld, 1^{er} juillet 1847, et Metternich à Apponyi, 3 juillet 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 456-461, 464-466.

« le dessous des cartes du jeu qui vient de se jouer à Paris. « Il en résulte que si le Roi Louis-Philippe, par les calculs d'un « égoïsme étroit et timoré, répugne, avec raideur, à toute action « efficace de son Gouvernement en Suisse, M. Guizot, à la fois « plus éclairé et plus courageux, regrette que les Puissances se « condamnent elles-mêmes à un rôle de parfaite nullité, et il « voudrait arriver, par un détour, à les en voir sortir. L'idée que « l'Autriche, une fois que le désordre aurait commencé en « Suisse, intervint seule pour éteindre le feu, et que la France, « de son côté, prit alors position dans la Confédération, ne lui « déplairait pas. Les deux Puissances s'étant une fois rencontrées « de la sorte, finiraient, semble-t-il penser, par se tendre la « main dans un but d'ordre (1). »

Metternich recula immédiatement devant la proposition de Guizot dont il avait été informé avant la réception de la dépêche de ce Ministre du 25 juin. « Que l'Autriche ouvre la brèche, et la France suivra (2). » Voilà qui serait certainement, suivant l'opinion de Metternich, « une répétition d'Ancône (3) ». « Nous « ne tomberons pas dans un piège que, selon son intention, « je me plais à l'admettre, le Gouvernement français n'enten- « draient point diriger contre nous, mais dont l'effet serait mortel « pour le parti véritablement conservateur en Suisse, et qui tour- « nerait, en définitive, contre ceux mêmes qui nous l'auraient « tendu (4). » « Ce système, loin de servir le seul objet que les « deux Cours peuvent avoir en vue dans la Confédération hel- « vétique, irait droit contre le but... Si les forces autrichiennes « entraient en Suisse pour être suivies par des forces françaises, « l'entrée de ces dernières prendrait irrémédiablement l'appar- « rence d'une force française dirigée contre l'action autrichienne ; « l'événement serait la reproduction de celui d'Ancône (5). »

Une partie du plan d'action de Metternich en Suisse avait été d'écarter l'Angleterre de toutes les négociations (6). Gui-

(1) Metternich à Kaisersfeld, 1^{er} juillet 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII ; pp. 461-463.

(2) Metternich à Apponyi, 20 juin 1847, *Ibid.*, pp. 335-336.

(3) Metternich à Kaisersfeld, 1^{er} juillet 1847, *Ibid.*, pp. 461-463.

(4) Metternich à Apponyi, 20 juin 1847, *Ibid.*, pp. 335-6.

(5) Metternich à Kaisersfeld, 1^{er} juillet 1847 ; Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 463-466.

(6) Metternich à Apponyi, 7 juin 1847 ; *Ibid.*, pp. 451-454. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 467-468.

zot était apparemment opposé à cette tactique. Il écrivait à Flahault : « Je crois que non seulement il convient, mais qu'il « importe de s'entendre aussi avec l'Angleterre dans cette déli-
« cate circonstance, et de provoquer sur les affaires de Suisse,
« comme cela a été fait précédemment, son examen et ses réso-
« lutions sur tous les points (1). »

Les sentiments de l'opinion publique en France (et peut-être les objections de Louis-Philippe ?) empêchaient Guizot de se joindre ouvertement à l'Autriche pour écraser la cause radicale en Suisse (2).

Mais il désirait fortement obtenir ce résultat. Si le Gouvernement britannique pouvait être persuadé de se joindre à la France et à l'Autriche, l'intervention s'accomplirait peut-être sans offenser le sentiment national français. Ce fut en vue de cette idée que Guizot écrivit à Sainte-Aulaire quelques jours après son refus d'adhérer aux propositions de Metternich du 7 juin 1847 : « Le Gouvernement du Roi, persistant dans la ligne de
« conduite qu'il s'était tracée au mois d'octobre dernier et que le
« Cabinet de Londres avait alors paru approuver, écarte en ce mo-
« ment la pensée d'une intervention que des circonstances
« extrêmes pourraient seules, dans son opinion, rendre légitime
« et opportune ; mais en présence des dangers que peut faire
« éclater d'un moment à l'autre la politique violente malheureu-
« sement adoptée par un grand nombre de cantons, nous sommes
« disposés à faire entendre aux Suisses dans la forme la plus
« propre à leur inspirer de sincères réflexions, sans trop pro-
« voquer leur susceptibilité, des conseils et des avertissements.
« Je désirerais savoir si le Gouvernement britannique consen-
« tirait à leur tenir un langage analogue 3). »

Le Comte de Sainte-Aulaire fut remplacé à l'Ambassade de Londres par le Duc de Broglie, avant qu'il eût l'occasion de

(1) Guizot à Flahault, 25 juin 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Suisse, vol. DLVI, pp. 62-67. Un extrait de cette dépêche est donné par Guizot dans ses *Mémoires* (tome VIII, p. 468), en date du 5 juillet 1847, évidemment une erreur, puisque le document du quai d'Orsay porte la date du 25 juin 1847.

(2) Palmerston écrivait à Abercromby, en janvier 1847 qu'il était fort probable que l'opinion publique en France empêcherait le Gouvernement français de prendre part ou même d'acquiescer à une intervention en Suisse. Palmerston à Abercromby, 19 janvier 1847, *Archives du Foreign Office*, Sardinia, vol. CXL.

(3) Guizot à Sainte-Aulaire, 30 juin 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 88-89.

suivre les instructions de Guizot. Ainsi ce fut Broglie qui présenta la dépêche de Guizot. L'Ambassadeur français trouva Palmerston évasif et vague. D'abord, il déprécia la gravité de la situation, et prétendit qu'il n'existait aucun sujet d'alarme. Broglie fit remarquer que les propositions de Metternich « conduisent tout droit à une intervention armée » et que c'était une éventualité que la France cherchait à éviter. « Ce qu'il faut avant tout », déclarait Broglie, « c'est déterminer « M. de Metternich, et avec lui la Sardaigne, les petites puissances « allemandes, et, selon toute apparence, la Prusse et la Russie qui « n'ont que des paroles et non des soldats à envoyer ici, à les « détourner de prendre vis-à-vis de la Diète une attitude menaçante. C'est de faire adopter à M. de Metternich un langage « mesuré et une conduite qui ne compromette pas l'avenir. Nous « le pouvons probablement, si nous lui donnons l'espérance « de réunir toute l'Europe, y compris la France et l'Angleterre, « dans une démarche identique ; si nous concertons un langage « commun, il sacrifiera à cet avantage ses velléités belliqueuses ; « mais si l'Angleterre se tient à l'écart, il persistera, il ne trouvera plus assez de profit à subordonner son langage au nôtre, « et il aura raison à certains égards ; devant toute l'Europe « réunie, la Diète hésitera ; devant l'Europe divisée, elle se « sentira en pleine confiance. » Le facile raisonnement de Broglie produisit fort peu d'effet sur l'esprit de Palmerston. Il ne répondit pas directement, et lorsque Broglie lui demanda s'il devait prendre son silence pour un refus « à toute espèce de concours », Palmerston répliqua : « pas absolument : mais il faudrait que le langage adressé à la Diète fût amical, bien général, « bien exempt de toute signification comminatoire (1) ».

Quelques jours plus tard, Broglie se présenta de nouveau au Foreign Office pour communiquer à Palmerston les instructions envoyées le 2 juillet 1847 à Bois-le-Comte. L'extrait suivant indique la substance de ces instructions : « La position de la « Suisse est telle qu'elle ne peut être livrée à l'anarchie ou à des « troubles prolongés sans que plusieurs des principaux Etats du « continent en ressentent le dangereux contre-coup. Si la Suisse « se plaçait en dehors des conditions qu'elle a acceptées, si elle

(1) Broglie à Guizot, 5 juillet 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 108-113. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 468-474 (Extrait),

« devenait pour ses voisins un pays d'agitation et de propagande révolutionnaire qui compromettrait leur repos, ils seraient certainement en droit de se croire déliés eux-mêmes de leurs engagements (1). »

Les réponses de Palmerston furent encore très vagues. Cependant, il accepta d'envoyer des instructions à peu près identiques (2).

Le 12 juillet, lorsque Broglie revit Palmerston, il parut plus enclin à coopérer avec la France. Broglie écrivit à Guizot que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre était d'accord « que le langage de l'Angleterre, sans avoir, dans la forme, toute l'autorité que peut nous donner notre position limitrophe à l'égard de la Suisse, doit cependant être conçu dans le même esprit. » Mais lorsque Broglie parla « d'un projet de médiation » que Guizot était en train de considérer, Palmerston objecta immédiatement et fit remarquer « les inconvénients d'une médiation qui peut conduire dans l'avenir à prendre un rôle plus direct et plus actif (3). » Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre agissait avec la plus grande prudence. Il désirait ardemment le succès du parti radical en Suisse et empêcher l'intervention étrangère en faveur du Sonderbund. Mais, par la rupture de l'Entente cordiale, il semblait presque impuissant à aider efficacement les radicaux ou à influencer l'action des puissances continentales. Les ouvertures de Guizot lui donnèrent l'occasion qu'il cherchait. Sans la France, l'Autriche n'osait pas intervenir, le refus de Guizot de se joindre ouvertement à l'Autriche et ses suggestions d'un accord avec l'Angleterre permirent à Palmerston de retenir l'Autriche par l'entremise de la France. Ce fut en vue de ce but qu'il consentit à envoyer des instructions à peu près semblables à celles écrites par Guizot à Bois-le-Comte, au Ministre Anglais en Suisse. Il ne désirait nullement que la pression exercée sur la Diète par la France et l'Angleterre la détournât de son but. La cause radicale était la cause de l'intérêt et de l'influence britannique. Le changement de représentant diplomatique en Suisse, à cette

(1) Guizot à Bois-le-Comte, 2 juillet 1847, *Ibid.*, Suisse, vol. DLVI, p. 104. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 459-463 (Extrait).

(2) Broglie à Guizot, 7 juillet 1847, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 474-475.

(3) Broglie à Guizot, 12 juillet 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 119-122.

époque, indique bien les dispositions de Palmerston. Sir Robert Morier, le Ministre anglais, était en congé en Angleterre dans l'été de 1847 ; Palmerston refusa de le laisser retourner à son poste. La raison était évidente. Morier avait, pendant l'année 1846, montré de l'aversion pour la cause radicale, et le 18 février 1847, il avait écrit un long memorandum dénonçant et condamnant le mouvement réformiste (1). Lorsque Palmerston vit ce document, il dut décider immédiatement que Morier n'était pas l'homme qui devait représenter l'Angleterre en Suisse dans ces moments critiques. Son motif en rappelant Morier est tout aussi apparent que celui de Guizot lorsqu'il rappela Ponthois (2). Palmerston laissa l'Ambassade en Suisse aux soins du jeune Peel, fils de Sir Robert Peel. Peel suivait avec ardeur la politique de Palmerston, et comme Bois-le-Comte, il outrepassait quelquefois la lettre et les intentions de ses instructions.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre ayant promis à Guizot d'envoyer des recommandations à son Ministre en Suisse, semblables à celles envoyées à Bois-le-Comte, écrivit à Peel le 3 août, lui demandant d'exprimer à M. Ochsenbein la satisfaction que le Gouvernement britannique éprouvait en apprenant qu'il était décidé à maintenir l'ordre intérieur en Suisse. Il ajoutait que sa position officielle et son caractère énergique lui permettraient d'employer les meilleurs moyens pour calmer les passions et empêcher un conflit entre les Cantons (3).

Lorsqu'on considère que le 30 juillet la Diète avait voté la dissolution du Sonderbund, et quelques jours après avait désigné un comité de sept membres pour étudier d'autres réformes, la double entente de la dépêche de Palmerston apparaît clairement.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre eut, sans doute, préféré que la Diète accomplisse la dissolution du Sonderbund sans avoir recours aux armes. Il croyait que la victoire des radicaux pourrait être assurée par le rappel des Jésuites par le Pape, leur présence en Suisse ayant été la cause du con-

(1) *Mémoire*, par Morier, 18 février 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 138-142.

(2) Voir Wemyss, *Memoirs and Letters of Sir Robert Morier*, vol. I, pp. 38 sqq.

(3) Palmerston à Peel, 3 août 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 158-159.

flit. Le 19 août, il envoya une note à Paris proposant que la France employât son influence à Rome pour décider le Pape à rappeler les Jésuites (1). En même temps, il fit le geste diplomatique, bien peu sincère, de demander à Metternich de persuader le Sonderbund de se soumettre à la Confédération (2).

Le but de Palmerston était sans doute d'exprimer à Metternich, d'une manière indirecte, ses sentiments envers le Sonderbund qu'il caractérisait comme « clairement contraire avec l'esprit et la lettre du Pacte fédéral (3) ». Metternich exécuta cette mystification. « M. de Kaisersfeld, notre Ministre en Suisse, fut, par conséquent, chargé par moi d'instruire confidentiellement M. Siegwart-Müller, ancien maire de Lucerne et Président du Conseil de la Ligue, des paroles dont Lord Ponsonby s'était rendu l'interprète envers moi, et de le prier en même temps de me faire connaître au plus tôt la réponse qu'au nom de la Ligue il pourrait donner à l'insinuation du Cabinet anglais (4). »

Le Sonderbund comprit naturellement la farce et renvoya un refus péremptoire (5). Palmerston remercia Metternich pour la peine qu'il s'était donnée (6).

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait aussi suggéré à Guizot d'exercer son influence pour faire revenir les sept Cantons dans les limites légales de la Constitution helvétique (7). A cela Guizot n'avait pas répondu.

Entre temps, les événements en Suisse faisaient prévoir bientôt la guerre civile. On ne peut nier que Ochsenbein et son parti considéraient la guerre comme le meilleur moyen d'obtenir la suprématie radicale (8).

(1) Palmerston à Normanby, 17 août 1847, *Ibid.*, pp. 161-162.

(2) Palmerston à Ponsonby, 9 et 17 août 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV, et *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 159-164.

(3) *Ibid.*

(4) Metternich à Apponyi, 29 septembre 1847 ; Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 482-484, et Palmerston à Ponsonby, 5 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCV.

(5) Ponsonby à Palmerston, 29 septembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 174-181.

(6) Palmerston à Ponsonby, 12 octobre 1847, *Ibid.*, p. 181.

(7) Palmerston à Normanby, 17 août 1847, *Ibid.*, pp. 161-162.

(8) Si les conversations entre Ochsenbein et Bois-le-Comte, en juin 1847, sont rendues avec exactitude par ce dernier, le cas est établi. Voir Bois-le-Comte à Guizot, 4 juin 1847. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 438-442.

Le 16 août, la Diète décida par une majorité de treize votes contre neuf, que la révision du Pacte Fédéral devait être étudiée. Le 3 septembre, elle vota par une majorité de douze contre dix l'expulsion des Jésuites. La Diète et le Sonderbund se préparèrent dès lors à combattre.

Comme on l'a remarqué plus haut, l'opinion de Palmerston sur le meilleur moyen d'amener le triomphe de la cause radicale en Suisse différait de celle d'Ochsenbein. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre aurait préféré voir l'affaire réglée pacifiquement. Il craignait probablement qu'en cas d'une victoire radicale (qui paraissait presque certaine, d'après les moyens et les ressources dont disposait ce parti), il serait incapable de retenir l'Autriche et la France. Aussi, jusqu'au moment de l'ouverture des hostilités entre la Diète et le Sonderbund, Palmerston travailla en vue d'une conciliation. Sa première démarche, à cet effet, fut de prier Minto, qui se rendait en mission spéciale en Italie, de s'arrêter en Suisse pour faire part de l'opinion de Palmerston à la Diète (1). Dans ses instructions à Minto, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déclarait que le Gouvernement britannique regrettait fort les dissensions qui s'étaient élevées entre les différents cantons et qui menaçaient d'amener une guerre civile, éventualité que le Gouvernement Britannique considérait avec anxiété, surtout si d'autres puissances venaient à prendre part à la lutte. Aussi le Gouvernement de Sa Majesté recommandait à tous les partis en Suisse la modération, et conseillait instamment que chaque parti fit des concessions plutôt que d'avoir recours à la guerre, dont les conséquences seraient lamentables. Le document se terminait par un paragraphe rappelant à la Diète que toute modification du Pacte Fédéral accomplie par la force des armes amènerait l'intervention étrangère et que le principe sur lequel reposaient les arrangements du Traité de Vienne envers le Sonderbund était la souveraineté respective des Cantons (2).

Une partie de ce document était évidemment destinée au

(1) Palmerston écrivit à Peel que Minto était envoyé en mission spéciale en Suisse pour discuter avec le Gouvernement sur divers points importants au sujet des affaires actuelles de la Suisse. (Palmerston à Peel, 16 septembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Suisse, vol. LI.)

(2) Palmerston à Minto, septembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. I. *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 171-172.

monde diplomatique. Mais, en général, il exprimait bien la politique de Palmerston à cette époque. Il eut besoin, cependant, de faire savoir aux Puissances que les conseils de modération que Minto devait donner à la Diète n'impliquaient aucun changement d'attitude de la part du Gouvernement anglais envers l'intervention étrangère (1).

Un autre fait à noter, qui jetterait un doute sur la sincérité des instructions de Palmerston à Minto, si l'on ne possédait pas les deux dépêches citées ci-dessus, est que, suivant Minto, il ne reçut ses instructions qu'après qu'il eut quitté la Suisse. « *Quoique ne possédant ni lettres de créances, ni instructions qui me sont parvenues plus tard* (2), je décidai de faire un « détour par Berne pour avoir l'occasion de m'entretenir avec « le Président de la Diète (3)... »

Minto était naturellement très au courant des opinions du Cabinet britannique dont il était un membre (Lord Priory Seal) et les conseils qu'il donna à Ochsenbein étaient en substance ceux contenus dans les instructions que lui transmettait Palmerston. Il conseilla la modération et d'éviter un conflit armé, ainsi que tout changement fondamental du Pacte Fédéral (4). Même, Bois-le-Comte était convaincu que les conseils de Minto étaient pacifiques (5).

Les tentatives de Palmerston pour obtenir le rappel des Jésuites par le Pape montrent bien son désir de voir triompher sans lutte armée le parti radical en Suisse. Minto avait suggéré cette solution à Ochsenbein, qui avait déclaré que cela supprimerait la plupart des difficultés existant entre la Diète et le Sonderbund, qui n'aurait plus alors de raison d'être (6).

Minto avait discuté la question avec M. Corboli Bussi, un représentant papal à Turin, qui avait promis d'en parler au Pape (7).

(1) Palmerston à Peel, 5 octobre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 174.

(2) Les italiques sont de l'auteur.

(3) Minto à Palmerston, 4 octobre 1847, *Correspondence* (Switzerland), pp. 183-185.

(4) *Ibid.*

(5) Bois-le-Comte à Guizot, 3 octobre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Suisse, vol. DLVII, p. 105.

(6) Minto à Palmerston, 4 octobre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 183-185.

(7) *Ibid.*, octobre 1847, pp. 185-186.

Le 22 octobre, Palmerston pria Minto de persuader au Gouvernement romain de retirer les Jésuites de la Suisse le Pape ayant en sa puissance le droit de supprimer une cause de discordes qui menaçait de se terminer par une guerre civile (1). Le Pape refusa d'agir.

Ce fut peut-être pour complaire au Gouvernement britannique que la Diète fit un geste de conciliation. Le 11 octobre, une assemblée extraordinaire de la Diète décida des mesures pour exécuter les décrets ordonnant la suppression du Sonderbund et l'expulsion des Jésuites. Cependant, « avant de pro-
« céder à ces extrémités », une députation de deux commissaires fédéraux portant une proclamation de la Diète fut envoyée dans les Cantons du Sonderbund. La proclamation déclarait la ligue des Sept cantons illégale, mais ajoutait : « la Diète
« Fédérale ne veut point l'oppression des Confédérés, point l'a-
« néantissement des Souverainetés Fédérales, point de Gouver-
« nement unitaire, point de violation de vos droits et de vos
« libertés, point de danger pour votre religion ». Sous la garantie de ces déclarations, les Cantons du Sonderbund étaient priés de se soumettre à l'autorité de la Diète (2). Comme on pouvait s'y attendre, le Sonderbund repoussa les propositions du Vorort. Le 29 octobre, les députés des Cantons du Sonderbund quittèrent la Diète, et le 4 novembre la Diète ordonna la suppression du Sonderbund par la force des armes.

Palmerston avait vu avec anxiété l'approche de la guerre civile en Suisse, et, le 29 octobre, il fit une dernière tentative pour ramener la Diète à une politique de conquête pacifique. Il représenta les calamités qu'entraîne toujours une guerre civile et conseilla au Vorort de réfléchir avant de s'engager dans une lutte qui amènerait sans doute l'intervention des puissances étrangères, et qu'ainsi, à la dévastation et aux horreurs de la guerre, viendrait s'adjoindre l'établissement permanent de l'influence étrangère dans les affaires intérieures de la Suisse (3). Dans une dépêche séparée, écrite à la même date, Palmerston priait Peel de dire à M. Ochsenbein que lorsque Lord Minto se-

(1) Palmerston à Minto, 22 octobre 1847. *Ibid.*, pp. 188-189.

(2) Proclamation de la Diète, et Peel à Palmerston, 18, 19, 22, 28 et 30 octobre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 189-195, 198-200, 201-209. Aussi Kern, *op. cit.*, pp. 38-48.

(3) Palmerston à Peel, 29 octobre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 195-196.

rait à Rome, il chercherait à persuader le Pape d'agir pour retirer les Jésuites de la Suisse, et qu'il était important que cette négociation ne fût pas gênée par une décision violente de la Diète. Car si la guerre éclatait entre protestants et catholiques, il serait presque impossible au Pape de faire des démarches qui pourraient être considérées comme un abandon des intérêts catholiques en Suisse (1).

Ces notes ne parvinrent à Peel qu'après l'ouverture des hostilités. Il est d'ailleurs douteux que si elles étaient arrivées plus tôt, elles eussent pu influencer le cours des événements.

Dès le moment où éclata la guerre civile, la politique de Palmerston entra dans une nouvelle phase. Les forces relatives des deux partis semblaient indiquer que, sans intervention étrangère en faveur du Sonderbund, la Diète remporterait une victoire facile (2). Telle était, du moins, l'opinion de Palmerston (3). Les buts de sa politique étaient alors d'empêcher, si possible, l'intervention étrangère en Suisse ; si l'intervention ne pouvait être évitée, de la retarder aussi longtemps que possible et de faire des conditions favorables aux radicaux. Sur ce dernier point, sa politique en Suisse était identique à sa politique en Portugal.

Guizot avait jusqu'au moment de l'ouverture des hostilités résisté « aux pressantes instances de l'Autriche de suivre son exemple, en formant un cordon militaire sur la frontière de la Suisse (4) ». Des munitions avaient été envoyées en contrebande de la France au Sonderbund. Mais Guizot avait refusé de se laisser entraîner par la politique de Metternich. Lorsque la guerre éclata, il proposa immédiatement au Gouvernement britannique une médiation des Cinq Puissances. La substance de sa première proposition était comme suit :

(1) *Correspondance relative to the Affairs of Switzerland.*

(2) La Diète avait une armée de 100.000 hommes, et 260 canons ; le Sonderbund 79.000 hommes et 74 canons (de qualité inférieure). Les troupes de la Diète étaient mieux entraînées et mieux équipées. La Diète pouvait tirer des ressources de quinze cantons, le Sonderbund de sept seulement. L'opinion de Palmerston sur la supériorité militaire de la Diète était basée sur les rapports de Peel et sur les lettres écrites au « Spectator » par l'historien Grote, qui vivait alors en Suisse. Voir Grote, *Seven Letters on the recent politics of Switzerland*, London, 1847.

(3) Palmerston à Minto, 11 novembre 1847, *Palmerston*, par Ashley, vol. I, pp. 7-10.

(4) Guizot à Broglie, 28 octobre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 255-256.

1^o Approuver et appuyer l'idée de l'arbitrage du Pape dans les questions religieuses.

2^o Offrir aux Etats de la Confédération leur propre médiation pour les questions politiques. Une conférence où les représentants des 22 Cantons et des Cinq Puissances s'assembleraient, à un endroit près de la Suisse, pour examiner : 1^o les moyens de conciliation, dans la crise actuelle ; 2^o les modifications à apporter dans l'organisation de la Confédération pour que cette crise ne puisse pas recommencer.

« En même temps que nous ferions cette offre à la Suisse, « nous inviterions formellement les parties belligérantes à « cesser la guerre civile, en leur faisant entendre que si elles refusaient notre proposition et persistaient dans la guerre, nous « considérerions la Confédération comme n'existant plus, nos « engagements envers elle comme déliés, et que nous aviserions (1) ».

Palmerston, sans repousser absolument l'idée d'une médiation, émit plusieurs objections qui, d'après lui, la rendaient peu désirable. Il déclara à Broglie qu'elle se terminerait par une intervention armée, ce qui créerait « un fâcheux précédent pour « l'intervention injustifiée des Puissances en Suisse ». Et il avoua franchement à l'Ambassadeur français ses soupçons quant aux motifs français : « Vous ne voulez pas démembrer la Suisse, mais y exercer une certaine influence... Vous voulez « faire une croisade contre les radicaux ». Au lieu d'une médiation, Palmerston proposa de « demander tout simplement au Pape de rappeler les Jésuites (2). »

Guizot revint cependant à la charge. Le 9 novembre, Broglie communiqua à Palmerston le projet d'une note qui devait être présentée par chacune des Cinq Puissances à la Diète suisse. C'était une amplification de la note du 4 novembre, de Guizot. Après avoir fait valoir les efforts faits par le Gouvernement français pour arriver à un règlement pacifique de la controverse entre les cantons en Suisse, il déclarait : « La « Confédération, à vrai dire, n'existe plus que de nom. Dans « cet état de choses, le Gouvernement du Roi a compris que de

(1) Guizot à Broglie, 4 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 210-211.

(2) Broglie à Guizot, 6 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 24-28.

« nouveaux devoirs lui étaient imposés. Les Puissances signataires des traités ne peuvent, en effet, demeurer indifférentes « à la destruction imminente d'une œuvre aussi étroitement « liée à leurs propres intérêts. » Les Puissances qui participèrent aux Traités de 1815 ont, par cet acte, un droit à participer à tout changement fait dans cet arrangement. Ainsi, les puissances, « pour régler la question religieuse, invitent les parties « belligérantes à la déférer, d'un commun accord, à l'arbitrage du Pape. Quant à la question politique, c'est-à-dire « tout ce qui touche aux rapports des vingt-deux Cantons souverains avec la Confédération, les Cinq Puissances offrent leur « médiation ». Guizot proposait à nouveau une assemblée des représentants des Cantons et des Cinq Puissances pour examiner les moyens de conciliation, etc., et si les représentants de la Suisse refusaient d'écouter les représentations des Puissances, il aviserait (1).

Le Cabinet de Berlin accepta sans réserves le projet de Guizot (2).

Le Cabinet de Vienne l'accepta en substance, quoique Metternich le considéra trop doux et suggéra quelques modifications (3).

La Cour de Russie n'eut pas le temps de répondre, mais il fut entendu que Metternich répondait pour le Tzar.

L'attitude de Palmerston était tout à fait différente. Avant de recevoir le projet de Guizot, il avait élevé contre la médiation « toutes sortes d'objections, de difficultés, de moyens « dilatoires (4) ». Broglie écrivait : « J'ai trouvé Lord Palmerton très récalcitrant, très décidé au début (5) ». Lorsqu'il reçut le projet de Guizot il déclara immédiatement qu'il était inacceptable. Il écrivit à Minto que le but de Guizot était, sans

(1) Dépêche circulaire à Londres, Vienne, Berlin et Pétersbourg, 7 et 8 novembre 1847, communiquée à Palmerston le 9 novembre 1847. *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 214-216. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 476-480.

(2) Dalmatie à Guizot, 10 novembre 1847. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 480-481. Howard à Palmerston, 11 novembre 1847, *Correspondence (Switzerland)*, p. 226.

(3) Metternich à Apponyi, 15 novembre 1847. Metternich, *op. cit.*, pp. 490-493, Flahault à Guizot, 11 novembre 1847, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 480-481.

(4) Broglie à Guizot, 9 novembre 1847. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 481.

(5) *Ibid.*

doute, de mettre la Diète dans son tort pour permettre à la France et à l'Autriche d'employer des mesures violentes. Le projet de note rappelait le manifeste des Trois Puissances sur l'extinction de Cracovie ; aussi lui, Palmerston, ne voulait-il pas mettre la main à ce document (1). Ce que proposa le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre fut un contre-projet qui retirerait de l'offre de médiation toute menace ou prétexte pour une intervention, et qui assurerait, s'il était accepté, des conditions favorables à la Diète. Cependant ce projet de contre-projet ne semble avoir été qu'un geste diplomatique pour gagner du temps (2). Dans une lettre à Minto, il esquissait ce contre-projet et déclarait : « Je ne m'attends pas à voir ce contre-projet accepté par les Cinq Puissances, car l'Autriche, la France, et peut-être la Russie, prennent ouvertement parti pour le Sonderbund, et la dépêche de Guizot répète la proposition faite par le Sonderbund et repoussée par la Diète (3)... »

Broglie comprenait très bien la politique de Palmerston. Il écrivait à Guizot : « S'il y a dans sa réponse autre chose que de la polémique, ce sera quelque chose de bien vague, tout au plus une nouvelle édition de la supplique au Pape, en faveur des pauvres cantons catholiques que nous avons excités à se faire égorger (4)... »

Guizot était cependant désireux d'arriver à un accord avec l'Angleterre, et après que Palmerston eut différé sa réponse pendant plus d'une semaine, il demanda à Broglie de lui faire connaître exactement les objections du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, afin qu'il pût faire les concessions qu'il était en son pouvoir de faire pour les concilier (5).

Le 16 novembre, Palmerston envoya au Gouvernement français un exposé complet de ses vues et y joignit le projet de son

(1) Palmerston à Minto, 11 novembre 1847, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 7-10.

(2) Le 11 novembre, il écrivit à Minto : « Nos dernières nouvelles de la Suisse sont du 5, et le conflit n'avait pas encore commencé, mais on s'attendait à une attaque sur Fribourg, et l'on croyait qu'elle réussirait ». Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 7-10.

(3) Palmerston à Minto, 11 novembre 1847, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 7-10.

(4) Broglie à Guizot, 12 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 45-46.

(5) Guizot à Broglie, 16 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 54-55.

contre-projet. Après avoir fait part du désir qu'avait l'Angleterre de se joindre à toute offre amicale et conciliante, et après avoir déclaré qu'avant d'entreprendre une telle offre, les Puissances devaient être d'accord sur ce qu'elles désiraient faire et quelle conduite on déciderait de suivre si on refusait de l'écouter, et ce qu'on ferait si on l'acceptait, il exposait les vues du Gouvernement britannique. Réfutant d'abord emphatiquement la déclaration de Guizot suivant laquelle la formation du Sonderbund et la Guerre civile donnaient droit aux Puissances de considérer la Confédération dissoute et « de se déclarer déliés » de leurs engagements envers la Confédération, il ajoutait que pour justifier une telle prétention il fallait une combinaison d'événements très particuliers, et que, d'ailleurs, on n'avait nul besoin de cette déclaration pour autoriser « une simple offre de médiation » ; les puissances n'avaient qu'à se mettre d'accord sur les conditions d'un arrangement équitable. Discutant ces conditions, Palmerston déclarait que le désir qu'avait la Diète de renvoyer les Jésuites était appuyé par de bons motifs, car cet ordre s'était toujours fait remarquer par ses capacités politiques autant que religieuses, et qu'il avait été fondé pour combattre la religion protestante ; que dans un pays où les deux tiers de la population était protestante, un tel ordre ne pouvait causer que des dissensions. Les Jésuites s'étaient toujours montrés favorables à la puissance arbitraire et adverse aux droits populaires ; ainsi, par son caractère politique, cette société était incompatible avec les institutions de la Suisse. Aussi le Gouvernement britannique désirait vivement que le renvoi des Jésuites formât la base de l'arrangement qui serait proposé par les Cinq Puissances. Le renvoi des Jésuites devrait être accompli par le Pape ou par un acte de l'autorité souveraine des Cantons dans lesquels se sont établis les monastères de l'ordre de Saint-Ignace. La Diète ferait alors la paix, promettait de respecter la souveraineté cantonale et le Sonderbund se disperserait de lui-même. Si la médiation des Puissances était acceptée sur la base de ces conditions, les deux partis décideraient immédiatement un armistice. Toutefois, si l'offre était repoussée par l'une ou l'autre des parties, ou par tous les deux, le Gouvernement britannique n'admettrait pas que cela donnât le droit à une puissance étrangère d'intervenir par la force des armes. Le Cabinet anglais acceptait de se joindre à la France

dans l'offre de médiation, à condition qu'il fût bien compris que le rejet de cette offre ne servirait pas de prétexte à une intervention armée en Suisse. Si la médiation était acceptée, une conférence aurait lieu, de préférence à Londres, où les représentants de la Diète, du Sonderbund et des Cinq Puissances s'assembleraient pour régler le différend ; le Gouvernement Britannique se montrerait toutefois peu enclin à décider, dans cette conférence, les changements à effectuer dans le Pacte fédéral ; ces changements relevant de l'autorité du Pacte Fédéral, les puissances étrangères n'avaient aucun droit de s'en mêler (1).

Joint à cette dépêche se trouvait le projet de contre-projet de Palmerston, offrant la médiation des puissances.

Les conditions proposées pour le rétablissement de la paix en Suisse étaient :

« 1^o Que les jésuites soient expulsés du territoire de la Confédération, et qu'on leur donnât une compensation juste et « suffisante pour toutes les propriétés, terres et immeubles « qu'ils seraient forcés d'abandonner ;

« 2^o Que la Diète renoncât à toutes intentions hostiles contre les sept Cantons et s'engageât à les protéger contre toute agression des corps-francs ; qu'elle confirmât la déclaration qu'elle avait si souvent faite de respecter le principe de la Souveraineté séparé des Cantons confédérés qui forme la base du Pacte Fédéral ;

« 3^o Que les Sept Cantons du Sonderbund dissolvent leur ligue séparée ;

« 4^o Que les deux partis ordonnent la démobilisation de leurs « forces respectives et reprennent leur attitude ordinaire et « pacifique (2) ».

Comme nous l'avons remarqué plus haut, Palmerston n'espérait pas voir ce programme accepté par les Puissances. Il devait servir à gagner du temps, à séparer, si possible, la France de l'Autriche. Pendant ce temps la Diète gagnerait la bataille en Suisse. « Guizot », écrivait Palmerston à Minto, « devra choisir entre nous et les Trois Puissances, car je conclus que son

(1) Palmerston à Normanby, 16 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 227-230.

(2) Palmerston à Normanby, 16 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 230-231. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 483-485.

« projet de note était suggéré par l'Autriche... Nous attendons tranquillement jusqu'à ce que nous recevions une réponse de Paris à la dépêche que nous avons envoyée la nuit dernière. Entre temps, si le Pape se décidait à prendre certaines mesures envers les Jésuites, il avancerait les chances de la paix... Avant que vous receviez cette dépêche, la Diète aura sans doute pris Lucerne et Fribourg, et naturellement le sort des Jésuites sera décidé dans ces cantons où un gouvernement radical sera établi, dont le premier acte sera d'expulser la sainte communauté (1). »

Guizot hésita peu entre Palmerston et Metternich, ou, comme disait Broglie, « l'action à cinq, par voie de persuasion exclusivement... ou l'action à quatre par voie de menace exclusivement (2)... » Il accepta en substance le projet de Palmerston (3), quoiqu'il proposât d'y faire certaines modifications. Les changements suggérés par Guizot, et acceptés par le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, étaient les suivants :

« 1^o Le lieu de la Conférence devait être décidé par un arrangement subséquent. »

« 2^o L'article 1 des conditions du règlement devait être rédigé comme suit : D'abord les Sept Cantons du Sonderbund s'adresseraient au Saint-Siège pour lui demander s'il ne convient pas, dans l'intérêt de la paix et de la religion, d'interdire à l'ordre des Jésuites tout établissement sur le territoire de la Confédération helvétique, sauf une juste et suffisante indemnité pour toutes les propriétés en terres et maisons qu'ils auraient abandonnées. »

L'article II fut changé et rédigé comme suit : « En second lieu, la Diète, confirmant ses déclarations précédentes, prendrait l'engagement de ne porter aucune atteinte à l'indépendance à la souveraineté des cantons, telle qu'elle est garantie par le Pacte Fédéral, et d'accorder à l'avenir une protection efficace aux cantons qui seraient menacés par une invasion des corps francs, et de n'admettre, s'il y a lieu, dans le

(1) Palmerston à Minto, 17 novembre 1847. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 10-11.

(2) Broglie à Guizot, 16 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 57-58. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 486.

(3) Normanby à Palmerston, 18 et 19 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 234-237.

« Pacte Fédéral aucun article nouveau, sans l'assentiment de tous les membres de la Confédération (1) ».

Quant aux droits d'intervention, Guizot stipulait, et Palmerston acquiesça, que « chacune des Cinq Puissances demeure, « à cet égard dans ses droits actuels, et conserve entièrement « sa liberté d'action (2) ».

Au dernier moment, Palmerston proposa d'écrire en marge du projet de note le paragraphe suivant : « *Qu'enfin, dès que la question des Jésuites sera complètement résolue, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe premier, les deux partis licencieraient leurs forces respectives et reprendraient leur attitude ordinaire et pacifique (3).* »

Cependant, même cet amendement ne satisfaisait pas complètement Palmerston, et le soir du 26 novembre, après que la note eût été envoyée à Guizot, il écrivit à Broglie que si le Gouvernement britannique avait consenti aux modifications proposées par la France, dans le projet de note qui devait être présenté à la Diète, c'était avec l'idée bien arrêtée que l'expulsion des Jésuites du territoire de la Confédération serait la base de l'arrangement « à proposer aux deux parties belligérantes pour la pacification de la Suisse (4) ».

Broglie répondit brièvement : « Je concevais difficilement « que la rédaction substituée par mon Gouvernement au paragraphe premier du contre-projet britannique pût devenir, « entre nous, l'occasion d'un malentendu. Je me suis efforcé « de vous expliquer à plusieurs reprises, tant de vive voix que « par écrit, le sens et la portée de cette rédaction. Je ne puis

(1) Note identique. *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 252-253. Voir aussi Guizot à Broglie, 19 novembre 1847, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 486-489, et Broglie à Guizot, 20 novembre 1847. *Ibid.*, pp. 489-494.

(2) Broglie à Guizot, 20 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 60-66. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 489-494 (Extrait). Sur les négociations entre Palmerston et Broglie, voir Palmerston à Broglie, 21 novembre 1847, et Broglie à Guizot, 22 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 67-70.

(3) Note identique. *Correspondence (Switzerland)*, pp. 252-253, Broglie à Guizot, 26 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, p. 78. Les italiques sont de l'auteur.

(4) Palmerston à Broglie, 26 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, p. 89. *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 254.

« que me référer à ces explications, sans y rien ajouter, sans en rien retrancher (1). »

Même après cela, la discussion se poursuivit pendant deux ou trois jours. Le 29 novembre, Guizot écrivit à Broglie que « le « Gouvernement du Roi désire que vous teniez grand compte « des objections de M. le Prince de Metternich et que vous « vous attachiez à introduire dans la rédaction définitive de la « note, soit par le ton du langage, soit par les idées, tous les « changements qui peuvent seuls nous assurer l'acceptation par « le Gouvernement du Roi, et par les autres Cours continen-
« tales (2) ».

Quel que pût être l'objet de Guizot en envoyant ces instructions tardives, le projet de note identique ne fut pas, cette fois-ci, changé.

En dépit de son ton timide, les Ambassadeurs de Prusse et d'Autriche à Paris donnèrent leur assentiment au projet de note, après qu'il eût été modifié, conformément aux demandes de Guizot (3). Ils l'acceptèrent tous deux à contre-cœur, et seulement parce qu'ils croyaient qu'il fallait gagner du temps. Mais lorsque Metternich vit la note qu'Apponyi avait signée, il entra dans une grande colère. « Nous ne saurions approuver ni « l'argumentation sur laquelle la rédaction de ce projet de note « est fondée, ni les conclusions auxquelles il arrive (4). » D'abord, il refusa de ratifier l'action d'Apponyi et proposa que Guizot rédigeât un nouveau projet qui serait présenté par les quatre puissances, si l'Autriche l'approuvait. L'Angleterre pourrait aussi le présenter, si elle le désirait, mais il ne lui serait pas permis de le modifier (5). Cependant, lorsqu'on apprit à Vienne la défaite de la Ligue, Metternich pria Kaisersfeld de présenter la note, « même si le projet de la note à adresser aux parties bel-
ligérantes de la Suisse... était différent de celui... qui a été rédigé

(1) Broglie à Palmerston, 27 novembre 1847, *Correspondence* (Switzerland), p. 264. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 502.

(2) Guizot à Broglie, 29 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, p. 66.

(3) William Hervey à Palmerston, 28 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 263-264.

(4) Metternich à Apponyi, 26 novembre 1847. Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 493-500.

(5) *Ibid.*

primitivement par M. Guizot (1)... » Kaisersfeld présenta la note datée du 30 novembre, le 2 décembre (2) ; Bois-le-Comte le 30 novembre (3).

Comme Palmerston l'avait prévu, la guerre en Suisse se terminait par la victoire de la Diète. Les soldats de la Diète, commandés par le très habile général genevois Dufour, se rendirent maîtres de Fribourg le 14 novembre, de Zug le 21 novembre, et, le 23 novembre, les troupes du Sonderbund furent battues près de Lucerne. Le lendemain, Dufour entra à Lucerne. Unterwalden capitula le 25 novembre, Schwyz le 26, Uri et le Valais le 29. Le premier résultat de la victoire de la Diète fut l'établissement, partout, de gouvernements libéraux.

Si l'on compare les dates des victoires de la Diète avec celles des différents stages des négociations, on verra que, tandis que les troupes de la Diète s'avançaient vers Lucerne, le point important du Sonderbund, Palmerston traînait en longueur les négociations à Londres et à Paris. Le projet de note de Guizot lui fut communiqué le 9 novembre, il n'envoya son contre-projet que le 16 novembre, et Guizot ne le reçut que le 18 ; Guizot répondit le lendemain, exposant les modifications qu'il jugeait nécessaires ; sa dépêche fut communiquée au Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre le 25 novembre. Le 19 novembre, Palmerston reçut une dépêche de Peel l'informant de la capitulation de Fribourg (4), et, le 26 novembre, de la chute de Zug (5). Quoique le choc critique entre les deux armées n'eut lieu que le 23 novembre, et ne fut connu de Palmerston que le 30 de ce mois (6), la lutte à Fribourg et à Zug confirmait son opinion, que la Diète gagnerait une victoire rapide sur le Sonderbund. En tout cas, il pensait qu'après la chute de Fribourg et de Zug, le Sonderbund se montrerait plus enclin à se soumettre à la Diète (7). Il faut remarquer que ce ne fut qu'après

(1) Metternich à Kaisersfeld, 3 décembre 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, p. 502.

(2) Kaisersfeld à Metternich, 3 décembre 1847. *Ibid.*, pp. 504-506.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, p. 509.

(4) Peel à Palmerston, 14 novembre 1847, reçue le 19 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 233 (?).

(5) Peel à Palmerston, 22 novembre 1847. *Ibid.*, pp. 254-255.

(6) Peel à Palmerston, 25 novembre 1847. *Ibid.*, pp. 264-265.

(7) Palmerston à Peel, 17 novembre 1847 (Private), *Archives du Foreign Office, Switzerland*, vol. LI.

la capitulation de ces deux cantons que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre consentit à mettre fin aux discussions qu'il avait avec Broglie, et durant lesquelles il éleva plusieurs difficultés contre l'acceptation des changements dans la note, demandés par Guizot (1).

Le Ministre de Louis-Philippe, dans ses Mémoires, déclare que, non seulement Palmerston retarda les négociations à Londres et à Paris, mais qu'il engagea vivement la Diète de presser avec toute la rapidité possible ses opérations militaires contre le Sonderbund. Guizot transcrit cette dépêche de Bois-le-Comte : « M. Peel a dit hier, à l'ambassade, qu'il avait « envoyé quelqu'un à Lucerne. Il paraît très embarrassé de- « puis quelques jours... On pensait qu'il avait envoyé à Lu- « cerne, non pas à la ville, mais au quartier général de l'armée, « pour prévenir le général Dufour et lui conseiller de presser « les choses. J'apprends de Neuchâtel que, le 21, un courrier « anglais a traversé la ville, se rendant à Berne. M. Peel, à qui « je communique à peu près tout ce que je reçois, et ce que je « fais, s'est bien gardé d'en rien dire à l'Ambassade, et c'est à la « suite de la réception de ce courrier qu'il a fait, au quartier « du Général Dufour, l'envoi dont il a parlé à mon attaché, « M. de Massignac (2)... »

Quelques jours après, suivant une lettre de Massignac à Bois-le-Comte, le premier accusa Peel, en présence du Ministre espagnol Zayas, d'avoir envoyé l'aumônier de la Légation Britannique en Suisse, auprès de Dufour pour l'engager à poursuivre rapidement la lutte, et Peel avoua, disant : « J'ai fait dire au Gé- « néral Dufour d'en finir vite (3) ». Si Palmerston envoya de telles instructions à Peel, il le fit secrètement. Une dépêche existe qui peut fournir une explication. Le 17 novembre, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre écrivit à Peel pour lui communiquer une copie de son contre-projet et le prier de sonder les dispositions de la Diète, et si possible du Sonderbund, pour savoir s'ils accepteraient ces conditions. En même temps, Palmerston avertissait Peel de se méfier de Bois-le-Comte, « un « des plus habile, intrigant et rusé, parmi les diplomates fran-

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 489-502.

(2) Bois-le-Comte à Guizot, 24 novembre 1847, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 505-506.

(3) Massignac à Bois-le-Comte, 29 novembre 1847. *Ibid.*, pp. 507-508.

« çais (1). » Il se peut que Peel en communiquant cette dépêche ait pris sur lui de conseiller une prompte conclusion des événements militaires. Peut-être aussi Palmerston écrivit-il une dépêche secrète à Peel qui est demeurée sous séquestre ou inconnue (2).

La présentation de la note anglaise à la Diète et au Sonderbund ne fut pas confiée à Peel, mais à Sir Stratford Canning. Peel était trop engagé dans la cause radicale pour pouvoir servir d'intermédiaire dans cette sorte de communication. Et puis il avait déclaré qu'il démissionnerait plutôt que de présenter cette note (3). Palmerston sachant fort bien que la période la plus critique de l'Affaire serait après la victoire radicale, dont il était à présent certain, désirait empêcher la Diète de se laisser aller à des excès d'autorité qui pourraient servir de prétexte pour une intervention étrangère. Sir Stratford Canning était un des ses plus fidèles agents et amis, et Palmerston avait la plus grande confiance dans son jugement et son habileté diplomatique. Canning avait été envoyé en mission spéciale en Suisse en 1815-1819, et avait été tenu, depuis, au courant des affaires suisses par son vieil ami David Morier (4). En faisant présenter la note par Canning, il se peut que Palmerston eut un autre motif que celui de la compétence de ce diplomate pour une telle mission ; peut-être cherchait-il à retarder encore les négociations. Canning se trouvait alors à Londres, et lorsqu'il se rendit en Suisse, il s'arrêta à Paris pour discuter les affaires avec Guizot. Canning fut donc chargé de présenter la note identique à la Diète et au Sonderbund et de presser vivement l'acceptation des conditions décidées par les Puissances. Et si, grâce aux succès des armes de la Diète, les plus importants cantons s'étaient déjà détachés du Sonderbund, lorsque Canning arriverait à Berne, et avaient réglé la question des Jésuites par un acte d'autorité souveraine, le délégué anglais devait quand même agir d'après les instructions de la note ; mais si la victoire de la Diète était complète et le Sonderbund dispersé, il devait

(1) Palmerston à Peel, 17 novembre 1847 (*Private*), *Archives du Foreign Office*, Switzerland, vol. LI.

(2) Il n'y a pas d'autres lettres ou dépêches au Public Record Office à Londres.

(3) Bois-le-Comte à Guizot, 30 novembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Suisse, vol. DLIX, pp. 108-109. Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 509-150 (Extrait).

(4) Lane-Poole, *Life of Stratford Canning*, vol. II, pp. 164-165.

se dispenser de présenter la note et chercher seulement à incliquer la modération à tous les partis et avertir la Diète qu'elle ne devait pas chercher à effectuer des changements dans le Pacte Fédéral par la violence (1).

Le ton aussi bien que le contenu de ces instructions indiquent une nouvelle tendance dans la politique de Palmerston, une tendance qui devint encore plus marquée quelque temps après. Maintenant que la Diète avait triomphé, il comprenait que pour éviter l'intervention il fallait employer toute la modération possible. Sa première démarche fut de priver l'offre de médiation de toute l'autorité qu'elle pût avoir en refusant le concours de l'Angleterre ; ensuite, il chercha par tous les moyens de retenir la Diète après la victoire. Ces deux buts apparaissent clairement dans les instructions que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre envoya à Canning lorsqu'il reçut la nouvelle de la victoire de la Diète. Il priait son délégué en Suisse de se rendre à Berne avec les mêmes vues et les mêmes intentions exposées dans les instructions du 29 novembre, de conseiller la modération et d'empêcher le Vorort d'effectuer des changements violents dans le Pacte Fédéral. Peut-être serait-il, en effet, nécessaire d'y apporter quelques modifications, mais, pour y parvenir, il ne fallait pas, disait-il, employer la force contre les membres dissidents de la Confédération. Les Gouvernements de la France, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie s'étant montrés hostiles à la cause de la Diète pourraient bien, si elle abusait de sa victoire, trouver là un prétexte pour intervenir. Aussi était-il nécessaire d'agir avec prudence, afin d'éviter cette éventualité, car les Puissances dont les territoires entourent la Suisse pourraient bien infliger de grands maux à la République, sans pour cela violer son territoire ; un blocus commercial, par exemple, causerait de grandes misères et privations au peuple suisse ; aussi le Gouvernement britannique priait instamment la Diète de ne pas pousser trop loin ses plans de réformes pour l'amélioration du Pacte Fédéral, et de respecter surtout le principe de l'indépendance souveraine de chaque canton, qui avait été sanctionné par les puissances de l'Europe.

(1) Palmerston à Canning, 27 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 258-261.

Palmerston recommandait à Canning de faire valoir ces considérations au Vorort, mais sans donner à ses conseils le caractère d'une menace (1).

Le Canton de Neuchâtel était un point critique dans la situation à cause de sa connexion personnelle avec le Roi de Prusse. Il s'était déclaré neutre au commencement de la guerre civile et maintenant que la Diète avait les mains libres, et dans le premier moment d'exaltation que lui donnait sa victoire, elle pouvait faire payer cher à Neuchâtel sa neutralité. Le 28 novembre, Bunsen présenta à Palmerston un memorandum où il était démontré que Neuchâtel avait le droit de se déclarer neutre, que le Roi de Prusse comme prince de Neuchâtel, était forcé de maintenir cette neutralité, et que c'était « la politique de « l'Europe d'empêcher tout acte agressif de la part de la majorité « du Vorort contre la principauté (2) ».

Une attaque contre Neuchâtel aurait fourni à Metternich l'occasion d'une intervention en Suisse ; aussi le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre cherchait-il à déconseiller la Diète d'entreprendre une attaque quelconque contre la principauté. Il envoya une copie du memorandum de Bunsen à Canning afin qu'il le montrât au Vorort en lui démontrant en même temps combien il serait peu politique d'éveiller l'hostilité du Roi de Prusse, qui, dans cette occurrence, serait soutenu par l'Autriche et la Russie (3). Quelques jours plus tard, lorsque la situation apparut plus critique, Palmerston chargea Canning d'employer tous les moyens de persuasion pour induire la Diète à s'abstenir de toute violence contre Neuchâtel, afin de ne pas s'attirer l'hostilité des Etats et des Princes allemands (4).

La situation était encore tendue par l'attitude prise par les puissances continentales. Loin de penser, comme Palmerston, que la victoire de la Diète avait enlevé tout prétexte d'intervention en Suisse, Metternich considérait que « la nouvelle situation « des choses dans la Confédération helvétique fait même un appel « à ces puissances d'exercer leurs droits et leurs devoirs en

(1) Palmerston à Canning, 1^{er} décembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 267-268.

(2) Bunsen à Palmerston, 28 novembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 261-263.

(3) Palmerston à Canning, 30 novembre 1847, *Correspondence (Switzerland)*, p. 266.

(4) Palmerston à Canning, 2 décembre 1847. *Ibid.*, p. 273.

« Suisse (1) », voulant dire par là de réprimer si possible les radicaux.

Guizot déclarait « que les grandes puissances européennes « ne pouvaient pas, en conscience, abandonner les cantons « à la condition dans laquelle la Diète les avait placés, et « qu'elles devaient s'accorder entre elles et surveiller attentivement la Suisse (2). Le Baron Canitz informa Bunsen que le Gouvernement Prussien pensait qu'une conférence était toujours nécessaire et importante (3).

Palmerston trouvait la situation si critique qu'il pria Canning de ne pas quitter la Suisse avant d'avoir reçu l'ordre de partir (4).

Le 7 décembre, la Diète présenta aux représentants des quatre puissances sa réponse à la note identique du 30 novembre. Elle rejetait l'offre de médiation pour la raison que son but ayant été de mettre fin à la guerre civile en Suisse, elle n'était pas nécessaire. La note informait aussi les puissances, dans des termes assez catégoriques, qu'aucune intervention dans les affaires intérieures de la Suisse ne serait tolérée (5). Le ton de la note fut une incitation aux Puissances. Guizot prépara une réponse dont la substance se trouve résumée dans le paragraphe suivant : « Quand le Gouvernement du Roi, de concert avec les « Gouvernements de l'Autriche, de Grande-Bretagne, de Prusse « et de Russie, a offert à la Suisse, par sa note du 30 novembre « dernier, sa médiation amicale, il s'est proposé non seulement « de concourir à faire cesser en Suisse la guerre civile, mais aussi « de rappeler et de mettre à couvert le principe sur lequel repose « la Confédération Helvétique, c'est-à-dire la souveraineté des « vingt-deux cantons (6)... »

Metternich s'occupait déjà « avec le Général Radowitz

(1) Metternich à Apponyi, 29 novembre 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 500-501.

(2) Canning à Palmerston, 4 décembre 1847, *Archives du Foreign Office, Switzerland*, vol. LV. Aussi Broglie à Guizot, 2 décembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, p. 103, et Canning à Palmerston, 2 décembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 273-274.

(3) Canitz à Bunsen, 6 décembre 1847, *Correspondence (Switzerland)*, pp. 282-283.

(4) Palmerston à Canning, 12 décembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, p. 276.

(5) Pour le texte de cette note, voir *Correspondence (Switzerland)*, pp. 283-286.

(6) Pour le texte, voir *Correspondence (Switzerland)*, pp. 304-305.

« de discuter les principes d'une action commune des deux « cours de Vienne et de Berlin dans l'affaire dont il s'agit (1) ». Il soutenait que la Diète, en dispersant le Sonderbund, en établissant de nouveaux gouvernements dans les cantons subjugués, et en expulsant les Jésuites, avait cassé le Pacte, « en vertu duquel la Suisse jouissait de l'inviolabilité et de la neutralité de son territoire, et que par cette violation la Diète avait libéré les puissances de leurs engagements de maintenir leurs concessions d'inviolabilité et de neutralité (2) ».

Canning arriva à Berne le 8 décembre et trouva les radicaux se livrant aux excès que Palmerston avaient prévus et qu'il désirait empêcher.

Dans le Canton de Fribourg, la réaction radicale était particulièrement féroce. Ochsenbein ne semblait pas du tout enclin à écouter les conseils du Gouvernement britannique (3). Envers Neuchâtel seulement, la Diète paraissait vouloir agir avec modération. Au lieu d'une occupation militaire dont on avait menacé le Canton, on décida de lui imposer une amende de 300.000 francs (4).

Ochsenbein déclarait à Canning que le Vorort n'avait aucune autorité pour intervenir dans les affaires strictement cantonales, et il refusait ainsi toute responsabilité pour les persécutions des radicaux contre les conservateurs à Fribourg, Lucerne et (plus tard) dans le Valais. Il prétendait qu'il était nécessaire de continuer pour quelque temps encore l'occupation militaire des cantons subjugués. Il assura toutefois à Canning que les forces militaires de la Diète étaient peu à peu licenciées et que plus de la moitié des troupes avait été congédiée. Quant aux modifications à apporter au Pacte Fédéral, Ochsenbein assura qu'on les effectuerait seulement au moyen de la raison et de la persuasion (5).

(1) Metternich à Kaisersfeld, 7 décembre 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 506-509.

(2) Ponsonby à Palmerston, 4 décembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 286-287.

(3) Canning à Palmerston, 8 et 11 décembre 1847, *Correspondence* (Switzerland), pp. 287-288.

(4) Canning à Palmerston, 11 décembre 1847, *Correspondence* (Switzerland), p. 291.

(5) Canning à Palmerston, 12 décembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 293-296.

Canning était si peu satisfait de ses premières conversations avec Ochsenbein, qu'il écrivit à Palmerston que « quoiqu'ils aient fait quelques sacrifices... ils ont des plans qu'ils sont « décidés à mettre en pratique, et il reste à voir si, en agissant « ainsi, les plus violents ou les plus modérés des radicaux pré- « vaudront (1) ».

Lorsque le nouveau Gouvernement radical du Valais institua un régime de persécution, semblable à ceux en vigueur à Lucerne et à Fribourg, Canning pressa vivement Ochsenbein d'empêcher de tels excès, mais celui-ci lui répéta que le Vorort ne pouvait pas intervenir et promit seulement quelques adoucissements dans une période peu éloignée (2). Quelques jours plus tard, Canning revit le Président du Vorort qui se montra plus traitable. L'impression du délégué anglais était que la Diète ne se séparerait pas avant d'avoir accordé une amnistie générale, que l'armée serait bientôt démobilisée, que l'intention première de la Diète de forcer les Cantons du Sonderbund de supporter les dépenses de la guerre, allait être discutée, et que la révision du Pacte ne serait pas entreprise immédiatement et serait finalement exécutée d'une manière strictement en accord avec le principe de la souveraineté fédérale (3).

Le 28 décembre, Canning écrivait que l'armée avait été réduite à 20.000 hommes qui allaient bientôt être licenciés, qu'une nouvelle Diète, composée de députés de tous les Cantons, s'assemblerait bientôt, et qu'une amnistie serait probablement décidée dans les Cantons séparés et par la Diète (4). Ochsenbein renouvela ses assurances le lendemain (5) et Canning trouvait qu'il serait imprudent et inutile d'insister davantage (6).

Entre temps, Metternich avait tenté un dernier effort pour unir les Puissances continentales dans une intervention en Suisse.

(1) Canning à Palmerston, 15 décembre 1847 (*Private*), *Archives du Foreign Office*, Switzerland, vol. LV.

(2) Canning à Palmerston, 15 décembre 1847, *Correspondence* (Switzerland), pp. 297-298.

(3) Canning à Palmerston, 21 décembre 1847, *Correspondence relative to the Affairs of Switzerland*, pp. 310-311.

(4) Canning à Palmerston, 28 décembre 1847, *Ibid.*, p. 313.

(5) Canning à Palmerston, 29 décembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Switzerland, vol. LV.

(6) Canning à Palmerston, 27 décembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Switzerland, vol. LV.

La Prusse, à cause des susceptibilités du Roi sur Neuchâtel, fut facilement persuadée, et vers la mi-décembre le Comte de Colloredo et le Général Radowitz furent envoyés à Paris pour obtenir l'adhésion de Guizot à la proposition de l'Autriche. Metternich proposait qu'une conférence s'assemblât immédiatement à Neuchâtel, pour étudier « l'état normal actuel de la Confédération Helvétique ». La conférence devait se composer des représentants des Cinq Puissances, mais l'absence d'une de ces Puissances ne devait pas empêcher la conférence de poursuivre son œuvre. Cette conférence demanderait à la Diète : 1^o L'évacuation immédiate des Cantons occupés par les troupes fédérales ; 2^o Une reconstitution des gouvernements des Cantons, d'après les lois qui ont été en vigueur ; 3^o La démobilisation de toutes les troupes fédérales ; 4^o Que la Diète déclarât qu'elle ne ferait aucun changement dans le Pacte Fédéral sans le consentement de tous les Cantons. Si le Vorort repoussait ces conditions, les relations entre les Puissances et la Suisse seraient rompues. Si d'autres mesures étaient nécessaires pour soumettre la Suisse, les suivantes seraient adoptées successivement :

1^o Un blocus commercial ; 2^o Rassemblement des troupes aux confins de la Suisse ; 3^o Intervention armée des Puissances (1).

Par une dépêche secrète de la même date, Metternich chargeait Colloredo de permettre à Normanby de prendre part à la discussion, à condition seulement que l'Angleterre acceptât sans réserves les conditions autrichiennes (2). Guizot n'était cependant pas préparé à aller aussi loin que les propositions de Metternich. Il rédigea une note où il déclarait que le principe de la souveraineté cantonale était violé dans les Cantons occupés militairement et que ce principe ne pouvait être rétabli que lorsque l'occupation aurait cessé et que des nouveaux gouvernements auraient été librement institués ; qu'aucun changement dans le Pacte Fédéral ne serait considéré légal sans le consentement des cantons (3).

(1) Metternich à Colloredo, 15 décembre 1847, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 513-520. Dalmatie à Guizot, 19 décembre 1847, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 511-513.

(2) Metternich à Colloredo, 15 décembre 1847 (Secrète), Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 520-522.

(3) Metternich, *op. cit.*, vol. VII, p. 530.

Palmerston regardait ces développements avec appréhension. Peu après l'arrivée de Radowitz et de Colloredo à Paris, il écrivit une lettre irritée à Ponsonby pour mettre en garde l'Autriche contre toute violation de la neutralité suisse (1).

Cependant, il avait employé un meilleur argument dans une lettre écrite quelques jours auparavant. Metternich était prévenu qu'il ne pouvait intervenir « sans que la France intervînt aussi, et que, quelles que fussent les bonnes intentions de Louis-Philippe et de Guizot, il pouvait être sûr que la France tirerait parti de son intervention en Suisse, qui serait adverse aux intérêts de l'Autriche ». « ...S'il y a une maxime politique à laquelle Metternich doit s'attacher plus qu'à toute autre, c'est de tenir la France en dehors de la Suisse et de l'Italie (2)... »

Les protestations de Palmerston eurent peu d'effet. Les envoyés des quatre puissances se réunirent à Neuchâtel, en janvier 1848, et une note collective fut envoyée à la Diète le 18 janvier. Les quatre puissances demandaient l'évacuation immédiate des cantons occupés militairement, elles proclamaient l'illégalité de la rupture forcée du Sonderbund et défendaient toute modification du Pacte Fédéral sans le consentement préalable des Cantons. « La souveraineté et l'indépendance des cantons aux termes du Pacte fédéral doivent être sincèrement et effectivement respectés en Suisse, comme celles de la Suisse elle-même en Europe. Si ces droits cantonaux n'étaient pas respectés, les puissances de l'Europe seraient évidemment en droit de ne plus consulter que leur devoir comme membres de la grande famille européenne, et les intérêts de leurs propres pays (3). »

La Diète répondit, le 14 février, en refusant de permettre toute intervention dans les affaires de la Suisse. Le 13 février, la Russie avait suspendu sa garantie de la neutralité suisse et il est possible que Metternich aurait exécuté le plan esquissé dans les instructions à Colloredo, mais la Révolution de février à

(1) Palmerston à Ponsonby, 31 décembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV.

(2) Palmerston à Ponsonby, 31 décembre 1847, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 15-16.

(3) Note des quatre puissances à la Diète, 18 janvier 1848. Le texte se trouve aux *Archives du Foreign Office*, Switzerland, vol. LVI.

Paris mit un terme à tous ses plans. La Révolution éclata dans Neuchâtel même, et le 1^{er} mars les radicaux s'emparèrent de la cité et proclamèrent la République. Frédéric-Guillaume, menacé par la révolution à Berlin était impuissant. Délivrés de la crainte d'une intervention étrangère, Ochsenbein et les radicaux commencèrent la révision du Pacte Fédéral. La nouvelle constitution (qui fut combattue par six cantons et la moitié d'un autre) fut proclamée le 12 septembre. La question de Neuchâtel ne fut définitivement réglée qu'en mai 1859, lorsque sa complète indépendance de la Prusse fut reconnue.

CHAPITRE VI

Les débuts de la Révolution en Italie

I

Disraeli, parlant un jour de la politique de Palmerston en Italie, disait qu'elle était « de moitié trop habile ». C'était peut-être vrai. En tout cas, elle fut la clé de voûte de son attitude envers le mouvement révolutionnaire en 1848. C'était une politique de pure convenance et d'intérêt national, dont le principal objet n'était pas, comme le déclare certaine légende, la libération de l'Italie (quoique ce but apparaisse de temps en temps comme un motif secondaire et fortuit), mais bien d'empêcher l'émancipation de la Péninsule « du joug de l'Autriche, par l'aide des armes françaises ». Une des caractéristiques les plus apparentes de la politique étrangère de Palmerston était sa méfiance et son opposition invariable et universelle contre la France. Avec l'âge, cette caractéristique devint encore plus marquée. Lorsque en 1846, il redevint, pour la troisième fois, chef du Foreign Office, il avait près de 62 ans, et ses souvenirs embrassaient les guerres contre la France révolutionnaire. Il avait été Ministre de la Guerre de 1809 jusqu'à la fin de l'Empire français. De ses souvenirs, dérivait une crainte profonde de la force dynamique de la France, une fois qu'elle était soulevée. Il se rappelait le choc des nations en Italie, et l'agrandissement de la France au delà des Alpes. Réprimer la France fut le but de sa politique italienne et de son système européen. Tant que Louis-Philippe et Guizot furent au pouvoir, il combattit la France ouvertement et violemment, partout. Cette hostilité anglo-française est peut-être le fait diplomatique le plus frappant du commencement de l'année 1848.

Nous avons déjà exposé la situation en Espagne, en Portugal et en Suisse. En Grèce, en Allemagne, en Italie, et même dans l'Amérique du Sud (1), les agents français et anglais étaient continuellement en désaccord. L'implacable opposition de Palmerston envers la monarchie d'Orléans fut probablement une des causes de la chute de Louis-Philippe (2). Avec la nouvelle République, Palmerston adopta une tout autre méthode. Il était aussi décidé à retenir la République qu'il l'avait été à contenir le Gouvernement de Guizot. Mais le danger d'une conflagration était maintenant beaucoup plus grand, et Palmerston comprenait mieux que personne la maxime fondamentale de la politique étrangère de la Grande-Bretagne : « Que l'Angleterre peut obtenir ce qu'elle désire de la France « plus facilement par la paix et un traitement amical que par « la guerre et la puissance du sabre (3) ». Aussi employa-t-il la coopération avec la République comme le moyen le plus apte à servir le but principal de sa diplomatie, qui était de réprimer la France et de la tenir en dehors de l'Italie.

Le second but de Palmerston était inséparable du premier ; il désirait à tout prix empêcher une guerre européenne. Une intervention française en Italie eût été le signal d'une guerre générale, presque aussi formidable que les luttes napoléoniennes. L'Angleterre eût été certainement entraînée dans ce conflit, et ce fut toujours une règle invariable de la politique anglaise d'opposer les guerres continentales, sauf pour les cas où son intérêt commercial était en jeu. En 1848, aucun intérêt commercial n'était menacé ; aussi durant les mois les plus critiques de la Révolution sur le Continent, Palmerston travaillait-il avec persévérance pour la paix. Beaumont, l'Ambassadeur français à Londres, agacé par la contrainte, s'exclamait : « La paix, la paix, toujours la paix ! en aucun cas la guerre « même pour venir avec nous en aide en Italie, même pour

(1) Nous avons laissé de côté toute l'histoire de la médiation franco-anglaise à La Plata, à cause de son peu d'importance dans la politique de Palmerston envers la révolution européenne.

(2) Voir à ce propos *Louis-Philippe* d'après des documents inédits, Paris, 1922. M. Denys Cochin considère l'affaire Mehemet Ali, et la rupture de l'Entente cordiale en 1846, comme les principales causes de la chute de la monarchie de juillet.

(3) Voir Stockmar, *Memoirs*, vol. II, p. 399 et 463. Aussi Cambridge, *History of British foreign policy*, vol. II, p. 290.

« accomplir l'objet de notre médiation, la guerre avec per-
« sonne, négociations avec tout le monde (1)... »

Cependant, si l'objet principal de la diplomatie de Palmerston était d'empêcher l'affranchissement de l'Italie par les armes françaises, il ne désirait pas moins voir les Autrichiens hors de la Péninsule. Il n'y a pas de raison pour douter de la sincérité d'une expression qu'il employa dans une lettre à Ponsonby, écrite au mois d'août 1848 : « Le fait est que les Autrichiens n'ont aucune raison d'être en Italie, et qu'ils n'ont « vraiment pas le droit de se trouver là (2). »

Laissant de côté les motifs de sympathie personnelle et de sentiment qui étaient d'ailleurs très faibles, et subordonnés au raisonnement plus pressant de la diplomatie, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait deux autres raisons pour désirer voir les Autrichiens chassés de l'Italie ; elles dérivait toutes les deux de la même source : l'Equilibre européen. Comme on le verra plus tard, le rêve de Palmerston était de voir s'établir un royaume de la Haute Italie assez fort pour former un bloc substantiel contre une agression française ou autrichienne. Cet Etat, muni d'institutions libérales, développées par l'aide de conseils anglais, et naturellement hostile à ses deux puissants voisins, tomberait facilement sous l'influence de l'Angleterre. Il pensait que l'expulsion des Autrichiens de l'Italie, pourvu, naturellement, qu'elle s'accomplît sans l'aide de la France, aurait pour résultat de substituer l'influence anglaise à celle de l'Autriche dans la Péninsule. La seconde raison de Palmerston pour désirer l'affranchissement de l'Italie présente un paradoxe. Il voulait fortifier l'Autriche sur le Danube en lui enlevant ses provinces sur le Pô. Là encore, son but était l'Equilibre européen. On soupçonnait la Russie de desseins sur Constantinople. Ces desseins n'étaient pas d'ailleurs de simples chimères existant seulement dans l'esprit des hommes d'Etat anglais, toujours sensibles à la possession des grands ports commerciaux du monde. Le motif dominant de la politique étrangère russe fut toujours, depuis Pierre le Grand, d'obtenir un débouché par la mer, et Constantinople

(1) Beaumont à Bastide, 23 octobre 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXII, p. 9-10.

(2) Palmerston à Ponsonby, 31 août 1848, *Palmerston*, par Ashley, vol. I, p. 107.

a toujours été le débouché le plus convoité par la Russie. Afin de créer une barrière aux desseins de la Russie, Palmerston considérait qu'une Autriche puissante était absolument nécessaire. Afin d'arriver à ce but, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre voulait, non seulement centraliser et fortifier la puissance de l'Autriche sur le Danube, en lui ôtant les provinces italiennes qui divisaient et dissipaient ses forces, mais il espérait aussi qu'en l'excluant de l'Italie, son énergie conquérante se concentrerait vers les Balkans, et qu'en cherchant des débouchés vers la Mer Egée, elle formerait une barrière permanente contre la Russie. La politique de Palmerston envers la Révolution hongroise est la contre-partie parfaite de sa politique envers la révolution italienne, et elle établit la cohérence de ses buts. Il découragea la révolution en Hongrie, tandis qu'il soutint la Révolution italienne. Ses propres déclarations préconisent sa politique : « L'Autriche est un des éléments les plus importants de l'Équilibre européen. L'Autriche, située au centre de l'Europe, est une barrière contre les empiétements d'un côté, et contre l'invasion de l'autre. L'indépendance politique et les libertés de l'Europe sont liés, dans mon opinion, avec le maintien et l'intégrité de l'Autriche, ainsi tout ce qui tend, par une contingence directe ou éloignée à affaiblir ou à paralyser l'Autriche, et surtout à la réduire de sa position de grande puissance à celle d'un état secondaire, doit être considéré comme une grande calamité pour l'Europe, que tout citoyen Anglais doit déprécier et essayer d'empêcher (1) ».

II

Les affaires italiennes attirèrent fortement l'attention de Palmerston dès son retour au Ministère des Affaires étrangères. Pie IX venait d'être élu Pape, et il avait immédiatement accordé une amnistie générale aux condamnés politiques. L'ère des réformes en Italie était donc inaugurée (2). Aussitôt que

(1) Discours à la Chambre des communes, 21 juillet 1849, Hansard, *Debates* CVII, cité par Sproxton dans *Palmerston and the Hungarian Revolution*, p. 21.

(2) Voir Bianchi, *Storia documentata della Diplomazia Europea in Italia dall'anno 1814 all'anno 1861*, vol. V, p. 11. Aussi Scarlet à Palmerston, 21 juin 1847, 26 juin 1847, *Correspondance* (Italy), pt. I, pp. 16-18. Pour le texte de l'amnistie, voir *Correspondance* (Italy), pt. I, pp. 21-22.

Palmerston eût reçu cette nouvelle, il décida qu'il fallait encourager les tendances libérales du Pape. Il suggéra que les Cinq Puissances conseillassent à Pie IX d'adopter le programme de réformes esquissé dans le Mémorandum présenté à Grégoire XVI en 1831. Dans une lettre confidentielle à Russell, où il explique les raisons qui le poussent à faire cette proposition, il expose les motifs de sa politique. Selon lui, le Gouvernement des Etats du Pape, profondément corrompu, ne pouvait exister encore longtemps. Si l'on ne se décidait pas immédiatement à y introduire des réformes, le parti libéral en France pourrait d'un moment à l'autre forcer une intervention. Les Autrichiens et les Français se battraient en Italie, et ces derniers auraient les Italiens de leur côté. La guerre s'étendrait bientôt en Allemagne. Palmerston déclarait en outre : *Nous ne désirons pas voir l'Autriche vaincue et la France agrandie, et la vanité militaire, l'amour de la conquête des Français renforcés par le succès de ses armes* (1).

Ainsi, aussitôt qu'il se fut rendu compte de la situation des affaires de l'Italie, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait décidé d'empêcher la France d'intervenir. Cependant, malgré son implacable hostilité envers la Maison d'Orléans et le Ministère du 29 octobre, il trouva bon de chercher la coopération, plutôt que d'employer la force et les menaces. Le 20 juillet 1846, Palmerston déclara à Jarnac « que le Gouvernement de Sa Majesté serait heureux de coopérer avec le « Gouvernement français » pour encourager le Pape à effectuer une série de réformes basées sur le Mémorandum de 1831 (2) et pour empêcher l'Autriche d'intervenir (3). Guizot refusa la coopération de la France. Le Pape, disait-il, venait d'accorder spontanément une amnistie générale. Il y avait tout lieu de croire qu'il ne s'en tiendrait pas à cet acte de clémence, mais introduirait aussi les réformes nécessaires au bien-être de son peuple. Il fallait donc le laisser libre d'agir comme il

(1) Palmerston à Russell, 30 juillet 1846, *Palmerston*, par Bulwer, vol. III, pp. 194-7. Les italiques sont de l'auteur.

(2) En 1831, les Cinq Puissances présentèrent au Pape Grégoire XVI un mémorandum suggérant des réformes administratives et politiques.

(3) Jarnac à Guizot, 20 juillet 1846. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre (1846), vol. DCLXVI, pp. 282-3. Palmerston à Cowley, 21 juin 1846, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXLVI, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 20-21.

l'entendrait. Le Président du Conseil français ajoutait : *L'Ambassadeur de France à Rome a donc été prié d'adhérer strictement à la ligne de conduite qu'il a suivie jusqu'à présent, de ne donner aucun conseil, à moins que Sa Sainteté ne le désire* (1).

Les dix-huit mois qui s'écoulèrent entre l'élection de Pie IX (juin 1846) et les émeutes de Milan, en janvier 1848 furent marqués par les progrès rapides de l'esprit nationaliste et libéral en Italie. Le mouvement avait été encouragé par les œuvres de Balbo, Gioberti et de d'Azeglio (2). L'élection d'un Pape libéral semblait ouvrir la voie à la réalisation de leurs idées. Pie IX, après son amnistie du 16 juillet, avait promis des réformes ; une administration libérale avait été établie, et des commissions avaient été formées pour étudier et faire des rapports sur les réformes économiques (3), et un meilleur système d'administration (4). On permit l'organisation d'une garde civique à Bologne et Ferrare (5) et finalement à Rome même, en juillet 1847 (6). La censure fut relâchée. On reconnut le droit d'assemblée populaire. Brunetti, le leader démocratique, s'empessa dès lors d'organiser des démonstrations pour forcer le Pape à pousser plus loin ses réformes. En novembre 1847, Pie IX établissait une Consulta di State (7).

Les réformes inaugurées dans les Etats Romains stimulèrent l'esprit révolutionnaire dans toute l'Italie. Des manifestations populaires contre l'Autriche eurent lieu dans les duchés de Lucques, de Parme et de Modène (8). En Toscane, le peuple

(1) Cowley à Palmerston, 31 juillet 1844, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLIII, et *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 22. Les italiques sont de l'auteur.

(2) *Speranze d'Italia*, par Balbo. *Primato morale e civile degli Italiani. Prolegomeni al Primato*, par Gioberti et I Casi de Romagna, par d'Azeglio sont les livres les plus importants sur les réformes politiques. Dans le même genre sont les œuvres de Torelli, Capponi et Settembrini.

(3) Hamilton à Palmerston, 29 juillet 1846, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 23.

(4) Hamilton à Palmerston, 14 novembre 1846, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 27.

(5) Dawkins à Palmerston, 9 janvier 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 28.

(6) Hamilton à Palmerston, 6 juillet 1847, 8 juillet 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 57-59-60.

(7) Minto à Palmerston, 18 novembre 1847, *Correspondence* (Italy) pt. I, pp. 246-7. Rossi à Guizot, 18 novembre 1847, *Mémoires de Guizot*, vol. VIII, pp. 389-392.

(8) Scarlett à Palmerston, 13 mars 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 32-3. Ponsonby à Palmerston, 7 août 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 82. Hamilton à Palmerston, 3 septembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 117-8.

réclama et obtint des réformes semblables à celles qui venaient d'être instituées à Rome : relâchement de la censure, une garde civique et une Consulta di State (1). La Lombardie et la Vénétie, quoique contenues par l'active surveillance de l'Autriche, montraient néanmoins des signes de révolte. Chaque réforme de Pie IX était saluée par des acclamations populaires dans lesquelles les autorités autrichiennes voyaient des signes de mécontentement et d'aspirations nationales. En septembre 1847, des émeutes eurent lieu à Milan, les cris de « Viva il Papa » s'entremêlèrent avec ceux de « Viva il Ré d'Italia », et « A bassa i Tedeschi (2) ! » Dans les premiers jours de décembre, Dawkins écrivait à Palmerston qu'un soulèvement était imminent dans la ville de Milan (3). L'esprit de révolte n'était pas moins marqué à Venise, où l'assemblée du Congrès des « Scienziati Italiani », en septembre, avait été l'occasion d'une violente manifestation (4). Manin et Tommaseo furent arrêtés et emprisonnés par les autorités autrichiennes pour avoir prononcé des discours enflammés. Dans le Royaume des Deux-Siciles, où l'autocratie de Ferdinand (connu sous le sobriquet de « Roi Bomba ») faisait peu espérer les réformes, des désordres commencèrent en Calabre, en juillet 1847 (5), qui s'aggravèrent par une insurrection à Messine et à Reggio, en septembre (6). La révolte fut noyée dans le sang ; le mécontentement ne fit qu'accroître. Napier prophétisa que l'enthousiasme renaîtrait de nouveau et que le souvenir du sang versé n'empêcherait pas le parti vaincu d'affronter de nouveaux dangers (7). En Sardaigne, où le Gouvernement de Charles-Albert n'avait jamais été bien oppressif, le mouve-

(1) Scarlett à Palmerston, 17 mars 1847, 17 avril 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 33-37. Halmiton à Palmerston, 10 mai 1847, 15 mai 1847, 23 juin 1847, 23 juillet 1847, 25 août 1847, 27 août 1847, 30 août 1847, 6 septembre 1847, 13 juillet 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 40-49-55-65-68-109-112-120-121 et 134-5.

(2) Dawkins à Palmerston, 11 septembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 134, et Dawkins à Palmerston, 14 septembre 1847, *Ibid.*, p. 137.

(3) Ponsonby à Palmerston, 5 octobre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 161.

(4) Dawkins à Palmerston, 3 décembre 1847, *Ibid.*, pp. 275-6.

(5) Napier à Palmerston, 17 juillet 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 62.

(6) Napier à Palmerston, 25 juillet 1847, 7 septembre 1847, 12 septembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 75, 124-6, 144, *Bianchi V*, p. 86.

(7) Napier à Palmerston, 26 septembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 165-166.

ment réformiste était obscurci par le sentiment national. Charles-Albert n'avait jamais aimé l'Autriche. Déjà en décembre 1845, il avait déclaré à d'Azeglio : « Lorsque l'occasion se présentera, ma vie, la vie de mes fils, mes armes, ma fortune, tout sera consacré à la cause de l'Italie (1). » Les réformes du Pape furent reçues avec des acclamations enthousiastes, et des démonstrations patriotiques par l'assemblée du Congrès d'agriculture à Montara. En septembre 1847, Gênes célébra l'anniversaire de la levée du siège de Turin (1706) et la foule cria « Viva Gioberti ! » et « Viva l'Indipendenza d'Italia », ainsi que « Viva Alberto » et « Viva Pio Nona (2) ». Charles-Albert, se rendant compte de l'imminence d'un soulèvement contre l'Autriche, prépara la voie en Piémont en renvoyant le ministère conservateur de della Margarita, et par une série de mesures, entre autres la réorganisation de la police, une plus grande liberté de la presse, et des réformes administratives, judiciaires et sanitaires (3). Quelque temps après l'annonce de ces réformes, le Roi fut reçu à Gênes par une manifestation dans laquelle on déploya le drapeau enlevé aux Autrichiens en 1746. « La Révolution », déclarait della Margarita, « n'a pas besoin d'être faite, elle l'est déjà. »

III

L'effervescence révolutionnaire en Italie causait une grande inquiétude à Metternich. L'élection d'un pape libéral avait été un revers bien inattendu, et Metternich n'avait pas tardé à exprimer sa désapprobation pour le programme réformiste annoncé à Rome (4). Il commença par démontrer au Pape combien il était peu judicieux d'accorder une amnistie. « Le Pape », écrivait-il à Lutzow, l'envoyé autrichien à Rome, *est minister Dei in bonum*, et il ajoutait : « Dieu n'accorde point d'amnistie, car l'idée même d'un acte pareil, en tant

(1) D'Azeglio, Ricordi.

(2) Abercromby à Palmerston, 10 septembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 131-2.

(3) Abercromby à Palmerston, 1^{er} novembre 1847, 2 novembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 211-216.

(4) Cowley à Palmerston, 17 juillet 1846, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLIII, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 20.

« que l'amnistie fait abstraction de l'existence du crime, se « trouverait en opposition avec l'idée de la justice divine qui, « nécessairement, a en horreur le mal moral aussi longtemps « qu'il existe (1). »

L'interprétation des intentions de Dieu présentée par Metternich, et son dictum : « Le Gouvernement qui fait des concessions suit, par contre, une ligne de faiblesse (2)... » furent sans effet sur Pie IX qui continua ses réformes (3).

Cependant, Rome n'était pas ce qui inquiétait le plus le premier Ministre autrichien, quoique les activités du Pape lui causassent parfois de l'anxiété. Il savait que si l'Autriche était forcée de lutter pour ses possessions italiennes, son plus formidable ennemi serait la Sardaigne. Même avant l'élection de Pie IX, une froideur marquée était survenue dans les relations entre l'Autriche et la Sardaigne. Au commencement de l'année 1846, l'Autriche mit une taxe prohibitive sur les vins sardes en représailles d'un trafic de sel établi entre la Sardaigne et le canton du Tessin, qui était une violation de l'accord fait avec l'Autriche en 1751, et renouvelé en 1815, en vertu duquel la Sardaigne devait recevoir son sel de Venise. Le Gouvernement de Turin protesta contre la taxe sur les vins, et à son tour il diminua considérablement la taxe sur plusieurs produits français (4). Metternich vit dans cette affaire le signe d'un redoublement d'hostilité envers l'Autriche. Dès avril 1846, il croyait que la Révolution n'était pas loin ; il écrivait à Buol, envoyé autrichien à Turin, que si les soulèvements de Posen et de Galicie avaient réussi, l'Italie aurait suivi leur exemple. Il se méfiait de Charles-Albert, il écrivait : « Je suis loin de « regarder le Roi Charles-Albert comme incapable de se laisser « séduire. Ce qui, par contre, est certain, c'est que le Roi n'a « le choix *qu'entre deux systèmes diamétralement opposés* : entre « celui qu'il a suivi jusqu'ici et celui que bien des symptômes « semblent caractériser comme étant celui qu'il entend suivre « dans un prochain avenir. S'il choisit celui de la crasse révo-

(1) Metternich à Lützow, 12 juillet 1846, *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 251-256.

(2) *Ibid.*

(3) Voir Cowley à Palmerston, 17 juillet 1846, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLIII, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 20.

(4) Voir Metternich, *Mémoires*, pp. 233-5.

« lution, nous saurons prendre le parti qui nous convient (1) ». Charles-Albert ne promettant pas de ne pas choisir « la crasse « révolution », Metternich lui envoya quelques jours après l'élection de Pie IX un long pamphlet sous forme d'une dépêche à Buol, où il exposait les erreurs et les dangers d'un gouvernement constitutionnel en particulier et de toutes sortes de réformes en général (2).

A la fin de l'année 1846, le Chef du Cabinet autrichien avait décidé que la révolution était déjà commencée. Dans un mémoire qu'il écrivit en décembre, il déclarait : « Deux faits ont exercé une influence incontestable sur la marche des événements dans la Péninsule pendant l'année qui vient de s'écouler. D'abord l'agitation qui s'est manifestée en Piémont ; en second lieu, l'élection de Pie IX et le début de son règne », et « le but, c'est « l'unité de l'Italie » par « la voie du bouleversement général « de ce qui existe, y compris ce qu'un inepte libéralisme tient « de bonne foi à conserver (3) ». En mars 1847, Metternich trouva bon d'envoyer une copie de ce mémoire à Charles-Albert avec une autre brochure d'avis. « Jamais », écrivait-il, « le corps « social ne s'est trouvé dans une situation pareille (4) ». Quelques jours plus tard il déclarait à Apponyi : « Le monde est bien « malade ; chaque jour prouve que la gangrène s'étend... (5) »

Metternich ne se bornait pas, pourtant, à donner des conseils et à émettre de lugubres prophéties. Au commencement de janvier 1847, la garnison autrichienne de Ferrare fut renforcée (6). Suivant des rapports, courant dans toute l'Italie, des agents autrichiens essayaient de fomenter partout des troubles qui eussent donné à l'Autriche une occasion d'intervenir (7). En

(1) Metternich à Buol (Confidentielle), 29 avril 1846. *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 232-5.

(2) Metternich à Buol, 26 juin 1846, *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 235-245.

(3) Metternich, « Mémoire », sans date, mais apparemment écrit en décembre 1846. *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 298-303.

(4) Metternich à Buol, 1^{er} mars 1847, *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 328-330.

(5) Metternich à Apponyi, 10 mars 1847, *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 330-331.

(6) Dawkins à Palmerston, 9 janvier 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I, pp. 28-29.

(7) Palmerston à Abercromby, 23 mars 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 33.

juin 1847, les forces autrichiennes en Lombardie furent augmentées et Abercromby commença à soupçonner que l'on considérerait à Vienne une invasion des Etats Romains ou de la Toscane (1). Des émeutes à Rome, occasionnées par l'impatience du parti radical, servirent d'excuse à l'Autriche pour offrir au Pape son intervention. En même temps, Metternich déclara à Ponsonby que l'Empereur était bien décidé à conserver ses possessions italiennes (2). Le Pape refusa l'aide autrichienne (3).

Ayant échoué de ce côté-là, le Chef du Cabinet autrichien décida apparemment qu'il forcerait à une intervention par une intrigue. Le 17 juillet, Rome devait célébrer l'anniversaire de l'amnistie du Pape. La veille de la célébration, une rumeur se répandit qu'une conspiration existait qui allait provoquer une contre-révolution avec l'appui de l'Autriche. Le complot, si c'en était un, échoua grâce à la modération des libéraux romains, qui suspendirent immédiatement la célébration et armèrent la garde civique. Qu'une telle conspiration existât semblait, cependant, assez certain. Car, au jour fixé pour la révolution à Rome, la garnison autrichienne de la forteresse de Ferrare fut encore renforcée et une partie de la ville occupée (4). Un mois après, le 13 août, lorsque l'on eut envoyé un autre renfort dans le Lombard-Vénitien (5), la ville de Ferrare fut entièrement occupée (6).

L'occupation de Ferrare est un des faits les plus importants dans le développement de la Révolution italienne. Son premier résultat fut de soulever une formidable opposition en Italie et de précipiter jusqu'à un certain point la révolution. Le Pape protesta contre la violation de son territoire et envoya des troupes dans la direction de Ferrare (7). Il écrivit, en même

(1) Abercromby à Palmerston, 10 juin 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 49.

(2) Ponsonby à Palmerston, 17 juillet 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. XXXVI, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 60 (Extrait).

(3) Ponsonby à Palmerston, 15 juillet 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXVI, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 61 (Extrait).

(4) Hamilton à Palmerston, 20 juillet 1847, Dawkins à Palmerston, 17 juillet 1847, Hamilton à Palmerston, 23 juillet 1847, 24 juillet 1847, 25 juillet 1847. Ponsonby à Palmerston, 21 juillet 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 53-65, 65-68, 70-72.

(5) Dawkins à Palmerston, 11 août 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 83.

(6) Hamilton à Palmerston, 14 août 1847, 17 août 1847, 20 août 1847, 21 août 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 84-9, 90-1, 93-98.

(7) Abercromby à Palmerston, 14 août 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 88-9.

temps, au Roi de Sardaigne pour lui exprimer son désir de chercher un refuge en Piémont en cas d'une nouvelle violation de son territoire. Le Gouvernement sarde, trop heureux de lui complaire, envoya un navire à Civita-Vecchia pour être à la disposition du Pape s'il en avait besoin.

Pour la première fois, le Roi de Sardaigne se déclara publiquement en faveur de la guerre dans le but de libérer l'Italie (1). Della Margarita, quoique conservateur et ami de Metternich, disait à Abercromby qu'il était convaincu que l'Autriche cherchait à exciter le peuple italien à la révolte, afin d'avoir une excuse pour intervenir (2), et que si une puissance étrangère attaquait l'indépendance de Sa Sainteté le Pape, Sa Majesté Sarde considérerait cet acte comme une atteinte à l'indépendance nationale de l'Italie et qu'il prendrait alors des mesures pour résister aux menées autrichiennes (3).

L'occupation de Ferrare rendit plus actif encore le mouvement national dans la Péninsule. Au point de vue diplomatique, il démontra l'impossibilité d'un accord franco-autrichien sur les affaires d'Italie, qui avait pourtant paru possible, pendant quelque temps, après la rupture de l'Entente cordiale. Guizot s'était montré favorable à la cause réformiste dès l'élection du Pape, et de la déclaration de l'amnistie (4).

Ce fut pendant l'été 1846 qu'eut lieu la rupture de l'Entente avec l'Angleterre. C'est alors que la France chercha une compensation dans une alliance avec l'Autriche. En septembre 1846, Guizot écrivait à Rossi : « Dites très nettement, et partout « où besoin sera, ce que nous sommes au dehors comme au « dedans, en Italie comme ailleurs. Nous sommes des conser- « vateurs décidés... Mais en même temps, nous sommes des « conservateurs décidés à être des conservateurs sensés et « intelligents. Or, nous croyons que c'est, pour les gouverne- « ments les plus conservateurs, une nécessité et un devoir de « reconnaître et d'accomplir sans hésiter les changements que « provoquent les besoins sociaux nés du nouvel état des faits

(1) Voir Balton King, *A History of Italian Unity, 1814 to 1871*, vol. I, pp. 182-190.

(2) Abercromby à Palmerston, 24 août 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I, pp. 92-93.

(3) Abercromby à Palmerston, 25 août 1847, *Ibid.*, p. 99.

(4) Guizot à Rossi, 5 août 1846, *Mémoires de Guizot*, vol. VIII, pp. 342-343.

« et des esprits (1) ». Cette dépêche démontre la tentative la plus importante faite en faveur d'une entente avec l'Autriche. L'occupation de Ferrare vint détruire toutes les illusions qu'on pouvait se faire sur un tel rapprochement. Guizot fut forcé de protester à Vienne (2) et Rossi promit au Pape l'aide et la protection de la France en cas de besoin (3). Une flotte française fut dirigée vers Civita-Vecchia.

L'occupation de Ferrare décida Palmerston à soutenir plus activement le mouvement libéral et national en Italie. Comme nous l'avons remarqué plus haut, il avait, dès son retour au Foreign Office, soutenu le parti progressiste. Les réformes à Rome, en Toscane, à Naples, ne pouvaient que favoriser l'influence anglaise aux dépens de celle de l'Autriche. Aussi Palmerston approuvait fort ces réformes, et il avait chargé le Consul anglais à Rome « de saisir toutes les occasions pour complimenter Sa Sainteté le Pape, au nom du Gouvernement britannique, chaque fois qu'il introduirait de nouvelles améliorations dans son système d'administration (4). »

Le Pape, menacé par l'hostilité de l'Autriche, accepta avec empressement l'assistance de Palmerston. Le nonce, à Paris, exprima son désir « d'un support moral plus actif de la part de l'Angleterre (5) ». Normanby fut chargé d'assurer au nonce que le Gouvernement britannique désirait faire tout son possible pour complaire à tous les désirs que le Pape pourrait « exprimer (6). »

Au commencement du mois d'août, Metternich adressa aux agents autrichiens de Paris, Londres, Berlin et Saint-Petersbourg, une dépêche circulaire qui devait probablement servir de prélude à l'occupation de Ferrare. En voici le texte : « Les Etats étant aujourd'hui agités par un esprit de subversion,

(1) Guizot à Rossi, 10 septembre 1846, Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 352-3.

(2) Thureau-Dangin, *La Monarchie de Juillet*, vol. VII, p. 249. *Mémoires de Guizot*, vol. VIII, p. 384, et Metternich à Apponyi, 7 octobre 1847, *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 424-6.

(3) Abercromby à Palmerston, 19 août 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 88. *Mémoires de Guizot*, vol. VIII, pp. 382-4.

(4) Palmerston à Hamilton, 30 mars 1847, *Archives du Foreign Office*, Florence, vol. CXXII.

(5) Normanby à Palmerston, 19 avril 1847, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXIX. *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 35-6.

(6) Palmerston à Normanby, 27 avril 1847, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXIV, *Correspondence (Italy)*, pt. I, pp. 36-7.

« dont les conséquences ne sont que trop faciles à prévoir, la
 « position géographique même de notre empire nous impose
 « le devoir de fixer avec une attention redoublée nos regards
 « sur la marche que suivront les événements dans ces contrées ».

Après avoir déclaré que le Gouvernement autrichien désirait connaître la position des Puissances sur ce mouvement, Metternich ajoutait : « *L'Italie est une expression géographique.*
 « La Péninsule italienne est composée d'Etats souverains et
 « indépendants les uns des autres. L'existence et la circon-
 « cription territoriale de ces Etats sont sur des principes de
 « droit public général et corroborées par les transactions poli-
 « tiques les moins sujettes à contestation. L'Empereur, pour
 « sa part, est décidé à respecter ces transactions et à contri-
 « buer autant qu'il est en son pouvoir à leur inaltérable main-
 « tien. » Les Puissances étaient-elles préparées à suivre son
 exemple (1) ? C'est ce que désirait savoir le Chef du Cabinet autrichien.

Metternich écrivit au même moment une autre dépêche à Dietrichstein, l'Ambassadeur d'Autriche à Londres, pour être aussi communiquée à Palmerston : « L'Italie centrale, dé-
 « clarait-il, est livrée à un mouvement révolutionnaire, à la tête
 « duquel se trouvent placés les chefs des sectes qui depuis des
 « années ont mené les Etats de la Péninsule. Sous la bannière
 « des réformes administratives, à l'introduction desquelles le
 « nouveau Souverain de Rome s'est livré par suite d'un indu-
 « bitable sentiment de bienveillance pour son peuple, les fac-
 « tieux paralysent l'action légale du pouvoir et cherchent à
 « consommer une œuvre qui, pour répondre à leurs vues subver-
 « sives, ne pourrait point rester circonscrite ni dans les limites
 « de l'Etat de l'Eglise, ni dans celles d'aucun des Etats qui,
 « dans leur ensemble, composent la Péninsule italienne ». Met-
 ternich ajoutait que l'Empereur était bien résolu à conserver
 ses possessions, qu'il ne désirait pas les agrandir, mais qu'il
 saurait défendre son bien. Le Gouvernement autrichien dési-
 rait enfin savoir si les principaux gardiens de la paix parta-
 geaient ses vues (2).

(1) Metternich aux envoyés à Paris, Londres, Berlin et Saint-Petersbourg, 2 août 1847. *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 414-15. *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 77-78.

(2) Metternich à Dietrichstein, 2 août 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I, pp. 78-

Il est évident que Palmerston ne partageait pas les vues de Metternich. Ce dernier avait appuyé son argument pour le maintien du *statu quo* en Italie, sur la base légale du Traité de Vienne. Dans sa réponse, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déclarait qu'il était d'accord sur le principe que le Traité de Vienne devait être respecté ; mais il donnait aussi à entendre qu'il n'était guère logique que la Puissance qui avait si récemment violé ces traités sur la Vistule, désirât les faire respecter sur le Pô. Il admettait le droit de l'Empereur de défendre ses provinces italiennes, mais il faisait remarquer que tout souverain indépendant avait aussi un autre droit, c'était celui d'introduire dans son pays les réformes qu'il jugeait utiles au bien-être de son peuple. Plusieurs souverains italiens semblaient prêts à user de ce droit, et le Gouvernement britannique espérait que l'Autriche emploierait l'influence politique qu'elle possédait légitimement en Italie pour encourager et soutenir ces chefs d'Etats dans leur louable tentative. Palmerston ne voulait pas considérer comme fondée la crainte de Metternich de voir une république instaurée en Italie. « Les troubles, déclarait-il, étaient le résultat de plusieurs abus, qu'on devait « supprimer au plus vite pour ramener la paix et la tranquillité dans la Péninsule (1). »

En septembre, après l'occupation de Ferrare, Palmerston revint à la charge avec plus de force. Après avoir de nouveau soutenu le principe que tout souverain indépendant a le droit d'effectuer des améliorations dans ses domaines, il ajoutait que le Gouvernement britannique espérait que l'Autriche ne ferait aucune action qui pourrait heurter le principe invoqué plus haut, et que les réformes introduites par le Pape et le Roi de Sardaigne dans leurs Etats ne serviraient pas de prétexte au Gouvernement autrichien pour une agression contre leurs territoires ou leurs droits. L'Angleterre ne pourrait pas rester indifférente si de tels événements avaient lieu. L'intégrité de Rome et de la Sardaigne devait être respectée ; aussi l'Autriche

79. Une dépêche encore plus violente fut envoyée en même temps à Apponyi, *Mémoires de Metternich*, vol. VII.

(1) Palmerston à Ponsonby, 12 août 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV. *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 80-82, et Palmerston à Ponsonby, 13 août 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV. *Correspondence* (Italy), pt. I (Extrait).

était invitée à rétablir dans la cité de Ferrare la même distribution de forces militaires qui avaient existé depuis si longtemps par le consentement mutuel des Gouvernements autrichien et romain (1).

Les menaces de Palmerston eussent été suffisantes pour décider les Autrichiens à retirer leurs troupes de Ferrare, mais les représentations de Palmerston à Vienne étaient encore fortifiées par l'attitude de Guizot. En juillet, lorsque la garnison de Ferrare avait été renforcée et plusieurs parties de la ville occupées, Palmerston avait suggéré que la France et l'Angleterre se joignissent pour protester (2). En septembre, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre renouvela sa requête, alléguant qu'une communication amicale du Gouvernement français au Cabinet de Vienne serait suivie de résultats avantageux (3).

Guizot, ayant déjà adopté la ligne de politique que Palmerston lui indiquait, ne fit aucune difficulté pour prêter son appui (4).

L'opposition de la France et de l'Angleterre arrêterent pour un moment les projets de Metternich sur l'Italie. Répondant à la dépêche de Palmerston du 11 septembre, il déclarait que seul le désir de maintenir l'ordre et la paix en Italie l'avait poussé à ordonner l'occupation de Ferrare, et qu'il n'avait aucune intention de violer l'indépendance d'aucun Etat italien (5). Cependant, il ne donnait aucune satisfaction à la demande d'évacuation de la ville que lui avait faite le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Au contraire, il lui soumit une foule de documents pour lui prouver qu'en occupant Ferrare, l'Autriche avait agi d'après les droits que lui conférait le Traité de

(1) Palmerston à Ponsonby, 11 septembre 1847. Deux dépêches, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV. *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 115-116.

(2) Broglie à Guizot, 22 juillet 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 162-163.

(3) Palmerston à Ponsonby, 14 septembre 1847 ; Palmerston à Normanby, 14 septembre 1847 ; *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV ; *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXVI ; *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 119.

(4) Guizot à Broglie, 16 septembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, p. 171.

(5) Metternich à Dietrichstein, 27 septembre 1847, *Bianchi*, vol. V, p. 30. Metternich à Dietrichstein, 27 septembre 1847 (une autre dépêche), *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 422-424.

Vienne (1). Palmerston répondit en prévenant Metternich que l'indignation produite en Italie par l'occupation de Ferrare et l'avance menaçante des troupes autrichiennes dans le Duché de Lucques, où une insurrection populaire avait chassé le Grand-Duc, pourrait bien précipiter la révolution en Italie (2). Metternich, furieux, appela Palmerston « l'un des appuis les « plus éhontés » de la Révolution et affirma « qu'avec l'Angleterre il n'y aurait pas moyen de marcher (3) ». Mais il jugea néanmoins prudent de battre en retraite, et des négociations s'ouvrirent avec les autorités romaines en vue de l'évacuation de la ville de Ferrare. Le 18 décembre, les Autrichiens se retirèrent dans la citadelle (4). Palmerston était triomphant ; il écrivit à Minto que les Autrichiens avaient été forcés d'abandonner leurs projets en Italie, et qu'ils ne se risqueraient pas de nouveau dans ce pays (5).

Ce fut l'attitude de la France et de l'Angleterre qui empêcha que l'occupation de Ferrare devînt le prélude d'une intervention autrichienne à Rome, à Lucques et en Toscane. La correspondance de Metternich durant les derniers mois de l'année 1847 laisse peu de doute à ce sujet (6). Cependant, Palmerston fit plus que retenir l'Autriche. De 1846 à 1847, les Agents anglais en Italie (Abercromby à Turin, Hamilton à Florence, Petre à Rome et Napier à Naples) avaient encouragé les souverains italiens dans la voie des réformes constitutionnelles. L'attitude menaçante de l'Autriche pendant l'été de 1847 décida le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre de prêter un appui encore plus actif aux progressistes, et en vue de ce but, il décida d'envoyer Lord Minto (7), qui était « Lord Priory « Seal » dans le Cabinet Russel, en mission spéciale à Turin,

(1) Metternich à Dietrichstein, 23 septembre 1847 (deux dépêches), 27 septembre 1847 (deux dépêches), *Correspondence (Italy)*, pt. I, pp. 148-158.

(2) Palmerston à Ponsonby, 8 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV, *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 158.

(3) Metternich à Ficquelmont, 24 novembre 1847 (Confidentielle). *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 440-442.

(4) Ponsonby à Palmerston, 11 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXVII, *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 166 (Extrait). Hamilton à Palmerston, 19 décembre 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 298.

(5) Palmerston à Minto, 29 octobre 1847, Ashley, Palmerston, vol. I, p. 37.

(6) Voir *Mémoires de Metternich*, vol. VII, pp. 414-447, pp. 466-478.

(7) Minto était le beau-père de Lord John Russel et d'Abercromby, Ministre britannique à Turin.

Florence et Rome. L'objet de la mission Minto n'était pas de favoriser la révolution ; au contraire, elle avait pour but d'empêcher une explosion populaire, en assurant les réformes nécessaires, et en empêchant l'intervention autrichienne (1). Palmerston jugeait mal la situation et l'importance de l'élément nationaliste dans l'effervescence des esprits en Italie. Cet élément devait rendre insuffisantes de simples réformes.

Les intentions du Chef du Foreign Office sont exposées dans ses instructions à Minto. L'envoyé anglais devait se rendre d'abord à Turin. Là, il était chargé d'assurer le Gouvernement sarde de l'appui moral que l'Angleterre lui prêterait contre l'attitude menaçante prise par l'Autriche à la nouvelle du programme de réformes intérieures annoncées par le Roi. Le Roi de Sardaigne était vivement engagé à poursuivre dans ses affaires la voie la plus compatible avec sa dignité et à ne pas se laisser détourner, par des menaces, de ses projets d'amélioration dans l'administration de ses Etats. Il devait cependant prendre garde de ne pas se laisser entraîner par des communications agressives à des mouvements d'irritation qui pourraient le pousser à des démarches qui auraient trop l'apparence d'une préparation militaire. Minto devait ajouter que le Gouvernement britannique avait appris avec plaisir que le Gouvernement sarde avait transmis au Pape l'assurance d'un appui amical et définitif, ce qui faisait grand honneur à la générosité du Roi Charles-Albert. A Florence, l'Envoyé anglais était également chargé de féliciter le Gouvernement toscan d'avoir adopté une politique indépendante plus propre à satisfaire les intérêts et le bien-être du peuple toscan qu'à complaire à un Gouvernement étranger. Une conduite aussi sage et judicieuse, poursuivie avec prudence et discrétion, et avec une prévoyance éclairée ne pouvait manquer d'apporter de grands bienfaits aux sujets du Grand Duc, et de lui assurer leur affection et leur attachement.

De Florence, Minto devait se rendre à Rome, non comme Ministre accrédité auprès du Pape, mais comme l'organe du Gouvernement britannique, et comme tel il devait conseiller au Pape de continuer ses réformes sur la base du Mémoire présenté à Grégoire XVI en 1831 par les Puissances.

(1) Voir Stockmar, *Mémoires*, vol. II, p. 368 et suivantes et Walpole, Russel, vol. II, p. 39 et suivantes. *Palmerston*, par Ashley, vol. I, p. 33 et suivantes.

A Florence, Turin et Rome, Minto était chargé de faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté était convaincu qu'il serait sage que les Souverains et leurs Gouvernements adoptassent un système d'amélioration progressive dans l'administration de leurs affaires, qu'ils supprimassent les abus qui y existaient et réformassent les institutions de leur pays, afin de les rendre plus en accord avec la diffusion toujours croissante des connaissances politiques, et que tout Chef d'état indépendant avait le droit absolu d'améliorer les institutions de son pays, et qu'aucun gouvernement ne pouvait intervenir ou les restreindre dans l'exercice d'un droit inhérent aux attributs de la souveraineté indépendante (1).

Quelques jours après avoir reçu ces instructions, Lord Minto partit pour Turin par la route de Berne. Palmerston avertit les Gouvernements français et anglais de la mission Minto. A Broglie, à Londres, il déclara qu'elle avait simplement pour but d'établir des relations diplomatiques avec le Pape. En même temps, il suggéra que si le Gouvernement français envoyait une flotte à Civita Vecchia, que ce fût fait le plus tranquillement possible (2). Metternich fut brusquement informé que « si le Gouvernement autrichien n'intervenait pas dans « les affaires intérieures d'aucune des parties de l'Italie, il était « improbable qu'une autre puissance intervînt par la force des « armes dans les affaires intérieures des provinces autrichiennes (3). »

Minto arriva à Turin les premiers jours d'octobre. Dans plusieurs entrevues avec le Roi il exposa les vues de Palmerston. Charles-Albert l'assura de son intention de poursuivre le programme de réformes qu'il avait annoncé et d'appuyer énergiquement une ligue commerciale projetée entre Rome, la Toscane et le Piémont. L'envoyé anglais écrivit à Palmerston qu'il avait cherché, dans ses conversations avec le Roi et les personnes influentes de sa Cour, à confirmer les vues libérales et judicieuses de Sa Majesté Sarde et qu'il était heureux d'avoir

(1) Palmerston à Minto, 18 septembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. I, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 128-130 (Extrait).

(2) Broglie à Guizot, 24 septembre 1847, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 204-6, et Broglie à Guizot, 13 octobre 1847, *Ibid.*, vol. DCLXVIII, pp. 219-222.

(3) Palmerston à Ponsonby, 27 septembre 1847, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXV, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 144-5.

réussi à faire une impression favorable sur l'esprit du Roi (1)

Il est à remarquer que c'est durant le séjour de Minto à Turin que Charles-Albert donna des preuves de la sincérité de ses promesses de réformes en congédiant le Ministère conservateur de Della Margarita. Le Roi déclara à Minto que ce changement de ministère était destiné à faciliter les réformes, et il renouvela ses assurances au sujet de ses intentions. Cependant, l'envoyé anglais en quittant Turin écrivait que ce n'était pas sans appréhension qu'il s'en allait, qu'il avait pourtant l'espoir que les personnes les plus influentes du groupe libéral sauraient contenir l'impatience du public et empêcher une rupture entre le Roi et son Gouvernement (2).

Palmerston approuva chaudement les rapports que Minto lui envoyait de Turin, et il chargea Abercromby de continuer à recommander au Gouvernement de Sardaigne la même ligne de politique et les mesures d'améliorations progressives (3).

Le projet d'une ligue commerciale était particulièrement favorisée par Palmerston. Il écrivait à Minto : « Il est évident « qu'une ligue commerciale entre les Etats de l'Italie, fondée « sur les principes généraux du Zollverein allemand, serait « politiquement utile, car elle créerait un sentiment national « et d'unité parmi les Italiens ; et si les bases de cette ligue « étaient des taxes légères et des facilités de commerce, elle « tendrait à aider grandement au développement de l'industrie « dans les Etats qui composent l'Union, et serait très avanta-
« geuse à tous les pays qui ont des relations commerciales avec « l'Italie (4). »

A Florence comme à Turin, Minto conseilla et encouragea le mouvement réformiste. Dans ses conversations avec le Grand-Duc, celui-ci lui assura qu'il avait pleine confiance dans le bon sens et la modération de ses sujets, et qu'en appuyant son Gou-

(1) Minto à Palmerston, 9 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Mission Minto, vol. II, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 175. Aussi Minto à Palmerston, 8 octobre 1847. *Ibid.*, Foreign Office, Mission Minto, vol. II, et *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 164-5.

(2) Minto à Palmerston, 15 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. II, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 186-187 (Extrait).

(3) Palmerston à Abercromby, *Archives du Foreign Office*, Sardinia, vol. CXL. *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 188.

(4) Palmerston à Minto, 28 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. II. *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 188.

vernement sur l'opinion publique il passerait en sûreté la crise présente, s'il n'était pas troublé par une intervention étrangère. Il y avait pourtant, disait Minto, dans certains endroits, « une « disposition à prétendre à des changements violents et imprati-
« cables ». Cela, ajouté à la faiblesse du Gouvernement, rendrait la situation précaire (1).

Minto arriva à Rome à temps pour voir les réformes de Pie IX atteindre leur apogée dans l'inauguration de la Consulta di Stato. Mais en dépit des fleurs parsemées dans les rues et du grand enthousiasme de la foule, il ressentit une certaine inquiétude. Il écrivit à Palmerston : « qu'il ne manquait pas à « Rome plusieurs têtes échauffées de la Jeune Italie et qu'il « s'en trouvait même une ou deux dans la Consulta (2) ».

Il considérait comme « une indiscretion (3) » la déclaration qu'avait faite le Pape de son intention de maintenir la souveraineté pontificale, ce qui voulait dire que la Consulta était la limite de ses concessions. Minto n'avait pas une très haute opinion des capacités politiques de Pie IX. Il le regardait comme un homme aimable, agréable et pieux, mais pas du tout apte à diriger un Etat (4). Minto demeura à Rome jusqu'en février 1848, employant toute l'influence de son Gouvernement pour obtenir de nouvelles réformes et pour encourager la ligue commerciale (5).

Minto considérait que l'appui prêté par l'Angleterre au mouvement réformiste avait eu un effet considérable. Il écrivait à Palmerston : « C'est la confiance dans la protection britannique « qui encourage les Gouvernements de l'Italie centrale à pour-
« suivre les grandes réformes qu'ils ont entreprises et qui, en « même temps, tranquillise les populations par l'assurance de « notre appui aussi longtemps qu'elles ne se laisseront pas « aller à des excès dangereux ou à des demandes déraison-

(1) Minto à Palmerston, 29 octobre 1847, *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. II. *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 192-3 (Extrait).

(2) Minto à Palmerston, 18 novembre 1847. *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. II. *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 246.

(3) *Ibid.*, et Extrait du *Dairio di Roma* contenant une partie du discours du Pape. *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 246-7.

(4) Minto à Palmerston, sans date, Palmerston, par Ashley, vol. I, p. 36.

(5) Minto à Palmerston, 1^{er} décembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. I, p. 278. Minto à Palmerston, 28 décembre 1847, 13 janvier 1848, 15 janvier 1848, 16 janvier 1848, 18 janvier 1848, 23 janvier 1848, et Palmerston à Minto, 3 février 1848. Deux dépêches. *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 15, 30, 38, 39, 44, 45.

« nables (1) ». Il est douteux que « l'assurance de notre appui » ait eu un effet aussi calmant. Le contraire semble plus vraisemblable, quoique les conseils donnés par Minto en accord avec ses instructions eussent eu pour objet d'obtenir des concessions aux réformes ; l'apparition de Minto sembla partout impliquer un degré beaucoup plus grand d'appui britannique (2). L'Envoyé anglais fut reçu avec des ovations et des démonstrations populaires, à Arezzo, Gênes, Florence et en d'autres villes. Il parla à la foule au milieu des cris de « Viva l'Indepdenza Italiana (3) ! » Et cela peut avoir été ou ne pas avoir été une coïncidence, à Turin, Gênes et Florence, son arrivée fut suivie par des troubles populaires (4).

À Rome, Minto fut représenté comme un promoteur ardent de l'indépendance italienne. Une foule immense s'amassa près de son hôtel, criant : « Vive Lord Minto, Vive l'Indépendance d'Italie ! » et l'on disait dans les cafés et dans les endroits où le peuple avait l'habitude de s'assembler, que Minto avait pris l'indépendance de l'Italie sous sa protection, et que l'Angleterre était sur le point de faire la guerre à l'Autriche pour la liberté de l'Italie (5).

La Mission Minto ne réussit donc pas à accomplir son objet, qui avait été d'empêcher la violence par des concessions opportunes de réformes utiles. Elle eut un résultat tout à fait différent. Il est probable que cette mission précipita l'explosion de la Révolution en Italie. Elle échoua pour trois raisons : 1^o parce qu'en dépit des déclarations officielles de Minto, les radicaux et les nationalistes croyaient que Palmerston était prêt à aller plus loin qu'il ne permettait à Minto de le dire, et que l'Angleterre était prête à faire la guerre pour l'Italie ; 2^o la concession de réformes modérées était dans l'automne 1847 tout à fait insuffisante ; à ce moment-là, on ne voulait rien moins que l'indépendance de l'Italie, c'est-à-dire l'expulsion des Autrichiens ; 3^o enfin, la Mission Minto était

(1) *Correspondence* (Italy), pt. II.

(2) D'Azeglio à Rendu, 19 décembre 1847, D'Azeglio.

(3) *Palmerston*, par Ashley, vol. I, p. 36.

(4) Abercromby à Palmerston, 25 octobre 1847. Hamilton à Palmerston, 27 octobre 1847. *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 189, 209, 210.

(5) Voir l'excellent article de d'Haussonville : « La politique extérieure de la France en Italie », 1830-1848, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1848, pp. 461-488.

venue trop tard. Dix années plus tôt, elle aurait peut-être eu plus de succès. Pendant l'automne 1847 un miracle, seul, aurait pu empêcher la Révolution italienne (1).

IV

Vers la fin de 1847, et au commencement de l'année 1848, il y eut plusieurs présages d'un bouleversement prochain. En dépit de l'évacuation de Ferrare, l'attitude de l'Autriche devenait de plus en plus menaçante. Le 14 décembre, Metternich, en annonçant un nouveau renforcement de troupes autrichiennes dans le Lombard-Vénitien, écrivait une note accompagnée d'un avertissement final : « L'esprit de subversion qui, sous le « drapeau de la réforme, s'est fait jour dans quelques Etats « de la Péninsule Italienne, a pris pour mot d'ordre et de rallie- « ment la haine contre la puissance autrichienne. Les raisons qui « engagent les conducteurs du mouvement dans cette direction « sont trop palpables pour avoir besoin d'explication. Aussi « nous bornons-nous à admettre le fait, et à ne point perdre de « vue ses conséquences. Les événements auxquels la Suisse sert « aujourd'hui d'arène augmenteront l'intensité du mouvement « en Italie, et ils influenceront aussi sur la situation des Gouverne- « ments et des partis dans la Péninsule, ainsi que sur celle, maté- « rielle, du Royaume Lombard-Vénitien. Aussi l'Empereur se « regarde-t-il comme tenu, dans l'intérêt de ce qu'il doit à sa « Couronne et à ses sujets, d'augmenter la force armée dans ce « royaume (2). »

Palmerston répondit avec une égale franchise : « Le Gouver- « nement de Sa Majesté a déjà appris avec regret, par diver- « ses informations, le fait mentionné par le Prince de Metternich, « qu'il existe en ce moment dans toute l'Italie un sentiment « d'hostilité envers l'Autriche. Mais le Gouvernement britan- « nique pense que ce sentiment vient principalement et peut- « être seulement de la méfiance que l'on éprouve envers les in- « tentions du Ministère autrichien et de la crainte que le Cabinet

(1) Sur l'insuccès de la Mission Minto, voir aussi : Stockmar, *Memoirs*, vol. II, pp. 363-367.

(2) Metternich à Dietrichstein, 14 décembre 1847, *Correspondence (Italy)*, pt. I. pp. 280-1.

« de Vienne ne médite quelque intervention dans les affaires
 « intérieures des Etats de l'Italie, dans le but d'empêcher ou
 « de retarder les améliorations et les réformes que les Souve-
 « rains cherchent à effectuer et que le peuple considère comme
 « essentielles à son bonheur et à son bien-être. Donc, le senti-
 « ment hostile auquel le Prince de Metternich fait allusion re-
 « pose sur la peur. Le Gouvernement de Sa Majesté sait bien,
 « par les déclarations réitérées du Gouvernement autrichien,
 « que cette crainte est sans fondement... Mais il éprouve l'ap-
 « préhension que la marche des grands renforcements de trou-
 « pes en Lombardie, ait pour effet de confirmer les notions
 « erronées des Italiens sur les vues et les intentions du Cabinet
 « de Vienne, que cela fortifiera ses soupçons plutôt que de les
 « faire disparaître... Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut
 « qu'exprimer le regret que l'apparente tranquillité de ces
 « Etats n'ait pas suffi à donner au Gouvernement autrichien la
 « confiance qu'elle devait lui inspirer (1)... »

Ainsi nous voyons les politiques de Metternich et de Palmerston face à face. Les craintes du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre furent bientôt confirmées. Le 21 décembre 1847, les troupes autrichiennes entrèrent à Modène (2). Quelques jours après, l'ère des révolutions commença avec les émeutes sur la question des tabacs à Milan (3), une révolte populaire à Livourne (4), une menace d'insurrection à Rome (5) et des troubles populaires à Gênes (6). L'Autriche envoya de nouvelles troupes en Lombardie (7) et le Piémont augmenta ses effectifs de 12.000 hommes (8). Un corps expéditionnaire fran-

(1) Palmerston à Ponsonby, 28 décembre 1847, *Archives du Foreign Office*, vol. CCCXXXV, *Correspondence* (Italy), pt. I, pp. 287-8 (Extrait).

(2) Normanby à Palmerston, 28 décembre 1847. Hamilton à Palmerston, 25 et 28 décembre 1847. Ponsonby à Palmerston, 26 et 27 décembre 1847. Bingham à Palmerston, 24 décembre 1847, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 1-8.

(3) Dawkins à Palmerston, 6 et 11 janvier 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 16-20.

(4) Hamilton à Palmerston, 9 et 14 janvier 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 24-30.

(5) Minto à Palmerston, 13 janvier 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 30-32.

(6) Bingham à Palmerston, 11 et 13 janvier 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 23, 28, 29.

(7) Ponsonby à Palmerston, 10 janvier 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 42.

(8) Bingham à Palmerston, 12 janvier 1848, *Ibid.*, pp. 23-24.

gais de 3.000 hommes fut rassemblé à Toulon et Port-Vendres, prêt à s'embarquer pour Civita-Vecchia au premier signal d'une intervention autrichienne ou d'actes de violence intérieure à Rome (1).

Le 12 janvier la Révolution éclata ouvertement à Palerme. Avant la fin du mois, les troupes royales furent chassées de l'île entière, sauf de la forteresse de Messine. Le mouvement s'étendit au continent, et, le 29 janvier, Ferdinand accorda à tous ses sujets une constitution relativement libérale. La révolution à Naples et à Palerme força la main aux autres souverains italiens. Le 8 février, Charles-Albert annonçait par une proclamation royale son intention d'établir une constitution libérale (2). Le 11 février, le Grand-Duc de Toscane publia une proclamation identique (3). Le Pape hésitait encore. Pour le moment, il se contentait de promettre la sécularisation des emplois (4), et ce ne fut qu'après la Révolution de février, à Paris, qu'il octroya enfin une constitution à ses Etats (5).

Metternich attribuait les causes de la Révolution en Italie au « Steeple-chase du Roi Charles-Albert pour atteindre une « fausse popularité ; les conquêtes rêvées par lui, et enfin les « adeptes de la secte libérale qui ont fait leur profit des défauts « de l'esprit, du cœur et du caractère de ce malheureux Prince. « Ajoutez à cela la conduite des Gouvernements français depuis « 1815, l'intensité de leur travail pour discréditer, par tous les « raffinements de la calomnie, la puissance autrichienne, la force « d'organisation qu'ont acquise les sectes sous la protection « avouée de la France et de l'Angleterre (6)... »

Vers les derniers jours de janvier et au commencement de février, l'Autriche concentra une armée de 12.000 à 15.000 hommes sur le Ticino, en face de Novare. Les autorités autrichiennes

(1) Guizot, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 402-3.

(2) Abercromby à Palmerston, 7 et 9 février 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 64-70.

(3) Hamilton à Palmerston, 12 et 18 février 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 74-5, 84-96.

(4) Hamilton à Palmerston, 12 février 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 75-6.

(5) Hamilton à Palmerston, 28 février, 10-17-21 mars 1848, *Correspondence (Italy)*, pp. 203-204.

(6) Metternich à Ficquelmont, 17 février 1848, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 583-589 et Metternich à Apponyi, 13 février 1848, *Ibid.*, p. 566.

prétendaient que c'était pour protéger la Lombardie contre une attaque (1).

Mais Metternich craignait d'intervenir sans la France ; aussi Apponyi fut-il chargé de s'informer auprès de Guizot « jusqu'où « il regardera comme possible d'étendre son pouvoir (2) ». Le Président du Conseil français n'osait pas agir avec l'Autriche, mais selon Metternich, il suggéra que l'Autriche intervînt d'abord et « nous viendrons après vous, et nous nous entendrons « pour en finir avec la Révolution (3) ». Le Chef du Cabinet autrichien repoussa ce mode d'action : « Ce serait nous lancer « dans un guet-apens, écrivait-il à Ficquelmont (4). Mieux que « personne, Metternich savait que des troupes françaises en « Italie, quelles que fussent les intentions de Guizot et de Louis-Philippe, combattraient aux côtés des Italiens. »

Il devenait tous les jours plus probable que l'Autriche aurait bientôt à lutter pour ses possessions italiennes. Seules, de grandes réformes allant jusqu'à la complète autonomie du Lombard-Vénitien auraient pu empêcher la révolte. Mais les tactiques et les méthodes autrichiennes étaient l'opposé de cela. Quelques jours après le soulèvement de Palerme, Dawkins, le Consul général britannique à Milan, écrivait à Palmerston que les sentiments de haine contre les Autrichiens étaient devenus si intenses que le plus léger incident amènerait une rébellion. « En « attendant, écrivait-il, excepté les continuelles interrogations « de la police, rien ne semble être fait par le Gouvernement, « et c'est vraiment déplorable de voir la manière insouciant « avec laquelle on mène les affaires. » Il ajoutait qu'on sentait la nécessité d'une forte poigne et que les autorités même se plaignaient des délais du Gouvernement de Vienne, qui ne répondait à aucune de leurs réclamations, alors qu'à Milan des mesures décisives auraient dû être prises ; personne ne savait qui était véritablement à la tête du Gouvernement. Le Vice-Roi, le Gouverneur, Comte Spaur, le Commandant en chef, Maréchal Radetzki, le Comte de Ficquelmont et la direction de

(1) Abercromby à Palmerston, 26 janvier 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 47-48.

(2) Metternich à Apponyi, 6 février 1848, *Ibid.*, pp. 562-3.

(3) Metternich à Ficquelmont, 10 février 1848, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 563-4.

(4) *Ibid.*

la police exerçant tous une autorité, mais aucun n'apparaissant responsable des mesures que l'on adoptait. La seule chose qui progresse étant l'augmentation de l'armée, des troupes arrivant tous les jours (1)... »

Le succès de la Révolution à Naples, Rome, Florence et Turin fut suivi en Lombardie par des émeutes, notamment à Padoue et à Pavie (2). En Piémont, la concentration des troupes autrichiennes en face de Novare augmentait encore les sentiments nationalistes et antiautrichiens déjà pourtant très vifs (3). Pendant les premiers développements de la Révolution italienne, Palmerston crut qu'il était encore possible d'empêcher une conflagration générale en Italie, ainsi qu'une intervention française, par l'accomplissement de réformes octroyant des libertés constitutionnelles à l'Italie. Les agents britanniques en Italie furent donc chargés d'engager vivement les souverains des différents Etats italiens à céder aux demandes irrésistibles de leurs sujets. L'exemple des événements qui s'étaient déroulés dans le Royaume des Deux-Siciles leur montrant combien il était peu sage de résister à des pétitions modérées qu'on était forcé tôt ou tard, d'accorder. Qu'il valait mieux pour un Gouvernement qu'il décidât délibérément les améliorations nécessaires dans son administration et de les faire avec la grâce d'une concession spontanée que d'être forcé d'accepter soudainement des changements qui, insuffisamment mûris et étant extorqués par la pression supérieure des circonstances, renversent l'ordre naturel des choses.

Aux leaders populaires avec lesquels les agents anglais auraient à traiter, ils devaient parler de la même manière et présenter les mêmes arguments et leur faire remarquer que, quoique la force puisse arriver à son but pour le moment, et soutirer de la couronne des concessions qui eussent été autrement extrêmement longues à venir, elle laisse cependant derrière elle du ressentiment (4).

(1) Dawkins à Palmerston, 18 janvier 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 38-9.

(2) Dawkins à Palmerston, 20 février 1848, *Ibid.*, pp. 102-3.

(3) Abercromby à Palmerston, 26 janvier 1848, *Ibid.*, pp. 47-8.

(4) Palmerston à Minto, Abercromby et Hamilton, 12 février 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 60-61. Une instruction séparée fut envoyée à Minto le 3 février 1848. *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. III. Aussi *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 45.

Dans ses lettres privées écrites à cette époque, Palmerston divulgue la cause de son anxiété : « Si le Roi », écrivait-il à Abercromby, « est résolu à s'opposer aux vœux de ses sujets, « il doit se décider ou à abdiquer ou à faire appel à l'aide étrangère. La première alternative serait peu sage et pas du tout « nécessaire... Quant à faire appel à l'intervention étrangère, « nous ne pouvons croire qu'avec ses sentiments patriotiques, « il consentira jamais à conserver son trône avec l'aide des « baïonnettes françaises ou autrichiennes et à devenir le pantin « de l'Autriche ou de la France (1) ». et il ajoutait : « La conduite que vous avez recommandée au Gouvernement de Sardaigne est la seule par laquelle il pourra maintenir l'harmonie « entre la couronne et le peuple, et *par laquelle l'indépendance « de l'Etat et sa liberté contre l'intervention étrangère pourra être « préservée* (2). »

A Hamilton, à Florence, il écrivait : « ... Je vous prie de faire « tout votre possible pour persuader au Gouvernement de céder « de bonne grâce aux désirs de son peuple, et sous aucun prétexte, de faire appel ou de laisser venir les Autrichiens pour « réprimer les sujets du Grand-Duc. La première des choses « est l'indépendance nationale, et rien ne peut dédommager « de cette perte-là (3). »

En même temps, Palmerston employait toute son habileté dans l'argument politique pour retenir l'Autriche ; le 11 février, il écrivait à Ponsonby une des plus remarquables dépêches qui aient jamais émané du British Foreign Office : « ... Le « Cabinet autrichien ne saurait mettre en doute les sentiments « amicaux de la Grande-Bretagne pour l'Autriche ; des anciennes « alliances ont depuis longtemps déjà formé une union entre les « deux pays, et même si ces liens pouvaient être oubliés, *la « grande importance de l'Autriche comme élément essentiel dans « l'Équilibre européen* (4) doit toujours inspirer au Gouvernement « britannique les vœux les plus sincères pour son bien-être et « sa prospérité.

(1) Palmerston à Abercromby, 12 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 66-7.

(2) Palmerston à Abercromby, 11 février 1848, *Archives du Foreign Office, Sardinia*, vol. CXLVIII. Aussi *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 59. Les italiques sont de l'auteur.

(3) Palmerston à Hamilton, février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, p. 67.

(4) Les italiques sont de l'auteur.

« Le Gouvernement de Sa Majesté ne pourrait donc jamais
« désirer voir le Cabinet de Vienne régler sa politique d'une
« autre manière que celle qui, en toute occasion, serait la mieux
« adaptée à servir les intérêts permanents et bien compris de
« l'Empire autrichien.

« Le Gouvernement de Sa Majesté a donc été extrêmement
« satisfait de recevoir les assurances qui, de temps à autre, lui
« ont été transmises par le Cabinet de Vienne, que c'était la
« ferme intention du Ministère autrichien de poursuivre, en ce
« qui concerne les affaires d'Italie, ce système de conduite qui
« est à la fois le plus sage et le plus juste ; et quoique le Gou-
« vernement autrichien ait trouvé qu'une grande augmentation
« de ses forces militaires dans les provinces italiennes soit né-
« cessaire dans l'état actuel des affaires, pourtant cette augmen-
« tation doit être considérée comme une mesure strictement
« défensive, et ne pas être regardée comme indiquant l'intention
« de franchir les frontières du territoire autrichien, ou d'inter-
« venir par la force des armes dans les affaires d'aucun autre
« Etat italien. »

« Le Gouvernement de Sa Majesté est convaincu que le
« progrès des événements en Italie ne peut qu'avoir confirmé
« le Cabinet de Vienne dans sa sage et prudente résolution.
« La fermeté avec laquelle il y a jusque maintenant adhéré
« ayant beaucoup contribué à maintenir la paix intérieure des
« Etats italiens et à empêcher de graves malentendus entre les
« Puissances de l'Europe. Le Gouvernement de Sa Majesté a
« confiance que, quel que soit le résultat des événements qui
« viennent de se passer dans le royaume de Naples, et quelle
« que soit l'influence que ces événements puissent exercer sur
« les affaires intérieures des autres Etats italiens; le Cabinet de
« Vienne persévéra toujours dans cette conduite prudente,
« et qu'il retiendra ses forces militaires dans les limites des
« possessions italiennes de Sa Majesté Impériale (1). »

A cette dépêche était jointe une lettre privée encore plus intéressante : « Je vous envoie une dépêche importante qui doit
« être communiquée au Prince Metternich. Je désire que vous

(1) Palmerston à Ponsonby, 11 février 1848, *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXLIII. Aussi *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 59-60. Une copie de cette dépêche devait être remise à Metternich.

« la recommandiez à sa plus sérieuse considération. Elle est
 « conçue dans des termes qui ne sauraient donner offense,
 « mais elle doit être comprise comme impliquant plus qu'elle
 « n'exprime. Le fait est que sur la décision de Metternich concer-
 « nant les affaires d'Italie dépend la question de paix ou de guerre
 « en Europe (1). S'il reste tranquille et ne se mêle pas des affaires
 « d'au delà des frontières autrichiennes, la paix sera maintenue,
 « et tous ces changements italiens seront effectués avec aussi
 « peu de troubles qu'il est possible en ces circonstances. S'il
 « prend sur lui-même de régler par la force des armes les affaires
 « intérieures des Etats Italiens, il y aura infailliblement la guerre,
 « et ce sera une guerre de principes, qui, commençant en Italie,
 « s'étendra à toute l'Europe, et de laquelle l'Empire autrichien
 « ne sortira certainement pas sans changements. Dans cette
 « guerre, l'Angleterre et l'Autriche ne seront certainement pas du
 « même côté (2)... Dans cette guerre, quelles que soient les pro-
 « messes faites par Louis-Philippe et Guizot, les champions
 « principaux luttant l'un contre l'autre seront la France et l'Au-
 « triche (3), et je désirerais, que Metternich considère bien quel
 « serait l'effet sur la condition intérieure de l'Allemagne d'une
 « guerre entre l'Autriche et la France dans laquelle l'Autriche
 « se serait engagée afin d'écraser, et la France afin de soutenir
 « la constitution et la liberté. Le Prince de Metternich ferait
 « bien, avant tout, de chercher à savoir non seulement quelle
 « portion du peuple d'Allemagne se joindrait à lui comme allié,
 « mais aussi combien de gouvernements voudront prendre
 « part avec lui dans la lutte. S'il désire pousser la plus grande
 « partie de l'Allemagne dans une alliance étroite avec la France,
 « il ne pourrait trouver un meilleur moyen... et il peut être sûr
 « que, pour la défense de la liberté constitutionnelle en Italie, la
 « nation française se lèverait en armes et que l'armée française
 « baignerait encore ses chevaux dans le Danube (4). Je vous prie
 « d'user de toute votre persuasion auprès du Prince pour l'en-
 « gager à vous autoriser à nous envoyer des assurances qui nous
 « tranquilliserait sur ce sujet. Nous estimons trop l'importan-
 « ce de maintenir l'Autriche comme le pivot de l'Équilibre

(1) Les italiques sont de l'auteur.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

« européen pour ne pas voir avec le plus profond regret une action entreprise par son Gouvernement, qui aurait pour elle des conséquences fatales, et qui nous placerait contre notre gré parmi ses adversaires (1). »

Quelques jours après, dans une entrevue avec Dietrichstein, Palmerston alla encore plus loin. Il refusa non seulement de partager l'inquiétude ressentie à Vienne à propos des événements d'Italie, mais il « n'a point dissimulé sa pensée que l'établissement d'un gouvernement constitutionnel, tant en Lombardie que dans les autres provinces de l'Empire autrichien, présenterait des avantages réels et n'offrirait aucun inconvénient sérieux (2) ».

Si Palmerston pensait sincèrement que ses arguments et ses avertissements auraient quelque effet sur la politique de l'Autriche, il allait bientôt être désillusionné. Metternich détestait Palmerston ; sous la direction de Palmerston, les politiques britannique et autrichienne étaient en conflit presque partout en Europe, en Grèce, en Espagne, en Suisse, en Italie. La recrudescence de l'esprit révolutionnaire en Italie et les encouragements que lui donnait ouvertement le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avaient encore accru la haine de Metternich. Sa remarque sur la dépêche du 11 février était qu'elle démontrait « jusqu'où vont les inepties enragées de Lord Palmerston (3) ». Sa réponse écrite le 23 février était une longue défense de la politique autrichienne (4). Au commencement de janvier 1848, Dietrichstein communiquait confidentiellement à Jarnac une dépêche de Metternich qui « censure et déplore dans des termes bien plus vifs encore la direction actuellement donnée à la politique étrangère de la Grande-Bretagne comme profondément hostile à tout ordre social et politique et comme tendant à amener une catastrophe européenne. Le Comte Dietrichstein m'a dit d'ailleurs, Monsieur le Ministre, que des correspondances plus intimes encore de sa Cour, en

(1) Palmerston à Ponsonby, 11 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 63-65.

(2) Compte rendu de cet entretien donné à Jarnac par Palmerston. Voir Jarnac à Guizot, 19 février 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, p. 227.

(3) Metternich à Ficquelmont, 17 février 1848, Metternich, *op. cit.*, vol. VII, pp. 583-589.

(4) Metternich à Dietrichstein, 23 février 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 115-118.

« donnant une entière approbation à la réserve qu'il s'est pres-
 « crite envers le Ministre de Sa Majesté Britannique, l'enga-
 « gent fortement à persévérer dans cette attitude. La Cour de
 « Vienne n'espère, en effet, aucun avantage de rapports plus
 « fréquents avec le Gouvernement actuel de l'Angleterre (1)... »

L'attitude de l'Autriche fut approuvée sans réserves par la Russie. Nesselrode alla même plus loin que Metternich. Il accusa ouvertement le Gouvernement britannique de favoriser partout, mais spécialement en Italie, l'agitation révolutionnaire. « Que le Gouvernement anglais le veuille ou non, les
 « Siciliens et les Lombards se prévalent de son attitude et de
 « la présence de son pavillon pour s'encourager dans leurs
 « rêves d'indépendance particulière. Partout ailleurs il est re-
 « gardé comme le protecteur bienveillant de toute révolution
 « ayant pour but l'introduction en Italie des institutions re-
 « présentatives. L'Angleterre, ajoute-il, ne peut que rehausser
 « le prestige et l'influence de la France en favorisant l'adoption
 « de gouvernements constitutionnels sur le Continent, et cer-
 « tainement elle ne peut pas désirer un tel résultat. Quant au
 « Tsar, il est fermement résolu, en ce qui concerne l'état de
 « possession assigné aux divers Etats italiens par les actes dont
 « il est garant, à ne transiger en rien sur la marche que lui pres-
 « crivent ses devoirs et ses intérêts politiques. En Sicile, il ne
 « reconnaîtra aucun changement qui... équivaldrait à la rup-
 « ture ou à l'affaiblissement des liens qui unissent les deux
 « grandes portions du royaume. En Lombardie, son appui
 « moral est d'avance acquis à l'Autriche dans les mesures qu'elle
 « prendra pour s'en conserver la possession ; et si les attaques
 « qu'elle aurait essuyées d'un point quelconque de l'Italie,
 « étaient soutenues du dehors par quelque Puissance étran-
 « gère, notre auguste maître n'hésiterait pas à regarder une
 « pareille agression comme un cas de guerre européenne et à
 « employer, dès lors, toutes ses forces disponibles à la défense
 « du Gouvernement autrichien (2). » La Prusse, naturellement,

(1) Jarnac à Guizot, 4 janvier 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 171-2.

(2) Nesselrode à Brunnow, 24 février 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 118-121. Aussi Bianchi, *Storia documentata della Diplomazia Europea in Italia dell' anno 1814 all' anno 1861*, vol. V, pp. 97-8.

était prête à suivre la politique de l'Autriche et de la Russie (1).

Telle était la situation lorsque éclata la Révolution de février à Paris, qui brusquement vint terminer l'âge de la Sainte-Alliance.

V

Entre temps, la révolution dans le Royaume des Deux-Siciles avait été l'objet de l'attention spéciale du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. En décembre 1847, Palmerston avisait Minto, qui se trouvait alors à Rome, d'étendre sa mission jusqu'à Naples : « Si par hasard vous appreniez par « Lord Napier qu'en agissant ainsi vous feriez plaisir au Roi « Ferdinand » « Si », ajoutait-il, « Votre Excellence allait à « Naples, vous diriez au Gouvernement napolitain ce que vous « avez dit aux Gouvernements de Sardaigne et de Toscane. « Vous encouragerez le Roi à aller sagement en avant... en « apportant toutes les améliorations dans l'administration de « ses domaines, que l'état présent des affaires, les besoins et les « désirs raisonnables de ses sujets semblent exiger ; et de ne « pas être retenu par l'appréhension qu'en réformant de véri- « tables abus et en redressant des griefs reconnus, il sera moins « capable de résister aux demandes exagérées qui pourraient « lui être faites plus tard... » Palmerston recommandait ensuite à Minto de chercher à calmer l'impatience des réformateurs Siciliens et de leur faire comprendre qu'ils arriveraient plus facilement à leur but en modérant l'ardeur de leurs partisans et en leur conseillant d'agir selon la raison sans avoir recours à la violence (2).

Dans le royaume des Deux-Siciles, comme partout ailleurs en Italie, Palmerston cherchait à empêcher les réformateurs à se laisser aller aux actes violents. Mais la révolution survint avant que Minto ait reçu l'invitation de se rendre à Naples ou que Ferdinand eût exprimé le désir de l'avoir près de lui. Ainsi que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre l'avait prévu, Ferdinand fut forcé de faire droit aux demandes extrê-

(1) Westmorland à Palmerston, 10 et 14 février 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 73, et Bianchi, *op. cit.*, vol. V, pp. 86 et suiv.

(2) Palmerston à Minto, 16 décembre, *Correspondence (Italy)*, pt. I, p. 279, et *Correspondence (Naples and Sicily)*, pp. 1-2.

mes des révolutionnaires. La Constitution proclamée à Naples le 29 janvier, quoique modelée d'après la Charte française de 1830, représentait une concession à laquelle on n'eût même pas rêvé un mois auparavant.

Un fait significatif et qui marque bien l'attitude prise par Palmerston en face des mouvements libéraux et conservateurs, ainsi que la prudence qui guida sa politique après que la révolution eût éclaté, c'est qu'avant de recevoir la nouvelle des événements des derniers jours de janvier, il avait conseillé l'adoption d'une constitution copiée sur celles des petits Etats allemands, tels que la Bavière, le Wurtemberg et la Saxe (1).

Cependant la Constitution proclamée à Naples ne satisfait pas les Siciliens (2). Dès le début de la révolution, les leaders siciliens avaient annoncé qu'ils ne déposeraient pas les armes, « et qu'ils ne suspendraient pas les hostilités avant que la Sicile, « unie dans un Parlement général, eût établi une constitution « qui fût en accord avec les temps actuels (3)... » Ce qu'ils réclamaient, c'était la Constitution de 1812, qui instituait l'indépendance virtuelle de la Sicile. Tous leurs efforts tendaient maintenant à recouvrer leurs anciennes libertés, et ils avaient voué une haine intense à la domination arbitraire de Ferdinand II. Le 27 janvier, deux jours avant la publication du Décret du Roi de Naples, exposant les bases de la Constitution qu'il se proposait d'accorder à ses sujets, Napier écrivait à Palmerston pour lui démontrer combien il était nécessaire que le Roi de Naples proclamât la réunion du Parlement dissous à la paix générale, « car les Siciliens ont toujours regardé comme leur « gouvernement légitime celui qui fut établi en 1812, et ils considèrent que les années de puissance arbitraire qui suivirent « ont été un long déni de leurs droits populaires (4)... » Après l'annonce de la Constitution faite par Ferdinand II, le 29 janvier, Napier écrivit une lettre encore plus pressante au Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Il lui disait que la

(1) Palmerston à Minto, 12 février 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 61. Des dépêches identiques à Hamilton et Abercromby.

(2) Napier à Palmerston, 31 janvier 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 73-4.

(3) Pétition des chefs du parti constitutionnel en Sicile à Lord Napier, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 69-71.

(4) Napier à Palmerston, 27 janvier 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 67-69.

Constitution apparaissait aux Siciliens pleine de dangers, car elle semblait impliquer le rejet des libertés de 1812, chères aux Siciliens. Les premières appréhensions ayant été d'ailleurs confirmées par certains rapports, le Prince Cassaro et plusieurs Siciliens, hommes de mérite et d'influence, s'étaient unis pour exposer au Roi de Naples les droits de la Sicile à un parlement national et séparé, et ils désiraient ardemment être soutenus dans leurs revendications par la Grande-Bretagne (1). Ainsi les Siciliens se montraient dès le début intransigeants, et comme ils considéraient que c'était grâce à l'influence de l'Angleterre que la Constitution de 1812 leur avait été accordée, c'était vers elle qu'ils cherchaient l'appui dans leur lutte pour le rétablissement de leurs anciennes libertés. C'était bien dans l'espoir de trouver cet appui que le Comité général du Gouvernement provisoire avait fait appel à l'intervention britannique. La clause la plus significative de la pétition était sans nul doute celle-ci : « ...Nous demandons l'intervention du représentant « de la nation britannique, de cette puissance qui a toujours « sympathisé généreusement avec la cause de la liberté des « nations, et nous demandons son intervention, dans le seul « but d'avoir une garantie solide pour le maintien de cette « convention, par laquelle ce peuple, sans déposer les armes, « aura reconstitué une constitution que, par la loi, il n'a jamais « cessé de posséder (2). »

Napier, qui était sincèrement attaché à la cause libérale, écrivit à Palmerston demandant que la médiation britannique fût offerte sur les bases indiquées par les Siciliens (3). Quelques jours plus tard, alors que les troupes royales avaient été chassées de tous les ports de la Sicile, sauf de la forteresse de Messine, le Gouvernement napolitain réclama l'intervention de la France et de l'Angleterre « afin de faire cesser les hostilités dans « cette partie du royaume, et toute effusion de sang étant ar- « rêtée, une investigation doit être faite sur les obstacles qui « empêchent le rétablissement complet de l'ordre, de la tranquillité et de la sécurité publique (4) ». A cette demande, Napier

(1) Napier à Palmerston, 31 janvier 1848, *Ibid.*, pp. 73-74.

(2) Pétition des chefs du Parti constitutionnel en Sicile à Lord Napier et à Lord Minto. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 69-71.

(3) Napier à Palmerston, 27 janvier 1848, *Ibid.*, pp. 67-68.

(4) Serra-Capriola à Napier, 1^{er} février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 77-78.

« répondit en acceptant l'office de médiateur sous condition
 « des termes suivants : » ... Qu'aucune tentative ne serait
 « faite pour forcer entre les deux pays qui composent les Etats
 « de Sa Majesté sicilienne, aucun projet d'incorporation législa-
 « tive ou d'union législative avant d'avoir préalablement con-
 « voqué et obtenu le consentement d'une assemblée séparée
 « préliminaire et nationale, dans laquelle le peuple sicilien sera
 « représenté par des seigneurs originaires du pays, et des dépu-
 « tés siégeant là en vertu d'anciens droits et par libre élection... »
 Une amnistie générale. La nomination d'une garde nationale
 sicilienne (1). De plus, Napier refusait de négocier conjointement
 avec le Chargé d'Affaires français (2). En mettant de telles con-
 ditions à la médiation britannique, Napier avait agi sans ins-
 tructions et de sa propre initiative. On remarqua bientôt que
 ses vues ne s'accordaient ni avec celles de Lord Minto arrivé
 à Naples le 4 février pour coopérer à la négociation, ni avec
 celles de Palmerston. « Le but principal en ce moment », écri-
 vait Minto, « doit être d'apporter une solution à la question
 sicilienne... Il est de peu d'importance qu'ils aient ou non un
 Parlement uni ou une constitution séparée (3)... » Minto trou-
 vait que cela ne faisait rien. Palmerston, au contraire, pensait
 que cela était très important. Répondant au compte rendu
 de Napier sur son acceptation conditionnelle de l'office de mé-
 diateur, il déclarait : « ...Le Gouvernement britannique ne
 « désire nullement que le Royaume de Naples soit affaibli par
 « une séparation entre ses portions insulaires et continentales...
 « l'Angleterre ne tirerait de cela aucun intérêt... Le Gouvernement
 « de Sa Majesté souhaite donc que le lien entre la Sicile et Naples
 « soit maintenu, et plus cette union sera intime et resserrée,
 « plus le Gouvernement de Sa Majesté s'en réjouira (4)... »

Palmerston prévoyait que fort probablement les Siciliens
 refuseraient de se soumettre à une constitution qui différerait
 si essentiellement des principes de la constitution qui leur
 avait été accordée en 1812. Aussi suggérait-il : « Que ces prin-

(1) Napier à Serra-Capriola, 1^{er} février 1848, *Correspondence* (Naples and Si-
 cily), pp. 78-79.

(2) Palmerston à Napier, 22 février 1848, *Archives du Foreign Office*, Naples,
 vol. CCXIX. Napier à Palmerston, 4 février 1848. *Ibid.*, vol. XCCX.

(3) Minto à Palmerston, 5 février 1848, *Archives du Foreign Office*, Minto Mis-
 sion, vol. IV, et *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 76 (Extrait).

(4) Les italiques sont de l'auteur.

« cipes formassent la base d'un parlement pour un royaume
« uni, et si les Siciliens avaient leur part dans la représentation
« nationale, cet arrangement devait, selon lui, leur donner toute
« la sécurité qu'ils pouvaient désirer (1)... »

A Londres, la modération de Palmérston avait particulièrement frappé Jarnac : « ...Le langage officiel du Principal
« Secrétaire d'Etat, etc., sur les derniers événements de Naples
« et de la Sicile, est empreint d'une extrême modération. Il
« a témoigné à plusieurs membres du corps diplomatique un
« regret très vif que quelques concessions du Roi de Naples
« n'eussent pas devancé les derniers mouvements populaires
« et maintenu un caractère purement administratif aux réfor-
« mes concédées... Il se serait même fortement prononcé pour
« l'union législative entre Naples et la Sicile, sous le régime
« unique de la Charte accordée à Naples par le Roi Ferdinand...
« En général, je trouve dans le corps diplomatique l'impression
« que les derniers événements d'Italie dépassent non seulement
« les prévisions mais les vœux de Palmerston et qu'il est vive-
« ment préoccupé des conséquences (2). »

Cependant, si le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déplorait la marche suivie par la Révolution sicilienne, il était impuissant à l'influencer. A Naples et en Sicile, des passions et des événements sur lesquels il n'avait aucun contrôle allaient décider les questions constitutionnelles. Minto apprit, le lendemain de son arrivée, à Naples, le 5 février, que le Roi avait cédé sur le premier point disputé. Des constitutions séparées, « quoique semblables dans la forme », allaient être proclamées à Naples et en Sicile. Des parlements séparés légiféreraient les affaires intérieures, « n'ayant aucun intérêt commun aux deux pays ». Les affaires d'intérêt commun seraient réglées par un Comité composé de membres des deux Parlements ; les deux tiers de ce Comité seraient des Napolitains et un tiers des Siciliens. On ne disait pas un mot de l'armée en Sicile, ni de la forme exacte des constitutions que l'on allait

(1) Palmerston à Napier, 16 février 1848, *Archives du Foreign Office*, Naples, vol. CCXIX (Deux dépêches), et *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 82-83. (Extraits.) Voir aussi Palmerston à Minto, 16 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 80-81.

(2) Jarnac à Guizot, 8 février 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXIX, pp. 206-207.

proposer, mais on supposait qu'elles seraient réglées sur les bases annoncées le 29 janvier. Minto doutait fort que la Sicile acceptât le compromis (1). Il conseillait que l'on donnât à la constitution « le caractère d'une réforme de la constitution « de 1812... et, par-dessus tout, qu'on ne perdît pas de temps « pour faire connaître les intentions du Gouvernement avant « qu'un Parlement fût assemblé dans cette île (2) ». Mais le Gouvernement napolitain ne montrait aucun empressement à hâter les choses. Le Duc de Capriola et ses collègues regardaient Napier et Minto avec une méfiance croissante, et ils déclaraient que le Gouvernement britannique visait à amener la séparation de Naples et de la Sicile (3). Minto pensait que l'on pourrait peut-être arriver à une solution satisfaisante pour la Sicile, mais il craignait les coquins et les imbéciles toujours là pour aller à l'encontre des négociations pacifiques (4). Quelques jours après, le Gouvernement napolitain communiqua à Minto une note qui expliquait les détails de l'arrangement qu'on voulait offrir à la Sicile. Cette note s'écartait sensiblement des assurances données à Minto à son arrivée à Naples. Au lieu d'une constitution séparée, on annonçait maintenant qu'il y aurait une seule constitution pour les deux pays. La Sicile aurait son Parlement à elle, « gouverné par le même statut, lequel est en vigueur à Naples ; l'armée devait être enrôlée à Naples (5) ». Sous d'autres rapports les propositions napolitaines auraient pu être acceptables pour la Sicile, mais les deux dernières comportant l'abandon de la Constitution de 1812 et la question importante de l'armée étaient clairement inacceptables. Minto fit des remontrances et le Gouvernement napolitain consentit à faire quelques modifications. L'uniformité absolue des Parlements ne serait pas abandonnée. La Sicile aurait une pairie héréditaire. Un préambule établirait une connexion

(1) Minto à Palmerston, 5 février 1848, *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. IV, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 80 (Extrait).

(2) Minto à Palmerston, 8 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 104-105.

(3) Minto à Palmerston, 11 février 1848, *Archives du Foreign Office*, Minto Missions, vol. IV.

(4) Minto à Palmerston, 8 février 1848 (*Private*), *Archives du Foreign Office*, Minto Mission, vol. IV.

(5) Minto à Palmerston, 11 février 1848, annexe I, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 111-114.

entre la Constitution de 1812 et celle que le Roi de Naples venait de proclamer. Les vœux des Siciliens seraient consultés pour les autres détails de cet arrangement (1). Muni de ses promesses, Minto consentit à négocier et il demanda à Lord Mount Edgumbe, l'Agent anglais à Palerme, d'engager vivement les Siciliens à accepter ces conditions (2). Le lendemain soir, une proclamation royale fut publiée à Naples qui annonçait un projet de constitution pour les Deux-Siciles, avec un Parlement unique pour les deux pays, ce qui était tout à fait différent des assurances que l'on avait données à Minto (3). Minto et Napier protestèrent immédiatement contre cette violation évidente de confiance (4). Le jour suivant, le 12 février, Bozzelli vint trouver Minto et lui renouvela, au nom du Roi, toutes les assurances que l'agent anglais avait faites aux Siciliens. Evidemment, Minto doutait que les conditions du Roi fussent acceptées, car il refusa de se rendre à Palerme avant d'avoir été averti de l'attitude des Siciliens (5). Les prévisions de l'Envoyé anglais étaient exactes. Les Siciliens ne demandaient rien moins qu'une complète séparation constitutionnelle et législative. Le Comité général à Palerme avait remis à Lord Mount Edgumbe une note dans laquelle étaient exposés tous les griefs des Siciliens envers leur Roi, et leur détermination d'affronter les risques et les conséquences d'une révolution plutôt que de se soumettre à son joug tyrannique. Leur haine envers leur souverain, disaient-ils, s'était encore intensifiée depuis que ses soldats avaient commis, par ses ordres, des cruautés inouïes. Aussi on ne pouvait espérer un rapprochement entre le Prince et ses sujets. Cependant, en dépit des vœux unanimes du pays qui désirait détrôner Ferdinand II et choisir son propre Roi, le Comité général comprenant que la situation de l'île ne permettait pas cette prétention, quelque justifiée qu'elle fût, « les Siciliens consentaient à continuer à reconnaître Fer-

(1) Minto à Palmerston, 11 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 115-117.

(2) Minto à Palmerston, 11 février 1848, annexe III. Minto à Mount Edgumbe, 10 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 114-115.

(3) Minto à Palmerston, 11 et 15 février 1848, Enclosure, nos 2 and 3, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 115-117, 130-144.

(4) Minto à Palmerston, 12 février 1848, *Correspondence* (Italy and Sicily), p. 117.

(5) *Ibid.*

« dinand II comme leur Roi, mais en dehors de cela, la Sicile « devait être virtuellement indépendante de Naples. La Cons- « titution de 1812, légèrement adaptée aux conditions actuelles, « un ministère exclusivement sicilien, une armée exclusivement « sicilienne, et défense absolue à la puissance exécutive de faire « entrer d'autres troupes dans l'Île sans le consentement du « Parlement. Telles étaient les conditions siciliennes (1) ».

Cette note représentait les demandes les plus extrêmes des Siciliens. Minto espérait arranger un compromis qui serait acceptable, sinon tout à fait satisfaisant aux deux partis. Il rédigea donc un mémorandum qu'il présenta au Gouvernement de Naples et dans lequel il avait esquissé un nouvel arrangement qui devait être offert par le Roi aux Siciliens. Naples et la Sicile auraient une seule constitution. L'acte du 11 février devait servir de base à la constitution napolitaine avec quelques clauses supplémentaires. La Sicile devait avoir une législation séparée possédant pleins pouvoirs dans les affaires intérieures. Les questions d'un intérêt commun à Naples et à la Sicile devaient être réglées par un Comité ou une Commission composée d'un nombre égal de délégués des Chambres siciliennes et napolitaines. Le Ministère à Palerme devait être exclusivement sicilien. La Garde nationale en Sicile devait être entièrement contrôlée par la législature sicilienne. D'autres questions « concernant les forces navales et militaires de ce Royaume « devront être considérées par la commission mixte des deux « législatures (2) ».

Le Gouvernement napolitain, après plusieurs jours de discussion et de retard, répondit à Minto par une copie du procès-verbal de la séance du Conseil. C'était une simple répétition de l'offre première proclamant de nouveau l'union constitutionnelle des deux pays et réaffirmant l'intention du Roi de conserver le droit d'envoyer en Sicile des troupes quand bon lui semblerait (3). « Tout l'argument », déclarait Minto dans sa réponse au Conseil des Ministres, est « basé sur la suppo-

(1) Minto à Palmerston, 14 février 1848, Enclosure n° 2, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 122-125.

(2) Minto à Palmerston, 14 février 1848, Enclosure n° 2 and 4. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 125-6.

(3) Minto à Palmerston, 19 février 1848, Enclosure n° 1, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 153-157.

« sition des « prémisses » que les Siciliens rejettent complètement (1). »

« ...C'est impossible, écrivait-il à Palmerston, d'espérer « la pacification de la Sicile avec les conditions offertes par le « Gouvernement de Naples, et quand ces conditions seront « connues à Palerme, il est très probable que le Gouvernement « provisoire jugera nécessaire de convoquer leur Parlement « comme le seul moyen pour maintenir l'ordre et la tranquillité (2). » Le procès-verbal du Conseil concède des termes « si « éloignés de ceux qui m'avaient été promis que je refuserai d'y « associer mon nom de quelque manière que ce soit (3) ». Minto continua cependant ses efforts pour obtenir des concessions du Gouvernement napolitain. Il réussit jusqu'à un certain point. Le 27 février, il écrivait à Palmerston : « je crois que nous approchons un peu plus vers un accord avec la Sicile (4)... » Mais sur le point le plus critique, qui était le contrôle et la composition des forces militaires dans l'île, ni l'un, ni l'autre des deux partis ne voulaient céder. Minto avouait à Palmerston le peu d'espoir qu'il avait de pouvoir arriver à un arrangement satisfaisant en ce qui concernait l'armée (5). La question de l'armée était un *sine qua non* pour les Siciliens dans toutes les négociations que l'on proposait (6). « M. Stabile m'assure », écrivait Mount Edgcombe à Minto, « et d'après ce que j'entends « dire ailleurs je sais que c'est vrai, que l'on éprouve dans le « pays un si grand désir pour la réorganisation de la société, « que toute proposition que vous émettrez serait acceptée si « vous étiez sur place pour la recommander, pourvu, naturellement, qu'on y joignît une clause assurant une pleine sécurité « contre l'envoi des troupes napolitaines en Sicile, sans le con-

(1) Minto à Palmerston, 19 février 1848, Enclosure n° 2, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 157-158.

(2) Minto à Palmerston, 23 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 159.

(3) Minto à Palmerston, 23 février 1848, Enclosure n° 7 (Minto à Mount Edgcombe, 20 février 1848), *Archives du Foreign Office* (Minto Mission), vol. IV, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 165-6 (Extrait).

(4) Minto à Palmerston, 27 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 167.

(5) Minto à Palmerston, 23 février 1848, Enclosure n° 8 (Minto à Mount Edgcombe, 22 février 1848), *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 166.

(6) Minto à Palmerston, 27 février 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 167.

« sentiment du Parlement (1) ». Minto, qui cherchait avant tout à arriver promptement à un accord, conseillait aux deux parties de faire certaines concessions sur ce point essentiel (2). Les Siciliens demeurèrent inébranlables. Le Comité général à Palerme se préparait à convoquer un Parlement séparé pour décider l'adoption d'une constitution exclusivement sicilienne (3). Le Ministère Serra Capriola, peu disposé à faire des concessions sur la question militaire, et craignant de précipiter la guerre avec la Sicile, démissionna le 2 mars (4).

Le nouveau Ministère, ayant à sa tête le Prince Cariati, était de tendance un peu plus libérale que le précédent ; cependant, il ne désirait pas non plus céder sur la question de l'emploi exclusif de troupes siciliennes en Sicile. Le Prince Cariati suggéra alors de s'en remettre sur ce point à la décision des deux Parlements et en cas de désaccord « de faire appel à l'arbitrage « de la France et de l'Angleterre et que le Pape fût choisi comme « tiers arbitre (5) ». La proposition, mise en avant probablement pour gagner du temps, apparut inacceptable au Gouvernement anglais, non seulement à cause de son manque de sincérité, mais aussi parce que Palmerston s'opposait énergiquement à toute coopération de la France et de l'Angleterre dans la question sicilienne (6).

Les négociations en étaient là lorsque arriva la nouvelle de la Révolution à Paris. Les Siciliens s'empressèrent de proclamer la Constitution de 1812, et de convoquer le Parlement pour le 25 mars. Le Gouvernement napolitain, sur la recommandation de Minto, reconnut les faits accomplis, en publiant une proclamation qui nommait un Lieutenant Général sicilien

(1) Minto à Palmerston, 1^{er} mars 1848, Enclosure n° 1 (Mount Edgumbe à Minto, 22 février 1848), *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 178-188.

(2) Minto à Palmerston, 1^{er} mars 1848, Enclosure nos 7 and 11 (Minto à Serra Capriola, 26 février 1848, et Minto à Mount Edgumbe, 29 février 1848), *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 195-197.

(3) Minto à Palmerston, 1^{er} mars 1848, Enclosure n° 5 (Stabile à Mount Edgumbe, 24 février 1848), *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 191-3.

(4) *Ibid.*, Enclosure n° 13 (Serra Capriola à Minto), 2 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 198-9. Aussi Minto à Palmerston, 3 mars 1848, Enclosure, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 201-205.

(5) Minto à Palmerston, 3 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 200-1.

(6) Palmerston à Napier, 22 février 1848, *Archives du Foreign Office*, Naples, vol. CCXIX.

et des ministres, et qui convoquait le Parlement sicilien pour la même date, « afin d'adapter la constitution de 1812 aux termes et aux considérations politiques, et de pourvoir à toutes les nécessités de la Sicile ». On ne disait absolument rien au sujet de l'armée (1).

Muni de ces concessions, Minto se rendit en hâte à Palerme. M. Stabile, le Président du Comité général, vint le saluer à son arrivée. « ...Il me déclara immédiatement », écrivit Minto, « que leurs vues étaient entièrement changées par une révolution qui ne manquerait pas d'avoir une grande répercussion en Europe... Il admettait que les conditions que j'apportais étaient meilleures que celles qu'ils auraient pu espérer obtenir, et ils les auraient acceptées avec joie quelques jours auparavant, mais maintenant qu'ils considéraient leur position plus sûre, ils étaient décidés à rétablir leur Constitution de 1812 dans toute son intégrité et d'exiger, d'après les termes de cette constitution, l'abdication du Roi en faveur de son fils aîné ou d'un autre membre de sa famille, et l'indépendance permanente du Royaume de la Sicile. Je lui ai dit que c'étaient là des prétentions que je ne pouvais accepter... que l'union des couronnes de la Sicile et de Naples était la base sur laquelle ils avaient proposé de traiter et que s'ils avaient fait allusion à leurs exigences présentes, j'aurais refusé de prendre part à la négociation... Que, par conséquent, je ne débarquerai pas et que je n'accepterai pas non plus les honneurs avec lesquels ils avaient voulu me recevoir, ni n'admettrais aucune négociation qui ne fût pas basée sur leur fidélité au Roi (2). » Minto demeura inébranlable et le Comité général, pour ne pas perdre l'appui de l'Angleterre, fut forcé de céder... Minto déclarait que c'était son refus continu de débarquer avant d'avoir reçu l'assurance que le Roi ne serait pas déposé et l'attitude qu'il avait prise devant le Comité et le public qui avaient empêché qu'on exigeât l'abdication du Roi Ferdinand II (3).

Que les Siciliens reconnussent Ferdinand II, c'était tout ce

(1) Minto à Palmerston, 7 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 312, et Extraits des journaux napolitains, *Ibid.*, pp. 219-229.

(2) Minto à Palmerston, 13 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 231-233.

(3) Minto à Palmerston, 14 mars 1848, *Ibid.*, pp. 236-7.

que l'on pouvait attendre d'eux. Le Comité général présenta une nouvelle liste de concessions, y compris les suivantes : 1^o Les emplois de toutes sortes, civils, militaires, diplomatiques et ecclésiastiques devront être donnés à des Siciliens exclusivement ; 2^o La garde nationale sicilienne devra être retenue ; 3^o Une monnaie séparée pour la Sicile, si le pays le désire ; 4^o Un quart de l'équipement naval et militaire de la Sicile devra être remis à la Sicile ; 5^o Reconnaissance du drapeau sicilien ; 6^o La Sicile ne reconnaîtra aucun département pour les affaires siciliennes à Naples ; 7^o Evacuation dans les huit jours de toutes les forteresses siciliennes occupées par les troupes napolitaines et démolition des places fortes désignées par les autorités locales siciliennes (1). Et Minto déclarait : « Au cas où le Roi de Naples refuserait les conditions offertes, je ne doute pas que sa déposition, d'après les termes de la Constitution de 1812, soit unanimement et joyeusement décrétée, car dans l'état actuel des affaires en Europe, ils ne craignent nullement qu'une intervention étrangère vienne les réprimer ». Telle était la prédiction de Minto (2).

A Naples, Napier fit tout ce qu'il put pour qu'on acceptât l'ultimatum sicilien (3).

Ecrivant à Palmerston, il résumait ainsi le résultat de ses efforts : « Je ne puis me flatter d'avoir produit une grande impression sur le Prince Cariatì, qui déclare franchement qu'une guerre générale est inévitable, et que, dans la mêlée, la Sicile sera conquise et rendue à Naples. Son Excellence ne parut pas non plus sensible à mes remarques, que c'était notre devoir commun de mitiger autant que possible toute cause qui pourrait faire éclater les désordres, menacés par la révolution à Paris, et conduire à la catastrophe qu'il prédisait. Le Prince Cariatì affirmait que la guerre était imminente et qu'elle pouvait éclater entre les troupes sardes et autrichiennes à tout moment et spontanément ; que les Français porteraient un grand coup aux côtes italiennes et qu'il serait conforme à la dignité de la Grande-Bretagne de renforcer sa flotte dans la Méditerranée, de réduire les Siciliens à l'obéis-

(1) Minto à Palmerston, 14 mars 1848, Enclosure, *Ibid.*, pp. 233-235.

(2) Minto à Palmerston, 18 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 237.

(3) Napier à Palmerston, 19 mars 1848, *Ibid.*, pp. 239-242.

« sance, d'accorder son appui aux souverains légitimes de l'Italie, et d'opposer un front armé à la propagande républicaine, dont l'opération nuisible était déjà apparente (1) ». L'exactitude des remarques de Cariatì devait être prouvée par les événements. Pour le moment, cependant les affaires avaient un aspect tout à fait différent. « Le Roi de Naples a abandonné la Sicile, alors qu'il était en son pouvoir de la conserver », écrivait Minto en recevant le rapport de Napier sur l'intransigeance obstinée du Gouvernement napolitain. Il aurait voulu que Palmerston fit des représentations à Naples pour assurer les conditions réclamées par l'ultimatum sicilien... « S'il y a pour l'Angleterre une obligation morale, c'est bien d'appuyer la Constitution de 1812, imposée à la Sicile par l'influence et l'autorité britannique... Je dis tout ceci dans l'espoir que vous aurez encore assez de pouvoir pour empêcher la perte totale de la Sicile à Naples, par l'acceptation des conditions qui ont été envoyées (2). »

L'appel de Minto eût été n'importe comment inutile, car le lendemain, le Gouvernement napolitain annonça son rejet, sans réserve des conditions siciliennes (3). Le vapeur napolitain qui apporta cette réponse à Palerme s'en retourna sans attendre de réponse (4). Le rejet des termes siciliens marque la fin de la première phase de la Révolution napolitaine. Minto, qui sympathisait vivement avec la cause sicilienne, fit un dernier effort pour persuader Ferdinand II d'acquiescer à l'indépendance de la Sicile en transférant la couronne à un de ses jeunes fils. Ferdinand refusa, et la dernière voie favorable à un arrangement pacifique fut fermée (5). Le 13 avril, le Parlement sicilien, qui s'était assemblé le 25 mars, vota à l'unanimité la déposition du Roi et une motion pour l'élection d'un Prince italien au trône de Sicile.

Dès le moment où l'insuccès de la médiation anglaise apparut certain, Minto montra, dans ses dépêches du moins, toute sa sympathie pour la Sicile. Aussi le 25 mars, après le rejet de

(1) Napier à Palmerston, 19 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 239-242.

(2) Minto à Palmerston, 21 mars 1848, *Ibid.*, p. 252.

(3) Napier à Palmerston, 24 mars 1848, Enclosure n^{os} 1 and 2, *Ibid.*, pp. 253-7.

(4) Minto à Palmerston, 25 mars 1848, *Ibid.*, pp. 261-262.

(5) Minto à Palmerston, 6 avril 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 290-1.

l'ultimatum sicilien, il écrivit à Palmerston une longue défense de l'attitude prise et maintenue en Sicile, rejetant tout le blâme de l'impasse où en étaient arrivées les affaires, sur Naples, et il terminait sa dépêche par la phrase suivante : « La Sicile « cherche vivement un encouragement... de la longue amitié « de l'Angleterre, et toutes les tentatives que j'ai faites pour « assurer l'union de la couronne des Deux-Siciles ayant échoué « par l'intempestive obstination de la Cour de Naples, je ne « puis plus qu'espérer, maintenant que la séparation totale « des deux Royaumes est établie, que le Gouvernement de « Sa Majesté veille avec intérêt à la régénération de la Sicile « comme Etat indépendant (1). »

D'un bout à l'autre de cette phase de la révolution sicilienne, des forces, au delà du contrôle de la diplomatie de Palmerston, dominèrent les événements. D'une part, la détermination persistante de Ferdinand II de conserver intégralement la Sicile, et, de l'autre, la haine terrible des Siciliens contre le Roi « Bomba », et leur intention arrêtée de conquérir leur indépendance, réduisirent à rien les efforts de Minto et de Napier pour amener un arrangement sur les bases d'un compromis. Si Minto n'était jamais allé à Naples, et si Napier n'avait jamais fait une seule représentation au Gouvernement napolitain à propos des affaires de la Sicile, le cours des événements aurait été exactement le même. La politique de Palmerston échoua complètement et Palmerston était furieux. Sa rage éclatait principalement contre « Bomba » et ses Ministres, sur qui, suivant la version de Minto, il rejetait tout le blâme. Dans une dépêche pleine de sarcasmes, il exprimait son opinion au Prince Castalcicala, Ministre napolitain à Londres. Faisant allusion à la suggestion de Cariati, que l'Angleterre aiderait Naples à reconquérir la Sicile (2), il déclarait ironiquement au Prince que « les « espérances du Prince Cariati étaient tout à fait sans fondement (3). »

L'échec que subit la diplomatie de Palmerston à Naples, eut pour résultat de lui faire changer complètement de politique. Au début, et aussi longtemps qu'on put espérer que

(1) Minto à Palmerston, 25 mars 1848, pp. 261-2.

(2) Napier à Palmerston, 19 mars 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 239-242.

(3) Palmerston à Castalcicala, 10 avril 1848, *Ibid.*, pp. 278-280.

les choses s'arrangeraient pour le mieux, il avait favorisé fortement le maintien de la Constitution et l'union législative des Deux-Siciles. Ainsi, dans les premiers temps de la négociation, il avait nettement nié que la Constitution de 1812 fût garantie par le Gouvernement britannique. « Je pense qu'il est juste « que j'informe Votre Excellence, écrivait-il à Minto, que « la correspondance dans ce bureau avec la Sicile, dans les « années 1811-1812, pendant que la révision de la Constitution « de l'Île était en considération, et dans l'année 1813, après « que la Constitution eût été finalement sanctionnée par le Roi, « ne contient aucune mention qu'une proposition pour la garantie de la Grande-Bretagne ait été offerte ou demandée(1)... » Ceci impliquait que le Gouvernement britannique ne reconnaissait aucune responsabilité pour cette Constitution.

La volte-face dans la politique de Palmerston apparaît dans ces phrases écrites après que les agents britanniques à Naples et à Palerme eussent échoué dans leurs efforts à maintenir l'union des Deux-Siciles. « Le Traité de Vienne ne contient « aucune garantie de l'union de la Sicile et Naples. Ce traité « ne contient qu'une simple reconnaissance ; et *s'il y a pour « l'Angleterre une obligation morale dans cette affaire, ce sera plutôt en faveur de la Constitution de 1812, qui fut établie en Sicile par l'influence britannique* (2).

Lorsque le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre apprit, quelques jours après, que Ferdinand II avait refusé de transférer la Couronne de la Sicile à un de ses jeunes fils ou à conclure un arrangement acceptable avec ce pays, il ordonna à Napier de dire « que le Gouvernement de Sa Majesté « est tout à fait incapable de comprendre en vertu de quels « principes et en conséquence de quels espoirs cette décision « a été prise. Il est impossible de supposer que le Roi de Naples « s'imagine que la Sicile n'a aucune valeur pour lui, car si cela « avait été son opinion, il n'aurait pas fait tant d'efforts pour « la conserver. Il est aussi difficile de croire que le Gouvernement napolitain s'imagine qu'il peut reconquérir l'Île et la « réduire par la force à redevenir un sujet de la Couronne de

(1) Palmerston à Minto, 16 janvier 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 2.

(2) Palmerston à Castelficala, 10 avril 1848, *Ibid.*, pp. 278-80. Les italiques sont de l'auteur.

« Naples. De qui le Gouvernement napolitain espère-t-il l'aide
« militaire par laquelle la Sicile sera subjuguée et rendue au
« Roi de Naples ? Attend-on cette assistance de la Grande-
« Bretagne ? S'il en est ainsi, le Gouvernement napolitain doit
« être au plus vite averti de son erreur. Sous aucune circons-
« tance imaginable, le Gouvernement britannique n'enverra
« une force navale et militaire pour contraindre le peuple de la
« Sicile et le forcer, contre sa volonté, à devenir sujet d'un Roi
« auquel il a refusé de se soumettre. Est-ce sur la Russie que
« l'on compte pour une assistance ? Ce n'est pas au Gouverne-
« ment de Sa Majesté d'émettre une opinion sur la réponse
« que le Gouvernement russe fera à une demande d'aide de la
« part de Naples, mais il n'est pas difficile de prévoir l'aide que
« la France prêterait alors aux Siciliens ; et la proximité géogra-
« phique de la France, comparée avec la position plus distante
« de la Russie, permettrait au Gouvernement français d'en-
« voyer aux Siciliens des renforts beaucoup plus prompts et
« plus grands que ceux que la Russie pourrait fournir à Naples.
« Il semble donc au Gouvernement de Sa Majesté que la Cour
« de Naples a commis une grave erreur en n'acceptant pas les
« conditions des Siciliens, alors qu'ils consentaient à rester
« sujets de Naples et a fait encore une plus grande et plus
« irrémédiable faute en refusant l'offre du peuple de la Si-
« cile qui, pour conserver le lien qui l'attache à Naples,
« voulait choisir pour Roi un fils de Sa Majesté Napolitaine (1). »

La volte-face de Palmerston était en partie causée par le cours des événements, car il eût été tout à fait inutile de s'accrocher à une politique qui tendait à une union plus étroite entre Naples et la Sicile, maintenant que les Siciliens s'étaient détachés complètement de Ferdinand II. La politique de Palmerston évolua dans la mesure des événements dans les Deux-Siciles, et son dernier effort, comme le montre la citation ci-dessus, fut de préserver au moins un lien entre les deux pays dans la personne de leurs souverains respectifs. Ainsi sa politique représentait, jusqu'à un certain point, une évolution constante avec l'inévitabilité des faits dans le Royaume des Deux-Siciles. Cependant, dans cette même citation apparaît

(1) Palmerston à Napier, 24 avril 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 291-2.

la suggestion d'une deuxième cause, la crainte de l'intervention française en faveur de la Sicile et de voir ainsi l'influence française supplanter l'Angleterre dans ce pays. Déjà Normandy, à Paris, conseillait vivement que l'Angleterre reconnût l'indépendance de la Sicile, afin de contre-balancer l'influence française. « La grande lutte », écrivait-il, « qui a lieu en ce moment « en Europe est entre les principes républicains et ceux de la « monarchie constitutionnelle », et « il y a un parti ici qui se « réjouirait beaucoup si une république était proclamée à « Naples (1). »

Minto pensait de même : « Il est de la plus haute importance », déclarait-il à Palmerston, « non seulement pour la Sicile, mais « aussi pour Naples et toute l'Italie, que ce succès du parti « monarchique n'éprouve pas d'échec par un refus de reconnaître « l'indépendance que les Siciliens ont conquise par eux-mêmes(2).

Palmerston agit avec plus de prudence que ne lui recommandaient ses agents, mais le désir de contre-balancer l'influence de la République française en Sicile fut une des causes principales de son changement de politique.

(1) Normanby à Palmerston, 26 avril 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 293.

(2) Minto à Palmerston, 18 avril 1848, *Ibid.*, pp. 293-4.

CHAPITRE VII

L'Angleterre et la France en Italie.

Le développement final de la révolution dans le Royaume des Deux-Siciles et l'évolution de la politique de Palmerston envers ce pays furent profondément influencés par les événements qui se déroulèrent en France, en Autriche et dans le Nord de l'Italie. Le premier de ces événements fut la Révolution de Février à Paris. La nouvelle de la chute inattendue de la Monarchie d'Orléans, la déposition et la fuite de Louis-Philippe et de Guizot, ainsi que la proclamation, le soir du 24 février, de la Seconde République, présagèrent le bouleversement européen en Autriche et en Allemagne. Ses effets sur la situation diplomatique furent instantanés. Palmerston ne cacha pas la satisfaction que lui causait la chute de Louis-Philippe et de son Ministre. « Il est étrange, écrivait-il à Normanby, qu'un Roi qui « devait sa couronne à une révolution survenue par l'aveuglement et l'entêtement royal, la perde par les mêmes moyens ; « lui, un homme qui avait passé par toutes les vicissitudes de « l'expérience humaine, depuis la condition de maître d'école, « jusqu'aux pompes d'un trône (1)... » Sa politique envers la nouvelle République fut de l'appuyer avec prudence et de la contenir. Normanby devait rester à son poste. Palmerston, en l'avertissant que ses fonctions officielles étaient pour le moment suspendues, lui enjoignait, cependant, d'avoir des communications non officielles avec les personnes détenant à présent le pouvoir, tout en leur faisant bien comprendre que ces communications n'engageaient en rien la conduite future du Gouvernement britannique (2). « *Nos principes d'action sont de recon-*

(1) Palmerston à Normanby, 26 février 1848, Ashley, *op. cit.*, pp. 76-77.

(2) Palmerston à Normanby, 26 février 1848, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXCVII.

« naître toute forme de gouvernement établie avec une perspective
 « apparente de permanence, mais nulle autre. Nous nous engageons
 « à empêcher le reste de l'Europe à se mêler des affaires intérieures
 « de la France ; nous sommes d'ailleurs parfaitement sûrs qu'ils n'ont
 « aucune intention de le faire. De leur côté, les gouvernants fran-
 « çais doivent s'opposer à ce que la France attaque d'autres parties
 « de l'Europe. » C'était sur cette base seulement, déclarait Palmerston, que les relations franco-anglaises pouvaient devenir plus cordiales qu'elles ne l'avaient été du temps de Guizot et de Louis-Philippe (1). Les membres du Gouvernement provisoire devaient comprendre clairement que le prix de l'appui contre des menaces d'incursion était l'abstention de toute agression. Comme toujours, les côtes continentales de la Manche étaient par-dessus tout le fruit défendu. « Nous ne pourrions pas contempler d'un œil indifférent l'invasion de la Belgique, et voir Anvers devenir un port français... » Tel était l'avertissement de Palmerston (2).

Lamartine, devenu Ministre des Affaires étrangères et leader du Gouvernement Provisoire, montrait l'intention de vouloir retenir les éléments belliqueux en France. Le 27 février, il informait les Ambassadeurs des Puissances à Paris que « la forme républicaine du nouveau Gouvernement n'a changé ni la place de la France en Europe, ni ses dispositions loyales et sincères à maintenir ses rapports de bonne harmonie avec les Puissances qui voudront, comme elle, l'indépendance des Nations et la paix du monde (3). » Dans une conversation privée avec Normanby, Lamartine déclarait à l'Ambassadeur anglais que, « dans l'état présent des affaires du monde, on ne pouvait savoir si la France ne serait pas forcée à la guerre, mais qu'en tout cas elle ne la chercherait pas (4) ». Quoiqu'il répudiât, en théorie, les traités de 1815, il reconnaissait en pratique le *statu quo* territorial de l'Europe (5). En plus de ces efforts officiels pour détruire le soupçon que la République de 1848 allait reprendre les traditions de la Convention, Lamartine

(1) Palmerston à Normanby, 26 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 76-78.

(2) Palmerston à Normanby, 28 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 80-82.

(3) Lamartine aux Ambassadeurs des Puissances à Paris, 27 février 1848, Lamartine, *Trois mois au Pouvoir*, p. 68.

(4) Normanby à Palmerston, 2 mars 1848, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCIV.

(5) Pour le texte de ce manifeste, voir Lamartine, *op. cit.*, pp. 69-79.

entama une correspondance très curieuse avec Wellington. Il assura ce dernier des intentions pacifiques de la France. Naturellement, Wellington communiqua ces assurances à Russell et probablement à Palmerston (1).

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre était satisfait, pourtant il ne désirait pas encore engager le Gouvernement britannique à reconnaître la République française. Il recommandait à Normanby de déclarer à Larmartine qu'il ne pouvait donner à ses communications un caractère officiel aussi longtemps qu'il n'aurait pas reçu de nouvelles lettres de créance, et que le Gouvernement britannique ne pourrait lui envoyer ces lettres de créance que lorsque le Gouvernement français serait suffisamment établi et appuyé par la majorité de la nation (2). La confiance de Palmerston fut encore renforcée par la circulaire de Larmartine. Il la considérait comme le résultat d'un compromis entre le parti de la guerre et le parti de la paix. Mais il était heureux que dans ce compromis le parti de la paix eût eu l'ascendant (3). Cette circulaire lui apparaissait comme un rapiéçage rassemblé des partis opposés dans le Gouvernement, et dont la substance était : « Paix et bonne camaraderie avec les autres Gouvernements (4) ». Selon lui, ceux qui voulaient la guerre trouveraient des quantités de sujets de querelle dans la circulaire, mais si, au contraire, les Puissances européennes désiraient la paix, elles verraient que le manifeste de Lamartine exprimait aussi un sentiment pacifique ; et Palmerston était d'avis qu'on acceptât ces bonnes intentions sans exiger du Gouvernement provisoire une reconnaissance abstraite ou théorique de ces traités dont il était prêt, par ailleurs, à admettre le résultat territorial comme un fait qui ne pouvait être modifié sans le consentement des parties intéressées (5). Conformément à cette politique, le Ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre avait, le lendemain de la Révolution à Paris, mis en garde l'Europe contre toute intervention en France. Il recommanda à Ponsonby à Vienne, à Westmorland à Berlin et à Bloomfield à Saint-Pé-

(1) Walpole, *op. cit.*, vol. II, pp. 31-36.

(2) Palmerston à Normanby, 29 février 1848, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXCVII.

(3) Palmerston à Normanby, 7 mars 1848, *Ibid.*, vol. DCCXCVII.

(4) Palmerston à Clarendon, 9 mars 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 86-7.

(5) Palmerston à Normanby, 7 mars 1848, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXCVII.

tersbourg, de bien démontrer les intentions pacifiques du Gouvernement provisoire de Paris, et que, dans l'état présent des affaires, et pour maintenir la paix en Europe, mieux valait que les Puissances s'abstiennent de toutes démonstrations hostiles contre la France ou de mesures qui pourraient indiquer une intention de se mêler de ses affaires intérieures. Il ajoutait que, de l'avis de toutes les personnes respectables en France, le seul espoir de maintenir la tranquillité et l'ordre intérieur en France, était que Lamartine et ses collègues demeuraient au pouvoir, pour le moment du moins, et que le Gouvernement de Sa Majesté était persuadé que les Gouvernements d'Autriche, de Russie et de Prusse, comprenant la gravité des intérêts engagés dans la décision qu'ils prendront, voudront bien s'abstenir de toute action qui aggraverait la condition actuelle de la France et pourrait conduire à des événements qui troubleraient la paix de l'Europe (1).

Palmerston voulait que l'Europe laisse la France arranger seule ses affaires intérieures ; à plusieurs reprises il revint à la charge. Le 4 mars, il ordonnait à Ponsonby « de bien faire com-
« prendre à Son Excellence (Metternich) que la paix de l'Europe
« semble maintenant dépendre de sa décision, et qu'une grande
« démonstration militaire qui pourrait être représentée par la
« majorité en France comme indiquant une attaque projetée,
« forcerait peut-être le Gouvernement provisoire à rassembler
« des troupes et à former des armées, et il n'est pas nécessaire
« de faire remarquer comme ces arrangements militaires entre-
« pris de chaque côté comme des principes défensifs peuvent
« conduire à des événements qui se termineraient dans une
« guerre générale ». Il devait aussi engager vivement Metternich
« à envoyer au Gouvernement provisoire de France quelques
« assurances satisfaisantes, qu'aussi longtemps que la France
« ne deviendrait pas agressive, aucune attaque ne serait dirigée
« contre elle, et qu'il n'existait nulle part des intentions d'in-
« tervenir dans ses affaires intérieures (2) ».

(1) Palmerston à Ponsonby, 28 février 1848, *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXLIII. La date que porte cette dépêche n'est pas tout à fait lisible. C'est peut-être 29, au lieu de 28 février. Des dépêches identiques à Bloomfield et à Westmorland. Voir aussi Palmerston à Westmorland, 29 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 83-84.

(2) Palmerston à Ponsonby, 4 mars 1848, *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXLIII.

Westmorland reçut des instructions identiques (1).

Durant tout le mois de mars, jusqu'à ce que la chute de Metternich fût connue à Londres, Palmerston harcela les Gouvernements de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg (2).

Apparemment la Révolution de février, à Paris, avait occasionné un changement important dans la politique du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre envers la France. Palmerston, qui avait peut-être été l'ennemi le plus implacable de la Monarchie d'Orléans, sembla se métamorphoser tout à coup en champion et ami de la Seconde République. Au fond, il n'avait changé que sa méthode. Il avait préféré restreindre la France de Louis-Philippe par la force et l'intimidation. Avec la Seconde République, la force et l'intimidation n'étaient pas des armes pratiques, elles n'auraient pas atteint leur but. Restreindre la France et préserver la paix de l'Europe étaient les deux inséparables principes de la politique étrangère de Palmerston. Son attitude envers la nouvelle République était clairement l'adaptation d'un de ses principes au changement des conditions. Ainsi, la France fut avisée qu'elle devait rester dans les limites de ses frontières, tandis qu'il fut défendu aux Trois Puissances d'intervenir en France, non pas parce que Palmerston aimait la France, mais parce qu'une intervention occasionnerait une guerre générale, au cours de laquelle, il n'en doutait pas, les armées françaises marcheraient de nouveau à travers l'Europe. Il fallait appuyer Lamartine pour qui Palmerston n'éprouvait aucune admiration, parce qu'il était partisan de la paix et qu'il apparaissait comme la seule alternative entre Ledru-Rollin et le parti de la guerre en France. La nouvelle République devait être protégée contre les attaques, on devait l'empêcher de se montrer agressive, et on devait avoir des relations amicales avec elle, car Palmerston ne pouvait concevoir aucun autre moyen de la contrôler. Ainsi, l'usage de la force qu'on avait employé pour opposer l'influence française à l'étranger sous Louis-Philippe, fut remplacé par la cajolerie et la persuasion, afin d'arriver au même but.

Palmerston détestait secrètement la forme républicaine de

(1) Palmerston à Westmorland, 4 et 10 mars 1848, *Ibid.*, Prussia, vol. CCLXXX, CCLXXXII.

(2) Spécialement, Palmerston à Ponsonby, 20 mars 1848, *Ibid.*, Austria, vol. CCCXLIII.

Gouvernement. Il pensait qu'on aurait plus de mal à la diriger qu'une monarchie. « Il faut avouer », écrivait-il à Westmorland, « que la perspective d'une république en France est loin d'être agréable, car un tel Gouvernement mettrait plus la paix en danger qu'une monarchie (1). » Et il écrivait à Normanby : « Je suis peiné d'une république en France, car je crains qu'elle conduise l'Europe à la guerre (2)... »

Les difficultés prévues par Palmerston se matérialisèrent presque immédiatement. On a déjà noté l'effet décisif de la Révolution de février sur le cours des événements dans le Royaume des Deux-Siciles. Le contre-coup dans l'Italie du Nord fut aussi décisif. La Sardaigne augmenta ses effectifs de 60.000 hommes.

Le 7 mars, un nouveau ministère fut constitué sous la présidence de Césaire de Balbo, auteur de *Le Speranze d'Italia* et un leader du parti de la guerre. Sa nomination au pouvoir soulignait l'intention de Charles-Albert de faire la guerre à l'Autriche. L'Autriche, de son côté, se prépara à l'action (3).

Elle demandait en même temps à l'Angleterre de contenir la Sardaigne (4).

L'appel de l'Autriche s'accordait avec les vœux de Palmerston. Avant la Révolution de février, il avait désiré empêcher la guerre, car même avec Louis-Philippe et Guizot au pouvoir il eût été difficile d'empêcher l'intervention française. Mais grâce à l'équilibre délicat existant maintenant entre les partis de la guerre et de la paix dans le Gouvernement provisoire, il la considérait presque impossible. Aussi, durant la période de trois semaines qui s'écoula entre la Révolution à Paris et la déclaration de guerre de Charles-Albert, employa-t-il tous les moyens connus de la diplomatie pour empêcher la guerre en Italie. « L'objet principal du Gouvernement de Sa Majesté est le maintien de la paix en Europe », écrivait-il à Abercromby. On recommanda vivement au Gouvernement sarde de ne donner aucune cause d'offense à la France ou à l'Autriche, et de mainte-

(1) Palmerston à Westmorland, 29 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 83-84.

(2) Palmerston à Normanby, 28 février, 1848, *Ibid.*, pp. 80-2.

(3) Ponsonby à Palmerston, 1^{er} mars 1848, *Ibid.*, pt. II, p. 122.

(4) Metternich à Dietrichstein, 4 mars 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 139-141.

nir une stricte neutralité (1). Bien plus, Palmerston essaya de jouer sur la crainte et l'antipathie que Charles-Albert avait pour la France, afin de le pousser à une alliance avec l'Autriche. « J'espère », disait-il à Revel, Ministre sarde à Londres, « que le Gouvernement ne fera rien qui puisse montrer une hostilité envers la France... Toutefois, j'aimerais bien que le Piémont se concertât avec l'Autriche sur les meilleurs moyens d'une défense commune (2). Vous savez que nous n'aimons pas présager des événements déplaisants. Pour le moment, nous avons « foi dans les assurances pacifiques de M. de Lamartine et dans « son désir de maintenir la paix. Mais, malheureusement, il y a « un péril à craindre. D'abord, il peut être renversé par un parti « plus violent; en second lieu, il peut être forcé à la guerre pour « donner une sortie aux passions de la populace armée qui infeste Paris... Il convient de tenir compte des circonstances et « de faire attention aux conditions dans lesquelles il se trouve (3). »

Quelques jours après, il conseillait encore vivement une entente avec l'Autriche contre la France (4). Ce fut, en grande partie, afin de faciliter un tel accord et enlever des causes de révolte dans le Lombard-Vénitien que Palmerston engagea l'Autriche à introduire des réformes dans l'administration de ces provinces. A cet effet, il écrivit à Ponsonby, lui recommandant d'user de toute persuasion pour convaincre Metternich de la nécessité de relâcher un peu la sévérité du système établi dans l'Italie autrichienne, de faire des concessions qui rallieraient autour du Gouvernement les hommes raisonnables et influents (5). Dans une lettre confidentielle au même Ambassadeur, il déclarait franchement que si l'Autriche n'adoucissait pas son système de coercition en Lombardie, il y aurait un soulèvement dans cette province, et si un conflit éclatait entre les troupes et le public, il était à craindre que la France volât au secours des Lombards, en dépit des conseils de Lamartine (6). Tous les efforts de Palmerston furent inutiles. Le 13 mars, Vienne, la citadelle de la Sainte-Alliance, se souleva et Metternich s'enfuit précipitamment.

(1) Palmerston à Abercromby, 13 mars 1848, *Archives du Foreign Office*, Saradinia, vol. CXLVIII, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 145 (Extrait).

(2) Les italiques sont de l'auteur.

(3) Revel à San Marzano, 2 mars 1848, Bianchi, *op. cit.*, vol. V, pp. 120-1.

(4) *Ibid.*

(5) Palmerston à Ponsonby, 13 mars 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 145.

(6) Palmerston à Ponsonby, 29 février 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 84-85.

Un nouveau ministère fut constitué sous la présidence de Von Pillersdorff ; le vieux Comte de Ficquelmont fut nommé Ministre des Affaires étrangères. Le 15 mars, un manifeste impérial promettait au peuple autrichien une constitution. Lorsque les nouvelles de Vienne arrivèrent à Milan, l'orage éclata. Le 18 mars, la ville se révolta et cinq jours après « les cinq jours glorieux » de lutte, Radetzki se retira avec ses troupes exténuées dans la direction du Quadrilatère. Le 22 mars, Venise, sous l'impulsion du patriote Manin, expulsait les Autrichiens et rétablissait la République de San Marco.

Même à cette époque tardive, et après avoir reçu la nouvelle de la Révolution de Milan (1), Palmerston essaya encore d'empêcher la Sardaigne d'entrer dans le conflit, et il recommandait à Abercromby de bien démontrer au Roi et à ses Ministres les dangers et les misères qu'ils attireraient sur leur pays en l'engageant dans une agression contre l'Autriche. Il ajoutait : « *Ils seront alors peut-être forcés de demander ou d'accepter l'aide militaire de la France, mais cette aide devra être payée par un sacrifice considérable de la part du Roi de Sardaigne* (2). »

La neutralité que conseillait Palmerston était naturellement impossible. Le 23 mars, dans une proclamation qui commençait comme suit : « Les destinées de l'Italie s'accomplissent. Un sort plus heureux sourit aux défenseurs des droits foulés aux pieds », Charles-Albert annonçait la guerre. Le 25 mars, l'Armée piémontaise traversa le Ticino. Puis vite, l'un après l'autre, les événements se succédèrent, les révolutions de Parme et de Modène et leur union avec le Piémont (fin mars, 1^{er} avril), la déclaration de guerre de la Toscane à l'Autriche (5 avril), l'envoi des troupes napolitaines et papales sur le Pô (5 et 7 avril). L'Italie, des Alpes à la Calabre, était en armes contre l'Autriche.

La diplomatie de Palmerston n'avait pu empêcher la guerre en Italie. Pendant les premiers jours d'avril, il sembla aussi qu'elle ne parviendrait pas à arrêter l'intervention française.

(1) Abercromby à Palmerston, 20 mars 1848 (Reçu le 25 mars 1848), *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 174-5.

(2) Palmerston à Abercromby, 27 mars 1848, *Archives du Foreign Office*, Sardinia, vol. CXLVIII, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 182 (Extrait). La phrase que j'ai mise en italiques n'est pas comprise dans l'extrait donné dans la correspondance.

« L'armée des Alpes », forte de 60.000 hommes, était rassemblée à Dijon, Grenoble et Lyon. Lorsque Normanby demanda à Lamartine de lui donner la raison et le but de cette concentration de troupes, ce dernier lui répondit : « qu'elles devaient « servir en Italie, si l'occasion se présentait (1) ». Si les Italiens l'avaient voulu, l'occasion eût été trouvée, mais les Italiens ne voulaient pas. « Après la Révolution de février », écrit Bastide, « nous recevions chaque jour de Turin et de toutes les villes « d'Italie, des actes et des protestations contre l'intervention « française (2). » L'opposition la plus décidée venait de la Sardaigne. Charles-Albert, dans sa proclamation aux Lombards, avait déclaré : « Italia fara de se. » « L'essentiel », écrivait d'Azeglio à son fils, « serait de pouvoir suffire à nos affaires, nous autres Italiens, sans mêler les Français à la lutte (3). » Charles-Albert avait omis le Gouvernement provisoire à Paris, qu'il n'avait pas encore reconnu, lorsqu'il notifia aux Puissances son intention de déclarer la guerre à l'Autriche. Il s'était toujours défié de la France, et maintenant il considérait la République comme une nouvelle cause de méfiance. Une république en France était un encouragement pour le parti républicain en Italie. M. Pareto, le Ministre des Affaires étrangères de Sardaigne, expliqua à Abercromby les raisons qui avaient poussé le Gouvernement sarde à déclarer la guerre : « Après les événements de France, « le danger de la proclamation d'une république en Lombardie « ne peut qu'être prochain (4). » Ces craintes étaient fondées. Il existait un fort parti républicain à Milan, et le fait que Charles-Albert avait attendu jusqu'après la victoire des « cinq giornate » avant de déclarer définitivement la guerre, avait laissé une impression extrêmement défavorable. Ce fut, sans doute, sous l'influence de l'élément républicain dans le Gouvernement provisoire à Milan qu'une demande d'assistance fut envoyée à Paris (5). Quand on apprit cela à Turin, le Ministre des Affaires

(1) Normanby à Palmerston, 7 avril 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 292-293.

(2) Bastide à Beaumont, 4 octobre 1848. Bastide, *La République française et l'Italie*, p. 120.

(3) D'Azeglio à son fils, 17 avril 1848. D'Azeglio, *Correspondance politique*, p. 225.

(4) Pareto à Abercromby, 23 mars 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 185-6. Voir aussi Bastide, *La République française et l'Italie*, p. 26.

(5) Le Gouvernement provisoire de Milan au Gouvernement provisoire de France, 27 mars 1848, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 354-355.

étrangères du Piémont et l'envoyé toscan assurèrent tous deux à Abercromby (qui avait été le premier à leur transmettre la nouvelle, et qui les avait conseillés sur la voie à suivre) « qu'une explication serait demandée au Gouvernement provisoire de « Milan » et « qu'une dépêche sévère avait été écrite à ce Gouvernement, exigeant qu'une communication immédiate fût faite à Paris, rétractant, d'une manière énergique et positive, toutes avances d'une intervention française, pour aider à l'émancipation de l'Italie de la domination étrangère (1) ».

Le Gouvernement sarde prit directement des mesures pour empêcher la France d'intervenir. Le Marquis de Brignole, l'envoyé sarde à Paris, reçut l'ordre de demander l'éloignement de l'armée française assemblée près de la frontière italienne. Pareto informa Abercromby qu'il avait écrit au Marquis de Brignole, « afin qu'il induisit le Gouvernement provisoire « à éloigner les troupes françaises de la frontière italienne, afin « que notre peuple ne puisse s'imaginer que la France veut se « mêler de nos affaires, car nous voulons absolument que l'on « sache que l'Italie désire agir toute seule (2) ». Bixio, le Ministre français à Turin, écrivait à Lamartine : « L'Armée française « sera mal reçue en Sardaigne. On soupçonnera le Gouvernement « français de projets conquérants. Après une grande défaite « sarde on sera prêt à recevoir et à réclamer l'aide française (3) ». Quelques jours après il écrivait encore : « Il règne ici les plus dangereuses illusions. Le caractère essentiel du mouvement, c'est « qu'il est avant tout italien. Personne n'a l'idée de substituer la « France à l'Autriche. On ne veut pas de l'intervention française, on n'en voudra qu'après la défaite (4) ». Lorsque Lamartine s'enquit si des troupes françaises entrant en Savoie pour soutenir les Italiens contre les Autrichiens seraient attaquées, Bixio lui répondit qu'on les recevrait comme des ennemis (5).

(1) Abercromby à Palmerston, 14 avril 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 353-4.

(2) Pareto à Abercromby, 30 mars 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 278-9.

(3) Bixio à Lamartine, 20 avril 1848, *Archives des Affaires étrangères*, La Sardaigne, vol. CCCXXI, pp. 57-60.

(4) Bixio à Lamartine, 7 et 20 avril 1848, cité par Pierre de la Gorce, *Histoire de la Seconde République française*, vol. II, p. 50.

(5) Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*, vol. VI, pp. 213-214, Pierre de la Gorce, *op. cit.*, vol. II, p. 50.

L'attitude hostile des Italiens, et particulièrement des Sardes, était soigneusement encouragée par Palmerston et ses agents en Italie. Vers la fin de mars, Abercromby avait été le premier à informer le Gouvernement sarde de la demande d'assistance faite par le Gouvernement milanais à la France, et il n'avait pas manqué de faire remarquer « que le contenu de cette supplique « expliquait les mesures prises par le Gouvernement provisoire « à Paris pour l'organisation et la concentration de l'armée des « Alpes (1) », éveillant ainsi dans l'esprit des Ministres sardes l'idée d'une République lombarde, libérée par les armées françaises du joug autrichien et finalement dominée par la France. Palmerston faisait aussi jouer ce spectre aux yeux des hommes politiques sardes, mais d'une manière plus subtile et plus indirecte. Son opinion était que le principe qui avait poussé le Roi Charles-Albert à la guerre était extrêmement dangereux, « Car, « écrivait-il à Abercromby, *d'après le même principe qui l'a fait marcher à l'assistance des Lombards et des Vénitiens pour les aider à se libérer du joug autrichien, le Gouvernement français pourrait très bien envoyer des troupes en Savoie pour les aider à se délivrer de la fidélité qu'ils doivent au Roi de Sardaigne* (2).

Palmerston réussit encore à fortifier davantage le Gouvernement sarde dans sa détermination de ne pas accepter l'aide de la France, en assurant la Sardaigne contre toute perte de territoire en cas de défaite. Ficquelmont accepta volontiers cette condition, sachant bien que ce serait un obstacle de plus à l'intervention française (3). Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre alla même plus loin, il déclara que « l'intégrité du « territoire sarde était une nécessité européenne, *et que tant que « la guerre resterait italienne, tant que la République n'intervient « drail pas, les Autrichiens, victorieux, s'arrêteraient aux bords du Tessin* (4). » Cela impliquait, naturellement, que, si l'on acceptait

(1) Abercromby à Palmerston, 15 avril 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 353-4.

(2) Palmerston à Abercromby, 11 avril 1848, *Archives du Foreign Office, Sardinia*, vol. CXLVIII, *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 307 (Extrait). La phrase que j'ai mise en italiques n'est pas comprise dans l'extrait donné dans la Correspondance.

(3) Ponsonby à Palmerston, 2 avril 1848, Ficquelmont à Dietrichstein, 5 avril 1848, *Correspondence (Italy)*, pp. 290, 291, 321-5.

(4) Bixio à Lamartine, 20 avril 1848, *Archives des Affaires étrangères, La Sardaigne*, vol. CCCXXI, pp. 57-60. Les italiques sont de l'auteur.

l'aide de la France, le Gouvernement britannique déclinerait toute responsabilité en ce qui concernait l'intégrité de la Sardaigne. « La volonté de l'Angleterre, écrivait Bixio, est manifeste. Elle veut à tout prix empêcher l'intervention de la « République (1). »

Grâce à l'attitude prise par le Gouvernement sarde, Palmerston n'avait nul besoin d'exercer une grande pression à Paris. Cependant, Normanby était extrêmement vigilant, et il ne manquait pas une occasion de faire comprendre à Lamartine que cela déplairait à l'Angleterre de voir la France se mêler des affaires d'Italie (2). Lamartine le rassurait quant au présent. Pour l'avenir, il était moins certain. En cas d'une défaite italienne, il doutait que son habileté et son pouvoir fussent assez forts pour contenir la France. Cependant, la France n'agirait pas seule et il désirait que Normanby assurât à Palmerston qu'il ne tenterait rien sans accord préalable avec l'Angleterre et que, selon lui une conférence ou un congrès seraient encore le meilleur moyen pour arranger les choses en Italie. En tout cas, lui, Lamartine, n'appuierait jamais un projet d'agression (3).

Les assurances de Lamartine n'étaient pas toujours aussi claires. Il ne voulait pas la guerre, mais le fait est qu'à tout moment, entre la Révolution de février et l'insurrection de juin 1848, une défaite italienne aurait amené les troupes françaises en Italie (4).

Vers la fin d'avril, on crut que Venise allait être attaquée. Cette ville, sous la direction prévoyante de Daniel Manin, avait été la seule partie de l'Italie désireuse d'accepter l'aide française. Aussi le danger qui la menaçait causa une telle sensation en France que Lamartine avertit Normanby que si les Autrichiens reprenaient Venise, l'intervention française deviendrait inévitable (5). Palmerston se hâta de prévenir Lamartine que l'en-

(1) Bixio à Lamartine, 27 avril 1848, *Archives des Affaires étrangères*, La Sardaigne, pp. 65-67.

(2) Une série de dépêches, Normanby à Palmerston, 3, 7, 22, 24 avril et 3 mai 1848, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCVI et DCCCVII, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 266, 292-3, 370, 378, 400 (des extraits).

(3) Normanby à Palmerston, 24 avril 1848, *Ibid.*, France, vol. DCCCVI, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 378 (Extrait).

(4) Normanby à Palmerston, 3 mai 1848, *Ibid.*, vol. DCCCVII, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 400 (Extrait).

(5) Normanby à Palmerston, 1^{er} mai 1848, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCVII.

trée des troupes françaises en Italie amènerait une guerre générale qui serait fortement condamnée par le Gouvernement de Sa Majesté et que mieux valait régler les affaires par l'action diplomatique (1).

Palmerston fut conséquent dans sa diplomatie avant et après que la guerre fût déclarée en Italie. Il avait toujours en vue deux fins inséparables : empêcher que la France intervînt et qu'une guerre générale éclata en Europe. Cependant, lorsque la guerre fut déclarée en Italie, il mit un troisième but à sa politique, lequel, quoique toujours subordonné aux deux autres, joua cependant un rôle important dans sa diplomatie. Au commencement du mois de mars, l'Ambassadeur sarde à Londres fut instruit d'attirer l'attention du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre sur les avantages que le commerce de la Grande-Bretagne tirerait d'un royaume de la Haute-Italie, qui comprendrait Venise, la Lombardie et le Piémont, et qui serait aussi une barrière contre les velléités guerrières de la France (2). D'abord Palmerston refusa de considérer cette suggestion. Mais, à la fin du mois de mars, alors que la guerre était irrévocablement commencée, son opinion se modifia. « De grands changements vont avoir lieu en Europe », écrivait-il à Normanby, le 31 mars, « et je ne regretterai pas que l'établissement d'un bon Etat dans le Nord de l'Italie soit un de ces changements (3). » Un royaume de la Haute-Italie se recommandait à l'esprit de Palmerston pour plusieurs raisons. Comme Pareto l'avait remarqué, ce serait un avantage pour le commerce anglais, et comme état-tampon entre l'Autriche et la France, il serait probablement hostile à ces deux nations et favorable à l'Angleterre. Ensuite, l'érection de cet Etat nécessiterait l'expulsion des Autrichiens de l'Italie. Palmerston le désirait, afin de diriger l'expansion de l'Autriche vers le Sud du Danube. La tournure que prirent les événements au printemps et au commencement de l'été de 1848, confirmèrent Palmerston dans son idée qu'un royaume de la Haute-Italie n'était pas seulement désirable, mais aussi faisable et même inévitable.

Vers la fin de mai, en dépit des hésitations et des vacillations de Charles-Albert, de l'Encyclique papale du 29 avril, dénonçant

(1) Palmerston à Normanby, 2 mai 1848, *Ibid.*, vol. DCCXCVIII.

(2) Pareto, à Revel, 2 mars 1848, Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 170.

(3) Palmerston à Normanby, 31 mars 1848, Ashley, *op. cit.*, vol. I, p. 90.

la guerre, du rappel, le 22 mai, des troupes napolitaines à la suite de l'insurrection du 15 mai à Naples et, par-dessus tout, du manque de coopération effectif entre les différentes forces italiennes, les Autrichiens avaient été chassés du Nord de l'Italie, sauf de quelques postes dans le Quadrilatère. La situation intérieure de l'Autriche, où des forces de nationalités dormantes jusqu'alors, telles que les Bohémiens, les Hongrois et les Croates cherchaient à secouer les bases de l'Empire et où les insurrections de mai venaient de forcer l'Empereur à se retirer à Innsbruck; la démission du Ministère Pillerstorf-Ficquelmont et la prise de la ville par la populace, rendaient peu probable un effort sérieux de la part de l'Autriche pour reprendre ses provinces italiennes. On ignorait ce qu'il adviendrait de la bureaucratie et de la machine militaire autrichiennes, et pour tout le monde, sauf peut-être pour le tenace Radetzky, le règne de l'Autriche en Italie était fini. Palmerston en était convaincu; aussi se décida-t-il à persuader à l'Autriche d'abandonner ses provinces italiennes. « Les choses sont allées trop loin pour laisser espérer « un lien futur entre les Autrichiens et les Italiens », écrivait-il à Ponsonby. « Les Autrichiens seraient plus à leur aise hors de « l'Italie... La chose la plus simple et la plus sage que puisse « faire l'Autriche, c'est d'abandonner tranquillement et immé- « diatement ses possessions italiennes et d'employer son at- « tention et son énergie à organiser le reste de ses territoires, « d'en resserrer les liens et de développer leurs énergies abon- « dantes. » Alors apparaît encore l'obsession constante de Palmerston. « Tout serait préférable à une lutte prolongée qui amè- « nerait infailliblement la France dans le conflit, et l'Autriche se- « rait entraînée à une guerre que la plus prudente raison lui « conseille de ne pas provoquer (1). »

John Russel était tout à fait d'accord avec ce programme, comme le montre le memorandum qu'il rédigea le 1^{er} mai 1848 et où il suggérait que l'Angleterre unît ses efforts à la France pour obtenir de l'Autriche l'abandon de Venise et de la Lombardie, et où il avertissait le Gouvernement de Vienne des dangers qu'encourait le pays dans une guerre générale (2). En Autriche même, on se rendait compte que de grandes concessions en Italie, entre

(1) Palmerston à Ponsonby, 21 avril 1848. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 101-104.

(2) Mémoire du 1^{er} mai 1848. Walpole, *op. cit.*, vol. II, pp. 40-42.

autres l'indépendance de la Lombardie, étaient devenues inévitables. Au commencement d'avril 1848, le Comte Hartig fut envoyé en Italie « pour arranger les affaires à l'amiable, si « possible (1) », « sur les bases plus libérales qui sont la conséquence naturelle et désirée du nouveau système politique de « l'Autriche (2). On ne donnait aucune explication exacte sur les bases qu'on avait décidées, mais le Gouvernement britannique était prié de faciliter « le travail de pacification » en conseillant à la Sardaigne de suspendre les hostilités. Ce que fit Palmerston, quoiqu'il sût fort bien qu'il était fort douteux que les Sardes acceptassent (3).

Hartig détruisit les vagues chances de négociation qui pouvaient exister, en publiant une proclamation demandant aux Lombards et aux Vénitiens de revenir à la fidélité qu'ils devaient à l'Autriche (4). Palmerston écrivit sévèrement à Vienne, informant le Gouvernement autrichien que la conduite de Hartig ne permettait pas une suspension d'armes, puisqu'il n'avait fait aucun effort pour négocier avec Milan ou Turin (5).

Le manque visible de sincérité de la Mission Hartig irritait le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. C'était une feinte pour gagner du temps et un prompt règlement était, pour lui, tout à fait nécessaire. Ensuite, ceci arrivait au moment où la France se montrait particulièrement agitée. Aussi Palmerston, avec une grande habileté, essaya d'amener les Autrichiens et les Sardes à s'entendre, en les menaçant d'une invasion française en Italie. Ponsonby fut chargé d'engager vivement le Gouvernement autrichien d'abandonner la Lombardie plutôt que de courir le risque d'une opération militaire qui amènerait inévitablement l'armée française en Italie. Palmerston ne pensait pas que l'abandon de la Lombardie diminuerait beaucoup la puissance de l'Empire autrichien, surtout si elle devenait un Etat indépendant ou s'unissait à une autre province italienne. « *Mais « si à la suite de l'entrée d'une armée française en Lombardie il « s'établissait un lien politique étroit entre cet Etat et la France,*

(1) Ponsonby à Palmerston, 4 avril 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 306.

(2) Dietrichstein à Palmerston, 15 avril 1848. *Ibid.*, pp. 332-333.

(3) Palmerston à Ponsonby, 21 avril 1848. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 101-104. Palmerston à Abercromby, 17 avril 1848. Palmerston à Dietrichstein, 21 avril 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 349, 353.

(4) Proclamation de Hartig, *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 389-391.

(5) Palmerston à Ponsonby, 3 mai 1848. *Ibid.*, p. 401.

« *le Cabinet de Vienne peut déjà prévoir les embarras et les dangers que cet arrangement causerait à l'Empire autrichien* (1). »

Il écrivait le même jour à Abercromby, Ministre d'Angleterre à Turin, pour lui demander d'attirer fortement l'attention du Gouvernement sarde sur la concentration vers la frontière des Alpes d'une grande armée française, sur l'ordre du jour du général Oudinot, commandant en chef de cette armée, ainsi que sur le vote de crédit de 86.000.000 de francs pour les frais de cette armée, et Abercromby devait bien démontrer au Cabinet de Turin que toute cette activité militaire indiquait l'entrée probable d'une force française dans le Nord de l'Italie, si la guerre s'y prolongeait, et qu'il fallait à tout prix empêcher la France d'intervenir en concluant un prompt arrangement entre le Milanais et les Autrichiens.

Palmerston ajoutait « qu'il serait désirable que le Gouvernement sarde encourageât et exhortât le Gouvernement provisoire de Milan à entrer en communication avec le Comte Har-
« tig, afin de décider les conditions d'un accord entre le Milanais
« et l'Autriche, pour une modification de la connexion de la
« province italienne à l'Empire ou pour sa complète séparation (2) ».

Il est à remarquer, en vue des événements qui allaient bientôt se dérouler dans le Nord de l'Italie, que dans cette dépêche aucune mention n'est faite de Venise. C'est un trait extrêmement caractéristique de la politique de Palmerston, que pour avoir la paix et empêcher l'intervention française, il était prêt à sacrifier son royaume de la Haute-Italie.

A Turin, ses protestations demeurèrent sans effet ; à Vienne elles eussent été également inutiles si l'impuissance apparente de la situation militaire et politique n'avait induit les Autrichiens à faire de grandes concessions. Le 12 mai, Ponsonby annonçait que les Autrichiens étaient sur le point de solliciter la médiation du Gouvernement britannique sur la base de « l'abandon de tous les droits autrichiens sur le Royaume
« Lombard-Vénitien par un accord entre les deux parties (3) ».

(1) Palmerston à Ponsonby, 8 mai 1848. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXLIII. *Correspondance* (Italy), pt. II, pp. 415-16 (Extrait). La phrase que j'ai mise en italiques n'est pas comprise dans l'extrait donné dans la *Correspondance*.

(2) Palmerston à Abercromby, 8 mai 1848. *Archives du Foreign Office, Sardinia*, vol. CXLVIII. *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 416 (Extrait).

(3) Ponsonby à Palmerston, 12 mai 1848. *Archives du Foreign Office, Austria*,

Le 22 mai, Dietrichstein présentait une note demandant la médiation britannique entre l'Autriche, la Sardaigne et le Lombard-Vénitien (1). Le 23 mai, le Baron Hummelauer, qui avait été envoyé à Londres pour arranger les bases de la négociation, envoya à Palmerston le premier plan autrichien pour la pacification de l'Italie. D'après ce projet, le royaume Lombard-Vénitien devait rester sous la souveraineté de l'Empereur. On lui accorderait une administration distincte du reste de l'Empire, entièrement nationale. Un Ministère italien, établi au centre de la monarchie, devait « entretenir les relations entre le Gouvernement impérial et l'administration du royaume Lombard-Vénitien ». Un archiduc dirigerait comme Vice-Roi impérial l'administration séparée et « entièrement nationale ». Le Duc de Modène, qui avait été expulsé par la Révolution, devait abdicquer en faveur de son frère l'Archiduc Ferdinand. Ce dernier serait nommé Vice-Roi impérial du Royaume Lombard-Vénitien, ce qui unirait Modène avec le Lombard-Vénitien. Le Duc de Parme qui avait été également chassé de son Duché par la Révolution, devait, ainsi que son fils, être persuadé de renoncer à ses prétentions sur la couronne ducale, et Parme devait être aussi uni à Venise et Milan. Le royaume Lombard-Vénitien devait assumer une part proportionnelle de la dette nationale autrichienne (2).

En terminant sa note et en engageant le Gouvernement britannique à négocier sur les termes indiqués, Hummelauer faisait remarquer qu'on s'attendait d'un moment à l'autre à voir la France entrer en campagne, et il ajoutait : « Si les Français « traversent demain les Alpes et entrent en Lombardie, nous « n'irons pas à leur rencontre », au contraire, les Autrichiens se retireraient derrière leurs Alpes et « resteraient spectateurs « du conflit dont l'Italie deviendrait le théâtre ». Finalement,

vol. CCCXLVII, *Correspondence* (Italy), pt. II, p. 466. Voir aussi Ponsonby à Palmerston à la même date. *Ibid.*, Austria, vol. CCCXLVII, *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 453-4 (Extrait). Comme on le verra par la suite, cette déclaration représentait une beaucoup plus grande concession que Hummelauer n'était autorisé à faire, où Ponsonby rapportait incorrectement la conversation de Fiquelmont. A en juger par la stupidité de Ponsonby, cette dernière supposition est la plus probable.

(1) Lebzeltern à Dietrichstein, 14 mai 1848. *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 466-7.

(2) Hummelauer à Palmerston, 23 mai 1848. *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 470-473.

il offrait à Palmerston une alliance austro-anglo-sarde contre l'invasion française, « si la complication présente » peut être ajustée sous les auspices de la Grande-Bretagne (1). Hummelauer avait fort habilement employé un argument d'un grand poids auprès de Palmerston : le danger d'une invasion française et le Nord de l'Italie dominé par l'influence française.

Les bases proposées en vue d'un accord n'étaient pas à ce moment-là une possibilité pratique, et le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre fut forcé, quoique à regret, de les repousser (2). Le lendemain, Hummelauer représenta un nouveau plan. La Lombardie cesserait d'appartenir à l'Autriche, elle serait libre de demeurer indépendante ou de s'unir à un autre Etat italien. Elle devait assumer une part proportionnelle de la dette autrichienne. Venise resterait sous la souveraineté de l'Autriche, mais on lui accorderait une autonomie avec des conditions presque identiques à celles indiquées pour le Lombard-Vénitien dans la note du jour précédent. Parme et Modène devaient s'unir à La Lombardie (3).

Dans une note ajoutée au mémorandum, Hummelauer revenait à l'argument qui, selon lui, rendait nécessaire la médiation anglaise : « Si le Gouvernement de la Reine nous accorde son « intervention, il nous ménage la seule issue possible à cette « complication des affaires, qui, sans l'intervention de la Grande- « Bretagne, ne peuvent aller que de calamités en calamités et se « terminer par l'entrée des Français en Italie (4). »

Palmerston aurait volontiers accepté le plan autrichien (5). Le but de sa politique était la paix à n'importe quel prix, et dès le début de la Révolution, il n'avait montré aucune sympathie pour la cause de Venise (6).

(1) Hummelauer à Palmerston, 23 mai 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 470-473.

(2) Voir le rescrit donné par Hummelauer dans un mémoire pour Metternich (sans date). Metternich, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 449-456.

(3) Hummelauer à Palmerston, 24 mai 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 477-478.

(4) Hummelauer à Palmerston, 24 mai 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 476.

(5) Bastide à Tallenay, 31 mai 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 80, et *Mémoires de Hummelauer pour Metternich* (sans date). Metternich, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 449-456.

(6) Palmerston à Dawkins, 5 avril 1848, *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCLV. Planet de la Faye, *Documents et pièces authentiques laissés par Daniel Manin*, vol. I, p. 181 et suivantes. Martin, *Daniel Manin*, p. 114.

Cependant, le même jour qu'il reçut la note de Hummelauer, des dépêches lui parvinrent de Turin qui le convainquirent de l'inutilité d'une négociation basée sur les conditions suggérées par l'Autriche. Le Ministre anglais à Turin croyait fermement que le plus grand service que l'Angleterre pouvait rendre au Piémont, c'était d'aider de tout son pouvoir à terminer d'une manière satisfaisante la lutte engagée en ce moment en Piémont. Et pour cela, il fallait que les Autrichiens évacuent toutes les provinces italiennes et reconnaissent l'indépendance complète et entière de l'Italie et de sa nouvelle organisation. Selon lui, il était inutile d'avoir recours à des demi-mesures qui créeraient seulement pour le présent et pour l'avenir un sentiment de méfiance envers l'honnêteté des propositions que l'Autriche pourrait faire dans la suite (1). Abercromby pensait qu'un Gouvernement italien qui accepterait de négocier avec l'Autriche sur d'autres bases serait considéré par le reste de l'Italie comme traître à la cause (2).

Il ne restait plus à Palmerston qu'à informer Hummelauer que, seule, la renonciation complète par l'Autriche de ses droits sur la Lombardie et les Etats vénitiens pouvait empêcher l'intervention française (3). Quelques jours après, à la veille du départ de Hummelauer pour la Cour de l'Empereur à Innsbruck, Palmerston lui expliqua les conditions précises d'après lesquelles le Gouvernement britannique serait prêt à négocier. Se référant à la seconde proposition de Hummelauer (laquelle décidait que la Lombardie fût abandonnée et Venise retenue), le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déclarait que, quoique cette proposition eût été acceptable aux Vénitiens quelques mois auparavant, on ne pouvait espérer de la leur faire agréer à présent, sinon par la force des armes, et il pensait que cette conquête ne contribuerait pas à la puissance et à la force de l'Empire autrichien, car l'esprit de nationalité était devenu si universel chez les Italiens, que pour tenir ces provinces en sujétion, il faudrait l'emploi d'une force militaire et une dépense d'argent que ne pourrait compenser les avantages que l'on tirerait de leur oc-

(1) Abercromby à Palmerston, 18, 19 et 20 mai 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 478-480.

(2) *Ibid.*, 22 mai 1848, p. 627.

(3) Mémoire de Hummelauer pour Metternich (sans date). Metternich, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 449-456.

cupation, Palmerston trouvait donc qu'il était inutile que le Gouvernement britannique s'engageât dans une négociation qui n'avait aucune chance de succès, « mais », ajoutait-il, « si les Autrichiens, après avoir bien considéré toutes les circonstances du cas présent se sentaient disposés à consentir à un arrangement, lequel réglé sur les principes indiqués dans votre mémorandum du 24 dernier, concernant la Lombardie, comprendrait aussi *telles portions du territoire vénitien qui seraient choisis par les parties engagées*, le Gouvernement de Sa Majesté s'empresserait de mettre en train une médiation basée sur ces conditions (1) ».

Dans cette dernière phrase, Palmerston révélait son désir de transiger, autant que les sentiments italiens le permettaient, sur la question de Venise. Dans ses rapports semi-officiels avec Hummelauer, il avouait franchement ses idées : « Ce qu'il vous faut, disait-il à l'Envoyé autrichien, c'est une bonne bataille gagnée », et Hummelauer écrivait : « Lord Palmerston espérait que nos troupes sauraient se maintenir dans la Vénétie et infliger une bonne défaite à l'ennemi (2) ».

Les instructions de Hummelauer ne lui permettaient pas d'aller au delà des concessions indiquées dans sa note du 24 mai 1848. Il partit donc pour Innsbruck afin de soumettre au Gouvernement autrichien les propositions de Palmerston. Il arriva dans cette ville le 13 juin. Au même moment, le Prince Schwarzenberg y arriva, muni d'une offre de Radetzki, qui promettait de reconquérir l'Italie si on lui envoyait un renfort de 25.000 hommes. Le Gouvernement n'hésita pas entre l'action audacieuse offerte par Radetzki et la honteuse capitulation conseillée par Palmerston. On décida immédiatement d'envoyer des renforts à Radetzki (3).

Entre temps, la réaction avait commencé en Autriche. Mai avait vu les plus mauvais jours de la fortune autrichienne. En juin, les choses commencèrent à aller mieux. Vienne, il est vrai, demeurait entre les mains des étudiants de la Garde Nationale,

(1) Palmerston à Hummelauer, 3 juin 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, pp. 531-533. Les italiques sont de l'auteur.

(2) Mémoire de Hummelauer pour Metternich (sans date). Metternich, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 449-456.

(3) Mémoire de Hummelauer pour Metternich (sans date). Metternich, *op. cit.*, vol. VIII, pp. 449-456.

des journalistes et des ouvriers. Mais la Cour impériale, à Innsbruck, attirait autour d'elle la vieille classe dirigeante. Wessenberg, un diplomate de l'école de Metternich, avait remplacé Ficquelmont au Ministère des Affaires étrangères et était devenu le véritable chef du Gouvernement, quoique Pillersdorf n'eût pas encore démissionné, ce qu'il fit seulement le 8 juillet. Le 16 juin, la victoire de Windischgrätz sur les insurgés de Prague rétablit non seulement l'autorité impériale en Bohême, mais en détruisant les espoirs des Croates et des Bohémiens d'une coopération avec les Tchèques, elle permit au Gouvernement impérial d'entretenir les dissensions entre Croates, Slovénes et Magyars. Radetzki, quoique battu le 30 mai à Goïto, se dirigea vers la Vénétie et captura successivement Vicence (10 juin) ; Trévise (14 juin) ; Padoue (15 juin) et Revigo (18 juin). Vers la fin juin, tout le Continent vénitien était reconquis. La politique de l'Autriche envers l'Italie se réglait maintenant suivant les événements. Le 9 juin 1848, l'Archiduc Jean déclara à Ponsonby que l'Autriche abandonnerait la Lombardie, mais qu'elle garderait la Vénétie. « C'est nécessaire », disait-il, « afin de protéger Trieste, qui est la clef de nos provinces illy-riennes (1). » Quelques jours après, Wessenberg répétait que l'Autriche accepterait l'indépendance absolue de Milan. Quant à la Vénétie, il assura Ponsonby dans les termes les plus positifs que si le Royaume vénitien restait lié à l'Autriche, le Gouvernement impérial lui accorderait une constitution extrêmement libérale (2).

Le lendemain, sans attendre le résultat de la Mission Hummelauer à Londres, on envoya à Milan une offre de médiation pour la paix basée sur l'indépendance de la Lombardie (3). En dépit de l'état d'esprit qui régnait en Italie, Palmerston essaya de soutenir cet arrangement. Il conseilla à son Ministre à Turin de ne prendre aucune part à la négociation, les bons offices de l'Angleterre n'ayant pas été réclamés, à moins que, les deux parties étant disposées à traiter, Abercromby pût les aider à aplanir les difficultés qui pourraient survenir. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre doutait que les Italiens acceptassent un armistice qui ne fût pas accompagné par des pro-

(1) Ponsonby à Palmerston, 9 juin 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 589.

(2) Ponsonby à Palmerston, 12 juin 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. II, p. 596.

(3) Wessenberg à Casati, 13 juin 1846. *Ibid.*, pp. 609-610.

positions acceptables, car il le considérerait comme un moyen permettant à Radetzki d'amener des renforts; aussi il pensait que mieux valait stipuler que les mouvements des troupes fussent arrêtés pendant la suspension des hostilités. Palmerston trouvait que les conditions offertes aux Lombards devaient les satisfaire; il avait appris d'ailleurs, disait-il, que le peuple de la Lombardie était prêt à accepter ces termes très généreux.

Mais la grande difficulté pour arriver à un accord final, c'était la décision à prendre en ce qui concernait Venise. Les Autrichiens voulaient la garder et les Italiens désiraient sa libération. Palmerston était d'avis que cet Etat pourrait être laissé à l'Autriche avec le consentement du peuple, mais il était à craindre qu'avec la guerre, un sentiment d'hostilité s'était répandu partout et rendait un tel arrangement impossible. Le Gouvernement britannique avait refusé d'ouvrir une négociation sur cette base, sachant bien qu'elle aurait peu de chance de se terminer d'une manière satisfaisante. Cependant Palmerston écrivait à son Ministre à Turin : « *que le Gouvernement de Sa Majesté ne désirait nullement mettre des obstacles à un tel plan de médiation et vous devez avoir soin de ne faire ni de ne dire rien qui puisse dissuader les Italiens d'accepter ces conditions s'ils sont eux-mêmes disposés à les approuver.* Si les Vénitiens se montrent prêts à conclure un tel arrangement avec l'Autriche, et que vous puissiez être utile comme médiateur entre les deux parties, vous pouvez faire les démarches que vous suggéreraient les communications que vous pourriez recevoir de Venise (1) ».

Les Lombards et les Sardes repoussèrent l'offre de l'Autriche, sous prétexte que c'était une question de toute l'Italie, non pas seulement de la Lombardie. La seule base possible de négociation était l'indépendance complète de la Péninsule (2). Avant que cette réponse parvînt à Innsbruck, la nouvelle des succès de Radetzki avait fortifié la détermination du Gouvernement autrichien de conserver la Vénétie. Comme l'écrivait Ponsonby à Palmerston, la situation militaire de l'Autriche était considé-

(1) Palmerston à Abercromby, 28 juin 1848, *Archives du Foreign Office*, Sardinia, vol. CXLVIII. *Correspondence* (Italy), pt. II, pp. 623-4 (Extrait). La phrase que j'ai mise en italiques n'est pas comprise dans l'extrait donné dans la Correspondance.

(2) Ponsonby à Palmerston, 2 juillet 1848. Abercromby à Palmerston, 2 juillet 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, pp. 23, 34-35.

réc comme extrêmement favorable par les Autrichiens. Ils avaient pris presque tous les postes et les cités importantes, et ils espéraient obtenir Venise sans grande difficultés. Aussi n'était-il pas étonnant qu'ils continuassent à ne vouloir point céder en ce qui concernait le territoire vénitien (1).

Le 7 juillet, Ponsonby informait Palmerston que l'Autriche n'abandonnerait pas Venise « tant que ses armées n'auraient pas été vaincues » et que « les Autrichiens ne voyaient aucune « raison qui pût faire croire à leur incapacité à continuer la « guerre (2) ». Le sort des provinces italiennes fut donc laissé à Radetzki.

L'attitude du Gouvernement autrichien fut encore renforcée par les événements de Paris.

Dans la politique italienne de la République française, on pouvait distinguer clairement deux tendances opposées. La première était une recrudescence de l'esprit de 93, le désir idéaliste de libérer l'Italie sans égard à ce qu'une diplomatie plus calculatrice appelle l'intérêt personnel national. La seconde tendance — qui était d'un côté le réflexe de la première — mettait en question la sagesse politique d'engager la France dans une guerre dont le résultat serait d'aider à créer un royaume dans le Nord de l'Italie. Chacune de ces tendances furent apparentes pendant toute l'année 1848, mais, en général, on peut dire que la première domina durant la période du Gouvernement provisoire (24 février-9 mai 1848), et la seconde, durant la période de la commission exécutive et la dictature de Cavaignac (9 mai 1848-décembre 1848) devenant encore plus prononcée après les Journées de Juin. Lamartine représentait la première tendance, Bastide et Cavaignac la seconde ; Cavaignac plus complètement encore que Bastide. Lamartine était divisé entre son désir de préserver la paix et son désir d'aider à la libération de l'Italie, mais à la fin, il aurait voulu intervenir en Italie, malgré Palmerston, Charles-Albert et la rupture certaine de la paix en Europe (3).

(1) Ponsonby à Palmerston, 28 et 29 juin 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 10-12, 15-16.

(2) Ponsonby à Palmerston, 7 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 30-1. Les italiques sont de l'auteur.

(3) Lavissee, *Histoire de la France contemporaine*, vol. V, p. 293. Lamartine, *Trois mois au pouvoir*, pp. 232, 316. Bianchi, *op. cit.*, vol. V, pp. 278-281. Garnier-

Au mois de mai, Lamartine (élu membre de la Commission exécutive) fut remplacé au Ministère des Affaires étrangères par Bastide. La politique française devint beaucoup plus prudente. « Nous pouvions, écrit Bastide, il est vrai, déclarer « que, le Roi Charles-Albert étant dans notre conviction inca-
« pable de défendre sa conquête, nous allions marcher malgré
« lui au secours de la Lombardie ; nous pouvions traverser le
« Piémont de force, ou bien encore envoyer à Venise un corps
« d'armée pour prendre les Autrichiens à revers ; nous aurions
« pu, dis-je, proposer ce parti à l'Assemblée nationale. Si elle
« s'y fut résolue, c'eût été la guerre générale, une guerre dans
« laquelle la France eût eu contre elle, encore une fois, l'Europe
« tout entière, en première ligne l'Angleterre.

« Dans le premier cas, nous aurions donné au monde le spec-
« tacle le plus étrange, celui d'un Gouvernement démocratique
« qui, pour premier exploit, envoie des soldats verser leur sang
« afin d'établir à sa porte une royauté puissante ; et non seu-
« lement nous aurions fait une chose étrange et ridicule, mais
« nous aurions encouru l'animadversion des républicains d'I-
« talie. En important, au contraire, la république à Milan et à
« Venise, nous avions pour ennemis ces mêmes gouvernements
« italiens ; l'Autriche, appuyée par la Russie ; le Piémont, sur
« lequel il nous fallait passer de force, et l'Angleterre, chez qui
« la défiance envers nous était plus grande alors que ses sympa-
« thies pour l'Italie (1). » L'extrait que l'on vient de lire, quoique
écrit alors que Bastide avait quitté le pouvoir, exprime bien le
fond de sa politique en Italie (2).

Quelques jours après l'insurrection du 15 mai (chacune de ces
insurrections (avril, 15 mai, 22 et 25 juin) fortifiait le parti con-
servateur et pacifique), Bastide expliqua à Normanby ses ob-
jections contre un royaume de la Haute-Italie (3).

Pages, *op. cit.*, vol. II, pp. 439, 445. Lamartine aurait pris Nice et la Savoie en compensation de l'aide aux Italiens.

(1) Bastide, *La République française et l'Italie*, pp. 61-62.

(2) Zanardi, l'agent vénitien à Paris, écrivait à Manin le 12 mai 1848 : « ...il (Bastide) nous a répété aussi que, selon lui, l'établissement d'un royaume de la Haute-Italie serait une chose funeste à l'Italie au point de vue de son unité et de sa fédération future, et en même temps à la France, et qu'autant il aurait protégé une fédération, autant il s'opposerait à cette fusion ». (Planet de la Fayc, *op. cit.*, vol. I, p. 222.)

(3) Normanby à Palmerston, 19 mai 1848, et Palmerston à Normanby, 20 juin 1848. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCVIII et DCCXCVIII.

Au commencement de juin, les agents vénitiens à Paris écrivait à Manin : « On désire une Italie indépendante, divisée en plusieurs états, plus ou moins démocratiques, quelque chose « enfin qui ressemble aux Etats-Unis d'Amérique (1)... » et encore : « Persuadez-vous bien que le Gouvernement français « est très loin de vouloir mettre en pratique les promesses généreuses qu'il a proclamées et dont il s'est vanté à la face de l'Europe dans ses imprévisions, que l'unique mobile de sa politique « est l'égoïsme et qu'il verrait avec jalousie s'élever dans la « haute Italie un Etat puissant, premier acheminement et moyen « d'arriver plus tard à l'unité tant désirée (2). »

Après l'insurrection de juin, la politique de Bastide devint encore plus définie. « La France », écrivait-il à Bixio, ministre français à Turin, « est républicaine, et doit, sans « vouloir « faire de propagande armée, favoriser de ses vœux et de « ses sympathies tout ce qui est et veut être république. C'est assez dire qu'elle regarde les républicains de la Lombardie « et de Venise comme ayant droit à notre protection. Nous ne « voulons certainement pas faire de la politique sentimentale, « mais nos principes et nos intérêts nous commandent d'être « en garde contre ceux qui voudraient fonder au delà des Alpes « une monarchie italienne qui ne ferait que réunir momentanément les populations par le lien d'une peur commune et « préparerait pour l'avenir une proie facile à « l'Autriche, en « même temps qu'un foyer d'hostilités contre la France. Il ne « faut pas que Charles-Albert s' imagine qu'il peut se faire roi « de Lombardie. Il ne faut pas qu'il se flatte de pouvoir traiter « avec l'Autriche à conserver Venise... Dis bien à tout le monde, « dis haut et ferme que nous voulons que les peuples soient libres « et notre ardente sympathie est pour ceux qui, comme nous, « adoptent la glorieuse forme de la République ; que le Piémont « reste monarchie, puisque telle est sa volonté ; mais maîtresse « d'elle-même (3)... », et à Tallenay, à Londres, il écrivait : « Il « (Charles-Albert) remue l'Italie par ses intrigues et ne tend à « rien moins qu'à en devenir le souverain. La Toscane, Rome et

(1) Aleardi et Gar à Manin, 5 juin 1848. Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. I, p. 261.

(2) Gar à Castelli (Président du Gouvernement provisoire de Venise), juin 1848. Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. I, p. 329.

(3) Bastide à Bixio, juin 1848. Bastide, *La République française et l'Italie*, p. 64.

« Naples ne sont pas sans inquiétudes à ce sujet. Pour notre compte, nous ne pourrions rester spectateurs passifs de ce débordement d'ambition piémontaise ; nous trouvons que ce serait déjà un fait assez grave pour la France et pour l'Italie que la création au pied des Alpes d'une grande puissance appuyée sur les deux mers, commandant à dix millions d'habitants, ayant à sa tête, une maison nourrie dans les idées de conquête, peu scrupuleuse en politique, peu sûre dans ses relations, peu bienveillante pour la France et peu sympathique au fond, pour les principes démocratiques ou même constitutionnels, sans que les autres souverainetés de l'Italie doivent encore être absorbées par cette maison et ce nouveau royaume (1) ».

L'Autriche sut vite saisir l'avantage qu'elle pouvait tirer du changement d'attitude du Gouvernement français. Suivant la jolie phrase de Bastide, « les insurgés de Paris étaient venus, sans le savoir, en aide à Radetzky (2) ».

Les dépêches de Ponsonby expriment bien la confiance que l'on ressentait à Innsbruck. Il écrivait à Palmerston : « Le Gouvernement impérial ne croit pas que les Français consentiront à la fondation d'un si grand royaume », et il lui assurait que l'on avait même discuté la possibilité d'un accord avec les Français pour établir, avec leur assistance, une Lombardie indépendante (3). Au mois de juillet, lorsque Ponsonby informa le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre de la détermination fixe du Gouvernement autrichien de reconquérir Venise et la Lombardie, il ajoutait : « et ils (les Autrichiens) ne craignent pas que l'intervention de la France soit la conséquence de la politique qu'ils (les Autrichiens) ont l'intention de suivre (4) ».

Lorsque l'on s'aperçut de l'opposition qui existait en France contre un royaume de la Haute-Italie, les Autrichiens se mirent à intriguer avec la crainte qu'avait Palmerston de voir l'influence française dominer en Italie, en déclarant que s'ils étaient

(1) Bastide à Tallenay, 18 juillet 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 249.

(2) Bastide, *op. cit.*, p. 35.

(3) Ponsonby à Palmerston, 28 juin 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 10-12. Aussi Ponsonby à Palmerston, 3 juillet 1848. *Ibid.*, pp. 23-24.

(4) Ponsonby à Palmerston, 7 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 30-1.

forcés d'abandonner leurs provinces italiennes, ils verraient avec indifférence des conquêtes françaises en Italie (1).

Palmerston n'espérait plus voir une paix négociée en Italie. « Il semble dorénavant inévitable », écrivait-il à Normanby », que le sort des armes déterminera, jusqu'à un certain point du moins, la manière dont sera réglée la question austro-italienne (2). » Il craignait toujours l'intervention française. En cas d'une défaite italienne, peut-être l'esprit de 93 se réveillerait-il et deviendrait-il irrépressible. En tout cas, il était décidé à surveiller la France attentivement et en même temps à donner à sa politique en Italie une tournure encore plus conservatrice. On a déjà remarqué son empressement à voir Venise rendue à l'Autriche. Il reçut de Naples, avec une certaine satisfaction, la nouvelle de l'insurrection du 15 mai qui marqua le commencement de la réaction napolitaine (3). Sur la question de l'élection d'un Roi de Sicile, tandis qu'à Paris il exprimait la plus grande indifférence à ce sujet (4), et qu'à Turin il montrait une préférence pour le Duc de Gênes (5), il déclarait franchement à Napier son opinion là-dessus ; « il serait dans l'intérêt de la « Sicile qu'un prince de la famille royale de Naples fût choisi « pour le trône de la Sicile. Il y a tant de liens naturels entre Na- « ples et la Sicile, depuis l'identité de la race jusqu'à la proximité « géographique et une longue union politique, qu'il semble que « plus les deux pays seront unis, mieux ce sera pour eux, com- « mercialement, socialement et politiquement (6)... »

Les Siciliens élurent le Duc de Gênes (le 11 juillet), mais avant de répondre à cette offre, Charles-Albert demanda au Gouvernement britannique, si, au cas où il accepterait la couronne de Sicile pour son fils, l'Angleterre reconnaîtrait non seulement le nouveau roi, mais lui prêterait aussi une assistance matérielle, s'il était attaqué par Naples. « Nous ne vous cachons pas, Mi-

(1) Ponsonby à Palmerston, 28 juin 1848, 3, 7 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 10, 12, 23, 24, 30, 31, 32.

(2) Palmerston à Ponsonby, 17 juillet 1848. *Ibid.*, p. 44.

(3) Tallenay à Bastide, 2 et 5 juin 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 91-92, 102-105.

(4) Bastide à Tallenay, 10 juillet 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 224.

(5) La Farina, *Istoria documentata della Rivoluzione Siciliana*, vol. I, p. 236.

(6) Palmerston à Napier, 12 juillet 1848. *Archives du Foreign Office*, Naples, vol. CCXIX. *Correspondence (Naples and Sicily)*, p. 356 (Extrait).

« lord, déclarait Revel à Palmerston, « que de la réponse que nous « sollicitons dépendra la décision que le Roi prendra (1). » Palmerston répondit qu'une affaire d'une telle importance devait être soumise au Cabinet. Il ne dit pas un mot de plus (2). Ne recevant pas d'assurance de protection de la Grande-Bretagne, Charles-Albert différa sa réponse aux Siciliens jusqu'à ce que l'écroulement de la cause italienne en Lombardie lui dictât un refus.

Les citations suivantes, tirées de la correspondance de Bastide et de Tallenay, jettent encore plus de lumière sur la modification de la politique de Palmerston en Italie :

« ...L'attitude de l'Angleterre en Italie offre aujourd'hui un « contraste frappant avec celle d'il y a trois mois. Après y « avoir soutenu la cause libérale, même au delà de ce que pour- « rait autoriser le principe de son intervention, il fait mainte- « nant une politique de *statu quo* aussi peu favorable au progrès « de la démocratie qu'à l'indépendance de la péninsule (3). »

« Tant qu'il n'est question que d'arrangements intérieurs « dans les divers Etats, il les seconde ou les combat, suivant ses « vues particulières et commerciales, plus ou moins ouverte- « ment. Mais lorsqu'il s'agira de changer les limites territoriales « respectives des Etats européens, telles que la paix de 1815 les « avait constituées, il faut s'attendre, de sa part, à une sérieuse « opposition (4). »

« On trouve ici qu'on y (en Italie) va trop loin et trop vite, « et l'on ne s'accommode pas de ces violentes secousses qui me- « nacent de rompre l'équilibre européen et de le reconstituer « sur de nouvelles bases. Il ne faut donc pas s'étonner si à « Naples, à Rome comme en Lombardie, l'Angleterre essaie de « sauver quelques débris de l'ancien ordre des choses... Elle « désire la paix, mais dans l'incertitude où elle est de l'issue des « grandes luttes sur le continent entre le principe populaire et « le principe monarchique, elle ménage tout le monde : la France, « la Russie, l'Allemagne, les Cours du Nord et ne se prononce

(1) Bianchi, *op. cit.*, vol. V, pp. 219-20.

(2) *Ibid.*, p. 220.

(3) Bastide à Tallenay, 31 mai 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 80.

(4) Tallenay à Bastide, 2 juin 1848. *Ibid.*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 91-92.

« ouvertement pour aucune cause, pour aucun parti. Les circonstances décideront de sa conduite future (1). »

« L'Angleterre persiste dans son système de politique expectante comme étant le plus conforme à ses véritables intérêts ; conseiller la paix sans perdre de vue la possibilité de la guerre, telle est l'opinion qui semble prédominer chez tous les hommes d'Etat d'Angleterre (2). »

Palmerston préférait donc tenir la France en échec au moyen d'une alliance ou tout au moins d'une entente, mais sa politique ne manquait jamais une menace potentielle. Il refusait obstinément de reconnaître, *de jure*, la République française. Jusqu'à la réunion de l'Assemblée Nationale, en mai, il donna comme prétexte que la forme du Gouvernement ne pouvait être définitivement établie jusqu'à ce qu'elle ait été sanctionnée par la nation. Lorsque l'Assemblée nationale siégea, et que la République eut été reconnue par les Etats-Unis, l'Espagne, la Suisse et la Belgique, l'Ambassadeur français à Londres se plaignit tant soit peu amèrement : « ...Nous aurions vu avec satisfaction l'Angleterre les devancer, plutôt que de rester en arrière ». Palmerston répondit par quelques mots pacifiants. « Il admettait que le Gouvernement de la République était parfaitement établi en principe et en fait ; toutefois, ajoutait-il, des embarras se ressentent dans les formes. La Reine ne peut pas écrire à l'Assemblée constituante ; quant à la commission exécutive qui en émane, elle est aussi provisoire que le Gouvernement qui l'a précédé. Nous ne voyons aucun inconvénient pour les affaires à attendre que les choses aient pris chez vous un caractère mieux dessiné et tout à fait stable pour le Gouvernement, que l'Assemblée aura décrété (4). » Les prétextes de Palmerston étaient transparents. « Il est généralement admis dans le corps diplomatique », écrivait Tallenay à Bastide, « que l'Angleterre, avant de reconnaître la République, désire voir la tournure que prendraient les affaires

(1) Tallenay à Bastide, 5 juin 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 102-105.

(2) Tallenay à Bastide, 30 juin 1848. *Ibid.*, p. 203.

(3) Voir Stockmar, *Mémoires*, vol. II, p. 463 : « C'est depuis longtemps la maxime de Palmerston, qu'une alliance entre la France et l'Angleterre pourrait bien tenir toute l'Europe en échec ».

(4) Tallenay à Bastide, 2 juin 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 89, 95.

« d'Italie et le développement des dispositions militaires que
 « nous jugerions convenables d'adopter en cas d'une défaite des
 « troupes placées sous les ordres du roi Charles-Albert. L'alliance
 « de la Grande-Bretagne avec l'Autriche est ici une politique
 « traditionnelle. Il ne faut donc pas s'étonner de cette politique
 « expectante du cabinet de Saint-James, qui, tout en désirant
 « sincèrement, je le crois du moins, le maintien de la paix, sur-
 « veille d'un œil inquiet et jaloux tous les projets du Gouverne-
 « ment de la République et se tient prêt à toutes éventualités.
 « Il est douteux qu'on voie avec indifférence une armée fran-
 « çaise franchir les Alpes et même occuper simplement la Sa-
 « voie (1). » Bastide écrivait : « Le Cabinet de Londres s'est mon-
 « tré surtout préoccupé du besoin de rendre impossible l'entrée
 « de notre armée des Alpes en Italie (2). » Et quelques jours
 « après, Tallenay déclarait à Bastide : « L'Angleterre n'est en ce
 « moment ni pour nous, ni contre nous, mais elle entrevoit déjà
 « le cas où elle serait plutôt contre que pour, et c'est dans cette
 « prévision qu'elle retarde l'époque de la reconnaissance de la
 « République; afin de ne pas se trouver trop tôt engagée (3). »

La politique de Palmerston vers une entente plus étroite avec la France eut plus de succès que ses tentatives pour calmer l'orage révolutionnaire en Italie, ou ses efforts pour retenir la France au moyen de menaces subtiles. Cette tendance dans sa politique se montra au lendemain de la Révolution de Février ; elle devint encore plus prononcée après l'insurrection de juin à Paris et les victoires autrichiennes en Vénétie. En même temps, un accord était bien vu par Bastide et Cavaignac, qui ne désiraient pas plus la guerre que Palmerston. « Si, comme vous
 « me le demandez, écrivait Bastide à Tallenay », le Gouverne-
 « ment se préoccupe vivement des chances d'une intervention
 « militaire de la France en Italie... je puis vous dire confidentiel-
 « lement que, de notre côté, nous n'avons aucun goût pour cette in-
 « tervention. Nous sommes bien loin de nous dissimuler la gra-
 « vité des conséquences qui pourraient en résulter pour nos
 « rapports avec l'Allemagne et l'Europe en général (4). »

(1) Tallenay à Bastide, 2 juin 1848. *Ibid.*, vol. DCLXX, pp. 86, 87.

(2) Bastide à Tallenay, 31 mai 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 80.

(3) *Ibid.*, 5 juin 1848, vol. DCLXX, pp. 102-105.

(4) Bastide à Tallenay, 23 juillet 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 264.

Dans ces circonstances, un accord était facile. Peu de temps après l'insurrection de juin, Normanby eut une longue conversation avec Bastide, sur une politique commune en Italie. Le Ministre des Affaires étrangères de France se montra extrêmement favorable à cette idée, et il approuva les lignes générales de la politique de Palmerston (1). Le Chef du Foreign Office était enchanté, et il exprima à Bastide (par l'entremise de Normanby naturellement) « la sincère satisfaction du Gouvernement de Sa Majesté à la pensée que les deux nations pourraient « bien coopérer et qu'elles avaient les mêmes vues et les mêmes « buts en ce qui concernait l'Italie (2). »

Le 18 juillet, Palmerston envoya à Normanby une autre dépêche extrêmement gracieuse exprimant tout son plaisir de l'attitude de la France, et suggérant de prochaines communications « afin de chercher comment la conduite des deux Gouvernements peut être réglée pour leur permettre de poursuivre « une politique commune sur les matières en question (3) ». Bastide répondit immédiatement en chargeant Tallenay de proposer à Palmerston une médiation franco-britannique pour la pacification de l'Italie (4). « Cette ouverture de ma part » écrivait Tallenay à Bastide, « causa une visible satisfaction au « Ministre. Cette idée est heureuse, dit-il, mais pour la réaliser « il faudrait avant tout faire fixer les bases sur lesquelles il conviendrait d'asseoir notre plan de médiation. Demandez à Paris « quelques données à cet égard, et soyez certain que, de notre côté, « nous serons heureux de concourir à une œuvre bien difficile, « mais dont l'exécution importe au maintien de la tranquillité « de l'Europe (5). » Le lendemain, Bastide (anticipant la demande de Palmerston d'une suggestion sur les bases de la médiation projetée) présenta à Ponsonby un plan de négociation. Il était à peu près identique à celui qui se trouvait indiqué dans le memorandum de Hummelauer, du 24 mai. La Lombardie devait être laissée complètement indépendante et assumer une

(1) Normanby à Palmerston, 29 juin 1848. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCIX.

(2) Palmerston à Normanby, 4 juillet 1848. *Ibid.*, vol. DCCXCIX.

(3) Palmerston à Normanby, 4 et 18 juillet 1848. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCXCIX.

(4) Tallenay à Bastide, 21 juillet 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 257-8.

(5) Tallenay à Bastide, 21 juillet 1848. *Ibid.*, vol. DCLXX, pp. 257-8.

partie de la dette autrichienne. Les Etats vénitiens devaient former un Etat séparé, avec gouvernement constitutionnel, sous la direction d'un archiduc autrichien. Le règlement devait être placé sous la garantie (plus ou moins explicite) de l'Angleterre et de la France (1).

Palmerston était prêt à accepter les conditions de Bastide, pourvu qu'elles ne fussent pas accompagnées d'une menace d'intervention armée en cas de refus par l'un ou l'autre parti. Il pensait que les Autrichiens les accepteraient. « Mais il peut arriver qu'un tel arrangement, en ce qui concerne Venise, fût repoussé par les Italiens, et le Gouvernement de Sa Majesté voudrait savoir quelles sont les vues de M. Bastide quant à la ligne de conduite à suivre, en ce cas, par les deux puissances. » Il ajoutait : « Je n'ai pas besoin de rappeler à votre Excellence que, si le Gouvernement de Sa Majesté accepte de négocier, il ne consentira jamais à être complice dans une intervention forcée dans cette affaire, *et que son but, en coopérant, si c'est possible, avec la France dans une négociation, sera de dissuader le Gouvernement français d'intervenir par les armes dans les affaires italiennes* (2). »

Vers le même moment, Palmerston proposa à Revel, Ministre sarde à Londres, qu'une médiation fût ouverte sur la base territoriale de la ligne de l'Adige, quoiqu'il « pensa qu'on pût peut-être obtenir la ligne du Piave (3). »

Si les propositions de Bastide avaient été présentées à Vienne et à Turin quinze jours plus tôt, on les aurait peut-être acceptées comme bases d'un règlement. Le 10 juillet, Abercromby informait Palmerston que Charles-Albert avait déclaré, dans une lettre datée de Roverbella, qu'il accepterait la ligne de l'Adige comme frontière de l'est avec l'incorporation de la Lombardie et des Duchés de Parme et de Modène ; si les Autrichiens lui soumettaient cet arrangement, il était prêt à y acquiescer (4). De son côté, Ponsonby assurait au Ministre des Affaires étran-

(1) Normanby à Palmerston, 22 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 60-1.

(2) Palmerston à Normanby, 28 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 71-72.

(3) Mémoire de Palmerston (sans date). *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 94-5.

(4) Abercromby à Palmerston, 10 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 62-63.

gères d'Angleterre que les Ministres à Vienne approuveraient sans doute une paix basée sur les conditions de la ligne de l'Adige (1).

Avant que Palmerston et Bastide aient eu le temps d'agir à Vienne ou à Turin, la situation fut complètement changée par la défaite des Piémontais à Custoza, le 25 juillet 1848, et par la déroute qui s'ensuivit et qui se termina par l'armistice de Salasco, le 9 août. La nouvelle de ce désastre, ainsi que la rumeur que le Gouvernement sarde était sur le point de réclamer l'assistance de la France, arrivèrent à Paris le 1^{er} août. Quoique Cavaignac fût encore personnellement opposé à l'intervention, il déclara à Normanby que son Gouvernement ne pourrait pas résister longtemps à une demande d'intervention armée en Italie (2). La prédiction de Cavaignac se fut, sans doute, réalisée si le Cabinet de Turin avait présenté une pétition sans conditions pour l'aide de la France. Mais même aux heures les plus critiques, les soupçons et les doutes envers la France persistaient en Italie, surtout en Sardaigne.

Quand l'étendue du désastre de Custoza fut connue à Milan et à Turin, le Gouvernement provisoire envoya le Marquis de Guerrieri, et le Gouvernement sarde le Marquis Ricci en mission spéciale à Paris. Abercromby écrivit à Palmerston que le Marquis de Ricci allait demander aux membres du Gouvernement français quelle conduite ils adopteraient si la Sardaigne faisait appel à l'assistance de la France, mais qu'il lui était expressément défendu de faire une demande d'aide. Abercromby ajoutait que le Marquis de Pareto lui avait aussi déclaré qu'il avait demandé à M. Reiset, chargé d'affaires français à Turin, d'écrire à son Gouvernement que la Mission du Marquis de Guerrieri de Milan à Paris n'était pas approuvée par le Roi de Sardaigne, ni par la majorité du Gouvernement provisoire (3). Normanby avait trouvé que Ricci ne tenait guère à exécuter les ordres dont on l'avait chargé, et qu'il préférerait par-dessus tout « que l'Angleterre, conjointement avec la France, usât de son « influence sur l'Autriche pour arriver à un règlement pacifique

(1) Ponsonby à Palmerston, 19 juillet 1848. *Ibid.*, pt. III, p. 64.

(2) Normanby à Palmerston, 1^{er} août 1848. *Archives du Foreign Office, France*, vol. DCCCXI. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 83 (Extrait).

(3) Abercromby à Palmerston, 29 juillet 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 85-6.

« de la question italienne... M. Ricci dit qu'il pourrait obtenir
« un petit délai en arrangeant, avec le Gouvernement français,
« les conditions d'une intervention, au cas où elle deviendrait
« nécessaire (1). »

Le Marquis de Brignole, Ministre sarde à Paris, ne désirait pas non plus que la France intervînt; ainsi que Ricci, il préférait une médiation franco-britannique. Il en parla à Normanby, lui assurant que si les troupes françaises entraient en Italie, il s'ensuivrait une guerre générale (2). Charles-Albert n'ayant pas réussi à obtenir de Radetzki une amnistie acceptable, le Cabinet sarde décida, le 3 août, de demander l'assistance de la France. Mais si cette aide était donnée, elle devait être soumise à certaines conditions. L'armée française envoyée en Italie devait être composée de 50.000 hommes, dont 10.000 devaient former une garnison à Venise. Il ne devait y avoir que des troupes régulières, pas de volontaires. Oudinot commanderait le corps d'armée, mais Charles-Albert en serait le Commandant en chef. Ni Nice ni la Savoie ne devaient être cédées à la France, et les Français devaient s'abstenir de faire de la propagande républicaine en Italie (3).

Il est probable que l'attitude du Gouvernement de Sardaigne fit osciller le balancier entre la guerre et la paix. Les risques d'une guerre eussent été grandes. Sans aucun doute, l'apparition d'une armée française en Lombardie aurait été le signal d'une conflagration européenne dans laquelle la France aurait eu à lutter non seulement contre les Autrichiens, mais contre les Allemands, les Russes et peut-être aussi contre les Anglais (4).

Bastide, plus sensible et plus imaginatif que Cavaignac, était une sorte de baromètre des oscillations du Gouvernement français. Le 4 août, il écrivait à Reiset : « Le Gouvernement de « la République accordera l'intervention lorsqu'elle lui sera de-

(1) Normanby à Palmerston, 2 août 1848. *Archives du Foreign Office, France*, vol. DCCCXI. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 93 (Extrait).

(2) Normanby à Palmerston, 1^{er} août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 84. Voir aussi Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 307.

(3) Abercromby à Palmerston, 5 août 1848. Normanby à Palmerston, 7 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 117, 108-9. Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 307.

(4) Reiset écrivit à Bastide, le 30 juillet 1848 : « Aujourd'hui, si les Français mettent le pied sur le sol italien, ils auront tout à faire et cette guerre entraînera une conflagration européenne ». *Archives des Affaires étrangères. La Sardaigne*, vol. CCCXXI, pp. 215-217.

« mandée, et l'accordera loyalement, avec désintéressement, « sans aucune vue d'ambition ni de conquête et à des conditions « parfaitement acceptables. » Il ajoutait : « Cependant, nous ne « considérons pas comme impossible une solution des affaires « d'Italie par voie de négociation et de médiation, et cette « voie nous la tenterons volontiers, s'il y a lieu, tout en nous mon- « trant prêts à intervenir plus énergiquement s'il le faut (1). »

Tommaseo, l'agent vénitien à Paris, écrivait : « Bastide « m'a dit clairement que s'il ne s'agissait que de l'Autriche, « sans mépriser l'Armée autrichienne, il serait persuadé de s'en « tirer parfaitement ; mais que de mettre sur les bras de son pays « l'Europe entière, il ne s'en sentait pas le cœur (2). » Et Bastide écrivait à d'Harcourt : « Ce n'est pas la faute de la France si « l'Italie n'a pas été secourue par elle. La République lui a, « dès le printemps, offert une généreuse assistance ; mais l'Italie « l'a repoussée, prétendant qu'elle était en mesure de se suf- « fire à elle-même. Aujourd'hui que cet espoir se trouve déçu « et que de graves événements ont amené pour l'Italie, et j'a- « jouterai pour la France, une situation plus grave, la France a « certainement le droit de consulter ses propres intérêts, d'exa- « miner et de traiter à son point de vue (3). » Mais il déclarait plus tard à Beaumont : « Après la Révolution de février, nous re- « cevions chaque jour de Turin et de toutes les villes d'Italie « des actes et des protestations contre l'intervention française. « On prononçait la cession de la Lombardie au Piémont, « sans même nous consulter. Maintenant, on prétend nous forcer « par une sorte de contrainte morale à nous mêler d'une affaire « dans laquelle on ne nous permettait pas d'intervenir quand elle « offrait des chances de succès. Nous ne nous laisserons pas en- « traîner. Nous serions coupables au plus haut degré si nous je- « tions notre pays dans les aventures d'une guerre européenne, « parce que les gens qui nous repoussaient il y a trois mois, « comme des ambitieux, veulent aujourd'hui nous faire courir « les hasards d'une politique désespérée (4). »

(1) Bastide à Reiset, 4 août 1848. *Ibid.*, pp. 234.

(2) Tommaseo au Gouvernement provisoire de Venise, 23 août 1848, Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. I, pp. 400-401.

(3) Bastide à d'Harcourt, 21 août 1848, Bastide, *La République française et l'Italie*, p. 102.

(4) Bastide à Beaumont, 4 octobre 1848. *Ibid.*, p. 120.

Cavaignac était tout à fait opposé à la guerre, mais il était incertain de pouvoir l'empêcher. Il exprimait à Normanby ses craintes de se voir forcé, par le sentiment populaire, à l'intervention en cas d'une grande défaite italienne (1).

Le 7 août, le Ministre sarde à Paris demanda officiellement à Cavaignac l'assistance armée de la France. On apprit le même jour que Charles-Albert avait été vaincu devant Milan. La guerre parut inévitable. Normanby écrivit à Palmerston que Cavaignac lui avait dit qu'au point où en étaient arrivées les choses, il ne pouvait éviter la guerre qu'à condition qu'il pût déclarer ouvertement que la France et l'Angleterre étaient d'accord pour régler la question pacifiquement; qu'en tout cas, il (Cavaignac) ferait tout son possible pour que la France ne se mêlât pas seule de cette affaire (2).

Palmerston avait naturellement fait de son mieux pour empêcher l'intervention française, et la guerre générale qui l'aurait suivie. Abercromby, à Turin, avait essayé de dissuader le Gouvernement sarde de réclamer l'aide de la France. Il avait déclaré au Ministre sarde que cette intervention ne devait être demandée que lorsque toutes les autres ressources auraient échoué. Et qu'il fallait plutôt négocier avec l'Autriche pour arrêter l'avance de l'armée de Radetzky et terminer la guerre. Il trouvait qu'il était inutile d'exposer et de compromettre les Etats héréditaires du roi Charles-Albert pour protéger des provinces qui avaient montré fort peu d'enthousiasme et d'esprit public dans la cause de l'indépendance (3).

Palmerston travaillait à Londres et à Paris avec plus de succès pour substituer une médiation franco-britannique à l'intervention de la France. « Palmerston pense, écrivait Tallenay « à Bastide, le 2 août 1848, qu'une offre de médiation faite « à l'Autriche par la France et l'Angleterre pourrait encore parer « aux dangers d'une intervention. » Il suggérait comme base de règlement les conditions discutées par la France et l'Angleterre au moment de la défaite de Custozza : Venise à l'Autriche, la Lombardie au Piémont. (4) Cavaignac et Bastide acceptaient

(1) Normanby à Palmerston, 5 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 97.

(2) Normanby à Palmerston, 7 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 109.

(3) Abercromby à Palmerston, 29 juillet 1848. *Ibid.*, pt. III, pp. 85-86.

(4) Tallenay à Bastide, 2 août 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, p. 13.

ces propositions (1). Le 7 août, Palmerston rédigea une déclaration en forme des conditions offertes par l'Angleterre et la France. C'étaient encore les mêmes bases que celles émises dans le mémorandum de Hummelauer du 24 mai (2). Cavaignac et Bastide, convaincus qu'un accord avec l'Angleterre en vue d'une médiation était le seul moyen d'éviter la guerre, acceptèrent avec empressement les propositions de Palmerston (3). Des courriers français et anglais partirent simultanément pour Turin et Innsbruck (4). La médiation franco-britannique fut immédiatement acceptée par le Cabinet Sarde (5).

A Vienne (6), le cas était différent. Les concessions que l'Autriche était disposée à faire diminuaient à mesure que grandissaient les succès de Radetzky en Lombardie. Le 5 août, Wessenberg, qui se trouvait alors à Francfort, déclara à Lord Cowley, Ministre britannique près de la Diète germanique, que l'Autriche accepterait la ligne de l'Adige (7). Huit jours plus tard, lorsque Cowley lui communiqua l'offre de médiation franco-britannique, son attitude avait déjà changé. Il n'avait aucune objection à prendre la proposition de M. Hummelauer comme base d'un arrangement final, mais il pensait « qu'il serait probablement nécessaire à Vienne de faire quelques modifications ». Lorsque Cowley lui demanda si l'Autriche exigerait « une indemnité territoriale » (c'est-à-dire la Lombardie), il refusa de répondre à cette question (8). Les réticences de Wessenberg indiquaient la direction de la politique autrichienne. Le Gouverne-

(1) Normanby à Palmerston, 5 août 1848. *Archives du Foreign Office, France*, vol. DCCCXI. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 97 (Extrait).

(2) Palmerston à Normanby, 7 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 98-99.

(3) Normanby à Palmerston, 8 août 1848. *Archives du Foreign Office, France*, vol. DCCCXI. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 111 (Extrait).

(4) Cavaignac et Bastide étaient parfaitement au courant des motifs de Palmerston. « Quant au concours de l'Angleterre dans la médiation, ai-je besoin de dire qu'elle ne l'a donné qu'en vue de prévenir une intervention militaire et que nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. Aussi nous avions de puissants motifs pour préférer une solution pacifique. » (Bastide à Champy, 22 août 1848. Bastide, *op. cit.*, p. 11.)

(5) Abercromby à Palmerston, 16 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 203-208.

(6) La Cour impériale revint d'Innsbruck à Schoenbrunn, le 12 août 1848.

(7) Cowley à Palmerston, 5 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 109-110, et aussi Ponsonby à Palmerston, 7 août 1848. *Ibid.*, p. 139.

(8) Cowley à Palmerston, 13 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 171.

ment autrichien ne daigna pas répondre immédiatement à l'offre de médiation; mais le 20 août, Ponsonby informa Palmerston du « désir presque universel ici de voir l'Autriche conserver la Lombardie (1) ». Le 25 août, Ponsonby n'avait « pas encore reçu de communication officielle sur les intentions « de l'Autriche, mais il « ne pensait pas que les Autrichiens céderaient la Lombardie (2) ».

Ce fut seulement le 1^{er} septembre que le Baron Keller, Ambassadeur d'Autriche à Londres, présenta la réponse de son Gouvernement à l'offre franco-britannique. Le Gouvernement autrichien déclarait qu'un armistice ayant été conclu, il désirait engager des négociations directes avec le Gouvernement piémontais; qu'en conséquence, on ne ferait pas appel à la médiation franco-britannique. Si le Gouvernement autrichien échouait dans ses efforts, il aurait recours aux bons offices des deux puissances (3). Entre temps, les soldats de Radetzki étaient entrés dans les duchés de Parme et Modène et avaient occupé Bologne. Venise, qui n'avait pas été incluse dans l'armistice de Salasco, venait de répudier l'union avec le Piémont, de rétablir la République et de réclamer l'aide de la France (4). Bastide refusa la pétition des Vénitiens pour une assistance directe (5). Mais il écrivit, ainsi que Cavaignac, à Beaumont (qui avait remplacé Tallenay à l'Ambassade de Londres) pour le charger « de presser la médiation armée que chaque jour rend plus urgente (6) ».

Beaumont pressa la médiation armée avec beaucoup de logique, la représentant comme « le seul moyen qui me parut propre à rendre la médiation actuelle réellement efficace ». Mais comme la négociation était, pour le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, seulement un moyen pour retenir la France, peu importait qu'elle fût efficace ou qu'elle ne le fût pas.

(1) Ponsonby à Palmerston, 20 août 1848. *Ibid.*, pt. III, p. 225.

(2) Ponsonby à Palmerston, 23 et 25 août 1848. *Ibid.*, pt. III, pp. 242-3, 260.

(3) Palmerston à Ponsonby, 1^{er} septembre 1848. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. DCCC.

(4) Dawkins à Palmerston, 12 août 1848; Normanby à Palmerston, 24 août 1848; Beaumont à Palmerston, 29 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 214, 221-2, 238-240.

(5) Bastide au Gouvernement provisoire de Venise, 12 août 1848. Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. II, p. 117.

(6) Voir Beaumont à Bastide, 11 août 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, p. 44.

Beaumont, un des plus habiles diplomates de son temps, expliquait ainsi l'attitude de Palmerston : « Il est certain que « la politique naturelle de l'Angleterre... c'est de s'en tenir à la « médiation amicale, pacifique, la médiation d'influence morale, « et une fois la phase de cette médiation passée, quel que soit « l'événement, de nous laisser le pied en l'air en Europe, elle « assise et tranquille sur son rocher. Une seule raison peut l'arracher à cette politique : c'est la conviction, dont elle serait « saisie, qu'en suivant cette voie elle amènerait une guerre d'où « peut sortir la guerre générale (1). »

Le délai que mettait l'Autriche à répondre à l'offre de médiation excitait encore les esprits en France. Beaumont faisait remarquer à Palmerston « la nécessité absolue qu'il y aurait « pour nous de convenir nettement, dès à présent, de ce que nous « ferons en commun pour le règlement de la question italienne, « si la médiation pacifique ne réussit pas. Je lui ai répété que « nous savions bien, nous, ce que nous ferions, si la question n'était pas résolue comme notre honneur veut qu'elle le soit. Si « nous étions forcés d'intervenir, que nous n'hésiterions pas à intervenir seuls, si l'Angleterre, malgré le sincère désir que nous « en avons, n'agissait pas avec nous (2) ».

Le 29 août, Beaumont écrivait à Palmerston pour le prévenir que la France ne pourrait s'abstenir d'intervenir à Venise, qu'à condition que l'Autriche adhérât à la médiation pacifique décidée avec l'accord de l'Angleterre. Mais il fallait d'abord que les Autrichiens cessassent toute hostilité contre Venise. Et l'Ambassadeur français pria instamment le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre de demander à Lord Ponsonby de coopérer avec M. de la Cour pour obtenir des Autrichiens une réponse catégorique au sujet de cette suspension d'armes (3). Palmerston ne pouvait ignorer le ton menaçant (4) du Gouvernement français, et quoiqu'il prît peu d'intérêt au sort de Venise, il écrivit énergiquement à Ponsonby pour que celui-ci demandât que

(1) Beaumont à Bastide, 12 août 1848. *Ibid.*, vol. DCLXXI, pp. 52-58.

(2) Beaumont à Bastide, 22 août 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 72-74.

(3) Beaumont à Bastide, 29 août 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, pp. 239-240.

(4) Bastide à Bois-le-Comte, 29 août 1848. *Archives des Affaires étrangères*: La Sardaigne, vol. CCCXXI, p. 410, et Beaumont à Bastide, 31 août 1848. *Ibid.*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 124-5.

Venise fût inclus dans l'armistice et pour qu'il avertit l'Autriche de l'imminence d'une intervention française, si la médiation franco-britannique n'était pas acceptée immédiatement (1).

Dans une lettre confidentielle à son Ministre à Vienne, il s'exprimait encore plus catégoriquement, déclarant tout net que les Autrichiens n'avaient aucun droit de se trouver en Italie ; que la France interviendrait si l'Autriche s'entêtait à refuser la médiation, et qu'une armée française les chasserait au delà des Alpes ; que le Gouvernement anglais consentirait à ce que la France intervint plutôt que de laisser la Lombardie à l'Autriche. Les Français commençaient à s'impatienter, et il était douteux que l'Angleterre pût les retenir longtemps encore. Si la médiation était repoussée, on prendrait à Paris, sans nul doute, une décision énergique ; aussi Ponsonby devait faire tout son possible pour empêcher une catastrophe qui se terminerai certainement par une humiliation pour l'Autriche (2).

Ce fut le lendemain que le Baron Keller communiqua la réponse de l'Autriche à l'offre de médiation, laquelle, comme nous l'avons vu plus haut, équivalait à un refus. Quant à Venise, il n'en était pas question.

Beaumont déclara immédiatement à Palmerston que la France allait être forcée d'aider militairement les Italiens, et « il démontra le grand avantage qu'il y aurait pour la France, « l'Angleterre, l'Italie et pour toute l'Europe, si l'action militaire de la France en Italie était sanctionnée, réglée, définie, « limitée dans son caractère, son étendue et ses buts par un accord préalable entre la France et l'Angleterre (3) ».

Il fallut donc que Palmerston employât toute sa force de persuasion pour décider la France à rester tranquille. Il supplia M. de Beaumont de conseiller à son Gouvernement de ne pas agir avec précipitation, car il était certain qu'on pourrait régler les affaires italiennes pacifiquement (4). Normanby, de son côté, recommandait à Bastide de ne faire aucune démarche hostile, même pas une démonstration armée à Venise, « jusqu'à ce que la

(1) Palmerston à Ponsonby, 31 août 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 241-2.

(2) Palmerston à Ponsonby, 31 août 1848. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 107-110.

(3) Palmerston à Normanby, 1^{er} septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 247-8.

(4) *Ibid.*

« position de la France comme médiatrice fût plus définie ». Il ajoutait qu'il s'était rendu compte de la nécessité de conseiller la patience à Paris, après qu'il eut appris qu'il y existait un fort courant d'opinions en faveur de l'envoi immédiat d'une force suffisante dans l'Adriatique. Normanby assurait Cavaignac qu'une représentation énergique des deux puissances à Vienne empêcherait l'attaque sur Venise ; qu'il n'était donc pas nécessaire que les Français abandonnassent le rôle de médiateurs et perdisent ainsi le concours de l'Angleterre. L'Ambassadeur d'Angleterre à Paris disait que le Général avait écouté ses raisons avec beaucoup d'attention, « mais qu'il était évident que tout ce qu'il pouvait faire, c'était de résister au parti qui poussait ici à l'action immédiate (1) ».

Trois jours plus tard, Normanby revenait à la charge. Cette fois-ci il trouva Cavaignac « fort conscient des difficultés de sa « position envers l'Assemblée, dues au délai que mettait l'Autriche à répondre à la communication faite à Vienne au sujet de « l'Italie. « L'Assemblée », disait-il, « avait émis un vote en faveur « de l'affranchissement de l'Italie et avait laissé au Comité Exécutif le soin de l'exécuter. Bientôt il devrait rendre compte de « ce qu'il avait fait, mais l'opposition de l'Angleterre empêchait « toute action, et dans peu de temps il fallait affronter l'indignation de la Chambre. » A cela, Normanby n'eut rien de mieux à suggérer que « de charger Beaumont de décider avec Palmerston « une nouvelle démarche pour mettre fin à toute équivoque de « la part du Gouvernement autrichien, en ce qui concerne notre « médiation (2) ». Cavaignac se contenta pour l'instant de suivre le conseil de Normanby (3). Palmerston accepta avec empressement la démarche proposée, et il pria Ponsonby de réclamer au Gouvernement autrichien une réponse définitive à l'offre de médiation (4). Il saisit en même temps cette occasion pour exprimer son opinion sur les méthodes autrichiennes, déclarant que les systèmes diplomatiques en vogue du temps de Metternich con-

(1) Normanby à Palmerston, 3 septembre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, pp. 279-280.

(2) Normanby à Palmerston, 4 septembre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, pp. 285-6. Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 326.

(3) Beaumont à Palmerston, 5 septembre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, pp. 317-318.

(4) Palmerston à Ponsonby, 8 septembre 1848, et Palmerston à Beaumont, 8 septembre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, p. 318.

tinuaient à prévaloir à Vienne. Que rien ne semblait changer au Ministère des Affaires étrangères, sauf le Chef. Que les fonctionnaires attachés à ce département continuaient à exercer, sans doute, une influence prédominante sur la politique du Gouvernement, et qu'il se passerait du temps avant que les choses prissent une meilleure tournure dans les relations étrangères de l'Empire d'Autriche (1). M. de la Cour, le Chargé d'affaires français à Vienne, avait clairement exposé l'attitude de la France. Il avait présenté une sorte d'ultimatum, demandant que le Baron Wessenberg fit connaître, dans le plus bref délai possible, si le Cabinet impérial acceptait l'offre de médiation présentée par la France et la Grande-Bretagne. La note se terminait comme suit : « Le soussigné déclare en outre que ce délai expiré, sans que « la réponse qu'il demande ait été faite, l'offre de médiation « susdite devra être considérée comme non avenue en ce qui concerne le Gouvernement de la République et que le Cabinet « français n'ayant plus à prendre conseil que de lui-même et de « ce qu'il jugerait nécessaire aux intérêts qu'il est chargé de « défendre, se verrait, à regret sans doute, mais inévitablement « obligé de se conduire d'après cette impérieuse nécessité (2). »

Le Gouvernement autrichien décida qu'il serait peu sage de différer plus longtemps (3). Le 3 septembre, Wessenberg informa M. de la Cour que la médiation des deux puissances était acceptée, à condition toutefois que les bases proposées par la France et l'Angleterre fussent changées (4).

L'Autriche fit le minimum de concessions, tolérant à peine les bons offices de la France et de l'Angleterre, encore qu'elle y fût forcée par l'attitude menaçante de la France. Une résistance plus

(1) Palmerston à Ponsonby, 7 septembre 1848. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXLIV.

(2) De la Cour à Wessenberg, 1^{er} septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 328-9.

(3) Bastide à Beaumont, 8 septembre 1848 ; Wessenberg à M. de la Cour, 3 septembre 1848. *Ibid.*, pp. 319-231.

(4) Voici le texte de la note de Wessenberg : « Le Gouvernement impérial accueille l'offre de médiation qui lui est faite par le Gouvernement de la République française et par celui de la Grande-Bretagne, dans le but de mettre fin à la guerre qui est venue désoler les provinces italiennes, en se réservant de convenir avec les puissances médiatrices des conditions qui devront servir de base à la négociation. Il doit faire observer toutefois d'avance... que la négociation qui va avoir lieu ne saurait être basée sur l'état de choses qui existait lorsque le Gouvernement impérial prit l'initiative pour mettre un terme aux hostilités ». *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 320-321.

prolongée eût certainement déchaîné la guerre. Le 1^{er} septembre, Cavaignac déclarait à Mengaldo, l'agent vénitien à Paris : « Il y aura guerre, pour sûr, il y aura guerre ; et ce n'est pas moi qui la déclarerai. C'est toute la nation française, c'est l'Assemblée nationale, à laquelle je m'adresserai en cas de refus (1)... »

Des ordres furent donnés à Toulon pour l'embarquement de 5.000 hommes pour Venise, où on leur avait préparé des logements (2).

L'acceptation par l'Autriche des bons offices des deux puissances empêcha la guerre ; cependant la situation demeurait aussi tendue qu'auparavant. Le Gouvernement autrichien multipliait les délais dans l'espoir qu'une nouvelle direction dans les événements lui permit de garder ses provinces italiennes. Ainsi, quoiqu'il eût refusé les bases de négociation suggérées par la France et la Grande-Bretagne, le Cabinet de Vienne ne se pressait pas de faire connaître les conditions qu'il désirait. Le 15 septembre, Palmerston chargea Ponsonby de demander au Gouvernement autrichien quelles étaient les bases qu'il proposait pour régler les affaires du Nord de l'Italie (3). Le Ministre d'Angleterre à Vienne répondit que le Gouvernement autrichien se contentait d'émettre une vague promesse « de Gouvernement « constitutionnel très libéral pour le Lombard-Vénitien (4) ».

Sachant bien que ces intentions-là ne satisferaient pas les deux puissances, le Cabinet de Vienne s'abstenait le plus longtemps possible de faire une déclaration officielle à ce sujet. A plusieurs reprises, Ponsonby fit part de son insuccès à soutirer de Wessenberg une information quelconque sur les bases de règlement que l'on accepterait à Vienne (5). D'autre part, l'Autriche refusait la demande des deux puissances d'inclure Venise dans l'armistice (6). L'opposition du Gouvernement autrichien tenait Bastide et Cavaignac en suspens. Son refus d'étendre l'ar-

(1) Mengaldo à Manin, 1^{er} septembre 1848, Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. I, pp. 409-410.

(2) Dawkins à Palmerston, 13 septembre 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 401-2. Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 326.

(3) Palmerston à Ponsonby, 15 septembre 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 350.

(4) Ponsonby à Palmerston, 11 et 15 septembre, *Ibid.*, pp. 360-1, 394.

(5) Ponsonby à Palmerston, 10, 15, 16 septembre 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 372, 393-5, 403.

(6) Wessenberg à M. de la Cour, 6 septembre 1848, *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 348-350.

mistiche à Venise semblait rendre la guerre probable. « Si nous « suivions la voix de nos sentiments », écrivait Bastide à Beaumont, « nous répondrions au Cabinet de Vienne par l'envoi d'une « flotte qui débarquerait nos troupes à Venise. Mais nous pré- « férons pousser la médiation jusqu'aux fins extrêmes et donner « preuve de notre désir sincère de bon accord avec l'Angleterre. « Nous vous prions de demander à Lord Palmerston ce qu'il en- « tend faire en cette occasion (1). » Beaumont avouait franche- ment à Palmerston que c'était seulement à cause du désir qu'a- vait son Gouvernement « de faire preuve jusqu'au bout de mo- « dération et d'un désir sincère de marcher d'accord avec l'An- « gleterre » qui empêchait l'envoi des troupes françaises « qui « n'attendent que le signal » pour partir à Venise. (2) Encore une fois, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre fit tout ce qu'il put pour que l'aide française ne fût pas donnée à la cause italienne.

Palmerston, écrivait Beaumont, « m'a exposé toutes les ob- « jections qui, dans sa pensée, doivent faire renoncer les deux « puissances médiatrices à toute assistance armée en faveur de « Venise. La base de notre médiation, m'a-t-il dit, n'est pas assez « large pour autoriser le mode de procédé vers lequel incline « le Gouvernement français ». Cette base est que « ce territoire « restera sous son joug plus ou moins direct (3) ». Palmerston voulait bien s'unir à la France pour renouveler la pression diplo- matique à Vienne (dont l'inutilité avait été déjà démontrée clai- rement), mais il faisait comprendre à Beaumont qu'une guerre en Italie mettrait fin à l'entente avec la France. « Comme vous « le voyez », déclarait l'Ambassadeur français à Bastide, « la « question qui se reproduit sans cesse est celle de la médiation « et de l'intervention. Ici se représente, comme elle s'est repré- « sentée cent fois depuis le commencement de cette affaire, « la question si délicate et difficile du point où finit la médiation « pacifique et celui où commence l'intervention armée. Rien « ne peut mieux que cette question mettre en relief la différence « de position de la France et de l'Angleterre... Ce que je crois « voir clairement, c'est que jamais le Cabinet anglais n'a incliné

(1) Bastide à Beaumont, 15 septembre 1848, Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 331.

(2) Beaumont à Bastide, 19 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 172-177.

(3) *Ibid.*

« davantage du côté le plus opposé à la guerre et aux procédés « qui s'en approchent (1)... »

Cependant, Beaumont ne se laissait pas facilement décourager, et pendant une semaine il assaillit Palmerston d'arguments en faveur d'un envoi d'assistance à Venise, lui faisant remarquer, entre autre, que, puisque l'Autriche avait refusé la base de règlement proposée par la France et l'Angleterre, et qu'elle avait l'intention de garder Venise, cette base n'avait plus aucune importance.

Si Palmerston avait consenti, une escadre française aurait débarqué des troupes françaises sur la Riva degli Schiavoni, et le sort de l'Italie du Nord eût été différent. Mais le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre demeurait inflexible. « Tout ce que je dis sur ce sujet (Venise) est inutile », confessait Beaumont. « Il est évident que dans la pensée de Palmerston, « Venise étant dès l'origine abandonné par notre projet de médiation, ne peut être efficacement protégé par celle-ci et comme « en toute hypothèse nous devrions le rendre à l'Autriche, le « succès même de Venise lui apparaîtrait comme un embarras(2). »

L'attitude de la France eut cependant l'effet d'accroître l'impuissance de Palmerston envers la conduite de l'Autriche. Il chargea Ponsonby de faire remarquer à Wessenberg que comme le Gouvernement autrichien avait accepté la médiation, il devait cesser immédiatement les hostilités, non seulement contre le Piémont, mais aussi contre Venise (3). Deux jours après, il pria Ponsonby de presser fortement le Gouvernement autrichien à en venir à un règlement définitif des conditions qu'il désirait accepter comme base de négociation (4).

Avant l'arrivée des menaces de Palmerston à Vienne, l'Autriche avait déjà donné quelques indications sur ses intentions. Wessenberg avait envoyé une note à Ponsonby répondant à la demande de l'Ambassadeur d'Angleterre pour une déclaration des conditions de l'Autriche envers l'Italie. La réponse du Cabinet de Vienne n'était rien de plus qu'un autre faux-fuyant. Wes-

(1) Beaumont à Bastide, 19 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 172-177.

(2) Beaumont à Bastide, 30 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 212-213.

(3) Palmerston à Ponsonby, 20 septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 386-7.

(4) Palmerston à Ponsonby, 22 septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III pp. 398-9.

senberg avait non seulement soin de ne pas se compromettre sur le point essentiel de la base du règlement avec l'Italie, mais il faisait entendre que les deux puissances ne devaient avoir qu'un rôle secondaire dans les négociations de la paix. Le Gouvernement sarde allait être invité à envoyer des plénipotentiaires à Innsbruck, afin de traiter avec les représentants de l'Autriche. « Une invitation analogue » serait envoyée aux Gouvernements de France et de Grande-Bretagne « qui voudront bien coopérer « par leur médiation à l'œuvre de paix (1) ». Dans ses conversations avec Ponsonby, Wessenberg ne cachait pas que l'Autriche avait l'intention de conserver toutes ses possessions italiennes(2).

Palmerston se rendait compte qu'en ce moment du moins, la France ne consentirait pas à un arrangement qui laisserait l'Autriche en possession de la Lombardie. Il comprenait qu'il fallait à tout prix modérer l'intention du Gouvernement autrichien de conserver toutes les provinces autrichiennes en Italie (3). Il se mit donc à raisonner et à tempêter à Vienne ; il écrivit à Ponsonby, qui lui avait appris que l'armée s'opposait à une cession de territoire en Italie, que si « l'armée devait dès lors « diriger la politique du Gouvernement autrichien, celui-ci n'avait rien de mieux à faire que de suivre immédiatement l'exemple de l'Empire romain dans sa période de décadence, et de « dégénération, et de nommer le général Radetzky empereur(4). » Il chargea Ponsonby de répéter au Ministre autrichien que si l'Autriche conservait la Lombardie, elle serait forcée à chaque instant d'y réprimer des révoltes, qu'elle devrait y maintenir une forte garnison et que, tôt ou tard, les autres Etats de l'Italie et la France interviendraient dans les querelles, et que la possession de cette province italienne serait une source de danger continu pour l'Autriche (5). Quelques jours plus tard, il s'exprimait encore plus clairement, sur un ton de sincérité rare dans ses dépêches : « Ce serait plus sage, et cela donnerait plus de force « à l'Empire autrichien, de libérer ces populations d'une domi-

(1) Wessenberg à Ponsonby, 17 septembre 1848. *Ibid.*, pp. 419-420.

(2) Ponsonby à Palmerston, 22 septembre 1848. *Ibid.*, pp. 436, 437.

(3) Ponsonby à Palmerston, 25 et 29 septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 455-6, 470-1.

(4) Palmerston à Ponsonby, 26 septembre 1848. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCXLIV.

(5) Palmerston à Ponsonby, 29 septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 439 (deux dépêches).

« nation qu'elles considéreront toujours comme un joug, et de
« saisir la présente occasion pour faire un juste et favorable
« arrangement pécuniaire avec elles à leur séparation de la
« Couronne Impériale.

« On ne peut douter que si la domination autrichienne est
« rétablie dans ces provinces, le mécontentement saisira toutes
« les occasions de s'exhaler dans des révoltes, des insurrections,
« etc. On implorera de nouveau l'aide de l'étranger... et après
« une telle expérience de l'impossibilité de réconcilier le peuple
« à la domination étrangère, il est certain que l'assistance sera
« accordée. Il en résultera une guerre entre l'Autriche et un enne-
« mi plus formidable que le peuple de la Lombardie. Et même si
« la guerre devenait, par la participation des autres puissances,
« européenne, il est douteux que le résultat de ce conflit serait
« de laisser l'Autriche en possession de son territoire au sud des
« Alpes (1). »

Les Autrichiens ne se laissèrent pas émouvoir. Les événements, et non les notes, dirigeaient leur politique ; ils savaient fort bien d'ailleurs que derrière les notes du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, il n'y avait aucune menace réelle. La France, cependant, perdait patience. Au mois d'octobre, Beaumont critiquait la politique de Palmerston avec une certaine exaspération : « Tout ce que veut Lord Palmerston, qui en cela
« est l'expression parfaite de son pays, c'est la paix. Si les con-
« cessions plus larges que nous pourrions demander en faveur
« de l'Italie sont de nature à s'obtenir sans la guerre, Lord
« Palmerston sera probablement disposé à les appuyer par
« des notes. Lord Palmerston pense avec raison que la paix ne
« sera jamais vraiment solide en Italie tant qu'il y restera un
« soldat autrichien ; nous le disions encore hier, et nous étions
« ensemble d'accord sur ce point. Maintenant, la question se
« réduit à savoir si, pour établir cet élément de paix à venir,
« il ne faudrait pas commencer à faire la guerre aujourd'hui.
« Notez qu'une des raisons qui pourrait porter Lord Palmerston
« à appuyer, le cas échéant, quelque effort nouveau et différent
« de notre part en faveur de l'Italie, ce serait l'idée que, si on ne
« cédait pas à notre désir, nous ferions la guerre pour l'imposer.

(1) Palmerston à Ponsonby, 10 septembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 472-3.

« La paix, la paix, toujours la paix ! en aucun cas la guerre, même
 « pour venir avec nous en aide en Italie, même pour accomplir
 « l'objet de notre médiation, la guerre avec personne, négocia-
 « tions avec tout le monde, et toujours en vue, là où se montre
 « une force menaçante, de la paralyser et de parer le coup d'où
 « jaillirait l'étincelle incendiaire, telle est, en résumé, la politique
 « actuelle de Lord Palmerston. Pour que l'Angleterre cède un
 « peu à nos désirs, il faut qu'elle craigne beaucoup de nos desseins.
 « Qu'il en soit autrement, au lieu de peser sur les autres pour faire
 « qu'ils nous cèdent, c'est sur nous qu'elle pèsera pour nous les
 « faire subir (1). »

Le plus sérieux au point de vue de Palmerston, c'était le réveil de l'esprit de guerre en Sardaigne et dans la Lombardie. Les Sardes se plaignaient amèrement « qu'après dix semaines
 « de négociations nous n'avons rien à dire et bien peu à espérer.
 « On n'est même pas d'accord sur l'endroit où se tiendra la con-
 « férence, et cela, non par notre faute, mais entièrement par celle
 « de l'Autriche qui, malgré ses protestations d'empressement,
 « avait apporté dans les négociations la plus insigne mauvaise foi.
 « Dans cet état de choses, on ne pouvait blâmer le Gouvernement
 « du Roi s'il voulait conserver sa liberté d'action en présence des
 « éventualités qui pourraient survenir (2) ».

Le 28 septembre, Abercromby avertissait déjà Palmerston que si l'Autriche refusait d'accepter la base de règlement proposée par les deux puissances, la guerre recommencerait (3). La nouvelle de la déclaration de guerre entre l'Autriche et la Hongrie et de la troisième insurrection viennoise (du 7 octobre) enflamma les esprits à Turin (4). Le 15 octobre, le Baron de Perron, Ministre des Affaires étrangères de Sardaigne, déclarait à Abercromby que « la lenteur de la marche de ces négociations,
 « les graves événements qui se passent à Vienne et en Hongrie,
 « l'oppression intolérable sous laquelle gémissent les peuples
 « de l'Italie soumis au joug autrichien, ont surexcité à un tel
 « point l'opinion publique, soit dans les Etats sardes, soit dans

(1) Beaumont à Bastide, 23 octobre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXII, pp. 9-10.

(2) Revel au Ministre des Affaires étrangères à Turin, octobre 1848. Bianchi, *op. cit.*, vol. V, pp. 510-511.

(3) Voir Palmerston à Abercromby, 9 octobre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 471.

(4) Abercromby à Palmerston, 14 octobre 1848, *Ibid.*, pp. 511-512.

« les provinces lombardo-vénitiennes, qu'il sera difficile de la
 « contenir plus longtemps. L'état de l'Italie rend imminente une
 « explosion bien plus terrible que celle du mois de mars passé,
 « crise que le Gouvernement du Roi ne pourrait maîtriser, ni
 « s'empêcher de saisir sans courir les plus grands dangers et
 « sans manquer à son devoir. Dans ces circonstances, il est
 « dans l'obligation de faire savoir aux Puissances médiatrices
 « qu'il se trouvera peut-être dans la nécessité de devoir de-
 « vancer l'armistice sans avoir le temps de s'entendre avec
 « elles à ce sujet (1) ».

Le Marquis de Ricci, Ministre sarde à Paris, parlait de la même manière à Normanby, disant que si le Gouvernement autrichien n'acceptait pas les bases de négociations proposées par l'Angleterre et la France, la guerre recommencerait (2).

Palmerston employait tous ses efforts à dissuader la Sardaigne de reprendre la lutte. « ...Si véritablement vous êtes décidé à recommencer les hostilités, je crois que vous ne pourriez
 « prendre une résolution plus insensée et plus contraire à vos
 « intérêts », disait-il à Revel (3). Le 9 octobre, il écrivait à Abercromby que si la guerre recommençait, on pouvait prévoir que les Italiens seraient de nouveau battus par les Autrichiens. Et, comme il ne négligeait aucune occasion de jeter la méfiance envers la France dans l'esprit des dirigeants sardes, il concluait son avertissement en faisant remarquer qu'une nouvelle guerre entraînerait l'intervention étrangère dans les affaires italiennes, « ce qui ne serait nullement favorable à l'indépendance de la nation italienne (4) ». Il répéta ces avertissements le 18 et le 23 du même mois (5). Le 25 octobre, il pria Abercromby de faire comprendre à tous les parlementaires avec qui il aurait l'occasion de causer, la folie que le Piémont commettrait en reprenant les hostilités contre l'Autriche (6). A Vienne, à Venise, ainsi qu'à Turin et à Paris, Palmerston fit partout des gestes diplomati

(1) Baron de Perron à Abercromby et à Bois-le-Comte, 15 octobre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, p. 515.

(2) Normanby à Palmerston, 2 novembre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, p. 548.

(3) Bianchi, *op. cit.*, pp. 510-511.

(4) Palmerston à Abercromby, 9 octobre 1848. *Correspondence* (Italy), pt. III, pp. 471-2.

(5) Palmerston à Abercromby, 18 et 23 octobre 1848. *Ibid.*, pp. 508, 517, 518.

(6) Palmerston à Abercromby, 25 octobre 1848. *Ibid.*, p. 525.

ques qui influencèrent peut-être le cours des événements.

Le meilleur moyen de retenir la France et le Piémont, c'était d'obtenir de l'Autriche qu'elle abandonnât la Lombardie et de calmer l'agitation à Venise en persuadant à la République de revenir à la fidélité qu'elle devait à l'Autriche, et, en même temps, d'avertir l'Autriche de ne pas attaquer Venise (1). Le 5 octobre, il fit savoir aux Vénitiens que Venise devait demeurer province autrichienne (2). Le 16 octobre, répondant à une demande vénitienne de protection contre l'Autriche, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre déclara que, dans les propositions présentées au Gouvernement autrichien, il n'était pas question de détacher Venise de la Couronne Impériale; qu'il serait donc préférable que les Vénitiens s'entendissent avec le Gouvernement autrichien (3). Deux jours plus tard, il écrivit à Pasini que le Gouvernement britannique avait été forcé d'abandonner Venise à l'Autriche; qu'en conséquence il serait sage que les Vénitiens se concertassent avec le Gouvernement autrichien sur la condition future de l'Etat Vénitien (4).

A Vienne, Palmerston conseillait de ne pas attaquer Venise, de renoncer à la Lombardie et de négocier aussi vite que possible un règlement final. Son opinion était que si l'Autriche, en abandonnant la Lombardie, pouvait conserver Venise, elle ferait une très bonne affaire. Il fallait absolument que Ponsonby la pressât d'accepter les bases de la médiation, « *et vous pouvez lui assurer confidentiellement que selon toute probabilité, si elle les rejette à présent, elle devra se battre au printemps* » (5).

Le Gouvernement autrichien ne s'inquiétait guère des fanfaronnades de Palmerston. Les négociations pour la conférence de la paix continuaient à traîner. Après trois mois de délais et de faux-fuyants, l'Autriche accepta Bruxelles comme siège de la conférence, et Ponsonby apprit que le Comte Colloredo était

(1) « ...en même temps qu'il faisait conseiller à l'Autriche de ne pas persister dans les hostilités contre Venise, il conseillait Venise de se soumettre et à l'Autriche de ne pas l'attaquer ». Beaumont à Bastide, 21 octobre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 284-285.

(2) Palmerston à Dawkins, 5 octobre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 466.

(3) Palmerston à Manin, 16 octobre 1848. *Ibid.*, p. 501.

(4) Palmerston à Pasini, 18 octobre 1848. *Ibid.*, pp. 509-510. Voir aussi Palmerston à Dawkins, 21 novembre 1848. *Ibid.*, pp. 586-7.

(5) Palmerston à Ponsonby, 12 novembre 1848. *Ashley, op. cit.*, vol. I, pp. 110-112. Les italiques sont de l'auteur.

désigné comme plénipotentiaire autrichien (1). Les Autrichiens n'allèrent jamais plus loin.

L'insuccès de l'insurrection d'octobre à Vienne avait amené la défaite finale des démocrates viennois, et la formation du Ministère Schwarzenberg-Stadion, le 21 novembre, démasqua la réaction. Schwarzenberg, qui avait pris le portefeuille des Affaires étrangères, déguisait à peine son intention de n'avoir rien à faire avec la conférence de Bruxelles. Il déclara à Ponsonby que, moralement, il était forcé de continuer la médiation, mais qu'il trouvait que personne ne tirerait avantage de cette manière de procéder (2).

Quelques jours plus tard, le Comte Colloredo était envoyé à Londres pour avertir Palmerston que « la seule base sur laquelle « nous consentions à négocier était le maintien des limites territoriales, telles qu'elles ont été définies par les traités (3) ». Palmerston ne put que donner son assentiment aux conditions de Schwarzenberg; il le pressa pourtant d'envoyer son plénipotentiaire à la conférence, et il répéta ce qu'il avait dit si souvent sur « l'entrée d'une armée française en Italie (4) ». Cependant, même en ceci, il n'était à présent pas tout à fait sincère, car il n'y avait maintenant guère à craindre une intervention de la France. Louis-Napoléon, élu Président de la République le 10-11 décembre 1848, avait de bons motifs pour ne pas entraîner son pays dans une guerre européenne, et son Ministère orléaniste, avec Drouyn de Lhuys au Ministère des Affaires étrangères, était définitivement opposé à la guerre (5).

La politique de Palmerston se ressentit immédiatement de la nouvelle situation à Paris. Il reçut avec indifférence non seulement les déclarations intransigeantes de Schwarzenberg, mais il commença à préparer les Italiens à l'idée de leur retour à la domination autrichienne. Abercromby reçut l'ordre de dé-

(1) Ponsonby à Palmerston, 20 décembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III; p. 666.

(2) Ponsonby à Palmerston, 30 janvier 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXV. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, pp. 105-6 (Extrait).

(3) Colloredo à Palmerston, 22 février 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, p. 131.

(4) Palmerston à Ponsonby, 23 février 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, pp. 132-133.

(5) Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, vol. III, pp. 320-1. Pierre de La Gorce, *Histoire de la Seconde République*, vol. II, pp. 72-3. Lavissee, *Histoire de la France contemporaine*, vol. VI, p. 295.

clarer « que le Gouvernement de Sa Majesté recommandait « fortement aux Lombards et aux Vénitiens d'adapter leur conduite à la perspective que l'Autriche ne consentira pas, dans la « négociation qui va s'ouvrir, à abandonner aucune portion de « son territoire italien, et que les Puissances médiatrices ne « pourront pas employer la force pour la contraindre (1) ».

On s'attendait, cependant, en Italie, à voir la guerre recommencer d'un jour à l'autre. Le 30 janvier 1849, Gioberti, Ministre des Affaires étrangères de la Sardaigne, déclarait à Abercromby que si la conférence de Bruxelles n'était pas, dans un court délai, ouverte sur les bases proposées par les Deux Puissances, le Piémont dénoncerait l'armistice (2). Le lendemain, Charles-Albert, dans son discours à l'ouverture des Chambres, annonça que si les espoirs des Italiens étaient déçus, par la médiation, ils reprendraient les hostilités avec le ferme espoir d'une victoire. Il assurait que l'armée était réorganisée, et il faisait appel à la bravoure et à la générosité des représentants du pays (3).

Palmerston et Drouyn de Lhuys conseillaient fortement au Gouvernement sarde de ne pas commettre la folie de recommencer la guerre avec l'Autriche (4). Abercromby fit ce qu'il put, mais ses arguments demeurèrent sans effet au mois de mars 1849, comme ils l'avaient été en mars 1848 (5). Gioberti, qui au dernier moment voulut empêcher la guerre, fut chassé de son poste par ses collègues. Le 12 mars, la Sardaigne dénonça l'armistice et une armée sarde franchit de nouveau le Ticino. Dix jours plus tard, Novare scellait le sort de l'indépendance italienne pour une période de dix années. Charles-Albert, après une tentative de suicide, abdiqua en faveur de son fils, Victor-Emmanuel II.

(1) Palmerston à Abercromby, 18 janvier 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV p. 23.

(2) Gioberti à Abercromby, 30 janvier 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, pp. 92-94.

(3) Discours de Charles-Albert devant les Chambres, 1^{er} février 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, pp. 106-8.

(4) Palmerston à Abercromby, 5 février 1849 et 2 et 12 mars 1849. *Ibid.*, pp. 90, 142, 189-190. Bianchi, *op. cit.*, vol. V, p. 361. Bourgeois, *op. cit.*, vol. III, p. 323.

(5) Abercromby à Palmerston, 12 et 21 mars 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, pp. 190, 222-224.

CHAPITRE VIII

L'extinction de la Révolution italienne

I

« Après Novare », disait Russell, « nous intervenmes par des « conseils (1). » Lorsque l'on considère qu'avant Novare le Gouvernement britannique n'intervint jamais d'une autre façon (car la médiation ne peut guère être appelée une intervention), nous devons conclure que Russell voulait dire qu'après Novare les avis de l'Angleterre devinrent tout à fait sans effet. Et cela était vrai jusqu'à un certain point. Après Novare, il y avait peu de danger d'une invasion française en Lombardie, et, conséquemment, d'une conflagration européenne. La France s'était déjà embarquée dans l'aventure romaine qui allait bientôt la discréditer en Italie. Palmerston n'avait donc plus aucun intérêt de premier ordre dans les affaires d'Italie. Mais il ne négligeait aucune possibilité, si légère fût-elle, de s'assurer contre un renouveau de la tension du printemps et de l'été de 1848. Même avant Novare, il écrivait à Normanby que « si « même le Gouvernement autrichien triomphait dans sa lutte « contre le Roi de Sardaigne, il devait s'en tenir à sa déclara- « tion, qu'il ne chercherait pas... une augmentation de terri- « toire (2) ». Lorsque la nouvelle de Novare fut connue à Londres, Palmerston écrivit à Ponsonby que « le Gouvernement « de Sa Majesté espérait que le Gouvernement autrichien « userait avec modération de sa victoire », que le montant de l'indemnité demandée serait fixé « avec la plus grande modé- « ration, et qu'en tout cas aucune partie du territoire sarde ne

(1) Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 50.

(2) Palmerston à Normanby, 28 mars 1849. *Archives du Foreign Office, France*, vol. DCCCCXXV.

« serait occupée, parce que (il répétait son refrain jusqu'au bout !) une armée française serait envoyée en Savoie ou à Gênes et un conflit s'ensuivrait (1) ».

Un mois plus tard, il revenait à la charge ; cette fois, de son ton le plus solennel, il déclarait que « le Gouvernement de Sa Majesté espérait vivement que le Gouvernement autrichien « n'insisterait pas sur des conditions qui pourraient humilier inutilement le Roi de Sardaigne, et affaiblir son pouvoir de maintenir l'ordre dans ses Etats, ou qui exigeraient de lui des sacrifices au delà de ses ressources et le forceraient à refuser de traiter et à courir les chances des conséquences qu'un tel refus entraînerait (2) ». Comme les négociations à Milan se prolongeaient sur la question de l'indemnité des Duchés et d'une légère modification de la frontière, demandée par l'Autriche, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre continuait à donner des conseils à cet effet qui étaient tranquillement ignorés à Vienne (3). « Nous sommes polis à Paris, généreux à Gaète, hautains, pour ne pas dire insolents, à Londres », écrivait Hubner (4).

Au commencement de l'été de 1849, il semblait que l'Autriche pourrait bien avoir à payer pour sa politesse à Paris et son insolence à Londres. En plus d'une indemnité de 200.000.000 de francs et l'occupation d'Alexandrie, qui était la clef stratégique du Piémont, elle demandait qu'on insérât dans le traité des régulations commerciales favorables à l'Autriche (5). De telles conditions auraient affaibli le Piémont à un point inacceptable pour la France et l'Angleterre. Palmerston déclara à Drouyn de Lhuys que le Piémont ne pouvait pas payer plus de 70.000.000 d'indemnité ; si l'Autriche exigeait davantage, « elle veut l'anéantissement du Piémont, et il est cependant dans son intérêt, comme dans le nôtre,

(1) Palmerston à Ponsonby, 4 avril 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIII.

(2) Palmerston à Magenis, 8 mai 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIII.

(3) Une série de dépêches en juin et juillet 1849, notamment Palmerston à Ponsonby, 16 juillet 1849. *Ibid.*, vol. CCCLXIII et CCCLXIV.

(4) Hubner, *Une année de ma vie*, p. 28.

(5) Palmerston à Ponsonby, 16 juillet 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIV. Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 28 juillet 1849. *Archives des Affaires étrangères, Angleterre*, vol. DCLXXIV, pp. 54-6.

« qu'il existe entre elle et la France un terrain... non conducteur des deux électricités différentes (1) ». Cecille écrivait à Drouyn de Lhuys, Ministre des Affaires étrangères à Paris : « La question de l'occupation temporaire de Gênes par des forces françaises, dans le cas où l'Autriche prétendrait s'établir à Alexandrie... a été longuement débattue en conseil, et Lord Palmerston a été chargé de me dire que l'Angleterre n'aurait pas d'objection à une telle mesure, si les circonstances, que nos dernières nouvelles font pressentir, venaient à se réaliser. Le Cabinet anglais préférerait nous voir à Gênes plutôt qu'à Nice ou en Savoie, pour plusieurs raisons (2)... » La modération inattendue de Palmerston était due probablement à ce qu'il savait fort bien qu'à Turin, comme à Paris, il existait des objections sérieuses à une occupation française de Gênes (3). Et, en effet, quoique l'Autriche n'abandonnât pas immédiatement ses prétentions, aucune force française ne fut envoyée à Gênes. Mais les Gouvernements anglais et français protestèrent énergiquement à Vienne (4).

Le Cabinet autrichien jugea bon de céder, et il abandonna ses prétentions sur Alexandrie. On réduisit l'indemnité à 75 millions de francs. Le traité de paix fut signé le 6 août 1849.

II

Les dernières phases de la lutte héroïque de la République vénitienne mirent le comble à la politique italienne de la France et de l'Angleterre.

La nouvelle de Novare ne fit que fortifier la résistance de Venise. Dans une réunion secrète, l'Assemblée Vénitienne décida unanimement qu'on lutterait jusqu'au bout (5). On fit un nouvel appel d'assistance à Londres et à Paris. Mais aux yeux de ces deux gouvernements, la cause vénitienne

(1) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 7 juillet 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXIII, pp. 209-211.

(2) Cecille à Drouyn de Lhuys, 23 avril 1849. *Ibid.*, pp. 86-87.

(3) Bianchi, *op. cit.*, vol. VI, p. 151.

(4) Palmerston à Ponsonby, 16 juillet 1849. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCLXIV. Bianchi, *op. cit.*, vol. VI, pp. 151-152.

(5) Dawkins à Palmerston, 3 avril 1849. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCLXXI.

était désespérée. « Le Ministre français », écrivait Pasini à Manin, « considère la cause de Venise comme perdue (1). » Et quelques jours plus tard, il ajoutait : « Lorsqu'on est à Paris, « il est facile de voir que toute la diplomatie, sans excepter « celle de la France et de l'Angleterre, veut, non seulement « la fin de la guerre, mais encore... qu'elle est disposée à laisser « continuer la domination de l'Autriche sur la Lombardie- « Vénétie, et l'influence de cette puissance sur le reste de l'Ita- « lie (2)... »

La réponse de Drouyn de Lhuys à la demande d'aide de Manin, ne laissait aucun espoir. « ...Quelque illusion que puisse « vous donner un généreux patriotisme, vous êtes trop éclairé, « Monsieur, pour ne pas comprendre qu'après les événements « accomplis, le Cabinet de Vienne ne saurait être ramené à vous « accorder une existence complètement séparée qu'il vous « refusait à l'époque même qu'il consentait à l'accorder au « Lombard. Je vous en conjure donc, Monsieur, n'essayez « pas plus longtemps de vous dissimuler la nécessité de la si- « tuation... Tels sont aussi les sentiments et les dispositions « du Cabinet de Londres (3). »

Telles étaient bien, en effet, les dispositions du Cabinet britannique. Palmerston recommandait à Dawkins, Consul anglais à Venise, de saisir toutes les occasions pour faire comprendre à ceux qui étaient au pouvoir que Venise, étant incapable de résister longtemps aux troupes autrichiennes, mieux valait prendre avantage des moments qui allaient s'écouler avant la reprise des hostilités pour traiter avec l'Autriche (4).

Le 5 mai, Radetzky envoya un ultimatum à Venise, lui donnant jusqu'au lendemain matin à 9 heures pour capituler. Dawkins et le Consul de France conseillèrent à Manin de se rendre. Mais ce dernier demeura ferme. L'Autriche, disait-il, a déjà les mains liées par la guerre avec la Hongrie, et on ne savait pas encore si l'expédition française à Civita-Vecchia ne provoquerait pas un conflit entre l'Autriche et la France.

(1) Pasini à Manin, avril 1849. Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. II, pp. 193-194.

(2) Pasini à Manin, 30 avril 1849. *Ibid.*, p. 196.

(3) Drouyn de Lhuys à Manin, 27 avril 1849. Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. II, pp. 218-219.

(4) Palmerston à Dawkins, 20 avril 1849. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCLXXI.

Il offrit même de placer Venise sous la protection de la Grande-Bretagne, si la Grande-Bretagne acceptait de la protéger contre l'Autriche (1). Dans sa réponse à Radetzky, il déclarait qu'on avait fait appel aux bons offices de la Grande-Bretagne et de la France, mais que si entre temps Radetzky désirait traiter, il pouvait envoyer des plénipotentiaires dans la ville. Le Général autrichien refusa sèchement (2). Le 21 mai, Dawkins essaya de nouveau de persuader Manin de capituler; il lui fit remarquer la destruction qu'entraînerait son obstination (3). Palmerston, dans ses conversations avec Pasini (qui avait été envoyé à Londres), conseillait fortement que Venise fit la paix, même si elle devait se rendre sans conditions (4). Tous ces efforts pour briser la résistance héroïque de Venise échouèrent complètement. Le 31 mai, M. de Bruck, le Ministre du Commerce autrichien, arriva à Mestre et envoya à Venise une lettre rédigée en termes très modérés, et proposant des négociations pour la paix. On commença effectivement à négocier, mais comme les Vénitiens réclamaient comme première condition la reconnaissance de l'indépendance du Royaume lombard-vénitien avec un Prince autrichien comme souverain, les négociations n'aboutirent à rien (5). L'intransigeance des Vénitiens était d'autant plus grande que les termes proposés par l'Autriche, comprenant une amnistie civile et militaire (sauf quelques exceptions), la réintégration à leur poste des officiers civils et militaires (sauf quelques exceptions), la reconnaissance du papier monnaie de Venise qui devait être garanti par la ville, et une vague promesse de constitution n'étaient pas des conditions aussi sévères que celles qu'on redoutait (6).

Un mois plus tard, le bombardement, la famine, avaient accompli leur œuvre, et, le 22 août, Venise capitulait. Le 27,

(1) Dawkins à Palmerston, 6 mai 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXXI.

(2) Dawkins à Palmerston, 11 mai 1849. *Ibid.*, Austria, vol. CCCLXXI.

(3) Dawkins à Palmerston, 29 mai 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXXI.

(4) Pasini à Manin, 31 mai 1849. Planet de la Faye, *op. cit.*, vol. II, pp. 255-56. Montherot à de Tocqueville, 26 juin 1849. *Archives des Affaires étrangères, Angleterre*, vol. DCLXXIII, pp. 180-4. Palmerston à Magenis, 16 juin 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIII.

(5) Dawkins à Palmerston, 4 juin 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXXI.

(6) Dawkins à Palmerston, 20 juin 1849. *Ibid.*

les Autrichiens commencèrent à occuper la ville, et le même jour, les leaders de la révolution, parmi lesquels Manin, Tommaseo et le vétéran général Pepe, s'embarquaient sur le navire français « le *Pluton* ». La dernière étincelle de la Révolution italienne était éteinte.

III

Durant toute l'année 1848 et la première partie de l'année 1849, la principale préoccupation de Palmerston fut la situation dans le Nord de l'Italie, mais vers la fin de l'été et au commencement de l'automne de 1848, les événements dans le Royaume des Deux-Siciles forcèrent son attention. La réaction avait commencé à Naples après la suppression de l'insurrection du 15 mai. Après cela, Ferdinand n'attendit que le moment opportun pour attaquer la Sicile. Immédiatement après le désastre italien à Custoza, il pensa que l'occasion était venue. Dans les premiers jours du mois d'août, Napier écrivit que l'on faisait des préparations en vue d'une attaque contre la Sicile (1), et, le 30 août, des troupes napolitaines s'embarquèrent pour Messine. Le 3 septembre, le siège commença. Après quelques jours de résistance, la ville fut prise, au milieu de scènes d'horreur qui révoltèrent « même les sensibilités éprouvées » de l'Amiral français Baudin et de l'Amiral anglais Parker. Pour des motifs d'humanité, ils intervinrent, afin d'imposer un armistice et arrêter le carnage (2). Les deux Gouvernements ratifièrent l'action des amiraux et offrirent leur médiation (3).

Les vues de Palmerston concernant la base d'un arrangement pour la Sicile avaient peu changé depuis l'insuccès de la médiation de Minto, en avril. Il écrivit à Napier que le Gouvernement de Sa Majesté espérait encore que la Sicile resterait à la Couronne de Naples, et que si le Roi Ferdinand accordait aux Siciliens leur ancienne constitution de 1812 avec

(1) Napier à Palmerston, 2, 4 et 8 août 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 420-424.

(2) Napier à Palmerston, 10 septembre 1848. (Trois dépêches) : Sir W. Parker à l'amirauté, 11 septembre 1848. L'amirauté à Addington, 18 septembre 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 500-510, 513-515, 492-499.

(3) Normanby à Palmerston, 26 septembre 1848. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXIII. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 515-516.

les quelques modifications que le Parlement sicilien y avait joint, peut-être que la Sicile accepterait de demeurer sous son autorité. Si cela était impossible, le Gouvernement britannique pensait qu'il fallait essayer de persuader aux Siciliens de prendre comme roi un membre de la famille royale de Naples. Palmerston priait donc Napier d'exposer ces vues au Gouvernement de Naples et de dire que lui ou l'Amiral Parker accepterait d'être médiateur entre le Roi et les Siciliens (1).

Quoique cette dépêche ait été écrite avant la nouvelle de l'action de l'Amiral Parker à Messine, elle représentait bien les bases sur lesquelles Palmerston désirait négocier. « Le Gouvernement de Sa Majesté », écrivait-il à Normanby, le 22 septembre 1848, est d'avis... de recommander aux deux partis rivaux « un règlement qui laisserait la Couronne de Sicile sur la tête « du Roi de Naples, mais qui décréterait que le Parlement, « l'administration et les troupes en garnison en Sicile fussent « entièrement siciliens (2). » Le Gouvernement français était tout à fait d'accord avec les vues de Palmerston sur ce sujet. « ...Nous n'avons, quant à nous, aucun intérêt politique à ce « que la Sicile soit séparée de Naples », écrivait Bastide à Beaumont. Tout ce que nous pouvons faire au nom des principes « de liberté et d'humanité, c'est d'exiger que Ferdinand accorde à la Sicile les institutions les plus démocratiques, et « surtout qu'il renonce à tout esprit de vengeance (3). »

Après l'armistice imposé par les Amiraux, Cavaignac et Bastide convinrent de quelques points essentiels qui pouvaient servir de base à la médiation, et qui étaient : unité de la Couronne, la Sicile tenant toujours à Naples par un Vice Roi. Parlement sicilien, administration sicilienne, armée sicilienne (4).

Palmerston approuva entièrement ces conditions (5). Sans égard pour les protestations du Gouvernement napolitain contre

(1) Palmerston à Napier, 11 septembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 483-485.

(2) Palmerston à Normanby, 22 septembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 516.

(3) Bastide à Beaumont, 8 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, p. 142.

(4) Beaumont à Bastide, 22 septembre 1848. *Ibid.*, pp. 182-3. Normanby à Palmerston, 20 septembre 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 515-516.

(5) Beaumont à Bastide, 22 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 182-3. Palmerston à Normanby, 26 septembre 1848, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 528-529.

l'intervention des Deux Puissances (1), il pria Parker de maintenir l'armistice par la force, si c'était nécessaire (2), jusqu'à ce que la médiation offerte eût été mise à exécution.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait, dès le début, prévu des difficultés. Faisant allusion aux conditions de Cavaignac qu'il avait entièrement approuvées, il écrivait à Normanby : « Il est possible que les deux partis s'opposent « à cet arrangement. Le Roi ne voudra probablement pas con-
« sentir à ce qu'il n'y ait aucune armée napolitaine dans l'île,
« et les Siciliens refuseront peut être de reconnaître comme roi
« et comme père de la Patrie l'homme qui donna l'ordre de les
« massacrer... Une de leurs plus grandes villes a été réduite
« en cendres, et des milliers de leurs compatriotes ont été ré-
« duits à la ruine et à la mendicité ». Après avoir exprimé ainsi toute son indignation, Palmerston poursuivait très naturellement : « Ces sentiments sont sans doute fort naturels, des deux
« côtés, mais les Gouvernements français et britannique doi-
« vent chercher à les surmonter et à persuader aux deux partis
« qu'il vaut mieux ne pas briser complètement le lien qui les
« unit, et que ce lien peut être seulement maintenu au prix
« de grands sacrifices mutuels (3). »

Palmerston entreprit immédiatement la tâche de convaincre les Siciliens de céder sur le point fondamental et de reconnaître Ferdinand II comme leur Roi. Il déclarait à Amari, l'Agent sicilien à Londres, que la réunion des deux couronnes était l'arrangement le plus satisfaisant. Si cela était impossible, la Sicile devait élire un fils de Ferdinand (4), ce qui maintiendrait l'union entre les deux pays. Palmerston et Cavaignac étaient d'accord que cet arrangement était la seule alternative pratique à une restauration de Ferdinand II (5).

Cependant, les Siciliens refusaient d'accepter l'une ou l'autre

(1) Napier à Palmerston, 21 septembre 1848. *Ibid.*, pp. 536-8.

(2) Addington à l'Amirauté, 27 septembre 1848, 9 et 19 octobre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 529, 547, 552.

(3) Palmerston à Normanby, 26 septembre. *Ibid.*, pp. 528-529.

(4) Amari au Ministre des Affaires étrangères de la Sicile, 22 septembre 1848. La Farina, *Istoria documentata della Rivoluzione Siciliana*, vol. II, p. 175. Beaumont à Bastide, 22 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 182-183.

(5) Palmerston à Normanby, 26 septembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 528-529.

proposition. Lorsque le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre insista auprès d'Amari, celui-ci se fâcha et il lui déclara franchement que les Siciliens n'ayant jamais fait appel à la médiation des deux Puissances, elle n'avait aucune intention d'accepter « une condition pire que celle qu'une défaite nous eût forcés de subir (1) ».

Le refus des Siciliens d'approuver aucune condition qui ne leur assurât pas l'indépendance complète, embarrassait fort les deux Puissances médiatrices. Cavaignac et Bastide ne désiraient pas envoyer des troupes en Sicile, mais comme l'écrivait Bastide : « ... Nous ne pouvions respecter les traités « de 1815 au point de permettre que Ferdinand mît la Sicile « à feu et à sang au nom du droit de propriété des princes sur les peuples (2). » Il n'était jamais venu à l'idée de Palmerston de prêter une assistance militaire quelconque aux Siciliens, et il cherchait à empêcher la France de les aider. Au fond, ni la France, ni l'Angleterre ne désiraient une Sicile indépendante, car elles craignaient chacune que, devenue Etat libre, elle tombât sous l'influence de l'autre (3). Ce fut probablement en conséquence de cette crainte mutuelle qu'après un mois de retard et de conversations (4), les deux Gouvernements décidèrent d'ignorer le refus des Siciliens d'accepter même une union personnelle avec Naples et de pousser leur médiation sur les conditions déjà arrangées entre Palmerston et Cavaignac (5).

William Temple, le frère de Palmerston, reçut des instructions élaborées à la veille de son départ pour Naples, où il allait remplir les fonctions de Ministre britannique. Il était prié d'agir avec le Ministre français, « car le Gouvernement de Sa Majesté « et le Gouvernement français sont complètement d'accord sur « la nature des arrangements qu'il serait désirable d'effectuer « entre la Sicile et Naples ». Il devait presser un règlement qui

(1) Amari au Ministre des Affaires étrangères de la Sicile, 25 septembre 1848, La Farina, *op. cit.*, vol. II, p. 175.

(2) Bastide à Beaumont, 26 septembre 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 202-204.

(3) La Farina, *op. cit.*, vol. II, p. 176, et Beaumont à Bastide, 22 septembre 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXI, pp. 182-3.

(4 et 5) Beaumont à Bastide, 9 et 25 octobre 1848, 3 novembre 1848, *Ibid.*, vol. DCLXXI, pp. 238-239, et vol. DCCLXXII, pp. 16-17, 44-45. Normanby à Palmerston, 11 novembre 1848 et Temple à Palmerston, 11 novembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 571.

comprendrait une amnistie générale, la reconnaissance de Ferdinand II par les Siciliens, et, à part cela, l'autonomie de la Sicile (1).

Ainsi, une fois de plus, les Gouvernements français et britannique étaient engagés dans une médiation dont le but, dans l'esprit de Palmerston, était d'empêcher l'extension de l'influence française. Cette fois-ci, cependant, la situation était moins critique qu'elle ne l'avait été dans le Nord de l'Italie. La France n'avait pas l'intention d'intervenir par la force des armes en Sicile, et même si la Sicile devenait indépendante, le pire qu'il pût arriver c'est qu'elle devînt un nouveau champ de rivalité franco-britannique. Cette perspective n'était d'ailleurs pas très éloignée. Il paraissait possible qu'en cas d'une reprise des hostilités, les Siciliens parviendraient à maintenir leur indépendance en chassant de l'île les forces napolitaines. Si cela arrivait, les Gouvernements français et britannique, qui avaient proposé et pressé un règlement que les Siciliens considéraient honteux, deviendraient certainement impopulaires. Palmerston prévît cette éventualité, et il chercha à se prémunir contre elle en fournissant des armes aux Siciliens. Si les Siciliens avaient été victorieux, il aurait pu leur répondre, lorsqu'ils accuseraient le Gouvernement britannique d'avoir voulu restaurer le tyran « Bomba », en signalant l'aide matérielle donnée derrière le dos de la médiation. Le 16 novembre, Palmerston pria le Board of Ordnance de fournir au Gouvernement sicilien des armes à feu (2).

Plus tard, au mois de décembre, il ferma les yeux, selon toute apparence, sur l'achat et l'équipement aux Docks de Londres et de Liverpool de vaisseaux destinés aux Siciliens (3). Il est probable que Palmerston aurait continué à fournir des armes aux Siciliens, si l'indiscrétion des fondeurs de fer n'avait ébruité l'affaire des canons. Il fut critiqué dans le *Times*, l'opi-

(1) Palmerston à Temple, 3 novembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 558-564.

(2) Secrétaire au Board of Ordnance à Addington, 11 septembre 1848. Addington au Secrétaire au Board of Ordnance, 16 septembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 486-7, 490.

(3) Prince Castelcicala à Palmerston, 30 décembre 1848; Palmerston au Prince Castelcicala, 6 janvier 1849; Waddington à Addington, 31 janvier 1849; Addington à Waddington, 1^{er} février 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 586-589, 620-622.

nion publique était surexcitée. Russell écrivit sévèrement à Palmerston, condamnant sa conduite dans cette affaire. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre répondit avec son insouciance habituelle (1). Mais le Cabinet le força de signer une sorte d'apologie qui fut envoyée au Gouvernement napolitain. D'après ce document, « l'autorisation en question (c'est-à-dire pour la remise des fusils aux agents siciliens) avait été donnée par inadvertance », « le Gouvernement de Sa Majesté regrette ce qui vient d'arriver » et « aucune facilité n'a été donnée ou ne sera donnée par le Gouvernement de Sa Majesté aux personnes devant fournir du matériel au Gouvernement sicilien, tant que les différends existant entre les Siciliens et le Roi de Naples ne seront pas réglés (2) ».

Il n'est pas sûr que la duplicité de Palmerston influençât la conduite des Siciliens. Lorsque Goodwin, le Consul britannique à Palerme, communiqua confidentiellement aux membres du Gouvernement sicilien les conditions de la médiation, ils lui déclarèrent que l'union des deux couronnes était impossible. Goodwin pensait que le Gouvernement exprimait les sentiments du pays : « La haine envers le Roi est encore plus forte que le désir d'indépendance. C'est enfin l'esprit animateur de tous les partis (3) ». S'il en était ainsi, les Siciliens auraient n'importe comment résisté jusqu'au bout et l'approbation implicite que leur donnait Palmerston en leur fournissant du matériel de guerre ne changeait rien à leur attitude. William Temple, qui arriva à Naples au commencement de décembre, trouva le Gouvernement napolitain aussi peu enclin aux concessions que l'étaient les Siciliens. Ferdinand II avait toujours eu l'intention de reconquérir la Sicile et d'y rétablir sa domination personnelle. Il était maintenant extrêmement ennuyé par l'intervention des Deux Puissances, mais ses intentions étaient toujours aussi fermes. « Sa Majesté », écrivait Temple, « déclare qu'elle est prête à accorder une constitution et une administration séparées aux Siciliens, *mais elle considère qu'il est nécessaire pour la tranquillité de la Sicile et la nécessité*

(1) Walpole, *op. cit.*, vol. II, pp. 31-32.

(2) Palmerston à Temple, 26 janvier 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 619.

(3) Goodwin à Napier, 16 et 23 novembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 581.

« du Gouvernement qu'il n'y ait qu'une armée composée de troupes « siciliennes et napolitaines pour le service des deux pays (1). »

La question de l'armée était naturellement le point difficile de toute l'affaire. Même si l'aversion des Siciliens pour le Roi Bomba pouvait être surmontée (ce qui était douteux), ils n'auraient pas accepté d'avoir des troupes napolitaines en Sicile. Temple et M. de Rayneval, le Ministre français, raisonnèrent et discutèrent, mais sans succès. Ferdinand était parti pour Gaète peu après l'arrivée de Temple, mais son Ministre, le Prince Cariati, d'après « sa connaissance intime des sentiments du Roi, déclarait que Sa Majesté jugeait nécessaire pour la « tranquillité de la Sicile que les forces napolitaines et siciliennes fussent unies et formassent une seule armée (2) ».

Protester plus longtemps eût été inutile (3). Voyant que le Gouvernement napolitain était implacablement décidé à se maintenir dans sa position en ce qui concernait la question de l'armée, Drouyn de Lhuys, le Ministre des Affaires étrangères de France, et Palmerston décidèrent un compromis. Le règlement final serait ajourné — indéfiniment, selon toute apparence — et entre temps l'armée serait composée de troupes siciliennes et napolitaines (4). Palmerston écrivit à Temple que si le Roi de Naples s'engageait à respecter la Constitution sicilienne, les Siciliens agiraient sagement en acceptant que la citadelle de Messine, ou tout autre poste situé en face des côtes de la Calabre, fût occupée par un nombre limité de troupes napolitaines. Temple était prié d'essayer avec M. de Rayneval de faire adopter cet arrangement (5).

Ferdinand fit d'abord semblant d'accepter ces conditions, il promit de donner une constitution à la Sicile basée sur celle de 1812, et quoiqu'il laissât des troupes en Sicile « jusqu'à « ce que d'autres arrangements fussent faits à ce sujet », il s'en-

(1) Temple à Palmerston, 6 décembre 1848. *Ibid.*, pp. 589-590. Les italiques sont de l'auteur.

(2) Temple à Palmerston, 23 décembre 1848. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 593-594.

(3) Temple à Palmerston, 31 décembre 1848, 6 janvier 1849, *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 600-607, 610-613.

(4) Palmerston à Normanby, 19 janvier 1849. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXXXIV.

(5) Palmerston à Temple, 23 janvier 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 613-615.

gagée à ne pas les envoyer à Palerme ni dans les environs de cette ville (1). Quelques jours après, le Prince Satriano présenta une note indiquant les conditions que Bomba se proposait d'offrir aux Siciliens et où il était question « d'institutions « politiques séparées » et « d'un parlement séparé », mais sans aucune mention de la Constitution de 1812. Les Siciliens devaient payer une indemnité de guerre de 15.000.000 de ducats, et des troupes napolitaines devaient être mises en garnison à Palerme. La Garde nationale et « toutes les troupes rassemblées « pendant la rébellion » devaient être dispersées (2). Ces dernières clauses étaient les plus inacceptables et faisaient disparaître toute chance de règlement qui eût pu exister.

Convaincus de l'inutilité absolue d'offrir les conditions de cet ultimatum aux Siciliens, les Amiraux Baudin et Parker et les Ministres Rayneval et Temple se rendirent à Gaète pour demander une modification à ces conditions. Bomba, avec sa suavité habituelle, promit tout ce qu'on voulait. « La réception faite et l'acquiescement donné à nos suggestions par Sa Majesté ne « nous laissent aucun doute que les changements auxquels nous « avons fait allusion seront adoptés (3) », écrivait Parker. Quelques jours après, le Prince Satriano informa Temple des modifications exactes consenties par le Roi, et en même temps il lui présenta une copie des termes de la proclamation qui allait être publiée. On s'aperçut alors que sur tous les points essentiels, le Roi avait tenu bon. La Sicile devait faire partie intégralement du Royaume des Deux-Siciles, avec des institutions, un Parlement et une administration séparés. Sa Constitution devait être basée sur celle de 1812, mais d'un autre côté, l'indemnité de guerre de 15.000.000 de ducats était maintenue. Les troupes royales devaient occuper toutes les principales forteresses de l'île, y compris Palerme. Le maintien de l'ordre dans cette ville était confié « pour le moment à la garde nationale de la ville, mais il était bien entendu que Sa Majesté y établirait une garnison militaire, si la garde nationale était insuffisante pour protéger les personnes et les propriétés, etc.,

(1) Temple à Palmerston, 5 février 1849; Prince Satriano à M. de Rayneval, 31 janvier 1849. *Ibid.*, pp. 634-641.

(2) Temple à Palmerston, 23 février 1849. *Ibid.*, pp. 643-6.

(3) Parker au Secrétaire de l'Amirauté, 4 mars 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 647-648.

etc. ». On ne disait rien de plus de la garde nationale que le Roi avait, sans doute, l'intention de disperser à la première occasion qui se présenterait, et ce fut seulement par la menace de se retirer de la médiation que les deux Amiraux purent persuader au Roi d'annuler une liste de quarante-quatre exceptions à l'amnistie générale (1).

Le 6 mars, Parker et Baudin présentèrent ces conditions aux membres du Parlement sicilien (2). Elles furent reçues comme on pouvait s'y attendre. « La proclamation du Roi Ferdinand, » écrivait Parker, a été très mal reçue par toutes les classes à « Palerme; même les plus modérés y trouvent des objections « insurmontables, et pas un seul Sicilien ne s'est aventuré à « recommander l'acceptation de ces conditions (3) »... Le 9 mars, on vota une levée de six hommes âgés de 18 à 30 ans, pour chaque millier d'habitants, pour servir immédiatement à la défense du pays (4). Quelques jours après, les Amiraux étaient informés que les Siciliens refusaient de présenter au Parlement les conditions offertes par le Roi. « ... Nous n'avons « plus l'espoir d'un arrangement pacifique sur les termes pré- « sentés par Sa Majesté le Roi Ferdinand », déclarait Parker (5). Le lendemain, Temple et Rayneval arrivèrent à Palerme avec la permission de modifier légèrement l'expression de la proclamation royale. Les deux Ministres réussirent alors à persuader au Gouvernement sicilien de présenter les conditions au Parlement. « ...L'aversion des Siciliens contre elles était si grande, « qu'elles furent rejetées par acclamation (6). »

La médiation était close. Les amiraux annoncèrent la fin de l'armistice et ils retirèrent leurs escadres de Palerme (7). Les hostilités recommencèrent immédiatement. Les Napolitains entrèrent à Taormina le 2 avril, à Catania le 7, et, le 15 mai

(1) Satriano à Temple, 28 février 1849. Proclamation du Roi de Naples aux Siciliens. Parker au Secrétaire de l'Amirauté, 4 mars 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 647-658, 666-668. Aussi Temple à Palmerston, 6 mars 1849.

(2) Parker au Secrétaire de l'Amirauté, 8 mars 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 569-660.

(3 et 4) Parker au Secrétaire de l'Amirauté, 15 mars 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 663-664.

(5) Temple à Parker, 21 mars 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), p. 673.

(6) Temple à Palmerston, 29 mars 1849. *Correspondence* (Naples and Sicily), pp. 701-706.

(7) Temple à Palmerston, 1^{er} avril 1849. *Ibid.*, pp. 708-709.

Palerme tomba, exactement une année après l'insurrection avortée qui inaugura à Naples la réaction.

Palmerston demeura indifférent devant l'échec de la médiation. L'intervalle qui s'était écoulé entre l'envoi de Minto en Italie pour y encourager le mouvement réformiste, et la chute de Palerme, avait été plein d'expérience et de changements pour le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Le même homme, qui en 1846 et 1847 s'était fait le mentor de la cause libérale et l'adversaire le plus formidable du système politique de Metternich, ne montra aucune douleur devant la capitulation de Palerme et le rétablissement de l'absolutisme des Bourbons en Sicile. Ses dépêches, durant cette période, sont, la plupart du temps, de simples approbations des actions de Temple et de Parker. De temps à autre, comme le 20 août 1849, il pria Temple de faire remarquer à Ferdinand que, quoique la médiation anglo-française eût échoué, il était moralement obligé d'accorder aux Siciliens une amnistie générale et leur Constitution de 1812 (1). Deux ans plus tard, lorsque le pamphlet de Gladstone sur les horreurs de la réaction dans le Royaume des Deux-Siciles (2) eût soulevé l'opinion publique en Angleterre, Palmerston ordonna aux agents britanniques de presser tous les Gouvernements européens à protester contre de tels abus (3). Le Roi de Naples n'y fit aucune attention et Palmerston ne dit rien de plus, et la réaction se poursuivit à Naples avec tout autant d'intensité.

IV

Un contraste encore plus frappant avec le libéralisme de 1846-1847 est présenté par l'attitude de Palmerston envers l'expédition française à Rome.

Après l'Encyclique du 29 avril, dénonçant la guerre avec l'Autriche et abandonnant la cause de l'Italie, la popularité dont avait joui Pie IX, au commencement de son règne, fit place à une haine grandissante. Le Ministère Mamiani essaya vaine-

(1) Palmerston à Temple, 20 août 1849. *Archives du Foreign Office*, Naples, vol. CCXXXVI.

(2) Gladstone, *The State of Prosecution of the Napolitan Government*.

(3) Palmerston à Temple, 18 juillet et 5 août 1851. *Archives du Foreign Office*, Naples, vol. CCLII.

ment de préserver l'Etat de la révolution et de l'anarchie. Après la démission de Mamiani, le 6 août, le Comte Fabbri forma un ministère qui dura cinq semaines (6 août-16 septembre), pendant lesquelles les luttes anarchiques entre les factions cléricales et démocratiques continuèrent avec une violence croissante. Le 16 septembre, le Comte Pelligrino Rossi, un Italien, homme d'Etat d'une expérience et d'une réputation européenne, accepta la Présidence du Conseil, et la tâche impossible de réconcilier un pape rétrograde avec une population démocratique. Il essaya de restreindre les cléricaux et les démocrates, et il rencontra dans les deux groupes la plus amère opposition. Les démocrates le détestaient, parce qu'il avait réprimé à Rome la vague de radicalisme qui avait mené au pouvoir les démocrates en Toscane et en Piémont. Le 15 novembre, jour fixé pour l'ouverture du Parlement, Rossi fut assassiné sur les marches du Palais de la Cancelleria. Le lendemain, une insurrection, inspirée par le meurtre de Rossi, força le Pape à nommer un Ministère démocratique. Dix jours plus tard, le 25 novembre, Pie IX se réfugiait à Gaëte. Le Parlement romain, ignorant la Régence désignée par le Pape, donna l'ordre d'élire une Assemblée Constituante, sur la base du suffrage universel. L'Assemblée se réunit le 5 février, et le 8 février elle vota l'abolition du pouvoir temporel du Pape et proclama la République.

Les événements de Rome menaçaient de précipiter la guerre générale que Palmerston avait constamment cherché à empêcher. Du jour de sa proclamation, la République de Rome fut condamnée, car il était à prévoir qu'une ou plusieurs des puissances catholiques interviendraient pour restaurer le Pape. La question qui, pendant plusieurs mois, occupa l'attention des Chancelleries fut de savoir si Pie IX serait replacé sur son trône par une armée française, autrichienne, espagnole ou napolitaine.

La réaction qui, vers la fin de 1848, avait gagné l'ascendant partout en Europe, et à la tête de laquelle se trouvait l'Empire autrichien, sous la direction du rétrograde Schwartzemberg, désignait l'Autriche comme la puissance qui, le plus vraisemblablement, interviendrait. La France, cependant, craignait pour son influence en Italie et, si une armée autrichienne avait marché sur Rome, les Français auraient probablement envoyé des troupes pour l'arrêter. Déjà, en novembre 1848, Bastide

et Cavaignac avaient étudié et pesé les risques d'une intervention. Quelques jours après l'assassinat de Rossi, d'Harcourt, l'envoyé français à Rome, informa son Gouvernement que le Pape désirait une assistance pour lui permettre de rétablir l'ordre parmi ses sujets. Normanby écrivait à Palmerston que Bastide lui avait dit qu'il ne savait pas comment il pouvait refuser une telle demande, et que si la France se décidait à faire cette démarche, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre pouvait être assuré qu'une fois l'autorité papale rétablie, les troupes se retireraient immédiatement (1).

Le 27 novembre M. de Corcelles fut envoyé à Rome en mission spéciale. « Votre mission a pour but d'intervenir au nom de la République française pour faire rendre à Sa Sainteté sa « liberté personnelle si elle en a été privée (2)... » En même temps, quatre frégates de 3.500 hommes étaient envoyées à Civitavecchia, et quoique Corcelles eût l'ordre de ne pas débarquer les troupes placées sous son commandement, sauf pour protéger le Pape (3), il est certain que si une force autrichienne se fût dirigée sur Rome, les troupes auraient immédiatement débarqué.

Ce n'était pas cependant un appui de cette sorte dont le Pape avait besoin. De Corcelles avait été prié de ne pas intervenir dans les questions politiques qui s'agitaient à Rome (4). Le Pape aurait voulu des mesures plus décidées d'intervention. De son refuge à Gaète, il faisait appel au jeune Empereur d'Autriche François-Joseph pour qu'il l'assistât contre ses sujets rebelles (5).

Le Gouvernement autrichien « décida de ne pas intervenir, « mais d'envoyer des troupes à la frontière, qui devaient être « prêtes à repousser toute agression venant du territoire romain (6) ».

Ainsi, pour le moment du moins, Schwarzenberg ne désirait pas restaurer le Pape par la force des armes, ni permettre

(1) Normanby à Palmerston, 26 novembre 1848 : *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXV, *Correspondence (Italy)*, pt. III, p. 607 (Extrait).

(2) Bastide à de Corcelles, 27 novembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III, pp. 626-627.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) Ponsonby à Palmerston, 24 décembre 1848. *Correspondence (Italy)*, pt. III.

(6) Ponsonby à Palmerston, 26 décembre 1848. *Ibid.*, pt. IV, p. 2.

à la France d'aider le Très-Saint-Père. Il proposa un Congrès de puissances catholiques, afin de régler la question romaine (1). L'Angleterre eût été exclue d'un tel congrès, et la France se serait trouvée isolée parmi les puissances rétrogrades ; elle repoussa donc cette suggestion et suggéra une conférence des puissances italiennes, présidée par Charles-Albert. Le Pape et l'Autriche refusèrent (2).

Le Gouvernement autrichien n'ayant pas réussi à persuader la France de se joindre à l'Autriche dans une expédition militaire à Rome (3) ordonna une avance sur Ferrare. La ville fut occupée le 19 février (4) et il semblait que ce fût là un prélude à une marche sur Rome. La situation dans le Nord de l'Italie, où l'attitude de Charles-Albert faisait prévoir une reprise des hostilités, fit hésiter le Gouvernement autrichien, et lorsque, quelques jours après, les troupes sardes retraversèrent le Ticino, l'Autriche fut forcée de concentrer toute son énergie à la défense de la Lombardie. Quand il devint évident que, pour l'instant du moins, l'Autriche ne pourrait pas envoyer des troupes attaquer Rome, Schwarzenberg proposa lui-même de confier cette tâche aux Français. « Les Autrichiens », écrivait Ponsonby à Palmerston, « ont proposé au Gouvernement français d'effectuer la restauration du Pape, et ils ont promis « de se contenter de diriger quelques troupes sur Bologne au « même moment, et de les retirer... quand les Français « auront complété leur œuvre à Rome, que les Autrichiens « considèrent comme une tâche facile qui demandera fort peu « de temps (5) ». « Les Français », ajoutait Ponsonby, « n'ont « pas, que nous sachions, accepté les propositions. » Les Français n'acceptèrent pas, en effet, les propositions autrichiennes. Mais lorsqu'après Novare, les Autrichiens furent de nouveau libres de menacer Rome, le Gouvernement français n'hésita plus. Le 16 avril, le Ministère demanda à la Constituante un

(1) Bourgeois et Clermont, Napoléon III et Rome, pp. 10-12.

(2) *Ibid.*, et d'Harcourt, *Les Quatre Ministères de Drouyn de Lhuys*, pp. 19-20.

(3) Normanby à Palmerston, janvier 1849 (Secret), *Archives du Foreign Office*. France, vol. DCCCXL. Palmerston à Normanby, 28 janvier 1849. *Ibid.*, vol. DCCCXXXIV.

(4) Abercromby à Palmerston, 25 février 1849. *Correspondence* (Italy), pt. IV, pp. 160-161.

(5) Ponsonby à Palmerston, 13 mars 1849. *Correspondence* (Italy), pt. IV, pp. 202-203.

crédit de 1.200.000 francs pour « un corps expéditionnaire de « la Méditerranée » dont l'objet précis n'était pas spécifié. Odilon Barrot expliqua que le contre-coup de la victoire autrichienne sur la Sardaigne « s'était fait sentir dans l'Italie centrale. « Les informations qui nous arrivent annoncent dans les Etats « romains une crise imminente. La France ne peut y rester « indifférente. Le protectorat de nos nationaux, le soin de « maintenir notre influence en Italie, etc., tout nous fait un « devoir d'user de l'autorisation que vous avez accordée (1) ». L'intention qu'avait le Ministre et Louis-Napoléon de restaurer le Pape n'était pas avouée, mais la Gauche et Ledru-Rollin la devinèrent et en accusèrent Barrot (2). Les instructions données au général Oudinot, commandant le corps expéditionnaire, quoique plus ou moins ambiguës, étaient, au fond, d'occuper Rome si cela pouvait se faire (3). L'expédition composée de 7. 500 hommes de troupes s'embarqua à Toulon pour Civita-Vecchia, le 22 avril (4).

Palmerston surveillait le développement de la situation à Rome avec inquiétude. Il n'avait nulle sympathie pour la démocratie romaine, et il savait que la restauration du Pape était inévitable (5). Mais beaucoup dépendait du moment et de la manière dont s'effectueraient le retour du Pape. Il craignait par-dessus tout qu'une attaque autrichienne ou française n'amènât une guerre franco-autrichienne. Il fut donc d'abord opposé à « toute tentative d'intervention étrangère pour régler les différends existant entre le Pape et ses sujets (6) ».

Il était cependant plus hostile à l'intervention autrichienne qu'à une intervention française à Rome. Dans une dépêche où il répondait à l'information de Ponsonby, que le Gouvernement autrichien contemplait une action militaire avec la France et Naples, afin de rendre au Pape ses Etats, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre demandait à son Ministre à

(1) Discours de O. Barrot devant l'Assemblée, 16 avril 1849. *Moniteur*, 17 avril 1849.

(2) Bourgeois et Clermont, *op. cit.*, pp. 16-18.

(3) *Ibid.*, p. 23.

(4) Vaillant, *Le Siège de Rome*, p. 3.

(5) Palmerston à Normanby, 5 janvier 1849. *Correspondence (Italy)*, pt. IV, pp. 3-4.

(6) Palmerston à Normanby, 28 janvier 1849. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXXXIV.

Vienne de faire savoir au Gouvernement autrichien que l'Angleterre désapprouverait une intervention militaire étrangère à Rome. Il ajoutait qu'au cas où les Autrichiens traverseraient le Pô, les Français traverseraient les Alpes ou iraient occuper Civita-Vecchia, et l'une ou l'autre de ces mesures auraient pour résultat de créer un antagonisme entre la France et l'Autriche, en ce qui concernait les affaires du Pape; enfin, l'entrée des Autrichiens et des Français en Italie faisait craindre pour la paix européenne, qu'il était dans les intérêts des puissances de l'Europe de préserver et de soutenir (1). Il pensait qu'une *intervention diplomatique* pourrait régler les affaires de Rome sans faire courir le risque d'une guerre générale (2).

Après Novare, il n'y eut plus guère à craindre une intervention française dans le nord de l'Italie. Novare amena le rétablissement définitif de l'Autriche en Lombardie, et quoique la France soutint le Piémont dans les négociations de paix qui suivirent, il y avait maintenant moins d'occasion pour une irruption française dans les plaines de la Lombardie. La France pouvait désormais concentrer son attention sur Rome. En même temps, les victoires de Bem et Gorgei, en Hongrie, empêchaient l'Autriche de s'opposer à l'expédition française dans les Etats romains. Lorsque les troupes françaises arrivèrent à Civita Vecchia, la situation était telle qu'il y avait peu de risque d'une guerre générale. Ceci explique en partie l'attitude de Palmerston envers l'intervention de la France à Rome. Au commencement de l'année, il s'était élevé contre une intervention étrangère. Maintenant, Cecille, l'Ambassadeur français à Londres, écrivait à Drouyn de Lhuys : « Nous
« avons aussi parlé ce matin de l'expédition française envoyée
« à Civita Vecchia. *Le Gouvernement de la Reine, loin d'en prendre*
« *de l'ombrage ou de l'inquiétude, y applaudit de toutes façons ;*
« il pense que la présence de nos troupes dans les Etats romains
« déterminera probablement un mouvement de réaction ana-
« logue à celui qui vient d'avoir lieu en Toscane, et avancera
« ainsi le terme de l'anarchie qui désole et déshonore Rome,

(1) Palmerston à Ponsonby, 1^{er} février 1849. *Correspondence* (Italy), pt. IV; p. 85.

(2) *Ibid.*, et Palmerston à Normanby, 9 mars 1849. *Correspondence* (Italy), pt. IV, pp. 176-177.

« et facilitera le rétablissement d'un Gouvernement régulier(1)... »

La raison principale de la volte-face de Palmerston était, comme nous venons de le démontrer, que l'expédition française ne faisait plus courir le risque d'une guerre avec l'Autriche. Ce danger écarté, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre était secrètement satisfait que la France se fût embarquée dans une aventure qui allait certainement la compromettre en Italie. Il avait employé toute son énergie à empêcher la France d'intervenir dans le nord de l'Italie, où elle aurait lutté pour la libération de l'Italie. Mais l'expédition française à Rome était une tout autre chose. Elle était destinée à rétablir sur le trône un souverain, qui, en dépit de son ancien libéralisme, s'était joint au parti de la réaction et dont la restauration allait certainement provoquer le ressentiment de tous les libéraux en Italie. En somme, Palmerston pensait que l'intervention française à Rome, loin d'accroître l'influence et le prestige de la France, produirait un résultat tout opposé.

Les événements confirmèrent en grande partie les prévisions de Palmerston. L'expédition française débarqua à Civita Vecchia le 26 avril, après que la déclaration suivante eût été faite par le Général Oudinot : « Le Gouvernement de la République française, toujours animé d'un esprit très libéral, déclare vouloir respecter le vœu de la majorité des populations romaines et vient sur leur territoire amicalement, dans le but de maintenir sa légitime influence. Il est, de plus, bien décidé à ne vouloir imposer à ces populations aucune forme de gouvernement qui ne serait pas choisie par elles (2). »

Ayant, sous le couvert de cette proclamation, débarqué sans incident ses troupes, il ordonna une avance immédiate sur Rome. Le 30 avril, les Français furent repoussés dans une attaque contre la cité. Oudinot télégraphia à son Gouvernement qu'on lui envoyât des renforts et de l'artillerie de siège (3).

La nouvelle de l'attaque d'Oudinot provoqua la colère à l'Assemblée à Paris, où la majorité républicaine se maintenait encore. Une motion fut passée demandant au Gouvernement

(1) Cécille à Drouyn de Lhuys, 23 avril 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXII, pp. 86-87.

(2) Lesseps, *Ma Mission à Rome*, p. 5.

(3) Bourgeois et Clermont, *op. cit.*, p. 44 ; d'Harcourt, *op. cit.*, p. 22. Vaillant, *op. cit.*, p. 2. Lesseps, *op. cit.*, p. 10.

de prendre sans délai les « mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas longtemps détournée du but qui lui « était assigné (1). » Afin de calmer l'Assemblée, le Ministère envoya Ferdinand de Lesseps en mission spéciale à Rome, pour négocier un accord « avec les autorités et les populations romaines (2) ». « Le but que nous proposons », écrivait Drouyn de Lhuys à de Lesseps, « c'est tout à la fois de soustraire « les Etats de l'Eglise à l'anarchie qui les désole et d'empêcher « que le rétablissement d'un pouvoir régulier n'y soit attristé « et même compromis dans l'avenir par une aveugle réaction (3). » Quant au reste, ses instructions étaient assez vagues. Louis-Napoléon considérait l'aventure romaine avec des sentiments mêlés, mais pour l'instant, son intérêt principal était de s'assurer le vote des catholiques dans les prochaines élections aux Chambres, sous la nouvelle Constitution. Ainsi, au moment où Lesseps était envoyé à Rome, le Président écrivait à Oudinot une lettre, qui fut publiée par *La Patrie* et *Le Constitutionnel*, et qui contenait les déclarations suivantes : « ... Notre honneur « militaire est engagé ; je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune « atteinte », et « les renforts ne nous manqueront pas (4) ». Louis-Napoléon tint ses promesses. On envoya des renforts ; le 20 mai, le corps expéditionnaire comportait 20.000 hommes (5).

Lesseps arriva à Rome vers la mi-mai. Après quinze jours de négociations durant lesquels il fut continuellement harcelé par l'impatience d'Oudinot qui voulait recommencer les hostilités (6), il réussit à conclure un traité de paix avec la République romaine, le 3 mai 1849 (7). Le lendemain, Lesseps reçut

(1) Lesseps, *op. cit.*, pp. 11-14. Normanby à Palmerston, 8 mai 1849. *Correspondence* (Rome), p. 15.

(2) D'Harcourt, *op. cit.*, pp. 24-27. Lesseps, *op. cit.*, p. 15.

(3) Drouyn de Lhuys à Lesseps, 8 mai 1849. Lesseps, *op. cit.*, pp. 16-20.

(4) Bourgeois et Clermont, *op. cit.*, pp. 59-60. Normanby à Palmerston, 9 mai 1849. *Correspondence* (Rome), p. 15.

(5) Vaillant, *op. cit.*, p. 15.

(6) Lesseps, *op. cit.*, pp. 35, 40, 41. D'Harcourt, *op. cit.*, pp. 40, 43.

(7) Les principales conditions de ce traité étaient : 1° L'appui de la France était assuré aux populations des Etats romains ; 2° L'armée française s'établira, avec le consentement du Gouvernement romain, et sans intervenir dans l'administration du pays, dans un cantonnement hors de la ville, le mieux adapté pour la défense du pays et l'hygiène des troupes ; 3° La République française garantira les parties du territoire occupé par ses troupes contre une invasion étrangère. *Correspondence*, (Rome), pp. 39-40.

la dépêche suivante du Ministère des Affaires étrangères à Paris : « Le Gouvernement de la République a mis fin à votre mission. Vous voudrez bien repartir pour la France aussitôt que vous aurez reçu cette dépêche (1). » En même temps, Oudinot recevait l'ordre d'attaquer Rome (2). Le rappel soudain du diplomate dont la mission avait été décidée par la majorité de l'Assemblée constituante, et la décision d'assiéger Rome, étaient les conséquences des élections des 13-18 mai en France. Parmi les sept cents représentants élus, cinq cents étaient conservateurs et catholiques. Sans consulter le nouveau Parlement, dont l'approbation ne faisait aucun doute, on avait donc décidé de rappeler Lesseps et d'attaquer Rome (3).

L'extrême gauche protesta pour la dernière fois dans l'insurrection du 13 juin, lorsque les cris de : « Vive la République romaine ! » furent entremêlés avec ceux de : « Vive la Constitution ! Vive la Montagne ! (4) »

Le siège de Rome, commencé par Oudinot durant les premiers jours de juin, continua jusqu'au 3 juillet. Les drapeaux de la République française et ceux de Sa Sainteté le Pape flotèrent ensemble sur la cité d'où Garibaldi et Mazzini venaient d'être chassés. Palmerston parut aussi peu touché par le siège et la capture de Rome qu'il l'avait été par l'expédition française à Civita Vecchia. Il n'y avait pas à craindre que l'attaque de Rome déchaînât une guerre générale. Les troupes autrichiennes avaient poussé jusqu'à Ancona, mais Schwarzenberg annonçait qu'elles n'iraient pas plus avant vers Rome (5). L'armée napolitaine avait été battue le 20 mai à Velletri. Les troupes espagnoles rassemblées à Gaëte restèrent inactives après la défaite des Napolitains à Velletri (6). Les Français avaient donc le champ libre.

Il est probable que, dans ces circonstances, Palmerston considérait avec une certaine secrète satisfaction le siège et la capture de Rome qui allait, sans nul doute, provoquer une haine intense contre la France. Il la laissa donc agir librement dans

(1) Lesseps, *op. cit.*, pp. 66-67.

(2) *Ibid.*, p. 67.

(3) Bourgeois, *Manuel historique de la politique étrangère*, vol. III, pp. 337-340. Bourgeois et Clermont, *Rome et Napoléon III*, pp. 90-112.

(4) Pierre de La Gorce, *Histoire de la Seconde République*, vol. II, p. 167.

(5) Magenis à Palmerston, 5 juin 1849. *Correspondence* (Rome), p. 38.

(6) Temple à Palmerston, 31 mai 1849. *Ibid.*, p. 39.

cette affaire. Drouyn de Lhuys écrivait à Tocqueville : « Relativement à la question de Rome, Palmerston ne paraît point partager les préventions et les défiances qui se sont produites avec un certain éclat dans la presse, ainsi que dans le Parlement (1). » Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre se contentait de conseiller qu'il fallait persuader le Pape de maintenir la Constitution qu'il avait promulguée en 1848 (2). Il pria Normanby et Ponsonby de demander aux Gouvernements français et autrichien qu'ils missent comme conditions à la restauration du Pape le maintien de la Constitution de 1848 (3). Le Pape déclara qu'il ne retournerait pas à Rome si l'on mettait des entraves à son autorité souveraine. Schwarzenberg appuyait fortement la décision du Pape (4). A Paris, où le Ministère réorganisé par Odilon Barrot, avec de Tocqueville aux Affaires étrangères, représentait le parti catholique, on repoussa les propositions de Palmerston. De Tocqueville disait à Normanby que la France devait ramener le Pape à Rome « sans le lier par des conditions, mais en le laissant libre d'accorder ensuite à ses sujets les institutions constitutionnelles qu'il leur avait données l'année précédente. Tout ce que de Tocqueville consentait à faire, c'était de chercher à persuader le Pape d'améliorer les institutions dans ses Etats, afin que le peuple de Rome ne se rappelât pas avec des sentiments hostiles l'intervention française dans leurs affaires (5). »

Ces rebuffades causèrent à Palmerston une certaine irritation qu'il réprima de son mieux dans ses communications officielles, mais qu'il exprima furieusement dans sa correspondance privée (6). Il fit encore quelques tentatives pour induire les Français à persuader au Pape de maintenir les institutions consti-

(1) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 11 juillet 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCCLXXIII, pp. 218-223.

(2) Palmerston à Normanby, 12 juin 1849. *Correspondence* (Rome), p. 41.

(3) Palmerston à Normanby, 3 et 13 juillet 1849. *Correspondence* (Rome), pp. 53-4, 56-7. Montherot à de Tocqueville, 4 juillet 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCCLXXIII, pp. 96-199.

(4) Ponsonby à Palmerston, 21 juillet 1849. *Correspondence* (Rome), p. 85.

(5) Normanby à Palmerston, 17 juillet 1849. *Correspondence* (Rome), p. 59.

(6) Palmerston à Temple, 7 et 24 juillet 1849, et à Normanby, 16 juillet. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 120-127.

tutionnelles (1). Mais lorsqu'elles échouèrent, il laissa tomber l'affaire avec indifférence. Drouyn de Lhuys écrivait : « Je dois « ajouter pour rendre fidèlement les dispositions dans lesquelles « j'ai trouvé Palmerston à l'égard de Rome, qu'il semble y « prendre un médiocre intérêt et qu'il en parle avec une sorte « d'indifférence un peu railleuse (2). »

Le Pape retourna à Rome au printemps de 1850, lié par aucune promesse constitutionnelle.

(1) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 22 août 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXIV, p. 182.

(2) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 30 septembre 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCCLXXIV, p. 303.

CHAPITRE IX

La Révolution hongroise

Le noyau du système diplomatique de Palmerston était sa politique italienne. Son attitude envers la Révolution hongroise et la question des réfugiés polonais et hongrois y ajoutent certains éclaircissements et mettent encore plus vivement en relief les buts fondamentaux qu'il poursuivait.

Les détails et les complications de la Révolution hongroise n'entrent pas dans les limites de cette étude. Il suffira donc de donner un simple résumé des principaux événements qui se déroulèrent dans le royaume de Hongrie.

La Révolution de mars à Vienne s'était immédiatement étendue à Buda-Pesth. Le Gouvernement impérial, assailli de toutes parts par des difficultés, était incapable de résister aux demandes hongroises. Des lois établissant l'autonomie de la Hongrie furent sanctionnées à Vienne le 10 avril 1848. Un Ministère hongrois fut formé sous la présidence de Batthyányi, Kossuth eut les Finances, Deák la Justice, le Prince Esterhazy les Affaires étrangères, le Baron Eötvös l'Instruction publique, et le Comte Széchenyi les Travaux publics.

Au printemps de 1848, on put croire que le lien qui unissait les deux principales portions de l'Empire des Habsbourgs allait bientôt se réduire à une simple union personnelle. Si les événements en décidèrent autrement, ce fut dû à la folie des Hongrois, qui refusèrent de faire des concessions, au sentiment nationaliste des races sujettes occupant certaines parties du royaume de Hongrie, et aussi, jusqu'à un certain point, à la volonté bien arrêtée de l'Empereur et de la Cour de rétablir la Hongrie comme partie intégrale de l'Empire.

La lutte entre les races, en Hongrie, commença en juin, lorsque Jellacic, Imperial Banus de Croatie, convoqua une Diète

croate-slave à Agram. Les délégués ne réussirent pas à se mettre d'accord sur aucune des questions importantes, mais ils furent presque unanimes à rejeter la subordination des provinces slaves au joug hongrois. Pendant quelque temps, l'Empereur parut prendre le parti des Hongrois. On ordonna à Jellàcic de congédier la Diète ; sur son refus, on le suspendit de toutes ses fonctions. L'action de la Cour avait pour but de gagner du temps et de retarder une rupture jusqu'à ce que les chances de succès fussent plus favorables au Parti impérial. La tension entre Buda-Pesth et Vienne fut encore accrue par une série de mesures financières et militaires votées par la Diète hongroise, grâce à Kossuth et au Parti radical.

Au mois d'août, lorsque la réaction sembla assurée par les victoires de Windischgrätz à Prague et de Radetzky en Lombardie, la Cour impériale se mit à frapper énergiquement. L'Archiduc Stephen, le Palatin populaire de Hongrie, fut dépouillé de toute son autorité (22 août), et quelques jours après Jellàcic fut réinstallé à son poste (4 septembre). Ces mesures (la dernière fut décidée sans consultation préalable avec les Ministres autrichiens) équivalaient à une déclaration de guerre. Le 17 septembre, Jellàcic traversa le Drave et la guerre hongroise commença. Quoique le premier raid de Jellàcic sur le territoire hongrois eût échoué, l'automne et l'hiver de 1848 furent marqués par une série de défaites Magyares. Dans les derniers jours de décembre, le Gouvernement se retira à Debreczen, et le 5 janvier 1849, l'armée impériale occupa Pesth.

Durant les premiers mois de 1849, la fortune des Hongrois changea soudainement. En mars et avril, Windischgrätz, un très médiocre général, fut battu et repoussé en Autriche par l'armée des Magyars, réorganisée et dirigée par Görgei.

Enivrée par la défaite autrichienne, la Diète hongroise réunie à Debreczen, proclama l'indépendance de la Hongrie (4 avril), et nomma Kossuth Président Gouverneur de l'Etat. Buda-Pesth fut délivrée le 21 mai, et, le 6 juin, le Gouvernement hongrois retourna dans la capitale magyare. Les Autrichiens étaient vaincus, et leur défaite fut reconnue à Schönbrunn par le rappel de Windischgrätz et une demande d'aide à la Russie.

Pour plusieurs raisons personnelles et politiques, le Tsar consentit à intervenir, et en mai et juin une armée de 150.000 Russes fut envoyée en Hongrie. En même temps, l'armée autri-

chienne réorganisée et commandée par l'impitoyable, mais habile Baron Von Haynau, reprit l'offensive, pendant que 40.000 slaves du sud, ayant à leur tête Jellacic, s'avançaient des provinces croates.

Le résultat d'une lutte entre des forces si disproportionnées était facile à prévoir. Les Hongrois purent cependant résister pendant trois mois. Le 9 août, la seconde armée magyare fut défaite devant Temesvar par les Autrichiens commandés par Haynau, et le 13 août Görgei se rendit aux Russes, à Villágos, avec la plus grande partie de l'armée hongroise.

Kossuth, Bem, Dembinski et plusieurs autres rebelles se réfugièrent en Turquie, où ils furent internés à Widdin par le Gouvernement turc. La réaction en Hongrie, dirigée par Haynau, attira l'attention de l'Europe par ses cruautés. Parmi ceux qui furent exécutés se trouva Batthyányi, qui avait toujours été un modéré.

Durant les premiers troubles, Palmerston resta indifférent à la Révolution hongroise. Cependant, lorsque les Magyars montrèrent leur intention d'arracher à l'Autriche un degré d'indépendance qui affaiblirait l'Empire, l'indifférence du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre se changea en une hostilité qui continua jusqu'à Villagos. Il était fortement opposé à l'indépendance hongroise, et il repoussait froidement les efforts des leaders magyars qui cherchaient à obtenir l'appui du Gouvernement britannique. Que Palmerston, qui avait été si disposé à voir l'Autriche dépouillée de ses provinces italiennes, ait été si soucieux de lui voir conserver ses provinces du Danube, cela semble présenter un paradoxe qui n'implique, en réalité, aucune contradiction dans ses desseins. Dans l'équilibre européen, une puissante Autriche s'étendant jusqu'au Danube, plutôt qu'au delà des Alpes, était une barrière aux ambitions russes sur Constantinople. Les provinces italiennes, comme le répétait souvent Palmerston, étaient une source de faiblesse, non de force. Avec la Hongrie, le cas était différent. Une Hongrie indépendante eût été la ruine de l'Autriche, et eût probablement conduit à son absorption éventuelle dans l'Allemagne. Sur ce point, du moins, Palmerston et Ponsonby étaient d'accord. La présente citation d'une dépêche qu'il écrivit à Ponsonby montre bien ses vues depuis le commencement jusqu'à la fin de la Révolution hongroise : « Le Gouver-

« nement de Sa Majesté est parfaitement d'accord avec l'opinion qu'exprime Votre Excellence sur l'importance de maintenir l'Empire d'Autriche aussi uni et aussi fort que possible, et Votre Excellence considérera en toute occasion ce but... que vous devrez par tous les moyens en votre puissance contribuer à favoriser (1). »

Palmerston fit une déclaration encore plus explicite sur les bases de sa politique à Pulszky, l'agent hongrois à Londres, à qui il déclara que si l'Empire d'Autriche n'existait pas, « il faudrait l'inventer ; que c'était une nécessité européenne et l'alliée naturelle de l'Angleterre dans l'Est », et que, « dans le cadre du système européen, il serait impossible de remplacer l'Autriche par de petits Etats (2) ».

Dès le commencement de la Révolution, les Hongrois cherchèrent l'appui de l'Angleterre et de la France. En mai 1848, le Ministère hongrois proposa d'ouvrir des relations diplomatiques officielles avec les Puissances. Bastide et Palmerston refusèrent (3).

En dépit de la froide réception accordée par Bastide à l'offre hongroise, le Comte Teleki fut envoyé à Paris comme Ministre hongrois. Il n'arriva qu'en septembre et il fut reçu, mais non officiellement, par Bastide et Cavaignac (4). Après l'élection de Louis Napoléon, il ne fut plus reçu du tout.

Une autre tentative pour ouvrir des relations avec le Gouvernement britannique n'eut pas de meilleur résultat. En avril 1848, Szalay fut envoyé à Francfort, mais comme ses papiers ne portaient aucune signature, sauf celles des Ministres hongrois, on lui refusa tout caractère officiel et, après quelques semaines passées en d'inutiles tentatives pour s'assurer une reconnaissance de son caractère diplomatique, il se retira à Baden. En décembre, alors que Windischgrätz s'avavançait vers Buda-Pesth, on décida d'envoyer Szalay à Londres. Le 12 dé-

(1) Palmerston à Ponsonby, 30 juin 1848. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXLIV. Voir aussi « Discours à la Chambre des Communes », 21 juillet 1849; Hansard, *Debates* CVII, et Palmerston au Roi des Belges, 15 juin 1848. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 96-99.

(2) Pulszky, *Meine Zeit, Mein Leben*, vol. II, p. 322, cité par Sproxton dans *Palmerston and the Hungarian Revolution*, p. 20.

(3) Sproxton, *op. cit.*, p. 39.

(4) Iranyi et Chassin, *Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, vol. II, pp. 462-3.

cembre, il envoya ses lettres de créance au Foreign Office.

Kossuth écrivait : « Considérant que la Hongrie, par sa position géographique, par la quantité et la richesse de ses produits naturels, peut offrir d'immenses avantages à l'industrie anglaise, qui s'est développée si prodigieusement, et que l'établissement de relations commerciales entre les deux pays peut être d'une grande importance à la Grande-Bretagne, je vous charge, au nom du Gouvernement hongrois, d'attirer l'attention du Cabinet de Sa Majesté britannique sur notre pays et d'offrir à ce Cabinet toutes les informations nécessaires sur notre position actuelle. Vous devez d'abord démontrer que si la Hongrie devait revenir à l'union qui l'unissait à l'Autriche avant les événements de mars, l'industrie et le commerce anglais seraient pour toujours exclus des marchés de la Hongrie que l'Autriche continuerait à monopoliser... » Si la grande nation, comprenant ses propres intérêts, montre une disposition à protéger une cause aussi juste que la nôtre, vous êtes autorisé à ouvrir des négociations préliminaires avec le Gouvernement britannique au nom du Gouvernement de la Hongrie. Ces négociations ne doivent pas, cependant, être définitivement conclues, sauf par un traité fait par un envoyé britannique en Hongrie (1). »

Le 13 décembre, le Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères écrivit à Szalay : « Le Vicomte Palmerston regrette de ne pouvoir vous recevoir. Le Gouvernement britannique ne reconnaît la Hongrie que comme une des parties composant l'Empire autrichien ; et toutes les communications que vous avez à faire au Gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Hongrie devront donc être faites par l'entremise du Baron Koller, le représentant de l'Empereur d'Autriche à cette Cour (2). »

Szalay répondit, niant que la Hongrie fût « une des parties composant l'Empire autrichien », et suggérant que la question de sa position fût ajournée jusqu'à ce qu'il eût fourni des informations sur l'état actuel de la Hongrie, susceptibles de guider

(1) Szalay à Palmerston, 11 décembre 1848, et Enclosure, *Correspondence relative to the Affairs of Hungary*, n° 78, cité par Sproxton, *op. cit.*, pp. 44-45.

(2) Eddisbury à Szalay, 13 décembre 1848. *Correspondence* (Hungary), p. 79. Sproxton, *op. cit.*, pp. 45-6.

le Gouvernement anglais dans les futures démarches qu'il pourrait décider en ce qui concernait la Hongrie (1). Quelques jours plus tard, le Sous-Secrétaire d'Etat de Palmerston répondit brièvement que le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait pas prendre connaissance des questions intérieures entre la Hongrie et l'Autriche auxquelles la lettre de Szalay faisait allusion, et que toute communication de la Hongrie devait se faire par l'entremise de l'Ambassadeur d'Autriche (2). Evidemment, il n'y avait rien à gagner du Gouvernement anglais, aussi Szalay s'en retourna à Baden.

Cependant, Kossuth ne désespérait pas de conquérir l'appui de la Grande-Bretagne. L'insuccès de la Mission Szalay ne laissait aucun doute quant à l'attitude du Gouvernement, mais, après tout, l'Angleterre était une monarchie constitutionnelle, et si l'opinion publique pouvait être soulevée en faveur de la Hongrie, le Gouvernement changerait peut-être sa politique.

En 1848, le public britannique savait peu de chose et ne s'intéressait guère à la Hongrie. Sproxton résume clairement la situation lorsqu'il écrit : « De l'enthousiasme à Pesth pour l'indépendance du Pays de Galles était aussi vraisemblable que de l'enthousiasme à Londres ou Birmingham pour une Hongrie indépendante (3). »

Après l'insuccès de Szalay, Kossuth se rendit compte qu'il ne fallait rien espérer de l'Angleterre tant que l'opinion publique ne serait pas tirée de son apathie. Pour accomplir ce dessein, il envoya Pulszky à Londres. Pulszky devait traiter avec Fleet Street, pas avec Downing Street. Il était un propagandiste officiel, et il devait chercher à éduquer et à soulever l'opinion anglaise en faveur de la cause hongroise (4).

Pulszky arriva à Londres au commencement de l'année 1849. Avant la capitulation de Villágos, il avait si bien rempli sa mission que l'opinion publique anglaise était plus excitée sur la guerre hongroise qu'elle ne l'avait été sur aucune des ques-

(1) Szalay à Palmerston, 15 décembre 1848. *Correspondence* (Hungary), n° 80, *op. cit.*, pp. 46-7.

(2) Eddisbury à Szalay, 19 décembre 1848. *Correspondence* (Hungary), n° 82. Cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 47.

(3) Sproxton, *op. cit.*, p. 49.

(4) Pulszky, *Meine Zeit, Mein Leben*, vol. II, pp. 281 et les suivantes.

tions qui avaient agité l'Europe durant ces années critiques. Il avait gagné à sa cause tout Fleet Street (Le *Times* se tint à l'écart) et plusieurs journaux provinciaux (1). La cause hongroise était discutée dans des réunions organisées à cet effet (2). En avril, Palmerston disait à Drouyn de Lhuys : « Il n'est pas de « jour où il ne vienne une multitude de pétitions qui demandent « soit une déclaration de guerre à l'Autriche, soit une interven- « tion diplomatique, soit tout au moins la reconnaissance de la « République Hongroise (3). »

Cependant, le Gouvernement britannique ne changea en rien sa politique envers la Hongrie. Pulszky écrivait : « Tous « les membres les plus radicaux du parti du Gouvernement « sont pour nous, mais ils proclament constamment la poli- « tique de non-intervention de l'Angleterre, en ce qui regarde « la Hongrie et le reste du monde... Ils ont pitié et de nous « et de l'Autriche ; ils pensent que cette dernière s'est engagée « dans une fausse voie qui la conduira à sa ruine si elle ne sait « pas l'abandonner à temps ; mais ils ne nous promettent rien, « sauf de bons conseils et de la sympathie (4) ».

Palmerston, il est vrai, ne laissait aucun doute sur son attitude. En avril, Kossuth envoya un colonel Bikkesy à Londres pour annoncer la déclaration de l'indépendance hongroise ; il venait aussi offrir les privilèges commerciaux les plus tentants, afin de capter l'appui britannique (5). Quoique Palmerston consentît à avoir une entrevue privée chez lui avec Bikkesy, il ne voulut « considérer la Déclaration d'Indépen- « dance que comme un document intéressant », et il refusa

(1) Sproxton, *op. cit.*, pp. 49-52. Pulszky, *op. cit.*, p. 282 et les suivantes. Voir aussi Iranyi et Chassin, *op. cit.*, vol. II, p. 474.

(2) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 28 juillet 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXIV, p. 60. Parlant des réunions organisées par Lord Dudley Stuart, Drouyn de Lhuys écrivait à de Tocqueville : « La cause de la Hongrie éveille ici d'assez ardentes sympathies auxquelles n'est point étranger un vague pressentiment des avantages matériels que le commerce britannique pourrait bien tirer de ce marché riche en matières premières et qui a été pour ainsi dire bloqué jusqu'à ce jour par le tarif exclusif de l'Autriche. Cette considération est indiquée dans presque tous les discours et les articles qui traitent de la Hongrie ».

(3) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 22 mars 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXIV, p. 185-6.

(4) Cité de *Meine Zeit, Mein Leben* de Pulszky, par Sproxton, *op. cit.*, pp. 52-53.

(5) Bikkesy à Palmerston, 19 juillet 1849. *Correspondence* (Hungary), n° 234.

d'avoir d'autres relations avec lui (1). Peu de temps après, lorsque Pulszky eût reçu des papiers lui conférant un caractère diplomatique officiel, ses amis lui suggérèrent qu'il valait mieux ne pas les présenter au Foreign Office.

La politique de Palmerston est encore mieux définie par son attitude au moment de l'intervention de la Russie et pendant les événements des principautés danubiennes qui s'y rattachent. Au commencement de l'été 1848 (23 juin), une insurrection éclata à Bucarest. Le Gouvernement russe proposa à la Porte d'occuper conjointement avec elle les principautés. La Porte, sans donner une réponse définitive, et à l'encontre des conseils de Stratford Canning, Ambassadeur anglais à Constantinople, envoya des troupes en Valachie; aussitôt, des troupes russes s'avancèrent dans la Moldavié. Dès ce moment, les relations entre la Russie et la Turquie devinrent très tendues. Le 4 septembre, Canning écrivait à Palmerston : « Notre principale affaire est l'état de chose qui existe en Valachie. La Porte est très raisonnable envers la Russie et très bienveillante envers les Valachiens. Malheureusement, la Russie est très dictatoriale, elle exige des punitions exemplaires contre les réformateurs et elle ne fait espérer aucune amélioration dans la principauté... A présent, la Russie semble plus encline à forcer la Porte à adopter des mesures sévères qu'à se joindre à elle pour effectuer des améliorations. Si la Porte est poussée à bout, il se pourrait bien qu'elle fit appel aux spectateurs (2) ». Le 14 octobre, il écrivait encore : « Je m'aperçois que le Général Aupick est complètement d'accord avec mes craintes de ce qui peut résulter de la tension toujours croissante entre la Porte et la Russie (3).

Au commencement de novembre, l'attitude de la Russie devint si menaçante que la Porte jugea nécessaire de faire appel à l'aide de l'Angleterre. Canning écrivait à Palmerston que « le Sultan était évidemment effrayé qu'une collision surgisse, et qu'il serait heureux d'avoir la promesse d'une visite de Sir William Parker et de sa flotte contre la contingence d'une agression russe... Ils (les Turcs) désirent avoir une assu-

(1) Sproxton, *op. cit.*, pp. 55-66, suivant *Meine Zeit, Mein Leben* de Pulszky.

(2) Canning à Palmerston, 4 septembre 1848. Lane Poole : *Canning*, vol. II, pp. 179-80.

(3) Canning à Palmerston, 14 octobre 1848. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 180

« rance positive d'appui au cas où la Russie persisterait, sans « compromis, dans son attitude présente de persécutions, punitions, occupation continuelle, épuisement des habitants et « refus des réformes (1). »

Entre temps, le Sultan essaya d'aller à l'encontre d'une demande d'alliance de la part de la Russie, en concluant un accord analogue avec l'Angleterre (2). La réponse de Palmerston, quoique évasive, équivalait néanmoins à un refus à l'offre du Sultan (3).

Pendant l'hiver de 1848-1849, il y eut 30.000 soldats russes dans les Principautés ; la Valachie fut désarmée sans l'autorisation du Sultan. Lorsque le Gouvernement turc refusa de permettre aux troupes russes de traverser les principautés pour aller en Transylvanie, elles passèrent quand même. En février 1849, Canning croyait que la situation tendait à une catastrophe ; aussi écrivit-il à Palmerston que le moment était arrivé de remplacer les accords et les représentations générales par des déclarations et des actes plus positifs de sympathie et d'appui (4).

L'avertissement de Canning produisit peu d'effet sur Palmerston. Il fit des représentations à Brunow (5), mais n'envoya pas à Constantinople les assurances que Canning réclamait (6).

Lorsque Cecille, l'Ambassadeur de France à Londres, se plaignit que les protestations contre l'occupation russe des principautés étaient « moins nettes », et « moins pressantes » que celles du Gouvernement français, Palmerston répondit que « tout en réservant la question de droit, qu'il n'avait pas voulu « aborder... afin d'éviter de donner le plus léger prétexte aux « susceptibilités russes, il avait espéré qu'il arriverait au même « résultat que nous en adoptant des voies moins directes (7). »

Il n'est pas difficile de trouver la raison de la complaisance

(1) Canning à Palmerston, 4 novembre 1848. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 180-181.

(2) Canning à Palmerston, 1^{er} juillet 1848. *Ibid.*, p. 182.

(3) Canning à Palmerston, 11 septembre 1848. *Ibid.*, p. 183.

(4) Canning à Palmerston, 19 février 1849. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 185.

(5) Cecille écrivait à Drouyn de Lhuys (13 février 1849) : « Qu'il (Palmerston) avait vivement insisté auprès du Baron Brunow sur la nécessité de faire retirer des principautés, sinon la totalité, du moins la plus grande partie des troupes russes ». *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXII, p. 242-3.

(6) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 185.

(7) Cecille à Drouyn de Lhuys, 13 février 1848, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXII, pp. 242-3.

de Palmerston. D'abord, il avait cru que le véritable objet de l'avance des armées russes était l'intervention en Hongrie. Avant l'occupation, Bloomfield écrivait que l'attention du Tsar était « plus particulièrement dirigée vers la Hongrie et la Croatie (1) ». Au mois de novembre de la même année, Wessenberg avait dit à Ponsonby que si cela devenait nécessaire, une armée russe viendrait aider l'Autriche (2).

Palmerston adopta les vues de ses agents. Il écrivit à Canning « qu'il y avait des personnes qui pensaient que l'avance « de ces troupes dans les provinces n'était pas tout à fait étrange aux événements qui se sont déroulés en Hongrie, et que « l'Empereur a eu en vue la possibilité d'une demande d'aide armée « de l'Autriche pour restaurer l'ordre à Pesth (3) ». Tout au commencement de mars, Cecil, après avoir eu une conversation avec Palmerston au sujet de la crise Turco-Russe, écrivait « que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre croyait « que ces troupes russes avaient un tout autre objet que Constantinople, celui d'aider l'armée autrichienne contre les Hongrois, et peut-être aussi d'être plus à portée d'entrer en Italie, « si les événements y rendaient sa présence nécessaire (4) ».

Un mois plus tard, Palmerston écrivait à Canning, exposant son opinion sur le but de l'occupation des principautés et l'approuvant. Ces mesures, d'après lui, avaient été adoptées dans le double but de permettre à la Russie de prêter une assistance à l'Autriche en Hongrie et en Transylvanie, et de surveiller les événements qui se déroulaient dans les principautés. Il ajoutait : « et, s'il en est ainsi, *nous ne pouvons pas nous attendre à ce que les Russes évacuent les provinces turques, tant que les Autrichiens n'auront pas mis fin à la guerre civile en Hongrie* (5) ».

Lorsque, en mai 1849, l'intervention russe devint un fait accompli, les leaders hongrois firent un dernier effort pour s'as-

(1) Bloomfield à Palmerston, 6 juin 1848. cité par Spraxton, d'après le Foreign Office Records, *op. cit.*, p. 82.

(2) Ponsonby à Palmerston, 20 novembre 1848. *Archives du Foreign Office, Austria*. Palmerston à Ponsonby, 5 décembre 1848. *Ibid.*, vol. CCCXLV.

(3) Palmerston à Canning, 7 novembre 1848. cité par Spraxton, *op. cit.*, p. 82, d'après les *Archives du Foreign Office*.

(4) Cecil à Drouyn de Lhuys, 2 mars 1849. *Archives des Affaires étrangères, Angleterre*, vol. DCLXXIII, pp. 4-8.

(5) Palmerston à Canning, 6 avril 1849, cité par Spraxton, *op. cit.*, pp. 82-83, d'après les *Archives du Foreign Office*. Les italiques sont de l'auteur.

surer l'aide des deux puissances de l'ouest. La protestation de Kossuth, du 19 mai, faisait appel à l'humanité entière. « La nation hongroise », écrivait-il, « aime à croire que tout peuple « qui respecte le droit et aime la liberté répondra avec sympathie à sa protestation. Cependant, dût-elle être abandonnée « de l'univers entier, elle déclare en sa conscience résolue, devant Dieu et devant le monde, qu'elle ne se soumettra pas à « la violence despotique, mais qu'elle combattrait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la défense de sa juste cause (1) ».

Une tentative fut aussi faite pour toucher plus directement le sentiment d'humanité et de justice de Palmerston. Batthyanyi, le Ministre des Affaires étrangères de Hongrie, écrivit à Palmerston : « J'espère que Votre Excellence, fidèle à votre politique juste et libérale, ne restera pas indifférente à une telle « infraction à la loi des nations, et que vous interposerez la « puissante protestation de la Grande-Bretagne pour l'empêcher (2) ». Il écrivait encore : « Je crois que l'Angleterre... « ne tolérera pas cette insolente violation de tous les droits « naturels. L'arrivée d'une flotte anglaise dans les Dardanelles « nous garantirait de la Turquie, mais pourquoi l'Angleterre « ne pourrait-elle pas, pour protester plus énergiquement, envoyer une flotte dans la Baltique (3) ? »

Batthyanyi ne s'en tint pas seulement à ces appels aux sentiments élevés. Il offrit à l'Angleterre, en plus des privilèges commerciaux, les ports de Semlin sur le Danube et de Buccari sur l'Adriatique, si elle consentait à protester militairement contre l'intervention russe (4) ».

Vers la mi-juillet, Kossuth fit un dernier effort pour s'assurer l'appui de l'Angleterre. Si la Grande-Bretagne acceptait de garantir l'indépendance de la Hongrie, les Hongrois éliraient pour roi un Habsbourg autrichien (mais pas François-Joseph), choisi par l'Angleterre. Si la Grande-Bretagne s'opposait à cet arrangement, le Gouvernement hongrois proposait cette alter-

(1) Protestation contre l'intervention russe, 19 mai 1849. Iranyi et Chassin, *op. cit.*, vol. II, p. 485.

(2) Pulszky à Palmerston, 15 mai 1849, et Enclosure, cité par Sproxton, *op. cit.*, pp. 71-2, d'après les *Archives du Foreign Office*.

(3) Batthyanyi à Palmerston, 19 mai 1849. Collection des Lettres officielles de Batthyanyi à la fin du tome II de Pulszky, *op. cit.*, cité par Sproxton, p. 73.

(4) Batthyanyi à Palmerston, 19 mai 1849. Pulszky, *op. cit.*, t. II, appendice, cité par Sproxton, *op. cit.*, pp. 72-73.

native. La Hongrie s'arrangerait avec la Turquie et ses dépendances pour former une Fédération balkanique. La forme du Gouvernement et le Chef d'Etat d'une Hongrie indépendante devaient être décidés par l'Angleterre (1).

Palmerston demeura sourd à tous ces appels. Le succès inattendu des armées hongroises au printemps 1849 et la politique italienne adoptée par l'Autriche rendaient l'intervention russe nécessaire si on voulait éviter une Hongrie indépendante. Entre l'alternative d'un agrandissement temporaire de l'influence et du prestige russe et la destruction permanente de la puissance autrichienne sur le Danube, Palmerston choisit sans hésitation la première. Il connaissait la courte durée de la gratitude internationale et il prévit que les intérêts autrichiens et russes au sud-est de l'Europe, où toutes deux cherchaient un débouché jusqu'à la mer Egée, les entraîneraient tôt ou tard dans un conflit.

Le 7 mai, après l'annonce de l'intervention russe, il écrivait à Canning : « J'ai toujours pensé qu'un des principaux motifs « pour l'occupation russe des provinces du Danube était un « désir d'être prêt à assister l'Autriche en Hongrie, en cas de « besoin, et cela semble maintenant avoir été le cas. Que cela « soit prudent de la part de l'Autriche, et jusqu'à quel point « cela servira ses buts d'avoir ainsi recours à une armée russe « pour réprimer ses sujets, l'avenir nous le démontrera... Ce- « pendant, nous n'avons pas l'intention de nous mêler de cette « affaire par une protestation ou d'une autre manière. Nous « attachons, naturellement, une grande importance au main- « tien de l'Empire Autrichien comme un élément essentiel d'une « grande valeur dans l'équilibre européen, et nous regretterions « profondément tout ce qui pourrait affaiblir l'Autriche (2)... »

Quelques jours plus tard, il écrivait à Buchanan : « Le Gouvernement de Sa Majesté regrette infiniment l'intervention « de la Russie ; les causes qui l'ont amenée et les effets qu'elle « peut avoir, cependant, il ne considère pas que cette occurrence « demande que la Grande-Bretagne exprime une opinion à ce

(1) Batthyanyi à Pulszki, 14 juillet 1849. Pulszky, *op. cit.*, appendice, t. II ; cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 75.

(2) Palmerston à Canning, 7 mai 1849. Lane-Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 188-9.

« sujet (1) ». Au colonel du Plat, Consul général à Varsovie, il écrivait : « Le Gouvernement britannique demeure spectateur des événements sans prendre parti pour l'un ou l'autre ou être leur juge (2). »

La politique de Palmerston envers la Turquie, durant le printemps et l'été de 1849, est tout aussi suggestive. Les Turcs étaient, plus que n'importe qui, désireux d'aider les Hongrois dans leur guerre d'indépendance. Le Sultan, ses Ministres et la masse des peuples gouvernés par les Turcs, favorisaient les Hongrois. Dans l'été de 1848, et encore au printemps de 1849, des agents hongrois furent envoyés à Constantinople pour solliciter l'aide de la Turquie. Quelques-uns furent reçus secrètement par les Ministres du Sultan, les autres furent renvoyés à la demande des Ambassadeurs russe et autrichien (3).

Mais il y avait toujours à craindre que les Turcs ne vinssent à être persuadés de prêter une aide matérielle aux Hongrois. Ce danger devint plus grand après l'intervention russe, que les Turcs considérèrent comme une menace indirecte envers leur pays (4).

Cette tension était accentuée par la situation dans les Principautés, où une collision pouvait à tout moment provoquer une guerre entre la Turquie et la Russie. Pour empêcher la Porte de prêter son aide à la Hongrie, et pour éviter une guerre entre le Sultan et le Tsar, Palmerston conseillait fortement au Gouvernement turc de maintenir la plus stricte neutralité. Dans toute une série de dépêches embrassant toute la période du printemps et de l'été de 1849, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre réitéra son conseil à la Porte et lui fit comprendre clairement que si la Turquie s'engageait dans une guerre, elle ne devait pas compter sur l'appui et la sympathie de l'Angleterre (5).

Après l'intervention russe, Palmerston acquiesça tranquille-

(1) Palmerston à Buchanan, 17 mai 1849. *Correspondence* (Hungary), n° 179 cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 78.

(2) Palmerston à Du Plat, 24 mai 1849. cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 78; d'après les *Archives du Foreign Office*.

(3) Iranyi et Chassin, *op. cit.*, vol. II, pp. 477-8.

(4) *Ibid.*, p. 475.

(5) Palmerston à Canning, 20 mars 1849, 26 juin 1849, 2 juillet 1849, 7 juillet 1849, 26 juillet 1849, 27 août 1849. *Correspondence* (Hungary). Voir aussi Iranyi et Chassin, *op. cit.*, pp. 477-8.

ment à la conquête de la Hongrie. Au commencement de juillet 1849, il chargea M. Blackwell, un quasi diplomate qui avait servi sous Aberdeen et sous lui, de se rendre à Gratz, en Styrie, pour observer les événements de Hongrie. Il limita soigneusement le champ des activités de Blackwell. Quoique le rôle de ce diplomate fût de faire connaître le cours des événements de Hongrie, il ne devait pas résider dans ce pays, ni même y aller, car, suivant Palmerston, sa présence sur le sol hongrois pouvait conduire les deux parties engagées dans la guerre à de fausses interprétations. Les Autrichiens la considéreraient sans doute comme un encouragement aux Hongrois, et ceux-ci, voyant la chose sur ce même point de vue, pourraient fonder là-dessus des espoirs d'assistance qui seraient fatalement déappointés, car le Gouvernement Britannique n'avait pas l'intention de prendre part à la lutte. Même à Gratz, si éloignée du théâtre des hostilités, Blackwell devait se contenter de recueillir des informations et s'abstenir de toute démarche qui pût sembler impliquer une sympathie quelconque envers l'une ou l'autre partie dans la guerre (1). Ceci était spécialement destiné à réfréner les sentiments pro-Magyars bien connus de Blackwell.

Un mois plus tard, lorsque la fin de la guerre approcha, Palmerston commença une campagne ayant pour but de modérer la réaction qu'il prévoyait. Ponsonby fut chargé de démontrer à Schwarzenberg l'avantage des réformes libérales en Hongrie, lorsque la conquête du pays aurait été complétée. Il écrivait : « Le mécontentement ne s'éteindra pas simplement parce que le bras aura été désarmé ». Une Hongrie tenue nue par la force serait « un cancer politique qui rongerait les éléments vitaux de l'existence de cet Empire (2) ».

En même temps, il offrait la médiation de la Grande-Bretagne, autorisant Ponsonby à faire savoir au Gouvernement autrichien, lorsqu'il le jugerait opportun, que l'Angleterre serait prête aussitôt que l'Autriche le désirerait à prêter son concours dans des négociations avec la Hongrie et à aider à apla-

(1) Palmerston à Magenis, 2 juillet 1849, *Archives du Foreign Office* (Austria), vol. CCCLXIV (Confidentielle).

(2) Palmerston à Ponsonby, 1^{er} août 1849, *Correspondence* (Hungary), n° 254, cité par Sproxton, *op. cit.*, pp. 106-7.

nir les difficultés de toutes sortes qui pourraient s'élever entre les deux pays (1).

Avant que Ponsonby eût trouvé l'occasion de suggérer cette médiation, Görgei avait capitulé à Villâgos, et Kossuth s'était réfugié à Widdin.

Le 28 août, Palmerston félicitait le Gouvernement autrichien sur l'heureuse « conclusion de la guerre contre la Hongrie », et il exprimait l'espoir, qu'il (le Gouvernement britannique) avait en commun avec le peuple anglais, de voir le Gouvernement autrichien faire un usage généreux des succès qu'il avait obtenus, et que, dans les arrangements qui seraient faits entre l'Empereur d'Autriche et la nation hongroise, on aurait égard aux anciens droits constitutionnels de la Hongrie et aux améliorations que les circonstances nouvelles des temps présents pourraient demander (2).

Quelques jours plus tard, Ponsonby était chargé de se joindre à l'Ambassadeur français pour conseiller « la bonne politique « d'une entière et complète amnistie », mais aussi il devait faire part de son opinion « sans donner offense au Gouvernement autrichien (3) ». Quoique Ponsonby, dont la prédilection pour le parti de la Cour était connue, fit tout son possible pour ne pas lui déplaire, Schwarzenberg, furieux, saisit cette occasion pour dire à Palmerston qu'il devait se mêler de ses affaires. Le Gouvernement autrichien, disait-il, ne se mêlait pas des diverses révoltes et rébellions qui avaient eu lieu dans l'Empire britannique, il avait donc le droit de s'attendre à ce que Lord Palmerston suivit cet exemple envers l'Autriche (4). Palmerston ne le cédait à personne pour la brusquerie diplomatique. Au commencement du mois d'août, il avait demandé à l'infortuné Ponsonby de faire des investigations sur les atrocités qu'on prétendait avoir été commises par Haynau en Hongrie (5).

(1) Palmerston à Ponsonby, 1^{er} août 1849. *Ibid.*, n° 255. Sproxton, *op. cit.*, p. 107.

(2) Palmerston à Ponsonby, 28 août 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIV.

(3) Palmerston à Ponsonby, 31 août 1849. *Ibid.*, vol. CCCLXIV.

(4) Schwarzenberg à Colloredo, 26 septembre 1849. *Correspondence (Hungary)*, n° 326. *Friedjung, Oesterreich von 1848-1860*, t. II, pt. I, p. 136, cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 109.

(5) Palmerston à Ponsonby, 2 août 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. DCXXXIV.

Ponsonby nia quelque peu dédaigneusement ces accusations (1). Palmerston, mal convaincu, le chargea sévèrement de s'enquérir exactement sur les mesures répressives qu'avait prises Haynau (2). Entre temps, tandis que la cause hongroise devenait désespérée, le public anglais se laissait aller à une sorte de frénésie pro-magyare. Des mémoires envoyés de presque toutes les villes importantes du Royaume-Uni arrivèrent en masse au Foreign Office. Quelques-uns de ces mémoires n'étaient rien moins que flatteurs pour le Gouvernement autrichien. Palmerston ordonna à ses secrétaires d'en faire des paquets soigneusement ficelés et de les envoyer à Vienne où ils durent, sans doute, accroître l'embarras de Ponsonby et le mécontentement de Schwarzenberg (3). Mais Palmerston réservait ses invectives les plus libres dans une lettre confidentielle à Ponsonby. « Les Autrichiens », écrivait-il à ce digne homme, sont « vraiment les plus grandes brutes qui se sont jamais appelées par le nom immérité d'hommes civilisés. Leurs atrocités « en Galicie, en Italie, en Hongrie, en Transylvanie, ne peuvent « être comparées qu'aux procédés de la race nègre en Afrique « et à Haïti... Quant à toucher leurs sentiments de générosité et d'hommes d'honneur, cela est hors de question, car « ces sentiments n'existent pas dans une classe de bureaucrates « formés à l'école de Metternich. Quant aux hommes dont les « sentiments n'ont pu être anéantis par la Cour et l'autorité « des places, ils ont été soigneusement exclus des affaires publiques, et ils ne peuvent que rougir en silence à la honte que « de telles choses jettent sur la nation. Mais j'espère que vous « n'oublierez jamais quel pays et quel gouvernement vous représentez, et que vous maintiendrez la dignité et l'honneur « de l'Angleterre en exprimant *ouvertement* et d'une manière « *décisive* le dégoût qu'une telle conduite provoque dans l'esprit « du public dans ce pays, et que vous ne permettrez pas aux

(1) Ponsonby à Palmerston, 7 septembre 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIX. Palmerston à Ponsonby, 5 octobre 1849. *Ibid.*, vol. CCCLXIV.

(2) Palmerston à Ponsonby, 22 septembre 1849. *Ibid.*, vol. CCCLXIV.

(3) Le 4 septembre, il envoya un paquet contenant des pétitions de Wiltshire, Sheffield, Manchester, Edinburgh, Southampton, Exeter, Tooting, Winchester, Nottingham, Paisley et Hammersmith, et le 29 septembre un autre contenant en plus de quelques-unes des pétitions des villes mentionnées ci-dessus, d'autres venant de Halifax, Portsmouth, Birmingham, Falkirk, Bristol, Norwich et Taunton. Palmerston à Ponsonby, 4 septembre 1849, 29 septembre 1849. *Archives du Foreign Office, Austria*, vol. CCCLXIV.

« Autrichiens d'imaginer que l'opinion publique de l'Angle-
 « terre se trouve exprimée dans les articles mis dans le *Times*
 « par les agents autrichiens à Londres, ni par l'appui, acheté,
 « du *Chronicle*, ni par le langage servile des lords et des ladies
 « tories à Londres, non plus que par les notions élégantes des
 « ducs et duchesses royaux. Je n'ai pas une grande opinion des
 « qualités d'homme d'Etat de Schwarzenberg, à moins qu'il
 « n'ait beaucoup changé depuis que je l'ai connu ; au moins,
 « il a vécu en Angleterre, et il doit être plus ou moins au cou-
 « rant des sentiments et des idées anglaises et il doit se rendre
 « compte du tort que, dans l'opinion publique de ce pays, doit
 « faire à l'Autriche toutes ces barbaries. Je pense que, malgré
 « sa grande confiance et affection pour la Russie, il doit com-
 « prendre que la bonne opinion de l'Angleterre a une certaine
 « valeur pour l'Autriche ; à défaut d'autre chose, elle peut aider
 « à réfréner le mauvais vouloir envers l'Autriche, qu'il suppose
 « ou qu'il affecte de supposer être le grand motif du boute-feu
 « révolutionnaire qui préside en ce moment au Foreign Office
 « à Downing Street...

« Ceux qui gouvernent l'Autriche (je ne les appelle ni hommes
 « d'Etat, ni femmes d'Etat) ont maintenant amené leur pays
 « à cette remarquable condition que l'Empereur ne conserve
 « ses divers territoires que grâce au bon vouloir et au plaisir
 « de trois puissances étrangères. Il tiendra l'Italie aussi longtemps
 « et pas plus longtemps que la France le lui permettra. La pre-
 « mière querelle entre l'Autriche et la France chassera les Au-
 « trichiens de la Lombardie et de Venise. Il gardera la Galice
 « aussi longtemps et pas plus longtemps que la Russie le lui
 « permettra. A la première querelle avec la Russie, ces contrées
 « se détacheront de la Couronne autrichienne. Il tient ses pro-
 « vines allemandes par un lien qui dépend en grande partie
 « des sentiments et de l'opinion qu'il lui sera difficile à lui et
 « à ses ministres de combiner ou de résister.

« Le remède contre ces dangers qui minent rapidement l'Em-
 « pire d'Autriche serait une conciliation généreuse, mais au lieu
 « de cela, le Gouvernement autrichien ne connaît d'autre mé-
 « thode d'administration que celle qui consiste en coups de
 « verges, en emprisonnements et en fusillades. Les Autrichiens
 « ne connaissent d'autres arguments que la force (1). »

(1) Palmerston à Ponsonby, 9 septembre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 139-141.

Peu de temps après cette décharge de colère, les événements prirent une tournure qui permit au Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre de donner à sa rage une issue plus pratique. Tandis que les armées des deux Empereurs se refermaient sur les forces magyares, une bande de réfugiés traversa la frontière turque. Le 14 août, soixante-seize Hongrois arrivèrent à Constantinople. Quoique le Gouvernement turc eût pris la précaution de les disperser dans des endroits où ils n'attireraient pas l'attention, leur présence fut connue et leur extradition fut réclamée par l'envoyé russe et l'Internonce autrichien. Après Világos, le gros des réfugiés, environ cinq mille en tout, parmi lesquels se trouvaient Kossuth et cinq autres membres du Gouvernement hongrois, ainsi qu'un certain nombre de Polonais qui s'étaient battus dans la guerre d'indépendance pour la Hongrie; entre autres Dembinski, Bem et le Comte Zamoyski, arrivèrent à Widdin, où ils furent internés par le Gouvernement turc. L'assemblée de Widdin représentait non seulement la fleur de la Révolution hongroise, mais aussi celle de la Révolution polonaise. Les Gouvernements autrichien et russe n'avaient pas l'intention de laisser échapper leur proie. Les Russes étaient même encore plus décidés, sur ce point, que les Autrichiens. « Les Russes », écrivait Lamoricière, Ambassadeur français à Saint-Petersbourg, à de Tocqueville, « espéraient pour « prix des sacrifices de la campagne, ramener Bem, Dembinski « et les autres Polonais prisonniers en Pologne. Il y a, dans l'armée surtout, une véritable rage contre ces hommes. Le désir « de cette satisfaction d'amour-propre national, quelque peu « sauvage, était exalté chez les soldats et le peuple... Ce n'est « pas ici simplement une question d'amour-propre individuel : « le sentiment national du pays et de l'armée est en jeu (1). »

Le 26 août, les représentants russe et autrichien à Constantinople présentèrent conjointement à la Porte une demande d'extradition immédiate des réfugiés (2).

(1) Lamoricière à de Tocqueville, 11 octobre 1849, 25 octobre 1849. *Souvenirs de de Tocqueville*, pp. 398-9.

(2) Les Gouvernements russe et autrichien basaient leur demande sur l'article XVIII du traité de Belgrade, d'après lequel la Porte était forcée de « punir » tels malfaiteurs et sujets rebelles de l'Autriche, ainsi que les voleurs et les brigands qui chercheraient asile sur le territoire ottoman; et sur l'article II du traité de Koutchouk-Kainardji, d'après lequel la Russie pouvait exiger l'extradition ou l'expulsion de la Turquie d'une certaine classe de réfugiés. Le même

Le 30 août, la Porte refusa d'accéder à la demande austro-russe. Dans cette conduite, le Sultan fut conseillé par Canning et le Général Aupick, l'envoyé français. Canning avait même modifié considérablement la note qui transmettait la décision du Gouvernement ottoman aux représentants autrichien et russe (1). Cette réponse était encore, malgré cela, plus conciliante que ne le désirait Canning.

Le Tsar avait devancé la réponse de la Turquie, et, sans attendre son arrivée, il avait envoyé le Prince Michel Radzivil à Constantinople avec un ultimatum. Un oui ou un non catégorique à la demande d'extradition était exigé. L'évasion d'un des réfugiés pouvait amener la guerre. Radzivil fit même savoir qu'une armée russe de 50.000 hommes était prête à envahir la Turquie (2). Le Sultan hésitait. Canning conseilla un refus hardi et donna l'assurance de l'appui actif de la Grande-Bretagne en cas de guerre (3). Il était loyalement supporté par Aupick. Le Sultan tenta un moyen terme. Aucune réponse définitive ne fut donnée aux Russes et aux Autrichiens à Constantinople, mais un messenger spécial fut envoyé au Tsar avec une lettre autographe du Sultan. Lorsque Sturmer et Titoff apprirent cela (Fuad Effendi, l'émissaire du Sultan avait été envoyé dans le plus grand secret), ils menacèrent de rompre les relations diplomatiques, si la Porte n'accordait pas immédiatement la demande d'extradition. Avant de renvoyer une réponse qui pouvait décider la guerre ou la paix, Aali, le Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, demanda à Canning et à Aupick si la Turquie pouvait compter sur « le concours efficace » de la France

traité donnait à la Porte un droit réciproque que la Russie avait ignoré. Dans la dispute qui suivit la guerre hongroise, les Gouvernements français et britannique considérèrent que la Russie n'ayant pas rempli ses obligations envers le Traité, les clauses qui imposaient à la Turquie les mêmes obligations devenaient nulles et que toutes les réclamations faites par les Gouvernements impériaux devaient être basées sur l'article XVIII du traité de Belgrade. Cet article ne mentionnait ni extradition, ni expulsion, mais simplement « punition ». Ensuite, Canning démontra (et son attitude fut appuyée par les Gouvernements de France et d'Angleterre) que la Nation hongroise en armes ne pouvait pas être classée comme « les sujets rebelles » spécifiés dans le Traité. Voir Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 189-190.

(1) Canning à Palmerston, 3 septembre 1849 (très confidentielle), citée par Sproxton, *op. cit.*, p. 117, d'après les *Archives du Foreign Office*. Voir aussi Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 190-191.

(2) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 191, et Sproxton, *op. cit.*, pp. 117-118.

(3) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 191-2.

et de l'Angleterre. Les deux Ambassadeurs répondirent « que « les deux Gouvernements ne laisseraient pas la Porte sans « appui (1) ». Canning fit même comprendre qu'en cédant, le Gouvernement turc se querellerait avec la France et l'Angleterre (2). Le Sultan demeura ferme. Le 17 septembre, Stürmer et Titoff, les représentants des deux Empereurs, suspendirent les relations diplomatiques, et le Prince Radzivil s'embarqua après avoir refusé une audience d'adieu au Sultan (3).

Le même jour, Canning écrivait à Palmerston : « Si j'avais « suspendu mon appui pour un instant, la Porte, je n'en doute « point, aurait cédé, et sur toute autre question, sauf celle com- « portant des considérations d'humanité et d'honneur, j'eusse « peut-être été tenté de conseiller une voie moins dangereuse, « en dépit de la raison et du droit. Tout bien considéré, j'ai « compris qu'il n'y avait pas d'alternative qui puisse être adoptée « sans perdre de crédit et de caractère. Sans parler des hommes « infortunés et hautement distingués qui attendent leur sort « à Widdin, Zamoyski entre autres (4). Le déshonneur aurait « été pour nous, car tout le monde sait que Reshid, lui-même, « avec tout son esprit et son humanité, ne pourrait faire face « au torrent sans nous... Je suis certain que vous comprendrez « l'importance de venir en aide aussi vite que possible (5)... »

Palmerston reçut les dépêches de Canning en septembre ; il décida immédiatement de ratifier tout ce qu'avait fait son envoyé à Constantinople et d'appuyer la Porte jusqu'à la guerre, si c'était nécessaire. Il ne s'agissait plus, maintenant, d'une Hongrie indépendante qui aurait affaibli l'alliée naturelle de la Grande-Bretagne contre l'avance russe dans les Balkans. Il n'était pas non plus simplement question de la « tête de « Kossuth ». L'indépendance de la Turquie et l'équilibre des Puissances dans le sud de l'Europe étaient en jeu. Palmerston

(1) Canning à Palmerston, 16 septembre 1849, *Correspondence respecting Refugees from Hungary within the Turkish Dominions* (1851), n° 11. Cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 120.

(2) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 191-3.

(3) Canning à Palmerston, 16 septembre 1849. 17 septembre 1849. *Correspondence* (Réfugiés), n° 12 et 13. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 191 et suivantes. Bapst : *L'Empereur Nicolas I^{er} et la Deuxième République française*, p. 87 et suivantes. Sproxton, *op. cit.*, pp. 120-121.

(4) Le Comte Ladislaus Zamoyski était un Polonais naturalisé Français.

(5) Canning à Palmerston, 17 septembre 1849. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 191-2.

et Canning (1) pensaient tous deux que le Tsar contemplait par delà Widdin les minarets de Sainte-Sophie, et Palmerston écrivait à Russell : « Il me semble qu'à moins que nous décidions « d'abandonner tout désir de maintenir la Turquie, et que nous « soyons préparés à la laisser tomber au pouvoir de la Russie, « nous devons inviter la France à se joindre à nous pour appuyer « le Sultan dans l'honorable décision qu'il a prise. Je ne doute « pas que si l'Angleterre et la France prennent une attitude « ferme dans cette affaire, l'Autriche et la Russie acquiesceront « et s'abstiendront d'employer la violence. Si la France entre « dans nos vues, la voie que je recommanderai serait une éner- « gique représentation par les deux Gouvernements à Péters- « bourg et à Vienne, en ayant soin de démontrer à la Russie « et à l'Autriche l'injustice d'essayer de forcer le Sultan de céder « sur une question que, comme souverain indépendant, il a « parfaitement le droit de refuser d'écouter. Et pour se pré- « server des accidents et donner du poids à nos représentations, « je proposerai que les escadres anglaises et françaises soient « dirigées dans les Dardanelles avec l'ordre d'aller à Constan- « tinople si le Sultan le leur demandait, pour l'aider à défendre « sa capitale d'une menace ou d'une attaque réelle, ou pour « lui prêter l'appui moral que leur présence dans le Bosphore « lui donnerait (2). »

Drouyn de Lhuys, à qui le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre expliqua ses vues, comprit que Palmerston avait un autre objet en vue. Après son entrevue avec Palmerston, Drouyn de Lhuys écrivait à de Tocqueville : « L'impression « que m'a laissée cette conversation est celle-ci : Palmerston « désire en cette occasion donner à sa diplomatie une attitude « libérale et fière, qui la mette en rapport avec cette partie « de l'opinion publique en Angleterre qu'il cherche particu- « lièrement à se concilier. Il veut pouvoir produire devant le « Parlement des dépêches qui ne démentiront point le langage « qu'il a tenu dans d'autres circonstances semblables. Mais « je ne pense pas, ainsi que j'avais l'honneur de vous le dire

(1) Pour avoir une idée complète des vues de Canning, voir l'extrait de sa dépêche à Palmerston du 3 septembre, citée par Sproxton, *op. cit.*, pp. 115-116. d'après les *Archives du Foreign Office*.

(2) Palmerston à Russell, 28 septembre 1849. Walpole : *Russell*, vol. II, pp. 54-55.

« dans ma dépêche du 11 de ce mois, que ce Ministre soit résolu à courir de sérieuses aventures pour une cause de ce genre ; « si, lorsque nous serons arrivés au bout des voies diplomatiques, nous voulons passer des paroles à l'action, nous nous trouverons seuls sur la brèche (1). »

Palmerston dévoilait un autre côté de sa politique dans une lettre à Normanby, où il expliquait la ligne d'action qu'il avait l'intention de proposer au Cabinet. Selon lui, la demande des deux Ministres impériaux était simplement une tentative pour brutaliser, qui serait désavouée et rétractée par leurs Gouvernements au cas où elle échouerait. Le seul moyen pour amener ce résultat était de donner au Sultan un appui cordial et ferme et de montrer à la Russie et à l'Autriche que les Turcs avaient des amis prêts à les soutenir et à les défendre en cas de besoin. Palmerston était convaincu que, dans l'état actuel des affaires en Allemagne, en Pologne, dans le nord de l'Italie et en Hongrie, les Gouvernements russe et autrichien ne risqueraient pas une rupture avec l'Angleterre et la France sur la question de réfugiés (2).

Quelques jours plus tard, le Cabinet tint conseil et approuva à l'unanimité le plan d'action suggéré par Palmerston (3). Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre écrivit à Normanby pour lui faire part de la décision qu'avait prise le Cabinet de soutenir le Sultan par tous les moyens possibles. A cette fin, il fallait chercher la coopération de la France. Palmerston proposait que les deux Gouvernements fissent une représentation amicale à Vienne et à Pétersbourg, exprimant l'espoir que les deux Empereurs ne presseraient pas le Sultan de faire ce que son honneur et les lois de l'hospitalité lui défendaient ; en même temps, deux escadres se rendraient dans les Dardanelles avec l'ordre d'aller à Constantinople si le Sultan le désirait. Cette décision entraînerait une détermination d'aller encore plus loin si les circonstances le demandaient. Palmerston espérait

(1) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 29 septembre 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXIV, pp. 295-300.

(2) Palmerston à Normanby, 29 septembre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 142-143.

(3) Russell, à Minto, 28 septembre 1849. Walpole, *Russell*, vol. II, p. 55. Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 2 octobre 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXV, pp. 5-8.

que la France prêterait son entière assistance à ce plan d'action (1).

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre fut, à certains égards, encore plus explicite avec Drouyn de Lhuys. « L'Angleterre », déclara-t-il à l'Ambassadeur français, « ne peut, dans les circonstances actuelles, abandonner cette dernière puissance (la Turquie) sans abdiquer son rôle politique dans le monde, et..., par conséquent, nous, sommes résolus à soutenir le Sultan ». « Le soutenir par l'emploi de la force, et, au besoin, en faisant la guerre ? », demanda Drouyn de Lhuys. « Oui », répondit Palmerston, « nous sommes prêts à accepter toutes les conséquences d'une telle résolution ». Mais il ajouta : « Je suis persuadé que si l'Autriche voit la France et l'Angleterre fermement résolues, les choses n'iront pas plus loin (2). »

Cette dernière phrase est significative. Elle explique le grand désir de Palmerston d'une entente étroite avec la France sur cette question des réfugiés (3). Si la France et l'Angleterre présentaient un front solide, la Russie et l'Autriche seraient intimidées (4). Si l'Angleterre était obligée d'agir seule, le résultat pouvait être différent, et l'Angleterre pourrait être alors entraînée dans une guerre contre les deux Empires. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre ne voulait pas la guerre, et même avec l'appui assuré de la France (comme il semblait le supposer) il manœuvra prudemment. Quoiqu'il fût un adepte de la fanfaronnade diplomatique, Palmerston savait très bien se mouvoir avec circonspection là où il y avait un réel danger. En communiquant à Canning la décision qu'avait prise le Cabinet d'appuyer les Turcs, il lui écrivait : « Je pense... qu'il serait préférable de conseiller à la Porte de ne *pas* appeler les escadres dans les Dardanelles sans une réelle nécessité. La Russie

(1) Palmerston à Normanby, 2 octobre 1849, Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 148-150. Le même jour, Palmerston communiqua la décision du Cabinet à Drouyn de Lhuys. Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 2 octobre 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXV, pp. 5-8.

(2) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 2 octobre 1849. *Ibid.*

(3) Drouyn de Lhuys écrivait : « Il m'a... engagé de vous rendre compte de ses résolutions en m'exprimant à plusieurs reprises l'espérance que la France et la Grande-Bretagne marcheront du même pas dans cette affaire. Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 2 octobre, 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXV, pp. 5-8.

(4) Palmerston à Normanby, 29 septembre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 149-151.

« pourrait dans la suite tirer un mauvais parti de cet exemple, « et ce serait une menace trop ouverte... Dans cette affaire, « nous essayons d'attraper deux gros poissons, et nous devons « dévider la bobine avec douceur et dextérité, afin de ne pas « casser le fil. Le Gouvernement a résolu d'appuyer le Sultan, « mais nous devons pouvoir montrer au Parlement que nous « avons employé toute la civilité et la patience possibles, et que « si des hostilités s'ensuivent elles n'auront pas été amenées « par notre faute ou notre erreur... Je désire que vous fassiez « bien comprendre aux Turcs que cette communication est « confidentielle, qu'elle a pour but de les rassurer, mais ils ne « doivent pas crâner avec cela, ni la rendre publique jusqu'à « ce qu'elle leur soit communiquée officiellement (1). »

Le 6 octobre, des instructions officielles furent envoyées à Canning, Ponsonby et Bloomfield pour leur faire part de la décision du Gouvernement britannique, et Sir William Parker reçut l'ordre de se rendre dans les Dardanelles avec sa flotte et d'entrer dans la mer Noire si c'était nécessaire, mais il devait éviter « toute opération offensive contre la flotte et le territoire russe (2) ».

Dans une lettre privée écrite à la même date à Bloomfield, Palmerston exprimait de nouveau son désir d'agir avec une extrême prudence. « Nous avons », écrivait-il, « cherché à rédiger notre dépêche, concernant les Polonais, d'une manière « aussi courtoise que possible, afin de ne pas donner au Gouvernement russe un prétexte pour dire qu'ils ont été menacés « et qu'ils ne peuvent céder conséquemment sans déshonneur. « Dans mes conversations avec Brunow et Collaredo, je me suis « soigneusement abstenu de dire quoi que ce soit sur l'ordre « donné à notre escadre de se rendre dans les Dardanelles ou « sur ce que nous ferions si l'Empereur persistait dans sa demande et prenait des mesures hostiles contre la Turquie pour « se faire obéir. Mais nous avons pris la résolution de supporter « la Turquie « matériellement » aussi bien que moralement.

(1) Palmerston à Canning, 2 octobre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 150-3. Lane Poole, *op. cit.*, t. II, pp. 197-198.

(2) Quatre dépêches. Palmerston à Canning, Bloomfield, Ponsonby et à l'Amirauté, 6 octobre 1849. *Correspondence (Refugees)*, n° 18, 19, 20 et 22. Voir aussi Phillimore, *Life of Sir William Parker*, t. III, pp. 564-5, cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 125-6.

« J'ai espoir, cependant, que le bon sens du Gouvernement russe nous épargnera la tâche peu agréable qui nous incomberait... Nous espérons et nous croyons qu'une guerre n'éclatera pas... mais s'ils vous tiennent un langage impérieux et parlent librement de la guerre, rappelez-vous que nous sommes décidés d'appuyer la Turquie par les armes, aussi bien que par la plume. Mais gardez cela pour vous, à moins que vous ne soyez forcé d'y faire allusion (1). »

L'attitude prise par le Gouvernement britannique causait de la consternation à Paris. Le 1^{er} octobre, de Tocqueville écrivait à Drouyn de Lhuys : « La conduite que va tenir l'Angleterre, plus intéressée que nous dans cette affaire et moins exposée dans le conflit qui en peut sortir, doit avoir une grande influence sur la nôtre. Il faut que le Cabinet anglais dise clairement et catégoriquement jusqu'où il entend aller... Si l'on veut de nous, qu'on mette les points sur les i. Il est possible qu'alors on nous trouve très résolu ; sinon, non (2). »

Quelques jours après, la dépêche de Drouyn de Lhuys du 2 octobre (3) et une conversation avec Normanby lui donnaient toutes les informations qu'il désirait sur la politique du Gouvernement britannique. Il écrit dans ses *Souvenirs* : « La nouvelle de ces résolutions décisives me jeta dans une grande perplexité, je n'hésitais pas à penser qu'il fallait approuver la conduite généreuse qu'avait tenue notre Ambassadeur en venant en aide au Sultan, mais quant à l'attitude belliqueuse, je ne pensais pas qu'il fût... sage de la prendre (4). »

L'opposition de Tocqueville se heurta à Louis-Napoléon et à la majorité du Cabinet français. Tout ce qu'il put faire fut que l'on consultât M. de Falloux (qui était malade à la campagne). Mais Falloux était du même avis que le Président, et il conseilla d'envoyer une escadre dans les Détroits. De Tocqueville dut céder, et l'ordre fut donné à la flotte de joindre l'escadre de Parker près des Dardanelles (5).

(1) Palmerston à Bloomfield, 6 octobre 1849, cité par Sproxtton, *op. cit.*, pp. 126-7, d'après les « Bloomfield Papers » dans les *Archives du Foreign Office*.

(2) De Tocqueville à Drouyn de Lhuys, 1^{er} octobre 1849; de Tocqueville : *Souvenirs*, pp. 400-1.

(3) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 2 octobre 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXV, pp. 5-8.

(4) De Tocqueville : *Souvenirs*, p. 402.

(5) De Tocqueville, *op. cit.*, p. 403. Bapst, *op. cit.*, pp. 91-93. Marcel : *Essai*

Cependant, de Tocqueville recommanda aux Ambassadeurs français à Saint-Petersbourg et à Vienne d'agir avec prudence : « Engagez l'affaire très doucement, écrivait-il ; gardez de « mettre contre vous l'amour-propre de vos adversaires ; évitez « une trop grande intimité avec les Ambassadeurs anglais, dont « le Gouvernement est abhorré dans les Cours où vous êtes, tout « en conservant pourtant avec ces Ambassadeurs de bons rap- « ports. Pour arriver au succès, prenez le ton de l'amitié et ne « cherchez pas à faire peur. Montrez notre situation au vrai ; « nous ne voulons pas la guerre, mais nous ne pouvons nous « déshonorer. Nous ne pouvons conseiller à la Porte, qui nous « demande notre avis, de faire une lâcheté, et lorsque le courage « qu'elle a montré et que nous avons approuvé lui attirera des « périls, nous ne pouvons non plus lui refuser une aide qu'elle « réclame (1). »

Les diverses lettres et dépêches de Palmerston annonçant l'intention de l'Angleterre d'appuyer la Porte parvinrent à Canning le 18 et le 26 octobre, plus d'un mois après que Stürmer et Titoff eussent suspendu les relations diplomatiques avec la Turquie, et que le Prince Radziwil s'en fut allé, furieux, de Constantinople. A la fin du mois d'octobre, les flottes britannique et française jetaient l'ancre dans la baie de Besika (2).

Entre temps, Fuad Effendi, qui était arrivé le 5 octobre à Saint-Petersbourg, avait eu une entrevue avec le Tsar (le 16 octobre) ; le lendemain, Nesselrode informait l'Envoyé turc que la demande d'extradition était abandonnée et que les relations diplomatiques entre les deux puissances allaient être rétablies aussitôt que possible (3). L'Autriche ne pouvait que suivre l'exemple de la Russie. Le 23 octobre, Palmerston écrivait à Normanby que « le Gouvernement autrichien avait déclaré distinctement qu'il n'avait pas l'intention d'insister sur l'extradition des réfugiés hongrois (4) ». Le 7 novembre, Canning

politique, pp. 500-1. Sproxton, *op. cit.*, pp. 130-131, et Normanby à Palmerston, 11 octobre 1849 (Confidentielle). *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXLVII.

(1) De Tocqueville à Lamoricière et Beaumont, 5 et 9 octobre 1849 ; de Tocqueville, *op. cit.*, pp. 405-6.

(2) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 199.

(3) Bloomfield à Palmerston, 16 octobre 1849. *Correspondence* (Refugees), n° 44. Bapst, *op. cit.*, p. 107, cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 133.

(4) Palmerston à Normanby, 23 octobre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 155-7.

écrivit à Palmerston que les Gouvernements russe et autrichien avaient retiré leurs demandes, « par déférence (disait Titoff) à l'expression du sentiment public en Angleterre (1) ». Palmerston était triomphant. « Tout a bien tourné », écrivait-il à Canning. « Nous avons persuadé la France à nous « suivre après beaucoup de divisions et de différence d'opinions dans le Cabinet et le public français. Nous avons forcé « un autocrate impérieux d'abandonner ses prétentions arrogantes ; nous avons obligé l'Autriche à renoncer à une nouvelle occasion de lamper son bol de sang ; et nous avons empêché la Turquie d'être humiliée jusqu'à la prostration absolue. Tout ceci sera vu et senti en Europe. Nous ne devons « jamais perdre de vue ce qui vient d'arriver, et la Turquie « devra s'en souvenir avec reconnaissance ; mais de tout ceci « nous ne devons pas nous vanter, au contraire, nous devons « laisser nos Empereurs déconcertés, passer aussi tranquillement et déceimment que possible le pont par lequel ils vont « battre en retraite (2). »

Les vantardises de Palmerston étaient un peu prématurées. La principale bataille était gagnée, mais ni Schwarzenberg, ni Nesselrode et son maître impérial n'avaient l'intention de laisser le champ entièrement libre au Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Musurus, le Ministre turc à Vienne, fit le jeu de Schwarzenberg en promettant (sur sa propre responsabilité) que la Porte internerait et surveillerait les principaux réfugiés autrichiens (3), « après une entente préalable « avec le Cabinet de Vienne (4) ». Schwarzenberg demanda qu'on les surveillât pendant douze années ; plus tard, il réduisit ce terme à cinq ans (5).

Le Tsar, de son côté, demanda l'expulsion des réfugiés de la Turquie, et que l'on envoyât en Asie-Mineure ceux qui s'étaient convertis à l'Islamisme, et que la Porte s'arrangeât avec les Gouvernements étrangers (spécialement l'Angleterre et la France) pour que les sujets naturalisés, appartenant auparavant à la

(1) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 199.

(2) Palmerston à Canning, 28 octobre 1849. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, p. 202.

(3) La plus grande partie des réfugiés, environ 3.500, avait accepté l'amnistie autrichienne et était retournée en Autriche.

(4) Sproxton, *op. cit.*, p. 134.

(5) Lane Poole, *op. cit.*, pp. 203-5.

nationalité russe, fussent traités en Turquie, suivant leur nationalité d'origine (1). Palmerston acquiesça à la première des deux demandes russes (2), la seconde, évidemment impraticable, fut bientôt abandonnée (3).

Les demandes autrichiennes apparaissaient inadmissibles au Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. « Les exigences « de l'Autriche, en ce qui concerne les réfugiés hongrois, sont « absurdes »; écrivait-il à Ponsonby, « et tout à fait incompatibles avec les égards dus à la dignité et l'indépendance du « Sultan. Il est aussi incompatible avec la dignité d'un souverain indépendant de se faire le geôlier des rebelles politiques « de ses voisins qu'il le serait pour lui de se faire le pourvoyeur « du bourreau de son voisin (4). » Il écrivit une lettre identique à Canning (5). Ce dernier fut naturellement tout à fait de l'avis de Palmerston (6). L'infortuné Ponsonby, ayant émis l'opinion qu'il ne voyait rien de répréhensible dans la demande de l'Autriche, s'attira une de ces lettres qui, suivant ses propres paroles, « ne pouvait être supportée par aucun homme (7) ».

Palmerston maintint obstinément son attitude, et finalement l'Autriche fut obligée de céder. Les relations diplomatiques entre l'Autriche et la Turquie furent rétablies en avril 1850 (8). Mais ce fut seulement en septembre 1851 que les principaux réfugiés purent quitter la Turquie (9).

(1) Palmerston à Canning, 7 novembre 1849. Ashley, *op. cit.*, pp. 158-161.

(2) *Ibid.*

(3) La Russie renoua les relations diplomatiques avec la Turquie en décembre 1849.

(4) Palmerston à Ponsonby, 30 novembre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 169-171.

(5) Palmerston à Canning, 30 novembre 1849. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 203-205.

(6) Canning à Palmerston, 3 novembre 1849, cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 135, d'après les *Archives du Foreign Office*.

(7) Palmerston écrivait à Ponsonby : « ...J'apprends de plusieurs sources que vous combattez au lieu de servir la politique de votre Gouvernement, et que vous déclarez ouvertement que vous désapprouvez notre action. Un diplomate ne devrait jamais tenir de tels propos aussi longtemps qu'il est à son poste. Il est ridicule de dire que nous sommes hostiles à l'Autriche, parce que nous désapprouvons la politique de Metternich ou les cruautés de l'administration Manning, qui gouverne maintenant l'Autriche. Vous pourriez dire tout aussi bien qu'un homme est l'ennemi de son ami parce qu'il lui fait remarquer les fautes et les erreurs qui lui font perdre l'estime des hommes dont il vaut la peine d'être considéré ». Palmerston à Ponsonby, 27 novembre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 167-169.

(8) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 203-5.

(9) Pour les dernières phrases de la question, des réfugiés, durant lesquelles

Entre temps, Palmerston et Schwarzenberg s'étaient engagés dans une nouvelle dispute. Vers la fin d'octobre, le Vice-Amiral Parker, obéissant aux ordres de l'Amirauté, avait amené son escadre dans la baie de Besika. Le 1^{er} novembre, il quitta Besika et pénétra dans les forts extérieurs des Dardanelles où il demeura jusqu'au 16 novembre. Selon Parker, Palmerston et Canning, le seul motif qui engagea Parker à entrer dans les Détroits fut de s'assurer un ancrage sûr, qui était incertain dans la baie de Besika, à cause des tempêtes de l'automne (1). Les Français, cependant, réussirent à voguer autour et dans la baie, sans grande difficulté.

L'action de Parker était une violation de l'esprit, sinon de la lettre du traité de 1841, dont le but avait été de fermer le Détroit aux navires de guerre de toutes les puissances étrangères.

Palmerston, lui-même, avait contribué puissamment à imposer ce traité qu'il regardait comme un des plus grands triomphes de sa diplomatie. Il révélait l'alpha et l'omega de sa politique en Orient : l'indépendance de la Turquie. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre comprit vite le danger de l'Angleterre donnant l'exemple de la violation de ce traité. Et, quoiqu'il discutât les points légaux de l'affaire avec Schwarzenberg (2), il était tout à fait déconcerté par l'insolite bénignité du Gouvernement russe. Nesselrode s'était montré entièrement satisfait des explications du Gouvernement britannique (3). Palmerston divulgua bien son inquiétude dans une lettre à Canning : « Ne laissez pas Parker jeter l'ancre ou entrer de nouveau dans les forts extérieurs des Dardanelles, » écrivait-il, cela fait très mauvais effet ; il est difficile d'expliquer que cela n'est pas entrer dans les Détroits des Dardanelles et que, par conséquent, ce n'est pas une violation du traité de juillet 1841. Nesselrode semble avoir pris la chose tranquillement, et ce n'est pas étonnant, car rogner à notre traité des Dardanelles est juste ce que les Russes voudraient

Palmerston pressait la Porte de hâter la libération de Kossuth et ses compagnons, voir : Further, *Correspondence respecting Refugees from Hungary*, 1852.

(1) Voir Sproxton, *op. cit.*, pp. 136-7.

(2) Roller à Palmerston, 4 décembre 1849. Palmerston à Ponsonby, 1^{er} janvier 1850. *Correspondence (Refugees)*, n^{os} 87 et 103.

(3) Brunnow à Palmerston, 2 janvier 1850. *Ibid.*, n^o 109, cité par Sproxton, *op. cit.*, p. 141.

« nous voir établir comme un précédent, et ils ne seraient pas
« longs à suivre notre exemple... Si Parker est poussé par la
« tempête hors de la baie de Besika, qu'il aille à Enos ou Paros,
« ou ailleurs, là où il pourra trouver un abri, peu importe la dis-
« tance, car quel que soit l'endroit où il ira, il pourra toujours
« revenir à temps, et une attaque contre la Turquie par une flotte
« ou une armée russe est en ce moment hors de question (1). »

À la fin de l'année 1850, la dispute sur les réfugiés était réglée et à la surface les animosités qui, en 1849, avaient presque déclenché une guerre, s'étaient calmées. Les relations austro-britanniques n'étaient pas plus mauvaises qu'elles ne l'avaient été auparavant. La Russie et la Grande-Bretagne coopéraient, maintenant, au règlement de la dispute du Schleswig-Holstein. Mais le souvenir de la défaite rongait encore l'esprit du Tsar, lorsque, quatre ans plus tard, il laissa la Russie s'engager dans une guerre contre les deux puissances qui avaient fait échouer ses desseins dans l'affaire des réfugiés.

Palmerston avait, lui aussi, un certain pressentiment de la guerre de Crimée. La question de la distribution des églises chrétiennes en Asie-Mineure et de la possession des Lieux Saints avaient déjà été discutées avant la chute de Palmerston en 1851. Il perçut le danger et déclara à Walewski : « le jeu ne vaut pas la chandelle (2) ». Cela ne l'empêcha pas, toutefois, de conseiller fortement aux Turcs de fortifier partout leur appareil militaire et de surveiller soigneusement les fortifications de l'empire britannique (3).

(1) Palmerston à Canning, 22 novembre 1849. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 165-7.

(2) Palmerston à Normanby, 25 décembre 1851. *Ibid.*, pp. 274-8.

(3) Palmerston à Canning, 24 septembre 1850. *Ibid.*, pp. 232-7.

CHAPITRE X

La Question du Schleswig-Holstein

John Russell, faisant un jour allusion à la question du Schleswig-Holstein, disait : « ...rien de plus compliqué et de plus embarrassant que cette affaire, si on l'examine en détail (1) ».

Lorsque Frédéric VII, dernier descendant mâle, en ligne directe, de Christian I^{er}, monta sur le trône, au commencement de 1848, alors que la Révolution européenne venait d'éclater, le problème des Duchés se trouva définitivement lié avec la question de l'unité allemande. Ainsi, nous pouvons donc prendre 1848 comme l'année dans laquelle l'affaire du Schleswig-Holstein entra dans sa dernière phase. Elle devait se terminer (plus tard) par la rupture de la convention de Gastein, et être définitivement réglée par le plébiscite de 1920, d'après la stipulation du Traité de Versailles.

L'union des Duchés avec le Danemark avait eu lieu en 1460, les états de Schleswig-Holstein ayant alors élevé Christian I^{er} de Danemark au Trône ducal.

En 1660, Frédérick III promulgua la Lex Regia du 15 novembre, établissant la succession danoise dans la ligne mâle ou femelle. L'Edit royal ne s'appliquait pas, cependant, aux Duchés où la loi Salique, c'est-à-dire la succession mâle dans la ligne de Christian I^{er}, fut maintenue (2). L'union entre les Duchés et le Danemark semble avoir causé très peu de friction entre les deux pays jusqu'au XIX^e siècle, lorsqu'un éveil de conscience nationaliste excita des antipathies mutuelles. En 1815, le Roi de Danemark permit que le Holstein entra dans la Confé-

(1) Dépêche circulaire, 28 décembre 1863, citée dans *Cambridge History of British Foreign Policy*, vol. II, p. 522.

(2) Voir l'article de Max Muller sur la « Succession Question » dans *Nineteenth Century*, mai 1897.

dération Germanique. Dès ce moment, le sentiment national des Allemands, en Holstein et une partie du Schleswig, commença à se développer, quoique ce ne fût qu'en 1830 qu'une demande pour la séparation d'avec le Danemark prit une certaine importance. Après 1830, le mouvement séparatiste, qui avait son centre à l'Université de Kiel, attira l'attention du Gouvernement danois, et l'on jugea qu'il était nécessaire de s'assurer les Duchés par une union plus étroite avec le Danemark (1). L'inquiétude grandissante que l'on ressentait à Copenhague avait son contre-coup dans les Duchés, où se développait l'agitation pour l'incorporation à l'Allemagne. Ce fut dans ce dernier pays que les gens des Duchés cherchèrent une aide contre les empiétements du Roi de Danemark (2).

Le manque de descendance mâle dans la famille royale de Danemark devait bientôt donner à la question une importance primordiale. Christian VIII était monté sur le trône en 1839, à un âge avancé. L'héritier, fils unique de Christian, n'avait pas d'enfant. D'après les lois de succession existantes, la *Lex Regia* de 1660, à la mort du successeur de Christian, le lien entre le Danemark et les Duchés serait naturellement rompu, et la succession à la couronne ducale des Duchés irait au Duc Christian August de Schleswig-Holstein, le descendant mâle le plus direct de Christian I^{er} (3).

Dès 1846, la succession des Duchés avait éveillé un intérêt considérable en Allemagne. L'affaire avait été discutée dans presque toutes les chambres des Etats constitutionnels, et des résolutions avaient été votées, engageant la Diète à intervenir pour protéger la nationalité allemande et pour établir les droits du Duc de Augustenbourg à la couronne des Duchés, à l'expiration de la lignée mâle de Christian I^{er} (4). Les craintes des Allemands parurent justifiées lorsque le 8 juillet 1846, Christian VIII publia une lettre ouverte dans laquelle il déclarait que le droit de succession dans les Duchés était identique à celui du royaume (5). Les Ducs d'Augustenbourg et Glücksbourg, le Grand

(1) *Denmark and Germany since 1815*, par Gosch, p. 89.

(2) Gosch, *op. cit.*, pp. 84-5.

(3) La lignée Oldenbourg venait par droit légal après les Augustenbourg.

(4) Ward, *Experiences of a Diplomatist*, pp. 55-6.

(5) Pour le texte de la lettre, voir Gosch, *op. cit.*, p. 414. Metternich commentant la lettre de Christian écrivait : « Il est clair, maintenant que la mesure annon-

Duc d'Oldenbourg et les Etats de Holstein firent appel à la Confédération Germanique. Mais quoique le Roi Christian fit quelques réserves, il ne retira pas sa lettre (1).

Au mois d'août, M. Ward, consul général d'Angleterre à Leipzig, prévoyant que la question des Duchés allait bientôt devenir très critique, transmit à Palmerston un mémoire résumant la question et concluant en faveur des droits du Duc d'Augustenbourg. Palmerston répondit par un simple accusé de réception du mémoire ; il ajoutait qu'il l'avait envoyé au Prince Albért, plus capable que lui de l'apprécier (2).

Christian VIII mourut le 20 janvier 1848, et son fils Frédéric VII lui succéda. Le 28 janvier, le nouveau Roi publia un projet de constitution ayant pour but d'unir, par une union permanente, le Danemark et les Duchés. Ce projet de constitution devait être soumis à une assemblée préliminaire composée d'un nombre égal de représentants du Danemark et des Duchés (3). Le décret royal ne fut jamais mis à exécution, car deux mois plus tard la révolution éclata en Danemark et dans le Schleswig-Holstein. Le Ministère à Copenhague précipita la guerre civile par l'annonce de la dissolution de l'ancienne connexion entre les deux Duchés et l'incorporation du Schleswig au Danemark.

Les Schleswig-Holsteinois établirent un Gouvernement provisoire à Kiel (23-24 mars), et dans la forteresse de Rendsbourg, la clef stratégique des Duchés, ils organisèrent leurs forces pour résister aux Danois. Ces derniers s'étaient préparés à la guerre, lorsque l'incorporation du Schleswig avait été annoncée ; ils envoyèrent immédiatement une armée contre les insurgés. Après une victoire à Bau, le 9 avril, l'armée danoise occupa le Schleswig.

Entre temps, la Prusse et la Confédération Germanique avaient été entraînées dans la dispute. Le Gouvernement de Kiel fit appel à l'aide prussienne. Le Roi de Prusse répondit par une lettre au Duc d'Augustenbourg, dans laquelle il re-

ce par ce qu'on appelle la lettre publique du roi de Danemark... prend des proportions d'une complication dont nous voyons aujourd'hui le début, et dont personne ne peut prévoir la suite et la fin. (*Mémoires de Metternich*, vol. VII, p. 257.)

(1) Gosch, *op. cit.*, pp. 66-80. Ward, *op. cit.*, p. 66.

(2) Ward, *op. cit.*, p. 68.

(3) Gosch, *op. cit.*, p. 91 et suivantes.

connaissait l'autonomie des Duchés et les droits à la succession de la Maison d'Augustenbourg. Le 4 avril, les troupes prussiennes pénétrèrent en Holstein. Le 12 avril, la Diète de Francfort reconnut le Gouvernement provisoire de Kiel. Sans déclaration formelle de guerre, une armée marcha à l'aide des troupes du Schleswig-Holstein, avec l'autorisation de la Prusse et de la Confédération Germanique (1). L'intervention de l'Allemagne donnait à l'affaire des Duchés une importance et un intérêt international, car, derrière le problème immédiat, se dressait la vaste et importante question de l'unité allemande. Les diverses attitudes prises par les Puissances sur la question des Duchés étaient dictées par leurs sentiments et leurs penchants vis-à-vis de l'unité allemande.

Ainsi le Tsar, qui désirait maintenir l'Allemagne démembrée, se fit le principal champion des Danois (2).

La France soutenait le Danemark pour la même raison. « Le Gouvernement français », écrivait Bastide à Tallenay, « désire beaucoup que le Danemark conserve intégralement « le Schleswig. Il voit avec ennui les tendances de l'Allemagne « qui, sous prétexte d'unité, cherche à accaparer toutes les provinces habitées par des populations d'origine germanique (3). » Drouyn de Lhuys s'expliquait d'une manière encore plus claire lorsqu'il écrivait à de Tocqueville : « La supériorité de la « France réside dans son unité nationale ; son intérêt capital « est d'empêcher qu'il ne se forme en Europe des corps de nations, plus puissantes qu'elle, par l'agglomération en un seul « Etat des races aujourd'hui soumises à diverses dominations. « Tout ce qui s'oppose à ces rapprochements, tout ce qui maintient le fractionnement des grandes races nous est utile (4). »

L'attitude de l'Angleterre, du moins durant la période qui nous occupe, est plus difficile à définir. La Cour, Victoria et Albert, étaient favorables à l'unité allemande sous la direction prussienne, mais non pas sous le programme démocratique de

(1) L'aperçu des événements esquissé ci-dessus est basé sur le compte rendu donné dans le tome XI, chap. VI, de la *Cambridge Modern History*, et sur l'ouvrage plus détaillé de Gosch, *Germany and Denmark since 1815*, *passim*.

(2) Bastide à Tallenay, 31 mai 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 65-6.

(3) Bastide à Tallenay, 12 juin 1848. *Ibid.*, p. 122.

(4) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 25 août 1849, *Ibid.*, vol. DCLXXIV, pp. 198-200.

l'Assemblée de Francfort (1). Palmerston était, lui aussi, théoriquement du moins, en faveur d'une Allemagne unie. » Personne », écrivait-il à son chargé d'affaires à Vienne, « ne peut « apprécier plus que ne le fait le Gouvernement de Sa Majesté « l'importance pour l'Europe d'une union réelle et effective « entre les divers Etats de l'Allemagne avec, en vue, le bon règlement de ces arrangements intérieurs qui concernent tous « les Etats allemands... Le Gouvernement de Sa Majesté est « très sensible, tant au point de vue social et politique, à l'importance d'une Allemagne réellement unie (2) ».

Vers le milieu de l'année 1849, lorsque Drouyn de Lhuys interrogea Palmerston, celui-ci lui déclara : « Je crois que tout « cela finira par une union plus intime des Puissances allemandes (à l'exception peut-être de l'Autriche, de la Bavière « et du Wurtemberg) sous le patronage de la Prusse et sous le « régime d'une constitution commune. C'est peut-être ce qu'il y « aurait de mieux. L'Allemagne, ainsi organisée, formant un « Etat compact, du moins pour une portion considérable de « son territoire, serait une barrière solide élevée entre les grands « Etats du continent (3) ».

Cette dernière phrase est importante, car elle montre que Palmerston, en commun avec ses successeurs de 1864-1871, croyait qu'une Allemagne unie serait un frein pour la Russie et la France, et qu'elle procurerait l'équilibre des Puissances européennes (4).

Cependant le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre n'aimait pas la Prusse, et il s'opposait énergiquement à l'unification germanique basée sur les conceptions du Zollverein allemand, qu'il jugeait défavorable aux intérêts commerciaux de l'Angleterre. Dans les années 1848-1851, la situation fut compliquée par beaucoup d'incertitude. Les tentatives révolution-

(1) *Letters of Queen Victoria*, vol. II, *passim*. *Life of the Prince Consort*, vol. II, *passim*, par Martin. Stockmar, *Memoirs*, vol. II, *passim*.

(2) Palmerston à Magenis, 30 septembre 1850. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCLXXVIII.

(3) Drouyn de Lhuys à de Tocqueville, 23 juillet 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXIV, p. 98.

(4) « L'Angleterre et l'Allemagne », disait Palmerston au Prince Albert « sont menacées par le même danger venant des mêmes pays. Ce danger est une attaque de la Russie ou de la France séparément ou de la France et de la Russie alliées. Ainsi l'Angleterre et l'Allemagne ont le même intérêt direct à s'entr'aider pour devenir riches, unies et puissantes ». Martin, *Prince Consort*, vol. I, p. XXI.

naires des libéraux allemands échouèrent lorsque le Roi de Prusse refusa la couronne impériale qu'on lui offrait, et il aurait fallu une prévoyance plus pénétrante que Palmerston n'en possédait pour deviner si la direction éventuelle en Allemagne échouerait à l'Autriche ou à la Prusse, ou (comme cela semblait probable après Olmutz) si l'unification allemande n'allait pas être indéfiniment ajournée par suite de la rivalité entre les deux principaux Etats allemands (1).

Sans doute, les considérations mentionnées ci-dessus influencèrent la conduite de Palmerston, et elles expliquent en partie l'inconséquence qui existe entre ses sympathies pour l'unité allemande et l'appui qu'il prêta aux Danois contre les Allemands dans la dispute du Schleswig-Holstein. Cependant, il avait une autre raison plus importante pour adopter une politique pro-Danoise dans l'affaire des Duchés. D'abord il y avait l'intérêt dominant de la politique britannique d'empêcher les grandes portes commerciales du monde de tomber entre les mains d'une Puissance forte et hostile. Le Danemark était assez fort, sans l'être trop, pour garder les détroits. Mais un Danemark affaibli par la perte du Schleswig-Holstein laisserait peut-être les clefs de la Baltique à la merci de l'Allemagne. En plus de cette considération fondamentale, Palmerston ne voulait pas que les Allemands possédassent Kiel, à cause de son importante position sur la Baltique. Il était également désireux d'empêcher l'extension de l'influence russe dans la même direction. A son point de vue, le contrôle de l'entrée de la Baltique par les Russes était aussi peu désirable que sa possession par l'Allemagne, ou peut-être encore moins. Cependant Palmerston trouvait qu'il valait mieux empêcher l'extension de l'influence russe sur les Duchés en travaillant avec elle plutôt que contre elle. Enfin, il était forcé de choisir entre l'Allemagne et la Russie, et la menace du contrôle allemand était plus imminent. En plus, il se rendait compte que la Grande-Bretagne et la Russie avaient, temporairement du moins, un grand objet en commun : c'était la préservation de la paix en Europe, et le Ministre des Affaires étrangères, en prenant parti avec la Russie et le Danemark, forma une sorte de vague entente avec le Tsar. Déjà, en

(1) On peut se rendre compte de la confusion qui existait dans l'esprit de Palmerston au sujet de l'unité allemande dans une lettre à Cowley, 22 novembre 1850. Ashley, *op. cit.*, vol. I, p. 242-244.

juillet 1848, Tallenay écrivait à Bastide : « La Grande-Bretagne « use de grands ménagements envers la Russie, tant sur le rap-
« port politique qu'au point de vue commercial. En effet, la
« Russie, dans un cas donné de conflagration générale, peut de-
« venir son alliée principale et la plus utile (1) ».

Après l'affaire Don Pacifico, qui avait froissé la France et la Russie, Palmerston eut un motif plus direct de soutenir les Danois. « Les pauvres Sleswigues », écrivait le Duc Ernest « de Saxe-Cobourg-Gotha », sont forcés de payer pour tout « le monde, même pour les péchés de notre Ange des Affaires « étrangères, qui a racheté avec le Protocole l'amitié de la Russie « et de la France aux dépens de l'Allemagne, et qui a ainsi réglé « l'affaire grecque (2). »

La direction de la politique de Palmerston se précisa aussitôt que l'Allemagne menaça d'intervenir dans le Schleswig-Holstein. Le 8 avril, après avoir reçu des dépêches annonçant l'imminence d'une guerre entre la Prusse et le Danemark, Palmerston chargea Westmorland, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, de conseiller fortement à la Prusse d'éviter la guerre et de ne pas appuyer les Allemands des Duchés dans ce « qui « mériterait d'être appelé une guerre civile (3) ». Trois jours plus tard, il chargeait Wynn, ministre britannique à Copenhague, et Westmorland d'offrir les bons offices du Gouvernement anglais, afin d'apporter un règlement amical aux différends de la querelle (4). Lorsque, le 14 avril, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre apprit que le Gouvernement prussien avait l'intention d'envoyer des troupes dans les Duchés, il chargea Westmorland de déconseiller cette démarche, ou si les troupes étaient déjà parties, de demander leur rappel immédiat (5).

La Prusse et le Danemark acceptèrent la médiation britannique, quoique Bunsen, le Ministre de Prusse à Londres, présentât

(1) Tallenay à Bastide, 19 juillet 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 250-252.

(2) Duke Ernest, *op. cit.*, vol. I, p. 460. Wemyss, *Memoirs and Letters of Sir Robert Morier*, vol. I, p. 385. Voir aussi Cambridge, *History of British Foreign Policy*, vol. II, p. 528.

(3) Palmerston à Westmorland, 8 avril 1848. *Archives du Foreign Office*, Prussia, vol. CCLXXXII.

(4) Palmerston à Wynn et Westmorland, 11 avril 1848. *Ibid.*, Denmark, vol. CLX.

(5) Palmerston à Westmorland, 14 avril 1848. *Ibid.*, Prussia, vol. CCLXXXII.

un volumineux mémoire à Palmerston, qui soutenait que le Schleswig et le Holstein étaient des Etats libres, liés seulement au Danemark par une union personnelle, que l'union entre les deux Duchés était indissoluble, et que, seule, la descendance mâle pouvait succéder dans l'un ou l'autre duché (1).

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre refusa d'entrer en controverse pour un règlement définitif. Il voulait, avant tout, suspendre les hostilités. Il suggéra l'évacuation du Holstein par les troupes Allemandes et Danoises durant les négociations pour la paix (2). Cependant, ni l'un ni l'autre des protagonistes n'étaient d'humeur à négocier. Les Prussiens étaient encouragés par la victoire de Wrangel à Frédéricia (2 mai), et sa campagne en Jutland. Les Danois comptaient sur l'appui de la Russie. Le Gouvernement danois, peut-être pour gagner du temps et aussi pour en tirer avantage, demandait que la Russie fût admise comme puissance médiatrice avec la Grande-Bretagne. Reventlow, le ministre danois à Londres, déclara à Palmerston qu'il n'était autorisé à prendre part à aucune négociation, à moins qu'elles ne fussent sous les auspices d'une médiation anglo-russe et eussent lieu à Copenhague (3). Palmerston refusa avec tous les ménagements possibles la proposition d'une médiation commune avec la Russie, en faisant remarquer les difficultés et les délais qui s'ensuivraient (4). Lorsque, après la mi-mai, la guerre dans les Duchés se fixa dans une sorte d'attente, les Allemands et les Danois devinrent plus traitables. La Prusse, la Confédération Germanique et le Danemark consentirent à commencer des négociations en vue de la conclusion d'un armistice. Palmerston insista de nouveau pour que les termes de l'armistice pourvussent à l'évacuation des Duchés par les troupes allemandes et danoises.

Comme base de règlement définitif, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre suggéra le partage du Schleswig selon des limites nationales. La partie nord et danoise devait être

(1) Bunsen, *Memoirs on the Constitutional Rights of the Duchies, etc.*, présenté à Palmerston le 8 avril 1848, *passim*.

(2) Palmerston à Wynn, 20 avril 1848. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CLX. Palmerston à Westmorland, 20 avril 1848, 2 mai, 16 mai 1848. *Ibid.*, Prussia, vol. CCLXXXII-CCLXXXIII.

(3) Palmerston à Wynn, 2 mai 1848. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CLX. Palmerston à Westmorland, 9 mai 1848. *Ibid.*, Prussia, vol. CCLXXXIII.

(4) Palmerston à Wynn, 21 avril 1848, 2 mai 1848. *Ibid.*, Denmark, vol. CLX.

incorporée au Royaume de Danemark ; la partie sud et allemande devait être admise avec le Holstein dans la Confédération Germanique (1). Le Gouvernement danois consentit en principe au projet de partage, mais il demanda que la limite fût tracée plus au sud, afin de conserver l'importante ville de Flensbourg (2). Ethnographiquement du moins, la demande n'était pas exorbitante, mais la politique de Palmerston n'était alors pas encore entrée dans sa phase anti-allemande, et il déclara à Reventlow que l'incorporation de Flensbourg était hors de question (3). Le 26 août, après de longues négociations qui avaient duré la plus grande partie de l'été, une trêve de sept mois fut conclue à Malmoë entre la Prusse et le Danemark (4).

Cet accord stipulait la prorogation du Gouvernement provisoire et de l'administration des Duchés, en attendant un règlement définitif, par un Gouvernement mixte désigné par le Danemark et la Prusse et présidé par le Comte Von Moltke, dont les sympathies étaient danoises. Peu de temps après Malmoë, des pourparlers pour la paix étaient ouverts à Londres. Palmerston réussit à tenir entre ses mains le fil de ces négociations. Il avait déjà refusé d'admettre la Russie dans la médiation. Vers la fin du mois d'août 1848, Cavaignac présenta à Normanby une requête pour l'admission de la France (5). Palmerston répondit que la médiation britannique ayant été offerte et acceptée, il serait, dès lors, peu pratique d'y joindre une autre Puissance (6).

(1) Palmerston à Wynn, 16 mai, 19 mai 1848. *Ibid.*, Danemark, vol. CLX.

(2) Wynn à Palmerston, 26 mai 1848. *Ibid.*, Denmark, vol. CLX.

(3) Palmerston à Wynn, 2 juin 1848. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CLX.

(4) La conclusion de l'armistice était continuellement retardée par Wrangel, commandant des forces prussiennes, qui refusait d'accepter les termes adoptés par son Gouvernement. Palmerston blâmait la Prusse pour la prolongation de la médiation et il critiquait sévèrement Wrangel et le Gouvernement prussien, parce qu'il ne désavouait pas la conduite du Général. En juillet, il écrivit à Westmorland que si la Prusse ne réglait pas l'affaire promptement, d'une manière satisfaisante et compatible avec les arrangements qu'elle avait acceptés, le Gouvernement anglais se verrait peut-être forcé de se retirer d'une médiation où tant de difficultés étaient soulevées par une des parties, alors que l'autre montrait beaucoup de conciliation ». Palmerston à Westmorland, 25 juillet 1848. Aussi Palmerston à Westmorland, 15 juin 1848 (deux dépêches); 31 juillet et 4 août 1848. *Archives du Foreign Office*, Prussia, vol. CCLXXXIII. Palmerston à Wynn, 11 juillet 1848. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CL.

(5) Normanby à Palmerston, 24 août 1848. *Ibid.*, France, vol. DCCCXII.

(6) Palmerston à Normanby, 27 août 1848. *Ibid.*, France, vol. DCCXCIX.

Les négociations continuèrent à Londres d'octobre 1848 jusqu'en avril 1849. Palmerston renouvela sa suggestion d'un partage du Schleswig, mais cette fois-ci les Danois refusèrent.

Alors, il proposa l'incorporation au Danemark de tout le Schleswig, ce qui fut repoussé naturellement par les Allemands(1). Les Danois suggérèrent la formation du Schleswig en un Etat autonome qui maintiendrait toutefois une union personnelle avec le Danemark, mais qui serait séparé du Holstein. Les Allemands refusèrent d'accepter cette proposition sans certaines modifications que les Danois, à leur tour, repoussèrent. Au commencement de l'année 1849, les négociations semblaient être arrivées à une sorte d'impasse.

Palmerston tenta alors un autre expédient. La question de la succession étant la clef de toute l'affaire, il espéra arriver à un arrangement définitif par un règlement de la succession. Le 5 janvier il écrivait : « Si le Roi voulait bien abolir la Lex « Regia et assimiler la loi de succession en Danemark à celle qui « existe en Holstein, tout en faisant les arrangements néces- « saires en ce qui concerne les personnes à qui la succession peut « revenir, il assurerait une union durable entre tous les diffé- « rents Etats qui composent en ce moment son domaine (2)... »

Comme le printemps approchait, les Danois commencèrent à s'impatisser, et à plusieurs reprises ils menacèrent de reprendre les hostilités (3). Palmerston essaya de les en dissuader (4). La paix de l'Europe, si intimement liée avec les intérêts commerciaux de l'Angleterre, était toujours une de ses plus grandes préoccupations. Il écrivait à Westmorland : « ...Il est « de la plus grande importance pour les intérêts généraux de « l'Europe que ces malheureux différends entre l'Allemagne « et le Danemark, au sujet du Duché de Schleswig, soient réglés « sans renouveler les hostilités. Ce qui serait désirable en toutes « circonstances, mais qui l'est particulièrement dans l'état pré- « sent des affaires de l'Europe (5) ».

(1) Palmerston à Wynn, 16 octobre 1848. *Ibid.*, Denmark, vol. CLXI. Palmerston à Westmorland, 27 décembre 1848. *Ibid.*, Prussia, vol. CCLXXXIV.

(2) Palmerston à Wynn, 5 janvier 1849. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CLXIX.

(3) Wynn à Palmerston, 26 janvier 1849. *Ibid.*, vol. CLXIX.

(4) Palmerston à Wynn, 6 février 1849 et diverses dépêches en février et mars. *Ibid.*, vol. CLXIX.

(5) Palmerston à Westmorland, 6 mars 1849. *Ibid.*, Prussia, vol. CCXCVII.

Les conseils de Palmerston furent inutiles. Les Danois avaient confiance dans l'appui de la France et de la Russie (1). En dépit des protestations du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, et au moment même où il était arrivé à persuader la Prusse et les Puissances centrales d'accepter les conditions proposées par les Danois, l'armistice fut dénoncé et les hostilités recommencèrent (2). Palmerston était piqué, et il écrivit à Wynn pour le charger d'exprimer au Gouvernement danois le sincère regret qu'éprouvait le Gouvernement de Sa Majesté de voir reprendre les hostilités en dépit des avis et des remontrances de tous les alliés du Danemark. Il ajoutait que le seul conseil que le Gouvernement anglais pouvait donner aux Danois était de renouveler immédiatement l'armistice sur mer et sur terre (3).

La guerre dans les Duchés continua sans avantage décisif pour l'un ou l'autre parti, quoique la victoire danoise à Frédéricia eût laissé la situation un peu plus favorable au Danemark.

Pendant ce temps, Palmerston continuait à conseiller un armistice et la reprise des négociations (4). Les résultats indécis des événements militaires et l'attitude du Tsar contribuèrent à faire aboutir le conseil du Ministre anglais. Le 10 juillet 1849, une trêve de six mois fut conclue entre la Prusse et le Danemark, et des préliminaires de paix furent signés. D'après les termes de l'armistice le Schleswig devait être évacué par les troupes allemandes et administré par une commission gouvernementale composée de commissaires danois, prussien et anglais. Les préliminaires de la paix stipulaient que la Prusse reconnaissait l'union politique du Danemark et du Schleswig, mais que le Danemark ne demandait pas la reconnaissance permanente de cette union.

Peu après l'armistice, les négociations pour la paix recommencèrent, mais elles continuèrent avec encore plus de difficultés qu'auparavant. Cette fois encore, c'étaient les Danois qui retardaient l'arrangement définitif. Palmerston s'efforça de flé-

(1) Palmerston à Westmorland, 6 mars 1849. *Ibid.*, vol. CCXCIV.

(2) Palmerston à Wynn, 24 avril 1849, 1^{er} mai 1849. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CLXIX.

(3) Palmerston à Wynn, 1^{er} mai 1849. *Ibid.*, vol. CLXIX.

(4) Palmerston à Westmorland, 10 mai 1849 (deux dépêches). *Ibid.*, Prussia, vol. CCXCV.

chir leur résistance. Le 25 septembre, il chargea Wynn de faire des représentations au Gouvernement danois, et de lui démontrer l'importance de traiter cette affaire du Schleswig dans un esprit de conciliation, et de bien lui faire remarquer que, s'il ne cherchait pas à faire de justes concessions aux sentiments et aux opinions des parties avec lesquelles il avait à traiter, il ne pouvait espérer que cette longue affaire se terminât d'une manière satisfaisante (1). En même temps, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre conseillait à la Prusse d'accepter les demandes danoises en ce qui concernait le Schleswig (2).

Au fond, Palmerston avait peu de confiance dans le genre de paix qui pouvait se conclure entre le Danemark et la Prusse, à moins qu'elle fût complétée par un arrangement satisfaisant de la succession du Danemark. Aussi son rôle dans les négociations qui amenèrent la paix de Berlin (juillet 1850) et le traité de Londres (1852) consista principalement à trouver une solution à cette question. Le 19 février 1850, il écrivait à Wynn pour le charger de conseiller fortement au Gouvernement danois de régler l'affaire de la succession à la couronne de Danemark. « Si le Gouvernement danois, ajoutait-il, pouvait régler « cette question de manière à assurer la souveraineté du Danemark et des deux Duchés à une seule et même personne, cela « rendrait la solution des autres questions touchant le futur « Gouvernement et l'organisation des Duchés beaucoup plus « facile. On pouvait arriver à un règlement en choisissant « un prince comme successeur de Frédéric VII, qui succéderait également au trône ducal de Holstein et de Schleswig (3). »

Le Roi de Danemark, qui avait déjà consenti à proposer aux Chambres l'abrogation de la Lex Regia (4), fut aisément persuadé d'adopter cette proposition. Il déclara cependant qu'il préférerait le Prince Christian de Glücksbourg au fils du Duc d'Oldenbourg, que Palmerston avait suggéré comme étant l'héritier

(1) Palmerston à Wynn, 25 septembre 1849. *Archives du Foreign Office*, Denmark, vol. CLXX.

(2) Palmerston à Howard, 5 octobre 1849, 9 octobre 1849, 19 octobre 1849. *Ibid.*, Prussia, vol. CCXCVI.

(3) Palmerston à Wynn, 19 février 1850. *Archives du Foreign Office*, Denmark vol. CLXXX, *Correspondence on the Affairs of Denmark*, p. 1 (Extrait).

(4) Wynn à Palmerston, 19 février 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 1.

le plus convenable (1). Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, le Tsar et le Roi de Danemark furent d'accord sur l'exclusion du Duc d'Augustenbourg, dont on considérait les droits compromis par sa complicité dans l'insurrection des Duchés. Palmerston répondit à la protestation d'Augustenbourg contre son exclusion par un simple accusé de réception (2).

Cependant, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre et le Tsar se rendaient compte que le règlement de la question de la succession n'aurait une valeur permanente que s'il était accompagné d'une garantie de l'intégrité de la monarchie Danoise. Il était assurément très important que la Prusse reconnût non seulement les arrangements pour la succession, mais qu'elle adhérât aussi à la garantie d'intégrité. A cette fin, Palmerston et le Tsar persuadèrent au Gouvernement prussien de consentir à insérer un article secret dans la Paix de Berlin. « Sa Majesté le Roi de Prusse », stipulait cette clause, « se déclare « disposer à coopérer à l'établissement d'un ordre de succession « commun pour tous les Etats réunis sous le sceptre de Sa Majesté danoise (3)... »

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre s'attacha énergiquement à cette condition. Dans les derniers jours de juillet, avant la signature de la paix à Berlin, il présenta à la Conférence des Ambassadeurs à Londres un projet de protocole reconnaissant « la sagesse de l'initiative du Roi de Danemark « de régler éventuellement l'ordre de succession dans sa Maison, « afin de faciliter les arrangements par lesquels devait être maintenue intacte l'intégrité de la Monarchie danoise (4) ». Les représentants de la France, de la Russie, du Danemark et de la Suède approuvèrent ; mais à la veille de la Conférence pour la signature du Protocole, Bunsen déclara à Palmerston que la Prusse refusait de le signer. « Le document, écrivait Bunsen, « faisant allusion au Protocole, commence par introduire dans « la loi publique de l'Europe une expression tout à fait nouvelle, « non reconnue par aucun traité, ni autorisée par aucun acte

(1) Wynn à Palmerston, 12 mars 1850, et Enclosure. Bloqmfiel à Palmerston, 8 mars 1850. *Correspondence*, Denmark, pp. 58.

(2) Augustenbourg à Palmerston, 27 mai 1850 ; Palmerston à Augustenbourg, 5 juin 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 10.

(3) Westmorland à Palmerston, 27 juin 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 12.

(4) Voir Wemyss, *Memoirs and Letters of Sir Robert Morier*, vol. I, pp. 364-5.

« de l'Europe, et qui se trouve en contradiction ouverte avec « les premiers principes de la Confédération Germanique. »

Cette nouvelle expression était « l'intégrité de la Monarchie danoise ». Ses instructions lui commandaient de refuser d'apposer sa signature, et, en même temps, de protester contre la participation de la France aux négociations, car elle n'avait « aucun droit ou titre légitime, ni même de prétexte pour intervenir dans une question touchant la Baltique et les affaires « intérieures de l'Allemagne (1) ». L'Ambassadeur Autrichien s'absenta de la Conférence, pour ne pas apposer sa signature.

La Paix de Berlin, conclue le 2 juillet entre la Prusse et le Danemark, stipulait simplement *le statu quo ante bellum*. Au commencement du mois d'août, Palmerston réunit une seconde conférence au Foreign Office pour examiner un projet de Protocole révisé en vue d'obtenir les signatures des Représentants prussien et autrichien. Cette seconde édition différait fort peu de la précédente. Le premier article proclamait « le désir unanime » des Puissances signataires » que l'état des possessions « actuellement réunies sous la domination de Sa Majesté Danoise soit maintenu dans son intégrité. » Le second article approuvait la sagesse du Roi de Danemark de vouloir faire des arrangements « au moyen desquels le but ci-dessus mentionné « pourra être atteint sans altérer les relations du Duché de Holsteins avec la Confédération Germanique ». Le quatrième article stipulait « qu'afin de donner à ces arrangements un gage « additionnel de stabilité par un acte de reconnaissance européenne », les puissances signataires se réservent de se concerter entre elles », et « il est convenu que cette délibération aura lieu à Londres, et que lesdites Puissances muniront à cet effet leurs Représentants des pleins pouvoirs nécessaires (2) ».

Bunsen refusa d'assister à la Conférence, prétextant que le nouveau projet ne différait pas sur aucun des points essentiels de celui qu'il avait refusé de signer en juillet (3). Bunsen agissait d'après les instructions de Berlin, et Schleinitz, le Ministre des Affaires étrangères de Prusse, donna une explication fort claire de la conduite du Gouvernement prussien. Il déclara à M. Howard, le chargé d'affaires d'Angleterre, qu'avant de signer « il

(1) Bunsen à Palmerston, 3 juillet 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 12.

(2) Protocole du 2 août 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 30.

(3) Bunsen à Palmerston, 1^{er} août 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 44.

« était nécessaire que la Prusse arrivât à une décision sur la « question préliminaire, à savoir s'il ne serait pas plus avantageux pour l'Allemagne, ou que l'intégrité du Danemark fût « maintenue, ou qu'à l'extinction de la présente descendance « mâle, les Etats Danois soient divisés en deux parts, l'une « Danoise, l'autre Allemande, qui passeraient respectivement « à chacun des différents successeurs (1) ». Quelques jours plus tard, Schleinitz répéta qu'avant d'accepter la politique du Protocole, la Prusse devait « considérer les arrangements qu'on « allait faire concernant les Duchés et... ce qui était le plus favorable à ses intérêts (2) ». Rien de plus clair que ces déclarations. « ...Cette information », répondit Palmerston à Howard, « est importante, car elle prouve ce que la conduite de « la Prusse nous a fait depuis longtemps soupçonner..., à savoir « que l'objet de la Prusse en ce qui concerne la question du « Schleswig-Holstein a été de démembrer la Monarchie danoise... Mais cette politique, bien qu'elle puisse convenir aux « vues spéciales et particulières de la Prusse, ne saurait contribuer aux intérêts généraux de l'Europe, ni à ceux de la Grande-Bretagne en particulier (3) ».

Quoique l'Autriche eût, le 1^{er} août 1850, conseillé à la Prusse de signer le Protocole et donné un assentiment ambigu au projet du 2 août, lorsqu'on apprit à Vienne que la Prusse refusait de signer, Schwarzenberg prit la même attitude. L'Autriche avait peu d'intérêt direct dans les Duchés, mais elle ne voulait pas permettre à la Prusse de se dresser seule contre l'Europe en champion des intérêts germaniques. Schwarzenberg expliqua ses objections techniques au Chargé d'Affaires Britannique (Magenis) : le libellé de l'article II, l'omission d'une mention du Duché de Lauenbourg, etc., etc. (4), mais il révéla sa raison fondamentale lorsqu'il déclara que signer « nous fera siffler en Allemagne (5) ».

Cependant, comme l'Autriche n'avait pas d'intérêt direct dans le Schleswig-Holstein, elle était plus disposée à transiger. Le 23 août, l'Ambassadeur d'Autriche présenta à la Conférence

(1) Howard à Palmerston, 1^{er} août 1850. *Correspondence*, Denmark, pp. 31-2.

(2) Howard à Palmerston, 10 août 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 33.

(3) Palmerston à Howard, 13 août 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 33.

(4) Magenis à Palmerston, 10 août 1850. *Correspondence*, Denmark, p. 36.

(5) Magenis à Palmerston, 13 août 1850. *Ibid.*, pp. 36-7.

au Foreign Office une déclaration de réserves par lesquelles l'Autriche consentait à adhérer au Protocole du 2 août. Les réserves furent résumées dans l'extrait qui suit : « Le Chargé d'Affaires d'Autriche a annoncé qu'il a été autorisé par sa Cour à adhérer en son nom aux principes énoncés dans le préambule et l'Article I^{er} du Protocole du 2 août 1850, ainsi qu'aux déclarations renfermées dans les Articles II et IV ; bien entendu que les stipulations du susdit Protocole ne pourront porter préjudice aux droits de la Confédération Germanique (1) ».

Palmerston et les représentants des autres Puissances qui avaient signé le Protocole du 2 août consentirent à ces changements. Le Chargé d'affaires de la Prusse refusa une invitation d'assister à cette Conférence (2).

L'attitude de l'Autriche fortifiait la résistance de la Prusse. Lorsque Howard communiqua à Schleinitz les diverses dépêches de Palmerston, recommandant à la Prusse de retirer ses objections, le Ministre des Affaires étrangères de Prusse refusa de nouveau. Il déclara que la Prusse attendrait les communications du Roi de Danemark et lui répondrait directement (3).

Après la Conférence du 23 août au Foreign Office, Palmerston proposa que la Prusse adhérât au Protocole sous les mêmes conditions que celles présentées par l'Autriche (4). « ... Le Gouvernement Royal », répondit Schleinitz, « ne peut pas considérer comme compatible avec les engagements contractés, ou avec ses devoirs envers l'Allemagne, d'accéder au Protocole (5). » L'attitude de la Prusse était nettement dictée par sa répugnance à reconnaître publiquement l'intégrité de la Monarchie Danoise ; Palmerston répondit à Schleinitz dans une dépêche à Howard. « La Prusse, » écrivait-il, « aurait pu consentir au Protocole sans inconséquence, gardant toutes les opinions exposées dans la dépêche, avec la seule exception de l'opinion, jamais encore exprimée... par le Gouvernement Prussien, qu'il est plus désirable que le Holstein soit séparé du Danemark que de rester uni au Schleswig (6). »

(1) Protocole du 23 août. *Correspondence*, Denmark, p. 39.

(2) Palmerston au Comte Perponcher, 22 août 1850, 23 août 1850. *Correspondence*, Denmark pp. 38-39.

(3) Howard à Palmerston 19 août 1850. *Ibid.*, pp. 37-8.

(4) Palmerston à Perponcher, 27 août 1850. *Ibid.*, p. 40.

(5) Schleinitz à Perponcher, 31 août 1850. *Ibid.*, p. 43.

(6) Palmerston à Howard, 30 septembre 1850. *Correspondence*, Denmark, pp. 41-50

Le Tsar désirait peut-être encore plus que Palmerston de déterminer la Prusse, de gré ou par contrainte, à accepter le Protocole. Le 7 septembre, Seniavine, le Ministre des Affaires étrangères de Russie, écrivait à son Chargé d'affaires à Londres : « L'accession de l'Autriche au Protocole de Londres a complété l'isolement où la Prusse s'est laissée placer par la protestation de M. Bunsen. Il n'est guère à supposer que cet isolement puisse, à la longue, lui convenir... » Un peu plus de persuasion, croyait-il, déciderait la Prusse à signer (1).

Les prévisions de Seniavine furent en partie vérifiées. Au commencement d'octobre, Radowitz remplaça Schleinitz comme Ministre des Affaires étrangères de Prusse. Il se montra immédiatement plus traitable, et assura Howard que la Prusse « n'avait pas d'objection au maintien de l'intégrité de la Monarchie danoise, et qu'elle serait prête à acquiescer à un arrangement basé sur ce principe ». Mais il ajoutait que le Gouvernement prussien n'était pas désireux à adhérer au Protocole, « parce qu'il considérait qu'en agissant ainsi, il porterait préjudice aux droits des parties en question (2). »

En dépit de son refus persistant de signer, la déclaration de Radowitz était une reconnaissance du principe du Protocole, et Palmerston l'accepta comme telle. Après « l'humiliation d'Olmütz » (29 novembre 1850), la Prusse se résigna à acquiescer à la politique du Protocole. La question, cependant, n'était pas encore réglée. On ne pouvait encore apposer les sceaux du Traité de Londres, au gré du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Le Roi de Danemark n'avait pas encore choisi un successeur, et ce ne fut qu'après que la Prusse eût accepté le principe du Protocole de Londres (que les Danois trouvaient en tout point conforme à leurs intérêts) (3) que le moment lui parut venu de se choisir un héritier.

En février 1851, Rcidtz, le Ministre des Affaires étrangères de Danemark, déclara à Wynn que le Gouvernement danois désirait arriver à une décision sur la succession et qu'il souhaitait que l'Angleterre et la Russie se joignissent pour recommander un successeur. Il récapitula alors la liste des candidats. Le fils du Grand Duc d'Oldenbourg, qui s'était rendu impossible

(1) Seniavine à Berg, 7 septembre 1850. *Correspondence*, Denmark, pp. 48-49.

(2) Howard à Palmerston, 9 octobre 1850. *Correspondence*, Denmark, pp. 52-4.

(3) Moltke à Reventlow, 8 août 1850. *Correspondence*, Denmark, pp. 34-35.

en ne répondant pas aux avances du Roi et en manifestant des sentiments Schleswig-Holsteinois ; les Princes d'Augustenbourg, qui avaient perdu leurs droits en participant au soulèvement du Schleswig-Holstein. Le Prince de Hesse, qui'était impopulaire en Danemark et qui semblait préférer la sécurité de la Hesse aux risques du Trône danois, et finalement le Prince Christian de Glücksbourg qui paraissait au Roi et au Gouvernement le candidat le plus désirable (1). Palmerston répondit, le 8 mars, que son Gouvernement n'avait ni prédilection ni partialité personnelle quant aux divers Princes sur lesquels devait porter le choix d'un successeur à la Monarchie danoise (2).

Palmerston, ayant abdiqué toute responsabilité dans le choix de l'héritier à Frédéric VII, le Tsar eut le champ libre. D'abord, il s'était élevé contre Glücksbourg (3). Ensuite il reconnut que les Oldenbourg — son premier choix — s'étaient rendus inacceptables par leur attitude et que Glücksbourg était parmi le reste des candidats celui qui convenait le mieux. Nesselrode assura alors (avril 1851) à Bloomfield que la Russie ne ferait pas d'objection à la désignation de Christian de Glücksbourg (4).

Le Gouvernement danois envoya le Baron Pechlin en mission spéciale auprès du Tsar pour s'assurer de son appui actif. Il réussit admirablement. Pechlin s'en revint à Copenhague avec une lettre autographe du Tsar approuvant le choix de Glücksbourg et reconnaissant la disqualification des Oldenbourg motivée par leurs propres fautes. Nesselrode chargea le Ministre russe à la Cour d'Oldenbourg d'informer le Grand-Duc et son fils que le Tsar retirait son appui à leur candidature (5).

Le choix convenu entre le Roi et le Tsar fut rendu public dans le Protocole signé par le Danemark et la Russie à Varsovie, le 5 juin, lequel, quoique appelé un accord de famille, était réellement l'annonce officielle du choix d'un successeur au Trône danois. « ...Les deux Cours de Saint-Pétersbourg et de Copenhague », déclarait le Protocole, « sont convenues que Sa Majesté le Roi « de Danemark désignera le Prince et la Princesse de Glücks-

(1) Wynn à Palmerston, 24 février 1851. *Correspondence*, Denmark. pp. 55-6.

(2) Bloomfield à Palmerston, 3 septembre 1850. *Ibid.*, p. 48.

(3) Palmerston à Wynn, 8 mars 1851. *Ibid.*, p. 56.

(4) Bloomfield à Palmerston, 3 février 1851. *Ibid.*, p. 58.

(5) Bloomfield à Palmerston, 29 avril 1851, 5 mai, 13 mai 1851. Westmorland, à Palmerston, 22 mai 1851. Wynn à Palmerston, 28 mai 1851. *Correspondence*, Denmark, pp. 59-62.

« bourg conjointement comme les héritiers présomptifs de sa « couronne... » Le Tsar, de son côté, déclarait qu'il avait l'intention de maintenir l'intégrité des Etats danois (1).

Il restait maintenant à obtenir un acte européen sanctionnant l'arrangement de la succession du Prince Christian et son épouse au trône danois, et contenant une reconnaissance de l'intégrité des territoires dont ils hériteraient. Comme préliminaires, les divers héritiers disqualifiés furent invités à renoncer à leurs droits. Ceux du Duc d'Augustenbourg étaient les plus difficiles à régler. Le Tsar réussit à persuader au Roi de Prusse d'écrire à Augustenbourg pour lui conseiller fortement de faire un compromis (2). Augustenbourg répondit vaguement (3) et protesta auprès de la Diète contre son exclusion (4). Sur cela, Frédéric Guillaume, avec une indécision très caractéristique chez lui, se plaignit que l'on ne pouvait disposer des droits d'Augustenbourg aussi facilement que semblait l'imaginer le Tsar (5). Quelques jours plus tard, il nia avoir jamais déclaré que les droits du Duc d'Augustenbourg avaient été invalidés par son rôle dans la révolte des Duchés (6). Cette fois encore, Palmerston et le Tsar furent parfaitement d'accord sur le meilleur moyen d'arranger l'affaire. Le Tsar proposa de payer à Augustenbourg une somme d'argent en règlement de ses titres et de ses domaines confisqués en Holstein (7). Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre adhéra à cette proposition. Le 23 septembre, il chargea Wynn « de conseiller au Gouverne-
« ment danois de faire au Duc d'Augustenbourg une offre rai-
« sonnable de compensation pour l'abandon de ses droits éven-
« tuels sur Holstein (8) ». Ce fut peut-être à la suite des conseils de Palmerston que le Gouvernement danois offrit à Augustenbourg une rente annuelle de 80.000 thalers prussiens en compensation de sa renonciation à ses titres et à ses domaines de Holstein (9). Augustenbourg refusa obstinément de signer ce com-

(1) Warsaw Protocole, 5 juin 1851. *Ibid.*, pp. 103-6.

(2) Westmorland à Palmerston, 14 juin 1851. *Correspondence*, Denmark, p. 65.

(3) Howard à Palmerston, 28 juin 1851. *Ibid.*, p. 65.

(4) Cowley à Palmerston, 22 juillet 1851. *Ibid.*, pp. 70-71.

(5) Bloomfield à Palmerston, 14 août 1851. *Ibid.*, pp. 75-6.

(6) Buchanan à Palmerston, 26 août 1851. *Ibid.*, pp. 78-80.

(7) Buchanan à Palmerston, 26 août 1851. *Ibid.*, p. 77.

(8) Palmerston à Wynn, 23 septembre 1851. *Ibid.*, p. 91.

(9) Cowley à Palmerston, 15 octobre 1851. *Correspondence*, Denmark, pp. 106-7.

promis. Ce fut seulement en avril 1852 qu'il accepta de recevoir une rente annuelle en compensation de ses domaines confisqués. Il ne renonça cependant pas à ses droits à la couronne ducale de Holstein, et ils continuèrent à être un sujet fertile pour de futures disputes.

En dépit des vacillations de Frédéric Guillaume, la politique prussienne était soigneusement calculée. La Prusse n'avait promis de prendre part aux négociations que si les propositions faites par le Gouvernement danois au Duc d'Augustenbourg étaient acceptées (1). Quelque temps après, Manteuffel déclara à Bloomfield (qui avait été transféré à Berlin) que toute la question de Holstein et de la succession restait purement allemande. Palmerston repoussa vigoureusement cette prétention. Il écrivit à Bloomfield que c'était une affaire touchant profondément les intérêts de l'Europe, qu'il était dans l'intérêt de l'Europe que le Danemark, le Schleswig et le Holstein restassent unis sous le même souverain, et qu'il espérait que ces intérêts européens persuaderaient la Prusse d'abandonner les desseins qu'elle aurait pu former sur l'intégrité des territoires danois (2).

Lorsque cette dépêche fut communiquée à Manteuffel, il nia que la Prusse se fût opposée au principe de l'intégrité territoriale du Danemark (3).

En même temps, Frédéric Guillaume exprima son approbation du choix du Prince Christian et son désir de maintenir l'intégrité de la Monarchie danoise (4).

Telle était la situation en décembre 1851, lorsque Palmerston remit les sceaux du Foreign Office au Lord Granville. On pouvait compter que la politique qu'il (Palmerston) avait suivie et indiquée pour l'avenir conduirait l'affaire à un résultat satisfaisant. Mais ni Granville ni Malmesbury, ses successeurs, n'étaient vraiment capables de diriger les négociations compliquées qui suivirent. Aussi, quoique le Traité de Londres, signé le 8 mai 1852, établit le principe de l'intégrité du Danemark, il contenait tant de fautes qu'il a été caractérisé par un historien anglais comme « un des plus malheureux exploits de la diplomatie européenne (5) ».

(1) Bloomfield à Palmerston, 11 septembre 1851. *Ibid.*, p. 87.

(2) Palmerston à Bloomfield, 25 sept. 1851. *Correspondence*, Denmark, pp. 92-3.

(3) Howard à Palmerston, 29 septembre 1851. *Ibid.*, p. 95.

(4) Bloomfield à Palmerston, 25 septembre 1851. *Ibid.*, pp. 94-5.

(5) *Cambridge History of British Foreign Policy*, vol. II, p. 538.

CHAPITRE XI

L'affaire de Don Pacifico et la chute de Palmerston

I

Jamais Ministre des Affaires étrangères ne dirigea les affaires de son département d'une façon plus autocratique que Lord Palmerston. Les actes politiques que nous venons de décrire dans les chapitres précédents furent essentiellement des actes de Palmerston, acceptés quelquefois ou chaudement approuvés, mais aussi parfois blâmés par le Cabinet, et dans presque chaque cas, violemment et inutilement combattus par la reine Victoria et le Prince Consort. La tendance de Palmerston était d'agir d'abord et d'expliquer ensuite. Il lui arriva, un jour qu'il s'en revenait d'Osborne, de manquer le train pour Londres. Il ordonna immédiatement au chef de gare de chauffer un train spécial. L'employé trouva la chose dangereuse et refusa d'en prendre la responsabilité. « Sur ma responsabilité alors », s'écria Palmerston. Le train fut amené en gare et partit pour Londres où il arriva sans accident (1). Cette histoire explique bien les méthodes de Palmerston dans la vie publique et privée : « Ma responsabilité » explique plusieurs actes politiques audacieux et étonnants du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre durant son administration. Car, quoique les lignes générales de sa politique fussent généralement acceptées par la majorité du Cabinet, il usa dans les affaires importantes, même décisives, d'une indépendance qu'un Lord Curzon ou un Sir Edward Grey n'auraient jamais imaginée. Des dépêches de la plus haute importance étaient expédiées sans avoir été soumises au Cabinet ni même au Premier Ministre. Ainsi,

(1) Strachey, *Queen Victoria*, pp. 152-153. *Memoirs de Bunsen*, vol. II, p. 152.

Russell ne put jeter qu'un coup d'œil hâtif sur la fameuse dépêche du 19 juillet 1846 qui précipita l'imbroglio des Mariages espagnols, et ce ne fut qu'après qu'elle eût été envoyée qu'il vit la série des conseils que Palmerston transmettait au Gouvernement espagnol et qui occasionna l'expulsion de Bulwer. Ceux qui liront les lettres de la Reine Victoria ou la Vie de Russell par Walpole trouveront plusieurs autres exemples de cette même pratique de Palmerston, ainsi que ses refus de faire à ses dépêches les corrections recommandées par Russell, souvent avec l'approbation du Cabinet.

A part la question de personnalité, on peut attribuer la conduite impérieuse de Palmerston à la position unique qu'il occupait. Il était sexagénaire au moment de son dernier stage au Foreign Office, et toute sa carrière s'était passée au service de l'Etat. Il se rappelait le Congrès de Vienne ; il avait servi sous Pitt ; il avait été à l'école du grand Canning ; à deux reprises, avant 1846, il avait tenu les sceaux du Foreign Office, une fois dans le Ministère Grey et une autre fois sous le facile et aimable vieux Melbourne, qui lui laissa une liberté presque illimitée dans le domaine des Affaires étrangères. Et dans le cours de ses longs services, il avait acquis une expérience et une connaissance des hommes d'Etat et des politiques du continent qui lui donnaient une compréhension et une science des affaires du Foreign Office britannique qu'aucun homme d'Etat anglais ne pouvait espérer lui disputer.

Cependant, si Palmerston n'avait pas de rival, il avait, par contre, beaucoup de critiques. Les mémoires du temps sont unanimes dans leurs plaintes contre lui, et bien des indignations furent ressenties sans avoir pu s'exprimer dans des pages imprimées. La plupart des critiques venant de l'étranger étaient dues à la politique de Palmerston et à sa coutume d'intervenir dans les affaires intérieures des puissances étrangères. Guizot ne pouvait guère complimenter l'homme qui, de concert avec Thiers, cherchait à le renverser. On comprend la rage de Narvaez lorsque l'on connaît les activités de Bulwer et sa promesse « d'établir une République (1) » si la Monarchie espagnole n'était pas satisfaisante. Il n'est pas surprenant que la Reine de Portu-

(1) Victoria à Palmerston, 23 mai 1848. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 175.

gal ait trouvé qu'elle en avait assez de Palmerston après qu'il eût cherché à amener au pouvoir le parti politique qui l'avait appelé « une menteuse », « un vampire » et « une vipère (1) ». L'irritation de Ficquelmont ou de Schwarzenberg envers l'homme qui voulait former un royaume de la Haute-Italie avec des provinces autrichiennes, paraît bien compréhensible. On ne peut pas s'étonner non plus si le Roi de Prusse qui avait, un jour, béni « la Providence » pour avoir placé Palmerston au Foreign Office, ait, après l'expérience de la dispute du Schleswig-Holstein, douté de la sagesse de cette même providence (2).

Mais ce n'était pas seulement la politique de Palmerston qui le rendait antipathique aux Cours européennes. Sa franchise brusque et son mépris des contraintes et des raffinements diplomatiques soulevaient l'indignation des chanceliers et des souverains habitués à des formes plus respectueuses. Quoique lui-même un autocrate, Palmerston n'avait aucun respect pour les autocrates, et certaines dépêches émanant du Foreign Office durant les années 1846-1851 eussent irrité des caractères plus bénins que ceux de Metternich ou de Saldanha. Il est probable que même la témérité de Henry Bulwer était embarrassée lorsqu'il devait lire à Narvaez une dépêche où celui-ci était traité de bandit. Sans doute que Seymour, tout bon Palmerstonien qu'il fût, hésitait lorsqu'il était obligé de dire à la Reine Donna Maria, qu'à moins qu'elle ne changeât ses méthodes de gouvernement, elle serait rapidement et violemment déchuée de sa haute position. Quant au pauvre Ponsonby, sa vie était sans nul doute attristée par l'obligation d'exécuter des ordres tels que de faire savoir à son ami Schwarzenberg que l'Autriche était une nation décadente qui ferait bien de suivre l'exemple des Romains de la décadence en nommant Radetzky Empereur. Si nous ajoutons à ces remarques publiques quelques-unes des expressions hautement pittoresques employées par Palmerston dans ses lettres, qui, quoiqu'elles fussent purement confidentielles, ont pu transpirer, on comprendra encore mieux la rage universelle contre lui. Il appelait l'Empereur d'Autriche « une parfaite nullité », « Ce qu'il y a de plus proche à un idiot »,

(1) Proclamation distribuée à Lisbonne en octobre 1848. *Correspondence relative to the Affairs of Portugal* (1847), p. 8.

(2) Le Roi de Prusse à Victoria, 27 février 1848. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 150-152.

« Un pantin », « Un simple homme de paille », « Un animal implumis bipes ». Louis Philippe était « un fripon ». Les Ministres du Sultan étaient « des poltrons », Colettis, « un voleur de profession » ; Thouvenel « un furieux intrigant », le Roi Othon, « hors d'état de gouverner », etc., etc.

Les détracteurs de Palmerston en Angleterre étaient presque aussi nombreux et aussi véhéments que ceux de l'étranger. Nous avons vu que Russell ne put former un Cabinet en décembre 1845, parce que Lord Grey, qui connaissait de longue date Palmerston, refusa de consentir à son retour au Foreign Office. Greville rapporte l'inquiétude occasionnée dans les rangs whigs (pour ne pas parler de l'opposition) par la conduite de « l'Ange du Foreign Office ». Dans le Cabinet même, Palmerston était regardé avec soupçon et crainte. Russell ne pouvait s'empêcher d'être irrité contre son intransigeance. Grey, quoiqu'il eût finalement consenti à sa réinstallation à son ancien poste, ne l'aimait pas ; Wood et Clarendon étaient tenus dans un nervosisme perpétuel par ses sorties brusques.

Ce fut cependant d'un autre côté que lui vint l'opposition la plus déterminée, quoique pendant longtemps inefficace.

Palmerston était en désaccord avec la reine Victoria et son conseiller et inspirateur, le Prince Albert, sur presque tous les sujets concevables.

Le Prince Albert écrivait dans un de ses mémorandums : « La Reine a souvent — je suis fâché de le dire, dernièrement presque invariablement — différé de la ligne de politique poursuivie par Lord Palmerston (1) ». Au Portugal, la Reine sympathisait avec Dona Maria, et abhorrait l'appui donné par Palmerston à la Junta (2). Elle blâmait, son Ministre pour l'imbroglie des mariages espagnols et pour l'humiliation de l'expulsion de Bulwer (3). La Révolution de février que Palmerston avait acceptée avec tant de sang-froid, l'horrifiait. « En France », écrivait-elle à son oncle Léopold I^{er}, « les choses vont terriblement mal (4) ». La politique italienne

(1) *Memorandum of a conversation with Palmerston*, 17 août 1850, Martin, *op. cit.*, vol. II, pp. 307-10.

(2) Victoria à Russell, 14 mars 1847. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 119-120.

(3) Victoria à Léopold, 14 septembre 1846 ; Victoria à Palmerston, 23 mai 1848. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 102-3, 175.

(4) Victoria à Léopold, 18 avril 1848. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 172.

de Palmerston et son alliance avec la République française la mettaient presque au désespoir. Elle était « honteuse de la « politique que nous poursuivons dans la controverse italienne « en soutenant ce qui est mal, et cela en vue de gagner de l'influence en Italie (1) », et elle était contrainte d'écrire à Russell : « La Reine doit dire à Lord John Russell ce qu'elle a, à « plusieurs reprises, déclaré à Lord Palmerston, mais sans résultat apparent, que l'établissement d'une *entente cordiale avec la République française*, dans le but de chasser les Autrichiens de leurs territoires en Italie, serait une honte pour le pays (2). La Reine et son Ministre des Affaires étrangères ne s'entendaient pas mieux sur les affaires de l'Allemagne. Elle était « malheureuse » à propos de sa « chère Allemagne ». Peu lui importait à lui, il était indifférent, sauf en ce qui touchait la dispute dans le Schleswig-Holstein, où, là encore, sa politique était l'opposé complet de ce qu'elle désirait (3).

Politique à part, la Reine ressentait violemment l'attitude que Palmerston avait avec elle. Elle désirait exercer un certain contrôle sur les affaires étrangères. Ses aspirations outrepassaient probablement la sphère de ses droits constitutionnels, mais de ce fait elle était naïvement ignorante. Palmerston, qui s'impatiait même du contrôle du Cabinet, la traitait avec une indifférence méprisante. D'importantes dépêches qu'elle n'avait jamais vues ou dont elle avait opposé la transmission, étaient envoyées. Les omissions ou les corrections qu'elle suggérait étaient fréquemment ignorées, et les dépêches transmises dans leur texte original. Elle protestait souvent et vigoureusement. « La Reine », écrivait-elle en avril 1847, « a plusieurs fois demandé à Lord Palmerston, par l'entremise « de Lord John Russell et personnellement, à ce que les lettres « à nos Ministres étrangers ne soient pas expédiées avant d'avoir « été soumises à la Reine. Cependant, on continue à le faire... « La Reine exprime donc une fois de plus son désir que Lord « Palmerston empêche le retour de cette pratique (4). »

(1) Victoria à Palmerston, 1^{er} juillet 1848. *Ibid.*, p. 182.

(2) Victoria à Russell, 25 juillet 1848. *Ibid.*, pp. 186-7.

(3) Victoria à Léopold, 9 mai 1848, 8 mai 1849 ; Victoria à Palmerston, 21 juin 1848. *Ibid.*, pp. 173, 219-20, 222-3.

(4) Victoria à Palmerston, 17 avril 1847. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 122.

En dépit de cette protestation et d'autres encore, Palmerston continuait à diriger les affaires de son département avec très peu d'égards envers la Couronne. La Reine se désespérait. « Les remontrances n'ont aucun effet sur Lord Palmerston », écrivait-elle (1). Quelque temps après, elle avouait « qu'elle pouvait à peine continuer avec lui », qu'elle « n'avait pas confiance en lui », ce qui la rendait « sérieusement inquiète pour le bien-être du pays et la paix de l'Europe en général », et « très préoccupée d'un jour à l'autre de ce qui pouvait arriver. Dans cet état d'esprit, elle jugea nécessaire de demander à Russell le transfert de Palmerston à un autre département — à la Vice-Royauté d'Irlande, par exemple. — Russell, qui savait que sans Palmerston le Ministère ne se maintiendrait pas, refusa aussi poliment que possible.

Cependant, les offenses de Palmerston durant les années 1846-1849 étaient bénignes, comparées à celles qu'il commit en 1850 et 1851. La première eut rapport à la fameuse affaire Don Pacifico, la finale sensationnelle de la politique de Palmerston en Grèce.

Depuis son affranchissement, la Grèce était devenue le champ des rivalités des trois « puissances fondatrices », la France, la Russie et la Grande-Bretagne (2). Des partis « Anglais », « Russe » et « Français » s'étaient formés, dirigés respectivement par Mavrocordatos, Metaxas et Colettis. Durant la période de la Régence (1833-1835) et les premières années du règne d'Othon, l'influence anglaise, si elle ne prédomina pas toujours, prévalut en grande partie. Mais dès l'époque de la majorité d'Othon, les insistances de Palmerston pour la publication d'une Constitution (3) promise dans la proclamation des Puissances garantes, irrita le jeune prince, « l'enfant gâté de l'absolutisme », comme l'appelait Palmerston. Sir Edmund Lyons, que Palmerston avait nommé Ministre britannique à Athènes en 1835, était sans nul doute un bon capitaine de marine

(1) Victoria à Russell, 26 juin 1848. *Ibid.*, p. 181.

(2) Guizot écrit dans ses *Mémoires*, vol. VII, p. 264 : « A Londres, on se résignait à la Grèce affranchie ; mais on n'en soutenait que plus fortement la Turquie ébréchée. A Pétersbourg, on se félicitait d'obtenir en Grèce un client ennemi des Turcs, mais on n'y voulait à aucun prix d'un voisin indépendant et capable de devenir un rival ».

(3) En août 1835, Palmerston écrivit à Lyons une de ses lettres les plus caractéristiques : « Je vous prie de démontrer à Armandsparg et au Roi la nécessité

et un honnête homme, mais il n'était pas un diplomate (1). D'abord, il eut des rapports excellents avec le Roi, mais bientôt sa défense ardente du parti constitutionnel (c'est-à-dire Anglais) et sa tendance à « tirer les gros canons à chaque petite affaire » embrouilla ses relations avec le Roi et aussi avec les représentants des Puissances à Athènes. Lorsque, en 1841, Aberdeen devint Ministre des Affaires étrangères et que l'Entente avec la France fut rétablie, Lyons fut invité à agir avec plus de modération. La Révolution du 14 septembre 1843 réalisa les prophéties de Palmerston et força Othon à sanctionner une Constitution libérale. Mais en dépit du fait que Mavrocordatos, le leader du parti anglais, fut devenu Président du Conseil en mars 1844, l'influence anglaise était sur son déclin. Au mois d'août de la même année, Mavrocordatos fut supplanté par Colettis en coalition temporaire avec Metaxas. Les dispositions anti-anglaises du nouveau ministère furent marquées par le renvoi de Sir Richard Church, du poste de commandant en chef des armées grecques, qu'il avait occupé depuis 1827. Cependant, Guizot et Aberdeen s'efforcèrent de maintenir l'entente cordiale en Grèce. Le Président du Conseil français écrivait à Piscatory, qui était devenu Ministre de France en Grèce en 1843, pour lui recommander de persister à subordonner les « intérêts de rivalité à l'intérêt d'entente, la petite politique à la « grande (2)... » et Aberdeen avertissait Lyons du danger qu'il y avait de devenir le violent partisan d'un parti.

Mais comme Bulwer et Bresson, ou Bois-le-Comte et Peel, Lyons et Piscatory étaient des agents extrêmement zélés, et les tentatives de leurs Gouvernements, pour les retenir, ne

absolue d'établir une forme de gouvernement représentatif en Grèce. Les habitudes, le génie et la distribution géographique de la nation, son ancienne histoire et sa lutte récente, les assemblées nationales pendant la guerre d'indépendance, les espoirs qu'elles ont été encouragées à entretenir, toutes ces choses aident à rendre impossible que le peuple grec se contente de vivre sous une monarchie absolue. Le Roi Othon a maintenant le pouvoir de lui donner des Chambres formées et organisées suivant ses vues sur ce qu'il considère la meilleure manière. S'il diffère, les Chambres lui seront extorquées, formées et organisées suivant ce que les plus violents et les moins éclairés de ses sujets pensent être le mieux. *Life of Vice Admiral Lord Lyons*, par Eardley Wilmot, pp. 77 et suivantes.

(1) Lyons avait été commandant du *Madagascar*, le navire qui avait amené Othon en Grèce en 1833.

(2) Guizot, *op. cit.*, pp. 308-9.

furent pas toujours heureuses (1). L'extrait suivant, qui est tiré de la première lettre écrite par Sir Lyons à Palmerston, après son retour au Foreign Office en juillet 1846, donne une indication correcte, peut-être un peu exagérée, de la situation en Grèce à cette époque : « En 1841, Votre Excellence me laissa « la bête noire de celle-ci et d'autres Cours parce que j'étais « considéré comme un obstacle à la consolidation du système « gouvernemental allemand dans ce pays; et maintenant, vous « me retrouvez devenu encore plus noir aux yeux des mêmes « personnes, parce qu'on me considère comme un obstacle au « rétablissement de la puissance absolue. Dans mon humble « opinion, il est plus probable que le Roi Othon perde son trône « que les Grecs leur Constitution (2). »

Le retour de Palmerston au Foreign Office n'aggrava pas immédiatement les relations entre les Gouvernements britannique et grec. Coletti et Guizot s'étaient tous les deux attendus à une offensive plus ou moins énergique pour restaurer l'influence anglaise, et ils furent fort surpris de ne pas la voir se produire. « En Grèce », écrivait Guizot à Jarnac, « rien n'est « changé dans l'attitude respective de M. Coletti et de ses « adversaires. Cependant, l'activité inquiète de Sir Edmund « Lyons semble s'être un peu calmée. Le parti qui fonde sur lui « toutes ses espérances en témoigne une surprise d'autant plus « vive qu'il s'attendait à autre chose par suite de la restauration « du Ministère Whig (3). »

Malgré la patience de Palmerston, les craintes de M. Coletti et de ses amis se justifièrent bientôt. Après l'affaire des Mariages espagnols, alors que Palmerston cherchait sa revanche à tous les points du compas politique, il était peu probable qu'il laissât de côté un champ qui avait été déjà une fois témoin de ses triomphes et où il possédait un instrument aussi loyal que l'était Sir Edmund Lyons. Et l'occasion ne fut pas longtemps attendue.

En janvier 1847, le Gouvernement grec notifia aux « Puis-

(1) Compte rendu de Guizot sur le maintien de l'Entente cordiale en Grèce. *Mémoires*, vol. VII, pp. 309-366.

(2) Lyons à Palmerston, juillet 1846. Eardley Wilmot, *op. cit.*, p. 104.

(3) Guizot à Jarnac, 14 septembre 1846. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 47. Encore en janvier 1847, Guizot écrivait à Sainte-Aulaire « que Lyons, quoique toujours hostile à Colletti, l'était avec moins d'activité », p. 145-154.

« sances fondatrices » qu'il était incapable de payer les intérêts de l'emprunt garanti par elles en 1832 (1). Guizot était disposé à accorder le sursis réclamé à Athènes, et il envoya à Sainte-Aulaire une copie des garanties offertes par Colettis (2). Lorsque Sainte-Aulaire arriva au Foreign Office, Palmerston lui annonça « que le matin même le Cabinet s'était occupé des Affaires de la Grèce et que, d'après l'avis de ses collègues, il aurait un de ces jours à entretenir M. de Brunnov et moi de mesures à prendre pour obliger le Gouvernement hellénique à se libérer de ses obligations financières ». Lorsque Sainte-Aulaire lui eût fait remarquer la difficulté de prendre de l'argent où il n'y en avait pas, et qu'exiger un paiement fomenterait des troubles qui menaceraient la paix de l'Europe, Palmerston répondit « qu'il s'embarrassait peu des conséquences, que le Gouvernement grec était honteux, que M. Colettis était un homme abominable et le Roi Othon hors d'état de gouverner ». « Après cet entretien », concluait Sainte-Aulaire, « il est de mon devoir d'avertir Votre Excellence que je crois le Ministère grec menacé d'une violente attaque ; j'ignore quels seront les moyens d'y résister, mais je n'aperçois aucun moyen d'apaiser la violence de Lord Palmerston et d'amortir les coups qu'il se prépare à porter (3). »

Guizot répondit d'une façon modérée, mais très nette. Il recevrait les propositions de Palmerston pour obliger le Gouvernement grec à faire face à ses obligations, mais il ne promettait pas de les accepter. Quant à l'accord avec « les trois Cours », il n'existait plus depuis que chaque puissance avait des intérêts différents à défendre en Grèce (4).

Palmerston était évidemment d'accord avec cette dernière partie de la communication, et il se mit aussitôt à prendre la défense des intérêts anglais. Il commença sa campagne par une tentative auprès du Roi de Bavière, pour l'induire à conseiller à son fils d'abandonner Colettis et de répudier le parti français.

(1) Le total de la somme garantie était de 2.400.000 livres sterling et elle était spécialement « garantie par la Grande-Bretagne ».

(2) Guizot à Sainte-Aulaire, 23 février 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 190-191.

(3) Sainte-Aulaire à Guizot, 8 mars 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 196-198.

(4) Guizot à Sainte-Aulaire, 12 mars 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 199-204.

A cette fin, il écrivit à Normanby, qui était en bons termes avec Wallenstein, le Ministre de Bavière à Paris, une dépêche pour être communiquée à ce dernier. « L'état présent des affaires en Grèce est vraiment déplorable », déclarait-il, « corruption et tyrannie dans le Gouvernement ; malversations et spéculations depuis le plus haut jusqu'au plus bas, dans tous les départements touchant la perception et la dépense du revenu ; un système organisé de vol et de pillage dans presque toutes les provinces ; la misère et la pauvreté chez le peuple, avec le manque de protection pour les personnes et les propriétés ; le danger d'être pillé et torturé par les officiers du Gouvernement et par les bandits ; l'industrie paralysée ; le mécontentement toujours grandissant, etc., etc. Pour quoi permet-on que ce système de désordre continue ?... afin que le Ministère du Roi Othon puisse dire que le système démocratique ne peut pas aller en Grèce... et pour que le Ministre français puisse se vanter à la Chambre que l'influence française est suprême à Athènes... Si le Gouvernement français ne peut pas trouver d'autres partisans en Grèce que des hommes entièrement indignes de la confiance et de la faveur du Roi Othon, il est temps que les intérêts de la nation grecque, et non pas le caprice du Gouvernement français, soient consultés en ce qui concerne le choix des Ministres par le Roi Othon (1). »

Quelque temps après, Palmerston persuada au Gouvernement prussien de démontrer au Roi de Bavière qu'il était peu sage d'appuyer Coletti et les Français (2).

Entre temps, il réclamait l'intérêt dû pour 1847, et trois navires de guerre furent envoyés de Malte dans les eaux grecques (3). Thouvenel, secrétaire de la Légation française à Athènes,

(1) Palmerston à Normanby, 12 mars 1848. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXIV. Il est facile de voir que Palmerston se souciait médiocrement des « intérêts de la nation grecque » et que ce qu'il voulait, c'était que le choix d'un Ministère par le Roi Othon fut dicté par « le caprice » du Gouvernement britannique au lieu de celui du Gouvernement français. Finlay, le plus détaché des historiens, qui résidait à Athènes à cette époque, rapporte que les méthodes de Mavrocordatos, comme premier ministre, n'étaient certainement pas meilleures que celles de Coletti. Voir *History of Greece from the conquest of the Romans to the present time* (Tozer edition), par Finlay, vol. VII, *passim*, en particulier, pp. 194-5.

(2) Palmerston à Normanby, *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXIV.

(3) Guizot, *op. cit.*, vol. VII, pp. 368-70.

nes, écrivait à son ami le Prince de Broglie : « Nos affaires
« prennent une fâcheuse tournure en Orient. Le bal va décidé-
« ment commencer par Athènes. Lord Palmerston a donné
« l'ordre de préparer les violons, et son digne maître des céré-
« monies, Sir Edmund Lyons, a publié ce matin le programme
« de la fête. On demande sept cent mille drachmes tout de suite
« et six millions de drachmes un peu plus tard (1)... » Guizot
avertit Berlin, Vienne et Saint-Pétersbourg du « péril ». A Athè-
nes, l'émotion fut vive. La Prusse et l'Autriche conseillaient
à Colettis de céder : « Vous avez sur les bras », lui disait-on,
« la colère de Lord Palmerston, les vengeance de la Porte,
« les désordres provoqués. Cédez la place (2)... » Mais Colettis,
protégé par la faveur du Roi et certain de l'appui de la France,
forma un nouveau Ministère, puis, après avoir proclamé la
dissolution des Chambres, il ordonna de nouvelles élections.
Les navires anglais restèrent dans les eaux grecques, mais ne
firent pas de démonstrations. Vers la fin de mai, Thouvenel
décrivait ainsi la situation : « L'Angleterre vient de se heurter
« contre la caisse vide du Trésor ; on lui offre deux cent mille
« francs environ, au lieu des millions qu'elle demande. Je pense
« qu'elle finira par renoncer à une attitude qui a quelque chose
« d'odieux et de ridicule (3). »

Pendant ce temps, un autre incident eut lieu à Athènes qui
permit à Palmerston un autre procédé d'attaque. En janvier
1847, un aide de camp du Roi Othon, M. Karatasso, qui avait
été mêlé, en 1841, au mouvement insurrectionnel contre la
Porte en Thessalie, désirant se rendre à Constantinople pour
des affaires personnelles, demanda un visa à l'Ambassade
turque à Athènes. Le visa lui fut refusé. Colettis fit des remon-
trances, et le Ministre turc, Musurus, promit d'envoyer une
réponse le lendemain. Suivant Guizot, Colettis attendit la ré-
ponse promise toute la journée, mais elle ne vint pas (4). Le
même soir, à un bal donné au Palais-Royal, le Roi réprimanda
publiquement Musurus. Après quelques mots échangés avec
Lyons et Mavrocordatos, Musurus quitta le bal (5). La Porte

(1) Thouvenel à Broglie, 20 avril 1847. Thouvenel, *La Grèce du Roi Othon*, pp. 121-124.

(2) Guizot, *op. cit.*, p. 370.

(3) Thouvenel à Cuvillier Fleury, 20 mai 1847. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 125-7.

(4) Guizot, *op. cit.*, pp. 364-5.

(5) Le récit ci-dessus est une paraphrase de celui donné par Guizot dans ses

envoya un ultimatum exigeant des excuses formelles, sans quoi le Ministre ture quitterait Athènes sous trois jours par le même bateau qui lui apportait les instructions. Nulle excuse ne fut envoyée ; le 1^{er} avril, la Turquie suspendit les relations diplomatiques (1). La Grèce et la Turquie étaient à deux doigts de la guerre. Palmerston notifia à Coletti qu'il ne défendrait pas la Grèce contre les hostilités de la Turquie (2). Il déclara qu'il était « impossible de nier que le Gouvernement grec s'était mis dans son tort dans l'affaire de M. Musurus », et que les demandes turques devaient recevoir satisfaction (3).

Cependant, puisque l'ultimatum ture avait été envoyé conformément « à la recommandation unanime des Cinq Puissances », les Puissances étaient moralement tenues de soutenir la Porte (4).

Le Tsar se posant, pour l'instant, en ami du Sultan, fut de l'avis de Palmerston et conseilla à Othon de faire les excuses demandées (5). La Prusse n'ayant dans l'affaire aucun intérêt envoya, sur l'avis de Bunsen, l'ami de Palmerston, des instructions identiques (6). Même Metternich conseillait à Othon de céder (7). Cependant ni l'Autriche, ni la Russie ne désiraient substituer l'influence de Palmerston à celle de Guizot à Athènes. Metternich suggéra un compromis qui éliminerait les excuses

Mémoires, vol. VII, pp. 364-6, et dans une dépêche à Broglie datée du 1^{er} mars 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, p. 192. Il est intéressant de le comparer avec un paragraphe incisé d'une lettre de Thouvenel à sa sœur : « Il y a parmi les aides de camp du Roi Othon, un officier qui s'est trouvé gravement compromis autrefois dans une conspiration contre la Turquie. Il a voulu se rendre à Constantinople, et le Ministre ture à Athènes, sans égard pour sa qualité nouvelle, lui a refusé son visa. Le lendemain il y avait bal à la Cour et le Roi a profité de l'occasion pour faire une algarade publique à M. Musurus, le représentant de la Turquie ». Thouvenel à sa sœur, janvier 1847. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 100-102.

(1) Guizot, *op. cit.*, pp. 366-7.

(2) Thouvenel à Cuvillier-Fleury, 10 avril 1847. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 118-121.

(3) Palmerston à Normanby, 14 mai 1847. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCLXXV.

(4) Palmerston à Ponsonby, 7 mai 1847. *Ibid.*, Austria, vol. CCCXXXIV, p. 775.

(5) Guizot à Jarnac, 19 mai 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 264-279.

(6) Guizot, *op. cit.*, vol. VII, p. 370.

(7) Guizot, *op. cit.*, vol. VII, p. 370.

dues à Musurus (1), et il prévenait la Porte que, si elle ne terminait pas bien vite l'affaire, elle deviendrait la victime du jeu politique entre la France et l'Angleterre (2). Nesselrode fit savoir à Guizot qu'il désapprouvait l'attitude menaçante du Cabinet britannique, et « annonça l'intention de faire tout ce qui dépendrait de lui pour contenir l'ardeur de Palmerston (3). Guizot, naturellement, encourageait la Grèce à résister aux demandes de la Porte (4). Telle était la situation quand Coletti mourut en 1847.

Coletti était « la meilleure carte » du parti français, et il « semblait probable que sa mort serait suivie de l'éclipse de l'influence française à Athènes. Guizot rappela Piscatory et laissa l'Ambassade à la charge de Thouvenel, homme fin et spirituel, qui était peu disposé à continuer la politique de champion ardent d'un parti, poursuivie par Piscatory. « Sur bien des points », disait-il, « les Anglais voient trop noir ; de notre côté, nous voyons trop blanc ; en fondant les deux couleurs nous arriverions à une nuance grise qui serait plus vraie et plus juste (5). » Le geste de conciliation de Guizot fut secondé par le Roi de Bavière, qui proposa une coalition gouvernementale représentant tous les partis (6). Palmerston repoussa la trêve qu'on lui offrait. Il croyait, apparemment, qu'on pourrait forcer Othon à accepter un Ministère Mavrocordatos. Il fit de nouveau pression sur la Grèce pour obtenir le paiement de l'intérêt de l'emprunt de 1832 (7). Les intrigues et les hostilités de Lyons redoublèrent (8). Les dépêches envoyées à Athènes contenaient « les plus violentes invectives contre le Gouvernement français (9) ». Suivant Broglie, Palmerston prédisait une révolution et le détronement du Roi Othon (10).

Quoique en janvier 1848 le Gouvernement se décida enfin

(1) Palmerston à Ponsonby, 15 juin 1847. *Archives du Foreign Office*, Austria, vol. CCCXXXIV.

(2, 3 et 4) Guizot à Jarnac, 19 mai 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVII, pp. 264-279.

(5) Cité par Thureau-Dangin dans *La Monarchie de juillet*, vol. VII, p. 141.

(6) Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VII, pp. 139-140.

(7) En octobre, il déclara à Broglie « que la Grèce serait en état de payer la totalité de l'emprunt ». Broglie à Guizot, 17 octobre 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 242-3.

(8 et 9) Guizot à Broglie, 22 décembre 1847. *Ibid.*, vol. DCLXIX, p. 122.

(10) Broglie à Guizot, 2 novembre 1847, cité par Thureau-Dangin, *op. cit.*, vol. VII, p. 140.

à écrire une lettre de regrets pour M. Musurus, l'offensive de Palmerston n'atteignit pas son principal objet. Othon garda un Ministère composé d'amis de Colettis, et Mavrocordatos ne fut pas appelé au pouvoir (1).

La répercussion des « Journées » de février et de mars en France, Italie, Autriche, Allemagne et Espagne excita de nouveaux désordres en Grèce. Thouvenel décrit admirablement la situation diplomatique et politique à l'arrivée de la nouvelle de la Révolution européenne : « La diplomatie est dans la cons-
« ternation. M. Lyons, seul, se frotte les mains, et l'opposition
« qu'il dirige pense voir poindre l'heure du berger (2) ». Deux
« mois plus tard, après qu'une tentative d'assassinat contre
Musurus eût été commise, il écrivait : « La Grèce prend cou-
« leur. Le Ministre de Turquie, M. Musurus, à peu près assas-
« siné, M. Lyons fou de fureur, un Cabinet imbécile, le brigandage renaissant, le Trésor vide, l'insurrection maîtresse du
« nord du pays, voilà les résultats de notre grande politique(3)... »

Au printemps de 1848, la France et l'Angleterre devinrent trop occupées par d'autres affaires pour prêter une grande attention aux choses de la Grèce. Mais Palmerston, qui avait maintenant changé sa manière d'être avec la France, et qui cherchait à la contrôler au moyen d'une alliance, exprima le désir « le plus vif et le plus sincère de voir la France et l'Angle-
« terre agir de concert (4) ». Bastide répondit : « Sur la Grèce,
« il serait bon que la France et l'Angleterre s'entendent, mais
« cela est impossible aussi longtemps que le Cabinet anglais
« et son représentant font une guerre acharnée à la Grèce.

(1) Eardley-Wilmot, *op. cit.*, p. 107. Guizot à Broglie, 11 octobre 1846. Guizot à Jarnac, 3 janvier 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 248-9. Dans le récit qui précède j'ai omis certains faits qui éclaireront tout un côté de la politique française en Grèce. Dans l'automne de 1847, Broglie eut une conversation curieusement franche avec Stratford Canning : « Entendons-nous » déclarait Broglie, « il m'est arrivé plus d'une fois de dire et il m'arrive toujours de penser que si l'empire Ottoman venait à s'écrouler... il vaudrait mieux pour nous que ce grand corps fût démembré en principautés indépendantes, que d'être partagé, et cela pour une raison fort simple, c'est que quand on partage, les gros lots sont pour les voisins. Vous auriez à cela autant d'intérêt que nous... ». Broglie à Guizot, 30 octobre 1847. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXVIII, pp. 276-80.

(2) Thouvenel à Cuvillier-Fleury, 9 mars 1848. Thouvenel, *op. cit.*, p. 167-9.

(3) Thouvenel à Cuvillier-Fleury, 10 mai 1848. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 182-7.

(4) Tallenay à Bastide, 22 mai 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, p. 67.

« Mais là comme ailleurs, nous sommes prêts à nous associer
 « à toute politique bienveillante, conforme aux principes géné-
 « raux de la Civilisation et aux intérêts de l'équilibre en Orient (1). »

Palmerston reçut les ouvertures de Bastide avec une satisfaction non déguisée (2). La modération de l'attitude qu'il prit dès lors en Grèce étonna Bastide, qui fit remarquer cependant que les déclarations auraient peu de valeur aussi longtemps que Sir Edmund Lyons serait Ministre d'Angleterre à Athènes. Il écrivait à Tallenay : « Si Palmerston tient sincèrement à changer sa politique à l'égard de la Grèce... la première chose à faire doit être... d'y remplacer cet agent par un nouvel envoyé... Tant que Sir Edmund Lyons restera en Grèce et qu'il continuera d'y être ce que M. Bulwer était à Madrid, il y aura peu d'espoir de voir s'amoinrir les complications au milieu desquelles la Grèce s'épuise et marche à sa perte (3). »

Palmerston ne consentit pas immédiatement au rappel de Lyons ; mais Sir Strafford Canning fut chargé de se rendre à Athènes en mission spéciale.

Le principal objet de la Mission Canning était de chercher à réconcilier les partis anglais et français et, si possible, de mettre fin à leur rivalité (4). Mais Canning devait aussi chercher à convertir Othon à des vues plus favorables au Gouvernement constitutionnel, au moyen de conseils et de persuasions présentés avec plus de tact que l'étaient habituellement les adresses de Sir Edmund Lyons (5). Canning ne fut pas plutôt arrivé à Athènes, qu'il donna une preuve éclatante de son intention d'agir en pacificateur : il refusa de permettre à son ami le Général Church, un des chefs du parti anglais, qui était venu spécialement au Pirée le chercher, de monter dans la voiture qui le (Canning) conduisait à Athènes (6). En dépit de ses bonnes intentions, Canning se heurta à de nombreuses difficultés ; il

(1) Bastide à Tallenay, 31 mai 1848. *Ibid.*, vol. DCLXX, p. 80.

(2) Tallenay à Bastide, 2 juin 1848. *Ibid.*, vol. DCLXX, pp. 89-90.

(3) Bastide à Tallenay, 6 juin 1848. *Ibid.*, vol. DCLXX, p. 106.

(4) Loftus, *Reminiscences*, 1^{re} série, vol. I, pp. 149-150.

(5) Lane Poole, *Canning*, vol. II, pp. 171-3. Le parti Constitutionnel était le parti Anglais. La tentative de conciliation de Palmerston n'était pas sans mobile ultérieur.

(6) Loftus, *op. cit.*, 1^{re} série, vol. I, pp. 150-2. Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 172-4.

se querella bientôt avec Lyons, qui s'était violemment opposé à la manière impartiale avec laquelle Canning cherchait à examiner la situation (1). Après cette querelle, le pacificateur anglais ne pouvait pas faire grand'chose pour l'accomplissement du but de sa mission. Il ne fut pas plus heureux dans ses efforts pour convertir le Roi aux idées constitutionnelles. Othon restait aussi inaccessible aux cajoleries de Canning qu'il l'avait été aux brusques sorties de Lyons. A la fin, Canning perdit patience, et il présenta au Roi un memorandum d'avertissements et de conseils rédigés dans des termes encore plus forts que ceux que Lyons eût employés ou même conseillés (2).

Il est probable que Palmerston ne fut pas fâché de voir la Mission Canning se terminer de cette manière. Le 24 juillet, il écrivait à Lyons sur un ton familier : « Vous pouvez assurer « à Tricoupis que je n'ai pas changé un iota de mes opinions « et vues sur la Grèce, quoique j'aie plus d'espoir que j'en avais, « quant à sa future prospérité. Car maintenant que le Gouverne-
« ment constitutionnel est établi dans toute l'Europe de l'ouest « à l'est, et du nord au sud, il est impossible que la Grèce con-
« tinue longtemps à être une exception. D'autant plus que le « système actuel de gouvernement arbitraire et corrompu « a perdu l'appui qu'il recevait autrefois de Paris, Vienne et « Berlin, et que l'appui de Munich sera nécessairement moins « fort qu'il ne l'a été jusqu'ici. La seule sympathie que le Roi « Othon peut espérer est celle de Saint-Petersbourg, mais je « crois que là même son système est considéré comme impru-
« dent et impolitique (3). »

Cependant, la politique européenne de Palmerston continuait de tourner autour d'une entente avec la France, et en janvier 1849, cédant aux plaintes réitérées du Gouvernement français (4), il ordonna le rappel de Sir Edmund Lyons (5). « Lord Palmerston », écrivait Thouvenel, « vient de me débar-
« rasser de Sir Edmund Lyons... J'espère que ce départ de

(1) Eardley-Wilmot, *op. cit.*, p. 109.

(2) Lane Poole, *op. cit.*, vol. II, pp. 171-4.

(3) Eardley Wilmot, *op. cit.*, pp. 111-112.

(4) Bastide à Tallenay, 23 juillet 1848. Tallenay à Bastide, 26 juillet 1848. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXX, pp. 264, 277-78.

(5) Cecille à Drouyn de Lhuys, 11 février 1849. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXII, p. 232. Eardley Wilmot, *op. cit.*, p. 113.

« M. Lyons simplifiera la situation et diminuera mes peines (1). »

Pendant la fin de l'année 1849, une trêve tacite prévalut dans la lutte d'influence à Athènes. Mais au commencement de 1850, Palmerston était prêt à recommencer le combat. Les révolutions européennes étaient maintenant finies. L'Italie était subjuguée, la Hongrie reconquise, l'Unité Germanique défaite et la France glissait doucement vers le Second Empire. L'Entente anglo-française n'était plus désormais un pivot essentiel dans la politique européenne de Palmerston. L'occasion (ou plus précisément le prétexte) d'un renouvellement de conflit fut une série de réclamations privées et publiques contre le Gouvernement grec. La plus pittoresque était celle de Don Pacifico. Don Pacifico était un juif portugais que le hasard d'être né à Gibraltar avait fait citoyen anglais. En 1847, il occupait le poste de Consul portugais à Athènes. On avait coutume à Athènes, comme dans d'autres villes du Levant, de brûler une effigie de Judas le jour de Pâques. En 1847, le Gouvernement interdit cette mascarade. Le peuple attribua l'édit du Gouvernement à Pacifico et, pour se venger, on célébra la fête en saccageant sa maison. La police n'intervint pas (2). Pacifico réclama une indemnité de 26.500 livres sterling. 500 livres sterling pour les souffrances personnelles infligées à sa famille, 500 pour la propriété détruite ou pillée, et 21.000 pour certains documents touchant des réclamations contre le Gouvernement portugais (3).

La seconde demande fut présentée par l'historien George Finlay. Il avait acheté, en 1830, un terrain à un propriétaire turc, un protocole des « Puissances fondatrices » ayant proclamé le droit des Turcs de vendre leurs terres avant que les Grecs prissent possession de l'Attique. En 1836, le Roi Othon avait fait enclore le terrain de Finlay dans un jardin royal. Quand ce dernier réclama, on l'informa que son terrain « n'étant pas désiré pour un objet d'utilité publique », il n'avait aucun droit légal à une réclamation. Lyons et son successeur Wyse soutinrent la demande de Finlay, et, en octobre 1849, le Gouvernement grec consentit à la soumettre à l'arbitrage. La loi

(1) Thouvenel, *op. cit.*, pp. 237-9.

(2) Eardley Wilmot, *op. cit.*, pp. 104-7.

(3) Palmerston à Wyse, 25 mars 1850. *Archives du Foreign Office, Greece*, v o l. CLXXV.

grecque stipulait que dans une cause d'arbitrage, une décision devait être rendue dans un terme de trois mois, sans quoi l'arbitrage cessait automatiquement. Dans l'affaire Finlay, le Roi Othon avait gardé les pièces jusqu'à la fin de la limite des trois mois (janvier 1849) (1).

Les cinq autres réclamations privées se rapportaient à des protégés anglais des Iles Ioniennes, qui étaient, depuis 1815, sous le protectorat britannique (2). En plus de ces demandes, il y avait deux réclamations qu'on pouvait considérer comme « publiques ». Le Gouvernement anglais soutenait que les deux petites îles Cervi et Sapienza, possédées par les Grecs depuis la guerre de l'Indépendance, appartenaient au groupe ionien, et que, par conséquent, elles devaient être laissées à l'Angleterre (3) ; la dernière était une demande de réparation pour le mauvais traitement infligé à l'équipage du vaisseau de guerre anglais *Fantôme* (4).

Lyons et Wyse avaient à diverses reprises demandé le règlement de toutes ces demandes, particulièrement de celle de Pacifico. Le Gouvernement grec n'y avait prêté aucune attention, ne daignant même pas répondre à la première lettre de Lyons sur l'affaire Pacifico (5).

Palmerston avait eu longtemps dans l'esprit un emploi de « la force majeure » pour assurer un règlement de ces griefs. Déjà en août 1847, il écrivait à Bloomfield : « Aucun ordre n'a encore été envoyé à Parker pour forcer le Gouvernement grec de faire droit à nos diverses demandes, mais vous ne devez pas cacher à Nesselrode et à l'Empereur que ces ordres seront bientôt donnés si Colettis ne les rend pas inutiles par un acquiescement volontaire (6). »

(1) Finlay, *op. cit.*, vol. VII, pp. 209-12. Eardley Wilmot, pp. 104-107.

(2) 232 livres sterling étaient demandées par des bateliers ioniens volés dans une douane grecque. D'autres Ioniens réclamaient 60 livres en compensation des mauvais traitements reçus à Patros et Pyrgos, etc. Voir Palmerston à Normanby, 13 février 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXI, et Palmerston à Wyse, 25 mars 1850. *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. CLXXV.

(3) Cette demande ne fut cependant pas comprise dans celles que Parker et Wyse présentèrent au Gouvernement grec en 1850.

(4) Eardley-Wilmot, *op. cit.*, p. 106.

(5) Palmerston à Normanby, 13 février 1850. *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. DCCCLXI.

(6) Palmerston à Bloomfield, août 1847. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 180-1. Il est intéressant de noter que Brunow avait, à cette époque, prévu l'attaque de Pal-

La crise européenne de 1848-1849 empêcha Palmerston d'exécuter sa menace aussi vite qu'il l'avait promis. La crise passée, il revint à l'attaque. Dans les premiers jours de décembre, il écrivit à Wyse que le Vice-Amiral Parker avait reçu l'ordre de se rendre à Athènes afin d'aider le Ministre anglais à régler d'une manière satisfaisante les diverses réclamations présentées par le Gouvernement britannique. Palmerston chargeait Wyse de persévérer, conjointement avec Parker, dans « le *suaviter in modo*, aussi longtemps qu'il serait compatible avec sa dignité « et son honneur ». Si le Gouvernement grec demeurerait impassible, l'amiral devait commencer des représailles. Saisir des navires grecs. « Mais comme le Roi se soucierait probablement « fort peu que nous prenions ce qui appartient à des marchands, « le mieux serait de s'emparer de sa petite flotte, si cela peut « se faire adroitement. Ensuite, il faudrait faire le blocus d'un « ou de tous ses ports. » Et si cela n'allait pas, Wyse et Parker devaient décider ce qu'il y aurait de mieux à faire et Palmerston suggérerait de débarquer des marins dans une ville et de saisir une somme suffisante dans le Trésor public (1).

Tel était le programme de la fête, comme disait Thouvenel. La première partie s'effectua sans le moindre accroc. La flotte britannique arriva au Pirée, le 11 janvier. Le 15 janvier, Parker présenta ses respects au Roi Othon, et, le 16 janvier, l'Amiral et Wyse eurent une entrevue avec M. Londres, le Ministre des Affaires étrangères grec. Wyse réitéra les demandes anglaises et avertit M. Londres que, si on n'y accédait pas immédiatement, un ultimatum serait envoyé. Le 17 janvier, Londres, après s'être entretenu avec Thouvenel (2), vint lui-même présenter la réponse du Gouvernement grec. On proposait un arbitrage. Wyse n'en fut pas satisfait et, dans l'après-midi du même jour, l'ultimatum fut envoyé. Le même soir, Thou-

merston. En février 1850, il lut à Drouyn de Lhuys deux dépêches écrites en août 1847. « L'une écrite le 11 août 1847 a cela de remarquable qu'elle prédit de la manière la plus précise et avec les détails les plus circonstanciés les résolutions que le Cabinet britannique vient d'exécuter contre la Grèce avec une soudaineté qui semblerait exclure l'idée d'une aussi longue préméditation ». Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 13 février 1850, *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVI, p. 135.

(1) Palmerston à Wyse, 3 décembre 1849. Ashley, *op. cit.*, pp. 183-184.

(2) Thouvenel à Cuvillier-Fleury et au Général de La Hitte, 18 janvier 1850. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 278-289.

venel et Persiany offrirent leurs bons offices, que Wyse refusa (1).

Le 18 janvier, le Gouvernement grec refusa d'accéder aux conditions de l'ultimatum anglais (2). Wyse assurait que le Roi Othon avait pris cette décision après avoir eu une entrevue avec les Ministres de France et de Russie qui lui avaient promis leur appui (3).

Wyse demanda immédiatement à Parker d'empêcher les vaisseaux appartenant au Gouvernement grec de quitter le Pirée; il espérait que ses « mesures très modérées » engageraient le Roi Othon à céder (4). Le même jour, Wyse s'embarqua sur le vaisseau amiral, après avoir fait savoir qu'il continuerait à s'assurer des communications par l'entremise de l'Ambassade à Athènes (5). Quelques heures plus tard, tous les citoyens et protégés anglais à Athènes furent invités à venir à bord des vaisseaux de Parker (6). Persiany et Thouvenel offrirent de nouveau leurs services en vue d'une médiation, mais Wyse refusa encore (7). Suivant Wyse leurs offres avaient seulement pour but d'encourager Othon à résister aux demandes de l'Angleterre (8).

(1) Le compte rendu ci-dessus des premières phases de l'affaire grecque est basé sur la longue dépêche de Wyse à Palmerston, 18 janvier 1850, et les diverses dépêches qui y sont jointes, Londres à Wyse, Wyse à Londres (Ultimatum), Thouvenel à Wyse, Persiany à Wyse, Wyse à Persiany, Wyse à Thouvenel, toutes datées 19 janvier 1850. *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXXVII. Aussi Thouvenel à Cuvillier-Fleury et au Général de La Hitte, 18 janvier 1850. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 278-289. Dans ce chapitre j'ai omis toute référence à la *Correspondence relative to the demands made on the Greek Government*, 1850. Les dépêches imprimées dans cette brochure ont été tellement soigneusement expurgées qu'elles sont sans grande valeur.

(2) Londres à Wyse, 18 janvier 1850, *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXXVII.

(3) Wyse à Palmerston, 18 janvier 1850. *Ibid.*, vol. CLXXXVII.

(4) Wyse à Parker, 18 janvier 1850. *Ibid.*, vol. CLXXXVII.

(5) Wyse à Palmerston, 22 janvier 1850. *Ibid.*, vol. CLXXXVII. Thouvenel à de La Hitte, 22 janvier 1850. Thouvenel, *op. cit.*, p. 290.

(6) Wyse à Palmerston, 22 janvier 1850. *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXXVII. Thouvenel à de La Hitte, 22 janvier 1850, Thouvenel, *op. cit.*, p. 290.

(7) Thouvenel à de La Hitte, 22 janvier 1850, Thouvenel, *op. cit.*, pp. 290-293.

(8) Wyse à Palmerston, 20 janvier 1850, *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXXVII. Il n'existe aucune trace d'encouragement actif au Roi Othon dans la correspondance de Thouvenel. Il semble, au contraire, avoir agi avec modération et avoir désiré seulement un règlement pacifique de la dispute. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 278-311. Nous n'avons trouvé aucune preuve à la déclaration

Les premières « mesures très modérées » de Parker n'ayant produit aucun effet, il s'empara « de toute la marine grecque, « de peu et même d'aucune valeur par le nombre ou la condition ». Cette manœuvre n'ayant eu aucun effet sur le Gouvernement grec, l'embargo fut mis sur tous les navires marchands dans le Pirée, et quelques jours plus tard, comme aucun signe de capitulation ne venait d'Athènes, Parker saisit tous les navires marchands et leurs cargaisons qui se trouvaient dans le Pirée. Le Gouvernement du Roi Othon restait impassible et silencieux, mais la controverse entre Wyse et ses collègues français et russe s'envenimait de plus en plus. « A toutes les mesures », écrivait Wyse à Palmerston, « qu'il a été jugé nécessaire de prendre dans cette affaire, les Ministres français et le Chargé d'affaires russe ont saisi l'occasion de m'adresser respectivement leurs remontrances (1) ». Le même jour, Thouvenel écrivait à Cuvillier-Fleury : « La flotte anglaise est toujours mouillée à Salamine. La neige, la pluie et le vent doivent lui rendre cette relâche fort agréable. M. Wyse est à bord du vaisseau amiral, et c'est là que mes notes vont le chercher. Elles doivent, si j'en juge par ses réponses, lui paraître aussi amères et aussi rudes que le temps (2). »

En réalité, le Gouvernement français montrait plus d'anxiété en face des démarches anglaises à Athènes que Thouvenel n'en ressentait. Le 2 février, Montherot, le Chargé d'Affaires français à Londres, protesta au nom de son Gouvernement contre « les démarches de M. Wyse et de l'Amiral Parker ». Palmerston lui répondit sans cacher son hostilité : « C'est un différend... qui ne regarde que nous... Pourquoi donc tant vous préoccuper de cette affaire... Pourquoi donc montrer tant d'étonnement ? » Il ajouta : « L'Angleterre n'a nul besoin de consulter la France quand elle veut agir en Grèce ». « Vous remarquerez », écrivait Montherot à de La Hitte (de La Hitte était le Ministre des Affaires étrangères de France), « que Pal-

de Palmerston que Thouvenel eût appelé la flotte française à Athènes. Ashley, *op. cit.*, vol. I, p. 188.

(1) Wyse à Palmerston, 28 janvier 1850, et diverses autres dépêches échangées entre Thouvenel et Wyse et Persiany et Wyse. *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXVII. Aussi Thouvenel à Cuvillier-Fleury, 28 janvier 1850. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 298-300.

(2) Thouvenel à Cuvillier-Fleury, 28 janvier 1850. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 298-300.

« merston prenait avec moi constamment l'offensive comme
 « si, se sentant sur un mauvais terrain, il eût préféré l'attaque
 « à la défense... Il parlait avec une certaine véhémence, m'of-
 « frant rarement l'occasion de lui répondre et avec l'accent
 « d'un homme dont le parti est irrévocablement arrêté. Vous
 « jugerez de la valeur des arguments et des considérations
 « qu'il a mises en avant pour donner l'apparence du droit à
 « un abus de la force, et vous observerez que Palmerston a
 « conservé contre la politique de la France en Grèce ses vieilles
 « préventions qu'on aurait pu croire dissipées (1). »

Trois jours plus tard, Drouyn de Lhuys était de retour à Londres avec des instructions le chargeant d'offrir la médiation de la France. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, averti de l'intention du Gouvernement français, ne désirait pas accepter cette médiation. Mais Russell, le Cabinet et la Cour se déclarèrent contre lui, il allait être obligé de céder (2).

Lorsque, le 5 février, Drouyn de Lhuys vint au Foreign Office, exprimer de nouveau « la surprise que nous avait causé l'explosion des griefs britanniques contre la Grèce » et proposer la médiation de son Gouvernement, Palmerston ne fit pas d'objection (3). Drouyn de Lhuys ne soupçonnant rien rédigea une offre de bons offices de la France. Il écrivait : « Le Président « de la République a appris avec un vif regret le conflit qui s'est « élevé dernièrement entre le Gouvernement britannique et « celui de la Grèce. Désireux d'en arrêter le plus promptement « possible les suites fâcheuses... il m'a autorisé à proposer au « Cabinet britannique... les bons offices du Gouvernement « français (4) ». La réponse de Palmerston fut assez gracieuse, à la surface du moins. Il assurait que la Grande-Bretagne, préférant obtenir satisfaction par l'intervention amicale de la France plutôt que par l'emploi de la force, le Gouvernement britannique acceptait « avec plaisir » la médiation offerte et suspendrait les mesures coercitives à Athènes durant les négociations,

(1) Montherot à de La Hitte, 3 février 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVI, pp. 64-68.

(2) Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 57.

(3) Palmerston à Normanby, 5 février 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXI. Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 5 février 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVI, p. 82.

(4) Drouyn de Lhuys à Palmerston, 7 février 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXXXIV.

mais le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre ajoutait d'une manière significative que le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvant pas abandonner les réclamations présentées au Gouvernement grec, la suspension des mesures coercitives ne pourrait durer qu'une période de temps limitée, et qu'elle cesserait si à l'expiration de cette période les affaires en litige n'étaient pas réglées, « et les vaisseaux appartenant au Gouvernement ou à des sujets grecs qui ont été capturés... resteraient comme gages en dépôt jusqu'à un règlement final de la dispute (1) ». Le lendemain, lorsque Palmerston communiqua à Normanby une liste des demandes britanniques, il demanda que le médiateur français fût envoyé à Athènes le plus tôt possible, « car « il était préférable de ne pas laisser écouler un trop long intervalle entre la suspension des mesures coercitives et l'arrivée « du négociateur français ». Il désira aussi savoir combien de temps de La Hitte proposait pour la suspension des mesures coercitives de l'amiral Parker. Selon Palmerston, trois semaines étaient suffisantes pour permettre au médiateur français de se rendre compte s'il pouvait réussir à persuader au Gouvernement grec de donner satisfaction au Gouvernement britannique (2). Wyse reçut des ordres plus précis : « Si au bout d'une période « de temps raisonnable, écoulée après le commencement des « discussions, un arrangement satisfaisant n'a pas été obtenu « sur toutes les matières en discussion, vous informerez Sir « William Parker, afin qu'il puisse avoir recours aux mesures « coercitives, qu'après vous avoir consulté, il jugera nécessaires « pour obtenir la réparation que nous demandons au Gouvernement grec (3) ». A la fin, Palmerston et Drouyn de Lhuys décidèrent de ne pas fixer une limite à la durée de la médiation, mais de s'en remettre au négociateur français qui avertirait Wyse si après une période de temps raisonnable il se rendait compte qu'il ne pouvait pas amener un règlement acceptable (4). Palmerston considérait cet arrangement comme le plus avantageux. Il écrivit à Wyse « qu'il s'était abstenu exprès de fixer

(1) Palmerston à Drouyn de Lhuys, 12 février 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. CCLXXXIV.

(2) Palmerston à Normanby, 13 février 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXI.

(3) Palmerston à Wyse, 15 février 1850. *Ibid.*, Greece, vol. CLXXV.

(4) Palmerston à Normanby, 15 février 1850. *Ibid.*, France, vol. DCCCLXI.

une limite à la durée de la suspension des mesures coercitives(1).»

Le Gouvernement français choisit comme négociateur le Baron Gros qui avait autrefois représenté la France à la Cour d'Angleterre. En annonçant la nomination de Gros à Wyse, Palmerston lui révéla son plan d'action. Il lui ordonna de ne prendre aucune part à la médiation, sauf au cas où Gros lui demanderait sa participation. Le Ministre des Affaires étrangères ne trouvait rien à redire sur Gros, excepté « qu'il était Français et naturellement un Othoniste ». Il doutait qu'il fût capable d'arranger l'affaire, cependant il pouvait réussir, tout dépendrait de ses instructions. Palmerston acceptait « les bons offices pour assurer un règlement des réclamations, mais pas d'arbitrage quant à leur montant ». La seule demande qui pouvait être discutée à ce point de vue était celle de Pacifico. « Nous devons avoir de l'argent », déclarait Palmerston, « pas de promesses, car ces promesses ne seraient pas tenues et il faudrait recommencer de nouveau (2). »

Wyse ayant défense de transiger sur les demandes britanniques (3) ou de prendre part aux négociations, sauf lorsque Gros le désirerait, il était difficile que la médiation pût réussir, et il semble presque incontestable que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre désirât qu'elle échouât. Le 1^{er} mars, Drouyn de Lhuys, commentant ses conversations avec Palmerston, écrivait : « Nous avons eu grand'peine à nous mettre d'accord, ou plutôt nous sommes restés, au fond, convaincus, chacun de notre côté, que nous ne visions pas le même but. Le Gouvernement français veut pouvoir dire que sa média-

(1) Palmerston à Wyse, 15 février 1850. *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXV. Palmerston fit comprendre bien clairement que les vaisseaux saisis par Parker seraient retenus jusqu'à ce que complète satisfaction fût donnée aux demandes britanniques. (*Ibid.*)

(2) Palmerston à Wyse, 16 janvier 1850. *Archives du Foreign Office, Greece*, vol. CLXXV, et Palmerston à Wyse, 15 janvier 1850. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 191-192.

(3) Palmerston déclara à Drouyn de Lhuys : « Si par suite de révélations qu'il m'est impossible de prévoir, nous reconnaissons nous-mêmes le peu de fondement de quelques-unes de nos demandes, assurément nous ne persisterions pas. Mais c'est là une hypothèse que je ne puis admettre après le long examen et les consultations périodiques dont nos réclamations ont été l'objet. Nous avons toujours dit qu'il n'était pas question d'arbitrage, mais de bons offices et qu'il ne s'agissait pas de juger des griefs, mais de nous aider à en obtenir le redressement ». Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 1^{er} mars 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVII, p. 5 et 10.

« tion a obtenu quelque chose, et le Cabinet britannique veut
« paraître n'avoir rien cédé (1). »

La brusque action de Palmerston à Athènes excitait l'animosité de l'Europe, et particulièrement de la Russie qui ressentait encore l'échec reçu dans l'affaire des Réfugiés hongrois. Nesselrode protesta vivement, et il fit savoir au Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre qu'il approuvait complètement l'attitude du Gouvernement français (2). Schwarzenberg accueillit avec plaisir l'occasion d'embarrasser Palmerston. Les petits Etats, Naples, le Portugal et la Bavière virent dans l'affaire grecque un précédent menaçant (3). Ce que les petits Etats pensaient et éprouvaient à propos de cette affaire troublait fort peu le chef du Foreign Office, et il se préoccupait presque aussi peu de l'attitude de l'Autriche et de la Russie. « C'est le jeu accoutumé de la Russie et de l'Autriche », disait-il à Drouyn de Lhuys ; « elles cherchent toutes les occasions de « jeter la discorde entre l'Angleterre et la France (4). »

Le Baron Gros arriva à Athènes le 6 mars, et le lendemain il eut une entrevue avec Wyse. Celui-ci lui déclara qu'il n'avait pas d'instructions pour discuter le montant des réclamations ou pour faire des concessions ou des modifications (5). Tel fut le début, peu favorable, de la médiation. Cependant, Gros se mit à étudier pendant deux semaines les documents se rattachant à l'affaire. Pendant ce temps les relations entre Londres et Paris étaient devenues plus tendues. Le Gouvernement français continuait non seulement à critiquer la politique de Palmerston (6), mais il insistait aussi pour que les vaisseaux retenus par Parker fussent relâchés. En acceptant la médiation française, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait stipulé que les navires saisis par l'amiral anglais seraient retenus jusqu'à ce que satisfaction complète fut donnée aux

(1) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 1^{er} mars 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVII, pp. 5-10.

(2) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 4 mars 1850. *Ibid.*, pp. 20-1.

(3) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 17 février 1850. *Ibid.*, vol. DCLXXVI, pp. 215-6.

(4) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 1^{er} mars 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVII, pp. 5-10.

(5) Wyse à Palmerston, 8 mars 1850. *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. CLXXIX.

(6) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 14 mars 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVII, pp. 59-64.

réclamations britanniques. Les protestations réitérées du Gouvernement français contre la détention de ces vaisseaux augmentaient l'irritation que l'intervention et la médiation française causaient à Palmerston. Finalement, le 25 mars, il adressa une note irritée à Drouyn de Lhuys rappelant que lorsque le Gouvernement de Sa Majesté avait accepté l'intervention amicale de la France en Grèce, il avait promis de suspendre pendant la durée de la médiation, les mesures coercitives, mais non de rendre les vaisseaux saisis par l'Amiral avant d'avoir obtenu satisfaction. Aussi les efforts répétés du Gouvernement français pour obtenir la délivrance de ces navires étaient contraires à la médiation (1).

On envoya un duplicata de cette dépêche à Wyse, afin d'être doublement sûr qu'il ne transigerait sur aucune des demandes britanniques, sauf cependant sur la réclamation touchant les documents portugais de Don Pacifico. Même Palmerston reconnaissait que celle-là exigeait une investigation (2). A la vérité, Wyse ne montrait aucune disposition à vouloir transiger. Après un minutieux examen des diverses réclamations, Gros rédigea un projet de règlement. L'article I^{er} avait trait à la délivrance des vaisseaux grecs saisis par Parker. Les articles II et III fixaient à 180.000 drachmes la somme à payer par le Gouvernement d'Athènes pour le règlement de toutes les réclamations britanniques, et l'article V donnait vingt-quatre heures pour l'exécution de l'accord. Les objections qu'élevait Wyse contre ce projet étaient principalement que la somme totale devait être remplacée par des sommes spécifiées en règlement de chaque réclamation, que la demande de Pacifico touchant ses documents portugais n'était pas comprise dans ce total de 180.000 drachmes et que l'on ne mentionnait pas les excuses qui devaient être faites pour l'affaire du *Fantôme*. Wyse rédigea donc un contre-projet. L'ordre des deux premiers articles du plan de Gros fut renversé. Ce total de 180.000 drachmes fut maintenu, mais on devait spécifier les réclamations qui devaient être réglées avec cet argent; un versement de 300.000 drachmes était exigé comme caution pour le paiement de la réclamation touchant les documents portugais de Pacifico

(1) Palmerston à Drouyn de Lhuys et à Wyse, *Archives du Foreign Office*, France, vol. CCLXXXIV, Grèce, vol. CLXXV.

(2) *Ibid.*

qui allaient être soumis à une investigation, et des excuses devaient être présentées pour l'affaire du *Fantôme* (1). A son tour, Gros éleva des objections contre le contre-projet de Wyse. La principale divergence roulait sur la réclamation des documents portugais de Don Pacifico. Gros suggéra que l'on suspendît les négociations jusqu'à ce que de nouvelles instructions fussent arrivées de Paris et de Londres. Wyse refusa. Cependant, il consentit à modifier son contre-projet (2), mais les modifications que Wyse y fit furent si peu importantes que Gros repoussa le plan, déclarant en même temps à Wyse qu'il craignait fort que la médiation échouât (3).

Quelques jours après, pourtant, Gros réapparut avec un mémoire où était indiqué, disait-il, les concessions les plus extrêmes du Roi Othon et de ses Ministres. D'après ce document, le Gouvernement grec s'engageait à satisfaire toutes les demandes britanniques, sauf le versement de 300.000 drachmes comme caution des réclamations de Don Pacifico touchant les documents portugais. Joint à ce mémoire, se trouvait le projet d'une petite excuse pour l'affaire du *Fantôme*. Wyse déclara que la lettre d'excuse était insuffisante, et il refusa de considérer la proposition d'abandonner le versement des 300.000 drachmes. Gros s'en alla en disant qu'il expliquerait aux Grecs les objections de Wyse, et en même temps il avertit ce dernier qu'il serait bientôt forcé de renoncer aux négociations (4).

Le 22 avril, le plénipotentiaire français déclara à Wyse qu'il abandonnait la médiation (5). L'envoyé anglais demanda

(1) Wyse à Palmerston, 28 mars 1850, et diverses dépêches, *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. CLXXIX.

(2) Wyse à Palmerston, 4 avril 1850, 6 avril 1850 et autres dépêches. *Ibid.*, vol. CLXXIX.

(3) Wyse à Palmerston, 8 avril 1850 et autres dépêches. *Ibid.*, vol. CLXXIX. Thouvenel écrivait à Desages le même jour : « La divergence absolue des instructions des deux plénipotentiaires paralyse leur bon vouloir. Quant à M. Gros, il me semble aussi mécontent que fatigué du rôle ingrat dont on l'a chargé... A Athènes on se figure que j'ai dans la poche tous les bâtiments saisis par les Anglais, et chaque matin on me demande de les rendre. La situation... est donc mauvaise... Londres était le terrain normal de la médiation, si on voulait qu'elle fût efficace. Pressé par M. Drouyn de Lhuys et par M. de Brunnow, Lord Palmerston aurait dû dire oui ou non ». Thouvenel, *op. cit.*, pp. 348-354.

(4) Wyse à Palmerston, 15 avril 1850. *Archives du Foreign Office*, et autres dépêches, Greece, vol. CLXXX.

(5) Wyse à Palmerston, 24 avril 1850, enclosures. *Ibid.*, vol. CLXXX.

immédiatement à Parker de recommencer les représailles (1).

Le 25 avril, après une très brève notification au Gouvernement grec, l'embargo fut repris (2).

Les Grecs jugèrent alors qu'une plus longue résistance serait inutile, et, le 26 avril, Londos déclara à Wyse que le Gouvernement grec donnerait satisfaction à toutes les demandes britanniques (3). Les termes exigés par l'envoyé anglais étaient à peu près les mêmes que ceux qu'il avait proposés dans ses discussions avec Gros : paiement de 180.000 drachmes, versement de 150.000 drachmes (4) comme caution des réclamations touchant les documents de Pacifico et une lettre d'excuse pour l'affaire du *Fanlôme* (5). Les négociations à Athènes avaient été suivies avec un intérêt intense par les Ministères des Affaires étrangères de France et d'Angleterre. Mais ni d'un côté ni de l'autre on n'espérait que la Mission Gros se terminerait par un règlement. Palmerston l'avait acceptée malgré lui, et il avait lié Wyse par des instructions si rigides qu'elles excluaient le plus léger compromis, ce qui était suffisant pour empêcher le succès de la Mission Gros. Déjà le 26 mars, Drouyn de Lhuys avait prédit le résultat (6), et tandis que les négociations à Athènes traînaient en longueur, son impatience grandissait ; il était fortement soutenu par Brunnov, l'Ambassadeur de Russie (7). Quoique Palmerston, affectant l'indifférence, ait déclaré « qu'il se souciait peu des airs de bravade de la Russie et ses tentatives de quereller à propos de la Grèce (8) », il compre-

(1) Wyse à Palmerston, 27 avril 1850, enclosures, *Ibid.*

(2) Wyse à Palmerston, 27 avril 1850, enclosures. *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. CLXXX.

(3) Wyse à Palmerston, 27 avril 1850 et enclosures. *Ibid.*

(4) Wyse avait demandé un versement de 300.000 drachmes dans ses conversations avec Gros, mais quand le Gouvernement grec céda sans conditions, il fixa la somme à 150.000 drachmes.

(5) Wyse à Palmerston, 28 avril 1850, et enclosures, *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. CLXXX.

(6) « Pendant que notre médiateur s'épuisera en efforts inutiles et que vous maintiendrez vos prétentions, la résistance du Roi Othon trouvera des encouragements quelque part. La France abdiquera un rôle qui lui sera devenu impossible, parce qu'il aura cessé d'être honorable, et vous reprendrez les mesures coercitives. » Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 26 mars 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVII, pp. 171-172.

(7) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 26 mars 1850. *Ibid.*

(8) Palmerston à Bloomfield, 27 mars 1850. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 196-7.

naît fort bien le danger qu'il y aurait de pousser la France dans une alliance avec la Russie.

Vers la mi-avril, lorsque les nouvelles d'Athènes faisaient prévoir l'improbabilité d'un accord entre Gros et Wyse, Drouyn de Lhuys et Palmerston tombèrent d'accord sur les termes d'une convention pour régler la dispute. Le total de la somme devant être payée par le Gouvernement grec était fixé à 8.500 livres sterling (à peu près 230.000 drachmes). Des excuses devaient être faites pour l'affaire du *Fantôme* et une somme déposée, en attendant que fût déterminée, par une commission d'enquête, la valeur des documents portugais de Don Pacifico (1). Il est à remarquer que les termes de cette convention étaient plus sévères que ceux exigés par Wyse à Athènes. La convention de Londres demandait le paiement de 50.000 drachmes de plus que Wyse n'en avait réclamé. L'accord signé par Palmerston et Drouyn de Lhuys devait être envoyé à Athènes immédiatement. Si Wyse recevait le premier son projet, il devait le communiquer à Gros et vice versa (2). Malgré le fait que le projet français dût passer par Paris d'abord pour être soumis à l'approbation de La Hitte (3), il parvint le premier à Athènes. On prétend que Palmerston retarda l'envoi de la copie de la convention jusqu'à ce que cela fût découvert, et qu'alors il l'expédia par un messenger spécial à Trieste (4). Quoiqu'il en soit, lorsque, le 24 avril, le *Vauban* arriva à Athènes avec des instructions et une copie de la convention de Londres pour Gros, Wyse n'avait pas encore reçu une pièce identique de Palmerston. Parker avait déjà été chargé de reprendre les mesures coercitives, et malgré une note de Gros expliquant les instructions qu'il venait de recevoir, Wyse refusa de suspendre l'action jusqu'à l'arrivée des dépêches qu'il savait maintenant être en route pour Athènes (5). La coercition de

(1) Palmerston à Normanby, 18 avril 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXIII.

(2) Palmerston à Wyse, 19 avril 1850. *Archives du Foreign Office*, Greece, vol. CLXXV.

(3) De La Hitte fit quelques objections sur lesquelles, cependant, il n'insista pas. Palmerston à Normanby, 22 avril 1850 ; Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 19 avril 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVIII, p. 17.

(4) Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 59. La dépêche de Palmerston n'arriva que le 2 mai à Athènes.

(5) Thouvenel à de La Hitte, 28 avril 1850. Thouvenel, *op. cit.*, pp. 354-361.

Parker réussit ; le 26 avril, le Roi Othon céda devant « la force majeure ».

On apprit à Londres la reprise du blocus au Pirée le 8 mai. Drouyn de Lhuys protesta immédiatement, déclarant que la convention de Londres devait avoir la préséance sur tout autre arrangement que Wyse pouvait extorquer par l'emploi de la force à Athènes. Palmerston répondit que si la convention de Londres arrivait avant ou pendant la reprise des mesures coercitives, « elle pourrait être mise à exécution, pourvu, toutefois, que le Gouvernement grec n'eût pas encore accepté l'ultimatum de M. Wyse. S'il avait accepté cet ultimatum, la convention de Londres devait être considérée comme non avenue (1) ».

Quelques jours plus tard, lorsque des nouvelles d'Athènes eurent dévoilé les détails de l'arrêt brusque de la médiation de Gros et la capitulation du Gouvernement grec sous la menace des mesures de l'Amiral anglais, l'orage éclata. Le 14 mai, de La Hitte écrivit à Drouyn de Lhuys pour le prier de quitter Londres (2). De La Hitte déclara à Normanby que la reprise soudaine des hostilités était un « manque d'égards » auquel la France ne pouvait se soumettre (3). Palmerston fit ce qu'il put pour apaiser Drouyn de Lhuys dans une conversation d'adieu qu'il eut avec lui. L'Ambassadeur de France quitta Londres le soir du 15 mai.

Palmerston, fort ennuyé de la rupture avec la France, se mit immédiatement à chercher le moyen de la réparer (4). Le 19 mai, il rédigea une longue défense de l'action britannique à Athènes. Puis, comme concession à la France, il offrait de substituer les arrangements de la convention de Londres pour l'investigation des réclamations touchant les documents portugais de Pacífico à ceux que Wyse avait exigés à Athènes (5). De La Hitte ne se laissa pas tout de suite convaincre ; il refusa

(1) Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 8 mai 1850. *Archives des Affaires étrangères*, vol. DCLXXVIII, pp. 123-8.

(2) Drouyn de Lhuys recommanda lui-même cette action diplomatique. Drouyn de Lhuys à de La Hitte, 13 mai 1850. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXVIII, p. 159.

(3) Normanby à Palmerston, 17 mai 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXIII.

(4) Palmerston à Normanby, 18 mai 1850. *Ibid.*, France, vol. DCCCLXIII. Palmerston à Normanby, 19 mai 1850. Ashley, vol. I, pp. 202-4.

(5) Palmerston à Normanby, 19 mai 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXIII.

d'abord les propositions de Palmerston, mais celui-ci ne se laissa pas décourager, d'autant plus qu'il se rendait compte que ni le Parlement, ni le public anglais ne désiraient qu'une querelle éclatât entre la France et l'Angleterre, simplement à propos de la manière de régler les très douteuses réclamations de Pacifico touchant ses documents portugais (1).

Quelques jours après, il suggéra de nouveau la substitution de l'arrangement de la convention de Londres à celui décidé par Wyse le 27 avril pour le règlement de l'affaire des documents de Pacifico (2). Après quelques hésitations, de La Hitte consentit à se laisser persuader, et, vers la mi-juin, Normanby put faire savoir à Palmerston que le Gouvernement français approuvait l'application des arrangements de la convention de Londres pour le règlement du reste des réclamations (3). Bientôt après, Drouyn de Lhuys retourna à Londres, où ses relations avec Palmerston reprirent leur ancienne cordialité. En juillet, une convention signée à Athènes par les représentants des Gouvernements grec, français et anglais décidait l'investigation sur la valeur des documents portugais de Pacifico par une commission composée de membres français, britannique et grec, telle que l'indiquait la convention de Londres. La somme de 150.000 drachmes déposée comme caution fut rendue au Gouvernement grec (4). L'investigation eut lieu au commencement de l'année 1851. La commission décida qu'au lieu des 21.000 livres sterling que Pacifico réclamait pour la perte de ses documents, il n'avait droit qu'à 150 livres sterling, y compris une compensation pour les dépenses encourues durant l'investigation (5).

(1) Palmerston à Russell, 22 mars 1850. Ashley, vol. I, pp. 205, 208.

(2) Palmerston à Normanby, 27 mai 1850. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCLXIV.

(3) Normanby à Palmerston, 16 juin, 17 juin 1850. Palmerston à Normanby, 18 et 27 juin 1850. *Ibid.*, vol. DCCCLXXI et DCCCLXIV.

(4) Thouvenel, *op. cit.*, pp. 374-7.

(5) *Correspondence respecting the mixed commission appointed to investigate the claims of M. Pacifico, passim.*

II

Dès le début de sa tentative pour contraindre la Grèce, Palmerston avait agi en complète opposition avec les volontés de la Cour et de John Russell. Dans les premiers jours de janvier 1850, il avait envoyé à Russell une liasse de correspondance se rapportant aux réclamations britanniques contre le Gouvernement grec, et il avait opposé à cela la suggestion que des mesures coercitives fussent prises pour assurer un règlement. En réalité, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait déjà avisé confidentiellement Parker et Wyse de la ligne d'action projetée. Russell, ignorant cette circonstance, examina sérieusement les pièces qu'on lui soumettait, puis il les renvoya à Palmerston avec la remarque que « la plainte n'est guère digne de l'intervention du Lion britannique (1) ». Ceci se passait le 12 janvier, le lendemain de l'arrivée de l'escadre de Parker à Athènes, et trois jours avant la présentation de l'ultimatum britannique. Même si Palmerston eût été disposé à modifier sa politique conformément aux vues de Russell (ce dont il n'avait nulle intention), il était déjà trop tard. Le point essentiel était que le blocus du Pirée par Parker et la saisie des bâtiments grecs étaient autorisés par les ordres privés de Palmerston, et sans que Russell ou le Cabinet en aient été préalablement avertis (2).

Plus tard, lorsque la France offrit sa médiation, Palmerston voulut s'opposer à son acceptation, mais cette fois-ci il fut contraint de l'accepter par le Cabinet. Le Cabinet tint à ce que Wyse fût chargé d'assister Gros autant que possible. Palmerston instruisit Wyse de rester complètement en dehors des négociations, sauf lorsque Gros l'inviterait spécialement à y prendre part, et alors seulement si cela semblait à propos. Le Cabinet avait demandé qu'on envoyât à Wyse le pouvoir discrétionnaire de transiger sur les réclamations de Pacifico. Palmerston défendit expressément à Wyse de faire un compromis. Russell avait spécialement recommandé l'insertion

(1) Russell à Palmerston, 12 janvier 1850. Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 56.

(2) Walpole, *op. cit.*, p. 57.

du pouvoir discrétionnaire dans la dépêche de Wyse (1). Quant à la Reine, elle lui avait écrit qu'elle était d'accord avec Lord John Russell et qu'elle désirait « que le projet fût changé en « conséquence (2) ». Palmerston ne prêta aucune attention aux recommandations du Premier ministre et de la Souveraine, et il envoya le projet sans y apporter aucun changement. Victoria et Lord John Russell étaient irrités. Russell écrivit à Palmerston que la Reine avait réclamé la dépêche à Wyse qu'elle n'avait pas revue, et lorsqu'elle avait appris ce qui était arrivé, elle avait exprimé tout son mécontentement de la conduite de Palmerston. Lord John Russell ajoutait : « Vous avez vu que tout « le Cabinet était d'accord pour laisser un pouvoir discrétion-
« naire à notre Ministre et à notre Amiral. Voici donc une
« dépêche importante envoyée dont la teneur n'est pas conforme
« à l'opinion de la Reine, ni à la mienne, ni à celle du Ca-
« binet (3)... » Victoria écrivit elle-même une lettre plus irritée :
« La Reine doit faire quelques remarques sur cette manière
« d'agir, dont ceci n'est pas le premier exemple, et elle doit dire
« franchement à Lord Palmerston que cela ne doit plus se re-
« produire. Lord Palmerston a parfaitement le droit d'expo-
« ser à la Reine les raisons pour lesquelles il est en désaccord
« avec ses vues ; il la trouvera toujours prête à écouter ses rai-
« sons ; mais elle ne peut pas permettre à un serviteur de la
« Couronne et à son Ministre d'agir contrairement à ses ordres (4).»

Palmerston donna comme d'habitude des explications très suaves qui ne réussirent pas à calmer la colère de Victoria ni celle de Russell. Au commencement de mars, la Cour et le Premier Ministre se préparèrent à frapper un grand coup. Dans une entrevue qui eut lieu entre Albert, Victoria et Russell, il fut décidé de transférer Palmerston du Foreign Office au Ministère de l'Intérieur, quoique la Reine ne cacha pas qu'elle le verrait avec plaisir mis en dehors du Cabinet (5). On ne

(1) Russell à Palmerston, 18 février 1850. Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 57.

(2) Victoria à Palmerston, 17 février 1850. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 234.

(3) Russell à Palmerston, 18 février 1850. Walpole, *op. cit.*, vol. II, pp. 57-58.

(4) Victoria à Palmerston, 17 février 1850. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 234.

(5) Mémoire du Prince Albert, 3 mars 1850. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 235-237.

devait rien entreprendre jusqu'à la fin de la session. Mais entre temps, Palmerston multiplia ses offenses. La Cour le croyait simplement responsable de la rupture avec la France. Russell, moins simple, était profondément irrité de ce qu'il considérait comme une duplicité de la part de son Ministre des Affaires étrangères. Ce dernier avait, le soir du départ de Drouyn de Lhuys pour Paris, annoncé à la Chambre des Communes que l'Ambassadeur français était allé à Paris « afin « d'être personnellement l'intermédiaire des communications « entre les deux Gouvernements... » Le lendemain, lorsque la vérité fut connue, Palmerston s'absenta de la Chambre des Communes (1). La Reine et le Premier Ministre décidèrent que Palmerston devait quitter le Foreign Office (2). Le 22 mai, Russell fit part de son intention à Palmerston (3), et elle eût été certainement mise à exécution dans un bref délai si une providence n'était venue soudainement au secours du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Le 17 juin, Lord Stanley présenta à la Chambre des pairs une résolution déclarant que la Chambre « regrette... que diverses réclamations contre le « Gouvernement grec, douteuses au point de vue justice et « exagérées quant au montant, ont été renforcées par des mesures coercitives contre le commerce et le peuple grec et « pouvant mettre en péril nos relations amicales avec les autres « puissances (4) ». La motion fut acceptée par une majorité de trente-sept voix. Après cela, il ne restait plus qu'à décider l'affaire dans une discussion à la Chambre des Communes. Le débat dura quatre nuits et les membres les plus éminents y participèrent. La politique étrangère du Gouvernement, depuis la formation du Cabinet Russell, fut soumise à une minutieuse critique. Palmerston défendit sa politique dans un discours enflammé, le fameux discours « *Civis Romanus* (5) », qui

(1) Walpole, *op. cit.*, pp. 60-1.

(2) Mémorandum du Prince Albert, 20 mai 1850, *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 243-244.

(3) Russell à Palmerston, 22 mai 1850. Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 61.

(4) Pour le texte de cette résolution, voir Ashley, *op. cit.*, vol. I, p. 210.

(5) Le titre dérive des phrases finales... « Comme les Romains des temps anciens se protégeaient contre toutes injures lorsqu'ils pouvaient dire *Civis Romanus sum*, ainsi le sujet britannique dans n'importe quel pays où il se trouve peut être sûr que l'œil vigilant et le bras puissant de l'Angleterre le protégeront contre l'injustice... »

dura (et fut enduré) pendant quatre heures. Ce discours n'était pas solide, ni judicieusement raisonné, mais il était empreint de cette sorte de rhétorique, ornementée et souvent vide, qui peut plaire à des Assemblées publiques ; et puis, ce qui était encore plus important, il faisait appel au patriotisme et au nationalisme britanniques. Il y eut une majorité de quarante-six voix pour le Gouvernement. Ce fut le plus grand triomphe de Palmerston, et il y gagna une popularité qui ne le quitta jamais. Deux cent cinquante membres du Reform Club l'invitèrent à un dîner pour célébrer la victoire, et Palmerston écrivait modestement à son frère : « Si nous n'avions pas jugé « qu'il valait mieux limiter l'importance de la démonstration, « le banquet aurait été donné dans le Théâtre de Covent Garden « et mille personnes y auraient assisté (1) ». Cent vingt membres se cotisèrent pour faire peindre un portrait de Palmerston par Patridge, qu'ils présentèrent à Lady Palmerston. Sir Georges Lewis déclarait qu'il avait battu les conservateurs, les protectionnistes, les Peelistes, les radicaux et « toutes les forces organisées de la diplomatie étrangère ». Mais la louange la plus frappante vint de Russell lui-même. Palmerston, disait-il, resterait à jamais dans la mémoire du peuple anglais comme « un Ministre de l'Angleterre ».

Moins pittoresque que la rhétorique et moins sensationnel que le triomphe est le fait, relativement obscur, que le débat Pacifico sauva Palmerston de la perte de son poste. La question posée avait été une question de confiance. La solution que le Parlement opposait à Russell par ses votes était une justification de la politique étrangère de Palmerston. Il était maintenant impossible de mettre à exécution le plan arrêté avec Albert et Victoria. On se rappelle que Russell avait déjà fait part de la décision à Palmerston, dans une lettre écrite le 22 mai. On différa même la présentation d'un memorandum écrit en mars, destiné à instruire l'incorrigible Ministre des Affaires étrangères sur ses devoirs envers sa Souveraine, jusqu'à ce que l'enthousiasme excité par le débat Pacifico se fût un peu calmé. Mais l'animosité de Victoria demeurait persistante et profonde. Au commencement du mois d'août, elle reprit l'offensive pour chasser Palmerston de son poste. Le pauvre Russell

(1) Palmerston à William Temple, 8 juillet 1850. Ashley, vol. I, pp. 224-6.

était plus que jamais embarrassé et désemparé. Il était maintenant forcé d'admettre que « la *politique* poursuivie à l'égard des « affaires étrangères avait été juste » et que, comme telle, elle « avait été approuvée par lui-même, par le Cabinet en général « et par une grande partie de la nation ». Il ajoutait pourtant « que la manière dont cette politique était mise à exécution « n'était pas heureuse, et il s'en était suivi de l'hostilité et de « l'irritation, quoique la paix eût été maintenue... Cependant « tous les Gouvernements et les Puissances, non seulement « la Russie et l'Autriche, mais aussi la France et les Etats libé-
« raux, nous étaient devenus hostiles... La conduite de Lord « Palmerston envers la Reine a été irrespectueuse et il a manqué « à l'attention et aux égards qui lui sont dus, etc., etc. (1). »

Peu de temps après, Victoria déclara à Russell « qu'elle « pensait qu'il valait mieux, pour éviter des méprises dans « l'avenir, qu'elle expliquât ce qu'elle exigeait de son Ministre « des Affaires étrangères ». Elle voulait « qu'il lui exposât clai-
« rement ce qu'il se proposait de faire dans un cas donné, afin « que la Reine puisse savoir bien distinctement à quoi elle de-
« vait donner sa sanction royale ; ayant donné sa sanction à « une mesure, elle désirait qu'elle ne fût ni changée, ni modi-
« fiée arbitrairement par le Ministre (2)... »

Le Prince Consort chercha à renforcer les injonctions de Victoria dans une entrevue privée qu'il eut avec Palmerston. « La Reine, lui disait ce Prince, ne trouvait jamais une affaire « intacte », ni une question « dans laquelle nous n'étions pas « déjà compromis lorsqu'elle lui était soumise ». Palmerston étonna le Prince lorsqu'il lui déclara qu'il ne pouvait pas lui assurer qu'il changerait de conduite (3).

En effet, il montra bientôt qu'il n'en avait pas l'intention. En septembre 1850, Haynau, le Général autrichien dont le nom avait acquis une célébrité odieuse par des atrocités, des cruautés, des brutalités qu'on l'accusait d'avoir commises en Lombardie, en Hongrie, se rendit en Angleterre, malgré les avis de Metternich et de Newman. A Londres, il alla un jour

(1) Mémoire du Prince Albert, 8 août 1850. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 161-4.

(2) Victoria à Russell, 12 août 1850. *Ibid.*, p. 264.

(3) Mémoire du Prince Albert, 17 août 1850. Martin, *op. cit.*, vol. II, pp. 307-310. Voir aussi, Strachey, *Queen Victoria*, pp. 170-171.

à la Brasserie Barclay ; il fut reconnu, et des camionneurs l'assaillirent aux cris de : « A bas le boucher autrichien ! » On lui cracha à la figure, on lui jeta des pierres et il ne s'échappa qu'avec l'aide de la police. Palmerston était content. « Je dois avouer, » écrivait-il à Sir Georges Grey, que Haynau en venant ici, sans « rime ni raison, sitôt après ses exploits en Italie et en Hongrie, « insultait impudemment le peuple de notre pays... Les camionneurs n'ont pas employé les bons moyens envers lui ; « au lieu de le frapper, ils auraient dû le faire sauter en l'air « dans une couverture, le rouler dans le ruisseau et puis le renvoyer à son hôtel dans un fiacre en lui payant le prix de la « course (1). »

Il fallut, naturellement, envoyer des excuses à Vienne. Mais Palmerston annula tout l'effet que cette dépêche eût pu avoir en insérant un paragraphe exprimant sa désapprobation de la visite de Haynau en Angleterre. Victoria et Russell suggérèrent quelques changements à cette lettre, notamment l'omission du paragraphe offensant. On découvrit alors que la dépêche était déjà expédiée. La Reine écrivit alors à Russell, lui faisant remarquer que Palmerston n'avait pas obéi à son injonction de corriger le texte de la dépêche, et qu'il avait ajouté des reproches contre le Général Haynau qui montrent clairement « qu'il n'est pas fâché de ce qui est arrivé, et qu'il se fait un « mérite de sympathiser avec les camionneurs de la Brasserie « et la démonstration chartriste. Si Lord Palmerston ne pouvait se résigner à exprimer le regret du Gouvernement de « la Reine pour l'attaque brutale et l'impudent outrage commis par une population féroce sur un étranger distingué, « âgé de plus de soixante-dix ans, qui était allé visiter tranquillement un établissement dans la métropole, sans y ajouter « sa désapprobation sur le manque d'à-propos manifeste du « Général Haynau en venant en Angleterre, il aurait pu écrire « une lettre privée où ses sentiments personnels n'auraient « pas été pris pour l'opinion de la Reine et de son Gouvernement. Elle doit répéter que Lord Palmerston doit rectifier « cela (2). »

(1) Palmerston à Grey, 1^{er} octobre 1850. *Ashley*, vol. I, pp. 239-241.

(2) Victoria à Russell, 11 octobre 1850 et Victoria à Palmerston, 12 octobre 1850. *Letters*, vol. II, pp. 269-270.

Palmerston, finalement, fit la rectification. La note désagréable fut retirée, et une plus polie fut envoyée. Mais ceci n'arriva qu'après des paroles orageuses et une menace, de la part de Palmerston, de démissionner (1).

Presque exactement une année plus tard, un autre incident se produisit, qui fut le prélude immédiat du renvoi, longuement projeté, de Palmerston. Le 23 octobre 1851, Kossuth débarqua à Southampton, en Angleterre. Il était tout brûlant d'ardeur pour la Révolution hongroise, et il prononça plusieurs discours enflammés. La Reine fut avertie que Palmerston avait l'intention de le recevoir dans sa maison à Londres. Elle écrivit immédiatement à Russell pour le prier d'empêcher que Palmerston vît Kossuth : « L'effet serait désastreux à « l'étranger », déclarait-elle (2). Russell fit ce qu'on lui demandait. Il écrivit à Palmerston d'abord sur un ton conciliant, puis enfin en lui défendant de rencontrer Kossuth (3). Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre répondit par la note suivante : « Je viens de recevoir votre note, et on me dit « que votre messenger attend la réponse. Je vous répons donc « immédiatement qu'il y a une limite à toutes choses, et je ne « veux pas être commandé sur les personnes que je peux ou « ne peux pas recevoir chez moi ; aussi userai-je de ma propre « discrétion dans cette affaire, naturellement usez de la vôtre « en ce qui concerne la composition de votre Gouvernement. « Je n'ai pas retenu votre messenger cinq minutes (4). »

Russell était moins violent, mais tout aussi déterminé. Il fit remarquer à Palmerston que ce n'était pas une question privée, mais bien une question publique, puisque la réception de Kossuth pouvait entraîner le rappel de l'Ambassadeur d'Autriche. Il ajoutait qu'un conseil du Cabinet déciderait l'affaire et qu'il espérait que Palmerston y serait présent. Pendant ce temps, Victoria, qui voyait que les choses tournaient à son avantage, écrivait à Russell que si « *Lord John* » pouvait encore supporter « *un collègue* » qui avait répondu comme Palmerston l'avait fait aux diverses insistances qui le suppliaient

(1) Martin, *op. cit.*, pp. 325-8.

(2) Victoria à Russell, 24 octobre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 324.

(3) Russell à Palmerston, 30 octobre 1851. Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 133.

(4) Palmerston à Russell, 30 octobre 1851. Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 133.

de ne pas compromettre le Gouvernement, « la Reine ne peut, « elle, s'exposer à ce que ses ordres soient désobéis par un « serviteur de l'Etat, et que si Palmerston persistait dans ses « intentions, il ne pouvait continuer à être son Ministre (1). » En même temps, elle demanda à Palmerston de ne pas recevoir Kossuth (2). Pourtant, ce ne fut qu'après une réunion du Cabinet, lorsque tout le monde se fut déclaré contre lui, que Palmerston se décida à retirer l'invitation à Kossuth (3). Le Ministre des Affaires étrangères eut sa revanche. Des députations de radicaux, venant de Finsbury et d'Islington, se présentèrent au Foreign Office avec des adresses pour remercier le Ministre d'avoir sauvé la vie de Kossuth. Ce dernier était appelé « le « patriote et l'exilé illustre », et les deux Empereurs étaient « traités d'odieux et de détestables assassins », et « de cruels « tyrans ». Palmerston reçut ces adresses et se déclara « extrêmement flatté et hautement gratifié (4) ».

La Reine était maintenant hors d'elle de rage. Elle sentait, écrivait-elle, « que les meilleurs intérêts de son peuple, l'honneur et la dignité de sa couronne, ses obligations publiques « et personnelles envers ces souverains avec lesquels elle fait « profession d'être en termes de paix et d'amitié, étaient en « danger ». Elle était de plus en plus décidée à frapper le grand « coup, et, malgré la répugnance de Russell, elle le força de présenter la question de la conduite de Palmerston devant le Cabinet (5). Cette fois encore, Victoria était condamnée à être déçue. Le Cabinet se réunit le 3 décembre, mais il refusa de prendre une résolution formelle concernant la conduite du Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères (6).

Ce fut un nouveau triomphe pour Palmerston, mais ce fut le dernier. Le 2 décembre, Louis-Napoléon avait accompli son Coup d'Etat. La Reine d'Angleterre était outrée et choquée. Elle avait espéré une Restauration orléaniste. Le Coup d'Etat de Louis-Napoléon rendait celle-ci définitivement im-

(1) Victoria à Russell, 31 octobre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 325-6.

(2) Victoria à Palmerston, 31 octobre 1851. *Ibid.*, p. 326.

(3) Martin, *op. cit.*, vol. II, pp. 406-7.

(4) Martin, *op. cit.*, vol. II, pp. 406-8. Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 134.

(5) Victoria à Russell, 20 novembre, 21 novembre 1851. Russel à Victoria, 21 novembre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 238-331.

(6) Walpole, *op. cit.*, pp. 134-6.

probable. Victoria instruisit Russell sur la politique qu'elle désirait voir adopter. « La Reine, disait-elle, a appris avec « surprise et anxiété les événements qui ont eu lieu à Paris. « Elle trouve qu'il est très important de recommander à Nor-
« manby de demeurer entièrement passif et de ne prendre
« aucune part aux événements. N'importe quelles paroles de
« lui pourraient être mal interprétées en ce moment (1). » Les
opinions de Palmerston étaient complètement différentes, mais
sur un point du moins il était du même avis que Victoria. Lui
aussi croyait à la possibilité d'une Restauration orléaniste.
Dans un mémorandum rédigé quelques années plus tard, il
exposait ses preuves : plusieurs personnes, les plus marquantes
des cercles orléanistes en Angleterre, l'avaient confidentielle-
ment informé de la tentative qui allait être faite au commence-
ment de décembre ; les dames de la Cour de France à Clare-
mont préparèrent leurs malles pour partir à Paris ; le Prince
de Joinville alla jusqu'à Ostende, en route pour Lille, où il de-
vait commander les troupes qui allaient marcher contre le
Président ; le Duc d'Aumale, qui se trouvait à Naples, s'ap-
prêta à retourner en France, et la Princesse de Joinville (une
Brésilienne) déclara au Ministre portugais qu'elle devait se
trouver à Paris le 20 décembre. Palmerston concluait « que
« tout cela prouvait clairement que si le Président n'avait
« pas agi promptement, il eût été lui-même renversé (2) ».

Palmerston et la Reine étaient d'accord sur l'existence d'un
complot orléaniste, mais Victoria désirait qu'il réussit, et son
Ministre n'y tenait pas du tout. Palmerston nourrissait une
haine passionnée contre toute la famille d'Orléans. Ce n'était
pas pour rien qu'il avait combattu le Gouvernement de Louis-
Philippe. Et si maintenant il était appelé à choisir entre Louis-
Napoléon et un rival orléaniste, il n'hésiterait pas à soutenir
le neveu du Grand Napoléon (3).

Aussi, lorsque Walewski, l'Ambassadeur français, vint annon-
cer le Coup d'Etat au Foreign Office, Palmerston l'approuva.
« La Constitution de 1848, disait-il, était une véritable impasse ;
« les Orléanistes et les Légitimistes préparaient une guerre

(1) Victoria à Russell, 4 décembre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 334.
Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 138.

(2) Mémorandum du 29 septembre 1858. Ashlley, *op. cit.*, vol. I, pp. 287-9.

(3) *Mémoires de Stockmar*, vol. II, p. 463.

« civile. « ...Ainsi la partie était entre le Prince Louis Bonaparte et l'Anarchie ; dans cette alternative, il n'y a pas à balancer et tous les hommes sensés en Europe doivent faire des souhaits ardents pour que le Président l'emporte... Dans ce siècle fertile en grands événements, ce qui s'est passé à Paris le 2 décembre occupera une des premières places, et si, comme il faut le présumer, le Président réussit, il aura accompli une des œuvres les plus grandes et les plus utiles de notre époque (1). »

Il est impossible de concevoir une approbation plus complète que celle-ci. Mais les instructions officielles de Palmerston à Normanby, écrites d'accord avec Victoria et Russell, étaient très différentes ; il disait : « Sa Majesté m'ordonne de prier Votre Excellence de ne rien changer à vos relations avec le Gouvernement français. C'est le désir de Sa Majesté que rien ne soit fait par son Ambassadeur à Paris qui pourrait avoir l'apparence d'une intervention quelconque dans les affaires intérieures de la France (2) ». Les sympathies de Normanby étaient pour les Burgraves (c'est-à-dire les Orléanistes modérés, ayant à leur tête Thiers et Odilon Barrot). Ses comptes rendus du Coup d'Etat avaient démontré son hostilité envers Napoléon (3). Aussi ce fut avec une certaine hauteur qu'il se présenta au Ministère des Affaires étrangères, muni des très correctes instructions de Palmerston. Le Ministre des Affaires étrangères, qui était au courant des sentiments personnels de Normanby, prit un certain plaisir à l'informer que Palmerston avait, « deux jours auparavant », exprimé à M. Walewski « son entière approbation de l'acte du Président ». L'Ambassadeur anglais répondit qu'il n'avait pas connaissance d'une telle communication et qu'il pensait qu'il devait y avoir erreur. Plus tard, deux collègues de Normanby lui dirent que Turgot leur avait lu une dépêche de Walewski pour leur démontrer que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre approuvait

(1) Walewski à Turgot, 5 décembre 1851. *Archives des Affaires étrangères*, Angleterre, vol. DCLXXXIV, pp. 100-103.

(2) Palmerston à Normanby, 5 décembre 1851. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXCVII, imprimé dans Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 294-5.

(3) Normanby à Palmerston, 2, 3, 4 décembre 1851. *Archives du Foreign Office*, France, vol. CMV.

bien véritablement le Coup d'Etat (1). Normanby écrivit au Chef du Foreign Office pour avoir des informations. Palmerston resta quinze jours sans répondre à la dépêche de son Ambassadeur. Entre temps, il ne lui laissa aucun doute quant à son (à Palmerston) attitude. Les sentiments antibonapartistes de Normanby l'ennuyaient. Déjà le 3 décembre, lorsqu'il apprit de quelle manière Napoléon avait célébré l'anniversaire d'Austerlitz, Palmerston écrivit une lettre confidentielle à Normanby, dans laquelle il critiquait « son intimité avec le Parti « burgrave », et applaudissait au coup donné à la Constitution de 1848. « Cette mascarade inventée pour le tourment de la « nation française par les têtes folles de Marrast et de Tocqueville. » Il ajoutait « qu'il était temps de se débarrasser de « cette absurdité, et comme l'Assemblée semblait résolue à « ne pas s'en aller tranquillement, et par un amendement et « un changement délibéré, je ne m'étonne pas que le Président « ait décidé de s'en débarrasser comme étant des obstacles à « tout arrangement rationnel. Ils avaient l'intention de le renverser, il a eu raison de prendre les devants (2). »

Le 6 décembre, Palmerston écrivit encore une lettre confidentielle à Normanby pour le critiquer sévèrement pour son hostilité envers Louis-Napoléon et son parti. Mais Normanby, de son côté, trouvait qu'il avait lui aussi des plaintes à faire. Il avait déjà, le 6 décembre, demandé une explication sur les divergences qui existaient entre les instructions officielles de Palmerston et la conversation qu'il avait eue avec Walewski. Comme dix jours après il n'avait reçu aucune réponse, il écrivit de nouveau pour expliquer que si « Son Excellence, comme « Ministre des Affaires étrangères, tient un tel langage à Downing « Street sur un point aussi délicat, sans me prévenir, et me « prescrit ensuite une conduite différente... je me trouve placé « de cette façon dans une position très embarrassante (3). »

(1) Normanby à Palmerston, 6 octobre 1850. *Foreign Office*, France, vol. CMV, imprimé dans *Ashley, op. cit.*, vol. I, pp. 295-6.

(2) Palmerston à Normanby, 3 décembre 1851. *Ashley, op. cit.*, pp. 289-92.

(3) Normanby à Palmerston, 15 décembre 1851. *Foreign Office*, France, vol. CMV, imprimé dans *Ashley, op. cit.*, vol. I, pp. 296-7. Dans une lettre au Colonel Phipps, 9 décembre 1851, la Marquise de Normanby fait un récit très piquant de la querelle entre Palmerston et Normanby, *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 338-340.

Entre temps, la dépêche du 6 décembre de Normanby, décrivant son entrevue avec Turgot, était parvenue à Victoria. Elle écrivit immédiatement à Russell : « ...Le Gouvernement français *prétend avoir reçu* l'entière approbation du Gouvernement britannique pour le Coup d'Etat ; cette approbation « a été transmise par Palmerston au Comte Walewski. La « Reine ne peut croire cette assertion, car une telle approba- « tion donnée par Lord Palmerston eût été en *contradiction* « complète avec la ligne de stricte neutralité et passivité que « la Reine avait le désir de voir adopter à l'égard de la dernière « commotion à Paris, et qui avait été approuvée par le Cabi- « net. Lord John sait-il quelque chose sur cette prétendue appro- « bation, laquelle, si elle est vraie, atteindrait de nouveau « l'honnêteté et la dignité du Gouvernement de la Reine (1)... » Russell envoya la lettre de la Reine à Palmerston en y joignant une demande d'explication (2). Palmerston répondit, deux jours après, par une lettre dans laquelle, loin d'essayer de nier ce qu'il avait fait, il donnait une longue justification de l'approbation qu'il avait donnée au Coup d'Etat (3). Le même jour, et sans consulter ni Russell ni la Reine (4), Palmerston écrivit à Normanby, réitérant l'opinion que l'acte de Napoléon avait été inévitable et désirable (5). C'en était trop, même pour Russell. Il conseilla à la Reine de congédier Palmerston (6), et sans attendre sa réponse, il informa Palmerston que son rôle au Ministère des Affaires étrangères était terminé (7). Le 22 décembre, le Cabinet approuvait le transfert des sceaux du Foreign Office à l'inoffensif Lord Granville Palmerston ; « le fils du « diable », comme l'appelaient les Allemands, était parti !

(1) Victoria à Russell, 13 décembre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 340.

(2) Walpole, *op. cit.*, vol. II, p. 138.

(3) Palmerston à Russell, 16 décembre 1851. Ashley, *op. cit.*, vol. I, pp. 300-306.

(4) Russell à Victoria, 18 décembre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 341. Walpole, *op. cit.*, pp. 138-9.

(5) Palmerston à Normanby, 16 décembre 1851. *Archives du Foreign Office*, France, vol. DCCCXCVII. Imprimé dans Ashley, vol. I, pp. 297-299.

(6) Russell à Victoria, 19 décembre 1851, *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 342-3.

(7) Russell à Palmerston, 19 décembre 1851, Ashley, *op. cit.*, vol. I, p. 307. Walpole, *op. cit.*, pp. 140-1. On offrit à Palmerston la Vice-Royauté d'Irlande, mais il refusa. Ashley, *op. cit.*, pp. 307-8.

Ses ennemis célébrèrent sa chute. Schwarzenberg donna un bal. Lord Howden démissionna de son poste à Madrid, parce que, disait-il, les réactionnaires espagnols étaient si transportés qu'il ne pouvait espérer mettre un frein à leurs excès. Mais Victoria était la plus heureuse de tous : « J'ai le très grand « plaisir », écrivait-elle à son oncle, « de vous annoncer une nouvelle qui vous donnera, je le sais, autant de satisfaction et « de soulagement qu'à nous, et le donnera au monde *entier*. « *Lord Palmerston n'est plus Ministre des Affaires étrangères* « et Lord Granville vient d'être nommé son successeur (1) ! »

(1) Victoria à Léopold, 23 décembre 1851. *Letters of Queen Victoria*, vol. II, pp. 344-5.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE

1846

Le retour de Palmerston au Ministère des Affaires étrangères d'Angleterre, au commencement de juillet 1846, coïncida avec plusieurs événements qui se déroulaient alors dans différents pays de l'Europe et qui furent les points de départ des enchevêtrements politiques dans lesquels sa diplomatie allait jouer un rôle important.

Christine, la Reine Mère d'Espagne, venait, d'accord avec Bulwer, l'Ambassadeur d'Angleterre à Madrid, d'envoyer au Duc Ernest, le chef de la famille Cobourg, une offre de mariage entre sa fille, la Reine Isabelle, et le Prince Léopold de Cobourg ; et, quoique l'acte de Bulwer eût été désavoué par le Gouvernement d'Aberdeen, la réponse de la famille Cobourg n'avait pas été transmise.

L'importance de cet incident provenait de ce que l'acte de Bulwer avait été une violation directe des promesses qu'avaient faites Aberdeen et la famille royale d'Angleterre de ne pas appuyer la candidature Cobourg. Un mois avant l'intrigue Cobourg à Madrid (mai), la révolution du Minho éclatait en Portugal (avril), et, le 20 mai, le Ministère libéral Palmella, qui avait l'appui de Palmerston, était formé à Lisbonne. Plus importante encore dans l'histoire de l'époque fut l'élection au trône pontifical du cardinal libéral Giovanni Maria Mastai Ferretti qui prit le titre de Pie IX, et qui inaugura immédiatement l'ère des réformes qui furent le prélude de la Révolution italienne. Quelques semaines plus tard (8 juillet), Christian VIII, roi de Danemark publiait une lettre ouverte déclarant les droits de succession dans les Duchés identiques à ceux du royaume, et les protestations des Princes allemands et des Etats du Holstein ouvraient la phase moderne de la question du Schleswig-Holstein. Palmerston ne fut pas long à définir sa politique. Lorsque les représentants français à Londres, Sainte-Aulaire et Jarnac cherchèrent à entamer avec lui la question des mariages espagnols, il ne leur donna aucune réponse catégorique, mais le 19 juillet il envoya à Bulwer une dépêche qui était, en effet, un désaveu complet des engagements pris par la Reine Victoria et Aberdeen à Eu, durant l'automne de 1845. Cette dépêche et d'autres qui suivirent indiquaient clairement que Palmerston considérait non seulement Léopold de Cobourg comme un candidat possible à la main de la jeune Reine d'Espagne, mais aussi qu'il était décidé à en finir avec la politique d'entente avec la France dans les affaires d'Espagne, et qu'il allait recommencer sa vieille poli-

tique de partisan de parti à Madrid en vue d'intérêts purement nationaux. Quelques jours après (30 juillet), Palmerston écrivit à John Russell une lettre qui contenait les principes de sa politique italienne. Il proposait de soutenir Pie IX dans son programme de réformes. Les réformes, pensait-il, étaient le seul moyen d'éviter une révolution en Italie. La révolution provoquerait une guerre avec l'Autriche, la France interviendrait et cela précipiterait une guerre européenne. Les armées françaises parcoureraient de nouveau l'Europe et l'équilibre des Puissances serait renversé au profit de la France.

Du commencement jusqu'à la fin, le motif dominant de la politique italienne de Palmerston fut d'empêcher l'intervention française.

En Portugal, la politique du Ministre des Affaires d'Angleterre n'était pas moins définie, lorsqu'à la fin de juillet, il confirma son appui au ministère libéral Palmella et employa l'influence de la Grande-Bretagne à Madrid pour empêcher l'intervention espagnole en faveur des Cabralistes.

Dans la question du Schleswig-Holstein, Palmerston s'abstint de prendre une attitude définie. Il n'eut pas non plus recours immédiatement à son ancienne politique de partisan de parti à Athènes. En Suisse, lorsque le conflit entre catholiques et radicaux s'aggrava, la sympathie du Ministre anglais fut naturellement pour les radicaux, mais il évita toute action directe, car il croyait que si la querelle était localisée, les radicaux triompheraient.

Pendant tout le mois d'août, Palmerston continua à décourager par des menaces et des arguments l'intervention espagnole en Espagne, tandis qu'à Madrid il recommandait alternativement Léopold de Cobourg et Don Enrique (récemment affilié au parti progressiste, le parti le plus favorable à l'influence britannique) comme époux d'Isabelle. A aucune condition, il ne voulait tolérer un prince français à Madrid, et ceci en contrevenant directement aux accords d'Eu, où il avait été décidé que Montpensier épouserait Dona Luisa Fernanda, la sœur d'Isabelle. Le résultat de cette politique fut de jeter Christine et ses conseillers moderados dans les bras des Français, et en même temps de donner à Louis-Philippe et à Guizot une raison de désavouer l'accord d'Eu qui avait spécifié que le mariage de Montpensier avec l'Infante serait remis jusqu'à ce que la Reine fût mariée et eût des enfants. Au commencement de septembre, on annonça les mariages simultanés d'Isabelle avec Don François, Duc de Cadix, et de Montpensier avec Dona Fernanda.

La fureur de Palmerston devant le résultat de sa maladresse augmenta encore son antipathie pour la Monarchie d'Orléans. Pendant tout le mois de septembre, et jusqu'au jour où les mariages furent célébrés, il chercha à Paris et à Madrid à les empêcher. Il fit même appel à Metternich pour qu'il protestât avec lui. Lorsque les mariages furent un fait accompli, il fit valoir des arguments légaux pour disqualifier les héritiers de l'union Montpensier-Fernanda, de leurs droits de succession au trône d'Espagne. En octobre, il donna des instructions à Bulwer de tenter n'importe quelle combinaison qui amènerait le parti britannique au pouvoir. Il était même prêt à joindre les Carlistes au groupe.

Dans la nuit du 5 octobre, un coup d'Etat à Lisbonne força le Ministère Palmella à démissionner, et Saldanha forma un Cabinet qui

devint bientôt Cabraliste. Une guerre civile éclata entre les Modérés, les Cabralistes et les Septembristes ; ces derniers, commandés par Das Antas, prirent rapidement possession du nord du pays et ils formèrent une Junta révolutionnaire à Oporto. Au commencement de novembre, Palmerston envoya le Colonel Wylde en mission spéciale pour négocier des conditions de paix favorables aux Septembristes. En même temps, il réitérait ses avertissements à l'Espagne contre l'intervention.

Palmerston cherchait partout à se venger de l'affaire des mariages espagnols. En octobre, il forma une « entente cordiale » avec Thiers pour attaquer Guizot. Le mois suivant, il refusait de coopérer avec le Président du Conseil français dans une protestation contre l'annexion par l'Autriche de la République de Cracovie.

L'hostilité acharnée de Palmerston força Guizot à tenter un rapprochement avec Metternich et les Puissances du Nord. En décembre, il rappela à Paris le Comte de Pontois, alors Ministre de France à Berne, et il le remplaça par M. Bois-le-Comte, un ardent catholique. Vers la fin de l'année 1846, l'animosité de Palmerston était devenue si grande que Russell, Wellington et Peel craignirent une guerre avec la France.

1847

En janvier et février 1847, l'offensive diplomatique de Palmerston contre la France atteignit son maximum d'insuccès. Ses efforts persistants pour obtenir l'appui de Metternich dans son argumentation pour exclure les héritiers Montpensier-Fernanda des droits de succession de la couronne d'Espagne échouèrent complètement. L'attaque contre Guizot, que le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre avait aidé Thiers à préparer, tomba misérablement, et Palmerston s'empressa d'abandonner son allié, devenu maintenant inutile. Le Cabinet de Londres refusa de changer en affront public une querelle privée entre Normanby et Guizot, et Normanby fut obligé de faire des excuses. Le chef du Foreign Office recommença alors l'offensive en Grèce, en refusant d'accorder un moratorium pour le paiement des intérêts de l'emprunt de 1832.

Les élections de janvier en Espagne amenèrent la démission du Ministère Isturiz qui fut remplacé par un Gouvernement présidé par Sotomayor ; ce changement était regardé favorablement par Palmerston. Peu de temps après, Isabelle, séparée de son mari, Don François, s'attacha au jeune Général Serrano, qu'on croyait imbu d'idées progressistes. Palmerston s'imagina que le moment était venu pour le rétablissement de l'influence anglaise à Madrid. En Suisse, l'année commença par des signes évidents de guerre civile. Metternich proposa l'intervention diplomatique des puissances, et Guizot réitéra sa détermination d'éviter toute intervention dans les affaires de la Suisse. La guerre civile en Portugal était tombée dans une sorte d'inertie. En février, Moncorvo, le Ministre de Portugal à Londres, présenta une requête pour l'intervention étrangère, d'après les stipulations du Traité de 1834. Palmerston, qui désirait le triomphe de la Junta, refusa la requête, mais il demanda à Wylde de proposer l'arbitrage britannique. Le Gouvernement de Lisbonne, qui était

au courant des intentions du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, n'envoya pas de réponse définitive. En mars, le Gouvernement espagnol, qui devenait de moins en moins maniable, et qui craignait la contagion du radicalisme, chercha de nouveau à intervenir, mais Palmerston s'y opposa de nouveau. A ce moment-là sa tâche fut facilitée par la chute de Solomayor et la formation du Ministère progressiste Pacheco. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre pensait que l'Espagne allait, dès lors, tourner dans l'orbite britannique. Pour l'instant, il semblait que le Portugal serait forcé d'accepter les décisions de Palmerston.

Le 19 mars, le Cabinet de Lisbonne renouvela sa requête pour une intervention étrangère d'après les termes du Traité de 1834. Palmerston répondit en engageant Wylde de presser l'arbitrage britannique (5 avril) ; à la fin du mois, le Gouvernement portugais acceptait à contre-cœur les termes proposés par l'Angleterre.

Durant les mois de mars et avril, Palmerston soutint la Porte dans une querelle avec la Grèce qui avait pour origine une insulte faite au Ministre de Turquie à Athènes. Le Chef du Foreign Office continua à exiger le paiement de l'intérêt de l'emprunt de 1832, et en avril trois navires de guerre anglais apparurent dans les eaux grecques.

Le Gouvernement de Lisbonne avait accepté les termes de l'arbitrage britannique, mais la Junta d'Oporto les avait repoussés (5-14 mai). L'intervention étrangère paraissait inévitable, mais Palmerston réussit à spécifier des conditions favorables pour les Septembristes dans le Protocole de Londres du 21 mai, qui fut signé par les représentants de France, d'Espagne, de Portugal et de Grande-Bretagne. En juin, Das Antas se rendit à la flotte anglaise et une armée espagnole marcha avec les troupes de Saldanha sur Oporto. Oporto tomba au commencement de juillet, et Palmerston employa tous ses efforts pour assurer l'exécution fidèle des termes du Protocole.

Durant l'été de 1847, la révolution en Europe paraissait imminente. Metternich désirait intervenir en Suisse et en Italie. Toutefois, il se rendait compte du danger d'une intervention sans la coopération de la France. En juin, il proposa, de nouveau, à Guizot une action commune en Suisse. Guizot repoussa la suggestion autrichienne, mais il proposa à Palmerston que les Puissances présentassent une note d'avertissement à la Diète suisse. Palmerston hésita, mais lorsqu'il fut pressé par Broglie, l'Ambassadeur de France à Londres, il consentit à envoyer une note d'avis à la Suisse (juillet). La dépêche était, toutefois, rédigée si habilement, qu'elle n'occasionna aucune inquiétude aux leaders du parti radical en Suisse. Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre faisait juste assez de concessions pour empêcher la France d'agir avec l'Autriche.

Encouragés probablement par Palmerston, les radicaux suisses, qui étaient alors en majorité dans la Diète helvétique, décidèrent la révision du Pacte fédéral. Une motion fut passée à cet effet le 16 août, et le 3 septembre l'expulsion des Jésuites fut votée.

La défection de Serrano du parti progressiste, et la chute du Ministère Pacheco, le 31 août, mit fin brusquement aux espoirs de Palmerston pour la restauration de l'influence britannique à Madrid. Salamanca, un modéré, succéda à Pacheco. En Grèce, malgré la mort de Colettis, en 1847, l'habile leader du parti français, Palmerston ne réussit pas à réinstaller au pouvoir Mavrocordatos et le parti anglais.

En juillet, Metternich se décida à intervenir par la force en Italie. Le 17 juillet, Ferrare fut virtuellement occupée. Un mois après (13 août), l'occupation de la ville était complétée. Guizot protesta, et l'illusion d'une entente franco-autrichienne disparue, Palmerston décida de donner un appui plus ouvert aux réformes italiennes. En septembre, il envoya Lord Minto en mission spéciale à Turin, Florence et Rome. Durant l'automne de 1847, Minto encouragea les souverains italiens à accorder des réformes libérales, afin d'éviter les violences révolutionnaires.

Tandis que la révolution gagnait du terrain en Suisse et en Italie, la réaction s'affirmait de nouveau en Espagne. La formation d'un gouvernement conservateur présidé par Narvaez, le 4 octobre, marqua l'éclipse totale de l'influence britannique en Espagne. L'Espagne demeura sous la ferme poigne de Narvaez jusqu'en 1851.

La guerre civile éclata en Suisse en novembre, entre la ligue du Sonderbund, composée des sept cantons conservateurs et catholiques, et la Diète. Jusqu'alors, l'intervention étrangère avait été empêchée par l'hésitation de Guizot et la crainte de l'Autriche d'agir seule. Aussitôt que les hostilités éclatèrent, le Président du Conseil français proposa à Palmerston la médiation des cinq puissances (4 novembre). Palmerston fit semblant d'acquiescer, en principe du moins, à la proposition de Guizot, mais il retarda la rédaction de la note qui devait être envoyée à la Diète et au Sonderbund, et, finalement, il stipula l'acceptation de la note facultative, et ses termes favorables au parti radical. Presque un mois se passa avant que la note fût signée par les représentants de la Prusse et de l'Autriche à Paris (28 novembre-1^{er} décembre), et entre temps la Diète avait vaincu l'armée du Sonderbund et occupé les sept cantons. Alors Palmerston refusa de se joindre aux Puissances pour présenter la note. Cependant, pour empêcher la Diète de se livrer à des excès, il envoya Canning en mission spéciale en Suisse. La Diète fit peu de cas des conseils de Canning.

A la fin de l'année 1847, Metternich cherchait encore à contraindre la Diète à une politique conservatrice ; en même temps, il envoyait des troupes autrichiennes en Italie.

1848

Dans les premiers jours de l'année 1848, des émeutes éclatèrent à Milan, à Livourne et à Gênes. Le 12 janvier, la révolution fut déclanchée à Palerme, et à la fin du mois, Ferdinand promettait une constitution. Ce même mois, Christian VII de Danemark mourait et Frederick VII, le dernier descendant mâle, en ligne directe, de Christian I^{er}, montait sur le trône ; presque immédiatement il rendait public un projet de constitution qui devait unir d'une manière permanente le Danemark et les Duchés. La Révolution à Naples et à Palerme forcèrent les souverains de Toscane et du Piémont à promettre des constitutions à leurs sujets (février), et quoique Pie IX refusât d'accorder une constitution, il était incapable de résister à la pression populaire après la Révolution de février à Paris.

Metternich engageait vivement la France à se joindre à l'Autriche pour écraser la Révolution, mais Guizot refusait. Palmerston croyant

encore que des réformes opportunes empêcheraient les pires violences, exhortait les souverains italiens à accorder libéralement des réformes (12 février). Dans le Royaume des Deux-Siciles, la Constitution proclamée par Ferdinand ne réussit pas à satisfaire les Siciliens. La guerre civile menaçait d'éclater lorsque Palmerston força les Napolitains et les Siciliens à accepter la médiation britannique. La médiation traîna pendant deux mois. Ni le Roi Bomba, ni les révolutionnaires siciliens ne voulaient céder sur les points essentiels, et la nouvelle de la révolution à Paris encourageait les Siciliens à maintenir leurs plus extrêmes prétentions. La Révolution de février à Paris fut le signal de la révolution un peu partout en Europe. Presque chaque capitale européenne eut ses journées de mars. Metternich fut chassé de Vienne, et dans le nord de l'Italie, Milan et Venise secouèrent le joug autrichien. N'ayant pu empêcher la Révolution, Palmerston s'efforça d'empêcher l'intervention française en Italie et une guerre générale. Il conseilla fortement au Piémont d'éviter une guerre avec l'Autriche. Ses conseils ne furent pas écoutés et l'armée sarde refoula bientôt les troupes autrichiennes dans la forteresse du Quadrilatère (mars-avril). A Paris, le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre demandait comme prix de son appui à la République, que la France s'abstint d'intervenir dans les affaires de l'Europe. La médiation britannique à Naples et à Palerme échoua complètement et les Siciliens déposèrent le Roi Ferdinand en se déclarant indépendants de Naples (avril). En Espagne, la répercussion des révolutions à Paris, Vienne et ailleurs, occasionna une série d'insurrections (mars-mai) qui furent réprimées par Narvaez. Henry Bulwer était soupçonné d'être pour quelque chose dans ces soulèvements. En mai, après un échange de notes entre l'Ambassadeur d'Angleterre et le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, Bulwer fut prié de quitter l'Espagne immédiatement. Palmerston borna sa vengeance à présenter ses passeports à l'Ambassadeur d'Espagne à Londres.

La Révolution à Copenhague prit un caractère nationaliste lorsque l'incorporation du Schleswig au Danemark fut annoncée (mars). Les Duchés se soulevèrent et furent soutenus par des troupes prussiennes (avril). Palmerston offrit la médiation britannique, et il chercha à empêcher la Prusse d'envoyer des troupes dans les Duchés.

Les Hongrois demandaient l'autonomie, et le Gouvernement de Vienne, trop affaibli pour le moment pour résister, sanctionna des lois qui faisaient de la Hongrie un état autonome (10 avril). En mai, la première tentative des Hongrois pour établir des relations diplomatiques avec la France et l'Angleterre échoua.

Dans le nord de l'Italie, le règne des Autrichiens en Lombardie et à Venise semblait terminé. Vers la fin de mai, le Baron Hummelauer vint à Londres pour demander la médiation anglaise sur les propositions de libération de la Lombardie et l'autonomie de Venise. Palmerston, qui favorisait le plan d'un Royaume de la Haute-Italie, mais qui désirait par-dessus restaurer la paix en Europe, aurait certainement accepté ces conditions, mais il fut empêché par le Cabinet britannique. Hummelauer fut renvoyé à Vienne pour demander à l'Autriche de libérer Venise aussi bien que la Lombardie.

Cependant, la fortune des Autrichiens commença à tourner à leur avantage au mois de juin. Radetzki reconquit le continent vénitien et Windischgrätz reprima la révolution à Prague. Aussi le Gouver-

nement autrichien refusa-t-il d'accepter les conditions de médiation de la Grande-Bretagne.

Cavaignac et Bastide, qui devinrent les directeurs de la politique étrangère de la France, après les journées de juin, étaient plus prudents et moins enclins à employer des troupes françaises pour créer un puissant état italien par delà les Alpes. Cependant Palmerston eut soin de lier la France dans une entente étroite avec la Grande-Bretagne, ce qui était le moyen le plus efficace pour retenir la France. Les hommes d'Etat français comprenaient fort bien les motifs de Palmerston, mais ils décidèrent de travailler avec lui à empêcher une guerre européenne. Vers la fin de juillet, Bastide et Palmerston avaient rédigé un plan de médiation qui devait être offert à l'Autriche et au Piémont. Mais les victoires de Radetzki se multipliaient, et le 25 juillet les Italiens furent décisivement défaits à Custoza. Milan tomba au commencement du mois d'août, et l'armistice de Salasco fut conclu quelques jours après. Le Piémont demanda l'aide de la France, la guerre parut, pour un moment, inévitable. Cependant, ni Cavaignac, ni Bastide ne voulaient la guerre, et Palmerston n'eut pas de difficultés à les persuader de substituer une offre de médiation franco-anglaise à la déclaration de guerre à l'Autriche. Les tentatives de Palmerston pour négocier dans la dispute du Schleswig-Holstein furent infructueuses jusqu'au mois d'août lorsqu'une trêve entre la Prusse et le Danemark fut conclue à Malmoë (26 octobre). Durant l'automne, des négociations pour la paix furent ouvertes à Londres.

Le Gouvernement autrichien, qui voulait maintenant reprendre toutes ses possessions italiennes, chercha à éluder l'acceptation de la médiation franco-britannique, qui comprenait comme base de règlement les termes du mémorandum de Hummelauer. Finalement, l'attitude menaçante de la France et les menaces de Palmerston forcèrent l'acceptation des bons offices des deux gouvernements, mais, en même temps, le Cabinet de Vienne repoussait les conditions du mémorandum Hummelauer. L'Autriche, agissant de mauvaise foi, multiplia les délais, attendant une occasion pour se débarrasser de la médiation. La France, après l'élection de Louis-Napoléon comme Président de la République, devint moins disposée encore à la guerre et, en conséquence, l'intérêt de Palmerston concernant les destinées de la Lombardie diminua sensiblement.

A la fin du mois d'août et au commencement de septembre, le Gouvernement napolitain prenant avantage de la déroute des Italiens dans le Nord, et du rétablissement de la puissance autrichienne en Italie, commença la reconquête de la Sicile. La lutte à Messine fut accompagnée de tant d'horreurs que les amiraux français et anglais durent intervenir pour imposer un armistice. Les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne obligèrent alors le gouvernement napolitain à accepter leur médiation. Pendant les derniers mois de l'année, les médiateurs français et anglais tentèrent vainement de trouver des conditions de paix acceptables aux napolitains et aux Siciliens. Le Roi Bomba et les leaders siciliens étaient mutuellement intransigeants et la médiation n'aboutit à rien.

A mesure que l'intention de l'Autriche de conserver la Lombardie, ainsi que Venise, devenait plus évidente, l'attitude du Piémont devenait plus menaçante. Palmerston et Bastide (et Drouyn de Lhuys après l'élection de Louis-Napoléon) tentèrent de modifier l'attitude

du Piémont et ils découragèrent fortement une reprise des hostilités.

En Hongrie, les armes autrichiennes étaient aussi victorieuses et à la fin de l'année, la cause hongroise paraissait désespérée. En décembre, Kossuth envoya Szalay à Londres pour essayer d'obtenir la reconnaissance de la Hongrie. Palmerston refusa de le recevoir.

1849

Dès le commencement de l'année 1849, l'insuccès de la Révolution était assuré. En France, en Allemagne et en Autriche la réaction contrôlait la situation. Le 5 janvier, une armée autrichienne occupa Pesth. Le Gouvernement hongrois se retira à Debreczen. Kossuth n'ayant pas réussi à établir des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, envoya Pulszky à Londres, non pas comme diplomate, mais comme propagandiste. De janvier jusqu'à la capitulation des Hongrois à Villágos, Pulszky travailla avec beaucoup de succès à enflammer l'opinion publique en Angleterre en faveur de la cause hongroise.

Pendant le mois de janvier et le mois de février, le désir de recommencer la guerre augmenta en Piémont, et, le 12 mars, en dépit des avertissements et des remontrances de Palmerston et de Drouyn de Lhuys, la Sardaigne dénonça l'armistice et reprenait les hostilités avec l'Autriche. Dix jours plus tard (23 mars), les Sardes étaient mis en déroute à Novare. La France et l'Angleterre protégèrent la Sardaigne dans les négociations qui suivirent, ce qui lui permit de s'en tirer sans perte de territoire. L'Autriche conserva ses possessions italiennes.

Dans le Royaume des Deux-Siciles, les médiateurs ne réussirent pas à abattre l'intransigeance du Roi Bomba et des leaders révolutionnaires siciliens. La lutte recommença, et le 15 mai Palerme capitula. Palmerston parut peu touché par l'insuccès de la médiation et le déchaînement de férocité de la réaction qui suivit la reconquête de la Sicile. Il n'y avait guère à craindre une intervention étrangère ou une guerre générale à propos des affaires de la Sicile ; de là le détachement de Palmerston. Il se désintéressait presque également de l'expédition française à Rome. Il se rendait compte que le Pape devait être rétabli sur son trône et il préférait que le discrédit de l'attaque contre la République romaine retombât sur la France.

Venise résista jusqu'au bout, repoussant les conseils de Palmerston qui l'engageait à capituler aux meilleures conditions possibles (juillet-août).

En avril, les hostilités entre le Danemark et la Prusse recommencèrent en dépit des efforts de Palmerston pour négocier la paix. Vers le même moment (mars-avril), les Hongrois, au grand étonnement de l'Europe, administrèrent une série de défaites aux Autrichiens. En avril, la Hongrie se déclara indépendante. En mai, Pesth fut réoccupée et la Hongrie libérée des troupes impériales. Dès le début, Palmerston avait désapprouvé la Révolution hongroise. Il craignait les desseins de la Russie dans le sud-est de l'Europe et il considérait une puissante Autriche danubienne comme un rempart nécessaire contre ces desseins. Aussi la Révolution hongroise lui apparaissait-elle comme une menace à l'équilibre des puissances dans l'est. Il

refusa de prendre connaissance officielle de la déclaration d'indépendance de la Hongrie. Lorsque, en mai 1849, le tsar vint au secours des Autrichiens et envoya une armée en Hongrie, Palmerston approuva tacitement. Durant tout le printemps et l'été, il écrivit dépêches sur dépêches, chargeant Sir Stratford Canning à Constantinople de dissuader les Turcs, dont les sympathies étaient pour les Hongrois, d'intervenir. En juillet, il envoya à Gratz un observateur sans caractère diplomatique officiel, et il demeura sourd au dernier appel d'aide de Kossuth. Au mois d'août, juste avant Villágos, il offrit la médiation britannique, mais après que les Hongrois eurent capitulé à Villágos (13 août), on n'entendit plus parler de cette offre.

En juillet, une nouvelle trêve fut conclue entre la Prusse et le Danemark, et en août les négociations pour la paix commencèrent. Après Villágos, une nouvelle crise éclata dans le sud-est. Les Gouvernements russe et autrichien exigeaient l'extradition d'un certain nombre de réfugiés hongrois qui avaient traversé la frontière turque. Le même motif qui avait poussé Palmerston à s'opposer à l'indépendance de la Hongrie le décida à appuyer la Porte dans sa résistance aux demandes austro-russes. Dans l'opinion du Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, acquiescer aux exigences austro-russes serait réduire le Sultan à la position d'un vassal du Tsar. Le Chef du Foreign Office réussit à persuader la France à se joindre à la Grande-Bretagne pour soutenir la Porte. Des flottes anglaise et française furent envoyées à Besika, et l'Angleterre était prête à faire la guerre pour la défense de la souveraineté de la Turquie. La Russie et l'Autriche, intimidées, retirèrent leurs demandes d'extradition (octobre).

Ainsi, durant les années tumultueuses de la Révolution de 1848-9, la seule question pour laquelle la Grande-Bretagne fut disposée à risquer une guerre fut celle de l'indépendance de la Turquie. Ce fait montre clairement les motifs fondamentaux de la politique britannique.

1850

Au commencement de l'année 1850, le danger d'une conflagration européenne avait cessé d'exister. La France, sous Louis-Napoléon et ses conseillers catholiques, ne menaçait plus de recommencer les croisades révolutionnaires de 93, ou la fureur de conquêtes du Premier Empire. Palmerston pouvait sans crainte abandonner l'entente étroite qu'il avait établie pour retenir la France pendant les jours difficiles de 1848. Depuis 1847, il avait médité une démonstration contre la Grèce. L'occasion se présenta dans certaines réclamations financières contre le Gouvernement grec, notamment celle de Don Pacifico, un Juif portugais que le hasard de sa naissance à Gibraltar avait fait sujet britannique. En janvier, le Ministre d'Angleterre à Athènes fut chargé de demander le règlement immédiat des réclamations anglaises, et une flotte britannique sous les ordres de l'Amiral Parker, fut envoyée au Pirée. Le Gouvernement grec repoussa l'ultimatum anglais, et Parker mit l'embargo sur le Pirée et saisit les navires qui se trouvaient dans le port. Le Gouvernement français offrit ses bons offices comme médiateur. Palmerston accepta à contre-cœur et il ordonna à Wyse, le Ministre d'Angleterre à Athènes, de

ne transiger sur aucun point. Apparemment Palmerston désirait que la médiation échouât.

Entre temps, les négociations pour le règlement de la dispute Schleswig-Holstein continuaient à Londres et à Berlin. Palmerston, qui avait compris, dès le début, l'importance de la question de succession, pressait les Danois de la régler (Dépêche du 19 février). L'objet de sa politique était de préserver la souveraineté danoise dans les Duchés. Contrairement à Victoria et Albert, il avait peu de sympathie pour les nationalités allemandes et leur désir de créer une Allemagne unie. Son principal intérêt dans les Duchés était d'empêcher qu'ils ne fussent accaparés par une puissance de premier ordre telle que la Prusse. En janvier, il essaya de s'assurer l'adhésion de la Prusse au Protocole qui proclamait l'intégrité de la Monarchie danoise. La Prusse refusa de signer.

Après deux mois de négociations futiles, la médiation française à Athènes échoua, comme l'avait voulu Palmerston. Parker remit immédiatement l'embargo sur le Pirée. Le Gouvernement grec fut forcé d'accepter les conditions britanniques. Cependant, Drouyn de Lhuys, Ambassadeur de France à Londres, et le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre étaient tombés d'accord sur des conditions qui satisfaisaient la plupart des demandes britanniques, laissant de côté la plus que douteuse réclamation de *Pacifico*, qui devait être jugée par une commission arbitraire. L'accord de Londres était plus sévère pour le Gouvernement grec que les termes exigés par Wyse à Athènes. Gros, le médiateur français, reçut la copie française de l'accord de Londres le jour avant le renouvellement des mesures coercitives; il en informa Wyse (qui n'avait pas encore reçu la copie anglaise). Wyse refusa d'en prendre note. Lorsque la fin de l'affaire fut connue à Londres et à Paris, Drouyn de Lhuys fut rappelé (mai). Palmerston essaya d'arranger l'affaire en offrant de substituer les clauses de l'accord de Londres aux conditions exigées par Wyse et Parker.

Fréquemment depuis son retour au Ministère, en juillet 1846, Palmerston avait agi en opposition aux opinions de la famille royale, et quelquefois à celles du Cabinet. L'affaire *Don Pacifico* était un exemple flagrant, et elle lui aurait coûté son portefeuille si l'opposition n'avait pas saisi cette occasion pour forcer un débat sur la politique étrangère de Palmerston (juin). Le Gouvernement fut obligé de défendre la politique de Palmerston et Russell ne put pas le destituer.

Les négociateurs dans l'affaire du Schleswig-Holstein continuaient à délibérer sur le règlement de la succession danoise et sur la reconnaissance par la Prusse de l'intégrité de la Monarchie danoise. Au mois d'août, la Prusse refusa de nouveau de signer un protocole proclamant l'intégrité des territoires, sous la souveraineté du Roi de Danemark. Le 23 août, l'Autriche signa, sous certaines réserves, et Palmerston essaya d'obtenir de la Prusse une signature analogue. La Prusse refusa obstinément de signer, mais en novembre elle exprima une reconnaissance du principe du protocole.

1851

La question de la succession au trône de Danemark fut réglée par

le choix du Prince Christian de Glucksbourg comme successeur de Frederick VII.

En octobre, Kossuth débarqua en Angleterre. Le leader hongrois n'étant plus qu'un exilé inoffensif, Palmerston se proposa de satisfaire à ses goûts de radicalisme en l'invitant chez lui. Victoria s'y opposa, et Russell défendit grandement à son Ministre des Affaires étrangères de recevoir le leader hongrois. Palmerston fut forcé d'obéir et de retirer son invitation ; il se vengea en recevant au Foreign Office des députations radicales. Cette affaire était à peine terminée lorsque arriva la nouvelle du Coup d'Etat de Louis-Napoléon. Palmerston, en violation directe des instructions de Victoria et de Russell, donna toute son approbation à l'acte de Napoléon, et lorsqu'il eut été réprimandé, il recommença. L'occasion que Victoria avait si longtemps attendue était enfin venue. Palmerston fut forcé de démissionner.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	VII
------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.	IX
------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

La rupture de l'entente cordiale.	1
---	---

CHAPITRE II

Les suites de la rupture de l'entente cordiale.	46
---	----

CHAPITRE III.

L'insuccès de la propagande de Palmerston en Espagne. . . .	64
---	----

CHAPITRE IV.

La révolution en Portugal.	82
------------------------------------	----

CHAPITRE V.

La révolution en Suisse	120
-----------------------------------	-----

CHAPITRE VI.

Les débuts de la révolution en Italie	163
---	-----

CHAPITRE VII.

L'Angleterre et la France en Italie.	212
--	-----

CHAPITRE VIII.

L'extinction de la révolution italienne.	264
--	-----

CHAPITRE IX.

La révolution hongroise	289
-----------------------------------	-----

CHAPITRE X.

La question du Schleswig-Holstein.	319
--	-----

CHAPITRE IX.

L'Affaire de Don Pacifico et la chute de Palmerston.	339
--	-----

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.	383
-------------------------------	-----

Vu et admis à soutenance
le 15 novembre 1924.

*Pour le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

L'assesseur,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,

Paul APPELL.

